

**Université de Cergy-Pontoise/Université de Varsovie  
Sciences de l'information et de la  
communication/Département Journalisme et Sciences  
Politiques**

**Thèse de doctorat en cotutelle soutenue publiquement  
Le 23 janvier 2013**

**par**

**Jolanta Kawa, épouse Kurska**

**« Adam Michnik, Bernard Kouchner et Daniel Cohn-  
Bendit : des dissidents "convertis" ?  
Trajectoires biographiques.  
Tentative de comparaison. »**

**Sous la direction des professeures Joanna Nowicki  
et  
Grażyna Ulicka**

**Volume I**

## REMERCIEMENTS

Le travail de recherche que j'ai entrepris aurait difficilement pu aboutir sans le soutien et les remarques constructives de nombreuses personnes grâce auxquelles ma réflexion et mon analyse ont pu s'enrichir et s'affiner pour finalement prendre forme de cette thèse.

Ainsi, je tiens avant tout à exprimer ma gratitude à mes deux directrices de thèse — les Professeures Joanna Nowicki et Grażyna Ulicka représentant respectivement l'Université de Cergy Pontoise et l'Université de Varsovie pour avoir suivi avec intérêt et enthousiasme mon cheminement intellectuel et ceci dès le début de ce projet. Elles ont dirigé mes travaux en m'apportant des conseils et suggestions judicieux ce qui m'a permis de parachever ce travail de longue haleine.

J'adresse mes remerciements particuliers à Paul Gradwohl avec lequel j'ai eu des échanges sur la perspective historique.

Et je n'oublie pas tous les autres enseignants et chercheurs qui ont éclairé mon cheminement heuristique depuis des années.

Je suis par ailleurs très reconnaissante à tous ceux qui m'ont fait confiance en acceptant de partager avec moi leurs expériences et idées lors des entretiens que j'ai entrepris de réaliser pour les besoins de cette étude. Et j'y associe ceux qui ne sont pas cités nommément et qui ont fourni tant de pises utiles. Qu'ils en soient sincèrement remerciés !

J'ai également bénéficié d'une aide considérable de la part de René Koelblen qui a effectué le travail de révision grammaticale de ce manuscrit et d'Adam Gąsiewicz grâce à qui la mise en forme informatique a pu être assurée. Je les en remercie profondément.

*Last but not least*, ma famille proche — mon conjoint ainsi que mes enfants — à qui je dois des remerciements chaleureux pour n'avoir

jamais cessé de croire en moi et m'avoir toujours soutenu inconditionnellement.

## **TABLE DES MATIERES**

<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>8</b>
<b>PREMIER CHAPITRE : ADAM MICHNIK, BERNARD KOUCHNER, DANIEL COHN-BENDIT – 1968 ENTRE VARSOVIE ET PARIS ..</b>	<b>17</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>17</b>
<b>I. « PHÉNOMÈNE » ET GÉNÉRATION 68 EN FRANCE ET EN POLOGNE – PERSPECTIVE HISTORIQUE .....</b>	<b>19</b>
1. Qu'est-ce que le phénomène 68 ? .....	19
a) Contexte politique. ....	19
b) Contexte économique et social. ....	22
c) Contexte culturel.....	26
2. Qu'est-ce que la génération 68 en France et en Pologne ? ....	35
a) Définition et composition.....	35
b) Genèse d'une conscience de génération. ....	41
c) Références communes. ....	48
<b>II. MARS 68 EN POLOGNE ET MAI 68 EN FRANCE. QUE S'EST-IL RÉELLEMENT PASSÉ ? .....</b>	<b>57</b>
1. Le prélude .....	57
a) Le conflit israélo-arabe, catalyseur de 68 ? .....	57
2. L'explosion de Mars 68.....	65
a) Chronologie des faits. ....	65
b) Conséquences directes. ....	70
3. L'explosion de Mai 68.....	75
a) Conséquences directes. ....	76
<b>III. LES INTERPRÉTATIONS.....</b>	<b>82</b>
1. Mémoire des événements de Mai et de Mars 68.....	82

a) France — foisonnement d'interprétations. ....	82
b) Pologne — déficit d'analyses ? .....	86
2. Interpénétration culturelle des deux contestations 68 ? .....	93
« Lettre ouverte au parti communiste » de Kuroń et Modzelewski en France. ....	93
3. Perception mutuelle des événements de Mars et Mai quarante ans plus tard .....	96
a) Regards des protagonistes polonais sur les événements français.....	96
b) Regards des protagonistes français sur les événements polonais. ....	99
4. Impact des perceptions de la Shoah .....	102
a) Le « big-bang » de la Shoah et le phénomène 68. ....	102
b) Conséquences du « big-bang ». ....	107
<b>IV. ADAM MICHNIK, BERNARD KOUCHNER ET DANIEL COHN-BENDIT — QUEL « SOCLE COMMUN » ? .....</b>	<b>114</b>
1. Nouvelle subjectivité politique, références partagées. ....	114
2. Adam Michnik, Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit et les événements de 68. ....	127
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>137</b>
<b>CHAPITRE II : LES DISSIDENCES.....</b>	<b>141</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>141</b>
<b>I. LE CONCEPT DE DISSIDENCE .....</b>	<b>144</b>
1. Étymologie et définition. ....	144
2. Approches pluridisciplinaires du concept de dissidence. ....	150
3. Figures symboliques de la dissidence. ....	158
<b>II. MICHNIK, KOUCHNER, COHN-BENDIT – DES DISSIDENTS ? .....</b>	<b>162</b>
1. Le pourquoi de la dissidence .....	165

2. L'éthos de la dissidence.....	167
a) Éthique de la non-violence. ....	173
b) Un style, un discours. ....	182
<b>III. ADAM MICHNIK ET SA DISSIDENCE .....</b>	<b>187</b>
1. Dissidence par l'écriture. ....	188
2. Marginalité assumée. ....	201
<b>IV. DISSIDENCES DE KOUCHNER ? .....</b>	<b>211</b>
1. « Empêcher un nouvel Auschwitz ». ....	212
2. Biafra – le silence tue! ....	217
3. Droit d'ingérence humanitaire. ....	229
<b>V. DISSIDENCES DE COHN-BENDIT ? .....</b>	<b>231</b>
1. « Un paria conscient » ....	231
2. Le politique « non-professionnel » ....	235
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>239</b>
 <b>CHAPITRE III : LES DISSIDENTS « CONVERTIS » ? .....</b>	 <b>242</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>242</b>
<b>I. CHOIX ANTIPOLITIQUES ET IMPACT POLITIQUE .....</b>	<b>245</b>
1. Le concept de l'antipolitique ....	245
2. Michnik - le temps de la politique ....	249
a) député d'un moment. ....	249
b) le journalisme engagé. ....	259
3. Kouchner, Cohn-Bendit - « la politique est une aventure » .	270
a) Kouchner – un « aventurier » en politique. ....	276
b) L'action ministérielle de Kouchner. ....	279
c) Cohn-Bendit – « Monsieur l'Europe » . ....	294

<b>II. LIGNES DE PARTAGE BROUILLÉES .....</b>	<b>304</b>
1. « Ni de gauche ni de droite » ? .....	304
2. Identités croisées .....	313
<b>III. DIVERGENCES .....</b>	<b>322</b>
1. Controverses sur la crise irakienne .....	324
2. Les trois Europe .....	327
<b>IV. LEGS .....</b>	<b>333</b>
1. Ecriture foisonnante.....	333
2. Des héros contestés .....	339
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>351</b>
<b>CONCLUSIONS .....</b>	<b>354</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>363</b>
<b>LISTE DES ENTRETIENS RÉALISÉS PAR L'AUTEUR .....</b>	<b>384</b>
<b>MÉTHODOLOGIE DES ENTRETIENS .....</b>	<b>389</b>
<b>TRAME DES QUESTIONS POSÉES LORS DES ENTRETIENS.....</b>	<b>392</b>
<b>ANNEXES :</b>	
1.Extraits d'entretiens de l'auteur avec Adam Michnik, Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit réalisés pour les besoins de cette étude. ....	397
2. Chronologie des événements de Mai 68 en France.....	433

## INTRODUCTION

*„Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse. (...) Elle devrait, dans une sorte de course folle contre la montre, restaurer entre les nations une paix qui ne soit pas celle de la servitude, réconcilier à nouveau travail et culture, et refaire avec tous les hommes une arche d'alliance.”*

*Albert Camus, Discours de Stockholm, pour l'attribution de son Prix Nobel 1957.*

Que n'a-t-on pas dit ou écrit sur Adam Michnik, Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit. Tantôt acteurs, tantôt « spectateurs engagés », leurs trajectoires, attitudes et prises de position n'ont cessé de susciter l'intérêt de l'opinion publique.

Faire entrer en résonance leurs parcours paraît, à première vue, peu aisée, voire générateur de controverses. En effet, dès le début de leurs vies actives, ce qui différenciait semblait dominer : tout d'abord l'âge – Kouchner a sept ans de plus que Michnik et Cohn-Bendit, ce qui influe, par conséquent, sur le processus de leurs « socialisation » ; ensuite l'univers idéologique et intellectuel qui les a forgés — Kouchner vient du Quartier latin et s'éloigne progressivement du communisme lorsqu'en 1967 il rencontre Cohn-Bendit qui, lui, est installé à Nanterre et emprunte la voie de l'anarchisme, Michnik en



revanche vit dans une Varsovie « bétonnée » par l'oppressant système communiste, derrière le Rideau de fer.

Et pourtant, ils se reconnaîtront assez rapidement comme faisant partie d'une « génération internationale » — celle des soixante-huitards qui, conscients de la simultanéité des mouvements de 68, souligneront dans leurs interprétations immédiates ou futures avoir eu le sentiment de solidarité envers des contestataires d'autres pays, voire même avoir partagé leurs revendications et idées.

Cette convergence entre événements et opinions, l'existence d'interactions qui restent à préciser renvoient à des questionnements plus généraux d'ordre en apparence biographique : comment ceux qui en 68 s'engageaient dans les mouvements contre les pouvoirs en place ont-ils, plus tard, accepté de participer à la politique institutionnelle ? Ont-ils rejoint la politique au détriment de leurs convictions de jeunesse ? Les ont-ils « trahi » ou, au contraire, ont-ils tenté de construire une altérité politique et sociale ? Pourquoi cette « connivence » générationnelle malgré les différences de contextes et de revendications portées par les mouvements de 68 ?

Mais au-delà de ce qui pourrait simplement relever en partie de l'illusion biographique<sup>1</sup> il a semblé nécessaire d'inscrire l'analyse croisée des trajectoires des trois personnages dans une réflexion portant sur les événements de 68 qui ont déferlé sur de nombreux pays, y compris sur ceux situés de l'autre côté du Rideau de fer. Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit y ont participé, bien que de différentes manières, et s'y référeront tout au long de leurs vies. Ces événements furent en effet à l'origine d'une « césure » qui s'était

---

<sup>1</sup>. Voir Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, v. 62, n° 62-63, pp. 69-72, disponible en ligne : [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss\\_0335-5322\\_1986\\_num\\_62\\_1\\_2317](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1986_num_62_1_2317).

opérée dans leurs positions et engagements idéologiques et qui, partant, a déterminé leurs parcours ultérieurs.

Les célébrations du 40<sup>e</sup> anniversaire de 68 en France et en Pologne en 2008 ont constitué le moment décisif pour notre recherche : dans un climat marqué par des polémiques récurrentes sur l'héritage de 68 ou encore par des accusations dirigées contre ses acteurs, l'interrogation sur ces trajectoires individuelles qui se sont construites en refusant les cadres traditionnels de la politique et en dialogue constant avec les opinions publiques s'est définitivement imposée comme champ de recherche.

Par ailleurs, malgré l'apparente homogénéité des mouvements de contestation initiaux ainsi que le sentiment d'appartenance — chez beaucoup de contestataires — à la même génération 68, les événements polonais n'ont toujours pas leur place dans la mémoire et le patrimoine européens ; les publications françaises de 2008 sur ces événements omettent systématiquement le cas polonais.

Il a donc fallu poser un regard croisé sur ces événements de 1968 en France et en Pologne, et mettre en perspective non seulement leurs caractéristiques différentes mais aussi leurs dénominateurs communs. Au-delà de la perspective historique, pour saisir la singularité du rapport au politique et à la communication des trois protagonistes centraux de la thèse, un corpus nouveau a dû être établi par le biais d'une série d'interviews avec des anciens leaders de 68 en France et en Pologne, parce que ce travail de collecte mené dans les deux pays avait été négligé jusqu'à présent. Ce qui explique sans doute qu'à notre connaissance aucune étude n'avait été réalisée sous l'angle proposé ici. Au questionnement correspondent un corpus spécifique et une méthode particulière qui ont permis d'envisager des interprétations nouvelles. Et ce ne sont pas les seuls événements de 1968 qui sont concernés.

Ainsi l'auteure a-t-elle commencé à réaliser des entretiens avec des acteurs et témoins directs de l'époque, en France dès novembre 2007, en Pologne dès février 2008, parmi lesquels il y avaient : Serge July (ancien maoïste et ancien rédacteur en chef de *Libération*), Henri Weber (trotskiste, eurodéputé de l'époque), Michel-Antoine Burnier (ami de Jean-Paul Sartre et de Bernard Kouchner, proche de PSU, ancien journaliste à *L'Évènement*), Bernard Guetta (ancien correspondant du *Monde* en Pologne, journaliste actif) ; Christine Ockrent (journaliste de télévision), William Goldnadel (juriste et avocat). Du côté polonais, l'auteure s'est entretenue avec Seweryn Blumsztajn (journaliste de *Gazeta Wyborcza*), Barbara Toruńczyk (fondatrice et rédactrice en chef de la revue littéraire *Zeszyty Literackie*), Aleksander Smolar (politologue), Marian Turski (survivant d'Auschwitz, journaliste de l'hebdomadaire *Polityka*), Szewach Weiss (ancien ambassadeur d'Israël en Pologne, professeur à l'Université de Varsovie). On voit que l'échantillon couvre les champs de la politique et de la communication, sur une base bien évidemment réduite quant au nombre d'interviewés, mais significative par le rôle que ceux-ci ont eu.

Les anciens leaders de 68 auxquels l'auteure s'est adressée ont favorablement répondu à cette demande, tout en acceptant le principe d'entretiens « semi-directifs ». Ayant préparé un certain nombre de questions à l'avance, l'auteure a dirigé ces entretiens respectivement en français ou en polonais en laissant une certaine liberté à ses interlocuteurs quant à l'ordre des questions et à leur narration afin que ceux-ci puissent parler ouvertement. Il a fallu parfois recentrer l'entretien lorsque l'interviewé s'écartait des thèmes qui nous intéressaient.

Une place à part revient aux entretiens que l'auteure a entrepris de faire avec les héros de cette étude – Adam Michnik, Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit. Ayant pris connaissance de leurs

trajectoires par le biais de leurs livres ou de ceux que l'on a écrit sur eux ou encore des articles de presse, l'auteure a mené successivement, en 2007, en 2008 et en 2011, des entretiens individuels avec chacun d'entre eux séparément.

S'il existait des interviews croisées Kouchner/Cohn-Bendit ( *Quand tu seras président*, 1998) et Michnik/Cohn-Bendit (réalisé par Cohn-Bendit en 1988), aucun face-à-face Michnik/Kouchner n'avait été réalisé jusqu'alors. C'est pourquoi en juillet 2012, l'auteure a tenté de compléter cette perspective par des entretiens croisés avec les deux personnalités.

Cette rencontre de 10 jours en juillet 2012 — et la réalisation des entretiens — ont été précédées d'une consultation par voie électronique avec les deux personnages autour des thèmes généraux que l'auteure souhaitait aborder. Ils ont accueilli cette initiative avec enthousiasme et intérêt sans intervenir ou influencer dans la préparation du scénario précis de la rencontre. Peut-être considéraient-ils ce projet comme pouvant être un bilan de leurs vies.

Réalisées en français dans un cadre privé et confiant, toutes les interviews — environ 50 heures — ont été enregistrées et retranscrites. L'auteure en a tiré un volume-livre qui paraîtra en 2013 parallèlement en France et en Pologne.

L'objectif premier de ces entretiens fut entre autres d'approfondir et de vérifier certaines thèses véhiculées sur les personnages en question ainsi que de mieux percevoir leur évolution idéologique et ceci depuis leurs engagements de jeunesse jusqu'à nos jours.

La construction de ce corpus particulier, qui complète les autres sources, plus traditionnelles, utilisées ici, repose aussi sur la prise en compte d'une des spécificités des trois personnages principaux de l'étude : ils ont tous trois un rapport qu'ils veulent très direct avec les opinions publiques et se sont constitués, de façon volontaire, une très

forte personnalité médiatique. L'empathie nécessaire à ces entretiens était un prérequis. Mais elle a été prise en compte dans la démarche de décryptage et d'analyse qui est présentée dans le corps de la thèse. En effet, les informations ainsi recueillies ont permis de saisir la genèse et la portée des divers choix de sorties des cultures politiques nationales d'où sont issus les trois personnages. Un des enjeux de ce travail est donc aussi de mesurer combien des individus peuvent choisir de changer des règles du jeu politique.

Cette recherche doctorale a aussi été menée pour tenter de répondre à une question concrète qui jusqu'alors n'avait pas été abordée — du moins sous l'angle scientifique — à savoir quels projets visaient les trois soixante-huitards en question lorsqu'ils envisageaient la nécessité de s'engager sur la voie institutionnelle et politique.

Notre hypothèse de départ est qu'après l'échec de 68, les trois protagonistes ont cherché à poursuivre leurs combats au nom des droits de l'homme en empruntant d'autres voies qui les ont amenés à quitter le cadre national ou encore la « culture politique » oppressante dans l'espoir de faire émerger de nouvelles réalités. Ces combats ont été poursuivis à travers un « double » engagement : « dissident » et « institutionnel », l'un et l'autre se succédant tour à tour. Le sens donné ici à la dissidence doit être précisé d'emblée : c'est un phénomène « individuel » de désaccord avec un ordre ou une réalité perçue comme « injuste » et/ou comme relevant de l'oppression ; cette attitude dissidente n'a pas de structures officielles, ni de programme politique défini. Notre hypothèse est nécessairement liée à un choix théorique relatif au rapport entre individu et règle du jeu politique.

Un des enjeux majeurs de notre recherche était donc d'ordre théorique : cette étude se devait d'éclairer le rapport entre l'individuel et le social. En effet, nos trois protagonistes ne sont pas seulement

des êtres « distanciés » par rapport à une réalité ou un ordre mais se caractérisent aussi par la capacité à redéfinir leur propre rôle social de façon singulière. Par conséquent, leurs démarches sont faites aussi de construction, de production de valeur. Et celle-ci s'appuie sur des systèmes de principes — donc relevant de la pensée et de l'action politiques et sociales dans leurs dimensions théoriques et pratiques — dont le dissident ou le converti assumant le choix du pouvoir recherche confirmation dans l'espace public et par adhésion du public. Et ce en particulier en se construisant une image médiatique personnelle forte.

Ainsi notre démarche méthodologique repose sur une sorte de va-et-vient permanent entre un questionnement formulé de façon indissociable dans le cadre de la science politique et des sciences de la communication.

Nous avons construit notre recherche en suivant une démarche en trois étapes qui sont autant d'axes de réflexion qui s'articulent de façon dynamique, et qui correspondent aux trois chapitres de cette thèse.

Le premier situe l'analyse croisée des trajectoires de Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit dans le cadre des événements de 68 tout en mettant en perspective le rôle de ces événements dans le processus de maturation politique des trois protagonistes sujets de notre étude, ainsi que les rapports qui existaient entre ces événements et la référence à la « génération 68 ». La question de l'existence ou non de convergences entre les mouvements de 68 polonais et français y est aussi posée, et ceci afin de mieux cerner une certaine tendance — observée à cette époque — à l'« homogénéité » entre ces mouvements et le sentiment d'appartenance à une « génération 68 ». Mais au-delà de ces analyses croisées c'est l'engagement des trois

protagonistes dans les événements de 68, leur impact sur leurs vies ultérieures et la question de leur mode de socialisation politique qui constituent le pivot de ce chapitre.

Le deuxième chapitre propose une problématisation de la dissidence et des actes dissidents qui paraissent pertinents dans le cas des trois protagonistes étant donné que 68 constitue pour eux une véritable « césure » idéologique. Pour sortir de ce qu'ils ressentent comme l'aporie de cultures politiques condamnées par des horizons trop restreints, ils tentent tous les trois de se projeter dans la construction d'une communauté nouvelle qui, elle, sera envisagée dans un cadre dépassant les limites nationales. Et c'est par le choix d'une forme de dissidence qu'ils tenteront d'agir sur le monde, chacun à sa manière.

Outre l'interrogation sur la nature de la dissidence telle qu'elle est définie ici, et sur son « éthos » particulier ainsi que le questionnement des temporalités « historiques » qui a pour but de nous permettre de mieux cerner la portée réelle de ce phénomène, nous mettrons en exergue certaines actions « dissidentes » des trois personnages et analyserons leur perception et impact en nous interrogeant sur le rapport entre action et communication dans cette dissidence bien spécifique.

Si l'attitude « dissidente » de Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit porte en germe un développement futur possible — en tant qu'elle participe à la construction d'un projet de communauté nouvelle, ayant pour base axiologique les droits de l'homme — cette perspective nécessite, pour pouvoir devenir un objectif réalisable, outre un engagement moral, un engagement politique également.

Ainsi le troisième et dernier chapitre de cette étude portera-t-il sur l'engagement « institutionnel » et politique des trois personnages.

Une série de questions y seront abordées, notamment sur la nature de leurs « conversions » et sur leur approche de la politique. Il conviendra alors de vérifier dans quelle mesure, en tentant de changer les cadres de références, ils pouvaient générer ou ont réussi à mettre en œuvre un nouveau type d'efficacité politique ? Ainsi après la transformation du mode d'action et de perspective globale, après l'affirmation dissidente, c'est l'affirmation par le pouvoir, mais toujours dans un rapport à l'opinion très particulier par le biais de choix de communication spécifiques, qui est la dernière étape de cette enquête.

Au total la mise en question du cadre de la politique, du rapport des individus retenus par cette étude à la création, à la fois de communautés de référence nouvelles et de modes de communication avec celles-ci très personnalisés, serviront à vérifier ou infirmer notre hypothèse de départ sur la genèse des trois trajectoires. Ceci éclairera aussi une dimension peu analysée de l'évolution du rapport entre individu et société dans l'Europe de l'après 1968 et de l'après 1989. Le simple fait de pouvoir valider ou invalider une approche qui fait fi des frontières nationales à l'articulation entre science de la communication et science du politique est déjà en lui-même, comme cela a été constaté lors du quarantième anniversaire de 1968, un enjeu central de notre travail.



## **CHAPITRE PREMIER**

### **ADAM MICHNIK, BERNARD KOUCHNER, DANIEL COHN-BENDIT – 1968 ENTRE VARSOVIE ET PARIS**

#### **INTRODUCTION**

Situer l'analyse des trajectoires biographiques de Michnik, de Kouchner et de Cohn-Bendit dans le cadre des événements de 68 semble aller de soi. En effet, il s'agit de personnages engagés dans des mouvements 68 en France et en Pologne et dont les trajectoires biographiques ultérieures furent fortement marquées par l'expérience de ces événements. Ils y ont participé, bien que de différentes manières, et s'y référeront tout au long de leurs vies.

Mais au-delà de la question de leur implication dans ces mouvements et, par conséquent, des empreintes laissées sur leurs parcours ultérieurs, ce qui nous semble particulièrement intéressant et ce qui constitue l'enjeu de notre démarche comparative est de comprendre le rôle de ces événements politiques dans le processus de « socialisation » des trois protagonistes – sujets de notre étude, ainsi que les rapports qui existaient entre ces événements politiques et la référence à la « génération 68 ». Par ailleurs, il conviendra de vérifier, grâce à l'analyse comparée des contextes politiques, sociaux et culturels dans lesquels ont émergé, puis, se sont déroulés les deux mouvements — français et polonais — l'hypothèse de l'existence d'une « génération 68 ».

De plus, l'analyse croisée des deux mouvements nous permettra d'analyser la question de l'existence ou non de convergences entre les mouvements 68 polonais et français et ceci afin de mieux cerner une certaine tendance observée à cette époque, « d'homogénéité en

forme et dans le temps »<sup>2</sup> entre ces mouvements ainsi que de la diffusion du sentiment d'appartenance à une « génération 68 ».

Par ailleurs, le regard croisé porté sur le processus de socialisation de Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit, aidera à mieux percevoir la question de leur engagement dans les événements de 68. Ces derniers conduiront les trois protagonistes à une véritable « césure » idéologique, sans pour autant les faire renoncer à leurs combats qui ont donc dû faire l'objet d'une reformulation.

---

<sup>2</sup>. Georges Mink, « Mouvement de mars 1968 en Pologne et ses liens de parenté avec la contestation dans le monde », *Histoire@Politique, Politique, Culture, Société*, n°6, septembre-décembre 2008.

## **I. « PHÉNOMÈNE » ET GÉNÉRATION 68 EN FRANCE ET EN POLOGNE – PERSPECTIVE HISTORIQUE**

### **1. Qu'est-ce que le phénomène 68 ?**

#### ***a) Contexte politique***

Pendant longtemps, les événements de 68 ont échappé, aussi bien en France qu'en Pologne, aux tentatives de catégorisation. Qu'était-ce au juste ? Une révolution ? Un mouvement ? Une révolte ? Faute d'avoir trouvé le vocable juste, on utilisait un nom plutôt neutre — les « événements », ou encore on optait pour une date « Mai » ou « Mars » 68, tout en réduisant son impact à la portion congrue. Ce raccourci temporel efface inévitablement la somme d'événements, voire « le trop-plein d'événements<sup>3</sup> » que représentent ces deux dates.

En France, les formes narratives adoptées pour conter l'histoire de 68 l'encerclaient étroitement dans une période se limitant au seul mois de mai, souvent pas même au mois de juin.

Selon cette optique, tout aurait commencé le 3 mai, au moment de l'intervention des forces de l'ordre à la Sorbonne, suivie des premières arrestations d'étudiants qui furent à l'origine de violentes manifestations populaires dans le Quartier latin, et se serait terminé le 30 mai par le retour en force sur la scène publique du général de Gaulle et par la dissolution de l'Assemblée Nationale. Ainsi, cette réduction temporelle conduisit-elle à reléguer à l'arrière-plan la grande grève générale, qui a entièrement paralysé le pays, sans oublier, entre autres, la répression d'État qui a mis fin aux événements de mai-juin et les actions violentes des gauchistes qui ont perduré jusqu'au milieu des années 70.

---

<sup>3</sup>. Bernard Brilliant, *Les clercs de 68*, Paris, PUF, 2003, p. 8.

De plus, l'expression « Mai 68 » occulte la genèse de la contestation, dont les premiers symptômes étaient déjà manifestes au début des années 60, soit à la fin de la guerre d'Algérie. Or, selon Bernard Brillant, « Mai 68 se trouve à la croisée du temps court de l'événement et du temps long d'une contestation qui va puiser en amont dans les mutations sociales, culturelles et intellectuelles des années 1960, et charrie, en aval, jusqu'à la fin des années 1970, les éléments transformés par le choc de l'événement lui-même<sup>4</sup>. »

« Mai 68 » ne jaillissant pas soudain de nulle part, nous préférons dans notre analyse le terme de « phénomène 68 » qui, lui, traduit mieux, semble-t-il, à la fois le climat de « fermentation » intellectuelle et culturelle qui a précédé « l'ébullition » de mai/juin et de polarisation politique due à la proximité des guerres d'Algérie et du Viêtnam, ainsi que du conflit israélo-arabe. Cette notion permet par ailleurs de placer les épisodes de mai dans le contexte international de l'époque et de s'interroger sur l'héritage que l'événement constitué politologiquement a laissé aux générations suivantes, sans jamais cesser de provoquer des controverses.

De même, l'enfermement des événements polonais dans la seule période de mars n'explique ni la quintessence, ni la chronologie des faits. En effet, tout a commencé quelques mois avant mars 68 et ne s'est pas terminé tout de suite à la fin du même mois. Selon Jerzy Eisler, historien, il n'y avait pas eu « un seul mars, mais plusieurs mars. Il faudrait donc en parler au pluriel, car ce terme recouvre différents aspects de la révolte, parfois contradictoires, et n'ayant aucun lien entre eux<sup>5</sup> ». Il s'agit certainement d'un mouvement s'inscrivant dans un temps plus long. Il prend ses racines dans l'après

---

<sup>4</sup>. *Ibid.*, p. 11.

<sup>5</sup>. Jerzy Eisler, *Polski rok 1968* [1968, l'année polonaise], Varsovie, IPN, 2006, p. 11.

juin 1956, date de la contestation ouvrière de Poznań<sup>6</sup>, et dans la période de « dégel » qui a suivi le VIII<sup>e</sup> Plénum du Comité Central du POUP (Parti Ouvrier Unifié Polonais) en octobre 56. Cela a permis, dans un premier temps, une certaine libéralisation du régime et l'apparition d'un mouvement d'opposition étudiantin, dont l'émanation la plus connue fut le groupe informel des « komandos<sup>7</sup> » et, ensuite, une liquidation progressive des acquis d'octobre.

Par ailleurs, la contestation de mars 68 se cristallise sur un fond de luttes intestines au sommet du parti communiste entre, d'un côté, les « partisans<sup>8</sup> », dont le leader fut le général Mieczysław Moczar<sup>9</sup>, et les sympathisants de Władysław Gomułka<sup>10</sup> de l'autre.

Sans oublier le conflit israélo-arabe de 67 qui a pesé sur la situation en Pologne « en accélérant les changements politiques

---

6. Révolte ouvrière de Poznań de juin 1956 fut initiée par les ouvriers de l'usine de Cegielski et s'étendit rapidement. Le régime communiste répondit par la force. Le bilan fut lourd : environ 70 personnes trouvèrent la mort. Une vague de répression s'ensuivit. Voir Georges Mink, Marc Lazar et Mariusz J. Sielski, *1956, une date européenne*, Lausanne et [Paris], Les Éditions Noir sur Blanc et Société Historique et Littéraire Polonaise, 2010, aussi Paul Gradwohl, Compte rendu de l'ouvrage cité, in *la Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 42, n°1, mars 2011. Cf. aussi Andrzej Paczkowski, *Pół wieku dziejów Polski* [Un demi siècle d'histoire de la Pologne], Warszawa, PWN, 2005, pp. 200-214.

7. Les « komandos », ainsi fut appelé par la propagande communiste le groupe de jeunes étudiants et chercheurs non conformistes de l'Université de Varsovie, rassemblant les futurs principaux acteurs de Mars 68. Sur les « komandos » voir Andrzej Friszke, *Anatomia oporu. Kuroń, Modzelewski i komandosi* [L'Anatomie d'une révolte. Kuroń, Modzelewski et les « komandos »], Kraków, Znak, 2010, pp. 457-469.

8. Les « partisans », une fraction au sein du parti communiste polonais, formée autour du général Moczar, de tendance nationaliste et chauviniste, prônant l'autoritarisme et l'antisémitisme, menant aussi une campagne contre l'intelligentsia polonaise. Ce groupe s'active après la guerre des Six Jours et est à l'origine de la campagne antisioniste et antisémite en 68.

9. Mieczysław Moczar (1913-1986), général et apparatchik communiste, ministre de l'Intérieur, leader du groupe des « partisans », instigateur de la campagne antisémite en 68. Entre 80-83, président de ZBoWiD, organisation communiste des anciens combattants.

10. Władysław Gomułka, (1905-1982), entre 1943 et 1948 et de 1956 à 1970, 1<sup>er</sup> secrétaire du parti communiste polonais.

négatifs qui se préparaient depuis quelques années déjà<sup>11</sup> » et qui fut à l'origine d'une campagne antisioniste et de purges antisémites.

### ***b) Contexte économique et social***

Le phénomène de 68 en France est ancré dans le contexte des mutations sociales entamées à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La France connaît alors une véritable expansion économique et une prospérité sans précédent. Même si le pays n'est pas un paradis d'abondance, les écarts dans les modes de vie et les différences sociales s'atténuent progressivement, la production et la consommation ne cessent de se développer et la condition ouvrière de s'améliorer. « De nouvelles catégories dites intermédiaires émergent. Le secteur tertiaire progresse rapidement et emploie la majorité des femmes qui travaillent. Aux employés s'ajoutent les cadres supérieurs et moyens, les techniciens, les professions libérales qui sont en pleine expansion<sup>12</sup>. » En somme, depuis la fin de la guerre, on assiste à une sorte de recomposition sociale.

« Si la société bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle demeurait encore une référence, le mode traditionnel de l'autorité, les coutumes et les mœurs héritées commençaient à s'user. C'était un nouveau conformisme de masse qui s'installait<sup>13</sup>. » La génération de la guerre, longtemps éprouvée par la misère et les privations, accepte volontiers une vie plus confortable, mais la jeunesse, elle, ne se satisfait pas de cette réalité tranquille et « sans histoire ». À la course effrénée au progrès, qui entraîne inéluctablement une déshumanisation des relations interpersonnelles, elle répondra brutalement en mai 68 par

---

11. Piotr Osęka, M. Zaremba, *Wojna po wojnie, czyli polskie reperkusje wojny sześciodniowej* [Guerre après guerre ou les répercussions polonaises de la guerre des 6 jours], « Polska 1944/45-1989. Studia i materiały », v. 5, Varsovie, 1999, pp. 205-239.

12. Jean-Pierre le Goff, *L'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 2002, p. 24.

13. *Ibid.*

un rejet catégorique du conformisme, de la société de consommation et de l'uniformité.

Les préoccupations de la France des Trente Glorieuses semblent être éloignées de celles de la Pologne de l'après-guerre. Dans les années soixante, ce pays souffre encore des destructions subies lors de la Seconde Guerre mondiale. « Les ruines et les maisons portant des stigmates de combats font partie du paysage des centres-villes, y compris des plus grandes, telles Varsovie, Poznań ou Wrocław<sup>14</sup>. » De plus, le modèle imposé d'une économie planifiée conduit à la stagnation économique et à des frustrations de la population. « Le déficit de logements et la pauvreté sont des phénomènes omniprésents<sup>15</sup>. »

Même si les questions économiques ne sont pas directement à l'origine du phénomène de 68, elles n'en constituent pas moins la toile de fond des revendications de liberté et de la contestation contre l'oppression du pouvoir totalitaire en place depuis la fin de la guerre. Dans une économie planifiée où les pénuries sont monnaie courante, on peut difficilement parler de « consommateurs » et encore moins de société de consommation. La population doit se satisfaire du peu de produits accessibles qui sont souvent, de qualité médiocre.

Alors que des changements rapides s'opèrent en France dans différents domaines – culture, traditions, modes de vie – le discours gaulliste reste fortement imprégné d'un moralisme du XIX<sup>e</sup> siècle. « Le Général de Gaulle incarnait des valeurs autoritaires et étouffantes, en exerçant une censure contre tout ce qui pouvait nuire à l'ordre établi. Un autre facteur social déterminant, c'était le côté vertical de la société française ressenti partout, dans les universités, les usines, et

---

<sup>14</sup>. Jerzy Eisler, *Polski rok 1968* [1968, l'année polonaise], *op. cit.*, p. 31.

<sup>15</sup>. *Ibid.*, p. 30.

son caractère figé et conservateur<sup>16</sup>. » Même si le gaullisme cherche à concilier une certaine idée de l'ordre et de la modernité « il a considérablement renforcé les défauts structurels de la société française. (...) La centralisation française a été accentuée par le style de bureaucratie autoritaire, adopté par un grand nombre de ceux qui ont servi le régime. La plupart de ceux qui se rattachent à l'État, en France, (...) donnent l'impression qu'ils possèdent ou croient posséder en eux quelque chose de la grandeur de Louis XIV. Lorsque le souverain lui-même a un style de Roi Soleil, les petits rois s'établissent les uns au-dessous des autres jusque très bas dans la hiérarchie. Nombre de Français, me semble-t-il, en concevaient à la longue quelque irritation ! Personne n'aime être traité en inférieur simplement parce qu'il sert son pays autrement que dans l'inconditionnalité ou dans la soumission aux volontés du Prince<sup>17</sup>. »

Pour décrire cette « verticalité sociale », Chantal Delsol, emploie une autre métaphore – celle du père « décalé ». C'est celui-là même à qui s'adresse Kafka dans sa *Lettre*. Ce père exige sur la simple base de sa « supériorité supposée » et ne témoigne pas « puisqu'il fait en permanence le contraire de ce qu'il exige<sup>18</sup>. » Son autoritarisme freine « l'apprentissage de l'initiative, prôné par la modernité et hérité du christianisme. On peut dire que ce dernier conserve une mentalité holiste, pendant que la culture ambiante abandonne le holisme pour l'individualisme. Un décalage se creuse entre l'impératif d'autonomie personnelle (...) et le statut presque inchangé de celui qui détient l'autorité<sup>19</sup>. »

---

16. Propos de Serge July recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 28 novembre 2007.

17. Raymond Aron, *La révolution introuvable*, Paris, Fayard, 1968, p. 96.

18. Chantal Delsol, « Un père dans les maisons », in *Liquider Mai 68 ?*, ouvrage collectif sous la direction de Matthieu Grimpert et Chantal Delsol, Paris, Presses de la Renaissance, 2008, p. 286.

19. *Ibid.*, p. 285.



Sur le plan des mœurs, la France autorise certes l'usage de la pilule contraceptive dès 1967, mais celle-ci reste encore peu répandue et le système de l'enseignement n'a pas encore connu de réformes structurelles. Le décalage est grand entre les aspirations de la jeunesse et les cadres moraux ressentis comme dépassés.

La société polonaise n'échappe pas non plus au *Zeitgeist* : « C'était la fin d'une époque, de l'époque industrielle et de reconstruction après la guerre qui se caractérisait par une hiérarchisation de la société et une certaine dépendance vis-à-vis du pouvoir. Notre mouvement fut aussi une révolte<sup>20</sup> contre la hiérarchie, bien sûr d'une autre nature, mais aussi contre la hiérarchie bétonnée du pouvoir communiste et contre le manque de démocratisation<sup>21</sup>. »

Le phénomène 68 en Pologne repose donc sur un désir de secouer le joug totalitaire écrasant la vie publique et empêchant la liberté de parole. Acquis dont jouissaient, entre autres, les contestataires parisiens.

Quant aux mœurs, « nous vivions à l'époque dans un pays hypocrite, car une certaine liberté de mœurs coexistait avec les cadres moraux puritains sur lesquels s'accordaient l'État et l'Église<sup>22</sup> ». Les changements dans ce domaine s'opèrent plus lentement et d'une manière moins radicale. La question de la sexualité est un sujet

---

<sup>20</sup>. Jerzy Eisler (p. 4) ainsi qu'Aleksander Smolar utilisent à propos du phénomène 68 la notion de « révolte ». Elle désigne un sentiment d'indignation voire de réprobation d'une situation donnée et est le plus souvent le fruit d'une action collective, regroupant un certain nombre de personnes aux intérêts partagés. Comme le remarque Jacques Ellul, ce qui la caractérise c'est le sentiment de l'intolérable et la volonté d'influer « sur le cours normal de l'histoire ». Elle a un caractère spontané et non organisé. A la différence de la révolution qui s'appuie sur une pensée préalable, la révolte est « viscérale et immédiate », *in Autopsie de la révolution*, Jacques Ellul, Paris, La table Ronde, 2008. Ainsi, la révolte fait-elle partie intégrante des mouvements de 68 en France et en Pologne.

<sup>21</sup>. Propos d'Aleksander Smolar recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 8 février 2008.

<sup>22</sup>. Propos d'Adam Michnik recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 janvier 2008.

tabou, même dans les milieux étudiants. Bien que l'usage des contraceptifs ait été autorisé, ils étaient peu connus et difficilement accessibles. Il a fallu attendre la fin des années 70 pour que la censure communiste en matière des mœurs s'estompe.

### ***c) Contexte culturel***

Les années qui précèdent les événements de mai en France sont marquées par un bouillonnement intellectuel intense. La grande diversité d'influences dans laquelle baigne la génération de l'après-guerre pèse incontestablement sur le phénomène 68. Aussi, vu le foisonnement des idées véhiculées à cette époque, nous ne pouvons hélas les passer toutes en revue. Nous tenterons d'en tracer les principales tendances ayant, à nos yeux, marqué le contexte culturel de cette période.

Au milieu des années soixante, la philosophie se tourne vers les sciences sociales. L'existentialisme sartrien, prédominant au lendemain de la guerre, cède la place au structuralisme de Lévi-Strauss qui, lui, trouve un écho dans d'autres disciplines, notamment la psychanalyse. Jacques Lacan procède à la relecture de Freud, en construisant la théorie de l'inconscient « structuré comme un langage ». La déferlante structuraliste conduit aussi à la relecture des théories de Marx par Louis Althusser. Ses thèses heurtent le dogmatisme du Parti Communiste Français, tout en nourrissant une fraction de jeunes gauchistes qui contestent le monopole du PCF, car il empêche de « penser la révolution ». En légitimant la philosophie « comme arme de la révolution<sup>23</sup> », Althusser fournit un bagage théorique aux jeunes maoïstes de *l'Union de la jeunesse communiste*

---

<sup>23</sup>. Yves Duroux, « Élèves d'Althusser », *Le Magazine littéraire*, Paris, 1992, n° 304.

*marxiste-léniniste* qui, quelques mois plus tard, se confrontera au mouvement de masse.

Les premières tentatives de révision du marxisme sont entamées en France après 1956 (Budapest) par les intellectuels regroupés autour de la revue *Arguments*, fondée, entre autres, par Edgar Morin, Colette Audry et Jean Duvignaud. À la revue collaborent aussi Alain Touraine, Roland Barthes, Gilles Deleuze et d'autres. Même si le marxisme reste toujours « un système de référence privilégié », une brèche s'ouvre pour un début de « révision<sup>24</sup> ». Cependant, il faudra attendre les années 70 et, notamment, la publication en 74 de *l'Archipel du Goulag*, d'Alexandre Soljenitsyne, pour qu'une véritable remise en cause de la pensée marxiste et communiste s'affirme.

Après octobre 56, un vent d'espoir souffle en Pologne. Gomułka prend le visage de justicier des « terroristes » staliniens<sup>25</sup>. La culture retrouve un souffle de liberté, la propagande met une sourdine et les mensonges les plus absurdes ne sont plus diffusés. Cependant, il suffit de quelques mois pour constater que les autorités tournent casaque et renient leurs engagements. Petit à petit, insidieusement, refont surface des initiatives contrariant les libertés acquises. Même les services de la sûreté retrouvent leur ancienne prépondérance.

La philosophie marxiste, prédominante à la fin de la guerre, se heurte, après 56, à un courant de « révisionnisme » représenté, entre autres, par le philosophe Leszek Kołakowski et par Krzysztof Pomian. Les révisionnistes espèrent faire sortir le marxisme du carcan stalinien. Ils croient que la réforme du communisme rétablira ses valeurs intellectuelles et le conduira à revenir à ses idéaux d'origine. Aux yeux de l'appareil du parti, Leszek Kołakowski est un exemple parfait de révisionniste. En revanche, pour une partie des étudiants et

<sup>24</sup>. Edgar Morin, « Que faire ? », *Arguments*, Paris, 1959, n°16, in *La voix des clercs de 68*, Bernard Brillant.

<sup>25</sup>. Andrzej Paczkowski, *Pół wieku dziejów Polski* [Un demi siècle d'histoire de la Pologne], *op. cit.*, pp. 209-214.

des intellectuels, il est un maître. Son exclusion du parti communiste, due à un discours « trop critique » à l'égard du régime en place, prononcé à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire d'Octobre 1956 à l'université de Varsovie, provoque une avalanche de protestations dans les milieux intellectuels de l'époque. Ces protestations sont suivies de l'éviction du POUP (Parti Ouvrier Unifié Polonais) de plusieurs intellectuels, entre autres, Tadeusz Konwicki, Jacek Bocheński, Waław Zawadzki. D'autres, tels les frères Brandys, Igor Newerly, Wisława Szymborska, Wiktor Woroszyński renoncent à leur carte du parti volontairement. Le retentissement de cette affaire témoigne de l'importance qu'attachait le pouvoir communiste à ce que pouvaient penser et dire les intellectuels du pays. « C'était caractéristique de ce régime. En Occident, par exemple en France, on nous jalousait pour cela. Eux (philosophes, écrivains français), ils publiaient des manifestes ; des personnalités connues signaient des lettres de protestation, mais cela n'intéressait personne et n'avait pas beaucoup de poids. Lorsque chez nous, une ou plusieurs personnes écrivaient ou prononçaient des propos controversés, c'était tout de suite une révolution, un tremblement de terre. Ce système était très vulnérable, on pouvait le heurter très facilement<sup>26</sup>. »

Au milieu des années soixante en France, au-delà des grands courants de pensée, où l'expérimentation côtoie souvent la radicalité des prises de position, un débat sur l'art et la culture, marqué par la volonté de réintroduire l'art dans la vie et de le politiser, bouscule les *statu quo*. La revendication de rupture avec le formalisme et l'esthétisme, d'abolition de distance entre le spectateur et le créateur, de reconsidération du rôle des artistes en termes politiques fait écho aux problématiques développées par les sciences sociales, et notamment par le structuralisme. À la même époque, la revue

---

<sup>26</sup>. Zbigniew Mentzel, *Czas ciekawy, czas niespokojny, Rozmowa z Leszkiem Kołakowskim* [Époque intéressante, époque troublée. Conversation avec Leszek Kołakowski], Varsovie, Znak, 2007, p. 161.

littéraire *Tel Quel*, regroupant de jeunes écrivains tels que Philippe Sollers, Roland Barthes, Michel Foucault, Jacques Derrida, décide de rompre avec le désengagement en se ralliant au maoïsme<sup>27</sup>. Le mouvement de *l'International situationniste*, dont le projet originel fut le dépassement des avant-gardes artistiques, notamment le dadaïsme et le surréalisme, s'oriente en 67 vers une critique de la « société du spectacle », associée à un désir de subversion et de révolution sociale.

En littérature, Malraux, Camus et Sartre sont encore des auteurs de référence, mais le roman traditionnel cède la place au Nouveau Roman. Ce dernier refuse l'histoire et toute préoccupation psychologique ou morale en réaffirmant un nouvel « art pour l'art ». L'homme comme figure du savoir est désormais symboliquement mort, il vit dans un espace et un temps indéfinis, où il erre sans grand espoir, tels les héros de Ionesco ou de Beckett.

Au début des années soixante, la Pologne reste, malgré « le resserrement de la vis » progressif après la période de « la petite stabilisation<sup>28</sup> » « le pays le plus libéral et le plus ouvert de tout le bloc soviétique. Désormais, la culture est plus difficile à remuseler. Intellectuels et créateurs refusent de se soumettre. La société polonaise a le meilleur accès de toutes les populations de l'Europe de l'Est aux nouvelles tendances artistiques et scientifiques<sup>29</sup>. »

---

<sup>27</sup>. Philippe Forest, *Histoire de Tel Quel 1960-1982*, Paris, Seuil, 1995.

<sup>28</sup>. « La petite stabilisation », est le titre d'une pièce de théâtre de Tadeusz Różewicz (*Témoins ou notre petite stabilisation*). C'est ainsi que furent appelées les premières années de Gomułka au pouvoir, caractérisées par une certaine amélioration du climat social et l'espoir de voir la situation économique du pays s'améliorer. Ce fut une période de libéralisation de la vie publique, de la prise de distance avec l'URSS, de l'amnistie pour les prisonniers politiques. Cf. Andrzej Friszke, *Anatomia buntu, Kuroń, Modzelewski i komandosi*, op. cit., pp. 61-77.

<sup>29</sup>. Jerzy Eisler, *Zarys dziejów politycznych Polski 1944-1989* [Essai d'histoire politique de la Pologne entre 1944 et 1989], Warszawa, Polska Oficyna Wydawnicza, 1992, p. 82.

Dans la littérature polonaise de l'époque, si des écrivains comme Iwaszkiewicz ou Andrzejewski s'inscrivent dans la continuité de la tradition littéraire, des auteurs tels que Gombrowicz, Mrozek, Brandys ou Białoszewski abordent dans leurs écrits la problématique existentialiste. La satire de Mrozek, frôlant le théâtre de l'absurde à la Ionesco, et la littérature de « science fiction » de Stanisław Lem remportent un grand succès<sup>30</sup>.

Le théâtre alternatif polonais, né en cette période, est vite devenu le symbole du théâtre expérimental européen. Les productions du Théâtre du 8<sup>ème</sup> jour de Poznań, devenue une légende, se focalisent sur le contact direct avec le public, en recourant au mouvement et au geste symbolique. « Bien plus qu'une source d'émotions purement esthétiques, la scène devient lieu de la rencontre avec autrui, une façon de vivre l'art symbole du théâtre engagé, toujours sensible aux problèmes majeurs du monde actuel, prenant la parole dans les grandes discussions de notre époque<sup>31</sup>. » Ces recherches théâtrales sont fortement influencées par les théories de Jerzy Grotowski et son « Théâtre Laboratoire » de Wrocław. « Grotowski a converti la pauvreté en idéal, ses acteurs se sont dépourvus de tout, sauf de leur propre corps ; ils disposent des instruments - de leurs organismes et du temps illimité, rien d'étonnant s'ils considèrent leur théâtre comme le plus riche au monde<sup>32</sup>. » De nombreux leaders du théâtre mondial expérimental s'inspiraient de Grotowski, entre autres, Peter Brook, Jean-Louis Barrault.

De même, le cinéma polonais connaît en cette période un développement florissant. Les représentants de ce qu'on appelle

---

30. « Polska literatura po 1990 roku » [Littérature polonaise après 1990], conférence prononcée par le professeur Wojciech Skalmowski à l'Université de l'Alberta, lors de la Semaine de la culture polonaise, Edmonton, 15 octobre 1998, <http://www.zwoje-scrolls.com/zwoje13/text06.htm>

31. Monika Mokrzycka-Pokora, *Teatr Ósmego Dnia* [Théâtre du 8<sup>e</sup> jour], Varsovie, IAM, février 2004.

32. Peter Brook, *Espace vide*, Varsovie, IAM, 1977.

« l'école polonaise de cinéma », tels Wajda, Konwicki, Kutz, Munk, ont définitivement rompu avec l'esthétique du réalisme socialiste. Leurs films réinterprétaient certaines questions clés pour la nation polonaise, y compris le catholicisme<sup>33</sup>. Les héros de ces films se meuvent dans un monde fataliste, plein d'hypocrisie et de conformisme, où l'histoire broie les individus et les peuples.

Au plan religieux, « S'il est une période du catholicisme français dont le souvenir collectif reste dominé par l'idée de crise, c'est bien celle qui sépare la clôture du Concile de Vatican II (8 décembre 1965) de la mort de Paul VI (6 août 1978) : déclin accéléré des vocations sacerdotales et de la pratique régulière; politisation à l'extrême d'une frange du catholicisme français (...) ; crise (...) des mouvements chrétiens (...), dissidence intégriste, marquée par la rébellion de Mgr Lefèbvre et (...) par le désarroi d'une masse de fidèles en manque de latin d'église et constatant avec amertume "qu'on leur a changé la religion" ; crise du magistère, ouverte par les polémiques de 1968 autour de l'encyclique *Humanae vitae*, et qui s'approfondit à la faveur des débats sur l'avortement, la contraception, l'émancipation féminine et, de manière générale, la libération des mœurs<sup>34</sup>. » En effet, la France suivait avec passion le Concile de Vatican II qui a profondément ébranlé le catholicisme et surtout les mouvements d'action catholique. En particulier, les *Scouts de France*, représentant à l'époque une part non négligeable des jeunes chrétiens, ont modifié les rapports hiérarchiques dans leurs structures, remettant en cause, à partir de 1964, un modèle de type quasi militaire et introduisant la collégialité des décisions au sein des équipes.

---

<sup>33</sup>. Krzysztof Kornacki, « Niemy dzwon, szkoła polska wobec katolicyzmu », [Sourde cloche, l'école de cinéma polonais et le catholicisme polonais], *W drodze*, n° 7, Varsovie, 2000.

<sup>34</sup>. Denis Pelletier, *La crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978)*, Payot, 2002, p. 120.

De l'autre côté du rideau de fer, après octobre 56, « l'idylle » dans les relations entre l'Église catholique et le pouvoir communiste ne dure pas longtemps<sup>35</sup>. Après un temps d'accalmie durant la période de dégel, pendant laquelle les milieux des catholiques laïques, regroupés autour des revues *Znak*, *Więź* et de l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny*, réussissent à avoir une représentation à la Diète (Groupe parlementaire de *Znak*<sup>36</sup>), les attaques sournoises contre celle-ci, ainsi que son activité pastorale, reprennent. Les cours de religion à l'école sont réduits; les croix, autorisées jusque là dans les écoles, sont interdites; le pouvoir communiste entame une action de confiscation des propriétés appartenant à l'Église; des séminaristes sont obligés de faire le service militaire, on limite les pratiques religieuses dans les prisons, à l'armée, dans les orphelinats... L'apogée de la campagne antiéglise est atteint en 1966, lors des célébrations du millénaire de l'Église de Pologne. L'épiscopat polonais invite alors par lettre les évêques allemands à participer à ces célébrations « dans un esprit de conciliation, de paix et d'oubli des atrocités commises par les hitlériens pendant la dernière guerre mondiale ».

Déformée et présentée par la propagande communiste comme une injure faite aux victimes du nazisme, cette invitation servit de prétexte pour discréditer l'Église. Celle-ci célébra le millénaire et, malgré les nombreuses vexations imposées par le gouvernement qui empêche, entre autres, la visite du pape Paul VI, un demi-million de pèlerins se rendent à Częstochowa. « Ni les révisionnistes, ni des jeunes étudiants regroupés autour de Kuroń et de Modzelewski n'ont réagi à ces attaques. Ils étaient enclins à penser que, dans cette bataille, l'Église voulait sauvegarder quelques privilèges. Il n'en était rien, (...), les privilèges avaient été liquidés depuis longtemps. Le pouvoir communiste voulait tout simplement terroriser la société, (...) »

<sup>35.</sup> Jerzy Eisler, *Polski marzec 68*, op. cit., p. 636.

<sup>36.</sup> Entre 1956-1980, les catholiques laïcs ont réussi à avoir une représentation à la Diète. 5 députés ont formé un groupe parlementaire *Znak*.



l'unir autour des idées chauvines, identifier (...) les valeurs chrétiennes et humanistes, défendues par la *Lettre des évêques*, à une idéologie de la trahison nationale. Ce qui était antitotalitaire devait désormais être considéré comme antinational. En un mot, il s'agissait, une fois de plus, de la monopolisation communiste de la vie spirituelle et publique des Polonais. La prochaine étape de cette monopolisation — cette fois-ci faite contre l'intelligentsia laïque — fut les événements de mars en 1968<sup>37</sup>. » Seuls les députés catholiques du groupe *Znak* prennent ouvertement la défense des évêques polonais, comme ils le feront plus tard pour les étudiants et intellectuels persécutés pour leurs actions de mars 68.

Dans le même temps, l'Église polonaise est confrontée aux débats du Concile Vatican II. L'archevêque Stefan Wyszyński, primat de Pologne de l'époque, craint que la mise en route des réformes préconisées par le Concile ne conduise à l'affaiblissement de l'unité de l'Église, à sa désorganisation et, en dernier ressort, à son déclin. De ce fait, il opte pour une Église centralisée et hiérarchisée. Les propos de Tadeusz Mazowiecki, rédacteur en chef de la revue *Więź* de l'époque, le confirment. Lorsque celui-ci aborde, dans une conversation avec le primat, le sujet du dialogue avec les incroyants, en argumentant que « ce serait bon pour l'Église », ce dernier lui répond : « C'est moi qui décide de ce qui est bon pour l'Église<sup>38</sup>. » Cependant, selon la biographe de l'archevêque Ewa Czaczkowska, la position de Stefan Wyszyński face aux tendances libérales du Concile n'était pas seulement dictée par son conservatisme, mais aussi par le souci de les adapter au contexte local et à la situation politique du pays. De plus, il aurait été conscient de la « faiblesse du catholicisme polonais, de son côté "folklore", il savait donc qu'il ne pourrait pas

---

<sup>37</sup>. Adam Michnik, *Kościół, lewica, dialog* [L'Église, la gauche et le dialogue polonais], Varsovie, Świat Książki, 1998, p. 84.

<sup>38</sup>. Ewa Czaczkowska, *Kardynał Wyszyński* [Le cardinal Wyszyński], Varsovie, Świat Książki, 2009, p.465.

relever le défi lancé par le Concile<sup>39</sup>. » Sa prudence, critiquée alors par les milieux de *Więź* et *Tygodnik Powszechny*, est perçue aujourd'hui par nombre d'analystes comme une preuve de réalisme politique et de sagesse.

Qu'en est-il du clergé polonais ? Le père Tischner témoigne : « Nous, les prêtres, (...) on était plongés dans notre travail quotidien. (...) Je m'intéressais surtout aux textes des théologiens de l'Ouest qui exerçaient une influence sur les travaux du Concile, (...). Ils étaient publiés par la revue *Znak* et *Tygodnik Powszechny* (...) »<sup>40</sup>. » Si certaines réformes proposées par le Concile, comme par exemple la célébration de la messe dans la langue nationale et l'abandon du latin, trouvent un accueil favorable — d'autres, tels par exemple la participation des laïcs à la mission de l'Église ou le dialogue avec les incroyants, suscitent des inquiétudes. On craint de voir des agents de la police secrète s'infiltrer parmi les laïcs, et d'approcher les « incroyants » qui ont tous l'étiquette communiste<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup>. *Ibid.*

<sup>40</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, [Conversation entre le maître et le prêtre], *op. cit.*, p. 115.

<sup>41</sup>. Ewa Czackowska, *Kardynał Wyszyński* [Le cardinal Wyszyński], *op. cit.*, p. 465.

## 2. Qu'est-ce que la génération 68 en France et en Pologne ?

### a) Définition et composition

Si l'on s'en tient à la définition de Wilhelm Dilthey « la génération forme un cercle d'individus qui (...) sont reliés en un tout homogène par le fait qu'ils dépendent des mêmes grands événements et changements survenus durant leur période de réceptivité<sup>42</sup>. » Même si l'identification d'une génération ne se réduit pas à un événement dateur, « le rôle de celui-ci (...) est décisif dans l'apparition d'une génération<sup>43</sup>. » Michel Winock élargit cette approche à la notion de « communauté de systèmes idéologiques<sup>44</sup> ». « Ce qui appartient à tous est la question dominante du moment, celle qui surgit à cette période de réceptivité et de formation (...). Les réponses philosophiques et politiques à cette question centrale peuvent être divergentes ou contradictoires, mais elles font système<sup>45</sup>. »

Cela dit, la notion de génération est souvent utilisée de façon « abstraite : elle est le produit d'une construction rétrospective associant une cohorte à un événement fondateur, indépendamment de toute autre caractéristique sociale<sup>46</sup> ». Selon la définition de Karl Mannheim, pour qu'une génération au sens démographique de cohortes d'âges proches forme une génération au sens sociologique, une « unité de génération », « il faut non seulement une participation aux mêmes événements et aux mêmes expériences dans les années

---

42. Wilhelm Dilthey, *Le monde de l'esprit, Histoire des sciences humaines*, Paris, Aubier-Montaigne, 1947, t. 1, p. 42, cit. in « Les générations intellectuelles », Michel Winock, *Vingtième siècle*, n° 22, Paris, 1989.

43. Jean-François Sirinelli, « Génération et histoire politique », *Vingtième siècle*, Paris, volume 22, n° 22, 1989, pp. 67-80.

44. Michel Winock, « Les générations intellectuelles », *Vingtième siècle*, Paris, v. 22, n° 22, 1989, pp.17-38.

45. *Ibid.*

46. Marie Cartier et Alexis Spire, « Approches générationnelles du politique », *Politix*, 2011/4, n° 96, pp. 7-17.

de formation, mais surtout que celle-ci intervienne dans un même cadre de vie historico-social<sup>47</sup> ».

La génération sociologique serait ainsi le « résultat d'investigations empiriques reconstituant les moments et les contenus des expériences socialisatrices intervenant dans différentes sphères qui contribuent à séparer (...) les "jeunes" des "vieux" qui cohabitent au sein de tel ou tel groupement ou institution<sup>48</sup> ».

Cette approche permet aussi de repérer l'existence de générations intermédiaires et les formes d'alliances entre les « aînés », qui façonnent et éduquent, et les « jeunes ».

En effet, la pluralité générationnelle est, selon Jean-François Sirinelli, indéniable<sup>49</sup>. Si dans le discours contemporain, on parle « d'une génération 68 », il est « plus juste de parler de générations de 1968 au pluriel »<sup>50</sup>. Ce que confirme par ailleurs l'analyse d'Eric Vigne<sup>51</sup>.

Ainsi, en France, y-a-t-il d'une part celle de la classe d'âge des aînés, formée lors des luttes contre la guerre d'Algérie et « qui s'est reconnue, peu ou prou, dans les événements (...) de printemps 68 et dans les cinq ou six années suivantes<sup>52</sup> », d'autre part, celle pour qui l'événement « dateur » fut Mai étudiant, les classes abondantes du *baby boom* qui formaient l'essentiel des troupes de Mai ; et, enfin, celle de tous ceux qui n'ont pas participé aux événements vu leur

---

47. Marie Cartier et Alexis Spire, « Approches générationnelles du politique », *Politix*, 2011/4, n° 96, pp. 7-17.

48. *Ibid.*

49. Jean-François Sirinelli, « Génération, Générations », *Vingtième siècle*, 2008/2, n°2, pp. 113-124.

50. *Ibid.*

51. Cf. aussi Éric Vigne, « Des générations 68 ? », *le Débat*, n° 51, septembre-octobre 1988.

52. Michel Winock, « Les générations intellectuelles », *Vingtième siècle*, Paris, v. 22, n° 22, 1989, pp.17-38.

jeune âge, mais dont la conscience politique se réveillera plus tard, dans les années 70, sous l'influence de Mai<sup>53</sup>.

Par ailleurs, la classe des aînés contribue à l'éducation et à la politisation des cadets<sup>54</sup>. « Le rapport commun aux aînés, ces grands frères réels ou imaginaires, est l'une des clés de la politisation des étudiants parisiens et varsoviens, et rapproche la formation des deux champs contestataires en France et en Pologne » - constate Martha Kirszenbaum<sup>55</sup>.

La même approche « stratifiée » pourrait être appliquée, ce nous semble, à la « génération 68 » en Pologne. On pourrait distinguer en son sein au moins deux « strates » différentes. La première est formée par le groupe des « révisionnistes », pour qui l'événement « dateur » fut octobre 56, et qui, par la suite, s'étaient engagés activement dans la défense des acquis de la période du dégel. Ils étaient des aînés, ou, pourrait-on dire, des « maîtres » autour desquels se regroupait la deuxième « strate » générationnelle, formée de jeunes étudiants et chercheurs des universités, connue sous le nom des « komandos ». Ils participaient régulièrement aux réunions de la cellule du parti à l'université de Varsovie, ainsi qu'aux celles de *l'Union de la jeunesse communiste* et appelaient ouvertement à la démocratisation de la vie politique et publique. Ce sont eux les principaux acteurs de la vague de protestations en 68. Nombre d'entre eux formeront, dans les années soixante-dix, l'opposition démocratique et, après août 80, ils se retrouveront parmi les militants ou conseillers du mouvement *Solidarité*.

---

<sup>53</sup>. Bernard Brillant, *La voix des clercs*, op. cit., p. 6.

<sup>54</sup>. Daniel Bertaux, Danièle Linhart et Béatrice Le Vita, « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n° 143, avril-juin 1988, p. 75.

<sup>55</sup>. Martha Kirszenbaum, « 1968 entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation », art. cit.

La réapparition du terme « *une* génération 68 », constate Jean-François Sirinelli, va de pair avec « tout un débat sur les effets de l'événement » et « l'ombre portée de 68 »<sup>56</sup>. Dans les débats sur son présent et son avenir, la société française renvoie, d'une certaine façon, à l'existence d'une « génération 68 » qui, elle, aurait « sapé les fondements du modèle républicain français<sup>57</sup> » et, ensuite, se serait attribuée une place et une influence grandissante en son sein. Aussi, lui demande-t-on des comptes sur le monde qu'elle aurait légué, en somme sur un héritage revendiqué.

Cela étant dit, la réapparition de la notion de « génération 68 » confirme « qu'une classe d'âge est un organisme vivant qui n'a pas seulement un "destin" économique et social mais aussi une *densité historique* et que celle-ci dépend tout à la fois des conditions de son apparition, des destinées différentes des classes d'âge qui l'entourent et des phénomènes de représentations collectives qui découlent d'un tel différentiel »<sup>58</sup>.

Certains anciens militants du mouvement<sup>59</sup> rejettent la notion de « génération 68 » car, selon eux, elle a été façonnée par quelques leaders « supposés », dans le seul but de se poser en héros de leur propre histoire. L'auto-affirmation générationnelle se serait effectuée à partir des témoins auto-désignés qui s'imposaient - de par leur position sociale *hic et nunc* - comme seuls représentants crédibles et exemplaires de l'histoire en question, tout en faisant abstraction des milliers d'autres. La « doxa générationnelle<sup>60</sup> » se serait construite,

---

56. Jean-François Sirinelli, « Génération, Générations », *Vingtième siècle*, 2008/2, n° 2, pp. 113-124.

57. *Ibid.*

58. *Ibid.*

59. Guy Hocquenghem – essayiste et militant homosexuel de 68. Dans sa *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, il rejette la notion de 'génération' : elle « me répugne d'instinct (...), ce bloc coagulé de déceptions et de copinages », Agone, Paris, 2003, pp. 15-16.

60. Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Éditions Complexe, 2005, p. 211.

peu à peu, dès la fin des années 70, à travers notamment la prolifération d'une foisonnante « littérature de Mai » ainsi que des commémorations médiatisées à outrance. Pourtant, comme l'affirme Patrick Demerin « rares étaient, parmi les centaines de milliers, voire les millions, de Français qui avaient vécu l'espérance des "années 68", ceux qui se reconnaissaient dans le destin des "médiatiques"<sup>61</sup>. »

Ce procédé fort répétitif contesté a d'emblée été attribué à la volonté de confiscation de l'histoire de Mai « avec pour conséquence de la liquider (...), de l'effacer ou, au mieux, de la brouiller<sup>62</sup>. » Cette interprétation occulte, nous semble-t-il, le fait qu'en France la communication sur l'histoire de Mai n'a jamais été freinée par une censure, comme ce fut le cas en Pologne.

Contrairement à cette analyse — somme toute assez récurrente dans les textes sur Mai — les discours produits dès les lendemains des événements furent variés, ouvrant le débat dans lequel aucune voix ne semblait avoir été « muselée ».

Paradoxalement, en Pologne, la notion de « génération 68 » — sans que le terme soit explicitement utilisé — fut initialement façonnée par la propagande officielle communiste et désignée par le terme de « komandos ». Il s'agissait alors d'un groupe informel d'étudiants de l'Université de Varsovie, appelé ainsi par le premier secrétaire de la cellule universitaire du parti communiste, Andrzej Jezierski, parce qu'ils intervenaient par surprise lors des réunions et rencontres officielles en posant des questions dérangeantes sur Katyń, les procès de Moscou, le pacte Ribentropp-Molotov etc. Les « komandos » étaient les « héros » de la propagande communiste de Mars, la quintessence du mal, des émissaires du sionisme mondial, des ennemis de la Pologne et du socialisme. Le « komando » était

---

<sup>61</sup>. Patrick Demerin, « Mai 68-Mai 88. Choses tues », *Le Débat*, n° 51, sept.-nov. 1988, p. 175.

<sup>62</sup>. Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, op. cit., p. 9.

forcément un juif ; de ce fait, il méprisait la tradition patriotique polonaise ; le soutien apporté à la défense de la pièce de Mickiewicz — *les Aïeux* — ne pouvait être qu’une manipulation cynique.

Après la chute du communisme, les critiques virulents des *komandos* n’hésitèrent pas à fustiger cette « génération autoproclamée » qui, en confisquant le mouvement, auraient cherché à se l’approprier pour mieux l’utiliser dans le jeu de politique actuelle, de même que pour « dessiner une carte plus lisible des amis et ennemis »<sup>63</sup>. Irena Lasota, une des protagonistes de Mars, fustige « les médiatiques » pour avoir mené un combat de récupération des symboles et de l’héroïsme de 68<sup>64</sup>. « Mars 68 appartient à nous tous ; en premier lieu, aux étudiants polonais et à la nation polonaise<sup>65</sup> » —revendique-t-elle.

Cependant, dans la mémoire collective polonaise la notion de « génération de 68 » apparaît peu ou, en tous les cas, semble se rapporter davantage aux événements dépassant largement le cadre polonais. On lui préfère la notion de « génération de mars » qui, elle, renvoie à la contestation strictement polonaise.

Cette différence entre la France et la Pologne étant établie, il convient de se pencher désormais sur les événements politiques et les expériences qui ont contribué à la « socialisation politique » des générations 68 en France et en Pologne ainsi que sur l’impact de cette socialisation décalée sur le rapport au politique et à la société des trois protagonistes centraux de l’enquête.

---

63. Cezary Michalski, « Czemu zapominamy o Marcu » [Pourquoi l’on oublie Mars], *Dziennik*, 6 mars 2008.

64. Antoni Zambrowski, Maciej Marosz, entretien avec Irena Lasota, *Gazeta Polska*, 15 avril 2008.

65. *Ibid.*



### ***b) Genèse d'une conscience de génération***

La notion de « socialisation » politique « désigne les mécanismes et les processus de formation et de transformation des systèmes individuels de représentations, d'opinions et d'attitudes politiques. Ce sont des phénomènes qui s'inscrivent dans la durée de la vie entière<sup>66</sup> » estime Annick Percheron, la grande pionnière notamment pour ce qui est de la « socialisation » des adolescents. L'individu en cours de socialisation ne fait pas qu'intérioriser de manière passive mais il peut aussi influencer son environnement et donc y agir en tant qu'acteur. Ainsi, la socialisation politique serait-elle avant tout un processus d'interaction sociale où les connaissances, valeurs et représentations politiques des individus évoluent et changent au gré de leurs échanges au sein de la société. La « socialisation politique » n'est pas le résultat d'un simple apprentissage mais est le produit de l'ensemble des expériences de chacun. Chaque information, chaque expérience nouvelle peuvent amener une restructuration complète de l'ensemble<sup>67</sup>.

Par ailleurs, selon le politologue Olivier Ihl « l'action des événements politiques sur et dans le travail de socialisation » reste à souligner car ils offrent des « opportunités de socialisation de différentes manières : par contacts directs avec la dynamique collective (...), par une exposition aux flux d'information des médias qui en rendent compte (...), par le biais des relations interpersonnelles que charrie l'appréhension de ces actions (...)»<sup>68</sup>.

---

<sup>66.</sup> Annick Percheron, « La socialisation politique. Défense et illustration », in *Le traité de science politique*, sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca, Paris, PUF, v. 3, 1985, p. 165.

<sup>67.</sup> *Ibid.*, pp. 165-226.

<sup>68.</sup> Olivier Ihl, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de sciences politiques*, v. 52, n° 2-3, avril-juin 2002, pp. 125-144.

Ainsi, quels furent les événements politiques qui ont contribué à la socialisation politique des « générations 68 » en France et en Pologne ?

Comme nous l'avons déjà signalé, l'engagement contre la guerre d'Algérie a laissé des empreintes durables sur la « strate » générationnelle des « aînés » en France qui, vers la fin du conflit (1962), avaient vingt ans environ. La question algérienne constitue pour eux une problématique par laquelle ils doivent se définir et faire des choix idéologiques. Elle conduit vite à des divisions : *l'Union nationale des étudiants de France*, fer de lance de la lutte contre la guerre d'Algérie, entre en conflit avec la direction du *PCF* et de la *CGT* ; les velléités contre la torture d'un mouvement comme la *Jeunesse étudiante catholique* ne suscitent pas l'unanimité dans la hiérarchie de l'Église ; l'organisation étudiante socialiste, (la Jeunesse socialiste), est en crise depuis que le premier ministre Guy Mollet s'est engagé dans une politique répressive en Algérie.

« Là résident les débuts du phénomène gauchiste, caractéristique de la génération qui suivra (...). Le problème algérien agissait comme un réactif générationnel : en maintes organisations, les jeunes gens récusaient l'attitude de leurs aînés ou leur impuissance. Il s'ensuivra, pendant longtemps, de la part de cette génération, la quête d'une troisième voie à gauche entre le *PCF* et la *SFIO*, le rejet des appareils, la dénonciation de leur sclérose ; ils contribueront au déclin du communisme et n'entreront au nouveau *PS* — quand ils y entreront — qu'avec retard et méfiance<sup>69</sup>. »

Les témoignages des représentants de cette génération confirment cette subjectivisation politique, qui allait au-delà même des aînés : « On était politisés très vite. Mes parents m'ont emmené à une manifestation contre l'OAS qui a tourné tragiquement, il y a eu

---

<sup>69</sup>. Michel Winock, « Les générations intellectuelles », *art. cit.*

plusieurs morts. Le lendemain, en classe, tous les élèves et professeurs en parlaient. Une autre fois, il y a eu un attentat contre le domicile de Jean Vilar, qui se trouvait juste derrière mon lycée. Toutes les vitres sont tombées et les professeurs nous ont fait évacuer de l'école. On était dans la guerre à cause de sa proximité. Ensuite, vient la guerre du Viêtnam et cela constitue presque une continuité de notre engagement. Dans notre esprit, entre la guerre d'Algérie et celle du Viêtnam il y avait une filiation. C'était aussi une continuité de politisation<sup>70</sup>. »

La guerre du Viêtnam a certainement servi de relais dans les changements des attitudes politiques entre 1965 et 1968. La « filiation » Algérie/Viêtnam paraît incontestable : le syndicat étudiant *l'UNEF* a été le premier à réagir, comme il l'a fait au moment de la guerre d'Algérie. Au cœur de la mobilisation, on retrouvait les mêmes protagonistes, entre autres Jean-Paul Sartre et Pierre Vidal-Naquet. Au plan idéologique « le Viêtnam permet de faire fusionner les thèmes de l'anticapitalisme et de l'anti-impérialisme<sup>71</sup>. » Cette filiation entre les deux conflits explique par ailleurs l'élan de l'engagement commun, très anti-américain. Laurent Jalabert perçoit à travers cet anti-américanisme l'origine du rejet d'un modèle de société de consommation, et considère le débat sur le conflit comme un « véritable terrain d'expérimentation pour mai 68<sup>72</sup>. »

Cependant au-delà des similitudes entre les deux engagements, il y a également des différences dans l'attitude politique de ceux qui sont entrés au combat contre la guerre américaine au Viêtnam et qui marquent l'affirmation d'une nouvelle strate générationnelle. Tout d'abord, les opposants à la guerre s'inspirent davantage d'idéologie

---

<sup>70</sup>. Propos de Bernard Guetta recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

<sup>71</sup>. Kristine Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, *op. cit.*, p. 86.

<sup>72</sup>. Laurent Jalabert, « Aux origines de la génération 68 : les étudiants français et la guerre du Viêtnam », *Vingtième siècle*, Paris, v. 55, n° 55, 1997, pp. 69-81.

marxiste que leurs aînés et se réfèrent aux idées de Staline, Trotski, Che Guevara ou Castro. Les aînés, eux, étaient généralement en rupture avec le marxisme soviétique et fondaient leurs idées de décolonisation sur les droits de l'homme. Les étudiants et intellectuels provietnamiens ne dirigeaient pas leurs revendications contre le pouvoir politique français, comme ce fut le cas au moment de la guerre d'Algérie. On retrouvera la même distance entre la jeunesse étudiante et les milieux politiques en Mai 68<sup>73</sup>.

Les contestataires de 68 en France, formés dans la prospérité des Trente Glorieuses et influencés par les luttes contre la guerre d'Algérie, ont atteint leur maturité durant la guerre du Vietnam pour « exploser en 68 contre une société rétrograde et accusée de tous les maux<sup>74</sup>. »

En Pologne, le réveil de la conscience de la génération 68 remonte, ce nous semble, à la période de l'après 56. Si le révisionnisme « n'était pas une fraction au sein du parti communiste mais plutôt une mode, un style, une formation culturelle, il a créé un embryon de l'opposition démocratique et un mouvement réformateur au sein du POUP. (...) Il est né de la rage et de la honte. La rage contre le système stalinien (...); la honte pour la naïveté et la foi fanatique en une idéologie qui unissait l'absurde et l'horreur<sup>75</sup>. » Le révisionnisme n'est alors qu'une mode de pensée. Plus qu'une doctrine ou un programme d'action politique, il influence, sans conteste, ceux qui, en 68, se rebelleront contre l'oppression du pouvoir communiste. Les révisionnistes critiquent ouvertement la doctrine et la pratique totalitaire, tout en se servant de la rhétorique marxiste. Ils s'opposent de « l'intérieur » à l'orthodoxie communiste,

---

<sup>73</sup>. *Ibid.*

<sup>74</sup>. *Ibid.*

<sup>75</sup>. Adam Michnik, *Wściekłość i wstyd* [La rage et la honte], Varsovie, *Zeszyty literackie*, 2005, p. 139.

en s'exposant aux attaques brutales de l'appareil, à la discrimination professionnelle, à l'emprisonnement.

Politiquement impuissants, ils ont une grande force intellectuelle qui fait germer, au sein du parti, un esprit de méfiance et de critique systématique, dont on ne pouvait plus se défaire. « Ils ont gagné en tant qu'intellectuels. (...) Des noms comme Leszek Kołakowski, (...) Bronisław Geremek, (...) Kazimierz Brandys, Jan Kott, Krzysztof Pomian, Jacek Bocheński ou Stefan Bratkowski pèsent lourd dans la culture polonaise <sup>76</sup> ». Les mouvements réformateurs ultérieurs puiseront dans la pensée révisionniste.

Des clubs et ateliers de discussions furent une vraie « pépinière » de futurs « soixante-huitards » polonais. De jeunes gens « intelligents et cultivés<sup>77</sup> » affirmaient leurs idées à travers des prises de position controversées, allant à l'encontre du pouvoir communiste. Ainsi, dès le printemps 62, de jeunes lycéens débattent au sein du *Club des Chercheurs de Contradictions*, fondé par Adam Michnik, âgé alors de seize ans à peine. Cette initiative, soutenue par « les aînés », entre autres, Aleksander Smolar, Stefan Meller ou Jan Jerzy Lipski, se donne pour but de « développer les connaissances politiques, littéraires, historiques et sociales, mais aussi de préparer des jeunes gens à la vie publique<sup>78</sup>. » Parmi ces membres, il y avait plusieurs futurs acteurs de Mars 68 — Adam Michnik, Jan Gross, Irena Grudzińska, Jan Lityński. Les intervenants au Club — Karol Modzelewski, Zygmunt Bauman, Jacek Kuroń, des représentants des milieux catholiques, tels le père Dembowski ou un journaliste catholique Janusz Zabłocki — ainsi que les jeunes membres affichent des positions réformatrices, quoique marxistes. Le Club est dissout en 1963.

---

<sup>76.</sup> *Ibid.*, p. 137.

<sup>77.</sup> Jerzy Eisler, *Polski rok 68, op. cit.*, p. 56.

<sup>78.</sup> *Ibid.*, p. 62.

Parallèlement, à l'automne 1962, à l'initiative de *l'Union des Jeunesses Communistes de l'Université de Varsovie*, le Club de Discussion Politique voit le jour. Outre Karol Modzelewski, qui est son président, le club regroupe de jeunes chercheurs : Jacek Kuroń, Aleksander Smolar, Waldemar Kuczyński et autres. Lui aussi est dissout, pour les mêmes raisons, entre 1963 et 1964. Ses fondateurs ne désarment cependant pas. Ils se mettent aussitôt à créer, au sein de l'Université, de nouveaux groupes de discussion.

Les « komandos » étaient, pour certains, issus des familles de l'establishment communiste. De ce fait, ils avaient la possibilité, bien avant Mars 68, de voyager à l'Ouest et de connaître les publications de l'émigration polonaise, notamment la revue *Kultura*<sup>79</sup>. Cette revue, était un forum d'idées philosophiques et culturelles indépendantes, bannies par la Pologne populaire. Elle a joué dans la formation et la maturation de la génération 68 un rôle indéniable.

Les groupes de discussion ou petites revues clandestines apparaissent et disparaissent selon les fluctuations de la répression policière. Toutefois, parallèlement à cette fermentation diffuse, une contestation plus élaborée tente de s'affirmer. Le fait le plus important, intervenu en mars 1965, a été la publication par deux universitaires marxistes, Jacek Kuroń et Karol Modzelewski, d'une « *Lettre ouverte au Parti Ouvrier Unifié Polonais*<sup>80</sup> ». Dans ce texte, ils

---

<sup>79.</sup> *Kultura* – revue littéraire et politique de l'émigration polonaise après la Seconde Guerre mondiale. Fondée et dirigée par Jerzy Giedroyc. Le premier numéro fut édité à Rome en mars 1947, les numéros suivants - entre 1947 et 2000 (mort de son fondateur) furent édités mensuellement à Paris par *Instytut Literacki*, basé à Maisons-Laffitte. Ce fut un centre de la culture polonaise dans la lutte contre les régimes communistes en Pologne et en Europe. Elle publiait des auteurs vivant en émigration mais aussi ceux vivant en Pologne communiste qui échappaient ainsi à la censure dans le pays. Parmi les auteurs il y a eu notamment Czesław Miłosz, Witold Gombrowicz, Józef Czapski, Gustaw Herling-Grudziński, Zygmunt Bauman, Adam Michnik etc... Cf., Lubor Jilek, « L'observatoire du mensuel *Kultura*, entre Londres et Maisons-Laffitte », *Relations Internationales*, n° 148, 2011/4, pp.33-46.

<sup>80.</sup> POUP, Parti Ouvrier Unifié, créé 1948 suite à la fusion du PPR (Parti Ouvrier Polonais) et PPS (Parti Socialiste Polonais)

démasquaient les mensonges de la propagande communiste, tout en démontrant que la Pologne populaire était gouvernée par une bureaucratie communiste et non pas par la classe ouvrière. Pour le parti communiste ce fut comme un coup de poignard dans le dos, d'autant plus douloureux que la critique venait de la part de deux de ses membres<sup>81</sup>. S'ensuivit une période de répression draconienne, les deux auteurs de la lettre furent condamnés à trois ans de prison, nombre d'étudiants furent suspendus dans leurs droits (Michnik, Nagórski), d'autres ont fait l'objet d'un avertissement (Blumsztajn, Czachowski). Malgré cela, les « komandos » ne baissèrent pas les bras. Ces arrestations et emprisonnements consolident, au contraire, le groupe contestataire et radicalisent ses revendications. En revanche, comme le souligne Jan Nowak-Jeziorański, « ce fut une rupture définitive avec le révisionnisme d'octobre 56. (...) Désormais, Michnik et ses amis ont conclu que (...) rien ne pouvait se faire dans le dialogue avec le parti ; que seule la pression sociale pouvait conduire au changement du système. Dorénavant, leur stratégie serait de réveiller et de mobiliser les milieux étudiants<sup>82</sup>. » Adam Michnik, de son côté, affirme qu'en 66-67 « le cordon ombilical (de jeunes opposants) avec le marxisme n'était pas encore coupé<sup>83</sup>. » La rupture « définitive », dont parle Nowak-Jeziorański, ne se fera qu'après les événements de 68.

Alors que la « génération 68 » en France mûrissait au rythme des combats anticolonialistes et anti-impérialistes, celle de Pologne forgeait son « caractère » en s'opposant clairement au pouvoir communiste sur le plan de la politique intérieure. Les questions internationales étaient loin des préoccupations de la majorité de « komandos ». Seul un petit groupe d'étudiants réuni autour de

<sup>81</sup>. Jerzy Eisler, *Polski rok 68*, op. cit.

<sup>82</sup>. Jan Nowak-Jeziorański, *Polska z oddali* [La Pologne de loin], Londyn, Éditions Odnova, 1988, p. 252.

<sup>83</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 113.

Henryk Szlajfer manifestaient une sympathie provietnamienne. Ses membres étaient cependant relativement isolés et ne communiquaient pas avec le groupe d'opposants proche de Michnik. « En 68 Szlajfer confirmait qu'il ne cherchait pas le contact avec Michnik et ses amis, et qui plus est, il ne voulait pas être identifié à eux<sup>84</sup>. »

### **c) Références communes**

Les différences de contextes — dans lesquels émergent les événements 68 en France et en Pologne — et d'expériences conduisant à la socialisation politique, s'ajoutèrent au décalage face à l'internationalisation de ces événements, tout en aboutissant à la diffusion du sentiment d'appartenir à une même génération militante. Ce paradoxe amène à s'interroger sur l'existence d'un « socle commun » de ceux qui donnaient l'impulsion à la dynamique de ces événements dans les deux pays, de même que sur leurs références communes.

Ce qui caractérise en premier lieu les figures majeures du mouvement français de 1968, c'est qu'on « ne peut pas les considérer comme les représentants typiques du monde étudiant français » — remarque Paul Berman<sup>85</sup>. Un des traits spécifiques à ce groupe qui excède nos trois protagonistes réside en ce qu'ils sont pour la plupart d'origine juive<sup>86</sup>. Et, qui plus est, ils sont originaires de l'Europe de l'Est, pour certains de Pologne<sup>87</sup>.

---

<sup>84.</sup> Andrzej Friszke, « Desant Komandosów, Zanim doszło do marca 68 » [Débarquement des komandos. Avant que Mars 68 n'éclate], *Polityka, Pomocnik Historyczny*, Varsovie, 23 février 2008.

<sup>85.</sup> Paul Berman, *A tale of two utopias. The political journey of the generation of 1968*, New York, W. W. Norton & Company, 1996, traduction polonaise *Opowieść o dwóch utopiach. Ewolucja polityczna pokolenia 68*, Kraków, Universitas, 2008, p. 26.

<sup>86.</sup> *Ibid.*

<sup>87.</sup> Martha Kirszenbaum, « 1968, entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation », *art. cit.*



Pour l'historien Yaïr Auron, ces contestataires d'origine juive est-européenne sont des « radicaux juifs<sup>88</sup> » pour lesquels la radicalité prime sur la judaïté de leurs trajectoires. De nombreux intellectuels juifs de l'Europe de l'Est participent à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> siècle aux mouvements révolutionnaires, « leur déracinement, leur manque d'attaches nationales et leur sentiment d'appartenance à une minorité les poussent à épouser la cause ouvrière<sup>89</sup> ».

« Ce parcours est peuplé de jeunes juifs et le hasard n'y est évidemment pour rien. Ils se retrouvent là, *kibboutzim* du boulevard Saint-Michel, les juifs polonais, les Sénik, Pienkny, Goldman, les juifs russes, les Krivine, Schalit, Butel, sans oublier les Polonais nés en Union soviétique comme Henri Weber. Plus Grumbach, Castro, Kahn, Kouchner...(...) Ils ne portent pas leur judaïté en sautoir. Ils sont avant tout révolutionnaires ; mais ils savent, même s'ils n'en parlent pas (...) que l'identité juive détermine leur engagement. Exclus, immigrés, minoritaires, ils perpétuent une tradition qui allie judaïté et Grand Soir dans l'irrépressible désir de la justice universelle, finale » — confirment Hervé Hamon et Patrick Rotman<sup>90</sup>.

Certains d'entre eux — tels par exemple André Glucksmann<sup>91</sup>, Henri Weber<sup>92</sup> ou Pierre Goldman<sup>93</sup> — sont nés pendant la guerre ;

---

88. Yaïr Auron, *Les Juifs d'extrême gauche en Mai 68*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 24.

89. Martha Kirszenbaum, « 1968, entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation », *art. cit.*

90. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération, Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 163.

91. André Glucksmann, né en 1937, enfant d'une famille juive autrichienne ballottée en Europe dans les années 1940. Il raconte sa biographie dans *Une rage d'enfant*, Paris, Plon, 2006. Son père a disparu dans la Manche dans le torpillage d'un paquebot bourré d'émigrés, sa sœur fut dénoncée comme « putain juive » à la Milice française. Et Martha, sa mère, la résistante, revenue de Jérusalem pour lutter clandestinement en Allemagne contre Hitler, elle se retranscha en France et sauva *in extremis* sa famille de l'abîme, au départ du train pour Drancy, en hurlant tellement ce qu'elle savait de la destination finale que, gênante, elle fut libérée avec ses enfants (à la Libération, elle s'en retournera à Vienne).

leurs parents, les exilés de l'Est, ont vécu les horreurs du nazisme ; certains ont péri dans des camps d'extermination ou dans des camps soviétiques, d'autres ont rejoint la résistance. Au sortir de la guerre, nourris et imprégnés des douloureux récits de guerre rapportés par leurs parents, ils savent qu'ils sont les descendants de héros lourdement éprouvés.

« Comment ces enfants-là pouvaient-ils égaler l'héroïsme de leurs parents ? » — s'interroge Berman<sup>94</sup>. En s'engageant dans des mouvements communistes ou sionistes-socialistes. Quelques-uns se sont tournés vers l'anarchisme<sup>95</sup>.

Pour Virginie Linhart, fille de Robert Linhart, figure majeure et fondateur du mouvement maoïste en France, la « surreprésentation » des Juifs dans le mouvement 68 en France « était une façon pour les enfants des juifs rescapés de sortir de leur statut de survivants, pour affirmer leur appartenance au monde des vivants...<sup>96</sup> » Élevés dans le silence sur leur histoire, sur la mort de leurs proches, ces enfants « étaient silencieux sur le silence. Jusqu'à étouffer d'angoisse<sup>97</sup>. » Mai 68 fait exploser la vie et, avec elle, le désir de la liberté et de la parole. Les survivants ne parlaient pas, les vivants se mettent enfin à parler. Mieux, ils osent rêver d'un monde meilleur, se battre, s'engager dans la politique.

Aleksander Smolar avance l'hypothèse que « 68 a peut-être clos le cycle de l'histoire des Juifs, commencé à la Révolution française. En

---

92. Henri Weber, né en 1944 au Tadjikistan. Ses parents juifs polonais vivent en Pologne jusqu'à la signature du pacte germano-soviétique. Déportés en URSS, ils reviennent en Pologne en 1945 et partent définitivement pour la France quatre ans plus tard. Propos recueillis lors de l'entretien avec l'auteur.

93. Pierre Goldman, né en 1944 à Lyon de parents juifs polonais, exilés en France dans les années 30, *in Génération, Les années de rêve*, Hervé Hamon et Patrick Rotman, *op. cit.*, p. 150.

94. Paul Berman, *op. cit.*, p. 27.

95. *Ibid.*

96. Virginie Linhart, *Le jour où mon père s'est tu*, Paris, Éditions du Seuil, collection « H.C. – essais », 2008, p. 99.

97. *Ibid.*, p. 97.

quittant les ghettos, en entrant dans l'histoire de l'Europe et en acquérant progressivement les pleins droits, les Juifs se révoltaient contre toutes formes de discrimination et d'injustice. Ils exprimaient les problèmes de leur condition, la douleur liée à l'assimilation dans une langue de valeurs universalistes et parfois dans un engagement radical »<sup>98</sup>.

A cet égard, le cas polonais paraît plus complexe et mérite une analyse plus nuancée. Les historiens polonais, spécialistes de cette période, semblent avoir quelques difficultés à se pencher sur la problématique de la « surreprésentation » des leaders d'origine juive dans les milieux des contestataires de Mars ou, au mieux, ils l'abordent avec précaution. Ils craignent — semble-t-il — de ne pas tomber dans le piège de la bien usée rhétorique antisémite « moczarienne », ou encore, d'être accusés de la justifier, voire de lui donner crédit.

Toutefois, pour Aleksander Smolar la campagne antisémite entreprise par le pouvoir en place ne devrait pas dispenser de répondre à la question : « pourquoi tant de Juifs parmi les initiateurs du mouvement de Mars ?<sup>99</sup> » La première raison de la l'attitude révoltée de la jeunesse juive ce furent, selon Smolar, les tendances antisémites de plus en plus fortes au sein de l'appareil du pouvoir dans les années soixante. Cependant « Mars fut dans une certaine mesure une révolte des enfants contre la subculture communiste de la génération de leurs parents. (...) Ce fut, inconsciemment, une révolte de la génération post-holocauste contre l'écrasant poids de l'histoire de la génération des parents<sup>100</sup>. »

---

<sup>98</sup>. Aleksander Smolar, « Lata 68 » [Les années 68], *Eurozine*, 26 mai 2008, [www.eurozine.com/articles/article\\_2008-05-26-smolar-pl.html](http://www.eurozine.com/articles/article_2008-05-26-smolar-pl.html)

<sup>99</sup>. *Ibid.*

<sup>100</sup>. *Ibid.*

Qu'en était-il ? « Y avait-il réellement beaucoup de juifs ? <sup>101</sup> » — s'interroge Seweryn Blumsztajn. Et de répondre : « Oui, il y en avait beaucoup. Peut-être pas autant que l'on disait à l'époque. Józef Dajczgewand <sup>102</sup> connaissait même le yiddish car il avait fréquenté l'école juive de Łódź. Je ne vais pas compter le nombre exact, je ne le veux pas et je ne sais pas comment le faire. Il faut dire aussi que nous n'étions pas nombreux à nous identifier avec la judaïté <sup>103</sup>. »

Il convient de faire à ce propos une remarque importante. La large présence de leaders d'origine juive dans la contestation de 68 n'avait, bien sûr, rien à voir avec le soi-disant complot ourdi secrètement — comme le voulait la propagande communiste — par la « juiverie internationale ». Ce fut la conséquence directe des circonstances historiques et sociales de la Pologne de l'après-guerre.

De plus, il n'était pas nécessaire d'avoir des ancêtres juifs pour être considéré comme Juif. « En 1968 Juifs étaient tous ceux qu'on considérait — pour une raison ou pour une autre — comme tels. Ces raisons ne se limitaient pas seulement à l'origine de la personne, à la consonance de son patronyme ou à sa physionomie. C'étaient aussi les amis de la personne en question, le lieu de son travail ainsi que le poste occupé, le parcours professionnel et l'appartenance ou non au POUP et, enfin, les pratiques religieuses. Aucune de ces raisons n'était cependant décisive ni nécessaire. Était Juif celui que l'on désignait comme tel <sup>104</sup>. »

Par ailleurs, de nombreux enfants de parents juifs polonais, nés après la guerre, avaient grandi sans connaître l'origine de leurs parents : d'une part parce que leur parents étaient parfaitement

---

<sup>101.</sup> Seweryn Blumsztajn, « Nasza kosztowna zabawa w wolność » [Notre flirt avec la liberté nous a coûté cher], *Gazeta Wyborcza*, 9 mars 2008.

<sup>102.</sup> Józef Dajczgewand, un des acteurs de Mars 68 en Pologne.

<sup>103.</sup> Seweryn Blumsztajn, entretien avec l'auteur, Varsovie, 12 janvier 2008.

<sup>104.</sup> Helena Pobóg, Mirosława Grabowska, « Spory o Marzec » [Les polémiques autour de Mars], *Krytyka*, 1981, n° 10-11, p. 37.

assimilés à la culture polonaise et n'avaient aucun lien avec la tradition et la religion juives, d'autre part, l'identification avec l'Internationale communiste avait pris le dessus sur l'identification à la culture, à la religion juives.

Ainsi, le passé, de même que les expériences traumatiques de la guerre étaient-ils tus ou, au mieux, présentés dans un contexte plus universel, et surtout non-juif. « Pour les intellectuels qui ont été élevés dans la culture polonaise, la question de l'héritage juif était particulièrement douloureuse. Dans les années qui ont suivies la guerre, à quelques exceptions près, ce sujet était évité et considéré comme sans importance<sup>105</sup> » — témoigne Henryk Dasko.

Ce climat de « non-dit » fut rompu par les excès antisémites de 68 lors desquels l'on désignait des juifs à tout-va. Henryk Dasko rappelle qu'alors « nombreux étaient ceux qui découvrirent tout d'un coup que leurs proches amis entièrement assimilés étaient Juifs. Cela concernaient les époux ou épouses mais aussi les parents<sup>106</sup>. » « Ces jeunes gens des familles communistes ont appris soudainement qu'ils étaient la cinquième colonne du sionisme (...) Et qu'ils pouvaient quitter la Pologne<sup>107</sup>. »

Il importe de souligner par ailleurs que le « socle commun » fut bâti par les références intellectuelles communes, notamment les lectures communes. De nombreux ouvrages étaient certes inaccessibles du fait de l'existence de la censure en Pologne. Ils étaient cependant lus et connus par les étudiants contestataires grâce aux voyages que certains d'entre eux effectuèrent à l'Ouest avant 1968. Ils ramenèrent secrètement en Pologne. « Dès le printemps

<sup>105</sup>. Henryk Dasko, *Odlot malowanego ptaka* [L'envol d'un oiseau bariolé], Varsovie, Rosner i Wspólnicy, 2008, p. 48.

<sup>106</sup>. Henryk Dasko, *op. cit.*, p. 22.

<sup>107</sup>. Adam Michnik, « Odlot malowanego ptaka, Michnik o Henryku Dasce » [L'envol d'un oiseau bariolé. Michnik sur Henryk Dasco], *Gazeta Wyborcza*, 14-15 mars 2009.

1967 les rencontres (des étudiants – NDA) ont pris le caractère de séminaires, lors desquels, sur la base de lectures diverses, l'on discutait de nombreux sujets théoriques et idéologiques. Ce furent des textes venant des bibliothèques personnelles, en langues étrangères, (...) mais aussi des livres que Górecki a ramené clandestinement de France où il avait séjourné en octobre et novembre 1966<sup>108</sup>. »

Martha Kirszenbaum divise les références communes « en deux catégories : politiques et références théoriques et littéraires<sup>109</sup>. » Elle relève l'existence d'un intérêt certain chez les jeunes étudiants pour la pensée marxiste, qui fut cependant relue et revue, sous un angle critique. « Sont ainsi redécouverts les premiers écrits du jeune Marx (...). Dans les rangs de la JCR, on lit Marx, tout comme au sein du Mouvement du 22 Mars à Nanterre. Au Club des Chercheurs de contradictions de Varsovie, dont les membres sont politiquement formés aux classiques du marxisme, on discute également des thèses du jeune Marx révisionniste, tels que les *Manuscripts económico-philosophiques*. On y lit aussi *La Révolution trahie* de Léon Trotski car elle 'montre ce qu'était la terreur stalinienne' (...) La troisième référence politique et théorique (...) à Paris comme à Varsovie est Rosa Luxemburg<sup>110</sup>. » Michnik, par exemple, reconnaît l'importance de ces lectures dans la formation de sa conscience antisoviétique et antistalinienne<sup>111</sup>.

Pour ce qui est des textes théoriques littéraires, les étudiants des deux pays lisent abondamment György Lukács et notamment ses interprétations de Marx, les ouvrages de Jean-Paul Sartre, mais aussi

---

<sup>108</sup>. Andrzej Friszke, « Desant komandosów » [Les komandos débarquent], *Pomocnik historyczny*, Supplément de *Polityka*, 23 février 2008.

<sup>109</sup>. Martha Kirszenbaum, *op. cit.*

<sup>110</sup>. *Ibid.*

<sup>111</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, *op. cit.*, p. 59.

Antonio Gramsci et Robert Marcuse<sup>112</sup>. Ces lectures pouvaient résulter de motivations différentes dans chacun des deux pays, comme ce fut le cas par exemple du dernier auteur cité : « A Paris, Marcuse est lu dans une optique freudo-marxiste stigmatisant la répression sexuelle et son étude est parallèle à Wilhelm Reich. A Varsovie en revanche, il s'agit davantage de s'attacher au marxisme dissident de l'auteur<sup>113</sup>. »

Une remarque s'impose cependant. Par-delà la construction de références similaires s'appuyant sur des textes remettant en cause les fondements du stalinisme et centrés autour d'un marxisme « revisité », l'on remarque une différence dans l'importance accordée et le rôle qu'a joué la culture classique dans la formation intellectuelle de la génération 68 en Pologne. Alors qu'en France « les professeurs d'université stigmatisaient "l'anti-intellectualisme" des activistes étudiants, leur manque de respect pour la culture livresque<sup>114</sup> » et leur rejet de la culture classique, à Varsovie, en revanche, l'éclosion de la pensée contestatrice a été nourrie par les auteurs classiques. Barbara Toruńczyk se souvient : « L'on cherchait des maîtres intellectuels parmi les classiques. (...) L'on puisait dans cet héritage dans le but d'assurer une continuité et de le conduire vers une Pologne libre et indépendante<sup>115</sup>. »

L'analyse croisée des contextes politiques, sociaux et culturels dans lesquels émergèrent les événements 68 en France et en Pologne nous a permis de mieux appréhender les différences de forme et d'expérience de la « socialisation politique » de la « génération contestataire<sup>116</sup> ». Ainsi, bien que les événements qui ont marqué sa

---

<sup>112</sup>. Martha Kirszenbaum, *op. cit.*, p. 7.

<sup>113</sup>. *Ibid.*

<sup>114</sup>. Kristine Ross, *op. cit.*, p. 91.

<sup>115</sup>. Barbara Toruńczyk, entretien avec l'auteur, 5 février 2008.

<sup>116</sup>. Bénédicte Récappé, « Mobilisation étudiante et génération politique : qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des exemples hongrois

socialisation différent d'un pays à l'autre, une « génération contestataire » existait-elle bel et bien. Le sentiment d'appartenir à un même « ensemble générationnel », quoique plus tardif car diffusé au cours de la mobilisation, créé autour du sentiment de solidarité de lutte contre les réalités politiques et sociales dans les deux pays, pouvait être renforcé, surtout chez ses leaders, consciemment ou non, par leurs origines juives, affirmées ou « apposées » de l'extérieur.

Selon la sociologue Bénédicte Récappé, c'est « l'action collective qui rend visible la génération contestataire » mais c'est seulement un événement à forte portée politique et symbolique, tel « le mouvement étudiant de 68 » qui la transforme en « génération politique<sup>117</sup> ». Se pose alors la question de son rapport aux événements de 68.

---

(1956) et mexicain (1968) », *Revue internationale de politique comparée*, 2009/2, v. 16, pp. 205-220.

<sup>117</sup>. « La génération politique », selon Bénédicte Récappé, surgit de la rencontre entre une cohorte et un événement politique. Cette notion est à appréhender dans la « dynamique propre du conflit ». Ainsi, c'est dans cette dynamique que la génération contestataire comprend qu'elle a un rôle politique à jouer. L'évolution des opportunités politiques est décodée comme une « preuve de la légitimité de leur mouvement contestataire » et correspond à une « prise de conscience qui rend nécessaire le passage à l'action », in « Mobilisation étudiante et génération politique : qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des exemples hongrois (1956) et mexicain (1968) », *Revue internationale de politique comparée*, 2009/2, v.16, pp. 205-220.



## II. MARS 68 EN POLOGNE ET MAI 68 EN FRANCE. QUE S'EST-IL REELLEMENT PASSE ?

### 1. Le prélude

#### ***Le conflit israélo-arabe, catalyseur de 68 ?***

L'affrontement armé opposant Israël à ses voisins arabes, l'Égypte, la Jordanie et la Syrie, communément appelé la Guerre des Six Jours (du 5 au 10 juin 1967), a joué un rôle de détonateur des événements de mars 68 en Pologne.

Le 12 juin, sous la pression de Moscou, la Pologne, ainsi que les autres membres du Pacte de Varsovie (sauf la Roumanie), rompent les relations diplomatiques avec Israël. Face au succès militaire écrasant des Israéliens et aux réactions plutôt enthousiastes de la population polonaise qu'il suscitait, le groupe nationaliste des « partisans » au sein du parti communiste, dirigé par le général Moczar, s'active en cherchant à l'exploiter à des fins de propagande antisioniste et antisémite. Le stéréotype du juif communiste haut placé dans les structures du parti ou actif dans l'appareil officiel de la terreur communiste, qui s'est distingué par son « zèle » stalinien et a joué un rôle mystérieux, voire criminel, donne de l'eau au moulin aux représentants du groupe de Moczar. La thèse selon laquelle il y aurait eu un grand nombre de juifs parmi les bourreaux des services de sécurité occulte le fait qu'ils ne constituaient pas la majorité des fonctionnaires employés dans l'appareil de répression<sup>118</sup>. D'après Jan Józef Lipski, cette thèse conduit à l'effacement du rôle des Polonais dans ces services ainsi que des « conseillers » soviétiques omniprésents<sup>119</sup>. Jerzy Eisler affirme, quant à lui, qu'outre des juifs

<sup>118.</sup> Jerzy Eisler, *Polski rok 68, op. cit.*, p. 99.

<sup>119.</sup> Jan Józef Lipski, « Kwestia żydowska, Marzec 68 » [Mars 68 et la question juive], conférence à l'Université de Varsovie, Cahier 1, Varsovie, 1981, pp. 45-46.

d'origine polonaise et russe, il y avait surtout des Polonais, des Ukrainiens, des Bélarusses et même des Allemands<sup>120</sup>.

Dès la deuxième semaine de juin, la notion de « sioniste » fait son apparition dans les journaux officiels. Elle permet d'exprimer les sentiments négatifs à l'égard d'une communauté définie selon des critères ethniques.

Encouragés dans leurs actions par le discours de Gomułka du 19 juin, dans lequel celui-ci désigne ouvertement l'ennemi — les juifs, auxquels s'ajouteront bientôt les milieux intellectuels et étudiants, les « partisans » n'hésiteront plus à recourir aux moyens des plus douteux afin de les « éliminer ».

En effet, Gomułka pointe clairement du doigt « la cinquième colonne », synonyme de « milieux sionistes polonais », qui « applaudissent l'agression des pays arabes par Israël. (...) En soutenant l'agresseur, ils soutiennent les impérialistes et les fauteurs de troubles. (...) Les autorités polonaises n'ont jamais empêché les citoyens d'origine juive de s'établir en Israël, s'ils le souhaitent. Selon nous, chaque citoyen polonais ne devrait avoir qu'une seule patrie — la Pologne Populaire<sup>121</sup>. » Les « partisans » le perçoivent comme un feu vert pour démarrer une campagne antisémite, suivie de purges. Dès juin, on organise, sur leur incitation, des réunions dans différentes institutions et entreprises afin de condamner Israël et les sionistes polonais. Ceux qui s'y opposent et/ou, de plus, sont soupçonnés d'être d'origine juive, sont exclus du parti et licenciés par la suite. « Ce discours a marqué la fin d'un processus de naissance du

---

<sup>120.</sup> Jerzy Eisler, *Polski rok 68*, op. cit., p.100.

<sup>121.</sup> Discours de Gomułka du 19 juin 1967, cité par Jerzy Eisler dans *Marzec 68*, Varsovie, PWN, 1991, p. 135.

nationalisme communiste, qui doit avoir un ennemi bien précis. (...) C'est ainsi que Mars a commencé<sup>122</sup>. »

Selon Adam Michnik « la guerre au Proche Orient a été artificiellement exploitée. C'était un faux prétexte car, si Gomułka avait peut-être une vision plus globale de la politique, des camarades, tel Gontarz par exemple, ne s'intéressaient absolument pas à ce qui se passait au Mont Sinaï. Ce qui les intéressait, en revanche, c'était d'éliminer certaines personnes de certains postes et de s'entourer de membres de leur groupe<sup>123</sup>. » Un document rédigé par le Ministère de l'Intérieur stipule ouvertement que la Pologne est gouvernée par des Juifs qui réalisent les intérêts de la « juiverie internationale ». Le ton du document rappelle les *Protocoles des Sages de Sion* qui, par ailleurs, ont été réédités l'année suivante et diffusés par les réseaux du parti, de l'armée et de la police secrète<sup>124</sup>. La machine infernale des purges est en marche : nombre de hauts responsables dans l'appareil du parti ou l'administration sont limogés pour être remplacés par des proches du groupe des « partisans », les mêmes méthodes sont utilisées pour nettoyer les rédactions des journaux ou des maisons d'édition. Ce n'est cependant que le début d'attaques violentes qui seront menées avec *maestria* par les « partisans » dès mars 68.

L'opinion publique polonaise dans son ensemble, et non seulement les sionistes polonais, comme le voulait la propagande « moczarienne<sup>125</sup> », est pro-israélienne pour la simple raison que l'échec des pays arabes signifiait une défaite de l'Union Soviétique. « L'antisémitisme polonais n'était pas anti-israélien. Le bon juif était

<sup>122</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 139.

<sup>123</sup>. Propos d'Adam Michnik recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 janvier 2008.

<sup>124</sup>. Jerzy Eisler, *Polski rok 68*, op. cit., p. 112.

<sup>125</sup>. La propagande « moczarienne », du nom du général Moczar, s'inspirait de la rhétorique nationaliste et antisémite.

celui qui avait quitté la Pologne et s'était établi en Israël ; le mauvais - celui qui voulait y rester et jouer un rôle dans la société<sup>126</sup>. »

Selon Leszek Kołakowski, Gomułka aurait été très en colère contre les Polonais et leur soutien aux Israéliens<sup>127</sup>. Ceux qui manifestent alors ses sympathies pro-israéliennes se voient attribuer des origines juives, comme ce fut le cas par exemple pour certains laïcs catholiques, tels Tadeusz Mazowiecki, Władysław Bartoszewski, Stefan Kisielewski, Jerzy Turowicz, Stanisław Stomma, Jerzy Zawieyski<sup>128</sup>.

La question du degré de pénétration de l'argumentation antisémite dans la population reste ouverte, étant donné qu'aucune étude sociologique n'a été faite pour mesurer ce phénomène<sup>129</sup>. Il n'en demeure pas moins que la rhétorique nationaliste et antisémite trouvait un écho favorable dans une partie de la société polonaise<sup>130</sup>. Le père Józef Tischner affirmait « qu'après 68, (...) le Polonais moyen ne ressentait pas vraiment de honte à cause de ses penchants antisémites<sup>131</sup>. » Aleksander Smolar, quant à lui, fait remarquer dans un essai intitulé *Tabou et innocence* qu'en Pologne l'antisémitisme ne s'était pas compromis pendant la guerre par la collaboration avec le nazisme. Le cas de la Pologne est unique au plan européen : on pouvait y être à la fois antisémite et antinazi, et rejeter toute forme de collaboration institutionnalisée. Cette dichotomie a perduré et c'est elle qui, par la suite, fut à l'origine de nombreux paradoxes et attitudes contradictoires<sup>132</sup>.

<sup>126</sup> Propos d'Adam Michnik recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 janvier 2008.

<sup>127</sup> Zbigniew Mentzel, *Czas ciekawy, czas niespokojny, Rozmowa z Leszkiem Kołakowskim*, op. cit., p. 246.

<sup>128</sup> Piotr Oseka, *Marzec 68* [Mars 68], Kraków, Znak, 2008, p. 117.

<sup>129</sup> Propos de Seweryn Blumsztajn recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 12 janvier 2008.

<sup>130</sup> Piotr Oseka, *Marzec 68*, [Mars 68], op. cit., p. 109.

<sup>131</sup> Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 146.

<sup>132</sup> Aleksander Smolar, « Tabu i niewinność » [Tabou et innocence], Londres, *Aneks*, n° 41-42, 1986, p. 127.

Ainsi, la guerre de Six Jours marque-t-elle une inflexion notable de la « question juive ». Les théories du complot sioniste et de la trahison, véhiculées par la propagande « moczarienne », créant un climat favorable à une « chasse aux sorcières », posaient le problème de l'identité juive. De ceux qui manifestaient leurs « double appartenance », on attendait un choix clair : soit une condamnation publique d'Israël, soit un départ de Pologne et l'établissement en Israël. En revanche, nombre de ceux qui étaient parfaitement assimilés et se sentaient Polonais, telle la « génération 68 », furent soudainement confrontés à la question posée en terme sartrien « Suis-je Juif par le seul regard de l'autre ? » En effet, comme le confirme Seweryn Blumsztajn, avant 67-68, « on ne cherchait pas nos racines, pas plus qu'on ne s'identifiait à la communauté juive. En ce qui me concerne, j'ai compris seulement plus tard qu'il fallait apprendre à vivre avec cette identité, et qu'il vaut mieux apprendre à l'aimer, sinon c'était dur<sup>133</sup>. »

Le témoignage de Barbara Toruńczyk va dans le même sens : « Avant 67, on ne cherchait pas à savoir qui était juif, qui ne l'était pas. Cela ne nous intéressait pas. En 67, j'étais à Paris et j'observais avec étonnement que tous mes compatriotes qui arrivaient de Pologne abordaient des questions juives, avant ce n'était pas le cas<sup>134</sup>. »

Si, en Pologne, la Guerre de Six Jours a servi avant tout de « faux prétexte » à la propagande nationaliste communiste pour légitimer les attaques et les purges antisémites, en France, elle a provoqué, dans un premier temps, la crainte générale de voir l'État hébreux rayé de la carte par la coalition des pays arabes.

---

<sup>133</sup>. Propos de Seweryn Blumsztajn recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 12 janvier 2008,

<sup>134</sup>. Propos de Barbara Toruńczyk recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 5 février 2008.

Face à l'imminence du conflit, la mobilisation en faveur de la politique d'Israël va croissant. Des milliers de manifestants défilent à Paris et dans plusieurs villes de France. Bernard Guetta témoigne : « J'avais alors 16 ans et j'allais manifester. Ni ma famille ni moi, nous n'étions sionistes. Par cet engagement, je ne participais pas à l'édification du mythe de l'État d'Israël. Ce qui m'a fait réagir, c'était le danger que tout recommence<sup>135</sup>. » Publié en pleine page par la quasi-totalité des quotidiens, l'appel du Comité de Solidarité Française avec Israël rassemble des centaines de signatures — Serge Gainsbourg, Juliette Gréco, Yves Montand, Simone Signoret côtoient Raymond Aron, Michel Droit, Maurice Druon, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand. Une autre pétition, lancée par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, et qui rassemble essentiellement des intellectuels et des artistes de gauche, remporte aussi un grand succès. Pierre Vidal-Naquet revendique alors « le droit absolu, incontestable, d'Israël à vivre<sup>136</sup>. » Yvan Gastaut voit un seul facteur d'explication à cette vague de solidarité : « Le poids du passé nourrit le vaste élan populaire de sympathie en faveur du « jeune » État d'Israël permettant d'évacuer tout ou partie de la culpabilité diffuse, née de l'indifférence et des complicités françaises dans la destruction des Juifs d'Europe. Aux douloureux souvenirs de l'Holocauste s'ajoute la crainte d'un nouveau génocide faisant passer pour « hitlérien » ou « nazi » tout ennemi d'Israël<sup>137</sup>. »

Ce conflit pose néanmoins un problème à la gauche française et, notamment, aux intellectuels de gauche qui, préalablement, se sont

---

135. Propos de Bernard Guetta recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

136. Pierre Vidal-Naquet, « Le droit de vivre », in *Le siècle des intellectuels*, Michel Winock, *op. cit.*, p. 692.

137. Yvan Gastaut, « La Guerre des Six Jours et la question du racisme en France », *Cahiers de la Méditerranée*, v. 71, *Crises, conflits et guerres en Méditerranée*, Paris, v. 2, 2005.

ouvertement engagés dans la défense de l'indépendance de l'Algérie, tels Sartre, Morin, Duras, Jankélévitch et bien d'autres.

Jusqu'alors solidaires des pays arabes, victimes du colonialisme et de l'impérialisme, ils se retrouvent désormais devant un impératif moral de défendre la terre des anciennes victimes du nazisme et de leurs descendants. Devant deux points de vue inconciliables, Sartre refuse la neutralité et se déclare l'ami des deux camps. Il considère qu'il n'y a pas dans ce conflit de « vérité totale ni d'un côté ni de l'autre<sup>138</sup>. » Des voix dissonantes se font également entendre chez les communistes et l'extrême gauche française, défendant nettement les pays arabes.

De plus, selon Annette Wieviorka, le conflit conduit à une prise de conscience juive de la minorité parfaitement assimilée et dont la judaïté était occultée depuis la fin de la Deuxième Guerre<sup>139</sup>. En effet, confie Bernard Guetta, « cela a totalement bouleversé le judaïsme français. Ces juifs étaient très républicains. Pourquoi ? Parce que la République les a sortis d'un statut à part. Ils en sont les premiers bénéficiaires, mais aussi ils se sentent redevables. L'idée d'une communauté ne se fait jamais, l'office à la synagogue oui, mais pas plus<sup>140</sup>. » Désormais, certains juifs assimilés, non pratiquants ou agnostiques, tel Raymond Aron, réagissent. En effet, Aron a eu « cette bouffée de judaïté qui fit irruption dans (sa) conscience de Français<sup>141</sup> » à la veille des hostilités et, surtout, après la fameuse conférence de presse du Général de Gaulle du 27 novembre 68, pendant laquelle il parla des Juifs comme « d'un peuple d'élite, sûr de lui et dominateur ». Ayant sympathisé avec de Gaulle, Aron s'en sent

138. Michel Winock, « Sartre s'est-il toujours trompé ? », *Histoire*, n° 295, février 2005, pp. 34-45.

139. Annette Wieviorka, « Vers une communauté ? Les Juifs en France depuis la guerre des 6 jours » in J.-J. Becker, A. Wieviorka, *Les juifs en France, de la révolution française à nos jours*, Paris, Liana Levy, 1998.

140. Propos de Bernard Guetta recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

141. Raymond Aron, *Les Mémoires*, Paris, Julliard, 1993, p. 500.

offusqué et rédige un livre intitulé *De Gaulle, Israël et les Juifs*. Dans ses Mémoires, il explique : « Dans ce livre, (...) j'ai voulu démontrer avant tout que la petite phrase, bien loin d'honorer le peuple juif, répercutait les échos d'une vieille tradition d'antisémitisme. (...) Je n'accusai pas le Général d'antisémitisme, je l'accusai de lui rendre des titres, sinon de noblesse, du moins de légitimité<sup>142</sup>. »

Le discours gaulliste, en réintroduisant la notion de « peuple », ayant des caractéristiques propres, apporte une nouvelle perception des Juifs de France. Dorénavant, la notion de « communauté juive » entra dans l'usage. La judaïté des Juifs de France durant les années de l'après Seconde Guerre mondiale fut mise « entre parenthèses », selon l'expression d'Annette Wieviorka<sup>143</sup>. Après la guerre de Six jours, ils accédèrent à la communauté ; la guerre de Six jours leur apporta une dimension politique.

Il est à noter qu'il existait depuis 1944 un Conseil Représentatif des Israélites de France (CRIF) attaché à une dimension globale sortant du cadre religieux, mais son rôle fut discret jusqu'en 1967 lorsque sa solidarité avec Israël s'est exprimée fortement.

Par ailleurs, une brèche s'est ouverte dans une France républicaine qui, au nom de l'unité nationale, excluait tout comportement communautaire. Le choc de 67 conduisit un bon nombre de contemporains à un constat simple : des minorités existaient bel et bien en France<sup>144</sup>.

---

<sup>142</sup>. *Ibid*, p. 516.

<sup>143</sup>. Annette Wieviorka, « Vers une communauté ? », *op. cit.*

<sup>144</sup>. Yvan Gastaut, *art. cit.*



## **2. L'explosion de mars 68**

### **a) Chronologie des faits**

« L'année universitaire 67/68 a démarré dans une ambiance de discussion. Étudiants et jeunes chercheurs de l'Université de Varsovie se réunissaient pour parler de la situation du moment dans le pays et de questions théoriques<sup>145</sup>. » Ces discussions se déroulent désormais en dehors de l'université, dans les appartements privés. Michnik, Gross et Mencil sont à l'origine de cette initiative. Kuroń et Modzelewski, libérés vers le milieu de 67, Smolar et Staniszkis y assistent. Cependant, à partir de juin 67, le regard des autorités est tourné du côté de Teatr Narodowy (Théâtre National) où son directeur, Kazimierz Dejmek, met en scène *Les Aïeux*<sup>146</sup> d'Adam Mickiewicz. Cette pièce, jusqu'alors autorisée par la censure, est programmée par le Ministère de la Culture pour les cérémonies du cinquantenaire de la Révolution d'Octobre. Dès la première, en novembre 1967, la représentation est jugée comme « tendancieuse et politiquement nuisible à cause du choix des textes, du jeu des acteurs, de la mise en scène de certains passages, sans parler de la scène finale très suggestive (le héros principal, Konrad, tout enchaîné sort au milieu de la scène - note de l'auteur)<sup>147</sup>. » D'une semaine à l'autre, au fur et à mesure que les bruits sur les critiques du parti que la pièce suscite se propagent, la pièce gagne en notoriété. Dans le rapport du département de la Culture du Comité Central on s'inquiète car, « pendant les représentations, dans le théâtre règne une atmosphère d'excitation politique. (...) Parmi les spectateurs, il y a pas mal de représentants du clergé polonais, ainsi que des milieux

<sup>145</sup>. Piotr Oseka, *Marzec 68*, op. cit., p. 143.

<sup>146</sup>. *Les Aïeux*, œuvre majeure d'Adam Mickiewicz. Le drame contient des accents antitsaristes et antirusses mais sa portée est universelle. Il véhicule l'éternel défi à l'oppression et à l'opportunisme d'un peuple dépossédé de son autonomie, en lutte permanente pour préserver son identité. Il définit aussi le rôle de l'artiste, qui doit être un guide et porte-parole de la nation opprimée.

<sup>147</sup>. Jerzy Stępień, *Marzec 68. Między tragedią a podłością* [Mars 68. Entre la tragédie et l'infamie], Warszawa, Profi, 1998, p. 146.

d'opposition. En applaudissant dans des moments bien choisis du spectacle, ils organisent des manifestations clérico-nationalistes<sup>148</sup>. » Le camarade Gomułka aussi est inquiet, lui qui lors d'un déjeuner du Nouvel An aurait accusé Dejmek d'avoir « enfoncé un couteau dans le dos de l'amitié polono-soviétique. » Les réactions vives des spectateurs aux passages patriotiques et antirusses de la pièce de Mickiewicz provoquent, dans un premier temps, un espacement des représentations et, ensuite, l'interdiction ferme de la jouer au Théâtre National.

La dernière représentation du 30 janvier 68 se déroule dans un climat quasi révolutionnaire : de chaleureux applaudissements retentissent dans une salle comble ; on scande « A bas la censure », « L'indépendance sans censure » ; une fois le rideau tombé, le public ovationne pendant plus d'une demi heure. Après le spectacle, une manifestation spontanée a lieu, entre deux et trois cents étudiants se dirigent vers le monument de Mickiewicz, une trentaine d'entre eux sont arrêtés<sup>149</sup>.

Selon Jacek Kuroń, « les dèss ont été jetés. Le mot d'ordre a été donné<sup>150</sup>. » La suppression des *Aïeux* de l'affiche ne pouvait pas rester sans conséquences : la génération 68, attachée à la culture classique, partageait le même impératif de ne pas laisser le pouvoir communiste piétiner la culture nationale. Ainsi « ce qui se passait sur scène devenait réalité. Les étudiants se sont identifiés aux filaretes<sup>151</sup> qui,

---

<sup>148</sup>. Marta Fik, « Marcowa kultura. Wokół Dziadów. Literaci i władza, kampania marcowa » [La culture de mars. Autour des Aïeux. Les hommes de lettres et de pouvoir, la campagne de mars], Warszawa, 1995, in *Marzec 68*, Piotr Osęka, op. cit., p. 149.

<sup>149</sup>. Jerzy Eisler, *Polski marzec 68*, op. cit., p. 179.

<sup>150</sup>. Jacek Kuroń, *Wiara i wina, Do i od komunizmu* [La foi et la faute], Londres, Aneks, Londyn, 1989, p. 283.

<sup>151</sup>. « Filaretes », (1820-1823), un groupe patriotique et clandestin de jeunes de Vilnius, dont faisait partie, entre autres, Adam Mickiewicz. Dissout à cause des arrestations de ses membres en 1823.

eux, s'opposaient à l'oppression tsariste <sup>152</sup>. » L'avalanche était déclenchée... Réunions de jeunes contestataires, Adam Michnik, Barbara Toruńczyk, Jan Gross, Jacek Kuroń, Irena Grudzińska, entre autres, dans des appartements privés pour discuter de la suite à donner à leur action, pétitions, et « guerre des tracts » précèdent l'explosion de la révolte.

Le 3 mars, Adam Michnik et Henryk Szlajfer, accusés d'avoir informé le correspondant du *Monde* du déroulement de la manifestation du 30 janvier, sont exclus de l'université. Cette fois-ci la goutte a véritablement fait déborder le vase ! Une manifestation est prévue pour le 8 mars dans la cour de l'Université de Varsovie en signe de protestation. Seweryn Blumsztajn dira plus tard : « On est allés manifester parce qu'on n'avait pas d'autres solutions. On n'imaginait même pas une seconde que cela prendrait une telle ampleur (...). On savait que si on ne réagissait pas à l'exclusion de nos deux camarades, ils (le pouvoir communiste) feraient éclater tout ce mouvement d'opposition <sup>153</sup>. »

Le jour de la manifestation, Henryk Szlajfer, Seweryn Blumsztajn et Jan Lityński sont arrêtés. Adam Michnik, Karol Modzelewski, Jacek Kuroń et Barbara Toruńczyk seront arrêtés le lendemain. Selon différentes sources, la manifestation a réuni quelques milliers d'étudiants qui protestaient non seulement contre les mesures répressives prises à l'égard de leurs camarades, mais aussi pour défendre la liberté de parole et protester contre la censure.

Les autorités communistes répondent par la violence, en envoyant des cars remplis de civils (c'étaient des ouvriers mobilisés de force ou

---

<sup>152</sup>. Marcin Zaremba, Andrzej Friszke, Piotr Osęka, Tomasz Wiścicki, Jerzy Eisler, « Marzec 68 : dwie rewolucje » [Mars 68 : deux révolutions], Varsovie, *Więź*, février/mars 2008, p. 110.

<sup>153</sup>. Seweryn Blumsztajn, « Marzec 68 » [Mars 68], conférence à l'Université de Varsovie, Studencka Oficyna Wydawnicza Sowa, 1981, in *Marzec 68*, Jerzy Eisler, *op. cit.*, p. 193.

encore des ORMO<sup>154</sup>) bien organisés et préparés pour disperser la foule, ainsi que des troupes régulières de la milice, munis de matraques et armes. Ils sont « accueillis » par les cris de la foule qui scande : « Gestapo! »

Rapidement les affrontements deviennent violents et quittent le campus de l'université. L'intervention des forces de l'ordre à l'intérieur des églises où se cachent les étudiants fuyant la matraque est particulièrement brutale<sup>155</sup>. La dispersion de la manifestation du 8 mars et sa pacification violente par les forces de l'ordre contribuent à l'embrasement de la révolte dans d'autres villes polonaises. Lublin, Łódź, Wrocław, Cracovie, Gliwice, Gdańsk, Poznań, Toruń, Katowice... répondent à l'appel.

Les manifestations reprennent le 9 et le 11 mars en regroupant, outre les étudiants, des lycéens et de simples passants. Celle du 11 mars est cependant la plus violente de toutes et sert de prétexte à la propagande « moczarienne » pour donner libre cours à la campagne antisémite, officiellement appelée antisioniste. Aux lendemains des protestations, la presse du régime et le quotidien réactionnaire catholique *Słowo Powszechne* reprennent la rhétorique antisémite, en accusant les instigateurs de la révolte d'être des traîtres sionistes agissant dans le cadre d'un complot et pour le compte de la juiverie internationale. Leurs noms, accompagnés de courtes notes biographiques, rappelant leurs origines juives, sont publiés sous forme de tracts, ainsi que dans la presse officielle, et largement diffusés. Cependant, la contestation étudiante se poursuit à Varsovie et dans plusieurs villes de Pologne. D'après Piotr Oseka, les

---

<sup>154.</sup> « ORMO », organisation paramilitaire officielle, composée de volontaires et appuyant les forces de la milice. Dissoute par la Diète en 1989.

<sup>155.</sup> Il s'agit de l'épisode à l'église des Trois Croix à Varsovie : pour faire sortir ceux qui s'y cachaient, les forces de l'ordre lançèrent à l'intérieur de l'église des grenades lacrymogènes, tabassèrent les manifestants au pied de l'autel, ou les traînèrent vers l'extérieur par les cheveux.

échauffourées les plus violentes avec les troupes de ZOMO<sup>156</sup> ont lieu à Cracovie, Poznań, Łódź, Gdańsk, Katowice et Wrocław. Des milliers de personnes sont alors arrêtées<sup>157</sup>.

Le discours de Gomułka prononcé le 19 mars devant les militants du parti est une véritable douche froide pour les contestataires qui, désormais, ne peuvent plus ni avoir d'illusions quant aux véritables intentions du pouvoir communiste ni espérer obtenir quelque liberté démocratique que ce soit.

Cependant, comme le remarque Jerzy Eisler, dans ce discours, tout en stigmatisant les « sionistes » et les « cosmopolites », Gomułka tente de freiner l'antisémitisme ambiant et de montrer qu'il ne céderait pas le pouvoir à l'équipe de Moczar<sup>158</sup>. Il était trop tard, « ce n'est pas ce qu'attendaient les camarades du parti. (...) Dans un coin de la salle, on scandait : « Tout le pouvoir dans les mains de ceux qui n'ont qu'une Patrie », « La guillotine pour les Juifs », « Les sionistes en Israël » (...). Une partie des militants est déjà tellement excitée qu'il n'est plus question pour eux de chercher la réconciliation. Ils veulent du sang et une vengeance<sup>159</sup>. » Dès lors, même si des protestations éclatent encore durant la deuxième moitié de mars, en avril et au début de mai, la contestation entre dans une phase descendante. La dernière étape des événements, ce sont les procès politiques des « komandos » qui dureront jusqu'à la fin de 68.

---

<sup>156.</sup> « ZOMO », une unité spéciale de la milice qui intervenait lors des manifestations ou grèves. Dissoute en 1989, elle reste un symbole de la répression de la PRL Polska Rzeczpospolita Ludowa, ([République Populaire de Pologne].

<sup>157.</sup> Piotr Oseka, *Marzec 68*, op. cit., p. 193.

<sup>158.</sup> Jerzy Eisler, *Marzec 68*, op. cit., p. 362.

<sup>159.</sup> Mieczysław Rakowski, *Dziennik polityczny 1967-68* [Journal politique 1967-68], Warszawa, Iskry, 1999, pp. 164-165.

### ***b) Conséquences directes***

La période de mi-mars/fin juin 68, est marquée par une recrudescence de la campagne antisioniste. Il est à noter par ailleurs que la notion de « sioniste » ne désignait pas toujours, selon la rhétorique du régime, un Juif. Elle pouvait également concerner un groupe de l'intelligentsia « cosmopolite », dont faisaient partie, par exemple, Stefan Kisielewski ou Paweł Jasienica. L'opinion publique est nourrie par la propagande qui forge l'image d'un sioniste dangereux et traître, membre de la « bande réactionnaire », parfois agent de l'impérialisme ou espion du stalinisme, qui agit dans l'intérêt de la juiverie internationale. On cherche aussi à discréditer les jeunes « komandos », qui sont décrits comme « des fils à papa », riches et arrogants, bien qu'ils « exècrent le travail honnête, leurs porte-monnaie sont toujours bien gros. Ils jouent au poker et peuvent perdre en une nuit quelques milliers de zlotys<sup>160</sup>. »

Lors de réunions organisées dans des entreprises, universités, rédactions de journaux, usines, institutions scientifiques, on apostrophe des Polonais d'origine juive, en les accusant de nourrir les sentiments anticomunistes et antipolonais. Ensuite, on les licencie. La télévision diffuse des images montrant les foules manifestant contre Israël et demandant le départ des Juifs de Pologne. Comme l'affirme Piotr Osęka, « une partie de la société polonaise rejetait catégoriquement cette propagande de haine. Cependant, l'hypocrisie et les mensonges du pouvoir communiste dérangent plus que la démagogie antisémite<sup>161</sup>. »

Malgré cela, cette propagande avait ses « supporters » qui, à l'aide de lettres anonymes, dénonçaient « les injustices » et pointait du doigt les « privilèges » des sionistes « démasqués ». « Les slogans

---

<sup>160</sup>. A. Reutt, Z. Andruszkiewicz, « Apostołowie » [Les Apôtres], *Walka Młodych*, Warszawa, 31 mars 1968.

<sup>161</sup>. Piotr Osęka, *Marzec 68*, op. cit., p. 238.

antisémites (...) mélangés aux idées populistes et anti-intelligentsia trouvaient un écho favorable chez certaines personnes (...) d'autant plus facilement qu'ils étaient accompagnés de rhétorique patriotique, parfois même anticomuniste et antisoviétique<sup>162</sup>. »

Il convient de noter que la campagne « moczarienne » accompagnait un autre phénomène, à savoir un changement radical d'équipe dans l'appareil du parti. Dans un climat d'attaques personnelles, la vague de démissions et de licenciements a déferlé sur tout le pays. Ces purges ont, d'une part, noirci l'image de la Pologne dans le monde et, d'autre part, changé les rapports de force au sein de l'appareil du parti. « Certaines victimes de la campagne antisioniste n'étaient sûrement pas à plaindre. Parmi eux, (...) il y avait des journalistes pro-régime, d'anciens hommes politiques et des bourreaux staliniens des années quarante/cinquante. (...) En les détrônant, les propagandistes de mars donnaient l'impression que justice était enfin faite, et que les autorités étaient à même d'écarter ceux qui portaient la responsabilité de toutes les perversions du système<sup>163</sup>. »

La campagne plonge dans une peur panique les Polonais d'origine juive, aussi bien ceux qui revendiquent leur identité que ceux qui, assimilés depuis plusieurs générations déjà, ont été confrontés à la « question juive » seulement en mars. La peur paralyse également les milieux intellectuels qui se sentent assaillis par la surveillance constante de la SB<sup>164</sup> et les attaques de la propagande. S'ensuit une vague d'émigration vers Israël, entre autres, qui touche environ douze mille<sup>165</sup> Juifs polonais.

---

<sup>162.</sup> Krystyna Kersten, *Polacy, Żydzi, komunizm. Anatomia półprawd 1939-68* [Les Polonais, les Juifs, le communisme. L'anatomie des demi-vérités 1939-68], Warszawa, Niezależna Oficyna Wydawnicza, 1992, p. 167.

<sup>163.</sup> Piotr Oseka, *Marzec 68, op. cit.*, p. 263.

<sup>164.</sup> La « SB » (Służba Bezpieczeństwa), Service de sécurité sous tutelle du ministère de l'Intérieur.

<sup>165.</sup> Piotr Oseka, *Marzec 68, op. cit.*, p. 293.

Barbara Toruńczyk se souvient du vide que ces départs ont causé : « A ma sortie de prison en 69, beaucoup de mes amis étaient déjà partis. C'était comme si la mort avait frappé. Et moi, je voyais toujours leurs ombres<sup>166</sup>. » Adam Michnik confirme : « Lorsque je suis sorti de prison, plus de la moitié de ma classe avait émigré. Ce vide était impressionnant. (...) En fait, mars 68 a contribué à la réhabilitation de la mégalomanie nationale, instrumentalisée par la dictature communiste et qui a conduit à d'effroyables ravages dans le tissu social<sup>167</sup>. » Les conséquences pour la culture et la science ont été catastrophiques : des chercheurs, musiciens, metteurs en scène, acteurs, écrivains, ont quitté la Pologne et leurs œuvres furent interdites. Plusieurs facultés à l'Université de Varsovie ont été fermées et nombre d'étudiants emprisonnés.

Si 68 fut une très grande défaite pour les milieux étudiants et intellectuels du pays, mais n'en constitue pas moins une « césure idéologique ». « Ce fut un tournant dans la conscience historique. J'ai compris que je vivais dans un pays soumis, et non pas dans un pays de socialisme déformé. (...) Plus rien ne nous liait à ce pouvoir<sup>168</sup> » — témoigna Adam Michnik. Pour Barbara Toruńczyk « 68 a coupé tout lien avec le marxisme<sup>169</sup>. » Jan Nowak-Jeziorański, directeur de *Radio Free Europe*, déclarait : « La matraque a fait sortir le communisme de la tête des jeunes. Ni la radio *Free Europe*, ni les parents n'ont changé leur raisonnement, ils ont vu de leurs propres yeux que la presse mentait, que le parti calomniait, que la milice matraquait. Ils ont pu

---

<sup>166</sup>. Propos de Barbara Toruńczyk recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 5 février 2008.

<sup>167</sup>. Adam Michnik, Jozef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 187.

<sup>168</sup>. *Ibid.*, p. 168.

<sup>169</sup>. Propos de Barbara Toruńczyk recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 5 février 2008.



voir quelles méthodes utilisait l'appareil de répression et que l'idéologie communiste n'était qu'un outil pour asservir l'individu<sup>170</sup>. »

La génération 68, quoique dispersée, s'est montrée très active politiquement dans les années soixante-dix. On retrouva ses représentants dans l'opposition démocratique à des moments clé de l'histoire contemporaine du pays. Sans eux, il n'y aurait pas eu de mouvement de contestation, de *KOR* (Comité de Défense des Ouvriers), de *Solidarité*, et, partant, de Pologne libre et démocratique. Ce sont eux, enfin, qui ont contribué à forger chez les plus jeunes une attitude citoyenne incitant à s'engager activement dans la vie publique.

Les événements de Mars ont par ailleurs marqué un tournant culturel. Ceux qui ont quitté la Pologne se sont lancés dans l'activité éditoriale, dont l'exemple le plus illustre fut la revue et la maison d'édition *Aneks*, fondée par Aleksander Smolar ou, plus tard, *Zeszyty Literackie*, fondés par Barbara Toruńczyk. Ce fut également le temps de l'explosion des théâtres d'étudiants et de la poésie de la « Nouvelle Vague », représentée entre autres par Stanisław Barańczak, Adam Zagajewski, ainsi que du cinéma « de l'inquiétude morale », porté par Krzysztof Kieślowski, Agnieszka Holland, Feliks Falk. Pour Adam Michnik, ce fut la naissance d'une « nouvelle identité culturelle, nationale et politique<sup>171</sup>. »

À ce propos une remarque s'impose : si la culture politique n'a pas de rapports évidents avec la culture « tout court », et même si l'on fait bien la différence entre pratiques culturelles et pensée politique, dans le cas de la culture polonaise après 68, ces liens existent car les pratiques et productions culturelles — que ce soit dans le domaine de la littérature ou du cinéma — s'attacheront à défendre des valeurs

<sup>170</sup>. Jan Nowak-Jeziorański, *Polska z oddali*, op. cit., p. 257.

<sup>171</sup>. Adam Michnik, Cohn-Bendit, débat à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire des événements de 68, Varsovie, 9 mars 2008.

bafouées par le régime communiste et à dénoncer ses dérives, tout en attisant l'esprit critique et contestataire. Ainsi, l'apport de la culture « tout court » à la culture politique de contestation n'est-il pas négligeable.

### 3. L'explosion de Mai 68

Pendant qu'une Europe, celle de l'autre côté du rideau de fer « ne chantait pas<sup>172</sup> », l'autre chantait-t-elle vraiment ?

Dès le milieu des années soixante, des signes avant-coureurs laissent présager d'une crise en France. Ses débuts ont certes des allures de « carnaval<sup>173</sup> » : les revendications libertaires côtoient la critique du contenu et des méthodes de l'enseignement, le style propagandiste des délibérations sur le marxisme-léninisme cède la place à la dérision et l'invective. On cherche la provocation en publiant des tracts incendiaires sur les autorités de l'université, en occupant des salles de cours, en interrompant les cours. Le mouvement étudiant a rapidement été rejoint par la révolte du monde ouvrier<sup>174</sup> en provoquant une véritable crise politique<sup>175</sup>.

Étant donné l'existence de nombreux ouvrages retraçant en détail les étapes successives du Mai français<sup>176</sup> et ses conséquences

---

172. Alain Minc, « Une Europe chantait, l'autre pas », *Le Monde*, 3 janvier 2008.

173. Raymond Aron, *Les Mémoires*, op. cit., p. 476.

174. La France, contrairement à la Pologne où les ouvriers ne se sont pas joints à la contestation étudiante, a connu « une rencontre » entre la révolte étudiante et celle des travailleurs.

175. Selon le sociologue Michel Dobry, « la crise politique est la continuation des rapports politiques par d'autres moyens ». Il préconise de « penser les crises politiques à la fois en tant que mobilisations et en tant que transformations d'états – passage à des états critiques – des systèmes sociaux ». Son approche se fonde sur la reconnaissance de la plasticité structurelle des systèmes sociaux et de la fluidité politique dans les dynamiques de crise, liées aux mobilisations multi-sectorielles. In Compte rendu par Michel Fournier, « Michel Dobry, Sociologie des crises politiques », Paris, *Politique*, n° 12, 1987, pp. 123-129.

176. Raymond Aron divise les événements en quatre phases : la première commence avec l'intervention des forces de l'ordre dans la cour de la Sorbonne. La deuxième est marquée par l'extension des grèves aboutissant aux accords de Grenelle. La troisième : le refus des accords de Grenelle par les grévistes de Billancourt, la mise en question du Président et du Premier ministre, la disparition pendant quelques heures du Général de Gaulle, son allocution du 30 mai, suivie par la manifestation de soutien au Général aux Champs-Élysées. La dernière phase c'est le retour à l'ordre, les élections législatives qui donnent à la majorité une victoire écrasante. « Il ne nous a pas compris » in *Mémoires*, op. cit., p. 475.

directes, nous nous limiterons à répertorier les principaux faits en annexe de la présente étude.

### **Conséquences directes**

La contestation étudiante de Mai fait ressortir l'existence de différents groupuscules révolutionnaires, souvent soupçonnés par la police et les services secrets de mener leurs activités dans le cadre d'un « complot international ». Même si « l'aide apportée de l'étranger aux groupes révolutionnaires n'est pas une pure invention. (...) Elle se traduit parfois par un soutien financier (...) : transfert de fonds, réduction sur les prix de publication.... Ces faits sont grossis et déformés par le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcelin, qui fait de la lutte contre la « subversion internationale un cheval de bataille<sup>177</sup>. » Maurice Grimaud, préfet de police à Paris de l'époque, le confirme : « La réunion quotidienne chez le ministre (...). J'en sors accablé. (...) On prend et reprend inlassablement l'étude de tous les petits faits, des moindres détails qui pourraient permettre de conduire à un complot et à des complicités extérieures. Après quinze jours de ce travail décousu mais obstiné, on peut certes déceler des filières, soupçonner des rapports entre mouvements nationaux et internationaux, flairer des sources de financement etc. Mais tout ça reste bien flou<sup>178</sup>. »

Au lendemain des événements de Mai, l'extrême gauche est peu homogène et très divisée. Les querelles et contradictions éclatent au grand jour. Si la révolution reste toujours d'actualité, sa signification et les moyens de la faire divisent les milieux gauchistes. Le groupe le plus en vue est celui des néo-léninistes (trotskistes et maoïstes) au

---

<sup>177</sup>. Jean-Pierre Le Goff, *L'héritage impossible, op. cit.*, p. 126.

<sup>178</sup>. Maurice Grimaud, *Je ne suis pas né en mai 68*, Paris, Tallandier, 2007, p. 355.

sein duquel surgira à la fin de l'année 68 un courant appelé « mao-spontanéiste » qui, par la suite, deviendra la « Gauche prolétarienne ». Ce courant n'exclut aucune forme de lutte et exalte le mythe de la violence créatrice qui était à l'origine de nombreuses actions dites « exemplaires<sup>179</sup>. » Deux responsables du journal maoïste, *La Cause du peuple*, Jean-Pierre Le Dantec et Michel Le Bris, ont été condamnés à la prison pour « délits de provocation aux crimes contre la sûreté de l'État et apologie du meurtre, du viol, du pillage et de l'incendie<sup>180</sup>. »

Au début des années 70, le maoïsme est également une mode intellectuelle en France. La revue *Tel Quel*, dirigée par Philippe Sollers, passe de la fascination communiste à l'idéologie maoïste et devient « l'un des lieux raffinés de la pensée mao<sup>181</sup>. » En février 1972, la mort d'un militant maoïste, Pierre Overney, qui se fait tuer devant l'usine de Renault-Billancourt, est vécue comme un choc par certains militants de la Gauche prolétarienne.

Michel-Antoine Burnier ne mâche pas ses mots à l'égard de la Gauche Prolétarienne : « Ils ont pris peur seulement à la mort d'Overney. D'ailleurs, ils en sont responsables<sup>182</sup>. » A l'automne 1973, l'organisation s'est auto-dissoute : « C'était une décision majoritaire car nous pensions que nous étions un obstacle aux mouvements sociaux. Cette autodissolution marque la fin du gauchisme en France<sup>183</sup>. »

Les trotskistes, eux, regroupés autour de la *Ligue communiste révolutionnaire* d'Alain Krivine, représentent un gauchisme plus

---

179. Actions « exemplaires », opérations dures et violentes menées par les militants maoïstes, dont le but était d'attirer l'attention.

180. Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1999, p. 715.

181. *Ibid*, p. 718.

182. Propos de Michel-Antoine Burnier recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 28 novembre 2007.

183. Propos de Serge July recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 28 novembre 2007.

modéré que les organisations maoïstes qui appellent sans retenue à la guerre civile. Toutefois, leurs services d'ordre organisent, eux aussi, en collaboration avec d'autres groupes d'extrême gauche, des opérations musclées. C'est pourquoi, en juin 1973, suite à une attaque lors d'un meeting organisé par un mouvement d'extrême droite, Ordre Nouveau, le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, décide la dissolution de la Ligue. Elle réapparaîtra quelques mois plus tard, mais changera sa stratégie politique et renoncera à la violence. Outre ces deux organisations, d'autres groupuscules gauchistes tentent d'occuper le terrain après 68, sans pourtant parvenir à attirer l'attention des jeunes. Une exception : le Parti socialiste unifié (PSU) de Michel Rocard, qui, grâce à son implication dans le mouvement de Mai et à son soutien aux étudiants, réalise aux élections présidentielle de juin 1969 le plus haut score de toute son existence.

Dans ce climat quasi insurrectionnel, hérité de Mai, le pouvoir durcit le ton. « Interpellation au domicile des militants, arrestation des diffuseurs de tracts, et des colleurs d'affiches, des vendeurs de journaux sur les marchés ou à la porte des usines...(…), les vérifications d'identité, séjours dans les centres de tri, d'insultes, et de matraquage à froid sous un prétexte quelconque<sup>184</sup>. » Dans ses souvenirs Maurice Grimaud, témoigne : « Vendredi 13 juin 1969: (...) Je fais donner l'ordre d'arrêter désormais tous les colleurs d'affiches et distributeurs de tracts, quelle que soit leur appartenance. J'en informe le ministre<sup>185</sup>. » Certains groupes gauchistes sont dissouts et le gouvernement fait voter, en juin 1970, la loi Pleven, dite « loi anticasseurs », pénalisant la subversion et visant l'extrême gauche.

Elle interdit toute manifestation illégale et prévoit des peines lourdes non seulement pour les participants mais aussi pour les

---

<sup>184</sup>. Jean-Pierre Le Goff, *L'héritage impossible*, op. cit., p. 179.

<sup>185</sup>. Maurice Grimaud, *Je ne suis pas né en 68*, op. cit., p. 423.

organisateurs. Mais, au lieu de calmer les ardeurs, elle rajoute de l'huile sur le feu et joue le rôle de ressort de la contestation.

Les autorités se donnent un droit de regard sur les publications et la production cinématographique.

De telles pratiques provoquent de réactions vives du courant contestataire. L'État gaulliste et son administration, notamment le ministère de l'Intérieur et les forces de l'ordre, sont vite assimilés au fascisme. André Glucksmann développe alors une thèse du « nouveau fascisme » qui vient « d'en haut », et que l'on retrouve partout, y compris dans l'usine et les prisons. Les Français auraient vécu dans un système totalitaire sans que cela semble leur peser. En dénonçant la manipulation de la population faite par les médias, Glucksmann n'hésite pas à écrire : « On ne mets pas les gens dans des camps de concentration géographiques mais dans des camps de concentration idéologiques<sup>186</sup>. »

Parallèlement se développe un mouvement culturel qui, lui, ne s'intéresse pas à la prise du pouvoir mais au bouleversement des mentalités, de la morale, et prêche ouvertement « la libération du désir » et « l'épanouissement des individus ». « Vivre autrement », tel est le mot d'ordre des propagandistes de ce courant, qui se font promoteurs de la libération sexuelle, des communautés, de la drogue. On assiste également à l'irruption du Mouvement de libération des femmes (MLF), composé dès l'origine de sensibilités différentes.

Une autre conséquence directe de Mai 68 est la libération de la parole. Les Français parlent et se parlent, dans les universités et les usines. Tous les sujets y passent : la critique de l'université, de l'autorité, des institutions, des rapports sociaux, des inégalités... Des assemblées générales, meetings, réunions se multiplient. Ce

---

<sup>186</sup>. Jean-Pierre Le Goff, *L'héritage impossible*, op. cit., p. 192.

qu'illustre parfaitement la phrase écrite par une main anonyme et citée par Edgar Morin : « Je n'ai rien à dire mais je veux le dire<sup>187</sup>. »

Pour Raymond Aron ce n'est qu'un « marathon de palabres<sup>188</sup> » qui signifie que « les étudiants français, en particulier à Paris, constituent une foule solitaire. (...) Cette espèce de fraternité juvénile (...), c'est la surcompensation de la solitude dans laquelle ils vivent ordinairement<sup>189</sup>. »

La parole débridée, imprégnée d'esprit révolutionnaire, facilite l'explosion de l'agressivité des jeunes, mais aussi leur permet de s'ériger en acteur social, désormais incontournable. Ceci conduira par ailleurs à une politisation accrue du monde universitaire que d'aucuns considèrent comme un « legs des événements de Mai, un des moins douteux et des moins plaisants<sup>190</sup>. »

Ainsi, dans l'après 68, c'est toute la culture politique<sup>191</sup> qui est bousculée, celle qui est issue de la guerre et de la Libération, pour laquelle le marxisme fut — selon la formule de Sartre — un « horizon indépassable ». Comme le remarque Jean-Pierre le Goff, « les évolutions des sociétés ont mis à mal les prévisions marxistes sur la crise inévitable du capitalisme et sur le rôle historique de la classe ouvrière : celle-ci a évolué et malgré tous les efforts de l'extrême

---

187. Edgar Morin, Claude Lefort, Jean-Marc Coudray, *Mai 68 : la brèche*, Paris, Fayard, 1968, p. 29.

188. Raymond Aron, *La révolution introuvable*, Paris, Fayard, 1968, p. 31.

189. Raymond Aron, *Les Mémoires*, op. cit., p. 497.

190. *Ibid.*

191. Culture politique entendue comme une combinaison de 1) croyances politiques – les postulats au sujet du comportement humain et du processus politique, 2) d'attitudes politiques – les dispositions acquises par les personnes dans un processus de formation qui indiquent comment relier les événements, les personnalités et les institutions, 3) de valeurs politiques – les normes ou critères d'après lesquels on juge ce qui est important, souhaitable ou approprié, 4) de traditions politiques – coutumes qui deviennent légitimes parce qu'on les pratique depuis longtemps. In *La notion de culture politique*, Nanxue Shi, Antoaneta Stoilova et Władysław Rybiński, « Communication et formation interculturelles », Séminaire à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris, 2002-2003, p. 9.



gauche, elle n'adhère pas à la perspective révolutionnaire<sup>192</sup> ». Et il faut rappeler que le militantisme soixante-huitard en crise sera aussi remis en cause par l'impact de la publication de *L'Archipel du goulag* de Soljenitsine.

De ce fait, en amorçant le « coma » du marxisme comme idéologie et comme exercice du pouvoir, les événements de 68 semblent avoir contribué à l'émergence d'une culture politique « nouvelle » pour laquelle c'est la critique du totalitarisme qui constituera un « horizon indépassable ». Ce courant antitotalitaire bousculera par ailleurs les résistances de la gauche à se rallier à cette critique jusqu'alors connotée à droite. Désormais, la droite n'aura plus le monopole ni l'initiative dans ce domaine<sup>193</sup>.

---

<sup>192.</sup> Jean-Pierre le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible*, op. cit., p. 447.

<sup>193.</sup> *Ibid.*

### III: LES INTERPRETATIONS

#### 1. Quelle mémoire des « événements » de Mai et de Mars 68 ?

##### *a) France — foisonnement d'interprétations*

Depuis quarante ans « les événements » français de 68 suscitent de multiples interprétations. Les analystes y reviennent avec une régularité décennale, apportent précisions factuelles et témoignages fondamentaux, tout en cherchant une nouvelle « grille de lecture ». Si nombre de ces interprétations s'apparentent à des plaidoyers lyriques ou mélancoliques, d'autres relèvent de l'attitude du « procureur<sup>194</sup> » mettant la crise de mai-juin au banc des accusés et la chargeant de « tous les maux » dont souffre la société française actuelle<sup>195</sup>. Entre ces deux visions, souvent empreintes de passion, une analyse critique pondérée fraye difficilement son chemin.

Du complot à la crise de l'université, en passant par la crise de civilisation, l'irruption de jeunesse dans la société française, « l'immense défolement<sup>196</sup> », le conflit de classes ou encore la crise politique, telles étaient, entre autres, les éléments d'explication qui, par ailleurs, se recoupaient parfois chez le même analyste.

Il semblerait que l'interprétation de l'événement dépend de « la façon dont on conçoit son articulation avec la séquence historique dans laquelle l'on l'inscrit<sup>197</sup>. » La première option est d'inscrire l'événement dans la logique de la séquence historique, où il joue le rôle d'accélérateur des processus en cours. « On dira alors que les événements de 68 ont permis ou du moins facilité, accéléré

<sup>194</sup>. Philippe Bénéton et Jean Touchard, « Les interprétations de la crise mai-juin 68 », *Revue française des sciences politiques*, v. 20, n° 3, 1970, pp. 503-544.

<sup>195</sup>. Propos d'Henri Weber recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

<sup>196</sup>. Raymond Aron, *La révolution introuvable*, op. cit., pp.31-33.

<sup>197</sup>. Roger Monjo, Conférence Clermont-l'Hérault, 6 mai 2008, <http://recherche.univ-montp3.fr/cerfee/IMG/pdf/liquider.pdf>

l'avènement de la "société nouvelle", la mise à jour des superstructures idéologiques, politiques et culturelles en les adaptant aux mutations économiques et technologiques de l'époque, le passage du capitalisme industriel traditionnel au capitalisme financier et au néolibéralisme contemporains<sup>198</sup>. » Si, en revanche, l'on considère l'événement comme un temps de rupture « Mai 68 devient alors le moment de la critique radicale de l'entrée dans la société de consommation, des nouvelles formes de l'aliénation et l'exploitation qui sont en train de se mettre en place<sup>199</sup>. » Comme le remarque Roger Mojo, le plus souvent Mai 68 a fait l'objet de cette double interprétation simultanément. Si les acteurs du mouvement furent animés d'une volonté de rupture et d'une intention de sortir du carcan de la société de consommation, « leur intervention se serait traduite, en définitive, par une accélération du processus d'entrée dans cette nouvelle société<sup>200</sup>. »

Cette double interprétation paraît intéressante car elle permet — nous semble-t-il — de mieux comprendre « l'entreprise liquidatrice » de Mai 68, lancée par Nicolas Sarkozy, lors de la campagne présidentielle en 2005. Jusqu'alors la critique « de gauche » a vu en 68 une source de libéralisme économique, le repli sur des intérêts privés, l'individualisme. La critique « de droite » dénonçait en revanche le relativisme des valeurs, l'affaissement de l'autorité morale, le laxisme de l'éducation, générés par 68. Les deux critiques étant l'objet d'une appréciation globalement négative, il était aisé de les intégrer à un discours politique, ceci afin de construire un consensus sur la nécessité de neutraliser cette « énergie sociale menaçante » et de s'assurer que la vague ne reviendra plus jamais.

---

198. *Ibid.*

199. *Ibid.*

200. *Ibid.*

Étant donné l'existence d'une proliférante « littérature de Mai » consacrée aux interprétations des événements français, nous n'allons pas procéder dans notre étude à leur recensement. Reste à souligner cependant que, quarante ans plus tard, Mai 68 revient dans le débat public comme un leitmotiv obsédant, oscillant, toujours et encore, entre fascination et rejet. N'est-ce pas le symptôme « d'une crise complexe, hétérogène, où chacun peut déceler le meilleur ou le pire, trouver des sources de justifications ou des motifs de condamnation<sup>201</sup>? »

Les « querelles » d'analystes ne permettent-elles pas de constater que « c'est là que l'histoire contemporaine s'enracine<sup>202</sup> ? »

Au fil des ans, l'événement matriciel, vu et revu, semble s'être vidé quelque peu de sa substance, de son contenu propre. Qu'en reste-il dans la mémoire collective ? Si l'on s'en tient au sondage CSA-*Le Nouvel Observateur*<sup>203</sup>, on pourrait constater que la mémoire collective travaille davantage sur un Mai mythique et non violent. Si 74% des sondés estiment que « la période de Mai a eu un impact positif sur la société française », il s'agit essentiellement du domaine des mœurs. En effet, 80% des personnes interrogées applaudissent son influence positive sur les relations hommes-femmes, 73% sur le droit syndical, 72% sur la sexualité, et plus de 60% sur les rapports parents-enfants et les mœurs. La tendance s'inverse seulement en ce qui concerne les rapports enseignants/élèves et la place de la religion. Environ 43% des Français estiment que Mai 68 a eu une influence négative dans ces domaines. En revanche, la mémoire collective occulte la part sociale et ouvrière de Mai.

---

<sup>201.</sup> Philippe Bénéton et Jean Touchard, « Les interprétations de la crise mai-juin 68 », *art. cit.*, p. 503-544.

<sup>202.</sup> Marc Kravetz, « La bibliothèque de mai 68 », *Le Magazine Littéraire*, n° 255, Paris, juin 1988, p.67.

<sup>203.</sup> « Que reste-il de Mai 68? », sondage CSA/*Le Nouvel Observateur*, 19-20 mars 2008.

Selon Jean-Pierre Le Goff, « Mai 68 est devenu un mythe. (...) On a remis en scène une révolution sur un mode imaginaire, sans faire la révolution. (...) On peut donc parler d'une mise en récit médiatique, qui réduit l'événement à une série de clichés<sup>204</sup>. »

---

<sup>204</sup>. Eric Aeschimann, « Deux générations 1968-2008 », entretien avec J.-P. Le Goff et J. Vidal, *Libération*, 23-24 février 2008.

### ***b) Pologne — déficit d'analyses ?***

Alors qu'en France, dès le lendemain des événements de Mai, les tentatives d'explication foisonnent, en Pologne, pendant de nombreuses années, les événements de Mars sont restés peu cernés, voire même « refoulés ». Selon l'analyse de Jerzy Holzer, faite en 1981 : « Parmi toutes les crises, Mars polonais semble être l'événement qui suscite le plus de controverses. Même si personne n'applaudit ouvertement l'usage de la matraque contre les étudiants, on entend, ça et là, des « oui, mais... » Les deux attitudes s'appuient sur des arguments différents : certes, il y a eu le recours à la force, mais on n'a pas tiré ; on a mis en marche une propagande brutale et démagogique, mais celle-ci comportait des émotions nationales qui ont permis de liquider de nombreuses barrières du dogmatisme stalinien et d'ouvrir la culture et les sciences humaines à la problématique nationale ; on a vu apparaître en mars des écrivains et des journalistes ou encore les fameux « chercheurs de mars »<sup>205</sup>, mais par la même occasion des « monopoles » existants dans certains domaines, protégeant souvent des incapables, ont été démantelés. Et, enfin, (...) jusqu'en Mars 68, nombre de Polonais d'origine juive jouaient un rôle important dans la vie publique, après Mars, le pays est devenu « la Pologne pour les Polonais »<sup>206</sup>. »

« Pendant très longtemps, la révolte étudiante a été condamnée au néant historique — prétend Jerzy Eisler. (...) C'est seulement en 1981, au moment des tensions grandissantes dans le pays, et surtout, parce que les conservateurs au sein du parti communiste cherchaient à discréditer et compromettre certains militants et conseillers de *Solidarité*, qu'une brochure intitulée *Mars 68. Tentative avortée d'un*

---

<sup>205.</sup> « Chercheurs de mars » - le nom commun désignant les enseignants de l'université promus après Mars « grâce » à leur loyauté envers le parti communiste.

<sup>206.</sup> Jerzy Holzer, « Doświadczenia Marca 68 » [Les expériences de Mars 68], *Kierunki*, n° 20, 1981.

*coup d'État* a été publiée. Son auteur était anonyme et elle n'était pas destinée à une diffusion large <sup>207</sup>. » Depuis lors, les quelques publications sur le thème en question, faites par les analystes pro-régime, se concentraient sur la genèse de Mars en privilégiant la thèse du complot « révisio-trotskisto-sioniste » des « komandos » et leurs « grands frères », tels Leszek Kołakowski, Stefan Staszewski, Roman Zambrowski. Les interprétations « officielles », utilisées à des fins politiques, présentaient Mars comme un événement qui a permis d'en finir avec les sionistes qui préparaient un coup d'État et souhaitaient le retour au stalinisme. Si, parallèlement, il y avait quelques publications éditées à l'étranger, notamment par l'Institut littéraire de Paris, contenant tracts, pétitions, témoignages et lettres d'étudiants emprisonnés, les analyses n'y étaient pas encore développées. En dehors des documents de la censure ont été également publiés les actes du colloque, organisé à l'Université de Varsovie en 1981.

Sans vouloir faire une liste exhaustive des publications sur Mars 68, il conviendrait de souligner que, jusqu'à la chute du régime en 1989, les recherches étaient freinées par l'existence de la censure et l'inaccessibilité des archives. Depuis lors, les chercheurs polonais ont considérablement progressé dans leurs investigations, ce que salue Jerzy Eisler, historien spécialiste de cette période <sup>208</sup>. Il n'en demeure pas moins que les événements de Mars cherchent toujours, semble-t-il, leur place dans l'histoire contemporaine polonaise.

Adam Michnik avoue que, même aujourd'hui, il est difficile de parler de Mars 68. Les raisons en sont multiples : « Premièrement, parce que Mars 68 fut une terrible catastrophe, l'intelligentsia polonaise en est sortie brisée. Deuxièmement, parce qu'il y a eu cette

---

<sup>207.</sup> Jerzy Eisler, *Marzec 68, op. cit.*, p. 10.

<sup>208.</sup> Jerzy Eisler, *Polski marzec 68, op. cit.*, p. 8.

vague antisémite qui a provoqué de nombreux départs. Ensuite, sous Gierek, certains se sont retrouvés, mais à condition qu'ils taisent 68. Mars fut, en effet, une date maudite<sup>209</sup>. » Pour Seweryn Blumsztajn, la génération de Mars « a fait, par la suite, d'autres révolutions - le KOR, la Table ronde — ce qui a inéluctablement repoussé Mars au second plan<sup>210</sup>. » Selon lui, Mars évoque également une question douloureuse qui porte sur le degré de pénétration de la propagande antisémite dans la société polonaise de l'époque. « De ce fait, écrire sur Mars est difficile » — conclue-t-il. D'autres estiment, en revanche, que Mars a été « recouvert » par le Printemps de Prague qui a eu un dénouement autrement plus tragique — l'intervention des forces du Pacte de Varsovie.

Quoi qu'il en soit, les quelques ouvrages sérieux<sup>211</sup> et bien documentés, publiés dans les années 1990 jusqu'à nos jours, ont ouvert une brèche dans le mur du silence entourant Mars 68.

Les célébrations du quarantième anniversaire de Mars méritent, ce nous semble, une attention particulière du fait de sa résurgence, somme toute assez inattendue, dans le débat public. Livres, articles de journaux, conférence de deux jours à l'Université de Varsovie réunissant les principaux protagonistes polonais, avec un invité spécial, Daniel Cohn-Bendit, blogs et forums sur Internet, diffusion

---

<sup>209</sup>. Propos d'Adam Michnik recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 janvier 2008.

<sup>210</sup>. Propos de Seweryn Blumsztajn recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 12 janvier 2008.

<sup>211</sup>. Il s'agit, entre autres, des ouvrages de P. Osęka, *Syjniści, inspiratorzy, wichrzyciele. Obraz wroga w propagandzie Marcy 1968* [Sionistes, instigateurs, fomentateurs. L'image de l'ennemi dans la propagande de Mars 68], A. Friszke, *Nad genezą Marcy 1968. Konflikt w PZPR na Uniwersytecie Warszawskim 1965-1967* [Sur la genèse de Mars 68. Le conflit au sein du POUP de l'Université de Varsovie], in *Polskie przemiany. Uwarunkowania i spory* [Les transformations polonaises. Contextes et débats], Warszawa 2002, deux ouvrages de Jerzy Eisler, *Marzec 68, op. cit.*, 1991, et *Polski rok 68, op. cit.*, 2007, et de Marcin Zaremba, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm. Nacjonalistyczna legitymizacja władzy komunistycznej w Polsce* [Le communisme, le nationalisme. Légitimation nationaliste du pouvoir communiste en Pologne], Warszawa 2001, ainsi que celui de P. Osęka, *Marzec 68, op. cit.*, 2008.



sur grand écran devant le Palais de la Culture<sup>212</sup> du fameux discours de Gomułka, cité dans le chapitre précédent<sup>213</sup>, rétablissement de la nationalité polonaise aux personnes qui en ont été déchus — tout cela témoigne de la volonté de réintroduire les événements de Mars dans la mémoire collective, voire même de se « réconcilier » avec son passé récent.

Certains commentateurs estiment, par ailleurs, que ce qui a provoqué un regain d'intérêt pour Mars fut la polémique suscitée par le Président de la République, Lech Kaczyński, qui a décoré certains acteurs de Mars, sauf Adam Michnik, sans lequel, disent-ils, Mars aurait eu un autre visage. Cet épisode a provoqué un tollé général de tous les milieux. La lettre de protestation du jésuite Maciej Zięba illustre bien ce climat : « Je n'ai pas toujours été d'accord avec Adam Michnik quant à l'analyse des transformations qui sont survenues en Pologne après 89. (...) Cependant, je suis profondément choqué par le fait qu'Adam Michnik n'ait pas été invité au Palais Présidentiel à la cérémonie du quarantième anniversaire de Mars 68. (...) Si cette décision est délibérée, alors il s'agit d'une réécriture de l'histoire de l'opposition démocratique et une tentative de gommer les mérites de l'un des plus illustres héros de l'opposition. (...) Rien ni personne ne pourra enlever à Adam Michnik ce qu'il a fait pour mettre sur pied une Pologne démocratique et libre<sup>214</sup>. »

Alors qu'en France le positionnement actuel vis-à-vis de Mai semble ne pas recouper automatiquement le clivage gauche-droite<sup>215</sup>,

---

<sup>212</sup>. Le Palais de la Culture, bâtiment « offert par Staline à la nation polonaise » en 1955, situé au centre de Varsovie.

<sup>213</sup>. Le discours nationaliste et xénophobe de Gomułka du 19 mars 1968, cité dans le premier chapitre de cette étude.

<sup>214</sup>. Lettre du père dominicain, Maciej Zięba, publiée sur le site internet de *Gazeta Wyborcza*, Varsovie, 6 mars 2008.

<sup>215</sup>. Selon Jean Viard, c'est seulement l'ancien Président de la République, Nicolas Sarkozy, qui « a unifié la mémoire de 68 et la gauche. En se définissant comme - contre 68 - il a réussi à faire en sorte que, pour la première fois quelqu'un comme Ségolène Royal se définisse en faveur de 68. Les socialistes ne parlaient jusqu'alors jamais de 68. D'une certaine façon, on reconstruit un

en Pologne, il a quelques difficultés à sortir de ce schématisme. Les célébrations récentes l'ont laissé entrevoir. Si, aujourd'hui, tous les analystes, de gauche comme de droite, s'accordent à dire que Mars fut une révolte s'inscrivant dans le combat pour la démocratie, « un mouvement pour la liberté et la vérité<sup>216</sup> », les interprétations divergent quant à son héritage.

L'éditorialiste de droite, Cezary Michalski, tire à boulets rouges sur les milieux des « komandos », qui, en cherchant à mettre « sur le dos des Polonais la responsabilité de l'antisémitisme de l'époque », le réactivent, voire même contribuent à l'effacement de Mars dans la mémoire collective<sup>217</sup>.

Commentant les résultats d'un sondage<sup>218</sup> selon lequel 87% des jeunes Polonais ne savent pas ce qui s'était passé en Mars 68, le même éditorialiste conclut : « Mars est devenu pour les Polonais non pas un exemple de l'engagement social, mais le symbole d'un conflit intérieur obscur, morne et indéchiffrable. Suggérer que Mars vit triompher l'antisémitisme polonais n'a pas permis d'exorciser le personnage du général Moczar. (...) A cause de cela, Mars est devenu aux yeux des Polonais quelque chose d'indigeste<sup>219</sup>. »

Qui plus est, « Si, après la chute du communisme, la politique polonaise avait été vidée de toutes ces angoisses et ressentiments de

clivage entre une gauche qui pourrait un jour penser 68 - ce qu'elle n'a pas fait parce que, s'il y a un endroit où l'on n'a jamais pensé 68, c'est au Parti Socialiste - et une droite qui l'affronte. On reconstruit un clivage, peut-être un peu primitif...» *in Forget 68*, Daniel Cohn-Bendit, Paris, Éditions de l'Aube, 2008, p. 126. Par ailleurs, les voix critiques se font entendre, ça et là, parmi les électeurs de gauche et certains ex-soixante-huitards, tel par exemple Bernard Kouchner, *in Quand tu seras président...*, Daniel Cohn-Bendit et Bernard Kouchner, Paris, Robert Laffont, 2004, pp. 351-366.

<sup>216</sup>. Discours du Président de la République, Lech Kaczyński prononcé lors de la cérémonie du quarantième anniversaire de Mars, Varsovie, 6 mars 2008.

<sup>217</sup>. Cezary Michalski, « Czemu zapominamy o Marcu ? » [Pourquoi l'on oublie Mars], *Dziennik*, 8-9 mars 2008.

<sup>218</sup>. Sondage réalisé par IQS AND Quant group, publié dans *Gazeta Wyborcza*, 5 mars 2008.

<sup>219</sup>. Cezary Michalski, « Czemu zapominamy o Marcu ? » [Pourquoi l'on oublie Mars], *art. cité*.

Mars, elle aurait été mieux réussie. L'antisémitisme aurait été marginalisé, peut-être même repoussé au loin de la société polonaise<sup>220</sup>. » La même tonalité s'entend dans les commentaires du journaliste Piotr Semka pour qui la tradition de Mars a été « récupérée » par les « komandos » qui n'ont cessé de l'utiliser par la suite dans le jeu politique. « Aujourd'hui, l'entourage d'Adam Michnik semble s'attribuer l'héritage de Mars à lui tout seul<sup>221</sup>. »

Barbara Toruńczyk attribue ces antagonismes au changement générationnel : « Ceux qui ont quarante ans aujourd'hui veulent avoir leur histoire, car ils ont des racines différentes<sup>222</sup>. Ils ont toujours été en collision avec notre génération et chercheront à décrire cet épisode de l'histoire différemment<sup>223</sup>. »

Ces critiques n'ont pas aujourd'hui la tâche facile — remarque à juste titre Adam Leszczyński — ils doivent rendre justice à des protagonistes de Mars 68 dont ils ne partagent pas les opinions politiques. « Ils s'en sortent en adoptant une approche cynique et en accusant les komandos de faire de la mémoire de Mars un instrument politique. Ils sont incapables d'imaginer qu'il existe des individus qui ne se servent pas de leurs biographies comme d'un outil de lutte politique<sup>224</sup>. »

Aleksander Smolar, en s'interrogeant sur le regain d'intérêt pour Mars 68, écrit : « Mars s'inscrit dans la réflexion sur le passé et la reconstruction de l'identité. (...) Cependant, l'on ne parle presque pas

---

<sup>220</sup>. *Ibid.*

<sup>221</sup>. Piotr Semka, « Marcowe gorzkie migdały » [Amendes amères de Mars], *Rzeczpospolita*, 8-9 mars 2008.

<sup>222</sup>. Il s'agit d'une génération formée notamment par les idées de la revue *Brulion*. Cette revue littéraire et sociopolitique, parue entre 1986 et 1999, avait à l'origine une ligne rédactrice anarchiste, puis conservatrice et catholique. Ces principaux auteurs furent, entre autres, Cezary Michalski, Manuela Gretkowska, Jacek Podsiadło, Olga Tokarczuk.

<sup>223</sup>. Propos de Barbara Toruńczyk recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 5 février 2008.

<sup>224</sup>. Adam Leszczyński, « Marcowe gadanie » [Bavardages sur Mars], *Gazeta Wyborcza*, 10 mars 2008.

des événements de 56 qui dans l'histoire de la Pologne après guerre ont eu une importance beaucoup plus grande que Mars. Ce qui donne, selon moi, aux événements de Mars tant d'importance, ce sont les problèmes liés aux relations des Polonais avec les juifs. La résultante d'un mélange d'angoisse, d'irritation et de remords (...) Tout le monde s'accorde à dire que la responsabilité pour tous ces actes horribles de purges antisémites de l'époque incombe aux communistes. (...) Cependant, les choses ne sont pas aussi simples. Car si les autorités communistes ont entrepris cette politique c'est qu'elles espéraient trouver un appui dans la population. Et elles ne se sont pas trompées<sup>225</sup>. »

---

<sup>225</sup>. Aleksander Smolar, « Lata 68 », *art. cit.*

## **2. Interpénétration culturelle des deux contestations 68 ?**

### **« Lettre ouverte au parti communiste » de Kuroń et Modzelewski en France.**

L'internationalisation de la contestation étudiante en 1968 n'a jamais fait de doute et fut l'objet de nombreuses analyses. Selon Cohn-Bendit « en 1968 la planète s'embrasa. A croire qu'un mot d'ordre universel avait été donné<sup>226</sup>. » Pour Paul Berman ce fut « une rébellion ouverte qui s'est étendue au monde entier<sup>227</sup>. » Lors des célébrations du trentième anniversaire de Mai, une perception similaire du conflit générationnel planétaire ressurgit dans l'éditorial *du Monde* : « Autour de l'année 68, dans tout le monde occidental, apparaît sur la scène publique un nouveau personnage collectif : la classe d'âge adolescente. (...) C'est le premier exemple dans l'histoire d'un mouvement international dont la base est l'appartenance à la même génération<sup>228</sup>. »

Si les historiens et analystes pointaient essentiellement les « incompréhensions mutuelles<sup>229</sup> » et les différences de contexte et de préoccupations entre les contestataires occidentaux et ceux de l'Est, peut-on décréter une absence totale d'intérêt mutuel ? Y avait-il une interpénétration culturelle entre les milieux militants français et polonais ?

L'historien Jerzy Eisler confirme que, déjà à la fin des années 1950, Karol Modzelewski noua des contacts avec un journaliste français de passage à Varsovie, (dont le pseudonyme fut « Privas »),

<sup>226</sup>. Cohn-Bendit, *Nous l'avons tant aimée, la révolution*, Paris, Barrault, 1986, p. 10.

<sup>227</sup>. Paul Berman, *A Tale of two utopias. The political journey of the generation of 1968*, *op. cit.*, p. 20.

<sup>228</sup>. Dominique Dhombre, « Retour sur une révolte mondiale de la jeunesse », *le Monde*, 12 mai 1998.

<sup>229</sup>. Gilles Martinet, « Les ambiguïtés de la gauche française face au Printemps de Prague », in François Fejtő, Jacques Rupnik, *Le Printemps tchécoslovaque 1968*, Bruxelles, Editions Complexe, 1998, pp. 226-227.

qui, ensuite, lui envoyait de France des publications trotskistes. Dès le début des années 60 jusqu'en 1964, un militant trotskiste et membre belge de la IV Internationale, Georges Dobbeler effectua six voyages en Pologne afin de propager le trotskisme<sup>230</sup>. Ces contacts ont incontestablement nourri le réformisme polonais, hérité d'Octobre 1956 et dont l'émanation fut la « Lettre ouverte au parti ouvrier polonais<sup>231</sup> » de Kuroń et Modzelewski.

Le cas du transfert et de la réception en France de ce document paraît intéressant. « La circulation du texte à Paris au printemps 1966 est un exemple tout à fait révélateur d'un phénomène de transfert culturel d'un document contestataire, d'autant plus intéressant qu'il s'exécute justement entre les deux milieux étudiants et que son initiative est double et simultanée — les étudiants varsoviens souhaitent transmettre la *Lettre* au moment-même où certains milieux contestataires français préparent son importation à Paris<sup>232</sup>. » Selon Martha Kirszenbaum, les deux thèmes principaux de la Lettre – lutte antibureaucratique et autogestion – étaient perçus par les trotskistes français de la JCR comme la réalisation des idées de Trotsky, ils percevaient aussi le texte comme un manifeste antistalinien<sup>233</sup>.

Pour les contestataires varsoviens, la diffusion de la *Lettre* en Occident offrait une chance de faire connaître leur contestation et, partant, de se faire entendre. Le transfert de la *Lettre* a été assuré par deux militants trotskistes — Bernard Conein et Charles Urjewicz. Ils entrèrent en contact à Varsovie avec Georges Mink, Adam Michnik et Barbara Toruńczyk qui leur transmirent une copie du document. Remise à Hubert Krivine et traduite par Michel Grojnowski, étudiant

---

<sup>230.</sup> Jerzy Eisler, *Polski rok 1968*, op. cit., p. 60.

<sup>231.</sup> Kuroń, Modzelewski, « Lettre ouverte au parti ouvrier polonais », in *Kuroń dojrzewanie, Pisma polityczne 1964-1968*, [Kuroń et la maturation. Textes politiques 1964-1968], *Krytyka polityczna*, p. 7.

<sup>232.</sup> Martha Kirszenbaum, art. cit.

<sup>233.</sup> *Ibid.*

en mathématiques d'origine franco-polonaise, la *Lettre* fut publiée en septembre 1966 aux éditions de la IV<sup>e</sup> Internationale.

### **3. Perception mutuelle des événements de Mars et Mai quarante ans plus tard**

#### ***a) Regard des protagonistes polonais sur les événements français***

Lorsqu'éclate le Mai français, la plupart des acteurs du Mars polonais sont emprisonnés et ne peuvent suivre l'évolution de Mai qu'à travers la presse « officielle » du régime. Privés de liberté et brisés par le sentiment d'échec, les jeunes révoltés de Mars observent les événements français non sans fascination. Leurs témoignages recueillis quarante ans plus tard traduisent cet état d'esprit. « Nous observions ce qui se passait en France de la prison. Ce mouvement de masse nous fascinait, ainsi que sa spontanéité, son ampleur. Cela concernait le même milieu, il y avait donc une certaine solidarité<sup>234</sup> » - avoue Aleksander Smolar. Un autre protagoniste de Mars, Seweryn Blumsztajn, le confirme : « L'on avait une sympathie toute naturelle envers ce mouvement. On le voyait comme un phénomène générationnel ; la génération de ceux qui sont nés vers 1946. Comme nos collègues français ou italiens, nous n'avions pas connu la guerre. Eux comme nous, nous avons un sentiment de sécurité — en octobre 1956, nous avons 10 ans, et n'avions pas connu la terreur stalinienne<sup>235</sup>. » Barbara Toruńczyk, quant à elle, observait avec intérêt « ce mouvement de libération des mœurs, qui dépassait de loin les débats idéologiques et politiques<sup>236</sup>. »

S'il y a eu chez nos interlocuteurs fascination et solidarité générationnelle, il y a eu aussi, semble-t-il, une incompréhension,

---

<sup>234</sup>. Propos d'Aleksander Smolar recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 8 février 2008.

<sup>235</sup>. Propos de Seweryn Blumsztajn recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, 15 janvier 2008.

<sup>236</sup>. Propos de Barbara Toruńczyk recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 5 février 2008.



voire même un certain mépris, à l'égard de la révolte française. « L'on avait la conviction que, chez nous, l'on se battait pour des choses sérieuses et que, eux, ils s'amusaient. Il a fallu que j'aille en France dans les années 80 pour comprendre à quel point ces événements ont changé le pays<sup>237</sup> » — raconte Blumsztajn.

Quelles sont les raisons de cette incompréhension ? D'après les témoignages recueillis, nous avons cru possible d'en distinguer au moins quatre : la rhétorique révolutionnaire portée par l'ensemble du mouvement contestataire français qui était trop « usée » par le régime communiste en place en Pologne, l'antiaméricanisme, le rejet de l'héritage culturel européen, et, enfin, les appels à la violence.

Adam Michnik explique : « Ce qui constituait la quintessence du mouvement français n'était pas et ne pouvait d'ailleurs pas être compris ici. Tout d'abord, à cause de cette rhétorique, empreinte de radicalité révolutionnaire et communiste. Par ailleurs, l'on ne pouvait pas accepter l'antiaméricanisme. Pour nous, l'Amérique était l'ennemi de l'Union Soviétique, donc elle était notre alliée. Et nous n'acceptons pas le rejet de l'héritage culturel européen par nos homologues français, somme toute assez barbare. Eux, ils détruisaient ce dont nous rêvions et étions systématiquement privés<sup>238</sup>. » Selon Barbara Toruńczyk, cette rupture totale avec l'héritage culturel ne pouvait que distancier les militants polonais de leurs collègues français. « Nous cherchions des maîtres dans la culture classique, alors qu'eux, ils s'opposaient à elle<sup>239</sup> » — conclue-t-elle.

Cette rhétorique révolutionnaire — trotskiste, maoïste, marxiste-léniniste, anarchiste — était certes assez proche du discours des

---

<sup>237</sup>. Propos de Serweryn Blumsztajn recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 février 2008.

<sup>238</sup>. Propos d'Adam Michnik recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 février 2008.

<sup>239</sup>. Propos de Barbara Toruńczyk recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 5 février 2008.

« révisionnistes » polonais, cependant, après Mars, elle choquait par son côté anachronique, prétend Aleksander Smolar. « C'était la langue de l'oppression que connaissait la génération 68 en Pologne, mais la rejetait totalement<sup>240</sup>. »

Par ailleurs, le sentiment d'incompréhension des événements français vient du fait de l'imprégnation du discours révolutionnaire « jusqu'au-boutiste » de théories cherchant à donner un sens politique à la violence. À en croire les protagonistes polonais, les slogans maoïstes et appels à la violence leur faisaient « froid dans le dos ». « Les actions violentes nous effrayaient. Les trotskistes français nous ont même demandé pourquoi l'on ne recourait pas à la force. Mais nous rejetons la violence. Nous connaissions les conséquences de la révolution bolchévique d'octobre 1917. Pour nous, ce n'était donc pas un mythe positif. Eux, ils n'avaient pas cette expérience et, de ce fait, n'avaient pas peur d'utiliser la force. Nous, si.<sup>241</sup> » — explique Blumsztajn.

Cet anachronisme est aussi relevé par Adam Michnik qui s'interroge sur les raisons pour lesquelles « une grande partie des militants de l'époque, qui étaient des gens éduqués et intelligents, n'ont pas vu que le monde changeait<sup>242</sup>. »

---

<sup>240</sup>. Aleksander Smolar, conférence prononcée à l'Université de Varsovie, 8 mars 2008.

<sup>241</sup>. Propos de Seweryn Blumsztajn recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 février 2008.

<sup>242</sup>. Propos d'Adam Michnik recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 février 2008.

### ***b) Regard des protagonistes français sur les événements polonais***

Aux dires de certains anciens leaders du mouvement français recueillis quarante ans plus tard<sup>243</sup>, les événements polonais de 68 étaient perçus comme faisant partie d'un grand « chamboulement » anticommuniste qui, à l'époque, n'était pas propre à la Pologne mais touchait également d'autres pays, notamment la France. Ils affirment avoir été solidaires avec leurs camarades polonais et saluent tous l'engagement de Kuroń, Modzelewski et Michnik.

Selon Henri Weber, « c'était une révolution démocratique et antistalinienne, suivie de près par les trotskistes français qui attendaient le soulèvement de la classe ouvrière contre l'exploitation et l'oppression de la classe dominante de la bureaucratie du parti. Ils étaient d'ailleurs les premiers à avoir diffusé en France la *Lettre ouverte au Parti* de Kuroń et Modzelewski<sup>244</sup>. »

D'aucuns insistent sur le parallélisme des revendications de Mars et de Mai : « J'ai toujours été très lié avec Adam Michnik et toute l'équipe de Kuroń. Leur combat était exactement le même que le nôtre. Leur révolution fut anticommuniste, mais la nôtre, outre son aspect antiautoritaire, elle l'était aussi. Cette dimension est assez difficile à comprendre par les gens de l'Est, cependant, notre anticommunisme fut verbalement très violent. Certes, il y avait chez nous une revendication de révolution, mais on ne voulait pas faire la Chine en France, cette revendication était dirigée contre le communisme et le stalinisme. Pour nous donc c'était la même

---

<sup>243</sup>. Nous avons interrogé à ce propos l'ancien leader de la *Gauche prolétarienne*, Serge July, l'ancien leader de la *Ligue communiste révolutionnaire*, Henri Weber, ainsi que deux autres acteurs de Mai, Bernard Guetta et Michel-Antoine Burnier.

<sup>244</sup>. Propos d'Henri Weber recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

chose<sup>245</sup> » — confie Serge July. Ce parallélisme est aussi souligné par Cohn-Bendit: « Là-bas (à Varsovie) les étudiants voulaient la démocratie, la liberté, le capitalisme même ; mais nous étions en connivence dans nos discussions sur la révolte antiautoritaire. Nous étions sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la révolte contre l'autoritarisme et la morale du communisme<sup>246</sup>. »

Quoi qu'il en soit, les protagonistes français interrogés sont conscients aujourd'hui qu'ils n'étaient pas compris par les militants polonais. « Lorsqu'ils voyaient à Paris des salles pleines de gens qui soulevaient le poing, chantaient l'Internationale, soulevaient les drapeaux rouges, élevaient les effigies de Lénine ou Trotski, ils étaient effrayés. À leurs yeux, tout ce folklore était lié à l'oppression<sup>247</sup> » — explique Weber.

Cependant, d'autres, tel Bernard Kouchner, observaient un faible intérêt des militants français pour les événements polonais. Le biographe et ami de Kouchner, Michel-Antoine Burnier, prétend que celui-ci aurait été « scandalisé que la grande majorité des étudiants français n'aient prêté aucune ou peu d'attention à ce qui se passait en Pologne et, ensuite, à Prague. Ils espéraient toujours que la révolution reprendrait à la rentrée<sup>248</sup>. » Aleksander Smolar partage cet avis et affirme que leur attitude vis-à-vis de Mars et du Printemps de Prague fut marquée « sinon par l'hostilité, du moins par la réticence ou l'indifférence. Ils attendaient une révolution. Nous, par définition, nous étions des contre-révolutionnaires<sup>249</sup>. »

---

<sup>245</sup>. Propos de Serge July recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 28 novembre 2007.

<sup>246</sup>. Daniel Cohn-Bendit, *Forget 68*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2008, p. 119.

<sup>247</sup>. Propos d'Henri Weber recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

<sup>248</sup>. Propos de Michel-Antoine Burnier recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

<sup>249</sup>. Aleksander Smolar, conférence prononcée à l'Université de Varsovie, 8 mars 2008.

Dans une tribune<sup>250</sup> publiée dans *Gazeta Wyborcza* à l'occasion du quarantième anniversaire de Mars, Bernard Kouchner salue « les mesures du gouvernement polonais pour rendre leur nationalité à ceux qui, contraints à l'exil, en ont été déchus »<sup>251</sup> et rend hommage aux acteurs de Mars. « Personne ne savait alors exactement, ni à Paris, ni en France, ni dans le monde ce qui avait commencé en Pologne en mars 1968. Voici exactement quarante ans, les étudiants de Varsovie, réagissant aux arrestations arbitraires de plusieurs d'entre eux, décident, comme à la Sorbonne, en assemblées générales, de défendre les traditions démocratiques de la Pologne et refusent de continuer de se taire face à la répression. Ce faisant, ils s'inscrivaient dans le cours de l'histoire européenne, ils découvraient et imposaient des solidarités nouvelles. Varsovie, Prague, Paris : pour un temps il n'y avait plus de frontières, il n'y avait plus de camps, il n'y avait plus que l'exigence de la démocratie et de la liberté<sup>252</sup> » — écrit-il. Est-ce un simple geste diplomatique ou plutôt une volonté de rendre justice aux engagements et aux combats des opposants polonais de l'époque, et de donner aux événements de Mars la place qui leur est due dans l'histoire de l'Europe contemporaine ?

---

<sup>250.</sup> Tribune de Bernard Kouchner, ministre français des Affaires étrangères, *Gazeta Wyborcza*, Varsovie, 10 mars 2008.

<sup>251.</sup> *Ibid.*

<sup>252.</sup> *Ibid.*

## 4. Impact des perceptions de la Shoah

### a) Le « *big-bang* » de la Shoah et le phénomène 68

Comme nous l'avons signalé dans le chapitre précédent, le phénomène 68 a été fortement marqué par le « séisme » qu'avait engendré la guerre des Six Jours. Bien que les conséquences de ce « séisme » furent différentes dans les deux pays — en Pologne, la propagande « moczarienne » s'en est emparé à des fins politiques, xénophobes et nationalistes, en France, la prise en compte des dimensions juives, refoulées jusqu'alors de la réalité nationale, s'est affirmée, une nouvelle conscience juive a émergé. Et c'est pourquoi il est encore un événement sous l'angle duquel il est important d'appréhender les révoltes de Mars et de Mai 68.

Selon William Goldnadel, « Il n'y aurait pas eu Mai 68 sans le big-bang de la Shoah et, de la même manière, la conséquence (...) du séisme, la martyrocratie, n'aurait jamais acquis une telle ampleur sans Mai 68<sup>253</sup>. »

Après la Libération, jusqu'à la fin des années soixante, le génocide commis par l'Allemagne nazie sur la population juive était pratiquement passé sous silence, prétend Goldnadel. « La diaspora juive européenne, et notamment française, n'éprouvait encore aucun désir particulier de particularisme. L'heure était à la survie, à l'oubli, et, pour certains, à l'assimilation <sup>254</sup>. » La production cinématographique et littéraire des quinze premières années d'après-guerre, à quelques exceptions près<sup>255</sup>, aborde le meurtre de masse des juifs avec pusillanimité. Le récit autobiographique de Primo

<sup>253</sup>. William Goldnadel, *Les Martyrocrates*, op. cit., p. 50.

<sup>254</sup>. *Ibid*, p.24.

<sup>255</sup>. Notamment *Le Mur invisible* d'Elia Kazan, le film *Feux croisés* d'Edward Dmytryk, le livre d'Arthur Miller *Le Focus* ou *La Nuit et l'Aube* d'Elie Wiesel.

Levy<sup>256</sup> ne trouvera de lecteurs en France que trente ans plus tard, lorsqu'il sera publié par Julliard en 1987<sup>257</sup>. Ce n'est qu'après la guerre éclair de 67 que les témoignages des survivants afflueront, les récits de leurs malheurs se succéderont. Désormais, « Il ne peut plus se passer de semaine sans que, les Juifs d'abord, les non-Juifs ensuite et à nouveau, écrivent, filment, réfléchissent, dissertent sur la Shoah ou sur des thèmes affinitaires<sup>258</sup>. »

Ainsi, la « génération 68 » est-elle la première depuis la fin de la guerre à prendre en pleine face le choc de la Shoah. En France, cela coïncide avec une vague de révélations sur Vichy et l'attitude de certains Français pendant la période de collaboration avec le nazisme. Petit-à-petit, « le mythe de la France résistante, cultivé par de Gaulle et les communistes, se déchire. Il y a des reportages sur le fait que la France avait été pétainiste et la Résistance ne concernait pas grand monde. Les jeunes reprochaient à de Gaulle de leur raconter un conte de fées sur cette période, alors que, finalement, la France avait collaboré<sup>259</sup>. » Le témoignage de Bernard Guetta le confirme : « Un immense silence est tombé sur la France à propos de l'Holocauste, du judaïsme, de même que de Vichy. À la Libération, la France n'avait retenu que la Résistance. Un non-dit gigantesque recouvrait Vichy, le statut des Juifs et les arrestations de Juifs faites par la police française<sup>260</sup>. »

C'est dans ce cadre historique, « où la chose juive devient essentielle avant de devenir obsessionnelle<sup>261</sup> » que les jeunes appréhendent les réalités politiques de la France. Dès lors, ils s'interrogent sur le passé de leurs parents et leur posent la question

256. Primo Levy, *Si c'est un homme*, Paris, Julliard, 1987.

257. William Goldnadel, *Les Martyrocrates*, op. cit., p. 24.

258. *Ibid.*, p. 29,

259. Propos de Serge July recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

260. Propos de Bernard Guetta, recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 28 novembre 2007.

261. William Goldnadel, *Les Martyrocrates*, op. cit., p. 50.

suivante « Avez-vous résisté ou collaboré ?<sup>262</sup> » Rien d'étonnant à ce « qu'en 68, maladroitement, caricaturalement, la jeune France règle ses comptes avec les euphémismes et les légendes qu'on lui a servis. Le docteur Freud pointerait le retour du refoulé<sup>263</sup> » — prétend André Glucksmann.

Ce règlement de comptes avec « les Pères » a pris une forme autrement plus violente dans les anciens pays fascistes - l'Allemagne, l'Italie, le Japon - où il a rapidement basculé dans le terrorisme<sup>264</sup>.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin des années soixante, le pouvoir communiste en Pologne cherchait sa légitimation à travers la propagation de la martyrologie des Polonais sous l'occupation allemande et la célébration de la mémoire « des crimes nazis commis contre la nation polonaise ». Par ailleurs, afin de justifier le nouvel ordre géopolitique, la propagande communiste attisait les craintes de voir le revanchisme allemand resurgir. L'héroïsme et les souffrances prenaient un caractère « national » servant la victoire d'une seule vérité historique, juste et inéluctable — le socialisme.

Dans ce contexte, les communistes n'ont cessé de redoubler leurs efforts pour imposer leur interprétation de la Seconde Guerre mondiale selon laquelle, par exemple, Auschwitz était considéré comme « un des lieux d'extermination des Polonais et des

---

<sup>262</sup>. Propos de Serge July recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

<sup>263</sup>. André Glucksmann et Raphaël Glucksmann, *Mai 68 expliqué à Nicolas Sarkozy*, Paris, Denoël, 2008, p. 32.

<sup>264</sup>. En France, les causes du non-bascullement dans le terrorisme sont multiples, *L'héritage impossible*, J.-P. Le Goff, *op. cit.*, p. 231. Par ailleurs, selon W. Goldnadel, la collaboration française avec l'Allemagne nazie ayant été plus ambiguë et moins massive, l'affrontement de la jeunesse de 68 avec leurs parents fut moins violent et plus virtuel. Cf. William Goldnadel, *Les Martyrocrates*, *op. cit.*, p. 57. Bernard Kouchner, quant à lui, dans l'entretien avec l'auteur, explique cela par la présence de nombreux juifs dans le mouvement de 68 en France ; traumatisés par les souffrances de la guerre, ils refusaient le recours à la violence. Entretien cité.



représentants d'autres nations<sup>265</sup>. » La version communiste de l'histoire monopolisant la symbolique d'Auschwitz et en en faisant un monument de l'internationalisme a perduré jusqu'aux années quatre-vingts<sup>266</sup>. Selon l'historien américain, Michael Steinlauf, « l'interprétation internationaliste, inscrivant les Juifs dans la catégorie "autres nations" exterminées par les nazis, a conduit à la marginalisation du problème, voire même à son enfermement dans une sorte de ghetto<sup>267</sup>. »

Les références à l'extermination des Juifs sont rares, le génocide est interprété comme la conséquence de l'attitude passive de la population juive vis-à-vis du fascisme, contrairement aux actions héroïques de la résistance polonaise. Les interprétations « officielles » de l'insurrection dans le Ghetto de Varsovie insistent sur la solidarité des Polonais et le soutien apporté aux résistants juifs du ghetto et rappellent que « l'écrasante majorité des Polonais avait condamné des crimes nazis commis sur les Juifs<sup>268</sup>. » On rappelait également que des Polonais qui avaient sauvé des Juifs pendant la guerre<sup>269</sup>.

Après l'arrivée au pouvoir de Gomułka, la « question juive » joue un rôle de plus en plus important dans des intrigues au sein du parti communiste. La chute des staliniens en 1956 est alors perçue par leurs successeurs comme une chute des Juifs qui, ayant passé la

---

<sup>265.</sup> *Miejsca męczeństwa i walki Żydów na ziemiach polskich 1939-1945* [Lieux de martyre et de lutte des Juifs en territoire polonais 1939-1945], Rada Ochrony Pomników Walki i Męczeństwa [Conseil de Protection des Lieux de Combat et de Martyr], Warszawa, 1978.

<sup>266.</sup> Michael C. Steinlauf, *Pamięć nieprzyswojona* [Mémoire non assimilée], Warszawa, Wydawnictwo Cyklady, 2001, p. 85, ouvrage initialement publié en anglais sous le titre *Bondage to the Dead: Poland and the Memory of the Holocaust*, New York, Syracuse University Press, 1997.

<sup>267.</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>268.</sup> Wacław Poterański, *Walka Warszawskiego Getta* [Le combat du ghetto de Varsovie], Zarząd Główny Związku Bojowników o Wolność i Demokrację [Conseil général de l'Association des Combattants pour la Liberté et la démocratie], Warszawa, 1963, p. 87.

<sup>269.</sup> Krystyna Kersten, *Polacy, Żydzi i komunizm : Anatomia półprawd 1939-68* [les Polonais, les Juifs et le communisme. L'anatomie des demi-vérités 1939-68], *op. cit.*, pp. 102-103.

guerre en Union Soviétique, sont revenus de Moscou pour exploiter la classe ouvrière polonaise. La thèse du « judéo-bolchévisme » selon laquelle les Juifs auraient occupé le gros des postes clés dans l'appareil de l'État communiste, y compris dans l'appareil répressif, et auraient contribué à imposer un régime politique rejeté par la grande majorité du peuple polonais, refait alors surface et prépare insidieusement le terrain pour le déchaînement de la campagne antisémite de 68.

Dans un climat de « moczarisme » rampant, toute tentative cherchant à « dépoloniser » les lieux d'extermination, voire à nuancer l'attitude des Polonais vis-à-vis des Juifs pendant la guerre, est vite avortée, telle par exemple l'affaire des « encyclopédistes<sup>270</sup>. »

Après la Guerre des Six Jours, la « question juive » est manipulée et instrumentalisée afin de légitimer la campagne populiste et nationaliste dirigée contre l'intelligentsia polonaise au nom de « tous les Polonais » qui ont combattu l'ennemi pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais qui, de nouveau, relevait la tête et cherchait à humilier la Pologne. Qui était l'ennemi ? La « cinquième colonne », les sionistes polonais agissant dans le cadre d'un complot de la « juiverie internationale » — précisait Gomułka dans son discours de juin 67.

Ainsi, si en France « big-bang » de la Shoah il y eut après le séisme de la guerre éclair, libérant définitivement la parole et l'écrit des témoins juifs, en Pologne, après 67, la mémoire de l'Holocauste « étouffée » a-t-elle été brutalement « expulsée<sup>271</sup> ». À la fin des années soixante, un silence de plomb est tombé sur la « question

---

<sup>270</sup>. En 1966, l'on a inséré dans le 8ème volume de la *Grande Encyclopédie Universelle* un texte dans lequel une distinction entre les camps de concentration et les camps d'extermination, dont les principales victimes furent les Juifs, a été faite. En août 67, la propagande communiste a entamé une campagne contre les « Encyclopédistes », en les accusant de minimiser les souffrances des Polonais et de mettre en exergue celles des Juifs. Suite à ces attaques, à partir de mars 68, une campagne de purges au sein de la rédaction de l'encyclopédie a été lancée. Un grand nombre de ses collaborateurs, dont certains d'origine juive, ont été licenciés. Par ailleurs, le texte incriminé a été « revu et corrigé ».

<sup>271</sup>. Michael C. Steinlauf, *Pamięć nieprzyswojona*, op. cit., p. 93.

juive », c'est-à-dire le questionnement sur la construction d'une nation politique polonaise dépassant les visions ethnistes héritées du XIX<sup>e</sup> siècle. On pense tout particulièrement à la stigmatisation raciale, religieuse ou même économique et professionnelle de ceux qui étaient désignés comme juifs sur les bases variables où l'autodéfinition avait une part relative.

### ***b) Conséquences du « big-bang »***

Selon Goldnadel, la révélation des horreurs de l'État nazi mais aussi des turpitudes de l'État français de Vichy a entraîné « un traumatisme, sans doute inconscient, mais extrêmement puissant, qui a, par conséquent, provoqué la détestation de l'État-nation et de ses prérogatives<sup>272</sup>. »

De ce fait, les contestataires français de 68 rejettent d'emblée tout ce qui symbolise l'appareil de l'État ainsi que son autorité. Dans l'inconscient collectif de cette génération, tout policier est désormais identifié « comme un gestapiste, tout gardien de l'ordre usant de sa matraque comme un SS en puissance<sup>273</sup>. » Le discours antiétatique de l'époque insiste, en effet, sur le caractère fascisant des institutions de l'État bourgeois — la police répressive, la justice de classe, l'administration pénitentiaire complice, l'enfermement psychiatrique concentrationnaire. Le fascisme devient alors une notion « fourre-tout », « le mélange des genres est poussé à l'extrême<sup>274</sup>. »

Ainsi, certains militants n'hésitent-ils pas à brandir les affiches assimilant le gaullisme au fascisme, scandent-ils volontiers « CRS SS » ou « À bas l'État policier! », mettent-ils en perspective les

---

<sup>272</sup>. Propos de William Goldnadel recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

<sup>273</sup>. William Goldnadel, *Le nouveau bréviaire de la haine*, Paris, Ramsay, 2001, p. 101.

<sup>274</sup>. Jean-Pierre Le Goff, *op. cit.*, p. 189.

déclarations du ministre de l'Intérieur de l'époque, R. Marcellin, avec celles de Hitler ou de Pétain. D'autres comparent le ministre de la Culture, Maurice Druon, à Goebbels, et font le rapprochement entre les mesures répressives du gouvernement et les lois d'exception de Vichy. Selon Glucksmann, cela témoigne « d'un rapport trouble d'une génération élevée dans le mensonge et le silence à un passé qui ne passe pas<sup>275</sup>. »

Dans le même temps, les militants gauchistes français n'hésitent pas à faire référence à la mémoire de la Résistance en voulant reprendre le flambeau et « mener à bien l'épuration contre les crimes passés, en rachetant les lâchetés et les défaites de l'histoire<sup>276</sup>. »

En revanche, la rhétorique des contestataires du Mars polonais contient peu de références au fascisme. Certes, le terme de « Gestapo<sup>277</sup> » est scandé au moment de l'intervention des forces de l'ordre à l'Université de Varsovie, et dans d'autres lieux de la ville, on colle des affiches « Barrons la route au fascisme<sup>278</sup>. »

En rapportant une conversation que Barbara Toruńczyk a eue avec Krzysztof Pomian en sortant de prison en 1969, elle dira : « Lorsque Pomian m'a demandé ce que je pensais de tout ce qui s'était passé suite à la campagne antisémite des « partisans », je lui ai répondu que c'était tout simplement du fascisme<sup>279</sup> ». Cependant, il conviendrait de noter que ces références ne relèvent pas véritablement du séisme provoqué par la guerre de Six Jours car, en Pologne, celui-ci a été perverti et manipulé par la propagande communiste. Comme nous l'avons signalé, le séisme Shoah — la prise

---

<sup>275</sup>. André Glucksmann et Raphaël Glucksmann, *op. cit.*, p. 33.

<sup>276</sup>. Jean-Pierre Le Goff, *op. cit.*, p. 224.

<sup>277</sup>. Piotr Oseka, *op. cit.*, p. 182.

<sup>278</sup>. *Ibid.*, p. 183.

<sup>279</sup>. Propos de Barbara Toruńczyk recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Varsovie, 5 février 2008.

de conscience de la nature exceptionnelle et de l'ampleur du génocide juif n'interviendra que plus tard.

Par ailleurs, si les contestataires de Mars ne cherchent pas à traquer dans ses moindres repères un « nouveau fascisme<sup>280</sup> », c'est parce qu'ils vivent déjà dans un régime totalitaire et considèrent l'État comme un « corps étranger » imposé de l'extérieur. Les événements de Mars jouent, à cet égard, un rôle déterminant et marque un « grand tournant dans la conscience historique<sup>281</sup>. » « En 68, j'ai compris que je vivais dans un pays soumis, occupé. (...) Lorsque je suis sorti de prison, j'avais la conviction, ainsi que mes amis, que rien ne nous liait à ce pouvoir. (...) Il ne nous intéressait pas. Ce n'était pas un pouvoir polonais, il n'était pas légitime<sup>282</sup> » — précise Michnik.

Alors qu'en France la dénonciation de l'État, qui est, aux yeux des gauchistes de l'époque, l'instrument de la dictature d'une classe compromise par le poids des fautes et des crimes passés, conduira dans les années suivantes à des dérives durables<sup>283</sup>, en Pologne, elle contribuera à poser les fondements à la stratégie du Comité de

---

280. Le thème du « nouveau fascisme » est développé par les maoïstes de la *Cause du peuple*. En 1972, la revue *Les Temps Modernes* y consacre un numéro spécial, où André Glucksman, alors militant de la Gauche prolétarienne, apparaît comme le théoricien de ce concept. Cf. « Nouveau fascisme, nouvelle démocratie », *Les Temps Modernes*, n° 310 bis, 1972.

281. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 168.

282. *Ibid.*, p. 169.

283. Selon Raphaël Glucksmann, « il s'agit d'une simplification qui, par la suite, provoquera des dérives au sein de la gauche européenne. Ainsi, les manifestants de 2003 contre la guerre en Irak n'hésitent pas à comparer Bush à Hitler ou encore, en 2007, les militants traitent Sarkozy de fasciste. Toute guerre étant au fond identique, tout réflexe sécuritaire trahissant une tendance nazie. Comme si toute autorité comportait en germe les chambres à gaz, comme si Auschwitz et Fleury-Mérogis appartenaient au même univers » in *Mai 68 expliqué à Nicolas Sarkozy*, op. cit., p. 35.

Défense des Ouvriers (le KOR)<sup>284</sup> qui consista à mener des actions allant à l'encontre du pouvoir en place.

Il semblerait que le séisme de 67 ait provoqué en France, outre le dénigrement de l'État et de toute forme de l'autorité, une « universalisation de la Shoah <sup>285</sup> » : les victimes d'Auschwitz deviennent « les délégués, par excellence, auprès de notre mémoire de toutes les victimes de l'histoire<sup>286</sup>. »

À cet égard, ne pourrait-on pas voir dans le slogan emblématique du Mai français, le « Nous sommes tous des Juifs allemands<sup>287</sup> », outre une expression de la solidarité d'une jeunesse avec un camarade étranger, une appropriation de la « judaïté victimaire<sup>288</sup> ? » « La nouvelle martyrologie va désormais procéder par déclinaison sur le mode comparatif : « Nous souffrons, vous souffrez, ils souffrent comme un Juif...<sup>289</sup> »

Dorénavant, la tentation sera forte de juger tout drame national ou international par le prisme de ce qui s'était passé dans les années quarante ou de comparer tout crime aux pratiques nazies. Lorsque Bernard Kouchner évoquera dans le dialogue avec l'Abbé Pierre les massacres au Biafra, il dira : « Quand j'ai vu le Biafra, je me suis dit :

---

284. Le « KOR » - le Comité de Défense des Ouvriers fut une organisation de l'opposition démocratique créée en 1976 pour venir en aide aux participants des manifestations ouvrières de juin 1976 ayant subi la répression. Parmi ses fondateurs, il y avait, entre autres, Jacek Kuroń, Jan Józef Lipski, Stanisław Barańczak, le père Zieja, Jerzy Andrzejewski, Antoni Macierewicz. À la fin de septembre 76, le KOR comptait trente huit personnes issues de différents milieux dont, entre autres, Adam Michnik, Seweryn Blumsztajn, Bogdan Borusewicz, Leszek Kołakowski, Jan Lityński, Henryk Wujec, Zbigniew Romaszewski, le père Zbigniew Kamiński et d'autres. Sur le « KOR » voir Andrzej Friszke, *Czas KOR-u. Jacek Kuroń a geneza Solidarności*, Kraków, Znak, 2011.

285. William Goldnadel, *Le nouveau bréviaire de la haine, op. cit.*, p. 82.

286. Alain Finkielkraut, *L'humanité perdue*, Paris, Seuil, 1996, p. 131.

287. Le 21 mai 68 le jeune leader contestataire Daniel Cohn-Bendit fut interdit de séjour en France. Le 24 mai, une manifestation en sa faveur a réuni environ trente mille étudiants qui clamaient « Nous sommes tous des Juifs allemands ».

288. William Goldnadel, *Les Martyrocrates, op. cit.*, p. 57.

289. *Ibid.*

Toutes proportions gardées et sans l'effroyable décision d'éradication scientifique d'un peuple, Auschwitz devait être comme ça, une boucherie, sans aucun sursaut de la conscience mondiale. Il faut donc parler, empêcher cela, ici et partout ailleurs dans le monde<sup>290</sup>. » Ainsi, le Cambodge, la Bosnie, Sarajevo, le Rwanda et d'autres massacres perpétrés à travers le monde seront-ils ramenés ou associés à la Catastrophe. Aussi la compassion, la vigilance et l'indignation s'imposent-elles pour arriver à « plus jamais ça ». « Pourquoi je m'indigne ? — s'interroge Kouchner. Mes grands-parents sont morts à Auschwitz et, pendant des années, personne n'a osé ou voulu me le dire. Je l'ai découvert. (...) Alors, on réagit en écorché devant l'oppression<sup>291</sup>. »

L'humanité s'étant révélée fragile et meurtrière, le devoir de veiller à ce qu'elle vive et de l'empêcher de tuer s'impose. Notre temps l'assumera par « deux exigences réparatrices : le développement de l'action et de la sensibilité humanitaires<sup>292</sup>. » La nouvelle génération humanitaire proclame désormais « le droit et le devoir de secourir toutes les victimes dans quelque camp que les ait situées l'Histoire et quel que soit le signe idéologique de leur oppresseur<sup>293</sup>. » Le devoir d'assistance et — plus tard — le devoir d'ingérence, s'élèvent à l'universalisme, au cosmopolitisme.

A cause de « l'étouffement » de la mémoire de l'Holocauste après la seconde guerre mondiale, de son « expulsion » après 68, ainsi que de la mise en exergue de la martyrologie polonaise par la propagande communiste, il semblerait qu'en Pologne le processus d'universalisation de la judaïté victimaire ne s'est pas véritablement enclenché à cette époque. Certes, « la référence de l'horreur » est

---

<sup>290</sup>. L'Abbé Pierre, Bernard Kouchner, *Dieu et les hommes*, Paris, Robert Laffont, 1993, p. 117.

<sup>291</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, Paris, Grasset, 1995, p. 110.

<sup>292</sup>. Alain Finkielkraut, *L'Humanité perdue*, Paris, Seuil, 1996, p. 120.

<sup>293</sup>. *Ibid*, p. 125.

présente à l'esprit de certains représentants de la génération qui a connu la guerre et déterminera leurs engagements futurs, tels par exemple Marek Edelman ou Jacek Kuroń<sup>294</sup>. Cependant, la génération de l'après-guerre était confrontée à l'époque aux deux raisonnements distincts, aux deux versions de mémoire de la guerre, où chaque communauté cultivait son « triomphalisme de la souffrance <sup>295</sup> . » « Pour les Juifs, c'est l'Holocauste qui fut l'expérience la plus douloureuse et traumatisante, pour les Polonais — la perte de la liberté et de l'indépendance. Pour les Juifs l'entrée en Pologne de l'Armée Rouge signifiait la fin de l'époque des chambres à gaz, pour les Polonais — le début d'une nouvelle vague de répression et d'une nouvelle domination étrangère. (...) Les Juifs avaient peur des excès d'antisémitisme qui ont eu lieu dès la fin de la guerre, les Polonais redoutaient l'appareil de sécurité communiste<sup>296</sup>. » Cela ne facilitait ni la compassion, ni la compréhension de l'Autre. Cet « égoïsme de la douleur », prévient Michnik, peut conduire à s'enfermer dans sa propre mémoire sans s'apercevoir que la douleur et l'inimitié se transforment en haine et le désir de revanche<sup>297</sup>.

À la fin des années soixante, face aux purges antisémites des « partisans », l'heure n'est pas à l'universalisation du génocide juif, mais plutôt à la peur, voire à l'abomination devant de telles pratiques.

---

<sup>294</sup>. Marek Edelman, l'unique survivant parmi les chefs de l'insurrection du Ghetto de Varsovie, dira à ses biographes : « Le Juif, c'est le persécuté, quels que soient l'endroit et le moment où on l'opprime », in *Marek Edelman. Życie. Po prostu* [La vie. Tout simplement], Witold Bereś, Krzysztof Burnetko, *op., cit.*, p. 15. Jacek Kuroń qui, enfant, a vu de ses propres yeux le drame des Juifs du ghetto de Lviv avoue : « Je pense que lorsqu'on a été témoin de l'extermination des Juifs, on peut soit s'engager dans un combat, soit devenir fou, ou encore se mettre à penser que ceux qui sont exterminés appartiennent à un peuple de sous-hommes. (...) Puisque je n'admettais pas cela, alors je vivais toute cette honte, douleur et horreur en voulant me battre. Je tentais de créer des organisations clandestines », in *Wiara i wino* [La foi et la faute], Londyn, Aneks, 1989, p. 20.

<sup>295</sup>. Adam Michnik, *W poszukiwaniu utraconego sensu* [À la recherche du sens perdu], Warszawa, Zeszyty Literackie, 2007, p. 190.

<sup>296</sup>. *Ibid.*

<sup>297</sup>. *Ibid.*, p. 213.



Elle provoque, par ailleurs, chez certains leaders de Mars d'origine juive, un vif rejet d'identification ethnique imposé par les « moczariens ». Ceci se traduira, notamment, par un refus catégorique de quitter la Pologne et de s'établir en Israël. « Lorsque j'étais en prison, on m'a demandé si j'émigrerais en Israël. J'ai répondu alors : « je le ferai si vous émigrez en Union Soviétique. Le général Moczar n'allait pas décider de mon identité nationale<sup>298</sup> » — témoigne Michnik. Seweryn Blumsztajn a réagi de la même manière : « Je ne voulais pas partir, car ils (les partisans) n'allaient pas décider qui j'étais. Cela aurait compromis notre engagement et notre action en Mars<sup>299</sup>. »

Mars a certes posé les jalons du combat pour la défense des droits de l'homme, celui-ci ne sera cependant véritablement engagé que huit ans plus tard, au moment des événements de juin 1976<sup>300</sup> et avec la naissance du *KOR*.

---

<sup>298</sup>. Adam Michnik, entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 janvier 2008.

<sup>299</sup>. Seweryn Blumsztajn, entretien avec l'auteur, Varsovie, 15 janvier 2008.

<sup>300</sup>. « Les événements de juin 76 », vague de grèves et protestations ouvrières à Radom, Ursus et Płock, suite à l'annonce de hausses de prix draconiennes. Elle a été brutalement réprimée par les forces de l'ordre communistes. De nombreux ouvriers ont été arrêtés, d'autres licenciés ou frappés d'interdiction de travailler. Ces événements ont mobilisé les milieux de l'opposition démocratique et sont à l'origine de la création du *KOR*.

#### **IV : ADAM MICHNIK, BERNARD KOUCHNER ET DANIEL COHN-BENDIT - QUEL « SOCLE COMMUN » ?**

##### ***1. Nouvelle subjectivité politique - références partagées.***

Mars polonais et Mai français ont eu de nombreux leaders. Compte tenu des différences de contextes politique, idéologique et social dans lesquels évoluaient les acteurs des mouvements français et polonais, la tentative de trouver des dénominateurs communs entre leurs trajectoires biographiques peut paraître une tâche peu aisée. À défaut de pouvoir comparer dans notre étude ces nombreuses trajectoires biographiques, nous nous pencherons sur celles d'Adam Michnik et de Bernard Kouchner ainsi que de Daniel Cohn-Bendit qui, elles, semblent présenter de maintes similitudes.

Il convient de s'interroger désormais sur l'existence d'un « socle commun » aux trois protagonistes, ainsi que sur les expériences et événements qui contribuèrent à leur « socialisation politique ».

Tous les trois sont issus d'une famille juive assimilée. L'assimilation à la culture polonaise — dans le cas de la famille d'Adam Michnik — passait par l'adhésion aux valeurs exprimées à l'époque par le communisme. Son père, Ozjasz Szechter, communiste dès l'âge de 18 ans à Lviv, fut le premier de la famille religieuse et pratiquante à couper les liens avec sa communauté. « Il a rejeté toutes ses traditions pour le communisme<sup>301</sup> » explique Michnik. Et de rajouter : « Pour les gens comme mon père, le communisme fut, d'une part, une grande idée (...) d'autre part, ce fut l'assimilation rouge. Lorsqu'il voulait adhérer au communisme, personne ne lui a demandé s'il était Juif, Hindou ou Turc. (...) Au sein du KPP (Parti communiste polonais), (...) mon père n'a jamais travaillé à la section

---

<sup>301</sup>. Adam Michnik, *Między panem a Plebanem*, op. cit., p. 46

juive. (...) Il a toujours travaillé seulement avec des Polonais<sup>302</sup>.» La mère de Michnik, elle, a grandi dans une famille parfaitement assimilée de Cracovie. Elle ne connaissait pas le yiddish et, outre les liens de sang, rien ne la rattachait à ses aïeux – confie Michnik. Selon lui, ce n'étaient pas les origines juives qui auraient soudé leur union, mais ce fut plutôt le communisme.

Bien que sincères, les convictions marxistes des parents de Michnik, et plus particulièrement de son père, furent marquées par un rejet du système soviétique qu'il considérait comme une dictature, un despotisme<sup>303</sup>. Il n'avait aucune illusion : « Il savait qu'en URSS aucune opposition n'était possible, de même qu'en Pologne et que (...) toute action antisoviétique dissidente était vaine<sup>304</sup>. »

La situation familiale de Bernard Kouchner semble similaire, notamment du côté paternel. Ses grands-parents paternels quittent une petite ville de Lettonie et s'installent à Paris en 1908. Ils sont juifs et peu pratiquants. « Désireux de s'assimiler, ils ne célèbrent pas les fêtes religieuses (...) Leurs enfants (dont le père de Kouchner) héritent plutôt de cette tradition juive laïque et de gauche qu'ils ont amenée avec eux de Lettonie<sup>305</sup>. » Le père de Kouchner, Georges, fidèle à son origine sociale mais aussi par conviction, pourtant sans adhérer au parti, restera proche des communistes. Les Kouchner furent obligés de fuir le nazisme vers le sud de la France, quant à ses grands-parents paternels ils ont été déportés à Auschwitz.

---

<sup>302</sup>. *Ibid.*, p. 52.

<sup>303</sup>. Le père de Michnik a eu une expérience soviétique : en 1942, il fuit Lviv alors occupée par les Allemands car avant la guerre nombre de communistes avaient été arrêtés et il était menacé à ce titre. Il passe donc en Ouzbékistan soviétique, et une fois que l'URSS annexe la Galicie anciennement polonaise, il fut enrôlé dans l'Armée rouge.

<sup>304</sup>. Propos d'Adam Michnik, entretien de l'auteur avec A. Michnik et B. Kouchner, Avignon, 16-27 juillet 2012.

<sup>305</sup>. Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie*, Paris, Bayard, 2002, p. 18.

La famille de Daniel Cohn-Bendit, poussée par la guerre et le nazisme, dut fuir la capitale française. Cependant, déjà avant la guerre, le père de Daniel, issu de la bourgeoisie berlinoise, et proche des spartakistes, quitta l'Allemagne en fuyant le nazisme en hiver 1933. A Paris il rencontra sa future épouse, issue d'une famille juive modeste de Poznań, en Pologne<sup>306</sup>. Le père fut un « mécréant aux idées radicales<sup>307</sup> ». La mère, militante dans une organisation sioniste, resta « attachée à la tradition juive », sans fréquenter la synagogue<sup>308</sup>. « L'histoire de la famille a offert à Cohn-Bendit une enfance en France, la jeunesse en Allemagne, l'éducation universitaire en France ainsi que la nationalité allemande. Il en est sorti une personnalité postmoderniste 'mischemasche' » — conclut Paul Berman<sup>309</sup>.

Ainsi, les jeunes protagonistes en question grandissaient-ils à l'ombre des souvenirs de la peur et du tragique qui accompagnaient ces « pérégrinations » forcées de leurs parents pendant la guerre. Ils savaient que dans leurs familles des membres proches ou plus lointains avaient disparus dans la Shoah, mais ceci faisait partie des tabous familiaux — surtout dans la famille de Michnik et dans celle de Kouchner. Michnik souligne qu'à part ses parents, il n'avait presque plus personne, « de toute cette immense famille presque tous les membres ont péri pendant la guerre. Cependant, on n'en parlait jamais à la maison. Ce sujet n'existait pas<sup>310</sup>. » Chez les Kouchner

---

<sup>306.</sup> Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-Bendit*, Paris, Plon, 2010, p. 11.

<sup>307.</sup> Catherine Simon, « En rouge, en vert et contre tout ! », *Le Monde*, 31 juillet 2008.

<sup>308.</sup> *Ibid.*

<sup>309.</sup> Paul Berman, *Władza i idealiści* [Le pouvoir et les idéalistes], Warszawa, Prószyński i S-ka, 2008, p. 208.

<sup>310.</sup> *Ibid.*, p. 46

aussi « les enfants se sont vu enjoindre de ne jamais parler de ça, de l'indicible assassinat des êtres chers<sup>311</sup>. »

Des expériences familiales, Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit créeront leur « propre monde d'idées, dont la plus importante est celle qui concerne l'attitude morale<sup>312</sup>. » Se penchant en particulier sur le cas de Kouchner et de Cohn-Bendit, Paul Berman remarque que leur raisonnement s'est construit à partir de la question « comment aurais-je agi pendant la guerre ? Comme un résistant ou un collabo ?<sup>313</sup> ». « Bernard et Dany, malgré leur différence d'âge, sont arrivés à la même conclusion. L'homme honnête devait être résistant<sup>314</sup>. »

Cependant, ce qui différait c'étaient les manières de cultiver la mémoire de la Résistance. Kouchner, ayant grandi auprès d'un père, ancien résistant<sup>315</sup>, dans le climat de gloire qui entourait le « parti des fusillés », s'est engagé, dès l'âge de 14 ans, dans une organisation de jeunesse communiste et passait certains dimanches à vendre *l'Avant-garde* ou *l'Humanité* dans la rue<sup>316</sup>.

En revanche, Cohn-Bendit a perdu tôt ses parents<sup>317</sup> et, élevé par son frère aîné anarchiste et « libertaire de gauche<sup>318</sup> », rejoignit rapidement les cercles militants fréquentés par son frère. Or, les anarchistes rejetaient le communisme ; l'Union soviétique ne leur inspirait que dégoût ; l'organe du parti communiste français *l'Humanité* la plus profonde aversion. Ce furent — selon le terme de Berman — « les libres penseurs de la gauche anticommunistes<sup>319</sup>. »

---

<sup>311</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, Paris, XO Editions, 2008, p. 31.

<sup>312</sup>. Paul Berman, *Power and idealists*, op. cit., p. 208.

<sup>313</sup>. *Ibid*, p. 209.

<sup>314</sup>. *Ibid*, p. 209.

<sup>315</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 29.

<sup>316</sup>. *Ibid*. p. 37.

<sup>317</sup>. À 13 ans il perd son père qui vit en Allemagne et à 16 ans il perd sa mère.

<sup>318</sup>. Paul Berman, *Władza i idealiści*, op. cit., p. 210.

<sup>319</sup>. *Ibid*. p. 211.

Grâce à son frère, qui lui « a évité certaines étapes, genre marxiste-léniniste<sup>320</sup>, Cohn-Bendit (âgé alors de 11 ans) saura être du « bon » côté lors de la première grande manifestation à Paris en 1956 contre l'intervention soviétique à Budapest. En revanche, le jeune Kouchner sera, lui, engagé pour défendre le siège de *l'Humanité* pris d'assaut par les manifestants<sup>321</sup>.

Le « monde d'idées » d'Adam Michnik se forgeait différemment – semble-t-il – car en grande partie par opposition à ses parents. Vers l'âge de 12 ans<sup>322</sup>, à travers les témoignages d'un des proches de sa famille, membre de l'AK (Armia Krajowa)<sup>323</sup>, arrêté par les Soviétiques en 1944 et détenu dans un camp de la Kolyma pendant 10 ans, il découvrit brutalement le vrai visage du communisme<sup>324</sup>. Alors « le monde s'est retourné complètement. J'ai compris brutalement que ce n'était pas le monde dans lequel je croyais

---

320. Catherine Simon, « En rouge, en vert et contre tout ! », *Le Monde*, 31 juillet 2008.

321. Le déroulement de la manifestation contre l'intervention soviétique est rappelé par Paul Berman, *in Power and idealists, op. cit.*, p. 210-211. « Trente mille personnes se sont réunies sur les Champs-Élysées afin d'exprimer leur colère et manifester leur soutien aux insurgés de Budapest. Une partie des manifestants s'est dirigée ensuite vers le siège du parti communiste. La foule a aussi tenté de prendre d'assaut la rédaction de *l'Humanité*. (...) Les jeunes de l'organisation communiste furent appelés à défendre le siège de la rédaction. Le jeune Bernard défendait héroïquement les vieux camarades. (...) Parmi les manifestants, outre les conservateurs et gens de droite, il y avait aussi ceux qui se revendiquent de la gauche anticommuniste, dont les anarchistes. (...) Il y eut des blessés et quelques morts. (...) Parmi les manifestants, il y avait le jeune Dany. C'est pour cette raison (...) qu'il avait tous les droits de s'appeler, bien des années plus tard, lorsqu'il était devenu leader symbolique de la Nouvelle Gauche un « anticommuniste en chair et en os ».

322. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między panem a Plebanem, op. cit.*, p. 59.

323. Armia Krajowa, [Armée de l'intérieur], le plus important mouvement de la résistance en Pologne sous l'occupation allemande. Aile armée de l'État clandestin polonais (państwo podziemne), officiellement dissoute en janvier 1945 mais certaines unités continuèrent leurs combats dans de nouvelles circonstances, contre le pouvoir communiste instauré par les Soviétiques.

324. *Ibid.*, p. 59.

vivre<sup>325</sup>. » Quant aux parents : « je ne les ai jamais rejetés, ni n'ai rompu avec leur système de valeurs. Notre relation fut dialectique : d'un côté, je m'opposais à eux, de l'autre, je puisais dans leur connaissance et leur savoir<sup>326</sup> » — confie-t-il.

Ainsi, bien que plongés, dès l'enfance, dans un climat familial de sympathie envers le marxisme, aucun des trois personnages en question ne professait-il une foi aveugle en l'idéologie marxiste, ni n'a jamais adhéré au parti communiste. Ce qu'ils ont surtout gardé de cette éducation ce fut une sensibilité aux valeurs universelles de liberté et de justice sociale et certainement pas — loin s'en faut — la conviction en des « vertus » du centralisme démocratique.

La distorsion entre le discours officiel communiste et les pratiques du système conduisent nos protagonistes — notamment Michnik et Kouchner — à une sérieuse remise en question du régime. « Théoriquement, le communisme c'était pour faire le bonheur des autres, une formidable ingérence, une générosité de principe. Dans la réalité, j'ai vite compris que cela faisait le malheur des hommes. Cependant, je croyais toujours qu'il fallait établir une société moins inégalitaire, et se sentir comptable de ce qui se passait à l'autre bout du monde<sup>327</sup> » — confiera Bernard Kouchner à l'Abbé Pierre.

Michnik, à l'instar des « grands maîtres », tel Kolakowski, adopte bien avant Mars une position de « révisionniste ». Dès le plus jeune âge, il participe aux discussions du *Club du cercle tordu*<sup>328</sup>, puis, il fonde, à l'âge de 16 ans, le *Club des chercheurs de contradictions*, où l'on critique en termes acides le totalitarisme soviétique sans pour

---

325. *Ibid.*

326. *Ibid.*

327. L'Abbé Pierre, Bernard Kouchner, *Dieu et les hommes*, Paris, Robert Laffont, 1993, p. 113.

328. *Le Club du cercle tordu* (Klub Krzywego Koła), club de discussion fondé en 1955 à Varsovie dont les principaux membres furent Paweł Jasienica, Jan Józef Lipski, Aleksander Małachowski. On y menait des discussions libres sur des thèmes politiques, économiques, philosophiques et artistiques. Le Club a été fermé par les autorités communistes en 1962.

autant remettre en cause le régime. Rapidement, cette attitude lui vaut des attaques virulentes de l'appareil communiste. Il a à peine seize ans, lorsque le Premier secrétaire du POUP, Władysław Gomułka, le désigne, à l'été 1963 lors du XIIIème plénum du Comité central, comme un ennemi politique contre lequel le Parti ferait bien d'agir<sup>329</sup>. Une fois étudiant en histoire, il ne manque aucune occasion de dénoncer le discours officiel du parti communiste qui travestit la réalité et l'histoire et cherche à justifier par le mensonge l'absence de libertés. En véritable « fauteur de troubles », il n'hésite pas à apostropher, lors des conférences organisées à l'université, les intervenants « officiels » et leur poser des questions gênantes sur le pacte Ribbentrop-Molotov, sur Katyń et sur bien d'autres sujets<sup>330</sup>.

Entre 1965 et 1968, il comparaît à trois reprises devant le Conseil de discipline de l'université de Varsovie pour avoir « déshonoré la bonne renommée de l'étudiant<sup>331</sup> » et se voit infliger une peine de suspension de l'université. La première sanction tombe<sup>332</sup> en 1965 après la divulgation de la *Lettre ouverte* de Kuroń et Modzelewski aux étudiants de l'Université de Varsovie. En 1966, il est de nouveau suspendu dans ses droits d'étudiant suite au colloque qu'il organise à l'occasion du dixième anniversaire d'Octobre 56, pendant lequel deux orateurs, Leszek Kołakowski et Krzysztof Pomian, dressent un constat d'échec du révisionnisme. Lors de ce colloque Michnik prend part à la discussion « subversive » et soutient une résolution appelant à la libération des deux auteurs de la *Lettre ouverte* et protestant contre « les restrictions des libertés publiques ; de la liberté d'expression ainsi que l'application du code pénal à des fins politiques<sup>333</sup>. » Dès le

---

<sup>329</sup>. Jerzy Eisler, *Marzec 68*, op. cit., p. 94.

<sup>330</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między panem a Plebanem*, op. cit., p. 109

<sup>331</sup>. Jerzy Eisler, *Marzec 68*, op. cit., p. 109.

<sup>332</sup>. Outre le conseil de discipline universitaire, Michnik fut emprisonné pendant environ un mois et demi.

<sup>333</sup>. Piotr Oseka, *Marzec 68*, op. cit., p. 69.



début des événements de Mars 68, sur décision du ministre de l'Éducation nationale, Henryk Jabłoński, Michnik est écarté définitivement de l'université et emprisonné le 9 mars.

L'engagement précoce de Bernard Kouchner (dès l'âge de quatorze ans) dans l'organisation de jeunesse du parti communiste semble à l'époque tout naturel ; les communistes français jouissent alors du prestige qui entoure le « parti des fusillés ». Cependant, « Je n'étais pas marxiste — expliquera-t-il à son biographe, Alain Guillemoles. Je croyais en la fraternité des hommes, en la justice sociale. A Montreuil, mes copains parlaient du combat ouvrier. J'étais sensible à cela<sup>334</sup>. »

En tant qu'étudiant de médecine et membre de l'Union des Étudiants Communistes (UEC<sup>335</sup>), il adhère pleinement à la ligne antistalinienne et adopte « une attitude des plus frondeuses<sup>336</sup> » vis-à-vis du Parti Communiste Français qui se montre réticent à tourner la page du stalinisme et incapable de produire une autocritique et de réviser les dogmes. Attitude peu commune à l'époque parmi les communistes français. Dans ses articles publiés dans *Clarté*<sup>337</sup>, Kouchner, en vrai rebelle, fustige le culte de la personnalité et « ira même jusqu'à organiser une manifestation à la Mutualité où va s'exprimer le poète soviétique Evtouchenko, antistalinien notoire<sup>338</sup>. » Effronté, il a des réparties qui agacent les caciques du parti ainsi que

<sup>334</sup>. Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie*, Paris, Bayard, 2002, p. 33.

<sup>335</sup>. L'UEC, l'Union des Étudiants Communistes, était une organisation politique étudiante française, qui faisait partie du Mouvement des Jeunesses Communistes de France (MJCF). Elle a été fondée pour la première fois en 1939, puis dissoute après la guerre. Elle fut recréée en 1956. L'UEC est autonome par rapport au PCF, bien qu'elle en soit proche. En 1966, l'organisation a perdu nombre de ses militants par une série de scissions. En 1966, s'est créée la *Jeunesse communiste révolutionnaire*, d'inspiration trotskiste, d'Alain Krivine, et l'*Union de la jeunesse communiste marxiste-léniniste* (UJCML), d'inspiration maoïste.

<sup>336</sup>. Daniel Pierrejean, *Bernard Kouchner, Du Biafra au Kosovo*, Paris, Editeur Indépendant, 2007, p. 32.

<sup>337</sup>. *Clarté*, le journal de l'UEC.

<sup>338</sup>. Daniel Pierrejean, *Bernard Kouchner, Du Biafra au Kosovo*, op. cit., p. 32.

la frange conservatrice de l'UEC. En 1963, il rédige avec Georges Voguet une critique du livre de Soljenitsyne *Une Journée d'Ivan Denissovitch*, qui vient tout juste de sortir en France. Dans cet article il dénonce les goulags et le totalitarisme soviétiques. « Mais il ne paraîtra pas. Menacée de se voir couper tous les subsides, la direction de l'UEC préfère différer l'affrontement et enterrer l'article<sup>339</sup>. » En mai 1964, Kouchner ose défier le secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, qui dans son discours prononcé lors du XVII<sup>e</sup> congrès du PCF, étrille les étudiants de l'UEC. Lorsque Kouchner lui reproche cette critique, Thorez se défend : « Mon petit gars, si moi, à ton âge, j'avais accompli le dixième de ce que vous nous avez fait, je ne serais pas là pour le raconter ». Et Kouchner de répliquer : « Tu regrettes de ne pas pouvoir nous faire fusiller<sup>340</sup> ? » En 1965, le PCF décide de reprendre en main l'UEC. Kouchner, ainsi que toute la direction « italienne », en sont exclus. « Nous n'étions pas d'accord avec la règle du communisme, nous étions révoltés, anticomunistes et antistalinien dans une association communiste, illégalisme dans l'illégalisme. On ne pouvait pas être plus duplice et pervers. A l'époque, personne n'a rien compris à cette confusion des sentiments, sauf le Parti Communiste lui-même qui, avec une brutale lucidité, nous a chassés comme des traîtres. Nous étions des dissidents au sens fort, c'est-à-dire hostiles à la doctrine, à la pratique et à l'esthétique » — confiera-t-il à l'Abbé Pierre<sup>341</sup>. Plus tard, il formulera plus d'une fois dans les pages du mensuel *L'Événement*<sup>342</sup> des

---

<sup>339</sup>. Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie, op. cit.*, p. 46.

<sup>340</sup>. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération. Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 217.

<sup>341</sup>. L'Abbé Pierre, Bernard Kouchner, *Dieu et les hommes, op. cit.*, p. 106.

<sup>342</sup>. Le mensuel *L'Événement* fut fondé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie en 1966. Il paraîtra jusqu'à juin 1969. La ligne éditoriale, entre gaullisme critique et tiers-mondisme, doit beaucoup à la personnalité d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie. *L'Événement* accueille des signatures journalistiques marquantes (Pierre Dumayet, Pierre Viansson-Ponté, Paul-Marie de la Gorce, Jean et Simone Lacouture...). Mais il est animé par une équipe dont l'âge moyen n'atteint pas trente ans. Parmi les membres de la rédaction, entre autres, Michel-Antoine Burnier et Bernard Kouchner.

critiques à l'adresse du Parti Communiste. Désormais, « Kouchner assume la rupture avec légèreté, et même soulagement. Il ne croit plus à la passion partisane, confinée, pour changer le monde<sup>343</sup>. »

À la veille de Mai 68, il est « immunisé » contre les idéologies en vogue, ce dont témoigne son ami, Michel-Antoine Burnier : « Bernard et moi, on savait qui étaient nos camarades d'extrême gauche. Les maoïstes étaient sectaires, les trotskistes voulaient refaire la révolution de 1917. Les "sorties" prolétariennes des étudiants faisaient beaucoup rire Bernard<sup>344</sup>. »

Une fascination perdure cependant : celle pour Che Guevara. Aux yeux de Kouchner, Le Che apparaît comme « le prototype du révolutionnaire pur, épris des causes perdues d'avance, l'incarnation des rêves romantiques. Il est voué à vivre vite, et à mourir jeune, au service d'un idéal plus grand que lui<sup>345</sup>. » Selon Michel-Antoine Burnier, Kouchner sera pendant longtemps marqué par le choix qu'avait fait Guevara entre une caisse de munitions et un sac d'équipement médical<sup>346</sup>. Kouchner « sera tiraillé entre les balles et les médicaments. L'humanitaire l'aidera à résoudre ce dilemme<sup>347</sup>. »

À l'époque, il en est de même pour Adam Michnik qui éprouve, lui aussi, de la fascination pour Guevara : « Il était pour moi un romantique, quelqu'un qui n'en restait pas aux mots, mais allait bien

---

<sup>343</sup>. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération. Les années de rêve, op. cit.*, p. 252.

<sup>344</sup>. Propos de Michel-Antoine Burnier recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 28 novembre 2007.

<sup>345</sup>. Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, biographie, op. cit.*, p. 58.

<sup>346</sup>. Propos de Michel-Antoine Burnier recueillis lors de l'entretien avec l'auteur, Paris, 28 novembre 2007. Notre interlocuteur a rappelé un épisode connu dans la vie de Che Guevara qui a eu lieu lors son l'arrivée à Cuba en 1956. Les membres de son expédition furent attaqués après leur débarquement par l'armée de Batista. Pendant cet affrontement, le Che dut abandonner son sac de médecin pour ramasser une caisse de munitions abandonnée par un de ses compagnons en fuite. Ce fut un moment de cette transition entre rôle de médecin et rôle de combattant.

<sup>347</sup>. *Ibid.*

au-delà. Il payait de lui-même pour ses propres convictions. On reprenait son slogan selon lequel l'on ne voulait pas mourir dans son lit tant que le monde était ce qu'il était. Aujourd'hui, je n'en suis pas fier, car je sais qu'il y a des idéalistes qui sont prêts à s'immoler, mais avant de faire cela, ils condamnent tous les autres au bûcher<sup>348</sup>. »

Le parcours de Daniel Cohn-Bendit représente un cas à part — nous semble-t-il. Comme nous l'avons déjà souligné, sa maturation politique ne s'est pas faite dans le sillage des organisations de jeunesse communiste, ni dans des groupes néo-léninistes mais au travers des contacts avec les milieux anarchistes français. Si l'on s'en tient à l'analyse de l'un des observateurs attentifs de la révolte étudiante, Edgard Morin, dans les années 60, l'on observait une renaissance de l'anarchisme dans la jeunesse liée au révisionnisme : « Il y a un révisionnisme anarchiste qui s'est manifesté d'abord à travers des petits groupes d'études. Et dans ces groupes d'études, il y avait des étudiants qui intégraient à la théorie anarchiste des aspects de la pensée de Marx, de la pensée de Freud également. En cherchant une justification théorique de leur volonté de liberté et d'authenticité, ils ont rencontré différents courants de pensée moderne et c'est de ce révisionnisme extrêmement ouvert que vient la renaissance du mouvement libertaire<sup>349</sup>. » Ainsi donc, c'est cet anarchisme « revisité », s'inscrivant à la fois dans la tradition des critiques marxistes et reprenant des thèmes anarchistes, tels le rejet du centralisme et de l'étatisme, qui fut le « terreau » idéologique pour le jeune Daniel.

Cohn-Bendit confirme ces influences : « Le mythe de l'anarchisme se constituait surtout autour de la révolution espagnole ; l'autogestion, dans la mythologie de ce groupe a joué un rôle important : l'Espagne

<sup>348</sup>. Adam Michnik, Cohn-Bendit, « Marzec, Maj - a z wolnością kłopot » [Mars, Mai et tracassante liberté], *Gazeta Wyborcza*, Warszawa, 22-23 mars 2008.

<sup>349</sup>. Edgar Morin, « L'anarchisme en 1968 », *Le Magazine Littéraire*, n° 19, juin 1968.

était la démonstration de la capacité de l'autogestion des masses et en même temps de la trahison et de la barbarie communistes face à la révolution espagnole. Elle était aussi l'expression d'un mouvement autonome qui n'était ni capitaliste ni communiste. L'autre influence importante a été celle du mouvement provo, c'est-à-dire de ce nouveau mouvement politique, différent par sa capacité d'action et de mobilisation<sup>350</sup>. »

Selon J.-Pierre Le Goff, Daniel Cohn-Bendit symbolise les aspirations nouvelles qui alors « se font jour dans la jeunesse en leur donnant une portée critique en dehors des schémas des groupuscules traditionnels<sup>351</sup>. »

De ce fait, en antiautoritaire convaincu, il s'attaquait non seulement au léninisme et stalinisme, mais aussi à la notion de hiérarchie, de direction et soutenait n'avoir jamais eu le besoin de se reconnaître dans des icônes révolutionnaires, telles Trotski, Che Guevara, ou Mao<sup>352</sup>. De même, il prétend n'avoir jamais éprouvé de fascination pour le Che car « l'essence de sa pensée révolutionnaire, c'est *l'Homme nouveau* pour une nouvelle société. Ces idéologies ne produisent rien d'autre que de la contrainte. Au nom d'un espoir d'une autre société, on défend les méthodes les plus totalitaires<sup>353</sup>. » Il se serait même exposé à des attaques violentes de la part des trotskistes pour ne pas avoir pris la mort du Che au sérieux<sup>354</sup>.

Il récusait les idéologies alors en vogue et s'indignait : « vouloir s'émanciper de la société capitaliste au nom de la révolution culturelle chinoise, il fallait le faire ! ; vouloir s'émanciper de l'autoritarisme, du

---

350. Geneviève Dreyfus-Armand, « Le mouvement du 22 Mars. Entretien avec Daniel Cohn-Bendit », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 1, v. 11, 1988, p. 124.

351. Jean-Pierre Le Goff, *L'héritage impossible*, op. cit., p. 51

352. Catherine Portevin et Weronika Zacharowicz, « Oubliez Mai 68 », *Télérama*, 26 mars 2008, pp. 15-18.

353. *Ibid.*

354. *Ibid.*

gaullisme au nom de Che Guevara et de Fidel Castro ; du totalitarisme, au nom du Viêtnam du Nord ou de l'Union Soviétique, — il fallait le faire !<sup>355</sup> »

Cependant, il s'apercevra rapidement qu'il y a une contradiction entre un mouvement qui se qualifie d'antiautoritaire et qui, *nolens volens*, doit, à un moment donné, se reconnaître dans ses leaders ou encore des héros historiques.

Les trois protagonistes, dont les processus de « socialisation politique » ont démarré précocement dans le cadre familial mais aussi à travers l'engagement dans des clubs de discussion ou des organisations de jeunesse, communistes ou anarchistes, adoptent, bien avant les événements de 68, une attitude active antitotalitaire et antistalinienne. Le caractère tardif de leur prise de conscience « identitaire » — surtout en ce qui concerne Kouchner et Michnik — explique que l'on ne retrouve pas chez eux, semble-t-il, cette « affinité » que ressentaient de nombreux contestataires français d'origine juive est-européenne entre le judaïsme, la révolution et la cause ouvrière.

En effet, dans le cas des trois personnages, il n'y a pas eu de « passage » du judaïsme à la cause révolutionnaire — ils vivaient dans des familles athées, sans liens culturels ou religieux avec la communauté juive. Ce qu'ils ont en revanche « hérité » de leur univers de socialisation, ce fut une sensibilité intellectuelle fortement imprégnée d'internationalisme et d'universalisme. Les valeurs de liberté et de justice sociale les animent en premier lieu et c'est au nom de ces valeurs qu'ils aspirent à des changements de société ou de régime.

---

<sup>355</sup>. François Armanet et Gilles Anquetil, « Que reste-t-il de 68 ? », *Le Nouvel Observateur*, 31 janvier 2008.

Leurs aspirations se placeront dans la projection des « communautés politiques <sup>356</sup> » nouvelles qui, elles, dépassent largement le cadre national.

Cette attitude a contribué à la reconnaissance au sein du groupe contestataire et à l'adhésion de beaucoup parmi ceux qui pensaient ou ressentaient la même chose et même au-delà vu le caractère non partisan de leurs convictions. En même temps les éléments antiautoritaires provoquèrent en France et en Pologne de fortes réactions de répulsion à droite et à gauche. Ce mélange de reconnaissance et de rejet les propulsera aussi au rang des personnages significatifs de 68.

Comment vont-ils traverser la crise de 68 et quel rôle y joueront-ils ?

## **2. Adam Michnik, Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit et les « événements » de 68**

L'engagement d'Adam Michnik dans le Mars polonais et celui de Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit dans le Mai 68 français semblent relever de deux attitudes, contradictoires en apparence : celle d'un réaliste et d'un romantique, ce que résume, nous semble-t-il, le slogan du Mai français « Soyons réalistes, demandons l'impossible ». En 68, Michnik joue un rôle phare dans la contestation non sans illusion. « Il n'y avait pas la moindre chance que Gomułka ou Moczar changent soudainement d'optique et se mettent à parler

---

<sup>356</sup>. La « communauté politique » représente un espace « commun-divisé », puisque sa vocation essentielle et première consiste à rendre possible la discussion du pouvoir. « Il ne s'agit pas de désigner un groupe par son "appartenance" à quelque filiation que ce soit. Il y est question de lien, mais de ce lien politique qui est celui de l'agir en commun dans la rencontre des libertés agissantes et sans présupposé de référence ». In Boyan Manchev, Stephen Wright, « La communauté politique est-elle en crise ? », synthèse de l'entretien, 12 juin 2007, [www.paris-europe.eu](http://www.paris-europe.eu). Voir aussi Dominique Colas, *Sociologie politique*, Paris, PUF, 2006, p. 6.

comme nous. Nous revendiquions l'impossible. Ainsi, cette revendication nous rapprochait de ce qui serait possible bien plus tard<sup>357</sup> » — avoue-t-il. C'est pourquoi il a la conviction que les autorités communistes, en interdisant le 30 janvier la représentation des *Aïeux* de Mickiewicz, ont commis une grande erreur « en faisant de Mickiewicz un écrivain vivant et de l'affaire de Mickiewicz une affaire qui nous concernait tous<sup>358</sup>. » « Mickiewicz a été mêlé au conflit entre l'intelligentsia polonaise et le pouvoir communiste. (...) Il a parlé fortement en provoquant une avalanche d'événements. (...) Ce qui était important, c'est que le pouvoir en place s'en est pris à Mickiewicz, et non pas par exemple à un Wańkowicz, à un Słonimski ou à un Kołakowski<sup>359</sup>. » Michnik ne manque pas à la manifestation au pied du monument du poète le 30 janvier 1968 et n'hésite pas le lendemain à informer le correspondant du *Monde*, Bernard Margueritte, du déroulement des événements devant le *Teatr Narodowy*, ainsi que du climat de fermentation dans les milieux universitaires<sup>360</sup>. Car, face à la brutale violation des libertés, il fallait réagir et « informer l'opinion publique de ce qui se passait en Pologne<sup>361</sup>. » « Nous avons compris qu'une nouvelle étape venait de commencer et que, désormais, nous devons réagir d'une manière plus forte (...) Sinon, ils (les autorités communistes) nous briseraient tous, un par un<sup>362</sup>. »

Entre fin février et début mars 68, Michnik est de toutes les rencontres informelles du cercle des « komandos », organisées dans des appartements privés, où l'on débattait de la suite à donner à la

---

357. Adam Michnik, « Marzec, Maj - a z wolnością kłopot » [Mars, Mai et tracassante liberté], *Gazeta Wyborcza*, 22-23 mars 2008.

358. Adam Michnik, « Printemps 68, printemps 93 », *Libération*, 4 mai 1993.

359. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między panem a Plebanem*, op. cit., pp. 166-167.

360. Jerzy Eisler, *Polski rok 1968*, op. cit., p. 181.

361. *Ibid.*

362. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między panem a Plebanem*, op. cit., p. 170.



protestation contre la politique répressive du pouvoir. Parallèlement se déroulait une véritable « guerre des tracts ». À ceux distribués par les étudiants appelant à la défense des droits civiques « dont on cherche à nous priver de force<sup>363</sup> », la propagande répondait par des tracts dénonçant « les ennemis et troublions », ceux qui voulaient avoir deux patries, en soulignant explicitement la consonance de leurs patronymes. Adam Michnik est alors en première ligne de ces attaques : « Michnik (...) et compagnie cherchent à semer le trouble parmi nous. (...) En se servant d'une démagogie perfide, ils font croire qu'ils expriment l'opinion de tous les étudiants. En réalité, ils agissent au nom de leurs mandataires — les sionistes et Radio Free Europe<sup>364</sup>. » Exclu de l'université et emprisonné le 9 mars 68, Michnik devient le héros du mouvement étudiant. L'évolution des événements en Pologne en fera, par la suite, un des leaders naturels de l'opposition démocratique.

Quant à Bernard Kouchner, bien qu'il n'ait pas été pris par la fièvre révolutionnaire et qu'il n'ait pas joué un rôle d'idéologue de la révolte de Mai, il s'est activement engagé dans la contestation étudiante. Kouchner réaliste observe « les barricades tardives » de Mai avec distance<sup>365</sup>, car — comme il le dira plus tard — ce fut un « dernier exercice de style des doctrines envolées<sup>366</sup> » et non pas un début du « Grand Soir » prédit et attendu par les organisations gauchistes<sup>367</sup>.

Selon Michel-Antoine Burnier : « Bernard n'a pas cru qu'on ferait la révolution, que le prolétariat prendrait le pouvoir et qu'on allait autogérer la société<sup>368</sup>. » De plus, fortement influencé par le « père

<sup>363</sup>. Jerzy Eisler, *Polski rok 1968*, op. cit., p. 228.

<sup>364</sup>. Jerzy Eisler, *Marzec 1968*, op. cit., p. 161.

<sup>365</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit., p. 16.

<sup>366</sup>. *Ibid.*

<sup>367</sup>. Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie*, op. cit., p. 88.

<sup>368</sup>. Propos de Michel-Antoine Burnier recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

spirituel » que fut pour lui Emmanuel d'Astier de la Vigerie<sup>369</sup>, il a appris à « préférer l'homme aux systèmes, la littérature aux théories<sup>370</sup> » et « qu'il fallait savoir enjamber cette démarcation qui sépare bêtement la droite de la gauche, et que l'on trouvait des progressistes et des réactionnaires dans tous les camps<sup>371</sup>. » De ce fait, Kouchner « voyait bien que de Gaulle était à l'époque plus progressiste que la gauche<sup>372</sup> » — confie Michel-Antoine Burnier.

---

369. Emmanuel d'Astier de la Vigerie – né le 6 janvier 1900 dans une famille aristocratique. Élève de l'École Navale en 1919. Emmanuel d'Astier devient journaliste dans les années 1930 et fréquente les milieux littéraires. Il quitte la Marine en 1931 pour entamer une carrière journalistique. Mobilisé en 1939, il est affecté au centre de renseignements maritimes de Lorient, puis il est démobilisé après la défaite, en juillet 1940. Refusant la défaite et l'armistice, il crée à Cannes puis à Clermont-Ferrand un petit groupe qu'il appelle la « Dernière Colonne ». Ce premier noyau, auquel participent Lucie et Raymond Aubrac, ainsi que le philosophe Jean Cavaillès, se lance dans des actions de contre-propagande en placardant dans quelques villes du Sud de la France (Lyon, Clermont-Ferrand, Nice, Marseille) des affiches anti-collaborationnistes. En février 1941, « La Dernière Colonne », est décimée par les arrestations et Emmanuel d'Astier entre dans la clandestinité. Il décide alors de fonder un périodique clandestin, *Libération*, dont le premier numéro sort en juillet 1941. Le journal devient l'organe du grand mouvement de résistance de la zone sud. Il noue des contacts avec des responsables de la France Libre - Yvon Morand et Jean Moulin. Il part lui-même à Londres en mai 1942 et s'entretient avec le général de Gaulle, qui le charge d'une mission aux États-Unis, celle d'obtenir la reconnaissance de la France Libre auprès de Roosevelt. En novembre 1943, il est nommé par le général de Gaulle Commissaire à l'Intérieur du Comité français de la Libération nationale (CFLN). En juin 1944, il devient ministre de l'Intérieur du Gouvernement provisoire de la République française. Suite à un désaccord avec le général de Gaulle, il quitte ses fonctions en septembre 44. Après la guerre, Compagnon de la Libération et proche des communistes, Emmanuel d'Astier s'engage en politique et est élu député communiste jusqu'en 1958. Il fut décoré du Prix Lénine (réponse soviétique au Prix Nobel de la paix) en 1959 pour son engagement au Conseil mondial de la paix. En 1956, il se distancie des communistes, en condamnant l'intervention soviétique en Hongrie. Il se rapprochera du général de Gaulle dont il apprécie la politique de décolonisation. En 1966, il fonde avec entre autres Bernard Kouchner le mensuel *L'Évènement*. Il rédige et publie quelques livres de souvenirs, dont les plus connus sont *Sept fois sept jours* et *Les Dieux et les hommes*. Emmanuel d'Astier meurt à Paris en 1969. In *Les 7 vies du dr Kouchner*, Michel-Antoine Burnier, op. cit., pp. 102-108, 122-125, 158-159. Cf. aussi Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier. La plume et l'épée*, préface de Lucie Aubrac, Paris, Arléa, 1987.

370. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit., p. 20.

371. *Ibid.*

372. Propos de Michel-Antoine Burnier recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, Paris, 29 novembre 2007.

Pendant que la plupart des contestataires de Mai pensaient faire la révolution « en ayant dans l'esprit l'Octobre 1917, la Commune de Paris ou la guerre d'Espagne<sup>373</sup> » lui voyait dans la révolte une chance pour faire passer des réformes concrètes, notamment dans le domaine médical. Ainsi, si on suit Burnier, Kouchner aurait été « le seul réformiste de la contestation de 68<sup>374</sup>. » La vague de Mai l'a certes entraîné dans « quelques manifestations contre la répression policière<sup>375</sup> » et à organiser un service de soins d'urgence lors de la nuit des barricades<sup>376</sup>. Ce qui importait cependant c'était avant tout « de changer la médecine qui était inhumaine et mal conçue<sup>377</sup>. »

Médecin à l'hôpital Cochin dans le service de gastro-entérologie, il s'est rapidement imposé au comité d'action et a été de toutes les assemblées générales pendant lesquelles l'on dressait, dans une ambiance houleuse, l'état des lieux de la médecine, l'on débattait de la place du médecin dans la société ainsi que des critères de sélection dans les études. Cette réflexion collective a abouti à la préparation d'un livre blanc de la médecine, dont Bernard Kouchner fut « l'un des principaux rédacteurs<sup>378</sup>. » Ce texte, selon Michel-Antoine Burnier, « servit d'inspiration à la préparation en 2001 de la loi sur les droits des malades et la qualité du système de santé<sup>379</sup> » de Bernard Kouchner, devenu ministre de la Santé.

---

373. *Ibid.*

374. *Ibid.*

375. Propos de Christine Ockrent recueillis lors de l'entretien avec l'auteur, Paris, 28 novembre 2007.

376. Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie*, op. cit., p. 84.

377. Propos de Michel-Antoine Burnier, entretien cité.

378. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération. Les années de rêve*, op. cit., p. 504.

379. Loi relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, votée le 4 mars 2002, constitue un pas dans la modernisation du système de santé, en renforçant la qualité du système de santé et en instaurant un dispositif de réparation des risques sanitaires.

L'écrasement du Printemps de Prague le 21 août 1968 par les forces du Pacte de Varsovie a constitué un tournant décisif dans la conscience historique des deux protagonistes. Adam Michnik apprit cette nouvelle en prison. Lui qui, jusque-là, « espérait voir la Pologne emprunter le chemin du Printemps de Prague » frissonna à l'idée que les Polonais aient contribué à son écrasement<sup>380</sup> et comprit que la « PRL (République Populaire de Pologne) n'était qu'un protectorat soviétique<sup>381</sup>. » Sa foi dans la possibilité d'amender le régime fut définitivement ébranlée. Désormais, « j'ai fait mienne la tradition des luttes polonaises pour l'indépendance<sup>382</sup> » — avoue-t-il.

Bernard Kouchner, quant à lui, se désolait<sup>383</sup> de voir que l'intervention des forces du Pacte de Varsovie « ne jette pas les étudiants français dans la rue en signe de solidarité. Décidément, les révolutionnaires de Mai étaient bien nombrilistes<sup>384</sup>. »

Alors que les derniers espoirs de voir victorieux le « socialisme à visage humain » se sont envolés, les gauchistes parisiens continuaient à formuler des questionnements « narcissiques ». Leur dogmatisme révolutionnaire et la prédiction d'une révolution, dont Mai ne fut « qu'une répétition générale », conduisent Kouchner à prendre ses distances avec les événements français, à les relativiser. Attentif aux grandes déchirures de l'histoire, y compris celles qui affectaient les pays les plus lointains, et convaincu que « chacun est comptable de ce qui se passe de l'autre côté du monde<sup>385</sup> », il s'impliquera en tant

---

380. « Pewien polski etos... », [Un certain éthos polonais], entretien de Daniel Cohn-Bendit avec Adam Michnik, Paris, *Kontakt*, 1988, n° 6, p. 489.

381. Jacek Żakowski, « Gustaw-Konrad z Waryńskim w tle » [Gustaw-Konrad et Waryński en toile de fond], entretien avec Adam Michnik, *Gazeta Wyborcza*, 8-9 mars 2008.

382. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między panem a Plebanem*, op. cit., p. 168.

383. Propos de Michel-Antoine Burnier recueillis lors d'un entretien avec l'auteur, 29 novembre 2007.

384. Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie*, op. cit., p. 88.

385. *Ibid.*, p. 89.

que médecin d'abord, puis en tant qu'homme politique, dans les grands combats de l'époque.

En août 68, il répondra à l'appel de la Croix Rouge Internationale et s'engagera dans le cadre d'une mission humanitaire au Biafra<sup>386</sup>.

Cohn-Bendit affirme avoir été emporté en 1968 par les mêmes mots d'ordre que Kouchner et Michnik — « Soyez réaliste, demandez l'impossible » — des mots qu'il qualifiera, quarante ans plus tard, de « surréalistes et poétiques ». Pour lui aussi la notion « d'impossible » se rapportait davantage au désir d'émancipation et de liberté de la majorité des manifestants qui voulaient « prendre le pouvoir sur leur vie<sup>387</sup> », à l'usine, à l'université ou dans la vie privée, au changement de la société donc, qu'à la révolution. Contrairement aux révolutionnaires « qui veulent le pouvoir politique. (...) Les ministères, nous n'en avons rien à faire. Quand les révolutionnaires ont tenté de brûler la Bourse, cela n'a intéressé personne<sup>388</sup> » — se souvient Cohn-Bendit.

Dans un entretien avec J.-P. Sartre, réalisé au moment où le mouvement de Mai n'était pas encore retombé, Cohn-Bendit donnait une leçon de réalisme politique à un Sartre dépassé. Âgé alors de 23 ans, il avance une analyse qui peut surprendre : « Je ne crois pas que la révolution soit possible (...) Je crois qu'on ne peut obtenir que des

---

<sup>386</sup>. La guerre du Biafra ou guerre civile du Nigéria a duré de mai 1967 à janvier 1970. Elle commença avec la sécession de l'Est du Nigéria qui s'autoproclama République du Biafra. Ce conflit est connu pour avoir été le déclencheur d'une action humanitaire d'un nouveau genre, le sans-frontiérisme. Devant des images insoutenables de réfugiés et de combats les États et les organisations traditionnelles ont été paralysés. Ni l'ONU ni les autres pays n'ont pu agir dans un conflit intérieur à un pays et le gouvernement du Nigéria a refusé l'action de la Croix-Rouge. L'armée du Nigéria tira, en dépit des conventions internationales, sur des avions de la Croix-Rouge apportant des secours au Biafra assiégé. Quelques médecins français, dont Bernard Kouchner se révoltent et décident de fonder *Médecins sans frontières*. C'est la première organisation non-gouvernementale qui fut en rupture avec la stricte neutralité de la Croix-Rouge.

<sup>387</sup>. Cohn-Bendit, *Forget 68*, op. cit., p. 51.

<sup>388</sup>. *Ibid.*, p. 51.

aménagements successifs, plus ou moins importants mais ces aménagements ne pourront être imposés que par des actions révolutionnaires. (...) En utilisant les moyens d'action traditionnels du mouvement ouvrier — la grève, l'occupation de la rue et des lieux de travail — nous avons fait sauter le premier obstacle : le mythe selon lequel on ne peut rien contre ce régime<sup>389</sup>. » Toujours Cohn-Bendit : « Pour moi, il ne s'agit pas de faire de la métaphysique et de chercher comment se fera "la révolution". Je crois, je l'ai dit, que nous allons plutôt vers un changement perpétuel de la société, provoqué, à chaque étape, par des actions révolutionnaires. (...) Mais il ne faut pas songer à faire éclater la société bourgeoise. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait rien à faire : au contraire, il faut lutter pas à pas, à partir d'une contestation globale<sup>390</sup>. » Point de vue qui, *a posteriori*, semble lucide mais dont on comprend qu'il n'ait pas été accueilli avec enthousiasme par les « enragés<sup>391</sup> » de Nanterre.

Le Mouvement du 22 Mars<sup>392</sup>, dont Cohn-Bendit fut le leader, affichait certes une dimension révolutionnaire, mais aussi une dimension ludique et hédoniste<sup>393</sup>. Cohn-Bendit qui excellait dans l'art du verbe, de l'ironie et de l'invective prêta au mouvement sa voix

---

<sup>389</sup>. Daniel Cohn-Bendit, *La révolte étudiante, les animateurs parlent*, Paris, Seuil, p. 88.

<sup>390</sup>. *Ibid.*, p. 90.

<sup>391</sup>. « Les enragés » – un groupe d'une douzaine de personnes pratiquant le sabotage de cours, l'insulte, le graffiti, le boycott des examens. Ils s'intéressaient avant tout aux questions qui touchaient directement à la vie quotidienne des étudiants. Les perturbations s'amplifièrent jusqu'au 22 mars 1968. Les enragés se méfiaient des groupuscules "gauchistes", de l'institution universitaire, des professeurs. Cohn-Bendit ne nie pas cette origine mais la replace dans un contexte plus large. Les premiers incidents ont eu lieu à Nanterre où, en mars 1967, un groupe d'étudiants occupa le bâtiment des filles de la cité du campus universitaire en protestant contre le règlement intérieur interdisant aux garçons d'y accéder. *In L'Héritage impossible*, Jean-Pierre le Goff, *op. cit.*, p. 51.

<sup>392</sup>. Le Mouvement du 22 Mars, né à Nanterre en mars 1968, et dont le leader fut Daniel Cohn-Bendit, utilisait l'humour et la dérision pour mettre à nu les rapports de pouvoir. La prise de parole en cours, l'occupation d'une salle, l'interruption des cours furent les moyens utilisés par les jeunes de ce mouvement.

<sup>393</sup>. J.-P. Le Goff, *L'héritage impossible*, *op. cit.*, p. 128.

mais fut conscient que le mouvement n'était pas en lui-même révolutionnaire. Il continuera à défendre cette thèse bien après les événements de 68<sup>394</sup>.

Étudiant en sociologie à l'université de Nanterre, Cohn-Bendit réalise sa première action d'éclat en janvier 68 lorsqu'il ose aborder — non sans impertinence — le ministre de la Jeunesse et des Sports de l'époque, François Missoffe, en visite à l'université à l'occasion de l'inauguration d'une piscine : « Qu'est-ce que c'est que cette piscine ? Parce que quand même, le problème de la jeunesse aujourd'hui, c'est la sexualité !<sup>395</sup> ». Et le ministre de répondre : « Si vous avez des problèmes, allez plonger dans la piscine pour vous calmer<sup>396</sup>. » Il rétorqua au ministre de façon « pas très éclairée<sup>397</sup> » — comme il l'avoue aujourd'hui — en qualifiant ses propos de « fascistes<sup>398</sup> ». L'impertinence fait un grand bruit, le ministre de l'Éducation, Alain Peyrefitte demande son expulsion. Elle sera finalement retirée grâce à des interventions auprès de Missoffe de sa propre fille qui était, à l'époque, étudiante à Nanterre<sup>399</sup>.

L'incident lance néanmoins un nouveau type de mouvement : occupation de locaux, interruption de cours, prise de parole incontrôlée pendant les cours... Dès février, les bâtiments des filles de la résidence universitaire sont occupés par un groupe que mène Dany, protestant contre l'interdiction faite aux garçons de pénétrer dans les chambres des filles. Le 22 mars, Cohn-Bendit décide de l'occupation spectaculaire du conseil de la faculté, avant de l'évacuer un quart d'heure avant l'assaut de la police.

---

<sup>394</sup>. Cohn-Bendit dans *Forget 68 !*, dit : « On ne se situait pas sur un plan révolutionnaire. Ce n'était pas armée contre armée, une lutte de classe. C'est un sourire d'une insolence incroyable face à quelque chose qui est complètement figé », p. 18.

<sup>395</sup>. Cohn-Bendit, *Forget 68*, op. cit., p. 46.

<sup>396</sup>. *Ibid.* p. 47.

<sup>397</sup>. *Ibid.* p. 47.

<sup>398</sup>. « Ca, c'est tout à fait hitlérien », in Cohn-Bendit, *Forget 68*, op. cit., p. 47.

<sup>399</sup>. *Ibid.*, p. 47.

Il provoque, intrigue mais, surtout, il exaspère et inquiète le pouvoir. Il le nargue en préférant cependant l'escalade verbale à la violence. Le préfet de Paris de l'époque, Maurice Grimaud témoigne : « Vendredi, le 26 avril, à Nanterre, (...) Cohn-Bendit chasse un professeur d'anglais et fait à sa place un cours de 'marxisme-léninisme'. Ajouté aux incidents d'hier (...), cela amène M. Pompidou à nous faire dire qu'il faut l'expulser. Je suggère au ministre (de l'Éducation) de demander qu'il y ait d'abord une sanction prise par l'Université, sinon l'expulsion paraîtra un geste policier arbitraire. M. Peyrefitte estime, lui, qu'il y a suffisamment de faits pour justifier l'expulsion<sup>400</sup>. »

Arrêté à deux reprises au cours du mois de mai, lors des manifestations à la Sorbonne, il fut d'abord relâché<sup>401</sup> puis, de nouveau, frappé d'interdiction de séjour en France le 22 mai 68. La sanction tombe à la suite des propos insultants qu'il prononce lors d'un meeting à Amsterdam, où il déclare à la foule : « Le mouvement doit balayer le vieux-monde, le drapeau tricolore est fait pour être déchiré, pour en faire un drapeau rouge<sup>402</sup> ». Cette fois-ci s'en est trop ! Les autorités réagissent rapidement car il s'agit d'une insulte faite au symbole national.

Cohn-Bendit revient clandestinement en France le 28 mai, les cheveux teints en noir, et fait sa réapparition publique, dans un meeting à la Sorbonne, en suscitant une grande émotion parmi les étudiants qui scandaient alors le fameux slogan « nous sommes tous

---

<sup>400</sup>. Marice Grimaud, *Je ne suis pas né en 68*, op. cit., p. 317.

<sup>401</sup>. « Le garde des Sceaux, Louis Joxe (il fait l'intérim du Premier ministre parti hier pour une dizaine de jours), me téléphone longuement. Il est d'avis de poursuivre tous ceux qui ont été retenus et de prolonger jusqu'à lundi la garde à vue de Cohn-Bendit (...). Après discussion du cas de Cohn-Bendit, il renonce finalement à le maintenir en garde à vue car j'ai fait valoir que celui-ci, arrêté avec ses camarades à la Sorbonne n'a opposé aucune violence aux agents et qu'il ne manquera pas d'invoquer cette détention pour refuser de répondre à la commission de discipline », in *Je ne suis pas né en 68*, Maurice Grimaud, op. cit., p. 321.

<sup>402</sup>. Roger Hamon, Patrick Rotman, *Génération*, op. cit., p. 528.



les juifs allemands », alors qu'il estime avoir fait un « discours pas très malin<sup>403</sup> ». Il repart en Allemagne le 12 juin et s'installe à Francfort.

Ainsi, les trois protagonistes, bien qu'actifs et engagés dans la « crise » qu'étaient les événements de Mars et Mai 68, avaient-ils une attitude « réaliste » par rapport à elle. S'ils sont au cœur des événements, quoique chacun de différente manière, cette crise ne contribue pas moins à une « césure » dans leurs convictions, tout en modifiant leur rapport au national. En effet, rien ne pouvant être changé dans les limites du cadre national existant, les trois protagonistes « s'exilent » pour ainsi dire hors de ce dernier. Dans le cas de Kouchner et de Cohn-Bendit, il s'agira non seulement d'un « exil » politique mais aussi « géographique ». Qui plus est, Cohn-Bendit est expulsé de France par les autorités françaises. Michnik, lui, se tournera vers un autre champ d'inspiration que la culture politique ambiante ; il puisera désormais dans la tradition des luttes indépendantistes de la Pologne.

### **CONCLUSION :**

Les Mars polonais et Mai français furent des événements historiques qui ne sont nullement réductibles aux deux mois de contestation. Englobant différentes étapes et événements et se déroulant *grosso modo* dans le même laps de temps, ils furent entrepris par une génération contestataire, elle-même transformée par l'événement, donc *a posteriori*, en « génération politique ».

Des différences entre contextes politiques, sociaux et culturels dans les deux pays, ainsi qu'entre expériences fondatrices du processus de socialisation de la génération contestataire en France et en Pologne, furent à la base de revendications à vecteurs

---

<sup>403</sup>. Daniel Cohn-Bendit, *Forget 68*, *op. cit.*, p. 36.

d'orientations opposées : en France, une génération contestataire élevée dans le contexte du développement de la société de consommation formulait, dans une rhétorique empruntée à différents courants de pensée gauchistes et révolutionnaires, des exigences radicales d'une liberté absolue, mêlées à l'idée de *table rase*. En Pologne, les jeunes contestataires issus, pour beaucoup, de familles communistes et ayant mûri au travers des expériences « révisionnistes » de leurs aînés, avaient inscrit sur leurs drapeaux les mots de liberté et d'indépendance en signe de protestation contre le régime communiste qui privait la société des libertés civiques élémentaires.

Le discours antiétatique des contestataires français, nourri par la dénonciation de la collaboration de la France avec le régime nazi et des turpitudes de Vichy, prôna, nous semble-t-il le dépérissement de l'État-nation, tandis qu'en Pologne la contestation et le dénigrement de l'État communiste imposé de l'extérieur s'exprimait dans un discours pétri de valeurs traditionnelles.

Outre ces différences, il y avait aussi quelques similitudes, notamment cette « verticalité sociale » se traduisant certes différemment dans les deux pays, mais à laquelle se heurta la génération contestataire. Le conservatisme et la rigidité des sociétés française et polonaise suscitèrent l'esprit de rébellion des jeunes qui, bénéficiant d'un confort que les générations précédentes n'avaient pas connu, étaient confiants en l'avenir et ouverts aux idées nouvelles. En France, ce fut la prospérité des Trente Glorieuses, en Pologne un sentiment de « sécurité », relatif certes mais existant, d'une génération post-56 qui n'a pas connu la terreur stalinienne.

Le processus de socialisation politique des protagonistes des deux pays s'est fait par le biais de différents événements mais les références communes – telles les origines juives des protagonistes –

ont constitué un « socle commun » qui n'est pas sans conséquences pour leur engagement futur, tout en renforçant, à nos yeux, le sentiment de solidarité générationnelle.

Les perceptions croisées des événements polonais et français paraissent travaillées par la mémoire et le recul. À cet égard, les entretiens que l'auteur a réalisés avec de nombreux protagonistes de 68 en France et en Pologne au moment des célébrations du 40<sup>e</sup> anniversaire des événements dans les deux pays, sont significatifs. Ainsi, si les jugements des protagonistes polonais portés sur le Mai français sont empreints aujourd'hui d'une certaine dose d'empathie, bien que toujours critiques quant à la justification politique de la violence, ceux que les héros français portent sur le Mars polonais semblent « mythifiés » et formés *post factum*. Par ailleurs, il en ressort qu'outre le sentiment de « solidarité » générationnelle partagé par les protagonistes des deux pays, la connaissance croisée des événements respectifs est « asymétrique » : les héros polonais savent mieux situer les différentes étapes du Mai français et mieux analyser ses conséquences que les héros français ne le font à propos du Mars polonais. Ainsi ce dernier reste-t-il toujours un événement sinon peu connu du moins réduit à la campagne et aux purges antisémites.

L'approche « réaliste » de Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit des événements de 68, fruit de leur socialisation antérieure, leur a permis de les appréhender de façon plus pragmatique que ne le faisait la majorité des contestataires. Ils y ont participé de différentes manières mais en sont sortis guéris de l'espoir du « socialisme à visage humain ». De ce point de vue, les événements de 68 furent « un échec ». Les idéologies et convictions qui les habitaient avant les événements se sont avérées funestes, l'oppression vécue ne pouvant pas être changée ils chercheront donc à poursuivre leurs combats en empruntant d'autres voies en dehors du cadre national, tels Kouchner et Cohn-Bendit, ou — comme ce fut le cas de Michnik — en dehors de

la « culture politique » environnante et oppressante. Désormais, leur combat mené dans l'espoir de faire émerger de nouvelles réalités, se poursuivra à travers un engagement alterné : tantôt critique et décalé, tantôt au sein du pouvoir, l'un et l'autre se succédant tour à tour.

## CHAPITRE II : LES DISSIDENCES

### INTRODUCTION

Les destinées post soixante-huitardes, fortement marquées par l'expérience de 68, furent diverses.

Faire le compte des choix ultérieurs de la « génération 68 », conscients ou non, paraît complexe car, si de ce vécu et de l'héritage de 68 certains acteurs ont fait une carrière, d'autres en sont sortis brisés et « muets »<sup>404</sup>. Que dire de ceux dont l'engagement dans les événements de 68 fut l'occasion d'exprimer des revendications réformistes et distancées des ambitions révolutionnaires de la majorité des contestataires ?

L'échec de 68 constitue pour eux une « césure » idéologique, sans qu'il y ait eu pour autant une « mise en sourdine » ou un abandon de leurs combats. Pour Borys Gobille, il s'agit de l'attitude du « renoncement sans reniement »<sup>405</sup>. Ne pouvant plus agir au sein de leur communauté d'origine — Michnik fut emprisonné et Cohn-Bendit expulsé — ou encore, dans le cas de Kouchner, quand on constate le refus de continuer à participer à l'esprit de ce qui fut, à ses yeux, trop « nombriliste » et pas assez tourné vers les souffrances des autres — ce n'est pas « l'exil intérieur » qu'ils choisissent. Bien au contraire, ou plutôt pour sortir de ce qu'ils ressentent comme l'aporie de cultures politiques condamnées par des horizons trop restreints, ils tentent tous les trois de se projeter dans la construction d'une communauté

---

<sup>404</sup>. C'est le cas par exemple de Pierre Goldman ou Olivier Rolin. L'histoire de Robert Linhardt, un des leaders du mouvement maoïste, est pour le moins troublante : dans les années 80, il a fait une tentative de suicide et a perdu l'usage de la parole. In *Le jour où mon père s'est tu*, Virginie Linhardt, *op. cit.*

<sup>405</sup>. Borys Gobille, « La parabole du fils retrouvé. Remarques sur le "deuil de 68" et "la génération 68" », *Mots*, mars 1998, n° 54. pp. 27-41.

nouvelle qui, elle, sera envisagée dans un cadre dépassant les limites nationales.

Cependant, étant donné le décalage entre leur rapport au national « remodelé » et la rationalité du monde, il nous paraît que nous pouvons vérifier ici l'hypothèse que c'est par la voie de la dissidence qu'ils tenteront d'agir sur le monde.

Le recours au concept de la dissidence dans le cadre de l'analyse croisée des trajectoires biographiques des trois personnages vise à permettre de mieux situer et qualifier leurs engagements post-68, aussi bien dans la perspective de « l'auto- » que de « l'exo- » représentation. Avant cependant de nous pencher sur leurs « dissidences », il convient d'approcher la notion de la dissidence qui, elle, fut l'objet de différentes formulations et définitions, ainsi que de la rapporter à son « éthos » particulier. Ce questionnement définitionnel, tout autant que l'interrogation des temporalités « historiques » à travers quelques exemples emblématiques de la dissidence a pour but de nous permettre de mieux cerner la portée réelle de ce phénomène, les formes diverses qu'il a revêtues au cours des âges et, partant, de mieux appréhender les « dissidences » des trois personnages de notre étude.

Ces derniers sont dotés d'un « charisme » indéniable ; ils manient l'oralité et l'écrit pour communiquer leurs idées et cela malgré le poids des idées dominantes. Ils ne restent pas dans le silence, ils s'expriment et cherchent à partager leurs convictions à travers les médias ou leurs livres. Ainsi, l'ancrage de cette analyse croisée en sciences de la communication et en science politique permettra-t-il d'approcher la perception de leurs idées telles qu'elles furent communiquées et leur impact.

Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit ont-ils été, sont-ils des dissidents ? Si oui, quelles étaient les conditions de leur « entrée en dissidence » ? Quelles sont les motivations qui les ont conduits à refuser, à des moments donnés de leurs vies et de leurs parcours, de composer avec une réalité sociopolitique « injuste » ? Quelles formes ces actions dissidentes ont-elles prises ?

L'attitude de Michnik agissant dans le cadre d'un système totalitaire oppressant l'inscrit d'emblée sur la « liste » des dissidents politiques, celles de Kouchner et Cohn-Bendit opérant dans un champ sociopolitique « libre et démocratique » semblent — à première vue — moins les prédisposer à être considérés comme tels. Qu'en est-il ?

## I. LE CONCEPT DE DISSIDENCE

### 1. Étymologie et définitions en comparaison

« L'homme qui ne peut qu'obéir est un esclave ; s'il ne peut que désobéir, il est un révolté (...) ; il agit par colère, par désappointement, par ressentiment, et non pas au nom d'une conviction ou d'un principe<sup>406</sup> » — expliquait Erich Fromm. Et il ajoutait : « Si l'humanité se suicide, ce sera parce que des individus obéiront à ceux qui leur ordonneront d'appuyer sur les boutons meurtriers ; parce qu'ils obéiront aux passions archaïques de peur, de haine et de culpabilité ; parce qu'ils obéiront aux clichés désuets de la souveraineté de l'État et de l'honneur national<sup>407</sup> ». Si la conscience morale risque de se dessécher dans le totalitarisme, le fondamentalisme, le conformisme, les actes de dissidence permettent de la désempisonner, semble-t-il.

Avant d'aborder la problématique de la dissidence, il convient de rappeler que le terme « dissidence » est ancien et vient du latin *dis-sedere* (« se séparer de », « être assis à distance »)<sup>408</sup>. Il qualifie la condition de la personne qui prend de la distance par rapport à un enseignement, voire refuse d'adhérer à cet enseignement ou à un mode de vie. En français, le mot n'apparaît que tardivement, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle<sup>409</sup> et signifie soit un état ou un processus, soit la résultante de ce processus. Si on le considère comme un processus, le mot « dissidence » a deux sens : le premier désigne le fait de se séparer physiquement d'un groupe ou d'une collectivité religieuse,

---

<sup>406.</sup> Erich Fromm, *De la désobéissance et autres essais*, Paris, Laffont, 1983, p. 14.

<sup>407.</sup> *Ibid.* pp. 12-13.

<sup>408.</sup> *Dictionnaire historique de la langue française*, sous la dir. d'Alain Rey, Paris, Dictionnaires Le Robert, 2010, p. 662.

<sup>409.</sup> Anne Rolet, « L'allégorie et le symbole : vecteurs et voiles de la dissidence ou phénomènes dissidents ? », Presses universitaires de Rennes, 2012, [http://www.pureditions.fr/couvertures/1341410156\\_doc.pdf](http://www.pureditions.fr/couvertures/1341410156_doc.pdf)



philosophique ou politique en raison de divergences doctrinales ou d'opinions.

Ainsi, parlera-t-on par exemple de la « dissidence » des protestants au XVI<sup>e</sup> siècle, dont beaucoup s'exilent dans des villes-phares de la réforme ou des cercles érudits, par exemple en Suisse, à Genève, à Bâle ou à Zurich, ou encore à Strasbourg<sup>410</sup>.

Le second sens, utilisé aujourd'hui, désigne le fait de ne plus reconnaître une autorité politique, un système idéologique et social auxquels on se soumettait jusqu'alors et de s'y opposer par la contestation intellectuelle<sup>411</sup>.

Le terme de « dissident », d'après *Le Grand Robert*, est cependant rare au XVI<sup>e</sup> siècle et devient plus usité au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il désigne celui qui se démarque d'une doctrine religieuse ou d'un dogme, « *qui professe une autre religion que la religion officielle* », avant de s'appliquer, à partir du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, au domaine politique ou idéologique et de désigner les opposants à l'idéologie dominante d'un pays (surtout appliqué à l'Union soviétique et aux « démocraties populaires »). En effet, le terme réapparaît dans les années soixante<sup>412</sup>, après la publication d'*Une Journée d'Ivan Denissovitch* de Soljenitsine (1962). La langue russe appelait ces intellectuels récalcitrants les « inakomysliachtchié » : « ceux qui pensent autrement ».

Sans s'attarder sur les gloses philologiques du terme de dissidence qui ne constituent pas l'objectif de notre étude, il conviendrait, cependant, de faire une distinction entre les notions de « dissidence », de « révisionnisme », « d'opposition » ou encore « de résistance ». Ces notions — bien que paraissant synonymiques et

---

<sup>410</sup>. *Ibid.*

<sup>411</sup>. *Ibid.*

<sup>412</sup>. Michel Masłowski, « Désir d'être », in *Dissidences*, sous la direction de Chantal Delsol, Michel Masłowski et Joanna Nowicki, Paris, PUF, 2005, p. 1.

utilisées alternativement — prêtent à confusion, car elles ne s'appliquent pas, nous semble-t-il, aux mêmes réalités politico-historiques.

Comme nous l'avons déjà souligné dans la première partie de cette étude, le « révisionnisme » fut un mouvement amorcé par les membres du parti communiste qui, dans une rhétorique marxiste, cherchaient à changer, « adoucir » le système « de l'intérieur », et espéraient s'affranchir du dictat de Moscou sans pour autant le remettre totalement en cause. Ce fut une « révolte contre le parti au nom du parti ; contre le communisme au nom du communisme<sup>413</sup> ».

Dans son analyse du révisionnisme, Adam Michnik fait une distinction nette entre un révisionniste et un dissident, le premier étant « un hérétique au sein de l'Église communiste<sup>414</sup> », le second se situant en dehors des structures du carcan des doctrines. Il rajoute aussi que l'œuvre de « démontage » idéologique du communisme ne pouvait être faite que de l'intérieur, « par les hérétiques, jamais par les dissidents<sup>415</sup>. »

Ainsi, le révisionnisme précéda-t-il la dissidence qui, elle, naissait « en dehors » de la « religion d'État communiste » dans « la reconnaissance de la conscience privée et de la lumière pure de l'esprit comme l'instance dernière qui permet de distinguer le droit de l'oppression arbitraire, la guerre juste de la conquête, l'obéissance aux lois de l'esclavage<sup>416</sup>. »

Le dissident est celui qui trouve une autre source de vérité que celle « officielle » imposée par l'État, le régime, la religion, le groupe social auquel il appartient. Cette source s'enracine dans les valeurs

---

<sup>413</sup>. Adam Michnik, *Wściekłość i wstyd*, op. cit., p. 133.

<sup>414</sup>. *Ibid.*, p. 137.

<sup>415</sup>. *Ibid.*, p. 132.

<sup>416</sup>. Jan Kott, *Kamienny potok* [Le ruisseau de pierre], cité par Adam Michnik, *Wyznania nawróconego dysydenta* [Confessions d'un dissident converti], op. cit., p. 109.

universelles de la dignité humaine, de l'intégrité, de la liberté, profondément enraciné dans l'éthique de la non-violence.

Selon Michel Masłowski, la vérité des dissidents « n'est pas une thèse scientifique démontrable, elle n'est vérifiable que par la cohérence de leur vie<sup>417</sup>. »

Adopter une attitude dissidente équivaut à entreprendre des actions « inspirées par des préoccupations d'ordre moral, bien que sans espoir de produire un effet politique immédiat, mais qui peuvent être valorisées avec le temps<sup>418</sup>. »

Selon Joanna Nowicki, le désaccord avec le système de pensée et de pouvoir « ne se traduit pas seulement par un rejet plus ou moins radical de la situation mais, également, par un effort pour dessiner un horizon et imaginer un avenir, fût-il lointain et incertain<sup>419</sup>. » En effet, l'acte dissident ne transgresse pas seulement les normes légales, mais cherche aussi à redéfinir ce qu'est une norme légale.

À cet égard, il convient de souligner le sens plus nuancé de la dissidence comme désaccord, qui, lui, ne se limite pas à la seule question politique ou au seul fait religieux, « mais permet aussi d'intégrer la question des marginalités : les individus ou les courants qualifiés d'originaux, d'excentriques, d'anticonformistes ou d'indépendants constituent de fait des dissidents par rapport à ce qui est considéré comme la norme, qu'il s'agisse des formes d'expressions artistiques qu'ils promeuvent, des méthodes intellectuelles qu'ils adoptent ou, d'un point de vue sociologique ou anthropologique, des modes de vie et de pratiques culturelles qui les caractérisent. La dissidence apparaît alors non seulement comme un mouvement

---

<sup>417</sup>. Michel Masłowski, « Désir d'être », in *Dissidences*, sous la direction de Chantal Delsol, Michel Masłowski, Joanna Nowicki, Paris, PUF, 2005, p. 4.

<sup>418</sup>. Vaclav Havel, « Lettre à Dubèek », in « Vaclav Havel, portrait d'un dissident », Ilios Yannakakis, *Dissidences*, op. cit., p. 250.

<sup>419</sup>. Joanna Nowicki, « Jozef Tischner, le philosophe des Sarmates », in *Dissidences*, op. cit., p. 186.

contestataire, qui extériorise sa non-adhésion, mais également comme la marche dialectique naturelle et intérieure d'une pensée qui se développe, puis se réfute elle-même pour s'enrichir et intégrer l'altérité<sup>420</sup> ».

Ainsi, retrouvons-nous l'idée de la dissidence comme une crise temporaire qui rend possible des formes de « réconciliation ».

Il serait erroné de voir la dissidence comme un mouvement organisé, se rattachant à une doctrine bien structurée, s'appuyant sur un programme défini. Elle est une action privée et « se présente plutôt comme une bulle dans une marmite en ébullition. Bulle souvent isolée qui provoque cependant parfois des réactions en chaîne<sup>421</sup>. »

En effet, l'action des dissidents, ces « héros de la conscience », peut aboutir — comme nous le montre l'expérience des pays de l'Europe centrale — à la naissance d'une « opposition démocratique » qui apparaît, elle, comme un mouvement structuré, réunissant un groupe d'individus autour d'un programme d'actions, qui recourt à « des formes de protestations (..) oubliées, anciennes, presque artisanales : le système circulaire de la transmission des informations, des piquets silencieux, des grèves de la faim individuelles, des livres passés en fraude par la frontière, des lettres signées par des personnalités de choix<sup>422</sup>. » L'opposition déborde le cercle des milieux intellectuels de dissidents pour mettre en jeu des forces sociales nouvelles : la jeunesse, la classe ouvrière, l'Église...et, partant, peut prendre des formes de mouvement massif — tel *Solidarność* en Pologne. Cela tranche nettement avec la marginalité et le caractère « privé » ou « local » des actions dissidentes.

---

<sup>420</sup>. Anne Rolet, « L'allégorie et le symbole : vecteurs et voiles de la dissidence ou phénomènes dissidents ? », *art. cit.*

<sup>421</sup>. Guy Durand, *Pour une éthique de la dissidence*, Québec, Liber, 2004, p. 47.

<sup>422</sup>. Jan Kott, *Kamienny potok* [Le ruisseau de pierre], cité par Adam Michnik, *Wyznania nawróconego dysydenta*, *op. cit.*, p. 109.

Enfin, venons-en à la notion de « résistance » qui, selon les dictionnaires, a un sens plus large : elle peut s'appliquer aussi bien à la résistance des matériaux qu'au sujet psychanalysé lorsque celui-ci se retrouve face à ce qui a été refoulé. Elle peut également désigner un mouvement d'opposition à un ordre, une loi, un système d'oppression ou inhumain qui naît — certes — d'une rupture individuelle mais qui ne devient « résistance que lorsqu'elle parvient à s'exprimer collectivement<sup>423</sup>. »

Cependant, outre les actions à caractère civil — l'existence d'une vaste presse clandestine, la diffusion de tracts, la production de faux papiers — elle envisage également des opérations de sabotage ou des opérations militaires où l'usage de la force n'est pas exclu. Le meilleur exemple de « résistance violente » ce sont les actions clandestines menées dans plusieurs pays pendant la Seconde Guerre mondiale par des organisations militaires et civiles contre l'occupant nazi.

Il est à noter qu'en sciences politiques, la notion de « résistance » peut recouper celle de « dissidence » lorsqu'elle est analysée sous l'angle de « résistance civile ». L'adjectif « civil » souligne sa dimension non armée et non-violente<sup>424</sup>. Ce qui les distingue cependant c'est que cette dernière est réservée « aux formes de résistance par des populations ou des institutions<sup>425</sup> », alors que la dissidence renvoie aux actions « purement individuelles<sup>426</sup> ».

La possibilité de recours à l'action armée dans le cadre de la résistance constitue une différence majeure avec l'éthique de la non-violence des dissidents, nous semble-t-il. Aussi, préférons-nous, dans notre étude, utiliser le terme de dissidence.

---

423. Jacques Semelin, *Face au totalitarisme, la résistance civile*, Paris, André Versailles éditeur, 2011, p. 28.

424. *Ibid.*, p. 31.

425. *Ibid.*, p. 32.

426. *Ibid.*, p. 28.

## 2. Approche pluridisciplinaire du concept de dissidence.

Dans une étude sur la sociologie de la dissidence, Maryvonne David-Jougneau s'interroge sur les conditions d'entrée en dissidence d'un individu et élabore son scénario.

Ce qui rend possible la dissidence c'est le « jeu entre trois systèmes symboliques (...) — ceux des normes, des lois et des principes<sup>427</sup>. » Les normes désignent des règles collectives qui structurent l'interaction sociale selon un « modèle » défini. Guy Rocher précise, quant à lui, que les normes ne sont pas théoriques, abstraites et « qu'une partie de leur force de persuasion et de dissuasion réside dans les sanctions qui les accompagnent<sup>428</sup>. » Les normes n'impliquent pas un acte de pensée pour les légitimer mais définissent « ce qu'il faut faire comme étant naturel, comme allant de soi<sup>429</sup>. »

En revanche, les lois sont des règles positives « auxquelles on se réfère par un acte de connaissance, avec la conscience que cet ordre est institué et par là-même peut être changé<sup>430</sup>. » Et enfin, il y a des principes qui sont des règles à valeur universelle qui « nécessitent pour s'y référer un acte de pensée rationnelle qui en découvre la transcendance<sup>431</sup>. »

La contradiction, voire le divorce, entre le système symbolique des normes et celui des principes constitue la condition objective de la dissidence. « L'entrée en dissidence » se fait lorsqu'un individu découvre que sa parole, ses actes, légitimes car arrimés aux principes, sont niés et que les principes, qui devraient servir de

---

427. Maryvonne David-Jougneau, « La dissidence institutionnelle : une approche sociologique », *Revue française de sociologie*, 1988, v. 29, n° 3, pp. 471-501.

428. Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale*, Montréal, MHH, 1968, p. 43-51.

429. Maryvonne David-Jougneau, « La dissidence institutionnelle : une approche sociologique », *op. cit.*

430. *Ibid.*

431. *Ibid.*

fondements institutionnels, ne trouvent pas d'ancrage institutionnel. L'individu dissident décide alors, en toute connaissance de cause, de transgresser l'ordre des lois, ou des règles instituées que nul ne devrait être censé ignorer. L'acte de transgression est « un appel au peuple<sup>432</sup> » car « si ce à quoi il se réfère dans sa lutte a bien valeur de principe, quelque part dans la société sa parole doit être entendue<sup>433</sup>. »

Ainsi, tout en déclenchant les sanctions de la part des instances, gardiennes des lois, sa lutte devient une affaire de portée générale : l'exigence que les principes soient appliqués dans les pratiques est posée. Pour Maryvonne David-Jougneau, la transgression est en effet « la reconnaissance de la valeur des principes<sup>434</sup>. » Le dissident transgresse l'ordre normatif triomphant lorsque celui-ci l'écrase et ne lui permet pas de jouer son rôle social. Le nouveau contenu de l'identité sociale et politique qu'il propose est dénié et rejeté, son seul recours « c'est la référence aux principes comme seuls fondements symboliques de sa pratique<sup>435</sup>. »

De ce fait, le dissident cherche principalement à être fidèle à sa conscience, à témoigner de la profondeur de ses valeurs et de ses principes ; « son objectif n'est pas égocentrique, individualiste et, partant, antisocial et anarchique<sup>436</sup>. »

Cependant, si les contradictions entre normes et principes existent et sont — somme toute — courantes et acceptées par les autres, pourquoi seulement certains individus y sont-ils sensibles et entreprennent-ils de les dénoncer, d'y remédier, en risquant tout : leur carrière, leurs relations, et parfois même en payant de leur vie ?

---

432. Maryvonne David-Jougneau, « La place de la littérature dans la recherche sur la dissidence », in *Lettres et lois : le droit au miroir de la littérature*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, 2001, p. 100.

433. *Ibid.*

434. *Ibid.*

435. *Ibid.*

436. Guy Durand, *Pour une éthique de la dissidence*, op. cit., p. 83.

En effet, être fidèle à soi-même, agir envers et contre tous, parfois contre la machine d'un État totalitaire, contre les opinions d'un groupe auquel l'on appartient, contre une opinion dominante, relève d'un héroïsme qui n'est pas donné à tout le monde. Car — rappelons-le — de nombreux dissidents, surtout en URSS, furent diagnostiqués par l'ensemble politico-médical de la bureaucratie comme des malades mentaux et enfermés dans des hôpitaux psychiatriques, d'autres furent emprisonnés ou condamnés à l'ostracisme.

Même dans des contextes socio-politiques où l'oppression est moins vigoureuse, le dissident reste celui qui, par son attitude et son action, suscite des émotions extrêmes, allant de l'adulation, au rejet jusqu'à la haine. Il provoque des controverses et n'inspire pas confiance. Serait-ce un « fou » dans une société « saine » ou — au contraire — un « saint » dans une société dépravée et conformiste ? De plus, comme le montre l'historien Ian Kershaw ceux qui « pensent autrement » ne sont pas tous prêts à entreprendre des actions dissidentes. Ils adoptent, pour certains, une forme « d'émigration intérieure » qui leur permet de survivre ou encore de s'accommoder, voire même de collaborer avec le régime ou le système contre lequel d'autres s'insurgent<sup>437</sup>.

Cela revient à nous interroger, en premier lieu, sur les facteurs qui motivent l'attitude dissidente, de même que sur « le pourquoi » des réactions de critique ou de rejet qu'elle suscite.

Pourquoi l'homme est-il si enclin à l'obéissance et à la soumission ? — se demande Erich Fromm. Parce qu'il se sent en sécurité, mais aussi parce qu'à travers les âges, l'obéissance était synonyme de vertu et la désobéissance synonyme de vice.

---

<sup>437</sup>. Ian Kershaw, *L'opinion allemande sous le nazisme, Bavière 1933-1945*, Paris, Ed. C.N.R.S., 1995 (éd. originale 1983), p. 13.



A cet égard, les théories du développement moral de Lawrence Kohlberg paraissent pertinentes. Ce spécialiste américain de psychologie sociale dans ses *Essays on moral development*<sup>438</sup> étudie les différents stades de l'évolution morale d'un individu. Processus qui est un cheminement progressif — du niveau inférieur de développement moral caractérisé par une forte dépendance et une soumission au monde extérieur et à ses lois, au stade plus élevé de l'autonomie morale et à la découverte des valeurs universelles<sup>439</sup>.

---

438. Lawrence Kohlberg, *Essays on moral development, in The Philosophy of Moral Development*, v. 1, aussi *The Psychology of Moral Development*, v. 2, San Francisco, Harper and Row, 1981 et 1984.

439. Henri Lehalle, Caroline Aris, Sofia Buelga et Gonzalo Musitu, « Développement socio-cognitif et jugement moral : de Kohlberg à la recherche des déterminants de la différenciation du développement moral », *O.S.P.*, 2004, n°33/2, pp. 289-314, <http://osp.revues.org/index2163.html>. Le modèle d'évolution morale chez Kohlberg est divisé en trois grands niveaux de développement : 1) Le premier est celui d'une moralité « pré-conventionnelle », où la personne prend des décisions en fonction de ses intérêts personnels et des risques encourus, tout en cherchant à maximiser les gains personnels et tout en évitant les sanctions et les rétorsions possibles, 2) Le second niveau du développement moral selon Kohlberg, c'est la logique du groupe qui prédomine et la morale qui devient « conventionnelle ». Le groupe de référence est : la famille, le réseau de connaissances ou les amis. Il s'agit de satisfaire les attentes interpersonnelles ; la loyauté envers ses proches, le partage des sentiments et des valeurs, l'accord entre les gens et la confiance mutuelle deviennent des critères essentiels pour évaluer les comportements sociaux. Ces considérations peuvent se rapporter également à la société toute entière, ce qui conduit à l'adhésion conformiste aux règles de la société, au système légal et à la justice dans son ensemble car le bon fonctionnement de la société permet de garantir le bien-être des individus, 3) Le troisième niveau – « post-conventionnel » – relativise la référence aux normes collectives. Tout d'abord, il apparaît que les règles du système social doivent être coordonnées avec les points de vue individuels, car le bon fonctionnement du premier n'induit pas forcément le bien-être des individus ; les lois en vigueur dans une société donnée apparaissent comme relatives et révisables ou modifiables. Au stade supérieur de ce niveau 3, l'individu adhère à des principes moraux qu'il considère à la fois comme des principes élaborés personnellement et comme des critères d'évaluation devant s'appliquer universellement ; comme exemples de tels principes moraux on peut penser à la préservation de la vie, à l'égalité entre les personnes, au respect des croyances, à la lutte contre toute forme d'oppression, etc. ; ces principes peuvent conduire à des prises de position minoritaires dans le cadre de tel ou tel environnement social, en dépassant par conséquent, si cela s'avère nécessaire, la conformité au contrat social collectivement décidé.

Par ailleurs, il importe de souligner que, pour Kohlberg, un raisonnement « véritablement moral <sup>440</sup> » implique des caractéristiques telles que « l'impartialité, la capacité d'universaliser, la réversibilité et la reconnaissance des normes en usage<sup>441</sup>. » Selon Kohlberg, la croissance morale est évaluée en fonction de la capacité de l'individu à « se décentrer par rapport à sa particularité, à s'en abstraire, pour finalement mobiliser librement des principes, des règles de jugement et d'action qui sont valables pour le plus grand nombre, puis pour tous<sup>442</sup>. »

Au stade « post-conventionnel » de développement, l'individu est un sujet autonome, capable d'adopter le point de vue des principes, et d'adhérer à une morale sociale ou universelle. Ses jugements, ses choix moraux, « sa façon de raisonner au sujet des dilemmes moraux » ne dépendent pas de son appartenance à un groupe social, sa famille, l'entreprise où il travaille etc., mais s'en affranchissent et correspondent à des valeurs universelles. En effet, le sujet autonome perçoit la réalité d'une perspective universelle et non pas en fonction de sa nation, sa classe sociale, un parti politique, une religion, ou autre groupe.

Par conséquent, ces principes conduisent l'individu à des prises de position minoritaires dans le cadre d'un environnement social et politique donné, en dépassant, si cela s'avère nécessaire, la conformité au contrat social collectivement décidé. Sciemment, l'individu se met au ban de la société et tente d'instaurer un nouveau contrat social, tout en posant les fondements éthiques des institutions.

---

<sup>440</sup>. Laurence Kohlberg, *Essays on Moral Development, op. cit.*, p. 190.

<sup>441</sup>. *Ibid.*

<sup>442</sup>. Claudine Leleux, « Théorie de développement moral chez Lawrence Kohlberg », Extraits d'articles 1993-1994, Bruxelles, *Démopédie*, [www. Wanadoo.be/editions.demopedie](http://www.Wanadoo.be/editions.demopedie)

Dans cette optique, le dissident est — nous semble-t-il — un « sujet autonome » qui acquiert un niveau de développement moral « post-conventionnel » ; qui, sans chercher à satisfaire les attentes interpersonnelles et à se préoccuper de la loyauté vis-à-vis de ses proches, amis, collègues, ou société dans laquelle il vit, formule ses jugements, entame des actions en conformité avec des principaux moraux.

Le stade « post-conventionnel » de Kohlberg semble correspondre aux caractéristiques de l'individu dissident. L'action de l'individu dissident, sujet « autonome », n'est pas seulement une « dissension<sup>443</sup> » mais aussi une participation à la construction ou la reconstruction d'un nouveau contrat social, d'une « nouvelle » communauté politique. En effet, le dissident, en franchissant le « tabou de l'illégalité » et en tentant de faire partager son refus, agit dans une perspective constructive.

Ainsi, son action suppose-t-elle un effort et une démarche de communication, parfois clandestine, car il s'agit de lancer un « appel » aux autres afin de les sensibiliser, d'étendre son influence sur l'opinion publique. Il n'accepte pas le silence, bien qu'il ait des difficultés à se faire comprendre étant donné le poids des opinions dominantes.

Son attitude et positionnement idéologiques peuvent susciter des controverses et de l'incompréhension, y compris parmi ses amis ou ses adeptes.

Le spécialiste polonais de psychologie sociale, Janusz Reykowski, constate des difficultés de communication et de compréhension entre ceux qui raisonnent selon les règles du stade « conventionnel »,

---

<sup>443</sup>. Ian Kershaw, *L'opinion allemande sous le nazisme, Bavière 1933-1945*, op. cit., p. 13.

restant en conformité<sup>444</sup> avec les intérêts « des leurs » et ceux qui s'en abstraient, en restant fidèles aux valeurs universelles. Ainsi, l'attitude de l'individu au stade « post-conventionnel » du développement moral, l'individu - « sujet autonome », ses jugements moraux « paraissent incompréhensibles, étranges, injustes, voire aberrants » aux yeux de ceux qui raisonnent selon le schéma « conventionnel ». Et vice-versa, le « sujet autonome » perçoit le jugement des derniers comme défaillants, « présentant un déficit moral<sup>445</sup> ».

Si l'attitude post-conventionnelle d'un sujet autonome provoque parfois chez les « siens » un sentiment de trahison, voire même une conviction que celui-ci est animé par la volonté de « gouverner les âmes », d'imposer ses vues, elle peut aussi faire naître un profond sentiment d'infériorité chez ceux dont les parcours biographiques ne contiennent pas d'exploits ou d'actions héroïques. Selon Reykowski, ce sentiment peut les inciter à se comporter selon le précepte suivant : « Si tu ne peux pas égaler ton idéal, il vaut mieux que tu le descendes de son piédestal<sup>446</sup>. »

Ainsi, le dissident, bien qu'ayant affirmé son identité dans la rupture avec un ordre ou une réalité existante, inscrit-il son action dans une perspective positive. La dissidence n'est en effet ni nihilisme ni passivité ; en revanche, par sa force d'interpellation, elle est supposée de témoigner des valeurs qui constituent son cadre de référence, et qui sont à sa source.

---

444. Janusz Reykowski, « O Gazecie Wyborczej i jej naczelnym. Ile trąb ma słoń Michnik ? » [Sur Gazeta Wyborcza et son rédacteur en chef. Combien de trompes l'éléphant Michnik a-t-il ?], *Gazeta Wyborcza*, 10 mai 2009.

445. *Ibid.*

446. *Ibid.*

Le dissident, « sujet autonome », à l'attitude « post-conventionnelle », parle « au nom de ceux qui se taisent<sup>447</sup> », en s'exposant à des sanctions éventuelles. Pour le dissident, la responsabilité est son destin ; son engagement n'est pas « un jeu » auquel il peut participer un temps puis s'en extraire. S'il choisit de jouer le rôle de « porte-parole » ou de « conscience » de sa nation ou de son groupe, ce rôle « le choisit<sup>448</sup> » aussi et fait partie intégrante de sa vie.

Au-delà du questionnement définitionnel du concept de dissidence, il convient désormais d'approcher quelques exemples historiques de la dissidence et ceci afin de mieux cerner la portée réelle de ce phénomène, les formes diverses qu'il a revêtues au cours des âges et, partant, de mieux appréhender les « dissidences » des trois personnages de notre étude.

---

<sup>447.</sup> Vaclav Havel, « Odpowiedzialność jako los » [La responsabilité comme destin], in *Siła bezsilnych i inne eseje* [Le pouvoir des sans pouvoirs et d'autres essais], Varsovie, Agora, 2011, p. 168.

<sup>448.</sup> *Ibid.*, p. 163.

### **3. Figures symboliques de la dissidence**

La dissidence n'est pas un phénomène récent ni restreint au seul cadre du monde soviétisé. S'il ne s'agit pas, dans ce chapitre, de répertorier exhaustivement les figures de la dissidence ni d'analyser les contextes historiques dans lesquels s'ancrèrent des actes dissidents, il convient — nous semble-t-il — d'en citer quelques exemples qui continuent d'être une référence forte et qui ont marqué l'imaginaire à travers les âges.

Comme nous l'avons écrit, l'acte dissident est solitaire et héroïque, entrepris en vue de changer l'ordre injuste en conformité avec les principes universels. Cet acte est initié — ce nous semble — par une révolte. Car, en effet, l'homme dissident « se révolte » contre la situation dans laquelle il se meut. Mais ce n'est pas un révolté au sens donné par Fromm qui agirait seulement par colère, désappointement ou ressentiment, et non pas au nom d'une conviction ou d'un principe<sup>449</sup>. La révolte d'un dissident n'est pas seulement un refus mais elle contient aussi un versant positif : imaginer un avenir, chercher à améliorer le destin commun ou redéfinir ce que sont les normes légales. Ainsi la révolte fait partie intégrante de l'acte dissident et contient le « non » et le « oui » tout à la fois.

Dans un essai sur l'esprit européen, la philosophe française Chantal Delsol remarque que celui-ci a toujours été « insatisfait, séparé, dissident<sup>450</sup> ». Ce qui le caractérise c'est « l'irrévérence<sup>451</sup> » ; ce par quoi il grandit c'est « l'indignation<sup>452</sup> ».

L'homme européen serait « un éternel adolescent<sup>453</sup> » ; la révolte « fait partie de sa condition » et c'est dans celle-ci qu'il « trouve la

---

449. E. Fromm, *De la désobéissance et autres essais*, Paris, Laffont, 1983, p.14.

450. Chantal Delsol, *L'Irrévérence*, Paris, Éditions de la Table Ronde, 2002, p. 23

451. *Ibid.*

452. *Ibid.*, p. 25.

453. *Ibid.*, p. 29.

paix<sup>454</sup>. » Son goût insatiable pour le savoir et l'aventure l'incite à pousser toujours plus loin les limites de la connaissance. Il se distancie de Dieu, le défie, ou encore engage un bras de fer avec son destin car, à ses yeux, le certain et l'évidence sont à nuancer et le monde qui l'entoure n'est pas à subir mais à apprivoiser. Il refuse de s'abandonner à la fatalité et espère « remodeler son destin, et sa condition d'homme<sup>455</sup>. »

La révolte contre Dieu ou le destin — les traditions antiques et judéo-chrétiennes en fournissent de nombreux exemples.

D'abord Antigone qui est — selon Maryvonne David-Jougneau — une dissidente au vrai sens du mot ; elle refuse de se soumettre à un ordre injuste et se laisse guider par des principes de portée universelle<sup>456</sup>. En se référant à ces principes, elle ose défier le roi Créon : « Je ne pensais pas que tes défenses à toi fussent assez puissantes pour permettre à un mortel de passer outre à d'autres lois, aux lois non écrites, inébranlables, des dieux ! Elles ne datent, celles-ci, ni d'aujourd'hui ni d'hier, elles sont éternelles, et nul ne sait le jour où elles ont paru. Ces lois-là, pouvais-je donc, par crainte de quelque homme, m'exposer à leur vengeance chez les dieux ?<sup>457</sup> » Cet acte solitaire a une dimension universelle ; il est l'exemple symbolique de la révolte de la conscience face à l'ordre injuste de l'État<sup>458</sup>.

Et Socrate, lui, même s'il n'a pas — à la différence d'Antigone — désobéi aux lois, condamné à boire la ciguë, il a toutefois accepté « la sanction injuste pour mieux montrer l'injustice qui le frappe. Et ainsi il fait valoir qu'au-dessus de la loi des hommes,

---

<sup>454</sup>. *Ibid.*, p. 48.

<sup>455</sup>. *Ibid.*, p. 42.

<sup>456</sup>. Maryvonne David-Jougneau, *Antigone ou l'aube de la dissidence*, Paris, Harmattan, 2000.

<sup>457</sup>. Sophocle, *Antigone*, trad. P. Mazon, Paris, Les Belles Lettres, 1997, p. 37.

<sup>458</sup>. Alain Refalo, « Les sources historiques de la désobéissance civile », *Actes de colloque*, Lyon 17-18 mars 2006, <http://www.documents.com.co/-les+sources+historiques+desobeissance+civile>

il y a la raison et la conscience qui doivent viser toujours à conformer la loi à des principes plus élevés<sup>459</sup>. »

Dans la lignée des rebelles s'inscrit aussi Prométhée avec sa révolte contre le destin. Il apporte le feu aux hommes, leur enseigne la métallurgie et d'autres arts, en s'attirant les foudres des dieux, conscient que l'affranchissement de la condition humaine, misérable et obscure, ne peut se faire que par l'acquisition de la connaissance.

Les textes bibliques foisonnent, eux aussi, en de nombreux exemples « d'actions d'irrévérence ».

L'histoire d'Adam a commencé — remarque Delsol — « une véritable tradition de révolte contre Dieu<sup>460</sup>. » Ainsi, par exemple, Abraham, Jacob, l'histoire de la tour de Babel s'inscrivent dans cette tradition de défi.

Les Évangiles, eux, relatent de nombreuses transgressions délibérées de Jésus, telles la guérison d'un malade ou la récolte d'épis de blé le jour du shabbat, la colère contre les vendeurs du Temple<sup>461</sup>, etc.

À côté des figures traditionnelles déjà citées de la dissidence, le XX<sup>e</sup> siècle en a fourni d'autres qui demeurent dans la mémoire des contemporains tels Gandhi, Martin Luther King, Nelson Mandela.

À cet égard, la pensée d'Albert Camus mérite, ce nous semble, une attention particulière. Dans son essai « L'homme révolté » il oppose la figure de l'homme « révolté » à celle d'un révolutionnaire qui, au nom d'une idéologie, tente de créer par force une réalité et un homme nouveau. « L'homme révolté » de Camus dépasse le nihilisme et découvre qu'il y a une part en lui même qu'il doit faire respecter.

---

<sup>459</sup>. *Ibid.*

<sup>460</sup>. Chantal Delsol, *L'Irrévérence, op. cit.*, p. 29.

<sup>461</sup>. Guy Durand, *Pour une éthique de la dissidence*, Montréal, Liber, 2004. p. 105.



Elle devient pour lui le bien suprême<sup>462</sup>. Il est prêt à la défendre en sacrifiant sa vie et en en faisant une valeur commune à tous les hommes. Ainsi, la révolte est-elle possible lorsque l'individu prend conscience de sa condition, limitée par essence, ainsi que de ses droits. Si l'homme révolté n'est pas nécessairement un dissident, il le devient, comme le suggère Camus, lorsque « la souffrance individuelle prend conscience, dans le mouvement de révolte, d'être souffrance collective, ce qui conduit le révolté à affirmer : "Je me révolte donc nous sommes"<sup>463</sup> ».

Dans le contexte de l'après-guerre et de ses barbaries, « l'homme révolté » refuse l'absurde pour « affirmer quelles sont ses valeurs, ce pour quoi il a choisi de vivre plutôt que de mourir<sup>464</sup>. »

À travers les exemples cités des figures « emblématiques » se dessinent les différentes formes de dissidence — « éthico-religieuse », « politique », « institutionnelle »<sup>465</sup>. Ces exemples montrent par ailleurs que la dissidence n'est pas seulement un phénomène de séparation radicale ou de rejet d'un ordre injuste ou contestable, mais s'accompagne aussi de tentatives de réconciliation : entre idéal et réalité, pensée et action, individu et cadre politico-social. La dissidence serait ainsi ce « balancement », voire cette « mesure » camusienne entre le « refus et le consentement<sup>466</sup> », entre le « oui » et le « non » de l'homme révolté.

Les trois protagonistes de cette étude, Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit, semblent être au cœur de ce « balancement ».

---

<sup>462</sup>. Albert Camus, *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, 1951, réédition 1992, p. 58.

<sup>463</sup>. *Ibid.*, p. 39.

<sup>464</sup>. Anne-Sophie Yoo, « Camus. D'une révolte à l'autre », *Valeurs actuelles*, 11 mars 2010.

<sup>465</sup>. Maryvonne David-Jougneau, *Antigone ou l'aube de la dissidence*, Paris, Harmattan, 2000.

<sup>466</sup>. Jean-François Mattéi, « L'Étranger, entre refus et consentement », in *Albert Camus, entre refus et consentement*, Paris, PUF, 2011, p. 148.

## II. MICHNIK, KOUCHNER, COHN-BENDIT — DES DISSIDENTS ?

Dans le cas de Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit se pose la question de la validité du concept de dissidence car, comme nous l'avons souligné auparavant, cette notion est fortement « connotée » et cible dans la mémoire européenne l'expérience du totalitarisme communiste.

En effet, ces individus ont été amenés à agir dans le cadre des régimes politiques différents, ce qui, partant, différenciait leurs champs d'actions et, surtout, ne conduisait pas aux mêmes types de mesures de rétorsion de la part de l'autorité en place.

De plus, il convient s'interroger sur « l'auto- » et « l'exo- » définition de la dissidence. Les trois héros revendiquent-ils leur positionnement de dissident ? Autrement dit, le sont-ils parce qu'ils se définissent comme tel ? Ou bien, le sont-ils « en conscience » et est-ce par la représentation extérieure qu'ils sont qualifiés ainsi ?

Dans son ouvrage sur la génération 68 *Power and idealists*, Paul Berman qualifie Kouchner et Cohn-Bendit de « preneurs de risques », de « résistants<sup>467</sup>. » Cependant, cette notion semble mal correspondre à leurs parcours, étant donné la distinction que nous avons faite précédemment entre le terme de « résistance » et « dissidence », où l'élément principal de différenciation entre les deux est le recours à la force ou non. Or, il est vrai que leurs combats n'ont jamais été armés, et comme le confirme Kouchner, il a toujours été « un guerrier de la paix mais pas un soldat<sup>468</sup>. »

Berman recourt à cette comparaison, en s'interrogeant quelle aurait été leur attitude pendant la Seconde Guerre mondiale,

---

<sup>467</sup>. Paul Berman, *Power and the idealists*, London, W.W. Norton&Company, 2007, p. 233.

<sup>468</sup>. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteur, Paris, mars 2011.

auraient-ils été « des collabos » ou « des résistants » ? Et, il répond : à coup sûr, des résistants. Si tant est que l'on soit à même d'affirmer *a posteriori* ce que les uns ou les autres auraient fait ou non durant un moment troublé de l'Histoire !

Vu la fascination qu'ils avaient pour les héros de la Résistance et l'environnement dans lequel ils grandirent peu après la guerre, peut-être avaient-ils une sorte de « fantasme rétrospectif<sup>469</sup> », où l'on se plaît à penser que, dans une situation historique de grands troubles, l'on aurait été *dans le bon camp*, aux côtés des protagonistes historiques. Ce qui importe davantage, nous semble-t-il, c'est que cette identification avait influencé leurs choix allant parfois à l'encontre des opinions admises.

Par ailleurs, si les parcours de Kouchner et de Cohn-Bendit semblent ne pas vraiment répondre à la caractéristique de la dissidence, qui, elle, serait propre à l'univers totalitaire, il convient tout de même de reconnaître le caractère « polymorphe » de cette notion et d'admettre qu'elle traduit aussi d'autres attitudes ayant contribué aux mutations qui se sont opérées à travers des luttes contre les injustices et les oppressions, au sein d'une institution ou d'un système pour provoquer leur évolution en vue d'un « bien commun ».

Ainsi, Kouchner, Cohn-Bendit, en cherchant à élargir les champs du droit et du mieux-vivre — l'un dans l'humanitaire, l'autre dans l'action écologique — en acceptant de se heurter parfois à l'ordre établi, au prix d'une certaine marginalisation ou stigmatisation, accomplissaient-ils ou non des actions dissidentes ?

---

<sup>469</sup>. Le *Vocabulaire de la psychanalyse* de Laplanche et Pontalis : « Ce que Freud désignait sous le nom de *Phantasie*, ce sont d'abord les rêves diurnes, scènes, épisodes, romans, fictions que le sujet forge et se raconte à l'état de veille. [...] Il s'agit de scénarios [...], de scènes organisées, susceptibles d'être dramatisées. [...] Le sujet est toujours présent dans de telles scènes », 1967, pp. 153 et 156.

Compte tenu du fait que nos protagonistes n'ont pas toujours été « en dissidence » ; l'engagement politique alternait les choix « dissidents », nous préférons parler « d'actions dissidentes » accomplies à des moments différents de leurs vies. Ces actions seront entreprises au nom des droits de l'homme, par solidarité avec les victimes, où qu'elles soient et quelles soient leurs origines.

## 1. Le pourquoi de la dissidence

Pour reprendre le schéma sociologique de la dissidence étudié préalablement, Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit se référaient — semble-t-il — au même « ordre des principes » à caractère universel : les droits inaliénables de la personne humaine. En revanche, pour ce qui est de « l'ordre réel » contre lequel ils engageaient leurs actions dissidentes, ce furent, avant tout, les totalitarismes — sous quelques formes qu'ils soient — mais c'étaient aussi l'ordre des normes « figées » dans le cadre de la société démocratique, le sectarisme, fanatisme et autres formes d'intolérance vis-à-vis d'un individu ou d'une minorité.

Nous pourrions avancer la thèse que le pluralisme de la dissidence trouve son unité dans l'humanisme qui s'exprimait à l'époque par la lutte pour le respect des droits de l'homme. Ce nouvel idéal « qui peu à peu a pris la place du marxisme, est né dans le Goulag et s'est fortifié dans les souffrances immenses de toutes les répressions staliniennes et poststaliniennes<sup>470</sup> » — écrit Daniel Colard.

Selon lui, trois dates symboliques jalonnent cette mutation « le 13 août 1961 (construction du Mur de Berlin), le 22 août 1968 (écrasement du Printemps de Prague) et le 14 février 1974 (expulsion d'Alexandre Soljenitsyne)<sup>471</sup>. » Sans oublier — comme le rappelle Adam Michnik — Andreï Sakharov « avec qui a commencé la grande révolution antitotalitaire, qui a fait des droits de l'homme son cheval

---

<sup>470</sup>. Daniel Colard, « Détente, dissidence et droits de l'homme », *Etudes internationales*, v. 8, n° 4, 1977, pp. 549-599.

<sup>471</sup>. *Ibid.*

de bataille et a enflammé comme un incendie les pays de mon Europe natale<sup>472</sup>. »

À ces dates, il conviendrait de rajouter, ce nous semble, toutes celles qui renvoient aux drames et persécutions qui se sont déroulés sur d'autres continents *grosso modo* dans la même période. Ainsi, par exemple, les tragédies du Biafra, du Viêtnam, du Cambodge, de Cuba, de même que, plus tard, celles du Kosovo ou de l'Irak polarisèrent les revendications autour des droits de l'homme.

Notons, à cet égard, les propos de Michnik de 1977 : « A mon avis, la seule voix à prendre pour les dissidents des pays de l'Est est celle d'une lutte incessante pour les réformes, en faveur d'une évolution qui élargira les libertés civiques et garantira le respect des droits de l'homme. L'exemple polonais démontre que la pression exercée sur le pouvoir apporte des concessions non négligeables<sup>473</sup>. »

À maintes reprises, il répétera, après Albert Camus, qu'il se sent plus solidaires des vaincus que des saints<sup>474</sup>. Et, lorsqu'en 2008, cinq ans après l'intervention américaine en Irak, il signe avec János Kis un texte-bilan, il persiste à dire que « le résultat catastrophique de la bagarre irakienne ne signifie pas qu'il faille abandonner l'idée de l'intervention humanitaire. La défense des droits de l'homme est le devoir de la communauté internationale et il existe des situations où il faut recourir à la force pour bien les préserver<sup>475</sup>. »

---

<sup>472</sup>. Adam Michnik, « Réflexions est-européennes », in *La deuxième révolution*, Paris, La Découverte, 1990, p. 73.

<sup>473</sup>. Adam Michnik, « Une stratégie pour l'opposition polonaise », *Esprit*, n° 1, janvier 1977.

<sup>474</sup>. Adam Michnik, « Zapis czasu » [Le temps transcrit], in *Diabeł naszego czasu* [Le Diable de notre temps], 1991, réédition 2009, p. 125 et p. 137.

<sup>475</sup>. Adam Michnik, Janos Kis, « Irak i my po pięciu latach » [L'Irak et nous, cinq ans plus tard], texte paru initialement dans *Gazeta Wyborcza*, 24 juin 2008, aussi in *Dwie dekady wolności* [Deux décennies de liberté], Varsovie, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009, p. 173.

Kouchner et Cohn-Bendit en feront leur cheval de bataille et — comme nous le verrons plus loin — n'auront de cesse de les promouvoir<sup>476</sup>.

Être du côté des victimes, des opprimés ou vaincus, dans son pays ou ailleurs, adopter des comportements qui vont à l'encontre des attentes de son propre camp ou des camarades de combat, au prix de méfiance, ostracisme, rejet ou prison — telle semblait être la quintessence de la « dissidence post-68 » de Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit.

## 2. L'éthos de la dissidence

La dissidence implique — outre les actions ou un état — un mode de vie ou de pensée, un *éthos* particulier<sup>477</sup>. En effet, les expressions « entrer en dissidence » ou « vivre en dissidence » traduisent une philosophie de la vie et un engagement d'un individu qui est prêt à prendre sur soi les conséquences de ses choix.

Adam Michnik dans *Kościół, lewica, dialog*, (L'Église, la gauche, le dialogue polonais) formule en 1977 le credo d'un intellectuel dissident : « un intellectuel, citoyen d'une société indépendante, doit non seulement être son défenseur mais aussi son critique, il a le devoir de défendre des vertus comme il doit aussi se soulever contre les mythologies communément admises. Son devoir est d'adopter

---

<sup>476</sup>. « Là-voilà l'idée révolutionnaire : que les droits de l'homme, et non pas les États, régissent le monde » - déclara Bernard Kouchner dans sa longue conversation avec l'Abbé Pierre. Et de rajouter : « Les droits de l'homme se définissent comme une contestation permanente de l'action politicienne et de la raison d'État » Car la souffrance des autres « n'appartient ni à leur bourreau, ni à leur gouvernement. Elle appartient aux autres hommes », in *Dieu et les hommes*, Paris, Robert Laffont, 1993, p. 119.

<sup>477</sup>. Michel Masłowski, « Désir d'être », in *Les dissidences*, op. cit., p. 7.

l'attitude du bouffon au sens décrit, il y a 30 ans, par Leszek Kołakowski<sup>478</sup>. »

En effet, dans le célèbre essai « Le prêtre et le bouffon » le philosophe polonais, Leszek Kołakowski, mettait en parallèle l'attitude conservatrice du *prêtre*, dont le rôle est de veiller à la sauvegarde de la Tradition, et de celle du *bouffon* qui a le droit de la railler « dans des limites raisonnables<sup>479</sup> », et opte « pour la philosophie du bouffon (...). C'est l'option pour une vision du monde qui donne la perspective de mettre péniblement en accord entre les hommes les éléments les plus difficiles à unir : la bonté sans l'indulgence universelle, le courage sans le fanatisme, l'intelligence sans le découragement et l'espoir sans l'aveuglement<sup>480</sup>. »

Michnik, dans des textes écrits à différents moments, reprendra souvent cette image comme pour affermir sa position inébranlable.

Ainsi, par exemple, en 1988, dans l'essai « Le souci et le bouffon » il écrit : « l'intellectuel dissident doit veiller à la sauvegarde de son statut de bouffon, cela signifie qu'il doit garder sa capacité de railler les mythologies en cours ainsi que sa capacité de poser un regard critique sur les vérités considérées comme inébranlables. (...) L'attitude du bouffon n'est pas celle d'un spectateur. Le bouffon — s'il ne veut pas être une marionnette — il doit avoir la passion d'un prophète. Et être prophète, comme le disait Martin Buber, c'est : "n'ayant pas le pouvoir, tenir tête aux puissants et leur rappeler les responsabilités qu'ils ont. (...) Et lorsque le prophète se sentira

---

478. Adam Michnik, *Kościół, lewica, dialog*, [L'Église, la gauche, le dialogue polonais], 1977, réédition 2009, Varsovie, Biblioteka Gazety Wyborczej, p. 217.

479. Michel Masłowski, *op. cit.*, p. 7.

480. Leszek Kołakowski, « Kapłan i błazen » [Le prêtre et le bouffon], *Krytyka*, n° 28-29, 1988, p. 81.



entouré de bêtes sauvages, il ne peut pas se retirer et rester muet”<sup>481</sup>. »

Plus tard, dans la réalité postcommuniste, l’intellectuel « dissident » doit adopter l’attitude « d’une oie qui cacarde<sup>482</sup> » et « avec son cri impuissant tenter de peser sur les grandes affaires de ce monde<sup>483</sup> ». Il ne doit pas cesser de croire que « les oies peuvent sauver une ville. (...) Ce n’est pas une foi fanatique, cependant garder la lucidité, la probité, le courage et prêcher les vérités fragiles sans fanatisme – telle est sa condition<sup>484</sup>. »

Dans le discours et textes kouchnériens la notion de « dissidence » apparaît peu, il lui préfère – semble-t-il – celle « d’illégalité » qu’il emploie alternativement. En faisant sienne la phrase de Michel Foucault selon laquelle « Être un intellectuel, c’est entreprendre à chaque instant de penser différemment de ce que l’on pensait avant<sup>485</sup> », Kouchner explique « qu’on doit d’abord nourrir une illégalité par rapport à soi-même, ne pas se satisfaire de ce que l’on a cru, — car cela n’est jamais vrai longtemps. Oui, il y a des permanences, des lignes de force : celles-ci sont avant tout morales<sup>486</sup>. » Pour bousculer les réalités et changer « l’ordre injuste » il faut être « un hors-la-loi : passage obligé de l’autre côté du miroir, éloge de l’illégalité féconde<sup>487</sup> » déclare-t-il. Pour Kouchner le seul

---

481. Adam Michnik, « Kłopot i błazen » [Le souci et le bouffon], in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 95.

482. L’expression utilisée initialement par Nebojša Popova, un philosophe serbe, et rédacteur en chef du magazine *Republika*, à propos du rôle que doivent jouer les intellectuels dans la réalité post-communiste.

483. Adam Michnik, « Czy gęsi mogą uratować miasto? » [Est-ce que les oies peuvent sauver une ville], *Gazeta Wyborcza*, 21-22 septembre 1991, in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 199.

484. *Ibid.*, p. 202.

485. L’Abbé Pierre, Bernard Kouchner, *Dieu et les hommes*, op. cit., p. 107.

486. *Ibid.*, p. 107.

487. Bernard Kouchner, *Les guerriers de la paix*, Paris, Grasset, 2004, p. 288.

moteur du changement « c'est toujours l'illégalité, ou du moins l'illégalisme en tant que refus de la loi injuste<sup>488</sup>. »

Dans *Ce que je crois* il rajoute : « Le fonctionnement de la République ne s'est-il pas toujours mis en place dans l'illégalité ? Les avancées du droit se sont souvent réalisées par la transgression des lois en vigueur. La jurisprudence se contente d'entériner ce que d'autres ont osé<sup>489</sup>. » Et il précise : « L'éloge de l'illégalité, oui, mais pas n'importe laquelle : restons dans la morale<sup>490</sup>. »

À cet égard, le cas de Cohn-Bendit nous paraît plus complexe du fait de son statut d'apatride en France, ainsi que de son expulsion de France en mai 68. Bien que né à Montauban après le débarquement, il n'a jamais acquis la nationalité française. Ensuite, installé à Francfort, après l'interdiction de séjour en France<sup>491</sup>, il deviendra Allemand. Il ressemble fortement à ce que le sociologue américain Robert E. Park appelle un « marginal man<sup>492</sup> ». L'homme marginal typique, prétend Park, c'est le Juif errant, « historiquement parlant le premier homme cosmopolite et le premier citoyen du monde<sup>493</sup>. » Condamné par les circonstances « à vivre dans deux mondes sans qu'il appartienne jamais pleinement à l'un ni à l'autre (...) il tend à devenir un type de personnalité. (...) C'est dans l'esprit de l'homme marginal — où se produisent les changements et les fusions de cultures — que nous pouvons le mieux étudier les processus de civilisation et de progrès<sup>494</sup>. »

Selon la formule de L. Gruel et J.-M. De Queiroz, l'homme marginal serait donc celui « qui n'est pas vraiment dedans ni vraiment

---

488. L'Abbé Pierre, Bernard Kouchner, *Dieu et les hommes*, op. cit., p. 107.

489. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, Paris, Grasset, 1995, p. 196.

490. *Ibid.*

491. L'interdiction de séjour sera levée le 20 décembre 1978 sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, in *Le vrai Cohn-Bendit*, Paris, Plon, 2010, p. 95.

492. Robert E. Park, « Human migration and the marginal man », *The American Journal of Sociology*, mai 1928, n° 6, pp. 881-893.

493. *Ibid.*

494. *Ibid.*

dehors<sup>495</sup> », vivant dans « une crise relativement permanente » faite de troubles et de tensions intérieures. Cette situation, dans certains cas, est décrite « en terme de paradigme universalisable » car elle préfigurerait le sujet moderne urbain « dont la distance au monde social est un trait structurel<sup>496</sup> ». Et structurant, pourrait-on ajouter.

En effet, Cohn-Bendit naviguant sans cesse entre deux cultures (même clandestinement) et deux langues, il se construira dans ce va-et-vient. Il dira de lui-même qu'il est « un bâtard<sup>497</sup> » européen, « un être hybride<sup>498</sup> » ou encore « un paria » qui a puisé dans les deux identités ce qu'il y avait de meilleur. Il avouera lors d'un entretien : « Je suis toujours un peu dehors, jamais tout à fait dedans<sup>499</sup>. »

Ainsi, Michnik — le « bouffon », Kouchner — « un hors-la-loi », Cohn-Bendit — « le marginal man », sont, nous semble-t-il, les trois incarnations de l'éthos de la dissidence. Ceci nous renvoie au questionnement initial sur « l'auto- » et/ou « l'exo- » représentation de la dissidence. Il semblerait que dans les cas des trois personnages les deux représentations s'enchevêtrent : par le biais d'incarnations différentes, ils définissent leurs positions et, partant, s'auto-définissent, sans cependant vouloir jouer le rôle de « héros professionnels » mais plutôt, comme le dirait Havel<sup>500</sup>, parce que la « responsabilité est leur destin ».

---

<sup>495.</sup> L. Gruel et J.-M. De Queiroz, « Marginalité », *Sociétés*, 1987, n° 12, pp. 4-6.

<sup>496.</sup> *Ibid.*

<sup>497.</sup> Cohn-Bendit, *Que faire ?*, Paris, Hachette, 2009, p. 7.

<sup>498.</sup> *Ibid.*

<sup>499.</sup> Alain Auffray, « Ich liebe dich, moi non plus... », *Libération*, 1 juillet 2005.

<sup>500.</sup> Ludvik Vaculik, *La clef des songes*, Paris, Actes sud, 1993. Vaclav Havel, *Odpowiedzialność jako los* [La responsabilité comme destin], *op. cit.*, p. 163.

L'introduction de la notion d'éthos<sup>501</sup> dans le champ de l'analyse de la dissidence des trois protagonistes sert à poser la question de la cohérence de leurs choix moraux, celle de l'articulation entre leurs pratiques et leurs discours éthiques.

Les discours éthiques de la dissidence, qui, eux, reposent sur une stratégie d'actions non-violentes.

---

<sup>501</sup>. La notion d'éthos « intègre potentiellement l'ensemble des catégories de l'éthique, mais en les déplaçant de l'ordre des représentations construites et mises en forme du monde (...) à celui des pratiques sociales ordinaires et régulières », in Frédéric Lebaron, « Ethos capitaliste, éthos de classe. Quelques remarques autour des notions d'éthos, habitus et sens moral », *Les voies du sens commun*, sous la dir. C. Gautier & S. Laugier, Paris, PUF, 2008, p. 2.

### **a) Éthique de la non-violence**

Michel Masłowski estime l'éthique de la non-violence comme un élément fondamental de l'éthos de la dissidence<sup>502</sup>. Timothy Garton Ash dans une analyse comparant des héros de la dissidence tchèque, hongroise et polonaise, dont Michnik, écrit qu'ils ont tous « refusé le recours à la violence. L'argumentation fut pragmatique et éthique. Pragmatique, parce qu'une révolte où l'on recourt à la force n'a aucune chance de réussir dans la réalité géopolitique de l'époque. Éthique, parce que la violence — et surtout quand elle est révolutionnaire — démoralise ceux qui la pratiquent. Il en est de même avec la haine. La violence et la haine, les mensonges, les calomnies, les coups donnés et les meurtres — ce sont des méthodes jacobines et léninistes<sup>503</sup>. »

De ce point de vue, l'attitude de Michnik ne dérogera jamais à la règle. Comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre de cette étude, déjà en 68, il n'avait pas d'empathie pour des contestataires des autres pays qui préconisaient l'usage de la violence. Tout au contraire, il défendra inlassablement l'idée selon laquelle la fin ne justifie pas les moyens. Dans son essai « Takie czasy – Rzecz o kompromisie » (Ces temps – Sur le compromis), en 1985, il écrit : « La fin ne justifie pas les moyens. Les moyens méprisables salissent les fins, fussent-elles les plus belles. La haine fait naître la haine, la violence, la violence. (...) C'est pourquoi nous rejetons la haine et les méthodes violentes. Nous le faisons consciemment. Le symbole de *Solidarność* c'est la grève, les manifestations pacifiques, un journal syndical, ou un livre publié hors censure, et non pas la formation des terroristes qui kidnappent ou tuent des gens. À la haine nous répondons par la réflexion. Nous voulons combattre le mal par le bien,

<sup>502</sup>. Michel Masłowski, *Les dissidences*, op. cit., p. 8.

<sup>503</sup>. Timothy Garton Ash, « Czy Europa Środkowa istnieje ? » [L'Europe Centrale existe-t-elle?], *Zeszyty Literackie*, n° 17, 1987.

(...) car nous sommes convaincus que chaque être humain peut s'améliorer, qu'il n'y a pas d'individus à jamais exclus et maudits. (...) La matraque, les provocations et meurtres, la haine et le mensonge – nous les laissons à nos bourreaux<sup>504</sup>. »

La reprise par Michnik de la fameuse phrase de Jean-Paul II « Combat le mal par le bien », témoigne de « l'influence de l'éthique chrétienne<sup>505</sup> » remarque Jan Józef Lipski<sup>506</sup>.

Ainsi, lorsque Michnik affirme : « après août 68, je suis devenu résistant, conscient qu'à tout moment je pourrais être amené à quitter le maquis<sup>507</sup> », il exprime, d'une façon symbolique, la volonté d'être toujours prêt à inspirer et organiser l'opposition au régime communiste avec lequel tous les liens ont été coupés après l'expérience traumatisante de 68, et non pas l'idée de la clandestinité, loin s'en faut.

En effet, Michnik a toujours refusé la mentalité de conspirateur et d'exilé car « chaque conspiration démoralise. (...) Elle fait naître un maximalisme dangereux et l'intolérance, elle conduit à des particularismes idéologiques et aux positions fanatiques<sup>508</sup>. » De plus, « c'est 68 qui nous a appris que l'action politique a un sens lorsqu'elle est visible. Lorsqu'on agit ouvertement, on attire tous ceux qui pensent de la même manière<sup>509</sup> » — dira-t-il.

---

<sup>504</sup>. Adam Michnik, « Takie czasy – Rzecz o kompromisie » [Ces temps – sur le compromis], in *Takie czasy...*, Varsovie, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009, pp. 179-180.

<sup>505</sup>. Cité in Timothy Garton Ash, « Czy Europe Środkowa istnieje ? » [L'Europe Centrale existe-t-elle?], *Zeszyty Literackie*, n° 17, 1987.

<sup>506</sup>. Jan Józef Lipski, 1926-1991, membre de l'AK, combattant de l'insurrection de Varsovie, un des leaders du KOR (Comité de défense des ouvriers), militant de Solidarność, emprisonné entre 1981 et 1982, 1989-1991 sénateur.

<sup>507</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między panem a Plebanem*, op. cit., p. 169.

<sup>508</sup>. Adam Michnik, *Szanse polskiej demokracji* [Les chances de la démocratie polonaise], Londyn, Aneks, 1984, p. 107.

<sup>509</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między panem a Plebanem*, op. cit., p. 184.

Le principe d'actions « à visage découvert, quel qu'en soit le prix » fut adopté par le KOR, dont Michnik était un des membres actifs. Tel fut également le principe de l'université volante<sup>510</sup> où Michnik assura les cours sur l'histoire de l'après-guerre.

Après l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981 par le général Jaruzelski, en appelant à la clandestinité, il écrit : « Aujourd'hui, je suis pour créer une opposition clandestine. Je n'en ai pas le choix. C'est le général Jaruzelski qui a décidé pour nous. (...) Cela ne signifie pas qu'il faille créer un État clandestin avec toutes ses institutions — gouvernement, parlement et forces militaires. (...) Il faut être clair — toute action militaire ne pourrait être aujourd'hui que l'œuvre d'imbéciles ou de provocateurs. (...) La Pologne n'a pas besoin de terrorisme. En revanche, il nous faut un vaste mouvement clandestin pour reconstruire la société civile, un mouvement qui touchera aussi bien les villes que les campagnes, les usines, les institutions scientifiques, les universités et les lycées. (...) Les principaux objectifs de Solidarité clandestine sont clairs : la liberté de la Pologne et la liberté de l'homme en Pologne<sup>511</sup>. »

« Résister » dans le cas de Michnik signifiait s'opposer fermement à la dictature communiste qui opprimait l'individu, le privant des droits fondamentaux, c'était aussi prendre en défense les victimes de tout totalitarisme, où qu'il soit.

---

<sup>510</sup>. TKN (Towarzystwo kursów naukowych), « L'Université volante » fut créée en octobre 1977. Elle avait un programme de cours réguliers et des conférences *ad hoc*. Elle n'avait pas de lieu fixe et n'était pas clandestine puisque les lieux où se déroulaient les cours étaient annoncés dans les publications du KOR. On y enseignait les sciences politiques, l'histoire contemporaine polonaise, la philosophie, l'économie, la littérature... Les principaux intervenants furent, entre autres, Stanisław Barańczak, Władysław Bartoszewski, Marian Brandys, Maria Janion, Tadeusz Konwicki, Jacek Kuroń, Jan Józef Lipski, Adam Michnik, Barbara Skarga, Jan Józef Szczepański, Wiktor Woroszyński i Adam Zagajewski. Son activité fut interrompue après l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981.

<sup>511</sup>. Adam Michnik, *Szanse polskiej demokracji*, op. cit., p. 102.

Bernard Kouchner, élevé dans le culte de la Résistance et tiraillé par le dilemme guévarien : que choisir ? — des balles ou des médicaments ?, aurait « longtemps joué avec l'idée de partir dans le maquis, pour faire la révolution les armes à la main<sup>512</sup>. » Il n'a pas franchi le pas, mais la phrase de Guevara : « la médecine est un métier facile et donc factice, un métier paravent, car le médecin est toujours du bon côté<sup>513</sup> » le hanta pendant longtemps<sup>514</sup>.

Cependant, comme l'écrit Paul Berman, Kouchner « ne voulait rien avoir avec l'impulsion créée par les révoltes de 68 de former des petites armées en Europe occidentale. Et cela non pas parce qu'il a eu une aversion pour le risque, ou ne fut pas prêt au sacrifice. Il regardait — comme Régis Debray — dans une autre direction, loin de l'Europe. Il n'était pas fasciné par la vision d'une révolution européenne, loin s'en faut. Il regardait du côté du Tiers Monde<sup>515</sup> ». Il fustigeait les maoïstes français<sup>516</sup>, à cause notamment de leur tentative de donner un sens politique à la violence.

En 1971, ayant connu la guerre au Biafra, il se distanciera de Régis Debray, qui, libéré des prisons boliviennes, revint à Paris et railla les événements de Mai où il n'y a pas eu « de coup de fusil et presque pas de morts ». Kouchner aurait alors été déçu par son « puritanisme militant<sup>517</sup>. »

Selon Paul Berman toutefois, l'organisation humanitaire les *Médecins sans frontières* lancée par Kouchner « rappelait une organisation de résistance efficace et active, sans bien sûr la

---

<sup>512</sup>. Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie*, op. cit., p. 59.

<sup>513</sup>. Entretien que Kouchner a eu avec Che Guevara lors de leur première rencontre à Havane en 1964. Lors de ce séjour, Kouchner y rencontre aussi Fidel Castro, in Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 135.

<sup>514</sup>. *Ibid.*

<sup>515</sup>. Paul Berman, *Władza i ideałiści*, op. cit., p. 230.

<sup>516</sup>. *Ibid.*, p. 228.

<sup>517</sup>. *Ibid.*



violence<sup>518</sup>. » Les guevaristes recrutèrent leurs cadres dans les universités, les écoles de droit pour les envoyer ensuite dans la jungle avec pour mission de former des unités militaires. L'organisation de Kouchner — constate Berman — « recrutait les volontaires dans les hôpitaux et académies de médecine et les envoyait ensuite aux quatre coins du monde (...) Ils se distinguaient par le fait qu'au lieu de porter des fusils AK-47, ils portaient des sacs de médecin pour aider les plus pauvres et les persécutés<sup>519</sup>. » Selon Berman, à l'époque, la différence politique entre les volontaires-médecins et les révolutionnaires de Debray n'était pas claire et il conclut qu'au tout début « Médecins sans Frontières fut une sorte d'aile médicale du mouvement de résistance internationale<sup>520</sup>. »

Interrogé en 1995 par Cohn-Bendit qui voulait savoir s'il aimait la guerre, Kouchner répondit : « Je n'aime pas la guerre. J'aime faire la guerre à la guerre (...) Je n'ai jamais été fasciné par les guerriers, au contraire, mais j'admire les grands résistants. (...) Dire que j'admirerais la force, le déploiement des armes....Non<sup>521</sup>. »

Quant à Daniel Cohn-Bendit, son attitude lors des événements de Mai 68 fut certes provocatrice et facilement impertinente, sans toutefois d'incitation à la violence. Selon Maurice Grimaud, le préfet de Paris, il aurait été « le plus raisonnable des enragés<sup>522</sup>. » « Partisan de la guerre des nerfs plutôt que celle des pierres<sup>523</sup> », Cohn-Bendit aurait insisté lors des manifestations au Quartier Latin pour que personne n'attaque les policiers et s'employait à calmer les foules, attitude peu partagée par une partie de l'extrême gauche, plus

---

<sup>518</sup>. *Ibid.*, p. 233.

<sup>519</sup>. *Ibid.*

<sup>520</sup>. *Ibid.*

<sup>521</sup>. Daniel Cohn-Bendit, Bernard Kouchner, *Quand tu sera président, op. cit.*, p. 28.

<sup>522</sup>. Daniel Cohn-Bendit, *Forget 68, op. cit.*, p. 23.

<sup>523</sup>. Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-Bendit, op. cit.*, p. 66.

radicale<sup>524</sup>. Plus tard, figure de proue, avec Joschka Fischer, de la « Sponti-Szene<sup>525</sup> » de Francfort, « Dany » s'occupe de la « contre-culture » au quotidien, en particulier de la gestion des jardins d'enfants « antiautoritaires » et autogérés.

Hostile aux logiques totalitaires, il mettait en garde ses amis d'alors contre les actions clandestines et violentes qui aboutiront, par la suite, à la formation de la Fraction armée rouge (la RAF). « Dany n'a jamais été d'accord avec la RAF, ni les cellules révolutionnaires. Il était rigoureusement contre le combat armé<sup>526</sup> » — se souvient Hans-Joachim Klein, membre de la RAF et compagnon de Carlos en 1975. Il aurait exprimé « publiquement son désaccord avec Baader et Ulrike Meinhof, les fondateurs de la RAF. Il ne prenait pas de pincettes<sup>527</sup>. »

Un des colocataires de Cohn-Bendit se souvient toutefois « qu'il n'a jamais rompu le dialogue avec eux. Il a toujours discuté, de manière stricte certes, mais il a toujours essayé de les remettre sur le bon chemin, de les ramener à la politique<sup>528</sup>. » Ainsi, par exemple, lorsque Klein est entré dans la clandestinité et sera sur la liste des vingt-huit personnes les plus recherchées en Allemagne, Dany fera partie, avec André Glucksmann, du petit groupe qui l'aidera pendant vingt ans, notamment en lui trouvant une cachette en Normandie. Il négocia aussi sa reddition avec la justice française quand l'exterministe fut arrêté en 1998 et extradé en Allemagne.

---

<sup>524</sup>. *Ibid.*, p. 65.

<sup>525</sup>. Sponti-Szene, le terme *sponti* (« spontané ») se réfère à la tendance anarcho-libertaire très en vogue dans les milieux étudiants. Influencée par la contre-culture américaine des *freaks*, elle s'oppose aux groupuscules communistes. Les Spontis estiment que l'élément moteur d'une révolution est la « résistance spontanée des masses » à l'oppression. Peu structurés, ils lancent quelques cailloux sur les forces de l'ordre, mais utilisent plutôt le théâtre de rue comme moyen de « conscientisation ».

<sup>526</sup>. Propos de Klein cités in *Le vrai Cohn-Bendit*, Emeline Cazi, *op. cit.*, p. 102.

<sup>527</sup>. Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-Bendit*, *op. cit.*, p. 103.

<sup>528</sup>. *Ibid.*

Tout comme Michnik, Dany refuse la thèse selon laquelle la fin justifierait les moyens : « Ceux qui veulent imposer le bien par tous les moyens se transforment presque toujours en preux chevaliers du pire. Chaque révolutionnaire qui se prend pour le simple soldat d'un quelconque déterminisme historique anticipe en fait un système totalitaire qu'il n'ose préconiser tout haut. Le comportement autoritaire du révolutionnaire préfigure la dictature, qu'elle soit du prolétariat, du parti ou au nom du peuple<sup>529</sup>. »

L'éthique de la non-violence ne supposait cependant pas l'adhésion au pacifisme dogmatique ; car « c'est ce courant qui a capitulé devant Hitler et a approuvé un Saddam Hussein<sup>530</sup>. » Dans des situations de massacres et de génocide, « la morale, est-ce de se laisser tuer ?<sup>531</sup> » ou de laisser tuer les autres — s'interroge Kouchner et rajoute « les juifs l'ont fait, un temps. Les chrétiens aussi, autrefois<sup>532</sup>. »

En effet, si — selon la formule kouchnérienne — il faut avant tout « faire la guerre à la guerre » et rechercher des solutions de paix, la défense des droits de l'homme est un devoir de la communauté internationale et il y a des situations où il faut recourir à la force militaire<sup>533</sup> — explique Michnik. Pour lui aussi la référence à la Seconde Guerre mondiale s'impose : « Relisons l'histoire de Hitler. En 1936, l'intervention en Allemagne était possible. Mais la logique de la classe dirigeante européenne, représentée par Daladier ou Chamberlain, était celle de l'apaisement<sup>534</sup>. » Michnik fait sienne la critique acerbe du pacifisme formulée par Bolesław Miciński qui accuse

---

<sup>529</sup>. Cohn-Bendit, Bernard Kouchner, *Quand tu seras président*, op. cit., p. 31.

<sup>530</sup>. *Ibid.*, p. 28.

<sup>531</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit., p. 108.

<sup>532</sup>. *Ibid.*

<sup>533</sup>. Adam Michnik, « Irak i my po pięciu latach » [L'Irak et nous, cinq ans plus tard], in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 173.

<sup>534</sup>. Adam Michnik, Daniel Cohn-Bendit, « Débat après la guerre », *Le Monde*, 29 avril 2003.

ce mouvement de vouloir la paix au prix du renoncement aux valeurs qu'il ne veut pas défendre au nom de la paix<sup>535</sup>.

Devant la dureté des circonstances rencontrées dans de nombreuses situations de guerre, Kouchner se demandait si seule l'action médicale pouvait suffire pour sauver les victimes des massacres. Au Biafra, dès les premiers jours, à l'hôpital d'Awo Omamma, il aurait soutenu « qu'il fallait des armes aux Biafrais pour les empêcher de mourir. Le remède contre le kwashiorkor, disait-il, c'est le fusil, le tank, l'avion qui permettront aux parents de défendre leurs familles. Il voulait même lancer une souscription pour leur acheter un bombardier<sup>536</sup>. »

Selon Kouchner, les États qui ont signé la Déclaration universelle des droits de l'homme et qui ne renoncent pas à la torture et à l'oppression des minorités devraient y être contraints peu à peu par « l'intervention de la communauté internationale, une répression éventuelle, un outil : le droit d'ingérence.

Cela exige une sorte de tribunal au-dessus des États, qui ne peut procéder que de l'ONU, et qui ne peut se faire respecter que par la contrainte, parfois même la force armée<sup>537</sup>. »

À cet égard, Cohn-Bendit, lui, a connu une évolution — semble-t-il. Dès l'installation à Francfort, il s'engagea activement dans le mouvement antinucléaire, plus tard, il protesta contre l'intervention américaine au Viêtnam. Dans une conversation avec Michnik, réalisée en 1988 et publiée dans *Nous l'avons tant aimée la révolution*, il découvrit avec surprise<sup>538</sup> que l'ancien héros de 68 ne condamnait pas les États-Unis de s'être engagés dans ce conflit militaire avec les

<sup>535</sup>. Adam Michnik, « Nienawidzę totalizmu – o Bolesławie Micińskim » [Je hais le totalitarisme – sur Bogusław Miciński], texte de 1983, in *Polskie pytania* [Questions polonaises], Warszawa, Biblioteka Gazeta Wyborcza, 2009, p. 39.

<sup>536</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 136.

<sup>537</sup>. L'Abbé Pierre, Bernard Kouchner, *Dieu et les hommes*, op. cit., p. 119.

<sup>538</sup>. Paul Berman, *Władza i ideałści*, op. cit., p. 97.

communistes. Cohn-Bendit justifiait cette attitude par le fait que l'on ne pouvait pas défendre les aspirations d'indépendance des Vietnamiens sans soutenir leurs communistes. Michnik l'affronte alors en lui demandant : « Combien de vitres as-tu cassées dans l'ambassade américaine lorsque tu défendais le Vietcong ? Et combien en as-tu cassées pour défendre les « boat people » contre le Vietcong ? » « Aucune » – répondit-il.

Le changement de position interviendra après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990. Cohn-Bendit, alors membre du parti des Verts allemand, dogmatiquement pacifiste, déclara son soutien à la coalition de Bush, en s'attirant les foudres de ses camarades. Il fera de même lors de l'intervention militaire en Bosnie et en Afghanistan.

Depuis, fervent défenseur des droits de l'homme, il déclare : « Notre souci commun, c'est d'aider les peuples à se libérer des dictatures, dictatures religieuses, intégristes, clanico-religieuses comme en Arabie saoudite, des dictatures militaires de nos meilleurs alliés comme en Égypte, de la dictature de Castro à Cuba, de la Corée du Nord ou des mini-dictatures en Afrique<sup>539</sup> ». Il est convaincu que s'il ne faut jamais exclure l'intervention militaire, « cela doit être l'exception<sup>540</sup>. »

---

<sup>539</sup>. Adam Michnik, Daniel Cohn-Bendit, « Le débat après la guerre », *Le Monde*, 29 avril 2003.

<sup>540</sup>. *Ibid.*

### ***b) Un style, un discours***

Michel Masłowski relève à propos de *l'éthos* du « bouffon » un autre élément qui nous semble intéressant et que l'on pourrait associer également à celui d'un « hors-la-loi » et d'un « marginal man », il concerne l'attitude et l'apparence extérieure des dissidents : cet *éthos* « se manifestait extérieurement par des habits très simples (...), une attitude peu solennelle qui choquait parfois les hommes de l'ancien style<sup>541</sup>. »

En effet, le dissident se soucie peu, semble-t-il, des apparats et codes vestimentaires et ne cède pas aux modes en vigueur. Ainsi, aussi bien Michnik que Cohn-Bendit n'apparaissent-ils jamais en public en costume-cravate, le premier ne quitte pas sa veste beige de velours, le second ses basquets.

Un ami de Michnik, le poète polonais Stanisław Barańczak, dans un essai consacré à Michnik lorsque celui-ci a été élu député aux premières élections libres en Pologne écrit : « Adam, toi — député ? Sérieusement ? Mais alors, pourquoi portes-tu toujours la même veste ?<sup>542</sup> »

Pour ce qui est de Kouchner, il afficha tantôt un style peu formel et décontracté, surtout du temps de son action humanitaire, et se moqua du costume trois pièces de Joschka Fischer lorsque celui-ci était devenu ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne<sup>543</sup>, tantôt se montra plus conventionnel lorsqu'il occupait lui-même les fonctions de ministre.

Cependant, en 1963, en publiant dans le journal *Clarté* un article intitulé « Lettre à un moderne Rastignac », Kouchner affichait déjà

<sup>541</sup>. Michel Masłowski, *op. cit.*, p. 7.

<sup>542</sup>. Stanisław Barańczak, « On Adam Michnik », in *Breathing under Water and other East European Essays*, Harvard University Press, 1990, en version polonaise, in *Nasz przyjaciel Adam*, ouvrage collectif publié à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de Michnik, Varsovie, Wydawnictwo K.M-G, 2006, p. 7.

<sup>543</sup>. Kouchner, Cohn-Bendit, *Quand tu seras président*, *op. cit.*, p. 89.

son style : « Je suis communiste et Rastignac. Paradoxe ? Détrompez-vous ; le mélange est étonnamment efficace. (...) Rastignac en 1963 est communiste, bourgeois et créateur. [...] Faites à votre guise. Et rendez-vous au Panthéon, le premier arrivé attend l'autre<sup>544</sup>. » Selon son vieux complice Michel-Antoine Burnier, ex-militant communiste lui aussi, puis fondateur du journal *Actuel* en 1970, Kouchner « n'a jamais appartenu au cercle des militants en polo anthracite ». Burnier se souvient d'un « play-boy » toujours en costume, impertinent et séducteur<sup>545</sup>.

La question de la « séduction » comme élément d'une configuration charismatique semble pertinente dans le cas des trois protagonistes car, sans conteste, il s'agit de figures « charismatiques ».

La caractérisation du phénomène de « charisme » par Max Weber<sup>546</sup> semble ne pas décrire pleinement les protagonistes de cette étude ; d'une part parce que le caractère de leur charisme est « extraterritorial<sup>547</sup> » ou « transculturel » et fonctionne au-delà des frontières de leurs communautés d'origine, d'autre part, parce que leurs « forces » et qualités « extra-quotidiennes » ne visent pas une prise de pouvoir politique immédiate. Au lieu d'un « leadership » au sens « physique », il faudrait parler plutôt d'un leadership « moral »

<sup>544</sup>. Bernard Kouchner, « Lettre à un moderne Rastignac », in *Les 7 vies du dr Kochner*, Michel-Antoine Burnier, *op. cit.*, p. 84.

<sup>545</sup>. Marie-France Etchegoin, « L'énigme Kouchner », *Le Nouvel Observateur*, 22 avril 2004.

<sup>546</sup>. Max Weber définit la notion de charisme comme une qualité « extra-quotidienne » d'une personnalité en raison de laquelle elle est considérée comme dotée de forces ou qualités sinon extraordinaires ou surnaturelles du moins extra-quotidiennes qui ne sont pas accessibles à tous et qui est considéré pour cette raison comme un « chef ». L'abandon ou la soumission à un chef intervient dans des situations inhabituelles, de crise. Par conséquent, la communauté regroupée autour d'un chef charismatique est un groupement de domination (*Herrschaftsverband*), auquel les individus appartiennent en vertu d'un lien purement affectif, que Weber appelle la « communauté émotionnelle », in Madeleine Grawitz, « Psychologie et politique », *Traité de science politique*, *op. cit.*, pp. 113-118.

<sup>547</sup>. Georges Mink, « Przypadek : Adam Michnik » [Le cas d'Adam Michnik], in *Nasz przyjaciel Adam* [Notre ami Adam], *op. cit.*, p. 126.

où le pouvoir de séduction n'est pas utilisé comme une « technique » habile et « travaillée » de manipulation des masses mais se manifeste à travers des qualités propres ou naturelles à chaque personnage, notamment leur intelligence, leur verbe, l'effet « magnétique » produit par leur discours, auxquels l'on pourrait rajouter, entre autres, le style « peu formel » ou, comme l'écrit Leszek Kołakowski à propos de Michnik, « cette puissance exceptionnelle de la personnalité<sup>548</sup> ». C'est cette « puissance » plus que la « conviction rationnelle<sup>549</sup> » qu'ils ont forcément et toujours raison qui contribue, semble-t-il, à leur « rayonnement charismatique » ou selon la notion de Weber, à la formation d'une « communauté émotionnelle<sup>550</sup> » qui, elle, doit les aider à réaliser un futur meilleur.

Les trois protagonistes sont incontestablement des figures charismatiques dotés d'un pouvoir de séduction et d'une volonté de plaire que d'aucuns pointent du doigt comme étant une marque de « narcissisme » ou « d'égoïsme » illimité. Le cinéaste et l'écrivain polonais Tadeusz Konwicki estime en revanche que dans le cas de Michnik « cette volonté de plaire ne venait pas de l'égoïsme. Par le fait de vouloir se faire aimer, il voulait unir les gens et non pas les diviser<sup>551</sup>. »

Cohn-Bendit en est conscient et s'interroge même pour savoir « si cette envie constante de vouloir être aimé » ne venait pas du fait que, pendant de nombreuses années, il a dû « partager sa mère<sup>552</sup> ». Son

---

<sup>548</sup>. Leszek Kołakowski, « Charyzmatyczny przywódca, charyzmatyczny nauczyciel » [Chef charismatique, maître charismatique], *Gazeta Wyborcza*, 14 mai 2006.

<sup>549</sup>. *Ibid.*

<sup>550</sup>. Madeleine Grawitz, « Psychologie et politique », *Traité de science politique*, op. cit., pp. 113-118.

<sup>551</sup>. Tadeusz Konwicki, « Portret jękającego się chłopca » [Portrait d'un garçon qui bégaye], *Zorze wieczorne* [Les crépuscules], Varsovie, Wydawnictwo Alfa, 1991, in *Nasz Przyjaciół Adam*, op. cit., p. 26.

<sup>552</sup>. Propos de Cohn-Bendit in *Le vrai Cohn-Bendit*, Emeline Cazi, op. cit., p. 16. Cohn-Bendit fait référence à son enfance où sa mère fut pendant un temps directrice d'une maison de vacances pour enfants en Normandie.



assistante, Michelle Rieu, qui a travaillé à ses côtés pendant quinze ans, confirme qu'il « était toujours en mal de reconnaissance et avide de médias, il ne dit jamais non<sup>553</sup>. »

« Le style peu solennel », dont parle Michel Maslowski, se traduit chez les trois personnages en question par une attitude directe envers leurs interlocuteurs où le tutoiement et le vouvoiement alternent avec virtuosité, mais aussi par un franc-parler et le ton passionné de certaines de leurs prises de parole en public ou encore de leurs textes. Jugé parfois sentencieux ou provocateur, voire fataliste et agressif, il choque plus d'un.

Le dissident hongrois, János Kis, aurait-il raison de dire : « Ceux qui brisent les tabous n'ont pas une personnalité tiède. Ou bien ce sont des individus frivoles qui ne pensent qu'à provoquer des scandales, ou bien ce sont des personnalités très fortes, qui s'engagent corps et âme à défendre des vérités<sup>554</sup> » ?

En effet, Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit tentent d'ouvrir et de proposer une voie nouvelle à leur communauté d'origine, en référence à une exigence de la conscience morale<sup>555</sup> ou, comme l'écrit Régis Debray, ils « débloquent une perspective en entraînant les siens vers un point de fuite situé au-delà de l'horizon<sup>556</sup> ».

Par ailleurs, un lien entre leurs revendications/actions et une recherche de la communication est à souligner. Selon Dominique Wolton, les combats pour les droits de l'homme et les mouvements d'émancipation sont « inséparables » de la question de la communication<sup>557</sup>. En effet, les trois personnages, en partageant et en communiquant leurs idées par le biais des médias notamment, ils

<sup>553</sup>. Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-Bendit*, op. cit., p. 222.

<sup>554</sup>. Janos Kis, « Le cas d'Adam Michnik », in *Nasz przyjaciel Adam*, op. cit., p. 87.

<sup>555</sup>. André Vauchez, *Prophètes et prophétisme*, Paris, Editions du Seul, 2012, p. 16.

<sup>556</sup>. Régis Debray, *Un candide en Terre sainte*, Paris, Gallimard, 2008, p. 304.

<sup>557</sup>. Dominique Wolton, *Indiscipliné, Trente cinq ans de recherches*, Paris, Odile Jacob, 2012, p. 9.

tentent d'intervenir dans le déroulement de l'histoire de l'humanité pour en modifier le cours en l'ouvrant vers un avenir meilleur.

### III. ADAM MICHNIK ET SA DISSIDENCE

Condamné à la prison en mars 68, Michnik en sortira un an et demi plus tard et sera confronté à une réalité socio-politique bien différente, mais aussi à une marginalisation. Les procès politiques et la répression ont contraint certains acteurs de Mars à émigrer – tel Kołakowski, d'autres, par conformisme ou peur, étaient sortis du « paysage social<sup>558</sup> », ou restaient en prison – comme Kuroń et Modzelewski<sup>559</sup>. Michnik se souvient : « J'avais une conscience très forte de ma marginalisation. Mes amis faisaient carrière, publiaient des livres, faisaient de la recherche. Alors que moi, à vingt-six, vingt-sept ans, je devais passer fébrilement mes derniers examens à la faculté d'Histoire de l'Université de Poznań<sup>560</sup>. Je me demandais si je pourrais finir mes études avant que les services de sécurité communiste ne m'expulsent à nouveau. (...) Je craignais qu'un jour mon unique carte de légitimité — comme ce fut le cas des communistes d'avant-guerre — ne soit celle de prisonnier politique<sup>561</sup>. »

Il refuse cependant d'émigrer, tout en s'adonnant à ses ambitions intellectuelles<sup>562</sup> ; il reste convaincu que l'écriture est son « véritable champ de bataille<sup>563</sup>. »

---

<sup>558</sup>. Andrzej Paczkowski, « Adam Michnik, enfant miracle de Kuroń et de Kołakowski, in *Les Dissidences*, op. cit., p. 264.

<sup>559</sup>. Kuroń et Modzelewski furent emprisonnés jusqu'en décembre 1971.

<sup>560</sup>. En mars 68, Michnik fut expulsé de l'Université de Varsovie. À la sortie de prison, il fut seulement autorisé à terminer ses études dans une université de Grande Pologne, à Poznań, où il a obtenu sa maîtrise en histoire.

<sup>561</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 202.

<sup>562</sup>. *Ibid.*, p. 183.

<sup>563</sup>. *Ibid.*, p. 183.

## 1. Dissidence par l'écriture

Si son « statut de paria<sup>564</sup> » ne lui permettait pas de publier ses textes sous son vrai nom, il ne renonçait pas à user de sa plume. Même pendant les périodes d'emprisonnement, il ne cessa d'écrire. Dans les années 70 et 80, il publia, sous pseudonyme<sup>565</sup>, de nombreux essais et autres textes dans les éditions clandestines – *Zapis*<sup>566</sup>, les revues d'émigration polonaise – *Kultura*, *Aneks*, ainsi que dans le mensuel catholique *Więź*.

Selon l'historien Andrzej Paczkowski, « la bibliographie des imprimés clandestins livresques indique que, dans la période 1976-1989, ses différents textes furent édités à quarante-deux reprises, sans compter les articles et essais publiés dans la presse clandestine<sup>567</sup>. » De plus, ses textes et interviews paraissaient en grand nombre dans les médias étrangers les plus prestigieux.

S'il est impossible de rendre compte dans cette étude de toute la pensée de Michnik développée dans ses très nombreux textes<sup>568</sup> il importe, nous semble-t-il, d'en dégager les axes forts.

---

<sup>564.</sup> *Ibid.*, p. 202.

<sup>565.</sup> Michnik écrivit sous pseudonyme jusqu'en 1988. C'est alors qu'il publia un article sur la *perestroïka*, signé de son vrai nom dans *Tygodnik Powszechny*. Il mentionne par ailleurs qu'en décembre 1981 l'hebdomadaire *Jedność* (hebdomadaire indépendant sortant entre août 1980 et décembre 1981, durant les 16 mois de *Solidarność*, à Szczecin) a publié une interview avec lui, in *Między panem a Plebanem*, op. cit., p. 202. Ce fut cependant une exception avant 1988.

<sup>566.</sup> *Zapis*, un mensuel littéraire clandestin créé en 1977, devenu dès 1980 une revue trimestrielle. Au comité de rédaction il y avait, entre autres, Stanisław Barańczak, Jacek Bocheński, Kazimierz Brandys, Marek Nowakowski, Barbara Toruńczyk, Wiktor Woroszyński.

<sup>567.</sup> Andrzej Paczkowski, *Adam Michnik, enfant miracle de Kuroń et Kołakowski*, op. cit., p. 266.

<sup>568.</sup> Les textes d'Adam Michnik furent réédités en 2009 par la Bibliothèque de *Gazeta Wyborcza*, dans la série *Œuvres choisies d'Adam Michnik*. Cette série comporte 7 volumes différents : 1) *L'Église, la gauche, le dialogue polonais* (première publication en 1977), 2) *Les chances de la démocratie polonaise* (première publication en 1984, Londres, *Aneks*) 3) *Questions polonaises* (première publication en 1987, Paris, *Zeszyty Literackie*, deuxième édition en

Il y exprima, avant tout, son refus de vérité univoque car « les intellectuels polonais insoumis vivent entre la prière du cardinal Wyszyński et le persiflage de Gombrowicz, entre la vérité du prêtre et celle du bouffon. Et chacune de ces vérités nous est nécessaire, car elle nous apprend l'humilité et la modestie<sup>569</sup>. »

« Chaque essai de Michnik, même historique, renvoie à un dilemme polonais contemporain<sup>570</sup> » – remarque Elżbieta Matynia. Son écriture, jugée parfois comme emphatique, la construction de ses textes, foisonnant de citations d'auteurs et d'ouvrages de genres différents — essais historiques et politiques, poésie, romans — n'est pas un simple exercice de style ni d'érudition. Car lorsque Michnik se réfère à l'histoire, celle de la Pologne, de l'Europe, de ses « ancêtres oubliés<sup>571</sup> », il cherche avant tout, semble-t-il, à mieux comprendre le présent et invite à réfléchir sur l'avenir.

Lors d'une conférence à l'Université Jagellonne de Cracovie<sup>572</sup>, en novembre 1980, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'Insurrection de

---

1993, par Niezależna Oficyna Wydawnicza, à Varsovie), 4) *Le diable de notre temps*, textes écrits entre 1985-1994, (première publication en 1995, Warszawa, Niezależna Oficyna Wydawnicza), ainsi que les textes publiés initialement dans différentes revues ou le quotidien *Gazeta Wyborcza* entre 1983-2009, recueillis pour la première fois sous forme d'un livre. Il s'agit de : 1) *Ces temps...* (Takie czasy...). Y sont inclus, entre autres, des articles publiés dans la revue *Kultura*, *Krytyka*, ainsi que dans le quotidien *Gazeta Wyborcza*. 2) *Deux décennies de liberté*, comporte, entre autres, des textes publiés dans *Krytyka*, l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny* et le quotidien *Gazeta Wyborcza*. 3) *Entre gens sages*, il s'agit d'un volume d'interviews réalisés par A. Michnik avec des intellectuels, écrivains et hommes politiques polonais et européens. Ces textes furent publiés initialement dans *Kultura*, *Krytyka*, *Zeszyty Literackie*, *Polityka*, *Gazeta Wyborcza*.

569. Adam Michnik, « Le prêtre et le bouffon : la polonité entre Wyszyński et Gombrowicz », *La deuxième révolution*, Paris, la Découverte, 1990, p. 111.

570. Elżbieta Matynia, *Wypisy z Michnika*, op. cit., p. 119.

571. Adam Michnik, « Cienie zapomnianych przodków » [Les ombres des ancêtres oubliés], titre d'un essai sur Józef Piłsudski, publié par *Kultura*, 5/332, Paris, 1975, aussi in *Szanse polskiej demokracji* [Les chances de la démocratie polonaise], op. cit., p. 145.

572. « En novembre 1980, les étudiants de l'Université Jagellonne m'ont invité à faire une conférence. Ce fut ma première conférence publique à Cracovie depuis février 1978 (...). Dès février 1978, chacune de mes tentatives d'aller à Cracovie pour faire une conférence se terminaient toujours par un séjour de deux jours dans les commissariats de milice (...) », préface d'Adam Michnik de

Novembre<sup>573</sup>, il affirma : « 150 ans plus tard, aux événements passés nous posons des questions actuelles. (...) nous nous exposons au reproche d'être anhistoriques. (...) Et pourtant, c'est en ces gens-là, dans leurs dilemmes, que nous retrouvons nous-mêmes, nos peurs, nos choix, nos décisions, nos manquements, notre titre de gloire ou de honte<sup>574</sup>. »

Il interroge l'histoire, compare les événements et leurs acteurs, son objectif premier est de trouver la voie et les moyens de réagir à l'oppression, de s'en affranchir. Voici ce qu'il en dit : « Chercher des analogies est une faiblesse de l'esprit humain. Face à la réalité totalitaire nous sommes impuissants, nous cherchons des situations dans le passé qui pourraient nous montrer comment se comportaient ceux qui étaient confrontés aux mêmes dilemmes que nous<sup>575</sup>. »

En effet, il est fasciné par les héros de l'histoire polonaise et européenne, ceux dont l'attitude héroïque en temps de troubles peut servir d'exemple aux Polonais contemporains. Ainsi, dans l'essai *Niezlomny z Londynu* [L'inébranlable de Londres], il rappelle l'attitude du célèbre député Rejtan, qui, en 1773, lors de la séance de la Diète qui devait ratifier le premier traité de partage de la Pologne, a tenté de protester désespérément, en déchirant sa chemise et en se couchant par terre pour empêcher les autres députés de quitter la salle. Ce geste de refus et de protestation est la seule force dont disposent les impuissants : « La condition de l'intellectuel polonais est la même que celle de Rejtan – constate-il. Elle est inscrite dans sa

---

la conférence « Powstanie listopadowe – polskie pytania » [L'insurrection de novembre – questions polonaises], publiée in *Polskie pytania, op. cit.*, p. 221.

573. L'insurrection de Novembre – 1830-1831, soulèvement polonais contre la Russie. Voir à ce propos « POLOGNE - L'Insurrection de 1830-1831. Sa réception en Europe », textes réunis par Daniel Beauvois, Lille, Presses Universitaires Septentrion, 1982.

574. Adam Michnik, « Powstanie listopadowe – polskie pytania » [L'Insurrection de Novembre – questions polonaises], in *Polskie pytania, op. cit.*, p. 223.

575. Adam Michnik, « Cienie zapomnianych przodków » [Ombres des ancêtres oubliés], in *Szanse polskiej demokracji, op. cit.*, p. 148.

vocation, car le sort lui a donné le privilège de parler dans une société bâillonnée. C'est pourquoi Rejtan est toujours le partenaire des débats nocturnes des Polonais et son geste continue à être une norme éthique ainsi qu'un appel à la dignité<sup>576</sup>. »

Lorsque dans l'essai sur Tomas Mann, *Don Kichot i wyzwiska* [Don Quichotte et les insultes], écrit en prison en 1986, il s'interroge sur les raisons qui ont conduit Mann, « lui, cette incarnation de bonnes manières des patriciens allemands<sup>577</sup> » à user « des épithètes non parlementaires<sup>578</sup> » pour qualifier les nazis, ce qui lui a valu d'être déchu de sa nationalité allemande, c'est sur sa propre attitude qu'il réfléchit, sur le « comment faire » pour vivre dans la vérité et la dignité malgré la réalité écrasante qui l'entoure.

C'est aussi pour montrer que, face à la barbarie ou à l'asservissement, la défense de l'ordre démocratique et du fragile humanisme ne peut se faire dans la polémique courtoise, selon les règles d'art. Mann tirait à boulets rouges sur les nazis, sans prendre de gants ; ce fut le cri « de l'impuissance et la souffrance de sa clairvoyance<sup>579</sup>. » Mann, écrit Michnik, tel « un Don Quichotte dans le monde du nazisme<sup>580</sup> » se sentait « solidaire avec les victimes, et fut une des victimes<sup>581</sup> ». Cependant, ce Don Quichotte fut aussi un « visionnaire réaliste<sup>582</sup> », il a certes « subi un échec il y a quarante ans, mais a, en fin de compte, remporté la victoire<sup>583</sup>. »

Ainsi, tout en rendant hommage à Mann, Michnik — un Don Quichotte des temps modernes — conforte-il ses propres choix qui

---

576. Adam Michnik, « Niezłomny z Londynu » [L'inébranlable de Londres], texte écrit en prison, Gdańsk, 1985, in *Polskie pytania*, op. cit., p. 102.

577. Adam Michnik, « Don Kichot i wyzwiska » [Don Quichotte et les insultes], in *Polskie pytania*, op. cit., p. 17.

578. *Ibid.*

579. *Ibid.*, p. 19.

580. *Ibid.* p. 25.

581. *Ibid.*

582. *Ibid.*, p. 28.

583. *Ibid.*

sont comme chez Mann dictés par « un sentiment de dégoût<sup>584</sup> » envers le système totalitaire, et qui furent intransigeants. Pour lui, la voie à suivre semble ainsi tracée, même au prix fort de l'exclusion, de la mise en marge de la société. Et il en est conscient car : « La patrie n'aime pas beaucoup ceux qui ont eu prématurément raison contre elle, et jamais elle ne le leur pardonne vraiment<sup>585</sup>. »

La question que pose Michnik en 1990 dans ses *Réflexions est-européennes*<sup>586</sup> sur les motivations qui ont conduit les personnages tels Sakharov, Kis, Havel à abandonner leurs carrières et sacrifier leur liberté, « pour se lancer dans une lutte *a priori* désespérée contre le Léviathan communiste » ou encore sur les sources de leur force est rhétorique ; il est déjà lui-même bien éprouvé par les prisons communistes<sup>587</sup> et sait parfaitement ce qui est à la base de l'engagement politique dans le cadre d'une dictature totalitaire.

En effet, déjà en 1982, emprisonné après l'instauration de l'état de guerre en Pologne, il écrit : « cet engagement est la résultante de deux motivations qui oscillent toujours autour du témoignage moral et des calculs politiques. Si un de ces éléments se perd, l'engagement se transforme soit en moralisme inefficace, soit en manipulation immorale. Si l'on veut s'engager, il ne faut plus penser à la stabilité professionnelle, ni à la vie familiale. Il faut en revanche compter, dans les frais à payer, la prison et la solitude. Il faut se mettre en marge de la légalité et abandonner les raisons tactico-politiques au profit des choix moraux essentiels<sup>588</sup>. »

---

584. *Ibid.*

585. *Ibid.*, p. 29.

586. Adam Michnik, « Réflexions est-européennes », *op. cit.*, p. 78.

587. « En août 1986, je fus libéré de la prison de Barczewo. (...) Depuis le 13 décembre 1981, j'avais passé derrière les barreaux plusieurs années, avec une brève interruption de quelques mois. » *in Réflexions est-européennes, op. cit.*, p. 71.

588. Adam Michnik, « O oporze, List z Białoleki » [De la résistance. Lettre de Białoleka], *in Szanse polskiej demokracji, op. cit.*, p. 141.



S'il pose à nouveau cette question c'est — semble-t-il — pour redire dans le même texte que « les droits de l'homme sont le fondement du monde civilisé, et que le fait d'être prêt à se battre pour eux est le critère de la valeur humaine de chacun d'entre nous<sup>589</sup>. »

De même, s'il évoque dans le recueil d'essais *L'histoire de l'honneur en Pologne*<sup>590</sup> le cas d'intellectuels polonais qui ont su résister à la pression de la machine totalitaire et ne se sont pas laissés embrigader — tels l'historien Witold Kula, l'écrivain catholique Hanna Malewska, le philosophe Henryk Elzenberg, l'écrivain Jan Józef Szczepański ou encore le poète Zbigniew Herbert — c'est parce que leurs œuvres, cités par ailleurs très abondamment par Michnik, fournissent « tout un répertoire de techniques d'autodéfense utilisées par l'intelligentsia qui constitue un précieux héritage pour tous ceux qui ont rejeté le statut d'esclave et qui, en même temps, cherchent à bâtir une société civile souveraine et démocratique<sup>591</sup>. »

Mais, il y a aussi des dissidents de l'Europe centrale ou orientale — Sakharov, Havel, Kis, Soljenitsyne — ses aînés pour la plupart, « qui sont des références pour le camp de la démocratie en Europe Centrale, pour tous ceux qui n'ont pas accepté l'ordre du communisme totalitaire et ne veulent pas le remplacer maintenant par un ordre de haines tribales. Partout en Europe centrale vivent des gens qui partagent cette opinion. Il est grand temps qu'ils puissent discuter entre eux<sup>592</sup> » - écrit Michnik en 1990.

Lorsque le pays recouvre son indépendance, après la chute du régime en 1989, et la démocratie s'installe en Pologne, de nombreux textes de Michnik, publiés désormais dans les pages du quotidien

---

<sup>589</sup>. Adam Michnik, « Réflexions est-européennes », *op. cit.*, p. 73.

<sup>590</sup>. Adam Michnik, *Z dziejów honoru w Polsce* [L'histoire de l'honneur en Pologne], Warszawa, Niezależna Oficyna Wydawnicza, 1991.

<sup>591</sup>. Elżbieta Matyja, *op. cit.*, p. 124.

<sup>592</sup>. Adam Michnik, « Réflexions est-européennes », *op. cit.*, p. 81.

*Gazeta Wyborcza* qu'il dirige<sup>593</sup>, sont un appel à la vigilance. Dans cette démocratie qu'il définit comme étant le fruit d'un compromis, il voit apparaître les premières fractures.

Après la campagne pour les législatives d'octobre 1991, il constate : « Lors de cette campagne il n'y a pas eu de combats de rue. Cependant il y a eu des mots, des mensonges, des calomnies, des menaces pleines de haine qui laissent supposer une brutalisation de la vie politique plutôt que son apaisement ou une culture politique plus mûre. (...) Les espoirs réunis autour du camp de Solidarité se sont effondrés. L'on a rejeté des autorités morales de ce camp. La dictature communiste n'a pas réussi pendant dix ans à détruire Solidarité ; la « guerre au sommet » l'a fait en un an et demi. Après cette élection Solidarité ne sera qu'une caricature de son propre mythe et de son rêve de grandeur. (...) Ce qui est le plus terrible cependant c'est l'effondrement du sens de la responsabilité pour l'État. Le particularisme, le fanatisme et la démagogie dominent la politique polonaise<sup>594</sup>. »

Dans une rhétorique acerbe, il fustige non seulement tous ceux qui adoptent « la philosophie de la revanche<sup>595</sup> » mais aussi l'Église qui « a appelé à voter pour des partis politiques désignés, en donnant des numéros de listes. Un des évêques a même demandé que les catholiques votent pour un catholique, les Juifs pour un Juif, les communistes pour un communiste<sup>596</sup>. »

---

<sup>593.</sup> *Gazeta Wyborcza*, le quotidien fondé suite aux accords de la Table ronde en 1989 dont le rédacteur en chef et cofondateur fut Adam Michnik. Voir à ce propos, Paweł Smoleński, *Gazeta Wyborcza. Miroir d'une démocratie naissante*, Montricher, les Éditions Noir sur Blanc, 1991.

<sup>594.</sup> Adam Michnik, « Egzamin z dojrzałości » [Examen de maturité], texte publié initialement dans *Gazeta Wyborcza*, 29 octobre 1991, in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 36.

<sup>595.</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>596.</sup> *Ibid.*, p. 36.

Sa critique n'épargna pas non plus les leaders du syndicat *Solidarność* qui ont organisé des grèves<sup>597</sup> dans une Pologne libre. Pour Michnik, ils ont perdu le sens de la coresponsabilité pour le pays et ils se sont comportés comme des « meneurs d'une révolte pénitentiaire : ils formulent des revendications populistes car ils n'ont rien à perdre ; la prison n'est pas leur maison commune<sup>598</sup> » Selon Michnik, ces pratiques sont dirigées contre l'État de droit, pire, elles « fragilisent l'État démocratique<sup>599</sup>. »

Si dans certains textes<sup>600</sup> il exprimait ses craintes quant aux méthodes autocratiques du président Wałęsa et déplorait les conséquences désastreuses pour la jeune démocratie polonaise de la « guerre au sommet », dont il le tint pour responsable, dans d'autres, tel « Merci, Lech » publié à la fin de sa présidence en 1995, il reconnaissait son rôle historique dans le démantèlement de la dictature communiste et lui promettait son soutien en cas où « une foule d'envieux se mettrait à lui mordre les chevilles<sup>601</sup>. » En 2008, Il prendra sa défense dans un article de *Gazeta Wyborcza*, « Mauvais passé et chiens qui aboient » après la publication d'un livre de deux auteurs de l'Institut de la mémoire nationale<sup>602</sup> qui accusent Wałęsa d'avoir entretenu des contacts avec la police secrète communiste – la

<sup>597.</sup> Il s'agit d'une vague de grèves organisées en juillet et août 1992.

<sup>598.</sup> Adam Michnik, « Inny Sierpień » [Un autre Août], texte publié initialement dans *Krytyka*, n° 40, 1993, in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 44.

<sup>599.</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>600.</sup> Adam Michnik, « Koniec legendy » [La fin d'une légende], texte publié initialement dans *Gazeta Wyborcza*, 5-6 juin 1993, in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 53.

<sup>601.</sup> Adam Michnik, « Dziękuję Ci, Lechu » [Merci Lech], texte publié initialement dans *Gazeta Wyborcza*, 23-26 décembre 1995, in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 100.

<sup>602.</sup> IPN – L'Institut de la Mémoire nationale – Commission de poursuite des crimes contre la nation polonaise, institution créée en 1998 dont l'objectif est d'enquêter sur les crimes nazis et communistes. Cependant, elle a été « politisée » et « instrumentalisée » notamment par la droite conservatrice des frères Kaczyński au pouvoir (2005-2007).

SB (Służba Bezpieczeństwa) et conclut de manière peu diplomatique « Foutez la paix à Wałęsa<sup>603</sup> ! »

La rhétorique employée par Michnik mériterait — ce nous semble — une étude philologique et sociologique à part. Les formules truculentes et épithètes sanglants foisonnent dans ses textes. Ne pouvant pas en donner une illustration exhaustive, nous tenterons d'en donner quelques exemples tirés de ses essais les plus récents.

Michnik durcit le ton face à la montée des tendances revanchardes d'une partie de l'ancien camp de Solidarność à l'égard des anciens collaborateurs du régime communiste, réels ou supposés. Ce débat houleux autour de la « lustration<sup>604</sup> », mené depuis la chute du régime, a repris de plus belle après l'arrivée au pouvoir du parti des frères Kaczyński, Droit et Justice (le PiS) en 2005.

À ce moment-là, Michnik publia plusieurs textes aux titres — selon certains — stigmatisant et provocateurs, entre autres, « Canailles, canailles » (*Gazeta Wyborcza*, 14 mai 2005), « Les Ultras de la révolution morale » (*GW*, 16 avril 2005), « La tristesse des caniveaux » (*GW*, 10 septembre 2005), « Les traqueurs et les traîtres » (*GW*, 17 septembre 2005). Ces essais ont été publiés sous le titre « A la recherche du sens perdu » en 2007. Michnik s'y interroge sur les raisons de la victoire des « populistes autoritaires » dans un pays qui, en 1989, a réussi l'impossible, en retrouvant la liberté par la voie pacifique. Qu'est devenu la Pologne des Jean-Paul II, Miłosz, Kołakowski, Herbert, Mazowiecki, Geremek ? Pourquoi le retour des « traqueurs » qui, dans une rhétorique tentée de haine et

<sup>603</sup>. Adam Michnik, « Zła przeszłość i psy gończe » [Mauvais passé et les chiens courants], texte publié initialement dans *Gazeta Wyborcza*, in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 641.

<sup>604</sup>. *Lustration*, une mesure administrative utilisée par les régimes post-totalitaires pour exclure de la fonction publique les personnes ayant collaboré avec les services de sécurité communistes. Cependant, souvent détournée à des fins politiques ou personnelles, elle ne cesse de provoquer des controverses car elle serait une vengeance contre ceux qui ont collaboré avec le système communiste ou ceux que l'on soupçonne de collaboration.

de revanche, cherchent à déshonorer les acquis de la révolution pacifique de Solidarność et ses héros ?

« Les ultra de la révolution morale » ne sont pas une spécificité polonaise, rappelle Michnik. Il y en a eu parmi les jacobins, les officiers de l'armée napoléonienne, les inquisiteurs religieux : « Le bûcher et la guillotine devaient servir la révolution morale, la Grande Purification. En vérité, ils servaient toujours les revendications intransigeantes du pouvoir convaincu d'être le dépositaire de la vertu absolue<sup>605</sup>. »

Sans désigner nommément « les ultra » polonais, il fait une allusion claire aux pratiques des « fanatiques-idéalistes<sup>606</sup> » regroupés autour des frères Kaczynski qui, tels les jacobins, « sont animés par la folie de rechercher les ennemis et les traîtres (...) au nom de la Vertu<sup>607</sup>. » Et il rappelle que « l'on n'a pas le droit de répandre le poison de la peur au nom de la vertu et de la révolution morale ; l'on n'a pas le droit de faire le commerce de la drogue de la suspicion au nom de la vérité et de la purification<sup>608</sup>. »

Aux idéologues de la « révolution morale », il répond clairement : « Nous ne voulons pas de nouvelles révolutions morales ni de commissions spéciales pour traquer les ennemis de la vertu ou de l'ordre divin, nous ne voulons pas de listes de proscription des ennemis, des suspects accusés d'hostilité<sup>609</sup>. »

Ces polémiques ouvertes avec les « fanatiques-idéalistes » concernent aussi leurs acolytes ou sympathisants car : « derrière un fanatique-idéaliste il y a des vauriens, des canailles, des hypocrites —

---

<sup>605</sup>. Adam Michnik, « Ultrasi rewolucji moralnej » [Les ultras de la révolution morale], *Gazeta Wyborcza*, 15 mai 2005, in *W poszukiwaniu utraconego sensu* [À la recherche du sens perdu], Varsovie, *Zeszyty Literackie*, 2007, p. 33.

<sup>606</sup>. *Ibid.*, p. 22.

<sup>607</sup>. *Ibid.*, p. 23.

<sup>608</sup>. *Ibid.*, p. 34.

<sup>609</sup>. *Ibid.*, p. 37.

c'est le sort de chaque révolution. (...) Une canaille apparaît dans des eaux troubles, veut s'enrichir grâce à la délation, être promu grâce à l'intrigue<sup>610</sup>. »

Les réactions de ceux qui se sentent visés ne manquent pas. Michnik « est comme un point d'exclamation : il apostrophe, donne des ordres, appelle à l'obéissance. Ce style de communication, caractéristique de l'armée et de la police, n'est pas démocratique<sup>611</sup> » — lui reproche Bronisław Świdorski dans les pages du quotidien de droite *Rzeczpospolita*. Et de rajouter : « Il ose utiliser des mots qui tranchent comme un couteau, des épithètes blessantes, donne des coups violents et douloureux, sans se préoccuper que certains d'entre eux sont parfois en dessous de la ceinture<sup>612</sup>. »

Selon ses adversaires, les « invectives employées par Michnik pour décrire la vie politique », tout droit sorties du langage du maréchal Piłsudski, empêcheraient le dialogue, tant prôné par Michnik lui-même<sup>613</sup>. L'homme de dialogue décrit par Michnik, rappelle Świdorski, « tente de changer l'ennemi en adversaire, et l'adversaire en partenaire, (...) ce qui suppose, — lorsque c'est possible, — la capacité de reconnaître que l'on ne détient pas toute la vérité, la capacité d'accepter des arguments de l'autre et de changer son propre point de vue<sup>614</sup> » et se demande aussitôt si ce qu'il écrit est sincère : « veut-il vraiment changer en partenaire celui qu'il appelle par ailleurs traître, traqueur, homme des caniveaux<sup>615</sup>. »

---

<sup>610</sup>. *Ibid.*, p. 22.

<sup>611</sup>. Bronisław Świdorski, « Ja, sztandar » [Moi, l'étendard], *Rzeczpospolita*, 12 novembre 2005.

<sup>612</sup>. *Ibid.*

<sup>613</sup>. Adam Michnik, « Naganiacze i nieobywatelskie postępy » [Les traqueurs et actions non civiques], *Gazeta Wyborcza*, 11 janvier 2005, in *W poszukiwaniu utraconego sensu*, op. cit., p. 176.

<sup>614</sup>. *Ibid.*, p. 177.

<sup>615</sup>. Bronisław Świdorski, « Ja, sztandar », art. cit.

Le style de Michnik, plein de passion, hérité des grands essayistes d'avant guerre, tel Słonimski, ne fait pas l'unanimité, loin s'en faut. Il illustrerait, selon ses détracteurs, sa peur obsessionnelle de voir resurgir une droite nationaliste et antisémite ; comme celle de l'entre-deux-guerres qui provoquait et exploitait les tendances autoritaires et xénophobes<sup>616</sup>. Poussé par la peur d'une menace d'un catholicisme nationaliste et d'un radicalisme de droite — qui d'après les mêmes commentateurs ne seraient qu'un mythe — Michnik aurait une vision manichéenne du monde, « d'un côté, il y a ses alliés qui vivent dans la lumière, de l'autre ses adversaires pour lesquels il ne trouve pas de mots assez durs<sup>617</sup>. »

Quoiqu'il en soit, Michnik, historien, connaissant les méandres de l'histoire et conscient de ses choix dissidents qui, comme il l'a mentionné à plusieurs reprises durant son parcours, le poussaient à prendre le rôle de « bouffon » ou encore de « cocarder » face à l'imminence des menaces et dangers ne cherche pas de revanche sur ses ennemis d'hier ou ses bourreaux. Il « a toujours su se défendre avec les mots justes. C'est un styliste qui emploie avec préméditation des phrases élégantes et anachroniques, comme s'il voulait montrer qu'il s'appuie sur les meilleurs. Il le dit ouvertement en parlant de Mickiewicz : nous sommes tous issu de lui<sup>618</sup>. »

Serait-ce un des derniers philomates, peut-être même le dernier<sup>619</sup>, ou un archiprêtre<sup>620</sup> dont l'idéologie et « l'Église » s'effondrent peu à peu ? Ni l'un ni l'autre, probablement. Il sait en revanche, semble-t-il, que, comme l'a dit Mark Twain, même si l'histoire ne se répète pas, elle rime. Dans son écriture dissidente, il

<sup>616</sup>. Bronisław Wildstein, « Koniec świata Michnika » [La fin du monde de Michnik], *Wprost*, 16 octobre 2005.

<sup>617</sup>. *Ibid.*

<sup>618</sup>. Adam Krzemiński, « Furie polskie » [Les furies polonaises], *Polityka*, 8 février 2008.

<sup>619</sup>. *Ibid.*

<sup>620</sup>. Maciej Rybiński, « Koniec Polski Kiszczaka i Michnika » [La fin de la Pologne de Kiszczak et de Michnik], *Dziennik*, 9 janvier 2007.

fouille le passé pour y dénicher des schémas récurrents, il cherche rime et raison aux conflits et crises du passé qui reviennent et sont suffisamment similaires pour qu'on les reconnaisse, même s'ils se déroulent dans des circonstances tout à fait nouvelles.



## 2. Marginalité assumée

Lors d'une émission politique de la télévision polonaise un journaliste demanda à Michnik, non sans provocation : « N'avez vous pas l'impression d'avoir un sens très spécial, très subtil de la justice qui vous distingue du nôtre qui est, lui, très simple, peut-être même simpliste<sup>621</sup>. » Et Michnik de répondre : « J'entends ce reproche au moins depuis 1964 ; j'aurais un sens bizarre, spécifique de la liberté, de la justice, de la démocratie, ce qui me distingue soi-disant radicalement de la grande majorité de mes compatriotes. Bien sûr, de ce point de vue, je suis en effet un être étrange, un éléphant à deux trompes, et c'est pour cela qu'il fallait m'emprisonner, le général Kiszczak était du même avis<sup>622</sup>. »

Cette « étrangeté » sera encore plus marquante lorsque Michnik adoptera des positions ouvertement divergentes par rapport à son propre camp, ses camarades de combat anticommuniste.

Si l'on s'en tient à la théorie de Kohlberg du développement moral analysée préalablement, « l'attitude conventionnelle » consiste à penser que ceux qui, par le passé, ont été nos bourreaux ou qui ont commis des injustices à notre égard, sont nos ennemis jurés. La solidarité ne s'impose que pour les « siens », en revanche toute forme de recherche de dialogue avec les ennemis dans le but d'un compromis est susceptible d'être interprétée comme une trahison. Selon le raisonnement conventionnel, l'on admet facilement que « nous », nous prenons la défense des valeurs et que « eux » — nos adversaires, ennemis — ne se préoccupent que de leurs propres intérêts : le pouvoir, la carrière. La propagande communiste décrivait, selon ce schéma, les représentants de l'opposition démocratique et les

---

<sup>621</sup>. « Co z tą Polską » [Que devient cette Pologne ?], émission de la chaîne 2 publique, présentée par Tomasz Lis, 13 novembre 2009.

<sup>622</sup>. *Ibid.*

anticommunistes virulents faisaient de même avec les gens du pouvoir communiste<sup>623</sup>.

Michnik dans ses jugements semble se placer au-dessus de ces divisions conventionnelles ce qui, parfois, heurte ses amis ou compagnons de combat anticommuniste. Certains ne lui épargneront pas de critiques, d'autres se positionneront, avec le temps, aux antipodes idéologiques et deviendront ses détracteurs.

Les premières divergences de vue au sein de sa propre formation, qu'il appellera la « gauche laïque<sup>624</sup> », apparaissent en 1976, au moment de la publication du livre *L'Église, la gauche, le dialogue*.

Conscient de la méfiance de la « gauche laïque » à l'égard de l'Église catholique et vice-versa, il chercha à les rapprocher car « leur rencontre est une immense chance pour la culture polonaise<sup>625</sup>. » Selon le professeur Andrzej Romanowski, « Michnik fut le premier parmi les représentants de la gauche laïque à découvrir l'Église et, plus particulièrement, à reconnaître que les idéaux de liberté et des droits de l'homme étaient enracinés dans le christianisme<sup>626</sup>. »

De ce fait, il appela ses compagnons de route à surmonter les préjugés et à se réconcilier avec l'opposition catholique : « Toute la gauche laïque devrait vouloir (...) fraterniser avec les chrétiens et cela non pas malgré leur foi mais grâce à leur foi. Elle devrait souhaiter

---

<sup>623</sup>. Janusz Reykowski, « O Gazecie Wyborczej i jej naczelnym. Ile trąb ma słoń Michnik ? » [Sur Gazeta Wyborcza et son rédacteur en chef. Combien de trompes l'éléphant Michnik a-t-il ?], *Gazeta Wyborcza*, art. cit.

<sup>624</sup>. « La gauche laïque », terme employé par Michnik dans *L'Église, la gauche, le dialogue polonais* qui désignait le groupe de gauche qui, après 1956, avait « deux ennemis : le Comité central du parti communiste et l'Église catholique ». Elle prônait le socialisme antitotalitaire et la lutte pour l'extension des droits démocratiques, « sans reconnaître l'Église comme allié de ses revendications », in *Kościół, lewica, dialog* [Église et la gauche, le dialogue polonais], Paris, Instytut Literacki, 1977, rééditions en 1983, 1993 et 2009, Varsovie, Biblioteka Gazety Wyborczej, p. 13.

<sup>625</sup>. *Ibid.*, p. 132.

<sup>626</sup>. Andrzej Romanowski, « Romantysta » [Romantiviste], *Polityka*, n° 42, 21 octobre 2006. Le terme est aussi un néologisme en polonais.

que chaque chrétien persécuté voie en elle une représentante de l'humanisme laïque, les amis les plus proches et les plus chers<sup>627</sup>. »

Par son livre, Michnik cherche tout d'abord à faire un examen de conscience idéologique de la formation intellectuelle dont il fait partie : les milieux de gauche accusaient l'Église d'obscurantisme, « sans s'apercevoir que, dans le climat de l'avilissement totalitaire, elle défendait la vérité, la dignité et la liberté de l'homme<sup>628</sup> » Dans leur « aveuglement », ils ignoraient son immense potentiel de contestation. Pire, ils ne se sont jamais prononcés contre les persécutions dont l'Église fut l'objet.

Michnik bat sa coulpe et avoue que les milieux de gauche sont, inconsciemment, devenus « un instrument dans les mains du pouvoir totalitaire qui, mandaté par l'étranger et avec une aide étrangère, agissait contre la nation polonaise<sup>629</sup>. »

Il prône un rapprochement des deux univers séparés par des préjugés et des ressentiments réciproques accumulés. Il ne s'agit aucunement d'une alliance politique, il s'agit de reconnaître qu'il existe entre l'Église et la gauche laïque une communauté de valeurs humaines, telles que liberté, tolérance, justice, dignité de l'être humain, soit de la vérité, qui devrait permettre une réconciliation entre « le Polonais imprégné des idées des droits de l'homme et de l'éthique laïque et le Polonais-catholique soucieux de ses devoirs envers l'Église et la patrie<sup>630</sup>. »

Le dialogue entre la gauche laïque « libre de l'anticlérisme stupide » et les catholiques « libres de l'intolérance religieuse » est fondamental car les deux milieux appartiennent à la culture

---

<sup>627</sup>. Adam Michnik, *Kościół, lewica, dialog*, op. cit., p. 66.

<sup>628</sup>. *Ibid.*, p. 29.

<sup>629</sup>. *Ibid.*, p. 24.

<sup>630</sup>. *Ibid.*

polonaise<sup>631</sup>, et « c'est cette culture pluraliste mais comprise comme une unité que nous devons défendre<sup>632</sup> » face à la dictature communiste.

Michnik ne prône pas la conversion mais appelle plutôt la gauche laïque à être « fidèle aux enseignements de l'Évangile<sup>633</sup> » car « pour les incroyants elle devrait être le code de principes moraux inviolables<sup>634</sup>. »

L'idée du rapprochement prônée par Michnik n'a pas été comprise et a même déconcerté les deux camps. Pour ses amis « elle signifiait le retour à des temps bien antérieurs l'époque des Lumières, l'acceptation de l'État confessionnel, de l'autoritarisme, des privilèges de l'Église<sup>635</sup>. » Pour l'Église — comme le remarque le professeur Tischner — elle fut en vérité une pierre d'achoppement<sup>636</sup>. » Selon Tischner, Michnik dut « prendre sur lui le lourd poids de l'explication pour que son rapprochement avec le christianisme ne semble pas être un retour vers l'obscurantisme<sup>637</sup>. »

Très tôt, puisque c'était encore bien avant la chute du communisme, il refusa l'analyse manichéenne de l'attitude de ceux qui ont subi la « morsure hégélienne » ou encore de ceux qui ont, du temps des partages de la Pologne, cherché des voies de compromis avec l'occupant. En 1979, dans un texte polémique avec l'essai de Wierzbicki, *Traktat o gnidach* [Traité sur les salauds], il affirme qu'à la question « où sont les frontières d'un compromis et où commence la trahison ? » la réponse n'est que situationnelle. Les chemins qui menaient vers la sauvegarde de la nation furent variés, souligne

---

631. *Ibid.*, p. 122.

632. *Ibid.*

633. *Ibid.*, p. 159.

634. *Ibid.*

635. Józef Tischner, « Po co Pan Bóg stworzył Michnika ? » [Pourquoi Dieu a-t-il créé Michnik ? ], in *Kościół, lewica, dialog*, op. cit., p. 286.

636. *Ibid.*

637. *Ibid.*

Michnik, et il préconise la prudence dans le jugement moral des gens sur la base d'une partie de leur biographie<sup>638</sup>.

Avant de juger, n'oublions pas la complexité de la condition et de la nature humaines et que « parfois à nous tous, il nous arrive d'être inconséquents et pusillanimes et qu'il faut chercher à en saisir les raisons<sup>639</sup>. » Dans nos jugements le principe « de présomption de bonne volonté » devrait l'emporter sur le jugement hâtif et fragmentaire, formulé d'une seule perspective<sup>640</sup>. Rejetant la mentalité fanatique d'un révolutionnaire qui chercherait la revanche sur ses bourreaux d'hier, il voit un réel danger dans l'attitude de celui qui nie totalement l'idée de compromis et perçoit le monde avec une simplicité manichéenne, « celui-là sème les graines de la future haine<sup>641</sup> » – s'inquiète-t-il.

Le même souci de compromis et de dialogue motivera son attitude après la chute du régime vis-à-vis des anciens adversaires communistes. Le 28 avril 1990, il disait à la Diète : « Je me suis toujours demandé si ce que disaient les communistes de nous pendant toutes ces années — que le but principal de notre activité politique était de liquider l'adversaire — était vrai. J'ai toujours cru, et je crois encore, que ce n'est pas vrai. Dans cette nouvelle réalité construite sur la base d'un compromis politique, il y a de la place pour tout le monde<sup>642</sup>. »

---

<sup>638</sup>. Adam Michnik, « Gnidy i anioły » [Des salaux et des anges], initialement publié dans *Zapis*, Warszawa, 1979, in *Szanse polskiej demokracji*, op. cit., p. 242-243.

<sup>639</sup>. *Ibid.*, p. 244.

<sup>640</sup>. *Ibid.*, p. 244.

<sup>641</sup>. *Ibid.*, p. 299.

<sup>642</sup>. Adam Michnik, Discours à la Diète, 28 avril 1990, publié initialement dans *Gazeta Wyborcza*, 30 avril-1 mai 1990, in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 275.

Cet ennemi farouche du communisme demande d'accorder le pardon à ses anciens bourreaux car, s'il est conscient que la victime a le droit « de revendiquer la justice », il rappelle aussi que cette soif de justice se transforme souvent en vengeance sans fin et devient un élément du jeu politique et de la lutte pour le pouvoir. La spirale de la revanche crée de nouvelles injustices et victimes, le sentiment de sécurité est ébranlé, la peur apparaît. Par conséquent, la démocratie est menacée par la guerre de tous contre tous. Le spectre d'une nouvelle dictature pointe à l'horizon<sup>643</sup>.

Il faut se garder de tomber dans le piège de la vengeance et de la revanche, argumente Michnik et il explique dans un entretien avec Jurgen Habermas que pour pouvoir continuer à vivre sans être rongé par l'obsédante volonté de se venger, la victime d'un système oppressant doit savoir dépasser l'horizon des injustices subies, ne plus les ressasser<sup>644</sup>. De plus, son attitude trouve, sans conteste, une inspiration dans la Bible. Au-delà du pardon christique, la figure de Saint Paul en est exemplaire : d'abord persécuteur des chrétiens « cet agent secret d'un autre temps », ensuite sanctifié, est, pour Michnik, un exemple non seulement pour l'Église mais pour toute l'humanité. Chaque être humain a une chance de se racheter, de « quitter le chemin le plus odieux et emprunter celui de la vertu<sup>645</sup>. »

Michnik s'oppose à la lustration et refuse de lyncher publiquement un ancien agent des services communistes, Lesław Maleszka, qui pendant de nombreuses années rédigeait de copieux rapports sur lui pour les besoins de la police secrète. Son attitude est incomprise au sein même de la rédaction de son journal, *Gazeta Wyborcza*. Michnik est aussi accusé de « distribuer le pardon » dans un geste faussement

<sup>643</sup>. Adam Michnik, « W imię przebaczenia » [Au nom du pardon], *Gazeta Wyborcza*, 13 décembre 1991, in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 300.

<sup>644</sup>. Adam Michnik, Jurgen Habermas, « Gorzki smak wolności » [Le goût amer de la liberté], in *Wśród ludzi mądrych*, op. cit., p. 133.

<sup>645</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 547.

chrétien qui devrait témoigner de sa magnanimité mais qui, en réalité, est un acte arrogant, servant à montrer sa supériorité morale sur les autres.

Il sera encore moins compris lorsqu'il tentera de comprendre les raisons de l'attitude des principaux architectes de l'état de guerre – les généraux Jaruzelski et Kiszczak. D'abord, en 1983, Michnik adressa une « Lettre au général Kiszczak », écrite en prison<sup>646</sup>, dans laquelle il refusait fermement de plier devant le poids des menaces que le régime avait formulées, après les accords de la Table ronde. Plus tard, il tenta de trouver des « circonstances atténuantes »<sup>647</sup> à leur décision d'instaurer l'état de guerre dans le pays et, qui plus est, qualifia le général Kiszczak « d'homme de l'honneur »<sup>648</sup>. »

Le jour du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'état de guerre, il s'adressa aux députés du parlement polonais et leur demanda « qu'en votant une loi sur l'illégalité de l'état de guerre au nom de la vérité historique, ils votent aussi une loi d'amnistie pour ses architectes qui furent en

---

<sup>646</sup>. Adam Michnik, « La Lettre au général Kiszczak », alors ministre de l'Intérieur, a été écrite le 11 décembre 1983, de la prison de Rakowiecka à Varsovie.

<sup>647</sup>. L'opinion de Michnik sur l'état de guerre est négative ; ce fut un acte de violation des accords de Gdańsk qui a conduit à briser l'espoir de changement en Pologne. Cependant, il est conscient qu'à l'époque « la menace de l'intervention soviétique fut réelle. (...) Elle aurait été bien pire pour la Pologne que l'état de guerre, il y aurait eu des dizaines de milliers de morts. » S'il lui est difficile de juger les intentions exactes de ses auteurs, il pense que « le général Jaruzelski fut alors entre l'enclume et le marteau ; entre les aspirations de liberté, d'indépendance et celles sociales formulées par *Solidarność* et des exigences fortes de Moscou de tordre le cou de la contre-révolution polonaise », in Adam Michnik, « W imię przebaczenia », *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 301.

<sup>648</sup>. Agnieszka Kublik, Monika Olejnik, « Pożegnanie z bronią » [Adieu aux armes], entretien avec Adam Michnik et le général Kiszczak, *Gazeta Wyborcza*, 3-4 février 2001. Dans cet entretien, à la question des deux journalistes sur le général Kiszczak pour savoir s'il avait été un « homme d'honneur », Michnik répondit : « oui. Il est un homme d'honneur. Le général Kiszczak a tenu tous les engagements pris lors de la Table ronde. (...) Le chef de la sécurité communiste négociait avec ses anciens prisonniers. Il a pris ses engagements et les a tenus jusqu'au bout. Après 89, il n'a jamais trahi la confiance. Et le général Jaruzelski aussi ? – demandèrent les journalistes. Lui aussi – répondit Michnik ». Michnik s'excusera plus tard d'avoir utilisé ce qualificatif.

même temps des architectes de la Table ronde. Au nom du pardon et de la réconciliation<sup>649</sup>. »

Michnik prône cette attitude aussi parce qu'en historien il sait que des généraux dans des pays sous dictature ne rendent pas le pouvoir pacifiquement et « noient » leurs ennemis dans un bain de sang. En Pologne, il s'est passé « une chose que je ne pouvais pas imaginer », écrit-il dans le même article, « pour la première fois dans l'histoire du communisme la même équipe, après avoir introduit la dictature, a enclenché le processus qui a permis de sortir de l'état de guerre<sup>650</sup>. » Cette sortie ce fut la Table ronde. Si « l'état de guerre fut un malédiction, la Table ronde fut une bénédiction. L'un comme l'autre furent l'œuvre des mêmes personnes<sup>651</sup>. »

Michnik se serait-il égaré ? La question est posée par certains de ses fervents partisans. Pour une partie de son camp qui a fait de l'anticommunisme la boussole de sa vie, s'il pactise avec l'ennemi, il est un traître. Certains intellectuels qui ont partagé son combat, tel Gustaw Herling-Grudziński, après la victoire de Kwaśniewski<sup>652</sup> aux élections présidentielles de 95, ont rompu avec lui, en lui reprochant d'avoir réhabilité le communisme.

En réponse, Michnik s'évertue à expliquer que lorsque l'anticommunisme cesse d'être une attitude de défense spirituelle et sociale contre la dictature et de combat pour la liberté, alors il devient « un ciment négatif d'un camp politique qui se définit comme le centre droit<sup>653</sup> ». Il peut être « un poison<sup>654</sup>. » Peuvent se déchaîner alors la soif de la vengeance et la traque du bouc émissaire.

---

649. *Ibid.*, p. 303.

650. *Ibid.*, p. 302.

651. Adam Michnik, « W imię pojednania », *op. cit.*, p. 302.

652. Aleksander Kwaśniewski, ancien membre du parti communiste, ministre des Sports. Il représentait le pouvoir en place lors des négociations de la Table ronde. Après la chute du régime, président de la République de Pologne pendant deux mandats (1995-2005).

653. Adam Michnik, « W imię pojednania », *Diabeł naszego czasu, op. cit.*, p. 302.



Lorsque le thème de la lustration est de nouveau « réchauffé » lors de la campagne électorale législative de 2005 par le parti des frères Kaczyński et devient, après leur arrivée au pouvoir, un des leitmotiv de la nouvelle équipe en place, Michnik reprend sa polémique contre celui qu'il appellera le « Grand Lustrateur<sup>655</sup>. »

En novembre 2005, il publie un essai sur Adam Mickiewicz qui, contraint par la police tsariste de signer une déclaration de « loyauté<sup>656</sup> », fut marqué à jamais par le stigmate de culpabilité. L'expression poétique de ce stigmate — selon le professeur Pigoń cité par Michnik — ce fut la plaie inguérissable sur le front de Konrad, le héros de *Dziady*. Cette plaie, poursuit Michnik, réapparaîtra « sur le front des Polonais pendant les deux siècles suivants ; elle sera le démon polonais<sup>657</sup>. »

Michnik fait le portrait d'un Grand Lustrateur qui incarne au mieux, semble-t-il, cette attitude. Brandissant les paroles christiques « la vérité vous libérera », il n'offre que des bribes de vérité tirées des archives de la police communiste et donne crédit aux rapports des anciens agents des services secrets ; persuadé que son passé fut irréprochable, il se donne pour mission de purifier la société corrompue par de longues années de la tyrannie, il fouille les archives communistes et trouve « des preuves » contre ceux qui lui semblent suspects. Une phrase ambiguë et prêtant à des interprétations tendancieuses dans un rapport d'un agent secret, une lettre de dénonciation fournie par un délateur, tout est bon pour formuler des accusations publiques contre telle ou telle personnalité.

---

<sup>654.</sup> *Ibid.*

<sup>655.</sup> Adam Michnik, « Rana na czole Adama Mickiewicza » [Une plaie sur le front d'Adam Mickiewicz], in *W poszukiwaniu utraconego sensu* [À la recherche du sens perdu], *op. cit.*, p. 143.

<sup>656.</sup> *Ibid.*

<sup>657.</sup> *Ibid.*, p. 119.

Au fond, le Grand Lustrateur ne recherche pas tant la vérité historique que des instruments de lutte pour le pouvoir ; devant les arguments historiques, il brandit des dossiers de la police politique communiste afin de discréditer et d'éliminer de l'espace publique tous ceux qui sont « gênants » dans sa course au pouvoir ou encore ceux qui ne partagent pas leurs vues sur « la révolution morale<sup>658</sup>. »

Selon Michnik, « la logique de l'anéantissement des ennemis pratiquée dans des conditions de paix sociale (même fragiles) et de démocratie (même imparfaite) conduit à la destruction de la paix et de la démocratie. C'est pourquoi l'attitude du Grand Lustrateur est dangereuse<sup>659</sup>. »

Dans la même période (2005-2007), il publiera encore d'autres textes critiques où il ne cessera de fustiger les pratiques « des nouveaux absolutistes<sup>660</sup> » qui sont « un scandale moral ».

---

<sup>658</sup>. « Révolution morale », terme utilisé par le président du parti Droit et Justice, Jarosław Kaczyński, dans un discours prononcé à la Diète en février 2005 et qui devint par la suite une revendication emblématique de ce même parti lorsqu'il était au pouvoir 2005-2007. « Nous avons en Pologne un phénomène particulier de tension morale. Il s'agit même peut-être d'une nouvelle révolution morale. Une de celles qui durant ces dernières deux cents années ont changé notre pays », [http://wyborcza.pl/1,76842,7935639,Alfabet\\_IV\\_RP\\_\\_\\_\\_czesc\\_trzecia\\_od\\_P\\_do\\_Z.html](http://wyborcza.pl/1,76842,7935639,Alfabet_IV_RP____czesc_trzecia_od_P_do_Z.html)

<sup>659</sup>. Adam Michnik, « Rana na czole Adama Mickiewicza » [Une plaie sur le front d'Adam Mickiewicz], in *W poszukiwaniu utraconego sensu* [À la recherche du sens perdu], op. cit., p. 148.

<sup>660</sup>. Adam Michnik, « Język nie kłamie » [La langue ne ment pas], in *W poszukiwaniu utraconego sensu*, op. cit., p. 289.

#### **IV. Dissidences de Bernard Kouchner**

Lors de l'entretien avec l'auteur, à la question de savoir s'il a été, à certains moments de sa vie, un dissident, Kouchner répondit affirmativement, tout en reconnaissant que, même si ses différentes actions humanitaires, son positionnement idéologique ou ses prises de position lui ont souvent valu la raillerie, l'ostracisme, et s'il fut parfois indésirable au yeux de ses compagnons de route, sans oublier la mort qu'il a frôlée plus d'une fois, il n'a jamais été persécuté ni mis en prison. Différence majeure qu'il souligne avec les dissidents de l'Est et auxquels il rend hommage. « Je suis un dissident plus à l'aise en France », conclut-il.

Ainsi, Kouchner a-t-il été — comme l'affirment ces détracteurs — un « agité », « un boy-scout », un opportuniste, dont le principal objectif fut purement égocentrique et individualiste, ou bien un dissident « par intérim » ? Quels auraient été ses motifs pour entrer en dissidence ? Et avec quel système de pensée et de pouvoir aurait-il été en désaccord ?

Nous sommes conscient qu'attribuer la notion de dissidence à une personnalité dont le parcours ressemble à un « patchwork », où les périodes d'engagement institutionnel et politique côtoient celles de désaccord avec l'ordre établi existant qu'il espère changer paraît, à première vue, controversé.

Nous tenterons cependant de mettre en exergue certaines de ses actions qui nous semblent avoir les caractéristiques de la dissidence.

## 1. « Empêcher un nouvel Auschwitz »

Le biographe et l'ami de Kouchner, Michel-Antoine Burnier, estime que « la pensée et l'action de Kouchner sont nées d'Auschwitz<sup>661</sup> » et qualifie cette tendance de « puissant fantasme<sup>662</sup>. »

Rony Brauman, son ancien camarade de l'humanitaire d'abord, ensuite son farouche adversaire, appelle cela en revanche « une obsession d'Auschwitz » qui aurait aveuglé Kouchner plus d'une fois, par exemple en Bosnie et au Rwanda, « en lui faisant vivre les événements d'une façon déformée<sup>663</sup>. » Pour Brauman, le credo kouchnérien : « vouloir empêcher un nouvel Auschwitz<sup>664</sup> » n'est qu'une formule « bien sympathique » dont Kouchner se sert pour « instrumentaliser les cadavres<sup>665</sup>. »

Cependant, selon Paul Berman, pendant la Seconde Guerre mondiale, Kouchner se serait certainement engagé dans la résistance. Il n'aurait jamais été fasciné par les grands guerriers. Ce qui l'inspirait, par contre, ce fut l'action des héros de la résistance, « ceux qui luttèrent pour défendre les minorités (...) et combattaient pour la liberté. Il pensait à ceux qui, l'arme à la main, protégeaient les victimes de la violence, tels ses grands-parents en 1943, qui n'ont pas

---

<sup>661</sup>. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 269.

<sup>662</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, *op. cit.*, p. 364.

<sup>663</sup>. Rony Brauman : « Lorsqu'il visite en 1993 un camp de détention de prisonniers bosniaques, il mord dans la propagande, en faisant de ce camp une réactualisation des camps de la mort. Il se persuade lui-même que cette fois-ci il ne fera pas l'idiot utile, ce qu'à ses yeux la Croix Rouge a été pendant la Seconde Guerre mondiale, et il dénoncera la situation. D'où son "Empêcher un nouvel Auschwitz". Pourtant, il n'y a pas longtemps, la presse a publié un aveu du président Isetbégovitch selon lequel tout cela était de la propagande et que si le thème du génocide avait été utilisé, c'est qu'il savait que c'était bon pour obtenir une intervention extérieure, mais qu'il n'y avait jamais eu de camps de la mort. (...) Au Rwanda, Kouchner a raconté à tort, qu'il avait été envoyé par les Nations Unies pour une mission de sauvetage (« Rwanda, l'honneur perdu de la France », *Goliath Magazine*, n° 106, janvier-février 2006). Il n'en est rien », in *Kouchner vu par...*, par Aymeric Mantoux, Sophie Delassein, Paris, Calmann-Lévy, 2008, p. 133.

<sup>664</sup>. Bernard Kouchner, « A qui appartient le malheur des autres ? », *Imaginaire & Inconscient*, vol. 15, n° 1, janvier 2005, p. 27-36.

<sup>665</sup>. *Ibid.*, p. 131.

réussi à se cacher (NB : ils ont été déportés et sont morts à Auschwitz)<sup>666</sup>. »

En effet Kouchner se dit être « un écorché vif devant l'oppression<sup>667</sup> » et répète, à maintes reprises, qu'à l'origine de son indignation devant l'injustice et l'insoutenable fut « un sentiment d'incompréhension<sup>668</sup> » pour ce qui est arrivé à ces grands-parents et les Juifs pendant la guerre et du silence qui entourait tous ces drames après la guerre<sup>669</sup>. Il aurait appris la vérité par sa sœur aînée, par hasard, car « personne n'a osé ou voulu le (lui) dire<sup>670</sup>. »

Au grand dam de ceux qui déplorent l'universalisation de la Shoah, qui gomme, selon eux, le caractère unique de la Catastrophe survenue à un seul peuple, tout en la « déjudaïsant<sup>671</sup> », Kouchner, au cours de son parcours humanitaire, aura tendance à passer beaucoup d'événements du monde au prisme de l'Holocauste. Comme il l'écrit, lors de ses nombreuses interventions humanitaires dans le monde, il aurait souvent rencontré Auschwitz<sup>672</sup>. Ainsi, que ce soient le drame biafraise, le génocide perpétré par Pol Pot au Cambodge en 1979 ou celui du Rwanda de 1992, la comparaison avec la Catastrophe s'impose-t-elle à ses yeux.

---

<sup>666</sup>. Paul Berman, *Power and the idealists*, op. cit., p. 235.

<sup>667</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit., p. 110.

<sup>668</sup>. *Ibid.*

<sup>669</sup>. Bernard Kouchner, Entretien avec l'auteure, Paris, mars 2011.

<sup>670</sup>. *Ibid.*

<sup>671</sup>. Gilles William Goldnadel, *Le nouveau bréviaire de la haine*, op. cit., p. 82.

<sup>672</sup>. Dans ces textes, Bernard Kouchner fait souvent référence à Auschwitz ou à la Shoah, par exemple, in *Le malheur des autres*, op. cit., p. 52, : « la Shoah parle des mille tentatives de massacrer les hommes qui se font jour quotidiennement ». À propos du drame cambodgien et vietnamien : « J'ai rencontré Auschwitz en Asie » in *Ce que je crois*, op. cit., p. 66. « Au Biafra, j'ai fait le rapprochement avec le génocide des Juifs, et aussi au moment des noyades des boat-people », in *Dieu et les hommes*, op. cit., p. 134. À propos du Rwanda : « J'ai marché sur un tapis des cadavres. J'ai compris comment Auschwitz était possible » cité par Michel-Antoine Burnier in *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 419.

Ce qui le hante, semble-t-il, c'est l'inexplicable résignation des Juifs, leur « apparente passivité<sup>673</sup> » pendant la Seconde Guerre mondiale. Et il s'interroge qui a sauvé l'honneur du genre humain : étaient-ce ceux qui se sont battus ou ceux qui se sont laissés assassiner. Très clairement, il est du côté des combattants. De ce fait, il voue une grande admiration à Marek Edelman, un des leaders de l'insurrection du ghetto de Varsovie de 1943 ou Janusz Korczak, médecin et pédagogue qui refusa de fuir le ghetto de Varsovie et décida d'accompagner les enfants d'un orphelinat juif jusqu'à Treblinka et d'y mourir avec eux<sup>674</sup>. Edelman continuera d'être pour lui « un modèle du héros non héroïque<sup>675</sup> », « d'un Juif d'honneur<sup>676</sup> », un maître, dont l'avis comptera beaucoup à ses yeux<sup>677</sup>. Il écrira, dans *Le malheur des autres* : « Si je cherchais partout à réagir contre la barbarie, si je faisais la guerre à la guerre, je connaissais bien sûr de bonnes et nécessaires batailles. Celles des médecins de Pologne, du docteur Korczak (...). Celle de Marek Edelman<sup>678</sup>. »

Cependant, lorsqu'il évoque Auschwitz, c'est aussi pour s'interroger sur l'inaction du monde, sur ce qu'on aurait pu, ce qu'on aurait dû faire alors : « Si la Croix-Rouge internationale avait alerté le monde, si le pape, Winston Churchill et ceux qui étaient au courant de

---

<sup>673</sup>. Bernard Kouchner, *Le malheur des autres*, op. cit., p. 37

<sup>674</sup>. *Ibid.*, 38.

<sup>675</sup>. Bernard Kouchner, *Le malheur des autres*, op. cit., p. 38

<sup>676</sup>. *Ibid.*

<sup>677</sup>. Kouchner rappelle souvent une rencontre avec Marek Edelman à Varsovie pendant laquelle Edelman l'aurait encouragé dans ses actions humanitaires et lui aurait dit : « Continue, je te regarde ! », in *Ce que je crois*, op. cit., p. 109. Lors de l'entretien avec l'auteur, Kouchner revint également à Edelman, en le plaçant en tête de la liste des personnalités qui l'ont inspiré ou ont été ses guides spirituels. Interrogé par l'auteur sur la réaction qu'il a eue après qu'Edelman l'a ouvertement critiqué à Varsovie lors de la remise de la Légion d'honneur à ce dernier pour avoir accepté le poste de ministre des Affaires étrangères et avoir abandonné ses activités de prédilection, l'humanitaire, il a redit toute son affection « pour son maître ». Entretien avec l'auteur, Avignon, les 16-27 juillet 2012.

<sup>678</sup>. Bernard Kouchner, *Le malheur des autres*, op. cit., p. 38.

l'extermination avaient parlé, cela aurait beaucoup changé. On aurait au moins bombardé les voies ferrées. (...) Pourquoi le monde n'a-t-il rien fait ? J'étais hanté par ces questions. J'abomine le silence » — avoue Kouchner aux *Temps Modernes*<sup>679</sup>.

Ces interrogations et indignations semblent avoir été à l'origine de son engagement humanitaire et, qui plus est, de son attitude dissidente. Une minorité persécutée, un être humain abandonné à l'oppression, ce sont des victimes qui n'appartiennent à aucune race ni nationalité<sup>680</sup>, elles ne sont ni de gauche ni de droite – répétait-il souvent à l'époque.

Mais, comme il avoue lors d'un entretien avec l'auteur, il était médecin avant tout et les débats théoriques ne le passionnaient guère<sup>681</sup>. Il préférait l'action ; le sac de médecin à la main et le passeport médical lui permettaient un accès plus facile aux souffrances du monde<sup>682</sup>.

Des multiples missions humanitaires auxquelles il a participées, où la guerre et la barbarie humaine faisaient souvent rage et où il a parfois frôlé la mort, Kouchner remporte la conviction que « tout homme est un génocide », et qu'il n'est donc pas possible d'éradiquer les guerres et les souffrances humaines. Pire, il y apprend aussi qu'en soignant les victimes on en fait rarement des « samaritains mais plutôt de futurs assassins »<sup>683</sup>.

Serait-il un militant des causes perdues d'avance ? Pas vraiment. Car s'il se proclame à plusieurs reprises « pessimiste absolu », ne croyant pas en Dieu<sup>684</sup>, il rajoute aussitôt que ce pessimisme est

---

679. Bernard Kouchner, cité par M.-A. Burnier, *op. cit.*, p. 269.

680. *Ibid.*, p. 128.

681. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteure, Paris, mars 2011.

682. *Ibid.*

683. Bernard Kouchner, L'Abbé Pierre, *Dieu et les hommes*, *op. cit.*, p. 28.

684. *Ibid.*, p. 11.

« résolument actif<sup>685</sup> » et ne permet pas de s'abandonner à l'inaction et à l'indifférence. Il agit au nom de la « morale<sup>686</sup> » humaniste et même si certaines de ses actions sont vouées à l'échec, il ne se sent pas dans l'obligation d'obtenir des résultats tangibles ; dans l'humanitaire ce qu'il y a, en revanche, c'est l'obligation d'intention. Elle seule compte<sup>687</sup>. De plus, ce « pessimisme actif » cache aussi, semble-t-il, une angoisse existentielle devant sa propre finitude, l'action et l'engagement humanitaire seraient ainsi « un acharnement essoufflé à se croire immortel à force d'absurdes et viriles activités à repousser l'échéance<sup>688</sup>. » Sans méconnaître et sous-estimer le besoin de satisfaction égoïste, dont il ne se cache pas : « on s'intéresse aux autres pour se trouver soi-même intéressant » ou encore « pour tenter d'oublier la condition humaine<sup>689</sup>. »

Il est évidemment impossible de déterminer le poids exact de chacune de ces motivations dans les choix et engagements de Kouchner. Il est probable cependant qu'elles aient influencé communément ses différentes actions et prises de décision.

---

<sup>685</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit., p. 107.

<sup>686</sup>. Bernard Kouchner, L'Abbé Pierre, *Dieu et les hommes*, op. cit., p. 51.

<sup>687</sup>. *Ibid.*, p. 18.

<sup>688</sup>. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteure Paris, mars 2011.

<sup>689</sup>. Bernard Kouchner, L'Abbé Pierre, *Dieu et les hommes*, op. cit., p. 19.



## 2. Biafra – le silence tue !

Dès son premier engagement humanitaire dans le cadre de la mission de la Croix Rouge au Biafra, il s'aperçoit que les seuls soins procurés aux blessés et aux malades ne suffisent pas pour « faire la guerre à la guerre » et qu'il faut alerter l'opinion publique sur le drame des Biafrais. Cependant, les codes établis de la Croix Rouge sont clairs : neutralité et discrétion afin de protéger ses personnels et rester en dehors du conflit. Mais voir les malades que l'on a soignés auparavant se faire exécuter dans la totale indifférence du monde le révolte<sup>690</sup>. Il s'insurge contre les vieux principes fondamentaux de la Croix Rouge qui, selon lui, « sous couvert de neutralité et de respect des frontières interdisaient de témoigner face aux insupportables massacres<sup>691</sup>. » Car témoigner, selon lui, c'est tenter d'empêcher les assassinats et les tueries. Une fois de plus, Kouchner fait référence à l'attitude du CICR pendant la Seconde Guerre mondiale qui a pu visiter les camps de la mort, y a distribué des colis sans pour autant faire plus. Kouchner rejette ces règles car il n'est plus possible d'assister médicalement des gens qui, ensuite, se font tuer.

Il ne fut pas autorisé à se rendre à Genève afin de participer à une conférence de presse sur le Biafra<sup>692</sup>. Mais l'engagement au silence qu'il a signé, comme d'ailleurs tout autre membre du personnel médical en mission de la CICR, ne sera pas tenu. Rentré en France fin novembre 1968, il cosigne avec Max Recamier un témoignage publié dans *le Monde*<sup>693</sup> où il décrit les conditions difficiles dans lesquelles les

---

<sup>690</sup>. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteure, Paris, mars 2011.

<sup>691</sup>. *Ibid.*, p. 124.

<sup>692</sup>. Peu après, les soldats nigériens ont massacré les médecins de la Croix rouge qui étaient restés en poste, selon les instructions, alors que tous les malades avaient fui auparavant en brousse. À cela Kouchner réagira en disant « On ne pouvait pas faire plus sinistre démonstration de la nécessité de parler, hélas. Le silence ne protège pas. Si, devant la menace, la Croix-Rouge avait saisi l'opinion mondiale, il est probable que ces gens ne seraient pas morts : les Nigériens n'auraient pas osé », in *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 20.

<sup>693</sup>. Bernard Kouchner, Max Récamier, « Du retour du Biafra, deux médecins français témoignent », *Le Monde*, 27 novembre 1968.

soins médicaux sont pratiqués. Il aurait aussi proposé un livre à un éditeur français, sans succès<sup>694</sup>.

Avec un groupe d'amis de la mission<sup>695</sup>, il crée le « Comité international contre le génocide au Biafra » afin d'empêcher « le génocide de la population Ibo ». Le terme de génocide utilisé dans le cadre du conflit en question ne serait d'ailleurs pas de lui mais, mais — comme l'affirme le colonel Maurice Robert — ce seraient les services spéciaux français<sup>696</sup> qui auraient retenu ce « mot choc » pour sensibiliser l'opinion publique. Si tel était le cas, Kouchner et ses amis se seraient-ils laissés abuser ? La question demeure : dès 1968, quatre rapports, dont deux parlementaires (français et canadien), l'un de l'ONU et l'autre de l'Organisation de l'Unité africaine ont apporté des conclusions divergentes.

Le rapport français de la commission d'enquête, pilotée par le député Aymar Achille-Fould, avait démenti cette thèse de même que ceux de l'ONU et de l'OUA, alors que le rapport canadien, préparé par deux députés, Andrew Brevin et David MacDonald, n'a laissé aucun doute quant aux preuves de génocide<sup>697</sup>.

---

<sup>694</sup>. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteur. Aussi Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie, op. cit.*, p. 104.

<sup>695</sup>. Il y avait des pilotes de l'armée (catalogués à droite) qui ont participé au pont aérien, des diplomates en retraite et des médecins, *in* Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie, op. cit.*, p. 105.

<sup>696</sup>. D'après le colonel Maurice Robert, responsable du SDECE (Service de Documentation extérieure et de contre-espionnage, future DGSE) durant la guerre du Biafra, cité *in* *Ministre de l'Afrique*, entretien avec André Renault, Éd. Seuil, p.180, « le terme de "génocide" appliqué à cette affaire du Biafra a été lancé par les services. Nous voulions un mot choc pour sensibiliser l'opinion. Nous aurions pu retenir celui de massacre, ou d'écrasement, mais génocide nous a paru plus parlant. Nous avons communiqué à la presse des renseignements précis sur les pertes biafraises et avons fait en sorte qu'elle reprenne rapidement l'expression génocide. *Le Monde* a été le premier, les autres ont suivi ».

<sup>697</sup>. *The Tragedy of Biafra*, Commission on international affairs, American Jewish Congress, 15 décembre 1968, cité *in* *Les 7 vies du de Kouchner*, Michel-Antoine Burnier, *op. cit.*, p. 155.

Au dires de Bernard Kouchner<sup>698</sup>, les trois rapports niant le génocide auraient été rédigés suite à un voyage organisé par le gouvernement nigérian pour les membres de ces commissions dans des endroits choisis et contrôlé par l'armée fédérale, et qu'ils n'auraient jamais « mis les pieds » au Biafra.

Quoi qu'il en soit, Kouchner y retournera à deux reprises, en mars 1969, accompagné d'une équipe de télévision et de quelques autres journalistes, malgré le refus catégorique du CICR, ainsi qu'en octobre 1969 : « On ne va pas décider qu'on ne s'occupera de sauver des gens que quand ils seront exterminés, histoire d'être bien sûr d'avoir affaire à un génocide, de ne pas se déranger pour rien. Y-a-t-il un quota de personnes menacées en-dessous duquel on ne doit pas intervenir<sup>699</sup>? »

L'action kouchnérienne autour du Biafra suscite des controverses aussi parmi ses amis parisiens, militants de gauche. D'une part, parce que la cause des Biafrais paraît suspecte<sup>700</sup>. D'autre part, parce que Kouchner s'y est entouré de gens d'opinions politiques diverses<sup>701</sup>. Et, surtout, des médecins catholiques. On lui reprochait de faire de la « charité », mot qui, pour ses amis de gauche, signifiait trahison car pour eux, le vrai engagement était de vouloir changer le monde de fond en comble et non pas de panser les souffrances du monde.

---

<sup>698</sup>. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteure. Propos identiques rapportés par Michel-Antoine Burnier, *op. cit.*, p. 155.

<sup>699</sup>. Michel-Antoine Burnier, *les 7 vies du dr Kouchner*, *op. cit.*, p. 156.

<sup>700</sup>. On soupçonne la France, entre autres, de vouloir affaiblir le Nigéria, soutenu à l'époque par l'URSS, et exploiter ses ressources en pétrole. « Le PC approuvait les Soviétiques, donc les fédéraux ; le PS — toujours celui de Guy Mollet — se fichait du conflit mais se méfiait de Biafra : de Gaulle était pour. Mitterrand ne rêvait qu'au pouvoir et ne voulait rien entendre. Seul Michel Rocard fut plus attentif. La droite restait insensible à cette guerre obscure, et beaucoup de gaullistes avec elle : les seuls appuis du Biafra se trouvaient à l'Elysée », se souvient Michel-Antoine Burnier, *in Les 7 vies du dr Kouchner*, *op. cit.*, p. 139.

<sup>701</sup>. Selon les propos de Kouchner, il y avaient des médecins passés par les organisations de gauche, tels par exemple Patrick Aeberhard ou Olivier Dulac, des catholiques, Max Récamier, Pascal Grellety-Bosviel, ou encore d'anciens médecins militaires, Pierre Fyot, Paul Sargos. Entretien avec l'auteure, Paris, mars 2011.

Lui-même se souvient : « Les communistes voulaient faire le bonheur des gens, moi, je pensais comme médecin qu'il fallait faire du petit bonheur de tous les jours — soigner les gens et s'intéresser à l'être humain dans sa détresse. J'ai rencontré les gens de l'Église qui ne se posaient pas de questions sur la révolution, ils faisaient du travail, cela s'appelait la charité. La gauche, elle, rejetait la charité, tout en préconisant le changement radical de vie, du monde. Nous travaillions ensemble. Je n'étais pas attaché à ces grandes idéologies, mais plutôt aux actions à petits pas. Je savais déjà que l'on ne pouvait pas changer le monde complètement mais que l'on pouvait peut-être soigner un homme, apporter moins de douleur à un individu. Je savais que l'on n'avait pas de solutions généralistes, globales, mondiales<sup>702</sup>. »

Pour Kouchner, cependant, le Biafra reste une expérience fondatrice : il y réalise « qu'on meurt moins facilement sous l'œil des caméras. (...) Et surtout qu'il serait mieux d'arriver plus tôt que trop tard (comme au Biafra), et de prévenir les guerres ou en tout cas les éteindre<sup>703</sup>. » Ces objectifs ne peuvent pas être atteints uniquement avec un sac de médecin à la main, loin s'en faut. Kouchner en est conscient. Ainsi, l'idée de joindre l'humanitaire à la politique se fraye-t-elle un chemin.

Si les divergences d'interprétation autour de Biafra perdurent, on s'accorde à penser que c'est durant ce conflit qu'est né l'humanitaire moderne. Confrontés aux insuffisances de l'action des organisations humanitaires traditionnelles, telle La Croix Rouge, liées par l'obligation de neutralité et de confidentialité, les médecins « biafrais », dont Kouchner, réfléchiront à un autre mode d'action, revendiquant un libre accès aux victimes et basé sur le témoignage.

---

<sup>702</sup>. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteure, Paris, mars 2011.

<sup>703</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 20.

Il convient de noter que de très nombreux pionniers de l'humanitaire sans frontières sont d'anciens soixante-huitards de différentes tendances<sup>704</sup> et l'humanitaire moderne leur offre « un sas de décompression idéologique<sup>705</sup>. » Revenus de leurs grands combats idéologiques qui ont « mal tournés »<sup>706</sup>, ils s'engagent dans l'aventure humanitaire qui leur permet de combiner la médecine d'urgence, les droits de l'homme et l'antitotalitarisme : « Ce parti de l'humanité est le seul qui puisse séduire une génération revenue des combats idéologiques après 1968, et à qui l'humanitaire va donner l'occasion d'un engagement, d'une aventure sans idéologie, d'une présence dans la guerre sans être un combattant<sup>707</sup>. »

Grâce à leur ténacité et au soutien du journal médical *Tonus*, deux ans plus tard, en décembre 1971, l'organisation « Médecins sans frontières<sup>708</sup> » a vu le jour. Kouchner fut la tête de pont de cette initiative. Les principes d'action de l'organisation sont à l'opposé de ceux inscrits dans les statuts du CICR : outrepasser les États afin d'intervenir auprès des victimes, témoigner et dénoncer les crimes vus, parfois agir dans l'illégalité<sup>709</sup>.

Si Kouchner n'est pas le seul à incarner ce nouveau discours humanitaire, il est, sans conteste, celui qui, en faisant le choix de

---

<sup>704</sup>. Par exemple de l'Union des Étudiants Communistes, Kouchner, du Parti Communiste, Xavier Emmanuelli, Maoïste, Rony Brauman, du Parti Socialiste Unifié, Claude Malhuret.

<sup>705</sup>. Denis Maillard, « 1968-2008 : le Biafra ou le sens de l'humanitaire », *Humanitaire*, en ligne, <http://humanitaire.revues.org/index182.html>

<sup>706</sup>. Alain Finkelkraut, *L'Humanité perdue. Essai sur le XX siècle*, Paris, Seuil, 1996, p. 130.

<sup>707</sup>. Jean-Christophe Rufin, *L'aventure humanitaire*, *op. cit.*, p. 95.

<sup>708</sup>. Le nom serait de Kouchner. Au « Secours médical français », proposé par Borel, Kouchner préférerait celui de « Médecins sans frontières », plus internationaliste et moins colonial que le premier. Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie*, *op. cit.*, p. 122.

<sup>709</sup>. Céline Gravière, Laetitia Millot, « La doctrine internationale et la notion d'ingérence humanitaire », DEA Droits de l'Homme et libertés publiques, Université Paris X-Nanterre, 1999-2000.

rompre le silence de la Croix Rouge, devient « un parjure<sup>710</sup> » et il continuera à « persévérer dans sa position dissidente pour conforter la nouvelle identité que lui a assignée son choix<sup>711</sup>. »

Très rapidement, au sein de MSF, dont l'action doit être indépendante, de courte durée, spontanée et basée sur le volontariat, de vives tensions apparaissent. MSF s'interdit le financement de la part des États, la collecte de fonds s'organise par l'intermédiaire des médias où l'on fait appel à la générosité publique. Mais faut-il tout médiatiser ?

Par ailleurs, face à la multiplication des missions, ne devrait-on pas structurer l'organisation, la professionnaliser et, de surcroît, mener des actions à plus long terme ? Nombreux sont ceux qui adoptent cette nouvelle ligne, notamment Claude Malhuret et Rony Brauman<sup>712</sup>, et quelques autres personnes regroupés autour de *Tonus*. Kouchner s'oppose à cette vision, il craint qu'en s'institutionnalisant l'organisation ne devienne un calque du CICR.

Selon lui, MSF devrait garder son esprit d'origine, avec une équipe de médecins urgentistes, prêts à partir en mission, en précurseur, à l'autre bout du monde, secourir les malades. Il préconise des missions à court terme, fournissant un traitement efficace, sans assistance permanente, des missions qui permettraient aux victimes préalablement soignées voire guéries de reprendre leur vie. Le côté pionnier de MSF résidait, selon lui, dans le rôle d'appui que l'organisation devait jouer ; elle aurait dû être une sorte « d'aiguillon » qui tire la sonnette d'alarme sur ce qu'elle constate sur

---

<sup>710</sup>. Johanna Siméant, « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 2001, Volume 51, n° 1, pp. 47-72,

<sup>711</sup>. *Ibid.*

<sup>712</sup>. Rony Brauman, *in Kouchner vu par...*, *op. cit.*, pp. 110-111.

le terrain et, sur le plan logistique, s'appuyer sur des organisations caritatives existantes.

Mais les vraies lignes de partage sont ailleurs car, surtout, ce qui l'éloigne de plus en plus des ses camarades, c'est sa vision beaucoup plus politique de l'action humanitaire. En effet, Kouchner considère que chaque action humanitaire est politique « par définition puisqu'elle rompt avec la neutralité<sup>713</sup> ». Les médecins ont le pouvoir d'aller dans les zones de guerres ou de catastrophes naturelles les plus dangereuses de la terre, et cela, s'il le faut, sans se soucier des frontières.

En 1974, il accomplira une mission clandestine en Irak<sup>714</sup> et une autre en 1975, au Viêt Nam<sup>715</sup>, en entrant en conflit ouvert avec une partie du bureau de MSF. Si, pour Kouchner, ce fut l'action exemplaire que MSF devrait poursuivre, elle n'en était pas une pour certains de ses camarades de l'organisation. Philippe Bernier, ancien journaliste à *Tonus* et membre du bureau de MSF, l'a accusé d'être parti en cachette<sup>716</sup>, sans prévenir MSF et s'opposa à ce que Kouchner, au retour, fasse état de la situation dans la presse.

---

<sup>713</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner, op. cit.*, p. 141.

<sup>714</sup>. En 1974, accompagné par Max Récamier et Jacques Bérès, il monte une mission chez les Kurdes d'Irak, à la demande de leur chef, Mustafa el-Barzani. D'après les dires de Kouchner, ils seraient passés par l'Iran et auraient franchi la frontière irakienne clandestinement. Leur but était, outre de soigner dans l'urgence, de lister les besoins en matériel et en médicaments afin, une fois de retour à Paris, d'organiser l'aide humanitaire et d'alerter l'opinion publique. Par la même occasion, Kouchner aurait transporté une Lettre de demande de soutien de la part de Moustafa el-Barzani à Mitterrand qui, à l'époque, était premier secrétaire du PS.

<sup>715</sup>. En 1975, *l'Association française d'aide à l'enfance* fit une demande de médecins auprès de MSF pour Saïgon. Kouchner s'est porté volontaire avec quelques autres confrères, notamment Jacques Bérès, Jean-Claude Sénéchal et Xavier Emmanuelli.

<sup>716</sup>. La version de Bernard Kouchner est différente : le bureau de MSF était au courant de cette mission mais, certains, notamment Philippe Bernier, militant pro-arabe et pro-régime irakien, que la France soutenait à l'époque, s'y serait violemment opposé, ne voulant pas engager le MSF dans une mission qui fut contraire à ses propres opinions politiques. Entretien avec Bernard Kouchner, Avignon, 16-27 juillet 2012.

La rupture définitive viendra cependant au moment du drame des « boat people » en 1978. Après la chute de Saïgon, en 1975, et l'instauration du régime communiste de Hô-Chi-Minh, des milliers de Vietnamiens ont fui leur pays dans des embarcations de fortune. Les pays riverains refusant de les accueillir, ils voguent en mer de Chine exposés à de multiples dangers, dont les pirates. Ces images, diffusées par la télévision, rappellent à Kouchner le drame de *l'Exodus*, avec à bord des Juifs rescapés des camps de concentration, repoussés de partout<sup>717</sup>. Mais, au-delà de cette comparaison qui s'impose à lui, si Kouchner voit une obligation de réagir, c'est aussi parce qu'il est conscient de la responsabilité pour le soutien que lui-même et sa génération ont apporté auparavant au régime de Hanoï. Le moment est venu de réparer les erreurs de jeunesse : « Le Viêt Nam m'impressionnait encore. Mes espérances de jeunesse avaient la vie plus dure que mes souvenirs et qu'une réflexion. Je refusais d'admettre que le Viêt Nam vivait sous une tyrannie semblable à celle de l'Union soviétique. Je lui accordais la clause du pays le plus favorisé par les certitudes romantiques, comme jadis pour Cuba. Pourtant, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, j'avais longuement découvert le visage unique de l'oppression : gauche, droite, mêmes jougs, mêmes contraintes. Pourquoi aurais-je voulu qu'elle épargnât le pays d'Hô Chi Minh ? Il me manquait de reconnaître mon propre aveuglement, de sentir s'écrouler les dernières illusions d'un lyrisme social programmé, d'abandonner l'enfance des idées<sup>718</sup>. »

Mais l'examen de conscience kouchnérien est loin de plaire à ses anciens compagnons de route<sup>719</sup>. Pour certains d'entre eux, ceux qui

---

<sup>717</sup>. Bernard Kouchner, *L'île de lumière*, Edition Ramsay, Paris, 1980, p. 14.

<sup>718</sup>. Bernard Kouchner, *L'île de lumière*, *op. cit.*, p. 28.

<sup>719</sup>. André Glucksman avoue que « toute la gauche française soutenait le Viêt Nam communiste. Ainsi, apporter le soutien aux fugitifs du Viêt Nam signifiait pour elle remettre en cause son attitude », in *Pokój z widokiem na historię, Biografia intelektualna Raymonda Arona*, [Fenêtre avec vue sur l'histoire. La biographie de Raymond Aron], Jarosław Kurski, Warszawa, Sprawy Polityczne, 2002, p. 79.



fuyaient le pays du « bonheur » communiste n'étaient que des riches privilégiés de l'ancien régime et le principe de fuir était, par définition, « bourgeois ». D'autres accusèrent Kouchner d'être au service de la CIA ou du KGB<sup>720</sup>.

Pour mettre en place le projet du lancement d'un « bateau pour le Viêt Nam » qui naviguerait en permanence en mer de Chine afin de repêcher et soigner les fugitifs, Kouchner crée un Comité de soutien rassemblant des personnalités de tout bord qui signent un appel publié le 21 novembre 1978 dans *le Monde*<sup>721</sup>. Cette initiative aboutira à l'affrètement d'un bateau de la marine marchande, nommé *L'île de lumière*, qui arrivera en avril 1979 à Pulau Bidong, avec à bord huit médecins, dont Bernard Kouchner. *Médecins sans frontières* accepte d'y envoyer son personnel médical, mais refuse de s'engager davantage dans l'opération<sup>722</sup>. Les équipes médicales s'y succèdent et les journalistes aussi : Kouchner est d'avis que le rôle des humanitaires, outre de soigner, est d'attirer l'attention de l'opinion publique et des gouvernants à travers les médias.

Attitude peu partagée<sup>723</sup> par certains camarades de MSF qui voyaient dans ces actions des motivations narcissiques liées au désir

---

<sup>720</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner, op. cit.*, p. 217.

<sup>721</sup>. Dans *Le Monde* du 21 novembre 1978, des personnalités, telles par exemple Raymond Aron, Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, Claude Mauriac, Roland Barthes, Yves Montand, Simonne Signoret, Brigitte Bardot, signent l'appel pour « un bateau pour le Viêt Nam ».

<sup>722</sup>. Un ancien ami de Kouchner et membre de MSF, Xavier Emmanuelli publie, dans *Le Quotidien du Médecin*, un article « Un bateau pour Saint-Germain-des-Prés », où il accuse les intellectuels parisiens de faire un spectacle, en profitant du malheur des Vietnamiens, et juge l'opération techniquement impossible. L'épisode a été rappelé par Kouchner lors de l'entretien avec l'auteur, Avignon, 16-27 juillet 2012. Aussi in Alain Guillemoles, *Bernard Kouchner, la biographie, op. cit.*, p. 139.

<sup>723</sup>. Au-delà des critiques visant le « vedettariat » de Kouchner, deux visions de l'humanitaire s'opposaient alors : d'une part, Kouchner défendait l'esprit des pionniers de *MSF*, les opérations d'urgence, menées par des médecins généreux qui ouvraient la voie pour infléchir les politiques tout en attirant l'attention de l'opinion publique sur les zones de désastres, d'autre part, une partie du bureau de *MSF*, sous l'impulsion de Claude Malhuret tenait à renforcer l'organisation en la professionnalisant et en embauchant un personnel qualifié. Cela conduisit au départ définitif de Kouchner en mai 1979

de reconnaissance et de promotion personnelle. Pour contrer le « vedettariat » de Kouchner, MSF adopte une motion, à l'initiative de Claude Malhuret, stipulant que « le fait d'appartenir à MSF ne peut en aucun cas servir d'élément de promotion personnelle<sup>724</sup>. »

Trente ans plus tard, son ancien ami et critique virulent depuis longtemps, Rony Brauman dénonce le « star système » de Kouchner au sein de MSF, voire même un culte de sa personnalité qu'il aurait créé. Par la même occasion, Brauman conteste l'idée qu'une organisation du type MSF ait besoin d'une personnalité charismatique qui mobiliserait des donateurs : « ce que je conteste, c'est la nécessité d'avoir un leader célèbre. On n'en a pas besoin<sup>725</sup>. »

Si pour Kouchner la médiatisation de la souffrance est indispensable à la cause des victimes et à la mobilisation des citoyens, elle est insupportable aux yeux de ses critiques, car elle fait appel davantage à l'émotion qu'à la réflexion, elle suscite de l'indignation de l'opinion publique pour des « victimes abstraites », sorties de leur contexte géographique et politique. En outre, elle nourrit la bonne conscience passive des lecteurs/télespectateurs, tout en contribuant à la gloire de ces initiateurs/acteurs<sup>726</sup>.

Ces arguments de taille et ne pouvant être négligés dans le débat sur l'humanitaire, ils ne devraient, en aucun cas, nous semble-t-il, servir d'instrument permettant de dévaluer, voire de discréditer l'attitude et l'action de Kouchner. Car peut-on cerner le personnage et ses vraies motivations si on lui refuse d'emblée la sincérité de ses convictions et de ses agissements, dont l'unique mobile serait la volonté d'une mise en scène permanente de son *Moi* ? Rien n'est moins sûr. Le portait de Kouchner « tout-médiatique », avec pour

---

de MSF ainsi qu'à la création, l'année suivante, des *Médecins du monde*, dont il est devenu le président.

<sup>724</sup>. Olivier Weber, *French doctors*, Paris, Robert Laffont, 1995.

<sup>725</sup>. Rony Brauman, *Kouchner vu par...*, op. cit., p. 123.

<sup>726</sup>. Luc Ferry, *L'Homme-Dieu ou le sens de la vie*, Paris, Grasset, 1996, p. 144.

seule aspiration la gloire et l'arrivisme, semble peu convaincant au vu de son action à long terme.

Il est à noter, à cet égard que, bien que Kouchner ait théorisé « la loi du tapage médiatique » et ait appelé à s'en servir, il fut aussi conscient de ses dérives : exagération, risque de manipulation, exploitation abusive d'une situation de crise<sup>727</sup>. La souffrance du monde rapportée en images fortes participait, selon lui, à la « société de spectacle » ; ces images chocs créent, certes, la popularité d'une cause mais elles se succèdent et disparaissent, et ne contribuent pas toujours à la compréhension, mais plutôt à l'émotion du public<sup>728</sup>.

D'après Luc Ferry, par exemple, même l'échec politique et militaire de la tristement célèbre opération en Somalie en 1992 et le célèbre et controversé geste kouchnérien d'un sac de riz porté sur son épaule en présence des journalistes et des caméras, tourné en dérision plutôt qu'analysé, ne devrait pas occulter ses aspects positifs : « Il y a trente ou quarante ans encore, les Somaliens seraient sans doute morts au complet dans l'indifférence la plus totale, ce ne sont pas les exemples analogues qui manquent. Plusieurs centaines de milliers furent sauvés. Et, de ce point de vue, le rôle joué par l'émotion d'une opinion publique alertée par les médias n'est-il pas indispensable ?<sup>729</sup> »

« La loi du tapage » est nécessaire, selon Kouchner, non seulement pour susciter un grand élan de charité mais aussi pour faire pression sur les hommes politiques, pour influencer sur une situation donnée et faire bouger les lignes. Ainsi, le mouvement humanitaire

---

<sup>727</sup>. Bernard Kouchner, « La loi du tapage », in *Le malheur des autres*, op. cit., p. 198.

<sup>728</sup>. Bernard Kouchner, *Charité business*, Paris, 1986, Belfond, Pré aux clercs, p. 168.

<sup>729</sup>. *Ibid.*, p. 147.

efficace devrait-il être une « troïka » regroupant les humanitaires, les journalistes et les politiques<sup>730</sup>.

---

<sup>730</sup>. *Ibid.*, p. 196.

### 3. Droit d'ingérence humanitaire

Les difficultés rencontrées par *Médecins sans frontières*, présents dès la création de l'organisation sur tous les terrains — en Afrique, Moyen Orient, Asie et Amérique Latine — notamment liées à l'accès aux victimes, souvent freiné par la souveraineté des États, les obligeant à se rendre illégalement dans des zones de guerre, montrent les carences du droit international, qui, selon Kouchner, protège les frontières mais ne protège pas les hommes.

Et si le droit international en matière de protection des droits de la personne est insuffisant, il faut le changer, pense Kouchner et il se lance dans une longue campagne pour ce qui sera appelé plus tard le « droit d'ingérence ». Lors d'une conversation, en 1985, avec le juriste Mario Bettati, naît l'idée d'un colloque sous le titre « Droit et morale humanitaire » qui se tiendra en janvier 1987 et réunira des personnalités d'options politiques et de milieux différents<sup>731</sup>. Même si le terme de « droit d'ingérence » a été évoqué, pour la première fois, par Jean-François Revel dans un article de *l'Express* en 1979, consacré aux dictatures centrafricaine de Jean-Bedel Bokassa et ougandaise d'Idi Amin Dada, il a été conceptualisé lors de ce colloque. Désormais Kouchner sera son principal promoteur, aidé par Mario Bettati qui participera à la diffusion de ce concept dans les cercles onusiens.

S'il n'est pas dans notre objectif d'analyser tout le débat autour de la problématique du droit d'ingérence et les nombreuses critiques qui

---

<sup>731</sup>. Outre Yves Montand, Costa Gavras, Jorge Semprun, il y eut aussi des intellectuels, tels Glucksman, Finkelkraut, Revel, des hommes politiques, Simone Veil, Bernard Stasi, Robert Badinter, Roland Dumas. À la tribune se succéderont le président Mitterrand et le premier ministre Chirac. Par satellite Wałęsa et Mgr Tutu, d'Afrique du Sud.

ont accompagné sa mise en application<sup>732</sup>, il convient de souligner cependant que, malgré les réserves formulées, l'ONU a inscrit dans son mandat les conditions d'intervention en cas de violences massives et imminentes menaçant les droits de la personne et le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, dans son rapport du *Millénaire* en 2000, a appelé à instaurer une exigence morale faite au Conseil de sécurité pour agir au nom de la communauté internationale contre les crimes contre l'Humanité. Suite à cet appel, le gouvernement canadien a créé la *Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (CIISE)* qui, en décembre 2001, rendait son rapport sur *La responsabilité de protéger*, marquant ainsi un nouveau jalon du droit humanitaire international<sup>733</sup>.

---

<sup>732</sup>. La doctrine du « droit d'ingérence » entend subordonner la souveraineté des États, interprétée comme « une sorte de mur à l'abri duquel tout peut se passer », selon Bernard Kouchner, à une « morale de l'extrême urgence » visant à protéger les droits fondamentaux de la personne. Ce concept a alimenté un vif débat parmi les humanitaires et les juristes. Les partisans et détracteurs du droit d'ingérence s'opposent autour de la tension entre la légitimité et la légalité de l'intervention. Pour les premiers, l'intervention humanitaire est légale parce que légitime. Les seconds, à l'inverse, refusent toute légitimité à une intervention qui n'aurait aucun fondement légal et craignent que, sous des prétextes humanitaires, il ne justifie des formes d'ingérences impériales. De l'initiative de la France, deux résolutions ont été votées par l'Assemblée générale des Nations Unies qui précisent son application : la résolution 43/131 adoptée le 8 décembre 1988 institue une « assistance humanitaire aux victimes de catastrophes naturelles et de situations d'urgence du même ordre » ; la résolution 45/100 votée le 14 décembre 1990 prévoit, quant à elle, la mise en place de « couloirs humanitaires ». Pour la première fois, au nom du droit d'ingérence, plusieurs États occidentaux sont intervenus au Kurdistan irakien en avril 1991 après que le Conseil de sécurité a invoqué une « menace contre la paix et la sécurité internationales » (résolution 688 du Conseil de sécurité). Les interventions humanitaires, menées au nom du droit d'ingérence, par exemple, l'opération « Restore Hope », en Somalie, en 1992 (résolution 794), l'opération Turquoise menée par la France au Rwanda en 1994, ou les interventions armées en Bosnie-Herzégovine en 1994-1995, au Libéria, en Sierra Leone, en Albanie en 1997 ou l'envoi d'une force d'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999 ont révélé l'ambiguïté et la complexité d'interventions parfois tout autant militaires qu'humanitaires.

<sup>733</sup>. Sandrine Perrot, « Devoir et droit d'ingérence », Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM), 25 avril 2006, <http://www.operationspaix.net/Devoir-et-droit-d'ingerence,7285>

## V. Dissidences de Cohn-Bendit

### 1. « Un paria conscient<sup>734</sup> »

Cohn-Bendit rappelle souvent l'épisode qui s'est déroulé lors de son procès à Francfort, en septembre 1968<sup>735</sup>. Interrogé alors par le juge sur son identité, il donna le nom de Kuroń et Modzelewski, tant était fort — confie-t-il — son sentiment de solidarité avec les deux auteurs de la *Lettre ouverte au parti communiste*, sanctionnés par la prison.

Dans l'entretien avec l'auteur, il redit s'être toujours identifié aux dissidents du monde soviétique, communiste, mais refuse de s'approprier « leur courage et force » et souligne que « sa dissidence contre toute la culture traditionnelle d'extrême gauche, marxiste et bolchévique » ne comportait pas les mêmes risques que celle des Michnik, Kuroń et Modzelewski.

Cela étant, dans l'analyse de certaines de ses actions ou prises de position, la notion de dissidence alterne avec celle de « paria conscient ». Cette dernière mérite, ce nous semble, quelques remarques supplémentaires.

Cohn-Bendit la reprend après Hannah Arendt<sup>736</sup>, dont l'autonomie de pensée et les écrits sur le totalitarisme et la démocratie furent pour lui une référence. Il rappelle par ailleurs qu'il y avait une relation amicale entre ses parents et Arendt<sup>737</sup> et qu'elle-même, en juin 1968,

---

<sup>734</sup>. Entretien avec l'auteure, Bruxelles, 9 février 2011.

<sup>735</sup>. Entretien avec l'auteure. Aussi in *Le vrai Cohn-Bendit*, Emeline Cazi, *op. cit.*, p. 248. Et lors du débat Cohn-Bendit/Michnik à l'Université de Varsovie, 2008.

<sup>736</sup>. Arendt dans sa réflexion sur la condition des Juifs d'Europe s'est inspirée de Max Weber qui les définissait comme des *pariah Gastvolk*, un peuple-hôte paria, ainsi que des écrits de Bernard Lazare, un écrivain anarchiste/sioniste français qui dans *Le Fumier de Job* (publié après sa mort, en 1928) décrivait la condition des Juifs comme celle d'un peuple paria, qu'il incitait à sortir du conformisme et à lutter pour ses droits. Hannah Arendt, *La Tradition cachée, le juif comme paria*, traduction française S. Courtine-Denamy, Paris, Christian Bourgeois, 1987, p. 180.

<sup>737</sup>. Le 28 mars 1996, dans un entretien pour *Libération*, Cohn-Bendit déclare : « Mes parents, Erich et Herta Cohn-Bendit, ont connu Arendt à Paris, dans le

après son expulsion de France, lui aurait écrit une lettre dans laquelle elle lui exprimait son soutien et sa solidarité<sup>738</sup>.

Selon la formule arendtienne, « le paria conscient » contrairement « au paria parvenu », enrichi et conformiste, est un esprit marginal et non-conformiste, qui assume sa marginalité en osant une critique radicale de l'ordre établi. Il est un être qui « tente de réconcilier éthique et politique, détachement et présence au monde, altérité et bien commun<sup>739</sup>. » Cette tentative de réconciliation crée une tension permanente, une figure hybride, un personnage qui « n'est pas vraiment dedans ni vraiment dehors<sup>740</sup>. »

Le personnage de Cohn-Bendit ainsi que son parcours témoignent, semble-t-il, de cette tension permanente. Lui-même se revendique d'être « de ces hybrides, et ces mélanges, ou plutôt cette tension permanente<sup>741</sup> », un statut qu'il juge comme « un privilège exceptionnel » car il l'autorise à dialoguer avec ses adversaires, ou même ses anciens amis, devenus terroristes<sup>742</sup>, à rassembler les contraires.

---

cerle qu'animait chez lui, rue Dombasle, Walter Benjamin, et où se retrouvaient les réfugiés allemands, Arnold Zweig, Brecht... Lorsque le gouvernement français a commencé à envoyer les "réfugiés ennemis" dans les camps d'internement, mon père s'est retrouvé à Villemalard avec Heinrich Blücher, le mari de Hannah Arendt. Arendt sera, elle, internée au camp de Gurs, dans les Pyrénées-Orientales. Mon père et Blücher retrouveront ma mère et Hannah Arendt à Montauban, presque par hasard. Après la guerre, mon père, mort en 1959, a correspondu avec Arendt, exilée aux Etats-Unis. Une longue note envoyée à mon père est reprise d'ailleurs dans les *Origines du totalitarisme*. »

<sup>738</sup>. Cohn-Bendit cite cette lettre d'après la biographie d'Arendt par Elisabeth Young-Bruehl, Calmann-Levy, 1999.

<sup>739</sup>. Mikhaël Elbaz, « Paria et rebelle », *Revue Plurielles*, n° 9, 1993, p. 121.

<sup>740</sup>. L. Gruel et J.-M. De Queiroz, « Marginalité », *art. cit.*, p.4.

<sup>741</sup>. Cohn-Bendit, *Que faire ?*, Paris, Hachette, 2009, p. 11.

<sup>742</sup>. Cohn-Bendit, bien qu'hostile à la lutte armée, a entretenu des liens avec Klein, compagnon de Carlos en 1975. Il se serait toujours senti responsable « de ne pas avoir réussi à le retenir, de n'avoir pas su détourner ce gamin de la folie meurtrière de la guérilla ». Cohn-Bendit l'aurait mis en garde contre les méthodes fascisantes des groupes terroristes. In *Le vrai Cohn-Bendit*, Emeline Cazi, *op. cit.*, p. 101.



La posture qui consiste à n'être ni « vraiment dedans ni vraiment dehors », le prédispose à jouer, dans diverses situations, le rôle de médiateur. Déjà en 1968, comme le rapporte dans ses *Mémoires* le préfet de police de l'époque, Maurice Grimaut, il naviguait entre les « enragés » et la police pour éviter les dérapages<sup>743</sup> et, une fois à Francfort, il fut le tampon entre les différentes communautés rivales. Plus tard, il se fera l'intermédiaire entre les services de police et les anciens terroristes<sup>744</sup>. Cette médiation aboutit à la publication d'un texte des services de renseignements dans le journal *Pflasterstrand*<sup>745</sup>, que dirigeait Cohn-Bendit, dans lequel la police promet « une chance à ceux qui veulent sortir du terrorisme ». Le journal fut attaqué au cocktail Molotov et Cohn-Bendit fut couvert d'insultes pour avoir « trahi » ses anciens camarades.

Plus tard, en 1989, lorsqu'il sera nommé adjoint au maire de Francfort chargé de l'immigration, il affirme avoir fait de la « médiation permanente » dans les deux communautés les plus importantes de la ville : les Turcs et les Yougoslaves, au sein de l'Office des affaires multiculturelles « l'Amka », qu'il a créé. Il se souvient d'avoir alors contribué à apaiser les tensions intra-communautaires et, partant, d'avoir évité des affrontements<sup>746</sup>.

Parfois, cependant, cette volonté de « médiation » ressemble à une « agitation » faite en dépit du bon sens et lui donne l'étiquette de personnage « ingérable » ou de « fauteur de troubles ». En 1998, rapporteur pour les questions algériennes, il s'y rend avec une

---

<sup>743</sup>. Propos du préfet Maurice Grimaut, aussi in *Mai 68, L'héritage impossible*, Jean-Pierre Le Goff, *op. cit.*, p. 94.

<sup>744</sup>. Vers le début des années 80, Cohn-Bendit aurait été approché par les services de renseignement allemand qui lui aurait demandé d'inciter Klein, vivant dans la clandestinité en France, à se rendre à la justice allemande. Cohn-Bendit aurait réussi à convaincre Klein de le faire, même s'il fut arrêté deux jours avant sa reddition. In *Le vrai Cohn-Bendit*, Emeline Cazi, *op. cit.*, p. 111.

<sup>745</sup>. « Pflasterstrand », („Pavéplage”), bimensuel alternatif créé en 1976 à Francfort, dont Cohn-Bendit a assuré la direction jusqu'en 1984.

<sup>746</sup>. Entretien avec l'auteure, Bruxelles, février 2011.

délégation du Parlement européen et dans une Algérie déchirée par la guerre civile, il déclare, contre l'avis de toute la délégation, qu'il serait lui-même prêt à discuter avec Ali Belhadj, un des dirigeants du FIS (Front islamique du salut)<sup>747</sup>. Cohn-Bendit, bien que membre du PE, n'exprimait que son propre point de vue, obligeant le président de cette délégation, André Soulier, membre du Parti populaire européen, de se distancier publiquement de ses propos<sup>748</sup>.

Mais, surtout, « ce privilège exceptionnel » d'être un « marginal man » lui donne la possibilité d'exprimer sans détour ce qu'il pense, parfois dans un langage virulent et frontal, ne ménageant pas l'interlocuteur, au risque de susciter l'incompréhension parmi les siens.

Lors de l'entretien avec l'auteur, Cohn-Bendit avoue que son « statut de paria » est devenu sa force et sa marque et ne cache pas qu'il sait ce que l'entourage pense de lui chaque fois qu'il dit tout haut « ce que les autres pensent tout bas » : « Dany est le seul qui peut se le permettre<sup>749</sup>. »

---

<sup>747</sup>. Avant cette déclaration publique de Cohn-Bendit, les députés, lui compris, décident de ne pas rencontrer les représentants du FIS. Ali Belhadj aurait déclaré être prêt à exercer une influence sur le GIA et à arrêter les tueries. In « Dany dans tous ses états », documentaire de Bernard Nauer, 1998, disponible online : <http://www.myskreen.com/documentaire/1310752-dany-dans-tous-ses-etats>

<sup>748</sup>. Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-bendit*, op. cit., p. 145.

<sup>749</sup>. Entretien avec l'auteure, Bruxelles, février 2011.

#### 4. Le politique « non-professionnel »

Le politique « professionnel » ou « le professionnel de la politique » : ce sont les deux termes qu'utilise souvent Cohn-Bendit pour dire ce qu'il n'est pas. À ses yeux, « un professionnel de la politique <sup>750</sup> » cède facilement aux jeux d'appareil des partis et, partant, se dissocie des électeurs, tout en en tirant un bénéfice personnel. L'engagement en politique n'est pas une « carrière », confie-t-il, mais « une aventure (...), un cheminement intellectuel qui nous oblige souvent à nous surpasser <sup>751</sup> » afin d'agir sur le monde, d'infléchir les institutions pour faire changer l'ordre existant.

L'acte même de s'investir dans les institutions fut précédé d'une « remise en cause radicale » de l'engagement anarchiste et gauchiste. Cette remise en cause fut douloureuse, il la compare à « un état second qui ressemble à celui du toxico qui se démène (...) pour sortir de sa dépendance <sup>752</sup>. »

Elle aboutit d'abord à un équilibre fragile, car trouvé « au bord d'un gouffre <sup>753</sup> », dans un état de déprime et de « désorientation », ensuite, elle le conduira à lancer, dans le journal qu'il dirigeait alors, le *Pflasterstrand*, un débat sur le dilemme des mouvements alternatifs allemands, à savoir le ralliement ou non du parti des Verts.

Cette attitude trahit une double tension : premièrement, par rapport au milieu alternatif allemand dans lequel il fonctionnait, qui se cherchait incontestablement un avenir politique mais n'était pas unanimement convaincu de cette optique. À ce propos, une polémique

---

<sup>750</sup>. Entretien avec l'auteure cité, aussi in Daniel Cohn-Bendit, *Que faire ?*, op. cit., p. 9.

<sup>751</sup>. Bernard Kouchenr, Cohn-Bendit, *Quand tu seras président*, op. cit., p. 20.

<sup>752</sup>. *Ibid.*, p. 18.

<sup>753</sup>. *Ibid.*

virulente se déclencha entre Cohn-Bendit et Joschka Fischer<sup>754</sup> et les partisans de la politique antiparlementaire, ouvertement hostiles à rejoindre le parti des Verts.

Deuxièmement, par rapport à lui-même, l'anarchiste de Nanterre, réfutant toute logique institutionnelle et de parti politique, et vivant pendant de nombreuses années en marge des schémas sociaux établis, décide de rejoindre, en 1984, le parti des Verts allemands, et, qui plus est, d'adhérer à la fraction des *Realos* qui, contrairement aux *Fundis*<sup>755</sup>, est favorable à l'exercice du pouvoir. Cohn-Bendit n'est pas à une contradiction prêt, diront certains de ses anciens amis et d'autres l'accuseront « d'opportunisme ».

« Dany » serait devenu « Le Vert » par dépit, il chercherait surtout à se placer électoralement pour peser dans les débats et satisfaire son *ego* démesuré<sup>756</sup>. Soit ! Mais, il semblerait que le dilemme de Cohn-Bendit se résume par une autre question qu'il pose lui-même : « Puis-je faire de la politique autre part que chez les Verts ? Sincèrement non. (...) Les Verts représentent pour moi quelque chose de nouveau, une réponse originale à une crise de la politique et des partis<sup>757</sup>. » Cela étant, Cohn-Bendit ne s'y sent pas vraiment « à l'aise »<sup>758</sup>, car il est loin d'être un « écologiste typique » ; il craint le dogmatisme idéologique et le radicalisme des

---

<sup>754</sup>. Cohn-Bendit aurait convaincu Joschka Fischer de changer d'avis et de se présenter aux élections législatives sur la liste des Verts. Il entra au Bundestag en 1983, deux ans plus tard devint ministre de l'Environnement et, ensuite, ministre des Affaires étrangères. Cohn-Bendit rappelle souvent qu'il aurait été à l'origine de sa carrière politique.

<sup>755</sup>. Les *Realos* et les *Fundis* : deux fractions opposées au sein des Verts allemands. Contrairement aux *Realos*, les *Fundis* furent contre toute participation parlementaire. La première fraction, minoritaire au début, aura de plus en plus de poids dans le parti.

<sup>756</sup>. Paul Ariès et Florence Leray, *Cohn-Bendit, l'imposture*, Paris, Max Milo Éditions, 2010, p. 50.

<sup>757</sup>. Kouchner, Cohn-Bendit, *Quand tu seras président*, op. cit., p. 45.

<sup>758</sup>. *Ibid.*

revendications écologiques qui « peuvent engendrer des conséquences sociales redoutables<sup>759</sup>. »

Ainsi, une fois au sein du parti, Cohn-Bendit garde toujours le même « privilège », celui de « paria » qui refuse que la politique fasse taire sa révolte contre « l'arbitraire et l'inacceptable<sup>760</sup> ».

Il l'exprime par exemple face à la ferme opposition des Verts, majoritairement pacifistes, à l'intervention militaire en Bosnie en 1993. Face au parti, paralysé par le pacifisme dogmatique, Cohn-Bendit tient alors un discours en faveur de l'intervention militaire<sup>761</sup>. Lors d'un congrès à Bonn, en 1993, la motion, proposée par Cohn-Bendit en appui à l'intervention, n'obtient que très peu de soutien. Lui-même fut couvert d'insultes et relégué à la fin de la liste aux élections européennes<sup>762</sup>.

Pour motiver cette intervention, Cohn-Bendit — à l'instar de Kouchner — recourt à la référence à l'Holocauste et rappelle l'image du ghetto de Varsovie : « Seriez-vous restés des observateurs face à l'anéantissement du ghetto de Varsovie ? Sarajevo, Varsovie, même combat ! Ces Bosniaques au bord de l'anéantissement sont nos frères de sang<sup>763</sup>. » Ces arguments ne portent pas alors mais sont « le déclencheur » d'une réflexion sur « le devoir d'ingérence et l'intervention humanitaire, voire de l'intervention militaire dans le logiciel vert<sup>764</sup> ». En effet, cinq ans plus tard, les Verts soutiendront les interventions au Kosovo et, plus tard, en Afghanistan.

Si Cohn-Bendit a compris le rôle et le poids des institutions, mais aussi qu'en dehors des structures d'un parti politique l'action ne pèse

---

<sup>759</sup>. Cohn-Bendit, *Que faire, op. cit.*, p. 37-38.

<sup>760</sup>. *Ibid.*, p. 10.

<sup>761</sup>. Entretien avec l'auteure, Bruxelles, février 2011.

<sup>762</sup>. Malgré cela, il entra au Parlement européen en juin 94.

<sup>763</sup>. Cohn-Bendit, Kouchner, *Quand tu seras président, op. cit.*, p. 22.

<sup>764</sup>. *Ibid.*, p. 22.

pas autant, il a toujours refusé de briguer des mandats nationaux ou d'occuper des postes ministériels.

Exubérant, porté souvent par l'émotion et volontiers provocateur, il déstabilise ses interlocuteurs. Il n'en a cure des subtilités de la langue diplomatique lorsqu'il s'emporte facilement contre la « politique tribale », « nombriliste », répondant au seul intérêt d'un parti, contre des jeux de l'appareil politique, contre « des langages verbeux et le sérieux des énarques »<sup>765</sup>. »

Il n'hésite pas à passer facilement du tutoiement au vouvoiement, même en public, ou encore à apostropher violemment, dans une intervention bien préparée et mise en scène<sup>766</sup>, Nicolas Sarkozy intervenant au Parlement européen avant les Jeux Olympiques de Pékin : « *Monsieur le Président, vous allez manger avec des baguettes avec le président chinois Hujintao, bon appétit!* » Il n'épargne pas non plus ses anciens amis, tel Kouchner, qu'il juge sévèrement pour son entrée dans le gouvernement Fillon, tout comme pour ses « activités de consultant en Afrique »<sup>767</sup>. Il l'a appelé à s'expliquer car dans son « discours, entre son honnêteté et les causes qu'il a défendues et cette pratique économique personnelle il y a une contradiction », a-t-il déclaré au *Figaro* en février 2009.

Aujourd'hui, il croit encore que son idée de jeunesse d'inventer « une force politique libérée des structures d'un parti » est possible et jure de ne pas avoir d'autres ambitions qu'européennes : être une sorte de « Monsieur l'Europe »<sup>768</sup>.

---

<sup>765</sup>. Gaël Tchakaloff, « Daniel Cohn-Bendit, Soleil vert », *Le nouvel Economiste*, mars 2010.

<sup>766</sup>. Cohn-Bendit aurait échangé sa place pour être au premier rang, habillé d'un T-shirt *Reporters sans frontières* avec des anneaux olympiques menottés.

<sup>767</sup>. À ce propos, le livre de Pierre Péan, *le Monde selon K.*, Paris, Fayard, 2009.

<sup>768</sup>. Entretien avec l'auteure, Bruxelles, février 2011.

## CONCLUSION

L'analyse du concept de la dissidence nous a permis d'en définir — dans le cadre de cette thèse tout du moins — les principales caractéristiques ainsi que la portée. Ainsi la dissidence est-elle un phénomène « individuel » de désaccord avec un ordre ou une réalité « injuste » et/ou relevant de l'oppression ; elle n'a pas de structures officielles, ni de programme politique défini.

Bien que « connoté » dans la mémoire européenne qui l'associe à l'univers totalitaire soviétique, le phénomène de la dissidence concerne aussi d'autres « espaces politiques », y compris celui de la démocratie. En effet, elle a un caractère « protéiforme » dont la diversité des formes et des situations est sans limites, semble-t-il.

Loin d'être un phénomène récent, elle aurait construit l'esprit européen. De l'Antiquité à nos jours, des précurseurs emblématiques de la dissidence, tout en restant fidèles à divers systèmes de « principes », ont tracé les voies de la liberté.

Dans les années soixante, et notamment après l'échec de 68, la dissidence s'est polarisée autour d'un dénominateur commun : le combat pour les droits de l'homme. La portée universelle de ce dernier correspond à une exigence éthique et morale ; ses objectifs sont clairs et précis car ils découlent d'un humanisme qui a une valeur transcendant les clivages partisans et idéologiques.

Sous un autre angle on peut avancer que l'apport théorique de cette étude est d'éclairer de façon originale le rapport entre l'individuel et le social. En effet, l'individu dissident, sujet « autonome » et « post-conventionnel », n'est pas seulement un être « distancié » ou « révolté » par rapport à une réalité ou un ordre qu'il juge « injuste » ou oppressant. Il se caractérise aussi par sa capacité

à redéfinir son propre rôle social de façon singulière. Ainsi sa démarche est-elle non seulement faite d'opposition mais encore de construction, de production de valeur. Et celle-ci s'appuie sur des systèmes de principes — donc relevant de la pensée politique et sociale dans sa dimension théorique — dont le dissident recherche confirmation dans l'espace public et par adhésion du public.

Le recours au concept de dissidence dans le cadre de l'analyse croisée des trajectoires de Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit nous a permis de réévaluer leurs engagements et actions post-68. Étant donné les cadres socio-politiques dans lesquels ils agissaient, leurs pratiques dissidentes ainsi que les risques qu'ils encourraient étaient différents. Cela dit cependant, ils incarnent l'éthos de la dissidence à travers les figures qu'ils formulent eux-mêmes, celles d'un « bouffon » (Michnik), d'un « hors-la-loi » (Kouchner), d'un « marginal man » ou d'un « paria » (Cohn-Bendit).

Leurs activités ne sont pas enfermées dans le silence ; ils écrivent et parlent à la presse, sans parfois y avoir d'accès libre, tel Michnik qui, pour se faire entendre, est obligé de passer par la presse étrangère ou de publier ses textes dans les éditions du *samizdat* ou sous pseudonyme. Leurs paroles-actes, tant par le contenu que la forme, remettent en cause une réalité politique ou sociale et ceux qui adoptent une attitude « conventionnelle ». Ainsi, les perceptions de ces paroles-actes sont-elles variées, allant de l'adhésion à leurs idées jusqu'au rejet ou à des critiques violentes, même de la part des amis ou compagnons de combat.

L'attitude dissidente de Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit porte en germe un développement futur possible car elle participe à la construction de projets de communautés nouvelles, ayant pour base axiologique les droits inaliénables de la personne humaine. Chacun des trois personnages tentera d'imaginer ce projet dans un cadre plus



large que le territoire national ; pour Michnik, il s'agit d'une projection de « communauté démocratique » libérée du poids totalitaire, Kouchner envisage une « communauté humanitaire sans frontières » ; Cohn-Bendit, lui, songe à une « communauté européenne » transnationale.

Ce projet aux allures apolitiques, car pouvant rallier des individus de tous bords et obédiences partisans, nécessite un engagement surtout moral mais aussi politique. Lutter contre un ordre ressenti comme injuste ou contestable pour défendre les droits de l'homme, en vue d'élargir l'espace du bien commun et de construire une communauté nouvelle, relève de l'engagement politique également.

Mais en tentant de changer les cadres de références étaient-ils possible de générer un nouveau type d'efficacité politique ? Telle était la question implicite qui se posait, et que l'on peut formuler de façon plus directe : quels sont alors la nature et l'impact de l'engagement politique et médiatique des trois protagonistes ?

## CHAPITRE III

### LES DISSIDENTS « CONVERTIS » ?

#### INTRODUCTION

Nous avons cherché précédemment à définir le concept de dissidence, ainsi que de mettre en exergue les actions « dissidentes » menées par les trois protagonistes de cette étude. Ainsi, aussi bien Michnik, Kouchner que Cohn-Bendit — bien qu'agissant dans le cadre de régimes politiques différents et, partant, n'étant pas exposés aux mêmes risques et dangers — ont-ils emprunté, à certains moments de leur vie, la voie de la dissidence et ont-ils agi conformément à leurs convictions, tel le dissident qui « vit ce qu'il pense ».

Cependant, s'ils affirment refuser de composer avec une réalité, un ordre, un système, ou s'opposent à lui, ce n'est pas pour détruire ou construire une utopie nouvelle. Leur démarche n'est ni révolutionnaire ni nihiliste. Tous les trois semblent être des romantiques « réalistes » : ils sont conscients qu'afin de défendre les valeurs humanistes, il faut, parfois, quitter son « habit » de dissident et, tout en reconnaissant le rôle et le poids des institutions démocratiques, accepter d'y entrer et d'y travailler.

Ils se « convertissent » pour ainsi dire, sans pour autant adhérer pleinement au monde nouveau.

Le « converti », tel que le définit le dictionnaire *Littré*, est celui qui est « amené d'une religion à une autre », mais aussi quelqu'un qui est supposé prendre « une autre nature<sup>769</sup> ». Cette notion peut également comporter une note ironique lorsqu'elle relève du langage de la

---

<sup>769</sup>. É. Littré, *Le Dictionnaire de la langue française*, Paris, Hachette, 1873, v. 1, p. 795.

politique et désigne celui qui « passe d'un parti à un autre par un intérêt déguisé sous une fausse apparence de conviction<sup>770</sup>. »

Si, dans un ses discours<sup>771</sup>, Michnik se définit lui-même comme un « dissident converti », Kouchner et Cohn-Bendit sont ainsi appelés par leurs détracteurs qui les accusent d'abandonner leurs passions de jeunesse, de passer d'un bord politique à un autre, ou encore d'être des personnages versatiles sans foi ni convictions véritables. Des « showmen », des communicants, certes, mais surtout des hommes « exhibant leur prétendue marginalité<sup>772</sup> », en recherche permanente de reconnaissance et d'accomplissement.

Michnik avoue s'être « converti » deux fois<sup>773</sup> : la première, après la chute du régime communiste, en 1989, lorsqu'il reconnut qu'il vivait dans un pays libre et pouvait, enfin, adopter une attitude pro-État polonais, la seconde, lorsqu'il constata que le jeune État polonais avait besoin que le quotidien qu'il dirigeait *Gazeta Wyborcza* soit une sorte « d'épine dans le pied » ; qu'il dérange parfois, qu'il attire l'attention sur ce qui ne va pas, sur les dérives et les pièges de la nouvelle démocratie.

Dans le cas des trois personnages, il ne s'agit nullement de conversion au sens d'abandon ou d'adhésion définitifs, semble-t-il. Aucune idéologie ni croyance ne leur appartient complètement, si ce n'est les valeurs universelles qu'ils défendent, comme d'ailleurs, aucune conviction politique ne les apprivoise pleinement. Ils s'appartiennent à eux-mêmes, pourrait-on dire, que cela plaise ou non à leurs plus proches amis ou collaborateurs. Ainsi, même lorsqu'ils passent de l'autre côté du miroir en s'engageant sur la voie

---

<sup>770</sup>. *Ibid.*

<sup>771</sup>. Adam Michnik, « Wyznania nawróconego dysydenta » [Les confessions d'un dissident converti], discours prononcé lors de la remise de la médaille *Erasm z Rotterdamu*, in *Wyznania nawróconego dysydenta*, op. cit., p. 247.

<sup>772</sup>. Paul Ariès, Florence Leray, *Cohn-Bendit, l'imposture*, op. cit., p. 31.

<sup>773</sup>. Entretien avec l'auteure déjà cité.

institutionnelle, ils ne sont « ni tout-à-fait dedans ni tout-à-fait dehors ».

Leur « conversion » consisterait en fait à porter des « choix antipolitiques » au cœur du pouvoir exécutif ou législatif et donc avoir un impact nouveau, différent, voire quantifiable dans certains domaines. Cela génère bien évidemment des controverses et critiques, qui signalent un effet communicationnel qui est, lui, considérable. Afin de mieux percevoir et exposer les tenants et les aboutissants de ces choix, le positionnement idéologique des trois protagonistes face aux défis contemporains ainsi que leur legs, l'auteure a réalisé une enquête directe mais *a posteriori* par des entretiens avec les trois protagonistes. Les objectifs fixés furent multiples : il ne s'agissait non seulement de reconstitution d'expériences ou d'événements du passé auxquels les protagonistes ont participé ou ont été confronté mais, surtout, d'analyse du sens que ces acteurs donnent à leurs actions et pratiques, de même qu'à leurs prises de position. Ces entretiens semi-directifs réalisés successivement en 2008, 2011 et 2012 ont permis de vérifier l'évolution de l'analyse et des interprétations que Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit font de leurs choix et engagements politiques. Et l'intérêt de ce regard sur soi-même d'acteurs est ici d'autant plus grand que ceux-ci ont voulu contribuer aux évolutions de leurs sociétés en construisant un rapport politique et médiatique nouveau aux communautés qu'ils voulaient voir fonctionner. Donc disposer d'une telle source, avec les limites de leurs regards sur eux-mêmes et de ce qu'ils ont pu souhaiter dire ou non, ouvrait la possibilité d'une interprétation des mécanismes politiques et de communication politique qui sont au cœur de leur tentative de transformation des cultures politiques.

## I. CHOIX ANTIPOLITIQUE ET IMPACT POLITIQUE

### 1. Le concept de l'antipolitique

Si la politique est, au sens wébérien, « la direction du groupement politique que nous appelons État ou l'influence que l'on exerce sur cette direction<sup>774</sup> », l'antipolitique, telle que l'a définie le philosophe hongrois, György Konrád<sup>775</sup>, dans le contexte du refroidissement des relations Est-Ouest et de la « normalisation » de la Pologne par le général Jaruzelski<sup>776</sup>, se caractérise, elle, par une défiance à l'égard de l'État, omniprésent et oppressant.

À l'origine, rappelons-le, la pensée antipolitique de Konrád fut un appel à l'émancipation intellectuelle face aux cercles du pouvoir pour atteindre la vraie liberté de pensée et préconisait l'indépendance de l'esprit.

« L'antipolitique c'est un état d'étonnement. L'individu découvre que la réalité qui l'entoure est grotesque, pis — dépourvue de sens. Il découvre qu'il est une victime et refuse de l'être. Il refuse que sa vie et sa mort dépendent des autres. Il ne confie pas sa vie aux hommes politiques, il réclame qu'ils lui rendent sa langue et sa philosophie<sup>777</sup> » écrivit Konrád.

L'antipolitique réclame le primat de l'éthique sur la politique qui doit être fondée sur les valeurs de vérité et de responsabilité. Vaclav

---

<sup>774</sup>. Max Weber, « La profession et la vocation de politique », in *Le Savant et la politique*, Paris, Éditions la Découverte, 2003, p. 118.

<sup>775</sup>. György Konrád écrivit *l'Antipolitique* en 1982. Il y décrit la Guerre froide, les conséquences de la division de l'Europe associée à Yalta. Il y développe aussi le concept d'antipolitique. Ce livre reçoit le prix européen de l'essai de la fondation suisse Charles-Veillon.

<sup>776</sup>. L'auteur fait référence à la période de l'après-état de guerre de 1981, imposé au peuple polonais par le pouvoir communiste avec de nombreux emprisonnements, ainsi que la délégalisation du mouvement *Solidarność*.

<sup>777</sup>. György Konrád, *L'Antipolitique*, Paris, La Découverte, 1987, p. 34.

Havel est convaincu que « la politique anti-politique est possible. La politique 'd'en bas'. La politique de l'homme et non pas de l'appareil<sup>778</sup>. » Et il ajoute : « Je suis partisan d'une 'politique anti-politique'. D'une politique qui n'est ni une technologie du pouvoir, ni une manipulation de celui-ci, ni une organisation de l'humanité par des moyens cybernétiques, ni un art utilitaire de l'artifice et de l'intrigue<sup>779</sup> ».

Ainsi, « le pouvoir des sans pouvoir<sup>780</sup> » ne se trouve-t-il pas dans l'État, ni dans des rivalités partisans des partis politiques, il est, en revanche, fondé sur l'introduction de la morale dans la politique, et par conséquent, par biais de l'individu moral, c'est la société civile qui se situe au dessus de l'État et des partis politiques.

Par ailleurs, bien que le concept d'antipolitique de Konrád soit inscrit dans un projet de contestation du régime autoritaire, il ne signifiait nullement « l'apolitisme », car ceux qui se renferment dans leur domaine privé et fuient la politique agissent, en fait, dans son intérêt.

La notion de « l'antipolitique » dans sa version originelle décrit l'attitude de Michnik après 68 car, comme nous l'avons déjà souligné, il n'a alors plus d'illusion ni d'espoir de voir le socialisme emprunter la voie révisionniste. Il ne se reconnaît pas dans cet État, il n'est pas « le sien » — comme il le répète à plusieurs reprises — mais imposé de l'extérieur. Et comme Konrád, il appelle à mûrir une réflexion intellectuelle autonome basée sur la morale. De plus, il prône « l'autogestion sociale » qui seule garantit de casser le monopole de l'État en tant que l'unique représentant de la nation.

Dans cette étude cependant, étant donné les différences de contextes et de lutte de nos trois protagonistes, nous essaierons de

<sup>778</sup>. Vaclav Havel, « La politique de la conscience », in *Essais politiques, op. cit.* p. 247.

<sup>779</sup>. *Ibid.* p. 245.

<sup>780</sup>. Vaclav Havel, « Siła bezsilnych », in *Siła bezsilnych i inne eseje*, [Le pouvoir des sans pouvoirs et autres essais], Warszawa, Biblioteka Agora, 2011.

« sortir » la notion d'antipolitique de son contexte est-européen pour l'utiliser plutôt dans son acception adjectivale. Il s'agit de caractériser l'attitude d'un individu qui agit au nom des valeurs universelles, tout en s'affranchissant des intérêts partisans d'un groupe ou d'un parti politique, voire des cercles du pouvoir ; d'un individu qui cherche à se positionner au-delà des clivages traditionnels gauche-droite et tente de trouver une voie indépendante, « sa » voie souvent difficilement étiquetable.

Par ailleurs, il semblerait que l'individu « antipolitique » exerce une forme de politique dans le sens où, par son action, il influe sur la réalité et les pouvoirs en place, en vue de changer l'ordre existant qu'il juge oppressant, archaïque ou inefficace. Ainsi, en ce sens, l'attitude antipolitique rappelle-t-elle celle d'un dissident, pourrait-on dire.

Cependant, Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit naviguent entre l'attitude « antipolitique » et la politique *stricto sensu*. Tantôt ils se placent au-dessus de la « mêlée » politique, tantôt ils y plongent, soit en intégrant les structures d'un parti politique (Kouchner, Cohn-Bendit), soit en jouant le jeu électoral – comme ce fut le cas des trois protagonistes. Sans omettre le rôle que fait jouer Michnik au journal qu'il a créé, *Gazeta Wyborcza*<sup>781</sup> qui, tout en étant « l'épine dans le pied » du pouvoir en place démocratiquement élu, soutient aussi le centre-libéral et son émanation, le parti *L'Union démocratique*<sup>782</sup>. Le

---

<sup>781.</sup> *Gazeta Wyborcza*, quotidien national créé suite aux accords de la Table ronde. Sa première parution date du 8 mai 1989, juste avant les élections parlementaires semi-libres de juin 1989. Adam Michnik est son co-fondateur et rédacteur en chef.

<sup>782.</sup> L'Union démocratique, parti politique du centre, créé après les élections présidentielles de 1990 par Tadeusz Mazowiecki, regroupant à l'origine des représentants du mouvement *Solidarność* de différentes sensibilités politiques : gauche, socio-démocrates, chrétiens-démocrates, conservateurs. Aux premières élections parlementaires entièrement libres de 1991, il a obtenu le plus de mandats. Suite aux divisions internes qui s'en sont suivies, après les élections parlementaires de 1993, il a cessé d'être la plus grande fraction au Parlement polonais. En 1994, après la fusion avec Le Congrès Libéral-démocrate (parti Centre-droite libéral), il a changé de nom, devenant l'Union

journal ne se conforme nullement à la ligne du parti, mais exprime souvent, aussi par la voix de son rédacteur en chef, une position claire de soutien.

---

de la Liberté. Depuis 2005, le parti porte le nom de Parti démocratique mais n'a plus aucune représentation au Parlement.



## 2) Michnik – le temps de la politique

### a) député d'un moment

Le 4 juin 1989, suite aux accords de la Table ronde, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, des élections parlementaires semi-libres<sup>783</sup> sont organisées en Pologne. Pressé par ses amis de l'opposition qui estiment qu'il « doit être candidat<sup>784</sup> », Michnik hésite et tergiverse ; en même temps, les premiers sondages pré-électorales le donne largement gagnant.

Il ne le fait pas de plein gré, mais, ce qui motive surtout sa décision de se présenter, c'est la conscience que la lutte avec le communisme n'est pas définitivement terminée et qu'en entrant au Parlement, il pourrait participer à l'étape suivante de cette lutte<sup>785</sup>. De plus, il est conscient qu'inciter ses amis du mouvement à accepter des responsabilités politiques, en se réservant le beau rôle d'observateur extérieur était, à ce moment particulier de l'histoire polonaise, impossible. Par le refus de se porter candidat, il aurait pu — comme il avoue au père Tischner lors de leur célèbre conversation *Między Panem a Plebanem* — se ridiculiser<sup>786</sup> tout simplement.

---

<sup>783.</sup> Élections législatives « semi-libres », 4 juin 1989. Ces élections organisées suite aux accords de la Table ronde n'ont été libres que pour le Sénat. Pour le Sejm (la chambre basse), les deux tiers des sièges ont été attribués aux communistes ainsi qu'à leurs partenaires de coalition et seulement un tiers ont été librement disputés. L'opposition a remporté ces élections, soit 35% des sièges à la Diète et 99 sièges de sénateurs sur 100. Les principaux dirigeants communistes furent élus de justesse. Voir à ce propos par exemple Pierre Buhler, *Histoire de la Pologne communiste, Autopsie d'une imposture*, op. cit., p. 739.

<sup>784.</sup> Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 579.

<sup>785.</sup> *Ibid.*, p. 579.

<sup>786.</sup> *Ibid.*

Bien qu'il ait reçu « la pire des circonscriptions<sup>787</sup> », celle de Bytom, située en Silésie, loin des grandes villes universitaires où il pensait avoir son « électorat naturel », il gagne cette élection haut la main et obtient, au premier tour, plus de 70% des voix sur la liste du Comité Civique, mouvement de *Solidarność*.

Mais, à côté de son nouveau rôle politique, il est surtout écrivain et rédacteur en chef du nouveau journal – *Gazeta Wyborcza*. Confusion des rôles! – s'offusquent d'aucuns<sup>788</sup>. Il en est conscient. Toutefois, le moment du passage du régime communiste à la démocratie est historique et le dissident « converti » ne pouvait pas rester en dehors du processus de transformation démocratique, il devait témoigner de son engagement moral<sup>789</sup>.

Certes, il craignait, d'une part, l'entrée « massive des intellectuels au parlement<sup>790</sup> » ; la nouvelle démocratie perdait ainsi ce dont elle avait le plus besoin, à savoir « la conscience critique de la politique que sont les représentants du monde académique, de la culture, de la presse<sup>791</sup> », mais, d'autre part, lui, comme d'ailleurs les autres anciens dissidents se décident à entrer en politique justement parce qu'ils en ont une autre vision. Leur engagement se fait « dans un réflexe élémentaire de défense des valeurs<sup>792</sup> » telles que la vérité, la dignité et la liberté.

Dans un tonitruant discours à la Diète<sup>793</sup>, Michnik en appelle à « l'éthique politique » qui prend ses racines dans la tradition

---

<sup>787</sup>. *Ibid.*

<sup>788</sup>. Adam Michnik, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 580.

<sup>789</sup>. *Ibid.*

<sup>790</sup>. *Ibid.*, p. 580.

<sup>791</sup>. *Ibid.*

<sup>792</sup>. Adam Michnik, « Questions de morale, questions de politique », *Libération*, 27 juin 1990, publié aussi in *La deuxième révolution*, p. 209.

<sup>793</sup>. Le discours fut prononcé le 28 avril 1990, « Je ne lutterais pas avec l'arme de la haine », in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 273.

judéo-chrétienne et le Décalogue ; l'impératif éthique de fidélité à la vérité devrait prévaloir sur « la participation au pouvoir<sup>794</sup>. »

Il ne songe aucunement de devenir un « politique professionnel<sup>795</sup> » ; ce dernier, soumis à la seule logique de la conquête du pouvoir et de sa conservation, ne laisse parfois entrevoir aucune conviction ni, selon le terme wébérien, « la passion pour une cause ».

« Un politique professionnel » ne se soucie de son comportement moral que dans une perspective pragmatique : l'aide-t-il ou non à se rapprocher de son but ? — écrit Michnik dans *Libération* du 27 juin 1990<sup>796</sup>. La dimension éthique de son action, poursuit-il, n'est donc pas au premier plan, car « la politique et la morale appartiennent bel et bien à deux mondes<sup>797</sup>. »

Cela étant, Michnik-député refuse d'emblée l'alignement politique inconditionnel ; dès le début de son mandat parlementaire, il n'hésite pas à exprimer son indépendance haut et fort, aussi bien sur la tribune de l'Assemblée que dans les pages de son journal.

Cette indépendance politique s'inscrit en droite ligne de la politique « antipolitique » et reste imprégnée de la tension entre « l'éthique de conviction » et « l'éthique de responsabilité », deux termes wébériens qui « constituent l'homme authentique, celui qui peut avoir la vocation pour la politique<sup>798</sup>. »

Rappelons : si, selon Weber, le partisan de « l'éthique de la conviction » ne se préoccupe que de la pure conviction et « empêche que ne s'éteigne la flamme de celle-ci », le partisan de « l'éthique de la responsabilité » prend en compte les conséquences de ses actions,

<sup>794</sup>. Adam Michnik, « Etyka a polityka » [Éthique et la politique], *Tygodnik Powszechny*, 6 mai 1990, aussi in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 407.

<sup>795</sup>. Entretien avec l'auteur cité.

<sup>796</sup>. Adam Michnik, « Questions de morale, questions de politique », *Libération*, 27 juin 1990, publié aussi in *La deuxième révolution*, p. 209.

<sup>797</sup>. *Ibid.*

<sup>798</sup>. Max Weber, « La profession et la vocation de politique », in *Le Savant et le politique*, op. cit., p. 204.

les anticipe et se sent responsable des conséquences de sa propre action. Il n'impute pas la responsabilité aux autres ou à la volonté de Dieu.

Selon Michnik, ce dilemme, qui renvoie aussi au sens du dilemme du « moindre mal », est pour l'homme honnête « un choix tragique<sup>799</sup> » : « En tant qu'homme politique, l'intellectuel est tenu d'être efficace. En tant qu'homme fidèle aux sources éthiques de son engagement, il sait qu'il doit vivre dans la vérité. Nous sommes ainsi déchirés. Nous savons combien les fondements de l'ordre démocratique sont fragiles et que critiquer toutes les fautes commises par cette démocratie la rend encore plus fragile. Nous avons affaire à un conflit de loyauté. Qu'est-ce qui est plus important ? La loyauté envers l'ordre démocratique fragile ou envers la vérité ? Personne n'a de réponse toute faite<sup>800</sup>. »

N'est-il donc pas un « homme authentique » ayant la vocation du politique lorsqu'en 1990, par exemple, il prend ouvertement à partie Lech Wałęsa qui, à ses yeux, représentait un danger pour la jeune démocratie polonaise ?

Il reconnaît, d'une part, les talents du leader de *Solidarność*, son inestimable rôle dans la lutte contre le système communiste et lui tire son chapeau pour le courage de ses actions. D'autre part, il se sent obligé d'alarmer l'opinion publique des dangers que représente l'ancien camarade de combat anti-communiste qui s'érige en tribun du peuple, en attisant des sentiments nationalistes et en recourant à la rhétorique antisémite, bien que le système communiste ne soit pas entièrement démonté. Ainsi, l'ancien camarade se retourne-t-il contre l'un des siens

---

<sup>799</sup>. Préface d'Adam Michnik, Vaclav Havel, *Siła bezsilnych i inne eseje* [Le pouvoir des sans pouvoirs et d'autres essais], Wydawnictwo Agora, Warszawa, 2011, p. 31-34.

<sup>800</sup>. Adam Michnik, « Etyka a polityka », *art. cité*.

et, de surcroît, contre l'icône de *Solidarność* et décide de ne pas soutenir sa candidature aux présidentielles de novembre 1990<sup>801</sup>.

Les chemins de Michnik et Wałęsa bifurquent pour un temps : en réaction à la critique et au soutien apporté par *Gazeta* à Mazowiecki dans le conflit appelé « la guerre au sommet<sup>802</sup> », Wałęsa veut limoger Michnik du poste de rédacteur en chef de *Gazeta* – en vain<sup>803</sup> – de même qu'il interdit au journal de se servir du logo et du slogan de *Solidarność*<sup>804</sup>.

Le 3 juillet 1989, après le second tour des premières élections parlementaires, il sort du rang et publie, à la une de *Gazeta*, le fameux texte « Votre Président, notre Premier ministre<sup>805</sup> », appelant les autorités communistes à partager le pouvoir avec l'opposition qui venait d'emporter un grand succès électoral.

Ses amis, tels Mazowiecki, Geremek, Kuroń, jugent l'idée prématurée, peu réaliste et surtout dangereuse ; ils flairaient une menace de manipulation de la part de l'appareil communiste : en faisant accéder l'opposition au pouvoir, sans contrôler tous ses leviers, le pouvoir pouvait bloquer les capacités décisionnelles du gouvernement en lui refusant ensuite les moyens d'agir<sup>806</sup>.

---

801. Adam Michnik, « Dlaczego nie oddam głosu na Lecha Wałęsę? » [Pourquoi je ne voterai pas pour Lech Walesa ?], initialement in *Gazeta Wyborcza*, 27-28 octobre 1990, aussi in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 281.

802. « La guerre au sommet », le terme désignant le conflit au sein de l'ancienne opposition dont la toile de fond fut le conflit entre L. Walesa, alors président du syndicat *Solidarność* et T. Mazowiecki, premier Premier ministre non communiste. Le conflit se développe sur la base des différences idéologiques entre l'aile modérée du mouvement *Solidarność* (représentée par Mazowiecki, Michnik) et l'aile droite (soutenue par Wałęsa et les frères Kaczyński entre autres). Le début symbolique de cette « guerre » fut un discours de Wałęsa prononcé dans un meeting à Puck, le 1 mai 1990, dans lequel il donne le ton, en disant : « la démocratie parlementaire, c'est la guerre de tous contre tous ».

803. *Agora*, le groupe de presse qui édite *Gazeta Wyborcza*.

804. Le slogan était : « Nie ma wolności bez Solidarności » (Pas de liberté sans Solidarité).

805. Adam Michnik, « Votre Président, notre Premier ministre », initialement in *Gazeta Wyborcza*, 3 juillet 1989, aussi in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 175.

806. Adam Michnik, Jacek Żakowski, Józef Tischner, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 541.

Ainsi, en demandant le poste de Premier ministre pour un candidat issu des rangs de *Solidarność*, Michnik provoque un véritable tremblement de terre dans les deux camps.

Mazowiecki et Geremek sont intransigeants<sup>807</sup> et s'en distancient<sup>808</sup>. Du côté du pouvoir communiste, d'aucuns pensent que le contrat de la Table ronde a été ainsi rompu. Geremek se souvient : « Wałęsa soutenait les conceptions d'Adam et connaissait son article avant même qu'il ne fût publié, mais il pensait que ce n'était pas le moment de former un nouveau gouvernement. Lorsqu'Adam fut attaqué de toutes parts, pas une voix ne s'est levée pour le défendre. Personne ne l'a soutenu. On attendait de voir comment évoluerait la situation<sup>809</sup>. »

Le scénario de Michnik sera finalement réalisé un mois plus tard, lorsqu'en août 1989, le candidat de l'opposition, Tadeusz Mazowiecki, devient Premier ministre tandis que le général Jaruzelski avait été désigné Président de la République Populaire<sup>810</sup> de Pologne<sup>811</sup>.

Les réactions d'irritation qu'a provoquées le texte de Michnik découlaient de la prudence, voire de l'angoisse, devant l'incertitude de ce dont était encore capable le pouvoir communiste qui pourtant

---

<sup>807.</sup> Geremek opowiada, Żakowski pyta, Rok 1989 [Geremek raconte. Żakowski pose des questions. L'année 1989], Warszawa, Agora, 2008, p. 240.

<sup>808.</sup> Tadeusz Mazowiecki publia, en réponse au texte de Michnik, un article critique « Spiesz się powoli » (Dépêche-toi lentement) dans *Tygodnik Solidarność*. Alors que Bronisław Geremek, le lendemain de la publication de cet article, s'est exprimé à la télévision pour calmer l'opinion publique, en insistant sur le fait que l'article ne présentait que les opinions de Michnik et pas de tout le mouvement *Solidarność*, in Geremek opowiada, Żakowski pyta, Rok 1989, op. cit., p. 252.

<sup>809.</sup> Geremek opowiada, Żakowski pyta, Rok 1989, op. cit., p. 253. Par ailleurs, selon Adam Michnik, seul Jacek Kuroń se serait laissé convaincre et a très rapidement adhéré à cette conception du partage de pouvoir, in *Między panem a Plebanem*, op. cit., p. 542.

<sup>810.</sup> À partir du 30 décembre 1989 de la République polonaise.

<sup>811.</sup> En effet, Adam Michnik rappelle une conversation qu'avait eue Bronisław Geremek avec l'archevêque Dąbrowski pendant laquelle il aurait affirmé s'être au début distancé des propositions de Michnik, mais qu'ensuite, il lui était reconnaissant pour cet article, in *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 540.

perdait force et souffle, et à quelles répercussions devait-on s'attendre en réponse à cette proposition audacieuse.

Le débat sur les conséquences historiques de la stratégie de Michnik et sa mise en œuvre, appartient aux historiens. Il ne nous revient pas de dire si ce partage des pouvoirs a prolongé ou non la survie du communisme à cause de la présence des communistes dans les institutions de l'État.

Toujours est-il que le dissident « converti », par son texte, « a changé le cours de l'histoire de la Pologne<sup>812</sup> » - affirme le professeur Andrzej Romanowski.

Peut-on donc croire Michnik lorsque, lors d'une émission télévisée, il confesse être un « piètre politique » ? Pure coquetterie, semble-t-il, car il s'est montré, plus d'une fois, un stratège doté d'un grand flair politique.

Aurait-il eu raison avant tous ? — comme l'aurait affirmé à l'époque Lech Kaczyński, d'abord camarade de combat anticomuniste et plus tard adversaire de Michnik : « Ton malheur Adam, c'est que tu as toujours raison six mois trop tôt<sup>813</sup>. »

Durant les deux années de son mandat (juin 1989-novembre 1991), les questions concrètes et matérielles de sa circonscription, liées à la dure transformation économique, ne semblent pas être au premier plan : Michnik ne déposera à la Diète qu'une seule motion, portant sur l'approvisionnement en eau de deux quartiers de la ville de Bytom<sup>814</sup>. En revanche, des débats sur le pluralisme politique et l'avenir de la démocratie en construction constituent le pivot de son action.

---

<sup>812</sup>. Andrzej Romanowski, Préface de *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 14.

<sup>813</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. p. 536.

<sup>814</sup>. <http://orka2.sejm.gov.pl/IZX.nsf>

Dans le contexte du difficile « passage de la 'phase Rousseau' de la volonté générale à la 'phase Montesquieu' de l'institutionnalisation de la démocratie représentative de la séparation des pouvoirs et du pluralisme de partis<sup>815</sup> » où des solidarités anciennes éclatent et les différences idéologiques gagnent de l'importance, Michnik se veut intransigeant.

Ainsi, à la scission du *Club civique Parlementaire* qui fut l'émanation politique du mouvement de *Solidarność*, uni dans l'adversité mais dont l'unité ne résiste pas à l'exercice du pouvoir, prévient-il les parlementaires des risques des divisions politiques au moment de la mise en place des réformes économiques de Balcerowicz<sup>816</sup>, indispensables pour la survie de la nouvelle démocratie. « Attendons avec les divisions » — appelle-t-il dans *Gazeta Wyborcza*, le 7 février 1990. Pour lui la transformation du système économique nécessite un climat de stabilité politique. L'impact des divisions ne peut être que négatif ; elles risquent d'ébranler ces réformes, voire de les invalider.

Face à la compétition politique qui se dessine à l'horizon et l'émergence de la rhétorique de la revanche, Michnik préconise inlassablement le compromis, encore fragile, car basé sur l'entente de partis ennemis et, de ce fait, nécessitant de la tolérance et de la bonne foi<sup>817</sup>.

Bien que conscient que « la deuxième phase de la révolution est la phase de la lutte pour le pouvoir et la revanche<sup>818</sup> », il déplore le fait

---

<sup>815</sup>. Jacques Rupnik, « De l'anti-politique à la crise de la démocratie. Que reste-t-il de l'héritage de la dissidence ? », in Christian Lequesne, Monika MacDonagh-Pajerova (dir.), *La citoyenneté démocratique dans l'Europe des vingt-sept*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 101-126.

<sup>816</sup>. Prof. Leszek Balcerowicz, économiste, professeur des universités. Ministre des Finances entre autres dans le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki. Le « père » de la transformation économique du pays, du passage de l'économie planifiée à l'économie de marché.

<sup>817</sup>. Adam Michnik, « Jakiej Polski pragniemy? », [De quelle Pologne rêvons-nous ?], in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 177.

<sup>818</sup>. Adam Michnik, *La deuxième phase de la révolution, le cas de la Pologne*, Paris, La Découverte, 1990, p. 57.



que les divisions au sein de *Solidarność* s'articulent, entre autres, autour « de l'attitude à avoir à l'égard des règlements de compte<sup>819</sup>. »

Pour cette raison, en 1990, de la tribune parlementaire, il appellera à ne pas voter une loi de nationalisation des biens du parti communiste (le POUP). Sa motivation est claire : bien que l'opposition ait pris le pouvoir des mains des communistes et soit en position de force, elle devrait respecter les normes démocratiques et ne pas tomber dans le piège de la revanche. Pire, faire de ce vote une sorte de test de soutien pour le processus des transformations démocratiques est profondément antidémocratique — tonne Michnik qui demande aussitôt, « si je vote contre, suis-je un ennemi de la démocratie ?<sup>820</sup> » Ce qu'il craint « c'est l'anticommunisme des cavernes<sup>821</sup> », donc sauvage, sans limites ni règles, permettant aux anciennes victimes de prendre leur revanche sur les oppresseurs d'hier, au moyen des mêmes viles pratiques dans lesquelles excellaient ces derniers.

En cherchant la voie à suivre pour la Pologne afin qu'elle passe sans heurts du système totalitaire à la démocratie, Michnik songe au modèle espagnol qui permit d'emprunter la voie de la démocratie et sortir du franquisme progressivement, sans recourir à la violence ni succomber à la logique de la vengeance. « Ce modèle me fascinait parce qu'il prouvait que l'on pouvait arriver à une démocratie qui serait le contraire d'une destruction réciproque. Il y avait de la place pour une réconciliation nationale opposée à l'esprit de vengeance. (...) La sagesse de la politique espagnole a conduit à construire un pays de

---

<sup>819</sup>. *Ibid.*

<sup>820</sup>. Adam Michnik, « Nie będę walczył bronią nienawiści », [Je ne lutterai pas avec l'arme de la haine], in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 274.

<sup>821</sup>. *Ibid.* p. 275.

démocratie et de prospérité, un pays européen normal. Je le souhaitais pour la Pologne<sup>822</sup> » — écrivit-il.

En septembre 1991, dans un texte de *Gazeta*, il dit « Adieu à Solidarność » qui fut « la plus importante expérience politique et spirituelle de plusieurs générations en Pologne », mais dont le programme dans le nouveau contexte politique n'est pas clair et dont les leaders ne parlent plus d'une seule voix. Par conséquent, il refusera de briguer un nouveau mandat aux élections législatives de novembre 1991.

La « guerre au sommet » a ravagé *Solidarność* et détruit son unité ; en levant toutes les barrières de l'honnêteté, en ouvrant la voie aux attaques dirigées contre les anciens héros de l'opposition qui jouissaient d'une grande autorité, comme l'écrit Michnik dans un article, en octobre 1991<sup>823</sup>.

Préoccupé par l'avenir du pays, il l'est profondément. Cependant, il est aussi conscient qu'il faudra, après les élections, construire des compromis difficiles, dans un climat de marchandages politiques, ce qui le fait renoncer à la course électorale. Il argumente en expliquant que c'est sa « langue intempérée » qui pourrait desservir les tentatives pour établir ces compromis<sup>824</sup>.

Mais s'agissait-il seulement de sa propension à donner libre cours à la parole non enchaînée ? Probablement non, semble-t-il. En effet, s'il se retire, c'est aussi parce qu'il veut rester à l'écart des jeux du pouvoir et des calculs politiques, éléments de la politique « professionnelle ».

---

<sup>822</sup>. Adam Michnik, *La deuxième phase de la révolution. Le cas de la Pologne*, op. cit., p. 38.

<sup>823</sup>. Adam Michnik, « O co idzie w tych wyborach ? », [De quoi s'agit-il dans ces élections ?], *Gazeta Wyborcza*, 25 octobre 1991, in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 305.

<sup>824</sup>. Entretien avec l'auteure cité.

## **b) Michnik – le journalisme engagé**

Pendant que, dans les années 1970-80, étant donné l'existence de la censure, les médias libres n'existaient pas, le phénomène des publications dites de « IIème circulation<sup>825</sup> », donc « hors censure », éditées clandestinement mais diffusées largement, prend de plus en plus d'ampleur. On y publiait des livres, des bulletins d'information mais aussi des hebdomadaires, dont le plus influent fut *Tygodnik Mazowsze*, pépinière du journalisme indépendant.

C'est de là, pour l'essentiel, que sont venus des journalistes de *Gazeta Wyborcza*. Ainsi, l'éthos du journalisme clandestin selon lequel la vocation journalistique va de pair avec la responsabilité pour l'avenir du pays libéré du joug communiste a-t-il été repris par *Gazeta* et accompagnera-t-il l'action du journal.

Mais Michnik n'est pas un journaliste typique ; il ne rédige pas de simples papiers informatifs ni ne court après des news. Il écrira des essais, commentera l'actualité ou encore réalisera des entretiens avec des personnalités de haute volée, polonaises et étrangères. Cela n'empêche pas *Gazeta*, sous la direction de Michnik et d'Helena Łuczywo, de devenir un journal à grand tirage (atteignant à la fin les années 90 un tirage de plus de 500 000 exemplaires), le plus important dans cette partie de l'Europe, connaissant un grand succès, aussi bien économique qu'éditorial.

Michnik conçoit cette activité comme une mission qui a pour but de consolider l'ordre démocratique dans le pays. Bien que, dès son lancement, le journal se veut indépendant, « c'est-à-dire cofondateur

---

<sup>825.</sup> Ce furent des journaux, bulletins, livres, édités clandestinement mais diffusés au grand jour.

de la société civile, et non pas subordonné à quelque sujet que ce soit<sup>826</sup> », ni Michnik ni *Gazeta* ne font semblant d'être neutre.

Michnik imprimera une marque idéologique forte et claire sur *Gazeta*, en restant fidèle aux convictions et tendances du centre-gauche libéral et en soutenant le parti Union démocratique, devenu plus tard l'Union de la Liberté (UW). Par conséquent, il sera fortement attaqué par ses opposants qui verront *Gazeta* un organe de lutte idéologique<sup>827</sup>.

En 1997, à la veille des élections parlementaires, il l'exprimera ouvertement dans un éditorial intitulé « Je voterai pour l'Union de la Liberté<sup>828</sup> », en donnant aux lecteurs de *Gazeta* une consigne de vote claire. Car, en effet, sans adhérer pleinement au discours de l'UW, il pense qu'il y a « beaucoup de gens compétents, honnêtes et responsables<sup>829</sup> ».

Malheureusement, sur la scène politique polonaise la « polarisation » entre les deux camps — les post-communistes et les post-anticommunistes — s'accroît et l'agressivité monte, la position de Michnik se veut être alors la voix de la raison.

C'est aussi le moment où a lieu ce qu'il appelle « la seconde conversion<sup>830</sup> ». Michnik retourne, pourrait-on dire, à son rôle de

---

<sup>826</sup>. Adam Michnik, préface du livre de Paweł Smoleński, *Gazeta Wyborcza. Miroir d'une démocratie naissante*, Montricher (Suisse), Les Editions Noir sur Blanc, 1991, p. 7.

<sup>827</sup>. Voir à cet égard par exemple le livre-pamphlet de Rafał Ziemkiewicz, *Michnikowszczyzna. Zapis choroby* [Le cas d'Adam Michnik. Histoire d'une maladie], Warszawa, Red Horse, 2006.

<sup>828</sup>. Adam Michnik, « Zagłosuję na Unię Wolności » [Je voterai pour l'Union de la liberté], in *Gazeta Wyborcza*, 19 septembre 1997, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 128.

<sup>829</sup>. *Ibid.*

<sup>830</sup>. Dans l'entretien avec l'auteur, il dit avoir compris que la stabilité de la démocratie en Pologne était menacée par la polarisation entre les deux camps et que son rôle ainsi que celui du journal dont il était le rédacteur en chef, était de revenir sur les positions « dissidentes », donc de se convertir. Le journal devant être « une épine dans le pied du nouveau pouvoir ».

dissident, tout en s'interrogeant sur comment l'assumer au temps de la démocratie parlementaire<sup>831</sup>.

Son diagnostic semble amer, comme chez Herling-Grudziński à propos de la situation italienne au lendemain du fascisme. Il trouve une analogie avec le *Prince Inébranlable* de Herling-Grudziński. La démocratie est, certes, l'œuvre des Princes Inébranlables<sup>832</sup> — écrit Michnik, mais elle ne veut pas d'eux au pouvoir. En effet, le Prince Inébranlable suscite à la fois l'admiration et la honte : l'admiration pour son courage en des temps d'oppression ; la honte, parce qu'il rappelle la prudence quotidienne dans laquelle vivaient la majorité des gens. « Cette honte est insupportable à la longue. Il faut la rationaliser, la banaliser, la rejeter de sa mémoire<sup>833</sup> » — analyse Michnik. Telle fut aussi l'attitude de certains qui, durant la période communiste, n'ont pas eu le courage ou la force d'entreprendre des actions héroïques et, après l'instauration de la démocratie, ont porté un regard sévère et intransigeant sur le chemin qu'avait emprunté la Pologne.

C'est pourquoi la démocratie a besoin des Princes Inébranlables - argumente Michnik, ils sont sa conscience et « les gardiens des principes, quotidiennement mis à l'épreuve<sup>834</sup>».

Ainsi, en Prince Inébranlable, Michnik s'opposera-t-il à « la privation des droits des fonctionnaires de l'Ancien régime<sup>835</sup> », s'appuyant sur le principe *Pacta sunt servanda* selon lequel ceux qui,

---

<sup>831</sup>. Adam Michnik, « Kiedy większość odrzuca cnotę » [Lorsque la majorité rejette la vertu], *Gazeta Wyborcza*, 1997, aussi in *Wyznania nawróconego dysydenta*, *op. cit.*, p. 147.

<sup>832</sup>. Prince inébranlable, titre d'un texte de Herling-Grudziński sur la situation en Italie après le fascisme.

<sup>833</sup>. Adam Michnik, « Kiedy większość odrzuca cnotę », *op. cit.*, p. 147.

<sup>834</sup>. *Ibid*, p. 148.

<sup>835</sup>. Adam Michnik, « Wyznania nawróconego dysydenta » [Confessions d'un dissident converti], discours prononcé lors de la remise de « Nagroda Erazma » [Prix d'Érasme], in recueil d'essais portant le même titre, *Zeszyty Literackie*, Warszawa, 2003, p. 252.

suite aux négociations et accords, ont rendu le pouvoir devraient être traités comme des citoyens de plein droit<sup>836</sup>.

Aussi, le journal manifeste-t-il ouvertement son refus de la décommunisation<sup>837</sup> et, plus tard, comme nous l'avons déjà écrit, de la lustration sauvage revendiquée par l'aile droite de *Solidarność*. Michnik songe à la réconciliation qui, comme le montre le modèle espagnol, peut garantir la transition pacifique.

Au nom de cette réconciliation, il appelle, en 1991, à renoncer à juger les architectes de l'état de guerre instauré en décembre 1981. L'argument est de poids : ils ont été également des architectes de la Table ronde<sup>838</sup> - explique Michnik. Il réitérera la même demande en 2001, pour le XX<sup>e</sup> anniversaire de l'état de guerre<sup>839</sup> et en 2005<sup>840</sup>.

Il plaide pour une vision réconciliée de l'histoire, en signant en 1995, après le retour des ex-communistes au pouvoir en 1993, un papier conjoint avec l'ancien communiste et vice-président de la Diète de l'époque, Włodzimierz Cimoszewicz, intitulé « Pour la vérité et l'entente<sup>841</sup> ». Aussi difficile à accepter que cela ait pu être pour ses amis et pour des lecteurs de *Gazeta*, cette proposition commune de l'histoire contemporaine douloureuse avait pour but d'apaiser des sentiments de revanche vis-à-vis d'anciens communistes et inciter au dialogue.

---

<sup>836.</sup> *Ibid.*

<sup>837.</sup> La « décommunisation », à l'instar de la dénazification eut pour objectif de purger la vie politique et publique des anciens apparatchiks communistes, membres du parti communiste, de leur interdire d'occuper des fonctions publiques ou encore de confisquer leurs biens. Alors que la lustration consistait à éloigner des fonctions publiques et politiques des anciens agents de la police secrète communiste.

<sup>838.</sup> Adam Michnik, « W imię przebaczenia » [Au nom de la réconciliation], *Gazeta Wyborcza*, 13 décembre 1991, in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 303.

<sup>839.</sup> Adam Michnik, « 20 lat później » [20 ans plus tard], *Gazeta Wyborcza*, 12 décembre 2001.

<sup>840.</sup> Adam Michnik, « Wściekłość i wstyd, smutek i duma » [La rage, la honte, la tristesse et la fierté], *Gazeta Wyborcza*, 17 décembre 2005.

<sup>841.</sup> Adam Michnik, Włodzimierz Cimoszewicz, « O prawdę i pojednanie » [Pour la vérité et la réconciliation], *Gazeta Wyborcza*, 9-10 septembre 1995.

Michnik craint aussi les « fondamentalismes<sup>842</sup> » qui resurgissent en Pologne et dans d'autres pays ex-communistes. Par conséquent, il tirera régulièrement une sonnette d'alarme en avertissant de ce danger qui guette les nouvelles démocraties.

Les fondamentalismes qu'il voit apparaître à l'horizon, et qu'il cherche à combattre, ce sont le nationalisme, le fondamentalisme religieux et le populisme<sup>843</sup>. Contre les tendances nationalistes, il mènera une véritable croisade ; la Pologne en a fait l'expérience avant la guerre. C'est pourquoi il ne transigera pas sur le populisme, par exemple celui de Walesa et de ses acolytes et, plus tard, dans les années 2000, sur celui des frères Kaczyński<sup>844</sup> ou encore sur celui

---

<sup>842</sup>. Adam Michnik, « Trzy fundamentalizmy » [Trois fondamentalismes], *Krytyka*, 1991, in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 418.

<sup>843</sup>. *Ibid.*, p. 415.

<sup>844</sup>. Michnik a consacré de nombreux textes aux phénomènes de populisme, fondamentalisme religieux ou nationalisme, ne seraient-ce que par exemple : « Polskie kredowe koło » [Le cercle polonais], où il écrit : « La démocratie européenne est menacée par le « diable du chauvinisme », *Gazeta Wyborcza*, 31 décembre 1993 - 2 janvier 1994 ; dans « Rozmowa z integrystą » [La conversation avec un intégriste] prévient des « tentatives d'institutionnaliser des normes catholiques en des lois régissant notre vie. (...) C'est une atteinte aux principes de la société ouverte. C'est un fondamentalisme politique qui mène vers la dictature », *Gazeta Wyborcza*, 7-8 novembre 1992 ; dans « Niepodległość wskrzeszona i biesy aksamitnej rewolucji » [L'indépendance recouverte et les démons de la révolution de velours], il en appelle à ne pas recourir à « la langue de la haine nationaliste et à l'idéologie ethnique », *Gazeta Wyborcza*, 1999 ; enfin dans « Ręce chirurga » [Les mains d'un chirurgien], il fait le portrait d'un homme « à la pensée nationaliste » qui « considère la loyauté envers sa communauté ethnique et son orthodoxie nationale comme une valeur suprême. Il sera toujours conformiste et discipliné à son égard. (...) Il n' imagine pas la vie en dehors de cette communauté. (...) Lorsque l'on cède aux conformismes nationaux, l'on peut facilement tolérer des attitudes de haine de troupeau vis-à-vis de ceux qui n'appartiennent pas à la même communauté. De cette façon nous pouvons légitimer la haine et la dictature », *Gazeta Wyborcza*, 4-5 juillet 1992, aussi in *W poszukiwaniu utraconego sensu*, op. cit., p. 218. Parmi les textes récents, l'on peut citer, par exemple, « Dlaczego jesteśmy wściekli » [Pourquoi nous sommes furieux] dans lequel il rappelle inlassablement que l'un des plus grands dangers pour la démocratie polonaise est toujours et encore la montée « spectaculaire des sympathies pour les partis populistes. Le populisme – écrit-il, se nourrit des peurs (...), des frustrations et des déceptions. Dans ce climat, la démocratie est perçue comme bavardage superficiel et oiseux dans le Parlement ; le marché, comme un terrain de corruption. La conviction que tout est géré par des voleurs est dangeureuse. Alors que la démocratie et le marché libres offrent la liberté et la responsabilité pour sa propre vie, le populisme offre des rêves de sécurité », *Gazeta Wyborcza*, 15 mars 2002.

d'Andrzej Lepper, le leader de *Samoobrona* (Autodéfense), parti populiste.

Le phénomène du « fondamentalisme religieux » sera tout aussi stigmatisé dans les pages du journal, souvent par la voix de son rédacteur en chef lui-même. A cet égard, son diagnostic n'est pas optimiste : contrairement à l'Église espagnole qui a fait le chemin de la religion officielle du franquisme vers l'approbation de l'ordre démocratique, celle en Pologne a évolué de la lutte pour la liberté vers un intégrisme antilibéral, allant même jusqu'à la contestation des règles du système démocratique<sup>845</sup>.

Après la chute du régime l'on assiste à la mainmise de l'Église sur l'espace politique ; Michnik se désole de voir une partie de l'Épiscopat polonais retomber dans la rhétorique du triomphalisme, cherchant à avoir une influence croissante sur les partis politiques et, en définitive, à vouloir être un élément du pouvoir<sup>846</sup>.

Michnik sait le poids de l'Église catholique en Pologne et reconnaît son enracinement profond dans la nation polonaise<sup>847</sup>. De plus, la Pologne a besoin de l'Église, argumente-t-il, car la « démocratie a besoin d'une voix de la conscience », mais seulement d'une Église qui « parle le langage de l'Évangile, et non pas celui des croisades, des divisions et de la contrainte<sup>848</sup> ».

Dans l'essai « Les confessions d'un dissident converti », il regrette que l'Église ait été instrumentalisée politiquement et ait prêché en chaire les consignes de vote ; elle n'a pas hésité à appeler les

---

<sup>845</sup>. Adam Michnik, « W pułapce czystego sumienia » [Le piège de la bonne conscience], *Wściekłość i wstyd*, Zeszyty Literackie, Warszawa, 1998. p. 182.

<sup>846</sup>. Adam Michnik, « Kościół–prawica-monolog » [L'Église, la droite, le monologue], *Wściekłość i wstyd*, *op. cit.*, 1993. p. 210.

<sup>847</sup>. Adam Michnik, « Niepodległość wskrzeszona i biesy aksamitnej rewolucji » [L'indépendance recouverte et les démons de la révolution de velours], *Wściekłość i wstyd*, [La rage et la honte], *op. cit.*, p. 245.

<sup>848</sup>. Adam Michnik, « Dlaczego potrzebujemy Kościoła ? » [Pourquoi nous avons besoin de l'Église], *Wściekłość i wstyd*, *op. cit.*, p. 218.



catholiques à voter pour des partis catholiques, de droite et populistes, tout en représentant parfois des opinions radicales intolérantes<sup>849</sup>. Cette critique ne visait pas seulement le célèbre propos de l'archevêque Michalik qui, lors la campagne électorale avant les premières élections parlementaires libres de 1991, avait appelé à ce que « le catholique vote pour un catholique, un juif pour un juif, un franc-maçon pour un franc-maçon, un communiste pour un communiste<sup>850</sup> », mais aussi tous les représentants du clergé qui ont tendance à confondre les genres.

En dehors de ces critiques ouvertement formulées, le journal et son chef savent cependant que l'Église n'est pas un monolithe et que ses hiérarques sont divisés tant sur les réformes menées en Pologne que sur l'aspiration polonaise à adhérer à l'Union européenne. Au côté de l'aile dure et ultra-conservatrice, représentée notamment par le Père Rydzyk et son empire médiatique ainsi qu'une partie de l'Épiscopat, il y a également l'aile libérale, ouverte et favorable aux transformations démocratiques, pro-européenne et tolérante envers d'autres cultures et nations. Le journal ne ménagera jamais la première, avec la seconde, il continuera le dialogue ouvert, dans un esprit d'œcuménisme et de tolérance.

Cependant, lors des entretiens croisés Michnik-Kouchner en juillet 2012, Michnik se montre de plus en plus inquiet face à la radicalisation de la position de l'Église catholique en Pologne, notamment après la catastrophe de Smolensk<sup>851</sup> et au poids

---

<sup>849</sup>. Adam Michnik, « Wyznania nawróconego dysydenta » [Confessions d'un dissident converti], *op. cit.*, p. 251.

<sup>850</sup>. Adam Michnik, « Państwo wyznaniowe czy wiara człowieka ? » [L'État confessionnel ou la foi d'un homme], initialement *in Krytyka*, n° 38, 1992, aussi *in Diabeł naszego czasu*, *op. cit.*, p. 345.

<sup>851</sup>. La catastrophe de Smolensk : le crash de l'avion présidentiel près de la ville de Smolensk en Russie, avec à bord 120 personnalités publiques dont le Président Kaczyński et son épouse. La catastrophe a eu lieu le 10 avril 2010. Le parti Droit et Justice, dirigé par Jarosław Kaczyński, le frère jumeau du Président mort dans l'accident, avec l'appui d'une partie de l'Église et de l'Épiscopat, ont cherché à exploiter cette catastrophe à des fins politiques. Ils

grandissant des milieux ultra-catholiques au sein de cette Église. Interrogé longuement à ce propos, Michnik y exprime sa déception pour le chemin emprunté par l'Église catholique, juge la situation « dangereuse » pour les valeurs démocratiques mais aussi pour l'Église elle-même.

Il importe par ailleurs de souligner que *Gazeta Wyborcza* a une rubrique consacrée aux questions religieuses, « l'Arche de Noé », qui se donne pour mission de montrer « un visage du christianisme et de l'Église, de la foi œcuménique et de l'espoir, de la miséricorde et du dialogue autre que celui de la soumission servile et de l'hostilité<sup>852</sup> ».

Michnik et *Gazeta* vont au-delà des affaires polono-polonaises ; ils portent un regard attentif aux changements qui s'opèrent dans toute l'ex-zone d'influence soviétique, observent et analysent la politique étrangère polonaise et expriment des positions affirmées.

Au début des années 90, en Europe Centrale et Orientale où les nationalismes resurgissent, Michnik voit apparaître « l'ombre de la révolution iranienne, du passage de la dictature à la dictature<sup>853</sup> » et se demande si « l'idée de l'État ethnique avec un pouvoir autoritaire et l'explosion des populismes n'est pas un élément constitutif du processus des transformations post-communistes<sup>854</sup> ». Il a toutes les raisons d'exprimer son inquiétude lorsque, en Bulgarie, la rhétorique extrémiste nationaliste antiturque et panslave prend le dessus sur

---

ont soutenu les manifestations organisées autour de la croix plantée illégalement devant le Palais présidentiel à Varsovie. Le but de cette opération fut de désavouer l'actuel Président Bronisław Komorowski et de faire croire à l'opinion publique que l'accident de Smolensk était le résultat d'un complot polono-russe.

852. Adam Michnik, « Niepodległość wskrzeszona i biesy aksamitnej rewolucji » [L'indépendance recouverte et les démons de la révolution de velours], *op. cit.*, p. 245.

853. Adam Michnik, « Pułapka nacjonalizmu », [Le piège du nationalisme], *Gazeta Wyborcza*, 10-11 février 1990, aussi in *Diabeł naszego czasu*, *op. cit.*, p. 193.

854. Adam Michnik, « Czy gęsi mogą uratować miasto? », *art. cit.*

celle du dialogue menant vers la démocratie<sup>855</sup> ; en Roumanie le nouveau président Iliescu utilise la main forte contre les manifestants de la place de l'Université de Bucarest et « symbolise le passage de la dictature communiste à la dictature post-communiste » — écrit Michnik en 1990<sup>856</sup>. La Tchécoslovaquie se divise<sup>857</sup> et la haine nationaliste plonge la Yougoslavie dans une guerre fratricide<sup>858</sup>.

Avec le même intérêt le journal et Michnik observent l'évolution de la situation en Russie, grand voisin de la Pologne que Michnik connaît bien au travers, entre autres, des écrivains et historiens. Il connaît aussi l'histoire de ce pays, se déclare russophile et espère que ce pays empruntera la voie de la démocratie, mais ne perd pas de vue ses tendances impériales : « J'aime la Russie démocratique ; je déteste la Russie despotique et impériale. J'avais un dégoût viscéral pour le système soviétique<sup>859</sup> ».

Aussi s'insurgera-t-il contre le putsch de Guennadi Ianaïev en août 1991, en y voyant une sérieuse atteinte à la démocratisation du pays et soutiendra des démocrates russes avec « cœur et raison<sup>860</sup> ». Il ne

---

<sup>855</sup>. Adam Michnik, « Sofijskie rozmowy » [Conversations de Sofia], *Gazeta Wyborcza*, 1 juillet 1993, ensuite in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 211.

<sup>856</sup>. Adam Michnik, « Rumunia – pogrzeb demokracji » [Roumanie - les funérailles de la démocratie], *Gazeta Wyborcza*, 20 juin 1990, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 490.

<sup>857</sup>. Adam Michnik, « Słowaku, kim jesteś? » [Slovaque, qui es-tu ?], *Gazeta Wyborcza*, 13 septembre 2002, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 353. A ce propos, voir aussi l'entretien réalisé par Michnik avec le Premier ministre de la République Tchèque, Milos Zeman, *Gazeta Wyborcza*, 2-3 mars 2002, in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 369 et l'entretien avec le Premier ministre slovaque, Mikuláš Dzurinda, *Gazeta Wyborcza*, 27 juillet 2001, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 360.

<sup>858</sup>. Michnik a consacré à la situation en Yougoslavie, de nombreux textes qui compose un chapitre entier dans le recueil d'essais *Dwie dekady wolności*, intitulé « L'enfer des Balkans ». Il y a inclus onze textes, écrits entre 1993 et 2002.

<sup>859</sup>. Adam Michnik, « Igranie z Rosją » [Jouer avec la Russie], *Gazeta Wyborcza*, 22-23 avril 1995, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 272.

<sup>860</sup>. Adam Michnik, « Jesteśmy po stronie rosyjskiej demokracji » [Nous sommes du côté de la démocratie russe], publié parallèlement dans *Gazeta Wyborcza*

se taira pas non plus lorsque la Russie prendra le chemin de la « démocratie dirigée » de Vladimir Poutine et ne ménagera pas ses critiques contre la politique répressive de Moscou vis-à-vis de la Tchétchénie ainsi que contre l'attaque de la Géorgie en 2008<sup>861</sup>. Il soutiendra aussi les démocrates russes qui osent formuler des critiques à l'égard du pouvoir autocratique russe et s'indigne lorsque certains d'entre eux perdent leur vie pour la vérité, comme ce fut le cas, par exemple, de Galina Starovoïtova en 1998<sup>862</sup> ou celui d'Anna Politkovskaïa en 2006.

Cela étant, il est loin de consentir à la rhétorique de la peur vis-à-vis de la Russie entretenue en Pologne, notamment par une partie de la droite polonaise, et craint l'explosion du climat antirusse. Selon lui, « le canon de la politique polonaise devrait être le dialogue continu avec la Russie, quelle qu'elle soit. Même avec la Russie qui puise dans la rhétorique impériale. Telles sont les règles de la rude géopolitique polonaise<sup>863</sup>. »

Parallèlement, *Gazeta* se fera l'avocate du réchauffement des relations entre la Pologne et l'Allemagne et fustigera des hommes politiques à chaque fois qu'ils chercheront à jouer sur la corde des ressentiments antiallemands.

De même le journal saluera la déclaration de l'indépendance de l'Ukraine ou de la Lituanie et soutiendra, par la suite, les réformes démocratiques dans ces pays<sup>864</sup>.

et le journal russe *Moskovskie Novosti*, 20 août 1991, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 257.

<sup>861</sup>. Adam Michnik, « Rosja-koniec złudzeń » [Russie, la fin des illusions], *Gazeta Wyborcza*, 16-17 août 2008, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 322.

<sup>862</sup>. Adam Michnik, « Wolność szubrawców » [La liberté des canailles], *Gazeta Wyborcza*, 5-6 décembre 1998, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 283.

<sup>863</sup>. Adam Michnik, « Igranie z Rosją » [Jouer avec la Russie], *Gazeta Wyborcza*, art. cit.

<sup>864</sup>. A propos de l'Ukraine voir par exemple l'essai, « Polska uznała niepodległość Ukrainy », [La Pologne a reconnu l'indépendance de l'Ukraine], *Gazeta*

Parmi les thèmes de politiques étrangères, une place centrale sera occupée aussi par l'adhésion de la Pologne à l'OTAN et à l'Union européenne.

L'adhésion de la Pologne à l'OTAN « n'est pas dirigée contre la Russie » – écrit Michnik dans un éditorial après la ratification par le Sénat américain des protocoles d'adhésion<sup>865</sup>. Michnik se veut rassurant vis-à-vis du grand voisin, en confirmant que « la Russie reste le partenaire stratégique de la Pologne » ; l'élargissement garantit en revanche la paix et la stabilité du continent. Jusqu'aujourd'hui un argument difficilement acceptable pour les Russes !

Il en est de même avec le retour de la Pologne dans l'Europe.

Dès l'indépendance recouvrée, Michnik rêve — comme d'ailleurs la majorité des intellectuels polonais — de voir le pays retourner dans les frontières de l'Europe. À ses yeux, il s'agit en effet d'un « retour » plus que d'une accession, car la Pologne, par sa culture et son histoire, a toujours fait partie de l'Europe, dont elle a été coupée sous la contrainte soviétique.

Ce qui constitue le dénominateur commun, c'est la culture européenne qui, malgré « les péchés qu'elle a sur sa conscience<sup>866</sup> » est une culture de la liberté, du pluralisme, des droits de l'homme, en somme, le contraire et la réfutation du projet communiste<sup>867</sup>. Et qui

*Wyborcza*, 3 décembre 1991; « Pologne et Ukraine : Un nouveau dialogue », in *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, Etats indépendants*, v. 36, n° 4, pp. 463-469, [www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cmr\\_12526576\\_1995\\_num\\_36\\_4\\_2444](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cmr_12526576_1995_num_36_4_2444), « Wysepka demokracji » [L'île de la démocratie], *Gazeta Wyborcza*, 18 juin 2006 ; « Ukraińskie losy » [Le sort ukrainien], *Gazeta Wyborcza*, 29 janvier 2006. À propos de la Lituanie voir par exemple « Do przyjaciół Litwinów » [À nos amis Lituanais], *Gazeta Wyborcza*, 14 novembre 1991; « Scenariusze wileńskie » [Les scénarios de Vilnius], *Gazeta Wyborcza*, 16 janvier 1991.

<sup>865</sup>. Adam Michnik, « Prawo do dumy », [Le droit à la fierté], *Gazeta Wyborcza*, 2-3 mai 1998, in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 135.

<sup>866</sup>. Adam Michnik, « Wyznania nawróconego dysydenta », op. cit., p. 256.

<sup>867</sup>. *Ibid.*, p. 255.

plus est, c'est aussi le symbole de la difficile réconciliation entre les peuples et, notamment, entre la France et l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale.

Michnik n'aura de cesse d'expliquer l'Europe à une partie de l'opinion publique polonaise, surtout rurale et ultra-catholique, qui se méfie de ce projet qui risque, selon elle, de conduire à une perte de souveraineté et à annihiler des valeurs traditionnelles et nationales.

Dans le débat européen, dès 1993, date du dépôt de la candidature officielle de la Pologne à l'adhésion, il se placera du côté de ceux qui, à gauche comme à droite, ainsi qu'au sein de l'Église, promouvront l'idée européenne. Et lorsqu'en 2002, le sommet de Copenhague clôt les négociations d'adhésion, il se réjouit dans les colonnes de *Gazeta* que « Le rêve s'est enfin réalisé<sup>868</sup> ».

Par la suite, Michnik s'exprimera dans des moments cruciaux de la marche de la Pologne vers l'Union européenne : campagne référendaire, campagne avant les premières élections européennes, ou dans des débats futurs sur l'avenir de l'UE et sur la place de la Pologne en son sein.

---

<sup>868</sup>. Adam Michnik, « Spełniło się nam marzenie », [Notre rêve s'est réalisé], *Gazeta Wyborcza*, 14-15 décembre 2002, in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 150.

### 3. Kouchner, Cohn-Bendit – « La politique est une aventure ».

Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit se sont longuement expliqués sur leur vision et leur rapport à la politique dans un entretien croisé, publié sous forme d'un livre, cité préalablement, sous le titre *Quand tu seras président*, de même qu'ils y sont revenus à plusieurs reprises, y compris lors des entretiens avec l'auteur, réalisés pour les besoins de la présente étude.

La politique les fascine, mais pas au sens du jeu « sérieux » des énarques, comme ils disent. Ils la conçoivent plutôt comme une « aventure passionnante ». Vu sous cet angle, la politique offre la possibilité de vivre une « exaltation », une « ferveur », sans laquelle elle serait un « exercice de vieillard » — selon l'expression de Kouchner<sup>869</sup>. Si le terme « aventure » n'est pas entendu au sens péjoratif du terme, mais comme « un cheminement intellectuel et physique qui nous (...) oblige à nous surpasser<sup>870</sup> », elle tend des pièges que posent leurs caractères et ambitions, avoue Cohn-Bendit<sup>871</sup>.

En effet, ils ne cachent pas leurs ambitions et reconnaissent volontiers que la politique-aventure leur procure une jouissance personnelle, « une euphorie » que l'on ressent « à séduire, à prendre un parti ou l'opinion publique d'assaut, à se sortir de situations difficiles<sup>872</sup> » — selon Cohn-Bendit. Kouchner, lui, parle ouvertement

---

<sup>869</sup>. Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président*, op. cit., p. 22.

<sup>870</sup>. *Ibid.*, pp. 20, 21, 22.

<sup>871</sup>. Entretiens avec l'auteur cités.

<sup>872</sup>. Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président*, op. cit., p. 26.

du « plaisir sensuel à l'exercice du pouvoir<sup>873</sup> » et avoue avec franchise que ce dernier « donne un surmoi formidable<sup>874</sup> ».

Par ailleurs, si la politique, à leurs yeux, devrait être régie par « l'esprit d'aventure », elle seule ne suffit pas, encore faut-il que ses buts soient légitimes et moraux<sup>875</sup>.

Il s'agit pour eux, en fait, non pas — selon les propos de Cohn-Bendit — « d'entrer en politique », ce qui équivaut à se « mouler » dans un système de comportements et de jeux et, par conséquent, de perdre son indépendance d'esprit, mais de promouvoir des idées et des réformes « en parlant librement<sup>876</sup> », sans s'accommoder des logiques de parti ou de leurs idéologies<sup>877</sup>.

En effet, ils ne se plient pas facilement à la règle du jeu partisan car, argumente Cohn-Bendit, le parti politique, en attribuant des circonscriptions à ses membres, les tient par son investiture. Kouchner parlera même de « servilité » au sein des partis politiques et déplorera le fait qu'en entrant « en dissidence vis-à-vis de la majorité de son parti<sup>878</sup> », l'on subisse l'exclusion.

Ainsi, au lieu « d'entrer en politique » ou encore de « faire de la politique », préfèrent-ils « vivre la politique » passionnément, tels les premiers gaullistes dont la majorité était « des aventuriers » et non pas des hommes politiques professionnels<sup>879</sup>, ou en sortir si elle constitue une entrave à la liberté de l'esprit.

L'approche de la politique professée par les deux personnages a davantage trait à la pensée « antipolitique » qu'à l'attitude d'un politique professionnel, nous semble-t-il.

---

<sup>873.</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>874.</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>875.</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>876.</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>877.</sup> Entretiens avec l'auteure cités.

<sup>878.</sup> Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président*, op. cit., p. 40.

<sup>879.</sup> *Ibid.*, p. 23.



En effet, leurs parcours atypiques essentiellement tournés vers ce qu'ils appellent « la politique de combat », plutôt militants et en dehors des structures qu'orientés vers une carrière politique, les prédisposent à être des « outsiders », à effectuer des allers-et-retours, ou — comme le dit Kouchner — ne pas faire du « suivisme », au détriment de la liberté de parole<sup>880</sup>.

Cependant, ils ne résisteront pas, à un âge mûr, à la tentation de prendre la carte d'un parti politique. Kouchner le fera, en prenant la carte du Parti socialiste français en 1998, Cohn-Bendit celle des Verts allemands en 1984.

Cette distance à la politique professionnelle, découlant de la méfiance à l'égard des appareils des partis politiques et des logiques de pouvoir qui, eux, empêchent « la quête de fraternité<sup>881</sup> », semble caractéristique d'un bon nombre d'anciens héros des événements de 68. Ce qui confirme l'analyse sur le devenir professionnel des militants de 68<sup>882</sup> d'Elisabeth Salvaresi, selon laquelle, ces derniers auraient, pour beaucoup, choisi plutôt le journalisme ou encore la carrière universitaire que la politique<sup>883</sup>.

---

<sup>880.</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>881.</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>882.</sup> Elisabeth Salvaresi, « Le devenir professionnel et personnel des militants de 68 », *Matériaux pour l'histoire de Notre temps*, 1988, n° 11-13, pp. 269-275.

<sup>883.</sup> Ceux qui ont choisi la politique ne sont pas nombreux. L'on peut citer à ce propos l'exemple d'Henri Weber, ancien trockiste, député européen, ou encore celui de Lionel Jospin, ancien premier ministre. Cependant, dans le cas de L. Jospin il serait difficile de le situer parmi les anciens militants de 68. Il a eu, certes, un engagement trockiste. Mais, à l'époque, il fut diplomate et n'a pas participé aux événements de 68. De plus, il ne se considère pas comme un acteur de 68 : « À la veille des événements, j'étais resté éloigné de France pendant deux mois, à New Delhi, pour participer à une conférence des Nations Unies sur le développement. J'en suis revenu juste avant mai 68. Vous vous doutez bien qu'un fonctionnaire du Quai d'Orsay ne pouvait pas s'exercer sur les barricades. (...) Je n'étais pas plongé en lui et emporté par son rythme, je n'ai pas eu d'illusions sur son débouché possible. (...) Il ne me paraissait pas porteur d'une transformation politique immédiate et profonde. (...) Si je n'ai pas été un acteur de 68, les conséquences de ce mouvement sur ma vie propre ont été majeures », *Lionel raconte Jospin*, Paris, Éditions du Seuil, 2010, pp. 40-42.

Tel est également l'avis de Kouchner : lui-même, ainsi que Cohn-Bendit, seraient de très rares représentants de cette génération à avoir « tenté » un parcours politique officiel<sup>884</sup>. Et il explique aussitôt qu'il s'agissait de « tentative » et non pas de réel parcours car, ni lui ni Cohn-Bendit ne sont allés « jusqu'au bout », ajoute-il.

Que veut dire, au juste, dans le cas des deux personnages, le « jusqu'au bout » en politique ? Malgré la distance à l'égard de la politique professionnelle, l'aboutissement de leurs parcours aurait pu être une haute fonction publique : la présidence de la République pour Kouchner, la présidence du Parlement européen pour Cohn-Bendit. Ce qu'ils formulent d'ailleurs, sur un ton de la plaisanterie, dans leur livre *Quand tu seras président*<sup>885</sup>.

Ce « jeu » consiste à s'attribuer mutuellement des rôles dans lesquels ils se voient l'un l'autre. Mieux, ils formulent vingt-six propositions qui pourraient figurer dans leur programme électoral<sup>886</sup>.

Mais est-ce un « jeu » seulement<sup>887</sup> ? Difficile d'y croire, d'autant que, quelques années plus tard, ils en parleront tout à fait ouvertement<sup>888</sup>.

Kouchner, crédité d'une popularité grimpante – par exemple dans le sondage *d'Ipsos le Point* d'octobre 2005, il devance même Nicolas Sarkozy<sup>889</sup>, se prépare pour être candidat à l'élection présidentielle de 2007, mais finira par renoncer, en 2006, à la veille des primaires au sein du PS, Ségolène Royal étant en tête des sondages.

---

<sup>884</sup>. Les propos de Bernard Kouchner recueillis lors de l'entretien avec l'auteure, Paris, février 2011.

<sup>885</sup>. Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président...*, op. cit., p. 20.

<sup>886</sup>. *Ibid.*, p. 367.

<sup>887</sup>. *Ibid.*, p. 40.

<sup>888</sup>. Entretiens avec l'auteure cités.

<sup>889</sup>. Sondage *IPSOS Le Point*, publié le 13 octobre 2005. Kouchner, 52% d'intentions de vote ; Nicolas Sarkozy, 51% ; Ségolène Royal, 47% ; François Hollande, 36% ; Laurent Fabus, 27%.

Cohn-Bendit, quant à lui, déclare, en 2010 lors d'une interview<sup>890</sup>, vouloir se porter candidat à la présidence du Parlement européen, sans toutefois espérer remporter l'élection.

Cela étant, ils ont conscience que leur approche de la politique leur barre la route dans l'ascension à certaines fonctions publiques<sup>891</sup>. Cohn-Bendit le dit bien : « ni l'un ni l'autre nous ne serons un jour chef de parti » ou encore avoue à Kouchner : « Si un jour tu es élu président, cela voudra dire que la France aura été capable d'organiser une élection présidentielle qui ne soit pas complètement verrouillée par les partis. Et surtout que les Français auront été capables d'échapper à la routine des jeux électoraux<sup>892</sup>. »

---

<sup>890</sup>. Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-Bendit*, op. cit., p. 258.

<sup>891</sup>. Entretiens avec l'auteure cités.

<sup>892</sup>. Kouchner, Cohn-Bendit, *Quand tu seras président...*, op. cit., p. 41.

### a) Kouchner — un « aventurier » en politique

Kouchner a-t-il jamais été un homme politique ? Son ami de longue date, Alain Deloche, refuse de lui donner cette étiquette car – dit-il – si Kouchner s’engage en politique, c’est pour avoir le pouvoir de décision, « tendu vers un but précis et obsédé par les résultats<sup>893</sup> ».

En politique, il est un agitateur d’idées et d’opinions, toujours prêt à tout remettre en question, ce qui complique sa démarche. Pour Deloche, Kouchner serait « un éléphant blanc » de la politique, « le marginal » qui emprunte les chemins de traverse<sup>894</sup>.

En effet, le parcours politique de Kouchner reste pour le moins chaotique. Partageant les valeurs de la gauche, il est longtemps rétif à l’adhésion au parti socialiste, trop figé dans des convictions « collectivistes » à son goût, qui a toujours été « indifférent aux drames humains<sup>895</sup> », et ce qui plus est, regarde de mauvais œil l’engagement humanitaire.

Si, dans l’entretien avec l’auteur, Kouchner dit n’avoir jamais eu « d’attachement vital au parti socialiste », il trouve en revanche au sein de ce parti de très rares militants, tels Michel Rocard, qui sont « loin des certitudes sectaires<sup>896</sup> ». Il partage avec lui les convictions et le même « besoin de fraternité ».

Kouchner est conscient, cependant, que c’est par l’autorité politique que l’on fait avancer ses idées et que l’on influe sur les changements dans le monde.

---

<sup>893</sup>. Alain Deloche, « L’éléphant blanc », in *Kouchner vu par...*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, p. 41.

<sup>894</sup>. Alain Deloche, *Comme un éléphant blanc*, Paris, Michel Lafon, 2005.

<sup>895</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 140.

<sup>896</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit., 198.

Ce qui lui tient à cœur particulièrement au début de son engagement politique, c'est le droit d'ingérence qui ne peut, selon lui, se passer de la politique car elle seule permet « l'accès aux victimes<sup>897</sup> ». Mais, lorsqu'en 1986, Jacques Chirac, alors Premier ministre, crée dans son gouvernement de cohabitation le poste de « secrétaire d'État aux Droits de l'Homme », ce dernier sera confié à Claude Malhuret, le même qui a « dépossédé » Kouchner de *Médecins sans frontières*.

Si Kouchner accepte la proposition d'entrer dans un gouvernement, en tant que secrétaire d'État à l'Insertion sociale, faite en 1988 par Michel Rocard, alors Premier ministre, il se garde bien de prendre la carte du parti et rejoindre le PS. Il en sera de même au deuxième gouvernement de Michel Rocard, où il occupera le poste de secrétaire d'État à l'Action humanitaire et, plus tard, en 1992, lorsqu'il deviendra ministre de la Santé et de l'Action humanitaire dans le gouvernement de Cresson, puis dans celui de Pierre Bérégovoy (4 avril 1992–30 mars 1993) et de Lionel Jospin (4 juin 1997–7 juillet 1999).

Entre temps et parallèlement aux fonctions ministérielles, il tente ses chances dans la course électorale. Bénéficiant de scores de popularité très élevés, il accepte, en 1988, de mener campagne dans une circonscription du Nord. Sans succès.

Le biographe de Kouchner, Michel Antoine Burnier, dans l'entretien avec l'auteur, estime que Kouchner a commis une erreur en acceptant de faire campagne dans cette circonscription ; elle était imprenable car, depuis longtemps, elle était un bastion des communistes et, qui plus est, Kouchner n'avait pas de véritable appui politique<sup>898</sup>. C'est en

---

<sup>897</sup>. Bernard Kouchner, *Le malheur des autres*, op. cit., p. 12.

<sup>898</sup>. Michel-Antoine Burnier s'interroge si la décision de donner à Kouchner une circonscription sans aucune chance de remporter l'élection ne fut pas délibérée. Les caciques du PS auraient ainsi voulu faire trébucher Kouchner

« Don Quichotte » qu'il serait parti à la conquête de l'électorat ; en dépit de ce que recommandaient des politologues, il était convaincu que la force de son engagement et de son action, ainsi que le contact franc et direct avec la population, l'emporteraient sur les avis défavorables des spécialistes de sociologie électorale.

Tout en étant député européen élu sur la liste européenne de Michel Rocard en 1994, Kouchner allait commettre une autre « belle sottise<sup>899</sup> » estime Burnier. En 1996, il adhère au parti des radicaux de gauche, rebaptisé *Radical*, « le plus ancien parti de France, ou ce qu'il en restait, symbole d'opportunisme sous les portraits d'Herriot et de Daladier, désormais (...) coupé en deux depuis vingt-cinq ans. Nous fûmes nombreux à déconseiller cette calembredaine<sup>900</sup> ». Kouchner pensait en revanche à faire ainsi changer la gauche, l'arracher à son alliance avec le PC, s'ouvrir vers le centre et la société civile.

Rapidement tout de même, il aurait été déçu par ce parti qui restait ancré dans un mode de pensée archaïque, difficile à ébranler<sup>901</sup>. On ne l'écoute pas, son agitation irrite<sup>902</sup>, la mission dont il est chargée (rapprocher le parti Radical du PS) il veut la réaliser par un programme politique et non pas par des « manœuvres obscures ». Par conséquent, il prendra ses distances.

Ce n'est qu'en 1998 qu'il entrera au PS, tout en restant à l'écart de l'appareil du parti. Ensuite, il remplira les fonctions de ministre de la Santé dans le deuxième gouvernement Jospin (6 février 2001–6 mai 2002) et, dès 2007, celles de ministre des Affaires étrangères

---

dont il se méfiaient et qu'ils voulaient éliminer, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 302.

899. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p.

900. *Ibid.*, p. 430.

901. Kouchner, entretien cité avec l'auteure.

902. Au même moment, il était député européen, animait une association, *Réunir en France*, visite l'hôpital de Boma au Sud-Soudan et suit de près la situation au Burundi.

dans un gouvernement de droite de François Fillon qui correspond à la présidence de Nicolas Sarkozy.

## **b) L'action ministérielle de Kouchner**

Si Bernard Kouchner apparaissait, dans de nombreux sondages, comme l'homme politique le plus populaire de France, le plus apprécié des Français, et représentant un atout évident pour son camp, il n'aurait pas trouvé de reconnaissance véritable à travers des fonctions significatives et correspondant à son charisme — pensent d'aucuns.

Le fondateur de *Médecins du monde* et co-fondateur de *Médecins sans frontières*, l'émissaire du droit d'ingérence, l'administrateur de l'ONU au Kosovo, « le baroudeur humanitaire qui a affronté toutes les guerres, (...) n'a jamais été jugé assez important par son parti pour se voir offrir un rôle à sa mesure, pour bénéficier à tout le moins d'une de ces circonscriptions indéracinables que l'on réserve à ceux que l'on veut honorer, protéger et promouvoir. Tout se passe comme si Bernard Kouchner dérangeait, comme s'il représentait plus un risque qu'une chance, comme s'il était un allié importun, un renfort dangereux, un auxiliaire intempestif. Comme si, dans le paysage complexe et fragile du Parti socialiste, il était éternellement commis à tenir le rôle forcément ingrat de l'homme de trop » — analyse Alain Duhamel dans une tribune de *Libération*<sup>903</sup>.

Burnier considère, quant à lui, que la gauche « a exploité Kouchner » lorsque, en se servant de sa popularité, elle l'envoyait en province pour soutenir tel ou tel candidat socialiste et l'a repoussé

---

<sup>903</sup>. Alain Duhamel, « Le paradoxe Kouchner, un allié importun », *Libération*, 14 décembre 2005.

ensuite<sup>904</sup>. « Les gens se méfient de lui » — confirme un député socialiste. Et de rajouter : « venu de la société civile, (...) il ne s'adapte pas à la vie des partis et des militants<sup>905</sup> ».

En effet, les relations avec le PS sont sinon r ches du moins distantes : dans un premier temps, Mitterrand n'aurait pas voulu l'admettre dans l'équipe gouvernementale de Rocard, le jugeant « incontrôlable<sup>906</sup> », leurs relations se seraient réchauffées par la suite lors du voyage en 1992 de Mitterrand   Sarajevo en compagnie de Kouchner ; avec la ministre de tutelle Martine Aubry les rapports furent pour le moins tendus<sup>907</sup>, Jospin et Védrine se montraient méfiants à l'égard de son action promouvant le droit d'ingérence<sup>908</sup>, même les socialistes locaux n'auraient pas voulu de lui lorsqu'il reçut une proposition de candidature en Moselle pour les législatives de 1997<sup>909</sup>.

Les deux parachutages dans des circonscriptions « imprenables », car longtemps tenues par des communistes, pour des législatives en 1988 (Nord) et des législatives partielles en 1996 (Gardanne) se sont achevées en crash. Le premier échec donna l'occasion à une partie de la gauche de railler Kouchner portant désormais l'étiquette « d'un tiers-mondiste, deux tiers mondain<sup>910</sup>. »

Ses premières cinq années d'activités gouvernementales — dont il fait le bilan, en 1995, dans son livre *Ce que je crois* — lui ont laissé des sentiments contradictoires et comme un goût amer dans la bouche : « On aborde son travail avec exaltation, persuadé de pouvoir avancer sur l'essentiel (...). On ne s'aperçoit pas

<sup>904</sup>. Michel-Antoine Burnier, entretien avec l'auteure, 29 novembre 2009.

<sup>905</sup>. Corinne Laurent, *Mister Kouchner*, op. cit., p. 84.

<sup>906</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 298.

<sup>907</sup>. Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président*, op. cit., p. 83.

<sup>908</sup>. Bernard Kouchner, *Les guerriers de la paix*, op. cit., pp. 40 et 42.

<sup>909</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 434.

<sup>910</sup>. *Le Canard enchaîné* du 18 mai 1988 a utilisé la formule suivante « Bernard Kouchner : quart-mondiste et tiers-mondain » travestie ensuite par *Libération*.



immédiatement que les dossiers se perdent dans les couloirs des ministères, que des idées s'enfoncent dans les sables d'une administration dotée d'une formidable puissance d'inertie, qui contemple avec mauvaise volonté les agitations des cabinets successifs. On se rend compte graduellement que les ministres, les collègues peuvent se révéler les adversaires les plus déterminés d'une réforme ou d'un travail commun<sup>911</sup>. »

Depuis 1995, il aura encore été trois fois ministres, dont ministre des Affaires étrangères, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Occupant les deux autres fonctions ministérielles, celle en 1997, sous tutelle de Martine Aubry, alors ministre de l'Emploi et de la Solidarité, puis celle de 2001, sous tutelle d'Élisabeth Gigou, Kouchner « n'est pas bâillonné mais ligoté » — écrit *L'Express* en 1998. L'hebdomadaire conclut que Kouchner n'a alors aucune marge de manœuvre. Il est pris dans un carcan, ses propositions ont du mal à percer.

Constat proche, semble-t-il, quant à sa fonction de ministre des Affaires Étrangères. Dans l'entretien avec l'auteur en 2011<sup>912</sup>, s'il dit avoir eu une bonne relation avec le président de la République « qui lui a permis d'agir sur plusieurs plans », il avoue aussi avoir été sciemment contourné et mis à l'écart par « son entourage ». Et il affirme avoir démissionné, en envoyant une lettre à l'Élysée, en signe de réprobation de la politique du gouvernement dans l'affaire des Roms.

Cependant, son bilan d'activités gouvernementales n'est pas négligeable. Dès son premier poste de secrétaire d'État à l'Insertion sociale, il est chargé par le président Mitterrand d'un dossier

---

<sup>911</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois, op. cit.*, pp. 191-192.

<sup>912</sup>. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteure cité.

prioritaire : le Revenu minimum d'insertion<sup>913</sup> qui sera finalement institué — au regret de Kouchner — sous une forme passive, sans le volet « réinsertion<sup>914</sup> ».

Sous Pierre Bérégovoy, il géra les suites de l'affaire du sang contaminé, en réorganisant le système de transfusion sanguine par le biais de la création d'une Agence française du sang et de l'Agence du médicament. De plus, il organisera en province des réseaux de santé publique. En 1998, il fait voter une loi sur la sécurité sanitaire pour les produits de consommation et s'engage dans la lutte contre la douleur.

En mai 1999, il fait voter une loi sur les soins palliatifs<sup>915</sup> puis, en 2002, la loi relatives aux droits des malades. Cette dernière, longuement concertée avec les différents acteurs du secteur de la santé, a contribué — reconnaît-on aujourd'hui, 10 ans après sa mise en application — à équilibrer les rapports entre les médecins et leurs patients, en facilitant entre autres l'accès des patients à leur dossier médical<sup>916</sup>. « Quand on connaît sa maladie, quand on sait ce qu'on vous propose, quand on n'en a discuté avec le médecin, on guérit mieux » expliquait à l'époque Kouchner, en ayant surtout en tête le cancer et le sida.

---

<sup>913</sup>. RMI - Revenu minimum d'insertion, une allocation en vigueur depuis décembre 1988, attribuée aux personnes sans ressources ou disposant des ressources inférieures fixées par décret.

<sup>914</sup>. Kouchner aurait été contre les aides de l'État sans qu'il y ait en retour un engagement actif de l'allocataire. Selon lui, ce serait un acte d'assistance n'incitant en aucun cas la personne à retrouver une activité sociale. Il aurait aimé que la personne travaille d'abord dans une association humanitaire, par exemple, avant de recevoir le RMI. Cela ne s'est cependant pas fait à cause, notamment, de la lourdeur de l'administration. Cité par Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 301.

<sup>915</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 440

<sup>916</sup>. « Dix ans après, la loi Kouchner sur les droits des malades fait consensus », *Le Point*, 3 mars 2012.

Réglementation des drogues douces<sup>917</sup>, euthanasie, Kouchner est sur plusieurs fronts, en ouvrant des débats de société dérangeants. Et il s'impatiente de voir que « les dirigeants reculent devant l'évidence ». En médecin, il argumente que les deux thèmes sont couverts d'un tabou. Il a pu observer par exemple que, même dans les meilleurs services de réanimation, « on débranche un malade sur deux<sup>918</sup> ».

En charge du secrétariat d'État de l'Action humanitaire (juin 1988-mai 1991), même lorsque le portefeuille de l'action humanitaire fut combiné avec celui de la Santé (de mai 1991 à avril 1992, puis d'avril 1992 à mars 1993), Kouchner est dans son élément ; tout d'abord, il fait promouvoir le droit d'ingérence auprès des instances onusiennes, mais ambitionne aussi d'inventer un humanitaire d'État, soutenu par la diplomatie et l'armée s'il le faut.

Durant les quatre années d'exercice de sa fonction, il se déplace dans des régions de grands troubles ; il aurait ainsi effectué ou inspiré deux-cent soixante-dix missions dans quatre-vingt-onze pays<sup>919</sup>.

S'appuyant sur la logistique de l'État, sur sa diplomatie et, parfois, sur l'armée, Kouchner passe de mission en mission, en outrepassant, dans certaines situations, les exigences du protocole qu'impose sa fonction de ministre.

---

<sup>917</sup>. Kouchner plaide pour la « contraventionnalisation et la réglementation » et non pas l'emprisonnement des usagers des drogues, *in Quand tu seras président, op. cit.*, p. 279. Il prône la fin de la prison pour les toxicomanes. Le ministre suggère une simple amende pour les usagers, *Libération*, 5 janvier 1999.

<sup>918</sup>. Kouchner, *Quand tu seras président, op. cit.*, p. 280.

<sup>919</sup>. Cf. « L'Action humanitaire de la France, mai 1988-mars 1992 », document publié en 1992 par le ministère de la Santé et de l'Action humanitaire, cité par Michel-Antoine Burnier, *in Les 7 vies du dr Kouchner, op. cit.*, p. 311.

En effet, Kouchner agit alors à la façon « d'un hors-la-loi » : à plusieurs reprises, il franchit illégalement la frontière<sup>920</sup> d'un État, reçoit des dissidents de différents pays<sup>921</sup>, dont le dalaï-lama en 1989<sup>922</sup>, et n'hésite pas à critiquer la politique étrangère de la France, par exemple au Rwanda<sup>923</sup>, et en Bosnie<sup>924</sup> ou encore à tirer à boulets rouges sur la diplomatie française qui, selon lui, « a comme principe premier d'appuyer les régimes en place, fussent-ils dictatoriaux et inamicaux<sup>925</sup>. »

De même, au Kosovo, lorsqu'il y remplit le mandat de Haut représentant de l'ONU (1999-2001)<sup>926</sup>, son style bouscule les hauts fonctionnaires onusiens pour qui, se souvient Kouchner, il n'était « pas assez diplomate et souvent activiste, porté à la dénonciation tapageuse des violations des droits de l'homme<sup>927</sup> ». S'attelant dans sa mission à reconstruire une économie et une administration anéanties par les années de guerre, Kouchner ne tergiverse pas et, lorsqu'il est freiné dans son action par la lourdeur de la bureaucratie onusienne, il prend des décisions sans consulter New York<sup>928</sup>.

Aurait-il par là-même grillé ses chances d'obtenir, après la fin de sa mission au Kosovo, des postes qui l'auraient intéressés au sein de l'ONU : celui du Haut Commissariat pour les réfugiés ou encore la

---

920. Kouchner a franchi illégalement la frontière deux fois au Soudan, en Roumanie, en Irak, *Malheurs des autres*, Bernard Kouchner, *op. cit.*, pp. 202-234, aussi in *Les 7 vies du dr Kouchner*, Michel-Antoine Burnier, *op. cit.* pp.313-316.

921. Bernard Kouchner, Abbé Pierre, *Dieu et les hommes*, *op. cit.*, p. 121.

922. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, *op. cit.*, p. 197.

923. *Ibid.*, p. 82.

924. Bernard Kouchner, Abbé Pierre, *Dieu et les hommes*, *op. cit.*, p. 121.

925. Propos de Kouchner cités par Michel-Antoine Burnier, in *Les 7 vies du dr Kouchner*, *op. cit.*, p. 319.

926. La nomination de Kouchner au poste de Haut représentant du Secrétariat général des Nations unies au Kosovo est intervenue en juillet 1999. L'idée serait venue, selon les dires de Kouchner, d'Hubert Védrine qui, ensuite, en aurait convaincu le président J. Chirac et le premier ministre L. Jospin. L'action de Kouchner a été, en majorité, perçue comme une réussite et s'est achevée par l'organisation des élections municipales de fin de 2000.

927. Bernard Kouchner, *Des guerriers de la paix*, *op. cit.*, p. 92.

928. Corinne Laurent, *Mister Kouchner*, *op. cit.*, p. 99.

direction de l'Organisation mondiale de la Santé ? Cela semble possible, étant donné que les arbitrages géopolitiques et le niveau de la contribution financière d'un pays à l'organisation en question ne sont pas les seuls critères de sélection d'un candidat.

À ce propos, il est à noter que, contrairement à Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, son successeur, Boutros Boutros Ghali, aurait été méfiant à l'égard de Kouchner — ce « missile sans système de guidage<sup>929</sup> » — et, par conséquent, n'a jamais voulu lui confier un poste<sup>930</sup>.

Toujours est-il que, malgré les reproches faits pour avoir « trop ouvertement » soutenu la cause du Kosovo indépendant<sup>931</sup>, sa mission, dont il trace le récit dans son livre *Les Guerriers de la paix*, a reçu un concert d'éloges. Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a souligné son « extraordinaire contribution » à la paix ; l'ambassadeur américain Richard Holbrooke a rappelé qu'il « incarnait ce qu'il y avait de mieux aux Nations Unies<sup>932</sup> », tandis que Lionel Jospin a salué son « travail remarquable »<sup>933</sup>.

Aux détracteurs qui voient dans le concept de « l'humanitaire d'État », prôné par Kouchner, « un alibi humanitaire » d'une diplomatie cynique, servant d'ersatz à la politique étrangère et conduisant à une confusion de l'humanitaire et de la politique, nuisible à l'un et à l'autre<sup>934</sup>, Kouchner répond qu'il s'agit, en fait, d'une autre

---

<sup>929</sup>. Elaine Sciolino, « France's top diplomat: A doctor who's direct », *New York Times*, 18 mai 2007.

<sup>930</sup>. Jean-Christophe Ruffin, « L'ingérence du french doctor », in *Mister Kouchner*, *op. cit.*, p. 93.

<sup>931</sup>. Cf. Propos de l'ambassadeur russe Sergueï Lavrov, *le Monde*, les 14-15 janvier 2001.

<sup>932</sup>. Article du *Monde*, cité par M.-A. Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, *op. cit.*, p. 479.

<sup>933</sup>. Les Indiscrets – *Monde*, *L'Express*, publié le 18/01/2001, [http://www.lexpress.fr/informations/les-indiscrets-monde\\_641056.html](http://www.lexpress.fr/informations/les-indiscrets-monde_641056.html)

<sup>934</sup>. David Rieff écrit : « La réalité du terrain kosovar suggère que nous avons érigé un système qui n'est pas plus fidèle à l'idéal humanitaire qu'aux impératifs des États — en un mot que nous avons perdu sur les deux tableaux. Les acteurs humanitaires se confondent avec les militaires et les

manière de faire de la diplomatie qui, elle, ne serait pas seulement l'application des directives préparées par le Quai d'Orsay et transmises aux ambassades, mais devrait être la résultante des actions individuelles de ceux qui sont partie prenante du rayonnement du pays ; « des ONG aux ministres, des entrepreneurs aux universitaires, des médecins aux militaires<sup>935</sup> ».

Il prône une « diplomatie morale et soucieuse du droit, offensive et pugnace<sup>936</sup> » qui crée des passerelles entre le Quai d'Orsay et la société civile et qui permettrait d'œuvrer de concert avec les ONG.

Le postulat kouchnérien d'une diplomatie « morale », celle qui refuse « les compromissions avec les régimes totalitaires et corrompus<sup>937</sup> », du point de vue des intérêts particuliers des États qui ne riment pas toujours avec les revendications du respect des droits de l'homme pourrait, à première vue, sembler maximaliste, voire utopique. Et pourtant, Kouchner sait toute l'ambiguïté et la tension qui existent entre ces deux concepts et exigences.

S'il approuve dans un premier temps la création du secrétariat d'État aux Droits de l'Homme, en 1986<sup>938</sup>, il refuse d'occuper ce poste lorsque Michel Rocard le lui propose<sup>939</sup>, en argumentant qu'il devrait « démissionner à la première bavure ou premiers contrats passés entre la France et une dictature<sup>940</sup> ».

Cependant, en 2007, dans le gouvernement de droite de François Fillon, il propose au président de la République de créer, au sein du

impératifs géostratégiques s'empêchent dans ceux des droits de l'homme », in « L'échec de Bernard Kouchner », *le Monde*, 16 décembre 1999.

935. Bernard Kouchner, *Deux ou trois choses que je sais de nous*, op. cit., p. 134.

936. *Ibid.*, p. 129.

937. *Ibid.*, p. 129.

938. Le poste de secrétaire d'État aux Droits de l'Homme revient à Claude Malhuret, un ancien de *Médecins sans frontières*.

939. Kouchner réclame et obtient alors le poste de secrétaire d'État à l'Action humanitaire.

940. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 291.

MAE, ce même poste, pour reconnaître, un an plus tard, dans une interview au *Parisien* que ce fut une « erreur de sa part »<sup>941</sup>.

Lors de cette interview, donnée à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il revient à sa position et à son argumentation d'antan. Il y rappelle avoir refusé ce ministère dans le premier gouvernement de Michel Rocard et souligne que, si la contradiction permanente entre les droits de l'homme et la politique étrangère d'un État « peut être féconde », il n'aurait pas fallu lui donner un caractère gouvernemental<sup>942</sup>.

Avouer, une fois en charge du portefeuille des Affaires étrangères, au journaliste du *Parisien* en 2008 et, plus tard, répéter après sa démission en 2010, à l'auteur que « l'on ne pouvait pas faire des droits de l'homme l'unique fondement d'une politique extérieure »<sup>943</sup> n'est en rien nouveau. Kouchner en était conscient bien avant sa prise de fonctions de ministre des Affaires étrangères.

Que pensait-il faire avancer en prenant cette décision pour le moins contradictoire et qu'il désavouera rapidement lui-même ? Faire un pari sur la raison d'État qui ne devrait pas oblitérer les droits de l'homme ? Ses détracteurs taxeront son geste d'opportunisme, voire lui prêteront l'intention d'avoir voulu désavouer l'action de la secrétaire d'État aux Droits de l'homme, Rama Yade. Il s'en défend à plusieurs reprises, y compris lors de la conversation avec l'auteur.

Kouchner explique à l'auteur qu'étant ministre des AE, il pensait pouvoir mieux maîtriser le travail du secrétariat aux Droits de l'homme que par le passé, l'action de ce dernier étant complémentaire à celle du Quai d'Orsay à ses yeux.

---

<sup>941.</sup> « Droits de l'homme », interview de Bernard Kouchner, *Le Parisien*, 10 décembre 2008.

<sup>942.</sup> *Ibid.*

<sup>943.</sup> Entretiens avec l'auteure cités.

En l'homme qui cherche à « bouger les lignes », il a besoin de rechercher les limites des idées — fussent-elles pressenties comme condamnées d'avance à l'échec — comme s'il voulait vérifier par lui-même jusqu'où l'on peut aller pour aboutir au point où les concepts s'entrechoquent, dans l'espoir de les voir réconciliés, ou en vue de les dépasser.

Aveu d'impuissance, lorsqu'il dit à l'auteur que « l'on ne peut s'attacher à défendre les droits de l'homme que quand on a les mains libres », c'est-à-dire quand qu'on est militant car, finalement, « l'on n'a pas besoin de titre pour s'en occuper ». De ses expériences, il ressort que dans le croisement de la politique et des droits de l'homme, la seule chose importante que l'on puisse faire c'est de « penser toujours aux droits de l'homme, de les mettre dans son raisonnement et de s'en approcher le plus possible<sup>944</sup> ».

Kouchner dit désormais que seul le militant peut agir librement, car le réalisme en politique et les droits de l'homme « se marient mal ».

Ceci étant dit, il semblerait que la nomination même de Kouchner au poste de ministre des AE ait été iconoclaste. Voilà que l'homme qui savait parfaitement combien de crimes ont été commis au nom de la souveraineté des États, allait diriger un ministère dont l'action reposait sur le respect de ce principe. De plus, partisan du tapage médiatique pour mettre au grand jour les causes humanitaires, Kouchner allait-il se plier aux règles du langage diplomatique, parfois flou et politiquement correct — se demandait-on.

Quant au premier point, le désenchantement semble venir rapidement, un an après sa nomination, il avoue à la presse que le droit humanitaire régresse au profit de la souveraineté des États et

---

<sup>944</sup>. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteure, Paris, les 7, 8 mars 2011.



déplore que l'on « laisse glisser la responsabilité de protéger, le droit d'ingérence et l'intervention humanitaire<sup>945</sup> ».

La vision de la diplomatie « morale » de Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, est mise à l'épreuve lors de la visite, le 10 décembre 2007, du dictateur libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, pendant cinq jours en France, ou celle du président syrien Bachar el-Assad à Paris, les 13 et 14 juillet 2008.

La France négocie au cours du premier épisode la libération des infirmières bulgares emprisonnées et torturées en Libye depuis 1999 et de gros contrats commerciaux. Cette visite attire de vives critiques de la part du parti socialiste et des ONG ; les principes démocratiques et les droits de l'homme semblent sacrifiés sur l'autel des intérêts financiers. La secrétaire d'État aux Droits de l'homme, Rama Yade, critique ouvertement cette visite, tandis que Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, en déplacement à Bruxelles, évite de rencontrer le président libyen, en s'écartant ainsi du protocole diplomatique.

Il en est de même lors de la visite du président syrien, Bachar el-Assad, à qui on fait l'honneur de l'installer sur la tribune officielle lors du défilé du 14 juillet 2008. Kouchner avoue que cela ne le « remplit pas d'aise mais c'est comme ça qu'il faut faire ou alors on va maintenir un état de tensions et des difficultés et probablement des affrontements<sup>946</sup> ».

Quant à son parler « franc » et ses déclarations sans détour<sup>947</sup>, peu admis dans le langage diplomatique conventionnel, ils lui

---

<sup>945</sup>. Bernard Kouchner, « Régression de l'humanitaire », dépêche de l'AFP, 28 juillet 2008.

<sup>946</sup>. Bernard Kouchner, entretien sur *Europe 1*, 13 juillet 2008.

<sup>947</sup>. Parmi les déclarations jugées par des diplomates comme « imprudentes » et qui ont provoqué un tollé, il y a notamment celle sur la crise iranienne à propos de laquelle il évoque, lors d'un entretien sur RTL, le 18 septembre 2007, la nécessité de « se préparer au pire (...) à la guerre », si les sanctions ne suffisent pas à convaincre Téhéran de suspendre son programme nucléaire.

porteront des torts, car conduiront, *in fine*, à le « dépouiller » de certains dossiers importants qui seront gérés davantage par l'Élysée<sup>948</sup> que par le Quai d'Orsay.

Si Kouchner est dans l'obligation de mettre de l'eau dans son vin et de recadrer ses propos, il dit que « la diplomatie de la vérité, c'est mieux que l'absence de vérité en diplomatie<sup>949</sup> ». Il aura ainsi occupé ce poste pendant trois ans et demi, plus longtemps que Dominique de Villepin et Alain Juppé, à peine moins qu'Hubert Védrine, en subissant, plus d'une fois, dit-il, des humiliations de l'entourage présidentiel<sup>950</sup>.

Qu'a-t-il réussi en ces quarante mois d'exercice de ses fonctions ?

Dans une tribune du *Monde* « Pourquoi j'ai accepté », où il tente d'expliquer sa décision d'entrer dans le gouvernement Fillon, Kouchner demande aux amis qui lui reprochent ce nouvel engagement de le « réveiller » si, un jour, ils le prennent « en flagrant délit de renoncement » et demande à être jugé sur ses « résultats »<sup>951</sup>.

À l'heure du bilan, le jugement porté sur l'action de Kouchner est plutôt sévère. Cohn-Bendit, lors de l'entretien avec l'auteur, constate que globalement, ce bilan n'est pas positif. Selon lui, Kouchner « fut la voix de son maître. C'est-à-dire, il y a eu plusieurs événements où

Une autre concerne les relations franco-algériennes : « Nos rapports avec l'Algérie ont été à ce point sentimentaux, violents et affectifs que tout est très difficile et très douloureux. L'Algérie a été vécue comme française en France, quand elle était une colonie de peuplement. L'anticolonialisme est mon premier engagement. La génération de l'indépendance algérienne est encore au pouvoir. Après elle, ce sera peut-être plus simple », « Vite, un État palestinien », *Journal du Dimanche*, 19 février 2010.

948. Les deux conseillers du président, Claude Guéant et Jean-Davide Levitte élargiront leur zone d'influence en reprenant les dossiers concernant les relations avec les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde, le Japon, le Golfe, la Syrie...

949. Corine Lesnes « M. Kouchner promet de ne plus employer le mot qui choque », *le Monde*, 22 septembre 2007.

950. Entretiens avec l'auteure cités.

951. Bernard Kouchner, « Pourquoi j'ai accepté », *Le Monde*, Paris, 20 mai 2007.

la voix de Bernard n'était pas là. Et même quand Bernard parlait, c'était Sarkozy »<sup>952</sup>. Son ami, Jean-Christophe Ruffin, pointe une « forte marginalisation » du Quai d'Orsay, « faute d'un leadership politique fort » et critique Kouchner d'avoir voulu reconstruire le ministère des AE « en une sorte de super-ONG »<sup>953</sup>. Les commentateurs s'accordent à dire qu'avec un président tant investi dans les affaires internationales, Kouchner n'avait pas de grandes possibilités de manœuvre. Progressivement, l'Élysée a empiété sur la gestion des dossiers du ministère des Affaires étrangères. Les conseillers du président Sarkozy ont multiplié les missions sensibles de l'Afrique au Proche-Orient, en court-circuitant parfois Bernard Kouchner.

De ce fait, les diplomates ont fait grief à Kouchner de ne pas défendre assez fortement leur domaine de compétences et leur budget. Ainsi, dans une tribune du *Monde*, deux anciens ministres des AE, Alain Juppé et Hubert Védrine, portent-ils un coup de grâce à Kouchner, en s'alarmant des conséquences de la réduction du budget du Quai d'Orsay et appellent à ne pas détruire ainsi « l'outil diplomatique »<sup>954</sup>.

Interrogé sur son bilan, au titre des actions réussies, Kouchner mentionne la sécurisation au Tchad des camps de réfugiés du Darfour<sup>955</sup>, se dit fier d'avoir œuvré afin que les militaires guinéens accepte la transition vers un régime civil après les massacres de 2009<sup>956</sup>, sans omettre la réconciliation de la France avec le Rwan-

---

<sup>952</sup>. Cohn-Bendit, entretien avec l'auteure, mars 2011, Bruxelles.

<sup>953</sup>. Patrick Forestier, Jean-Christophe Ruffin, les déceptions de Monsieur l'Ambassadeur, *Paris-Match*, 14 juillet 2010.

<sup>954</sup>. Huber Verdine, Alain Juppé, « Cessez d'affaiblir le Quai d'Orsay », *Le Monde*, 6 juillet 2010.

<sup>955</sup>. En mai 2007, Kouchner a convaincu les Vingt-Sept de créer une force européenne, *l'Eufor*, pour sécuriser les camps de réfugiés du Darfour au Tchad.

<sup>956</sup>. En septembre 2009, une manifestation organisée contre la junte militaire et le capitaine Dadis Camara qui, contrairement à ses engagements à ne pas se présenter aux élections présidentielles, change d'avis, en faisant voler en éclat

da<sup>957</sup>. Il rappelle également des conférences internationales sur le Liban et l'Afghanistan qu'il a organisées à Paris<sup>958</sup>. Il énumère aussi les réformes du Quai d'Orsay qu'il a entreprises, à savoir l'ouverture du métier de diplomate à la société civile, la création d'un « pôle religion » afin de mieux appréhender les problématiques religieuses dans le monde, et d'une direction de la mondialisation.

En août 2010, il remet une lettre de démission<sup>959</sup> à Nicolas Sarkozy, démentie par l'Élysée mais dont le contenu a été révélé par le *Nouvel Observateur*, dans laquelle il dénonce « les humiliations » venues des conseillers du président et souligne « l'inflexion sécuritaire » du gouvernement, pointant ainsi indirectement du doigt l'affaire des Roms.

Déception, aigreur ?! Surtout, parce qu'il ne pouvait pas faire ce qu'il voulait, confie-t-il, mais aussi *la Realpolitik* a triomphé de ses

l'espoir d'une réelle transition démocratique, est violemment réprimée. Les militaires ouvrent le feu sur les manifestants au stade de Conakry. Des militaires violent et enlèvent de nombreuses femmes. Kouchner affirme avoir fait bouger les choses avant les autres, en alertant les organisations africaines, en œuvrant afin que le Cédéao (le Comité économique des États d'Afrique de l'Ouest) décrète un embargo sur les armes à l'encontre de la Guinée, ainsi que les responsables des crimes commis dans le stade soient poursuivis par la justice. Entretien avec l'auteure cité.

<sup>957.</sup> Le 29 novembre 2009, la France et le Rwanda ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques et ont procédé à la nomination de leurs ambassadeurs début 2010. Une visite du ministre des Affaires étrangères en janvier 2010 suivie du déplacement du chef de l'État le 25 février 2010 à Kigali, symbolisent la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays. Vingt-cinq ans après la dernière visite d'un président français au Rwanda, M. Sarkozy a déclaré qu'« ce qui s'était passé ici était inacceptable, mais ce qui s'était passé ici oblige la communauté internationale, dont la France, à réfléchir à ses erreurs qui l'ont empêchées de prévenir et d'arrêter ce crime épouvantable ». Le chef de l'État a aussi évoqué de « graves erreurs d'appréciation, une forme d'aveuglement quand nous n'avons pas vu, la dimension génocidaire du gouvernement du président qui a été assassiné, des erreurs dans une opération Turquoise engagée trop tardivement et sans doute trop peu. », <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/rwanda/>

<sup>958.</sup> Bernard Kouchner a convié, en juillet 2007, les représentants de tous les courants politiques et religieux du Liban à prendre part à une conférence sur le Liban afin de mettre fin aux violences dans le pays. La conférence internationale sur l'Afghanistan, elle, a eu lieu le 12 juin à Paris.

<sup>959.</sup> Interrogé par l'auteure, Bernard Kouchner confirme l'existence de cette lettre, entretiens cités.

engagements de défenseur des droits : « je me suis rendu compte que l'humanitaire c'était fini, (...) que les nouveaux rapports de force internationaux ne le permettaient plus, que tout cela était bel et bien terminé »<sup>960</sup>.

Contrairement à Alain Deloche, qui affirme que c'est l'engagement de Kouchner en politique qui lui a nui le plus, « en lui renvoyant l'image de non-reconnaissance de ce qu'il est<sup>961</sup> », il nous semble que c'est l'exercice de sa dernière fonction de ministre des AE qui a porté le coup le plus dur à son image de militant des droits de l'homme, d'un « hors-la-loi » de la politique.

Vu ses esquives, ses accommodements et contorsions, voire des propos parfois contradictoires, l'homme n'aurait pas été à l'aise face aux méandres de la *Realpolitik*. Par ailleurs, sa difficulté principale consiste en ce qu'il a du mal à sortir de son champ de combat favori, à savoir l'ingérence, et qu'il applique à la politique la morale du médecin urgentiste : « sauver ce qui peut l'être, en bougeant les lignes ». « Ma position de ministre ? Je suis médecin. J'ai toujours voulu agir comme tel<sup>962</sup>. »

---

<sup>960</sup>. Vincent Jauvert, « Bernard Kouchner : trois ans et des poussières... », *Nouvel Observateur*, 6 octobre 2010.

<sup>961</sup>. Alain Deloche, « L'éléphant blanc », in *Kouchner vu par...*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, p. 54.

<sup>962</sup>. Natalie Nougayrède, « Bernard Kouchner, un ministre à contretemps », *le Monde*, 1 juillet 2008.

### c) Cohn-Bendit — « Monsieur l'Europe »

L'appréhension professée par Cohn-Bendit quant à l'idée de participer personnellement à l'exercice du pouvoir serait due à son refus de l'esprit partisan qui « ne supporte pas le doute ou l'innovation et, pire encore, la remise en doute<sup>963</sup>. » Les calculs de la *Realpolitik* « ce n'est pas ma tasse de thé. C'est pour cela que je ne peux pas être ministre », dit-il à l'auteure. Et, pourtant, il fait une exception à son refus de s'engager dans l'exécutif, au niveau local, en remplissant le mandat d'adjoint au maire de Francfort, en charge des affaires culturelles (1989-1994). Cette mission est cependant bénévole et bien ancrée sur le terrain.

En effet, « Dany » craint plus que tout une récupération politique, et s'il se décide finalement, en 1984, à rejoindre les Verts allemands, ce n'est pas pour faire du « suivisme », mais bel et bien pour innover et remettre en doute les dogmes du parti.

C'est « en paria de la politique » qu'il se lance avec Joschka Fischer à renverser la tendance pacifiste et antiparlementaire archaïque des Verts allemands. La stratégie des « Réalos » soutenue par Cohn-Bendit l'emporte sur celle des « Fundis », fondamentalistes du mouvement, et conduit à d'importants succès électoraux<sup>964</sup>.

Cependant, ce ne sont pas les mandats nationaux qu'il veut briguer, car — confie-t-il — « quand on revient vers le national, il faut dire qu'on est de droite ou de gauche » et, qui plus est, les problèmes actuels nécessitent une réflexion et des résolutions au niveau

---

<sup>963</sup>. Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand je serai président*, op. cit., p 56.

<sup>964</sup>. Les Grünen obtiennent successivement 7,3% et quarante-neuf sièges en 1994, 8,6% et cinquante-cinq sièges en 2000, in Daniel Cohn-Bendit, *Que faire ?*, op. cit., p. 25.

européen ; les nations européennes étant incapables d'être à la hauteur des défis.

Jugeant les élections européennes comme « un cadre parfait<sup>965</sup> » pour lui, il se fera élire député européen quatre fois : en 1994 sur la liste des *Grünen* allemands, en 1999 sur celle des Verts Français, de nouveau en Allemagne en 2004. En 2009, il est à l'origine du mouvement *Europe Écologie* réunissant des personnalités issues des milieux politique et associatif qui recueille 16,28% au niveau national, et est réélu au Parlement Européen en tant que tête de liste en Ile-de-France. Depuis 2002, il co-préside le groupe des Verts au Parlement européen.

Si la politique nationale semble trop « étroite » pour Cohn-Bendit, l'Europe le fait « rêver » réellement. Elle est une « dernière utopie » pour laquelle il veut se battre. A ses yeux, elle est « le dépassement lent mais constant de l'État-nation », processus qui aboutira à l'émergence d'une démocratie supranationale<sup>966</sup>.

Député européen, il entend l'être pleinement, contrairement, semble-t-il, à certains députés « recyclés » qui se font élire au Parlement européen parce qu'ils échouent dans une élection nationale<sup>967</sup>. Il multipliera des déclarations, appels, interviendra dans l'hémicycle du parlement dans des débats cruciaux pour l'avenir de l'Europe.

Il serait difficile de lister dans cette étude toutes les activités parlementaires de Cohn-Bendit et de mentionner tous les dossiers sur lesquels il a travaillé. Il convient de souligner, en revanche, qu'il s'agit d'un député pour le moins actif et prolifique.

---

<sup>965</sup>. Cohn-Bendit, entretien avec l'auteure cité.

<sup>966</sup>. Propos de Cohn-Bendit cités par Emeline Cazi, in *Le vrai Cohn-Bendit*, op. cit., p. 139.

<sup>967</sup>. Cohn-Bendit, Bernard Kouchner, *Quand tu seras président*, op. cit., p. 148.

Si l'on s'en tient, par exemple, au « répertoire » établi par le PE, et que l'on additionne ne serait-ce ses trois dernières législatures, l'on recense environ 270 « interventions en séance plénière », 345 « propositions de résolutions communes », plus de 50 « Questions Parlementaires », 9 « Déclarations écrites », ou encore un « Rapport sur les relations entre l'Union européenne et l'Union du Maghreb arabe »<sup>968</sup>.

Bien que membre de la Commission Culture et Jeunesse, ainsi que de la Commission des Libertés publiques et des Affaires intérieures, ce sont les dossiers internationaux et le combat pour la défense des droits de l'homme auxquels il porte un intérêt particulier, c'est ce que lui reprochent d'ailleurs certains Verts.

Cependant, lui, n'est pas tout-à-fait dans la logique de sa famille politique et pense que l'Europe a un grand rôle à jouer dans la prévention des conflits. Ses idées et déclarations, notamment lorsqu'il s'engage du côté du « oui » lors du référendum français sur la Constitution européenne, alors que la plupart des membres de son parti semblent inquiets des conséquences de l'ouverture des frontières au niveau économique, ou encore lorsqu'il appelle à la création d'une armée européenne, ne provoquent pas l'unanimité. Il bouscule encore plus les dogmes de son parti, traditionnellement pacifiste, lorsqu'il appelle à une intervention militaire en Bosnie en 1999, puis soutient celle en Afghanistan. Ses prises de positions « dissidentes » sur la Bosnie le tiennent à l'écart des Verts qui se sentent alors trahis par Cohn-Bendit.

En tant que membre de la Commission des AE, il fera partie de plusieurs commissions mixtes : UE-Turquie, Maghreb, ex-Yougoslavie et s'associera à trois eurodéputés — Bernard Kouchner, Pierre Pradier et José Maria Mendiluce — pour former une cellule de réflexion : le *Forum européen pour la prévention active des conflits (FEPAC)*, qui

---

<sup>968</sup>. [http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/1934/Daniel\\_COHN-BENDIT.html](http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/1934/Daniel_COHN-BENDIT.html)



réunira 120 députés de toutes tendances et nationalités confondues et qui aura pour priorité la résolution des conflits en ex-Yougoslavie.

Outre les dossiers importants sur lesquels il pèse de tout son poids, Cohn-Bendit entend aussi construire une stratégie politique au niveau européen. Il pense à « une force politique libérée des structures d'un parti », un grand mouvement citoyen réuni autour des Verts, mais dépassant ceux-là. C'est la « transversalité » que préconise Cohn-Bendit en politique ; regarder toute la société et rassembler les forces au-delà des Verts et même de la gauche, y compris la société civile, telle est sa conception. Seul ce mouvement ou, comme il l'appellera plus tard, une « grande coopérative », peut être influent en Europe. Il est dans la logique d'un militantisme civil plus que d'un cloisonnement partisan, en affirmant que l'écologie politique n'est ni de droite ni de gauche<sup>969</sup>.

Dans cet esprit, il appellera à des alliances peu communes. Ainsi, pour les présidentielles de 2007, suggère-t-il un partenariat d'un nouveau genre, qui unirait le « pôle écologiste », autour de Dominique Voynet et Nicolas Hulot, le PS avec Ségolène Royal comme pôle central, et l'UDF de François Bayrou. En 2008, en prévisions des élections européennes de juin 2009, il appelle les Verts à « l'ouverture » et crée le rassemblement *Europe Écologie*, une alliance réunissant des sensibilités et milieux différents, de José Bové à Antoine Waechter, en passant par Yannick Jadot, ancien directeur des campagnes de Greenpeace France, Jean-Paul Besset, porte-parole de la Fondation Nicolas Hulot, ou encore une ancienne juge, Eva Joly. Cohn-Bendit pragmatique assure que ce n'est pas un parti politique mais un « élargissement de la famille écolo.

---

<sup>969</sup>. Source AFP, « Cohn-Bendit veut "rassembler au-delà de la gauche" », *le Point*, 13 novembre 2010.

On solde les déchirures passées » car les Verts n'ont pas le monopole de l'écologie politique<sup>970</sup>.

De nouveau, au grand dam de la direction des Verts, le leader de *l'Europe Écologie* rouvre le débat, en publiant l'appel du 22 mars 2010, clin d'œil amusé à son « mouvement du 22 mars 1968 » et dans la perspective, cette-fois-ci, des présidentielles et des législatives de 2012, où il appelle à transcender *Europe Écologie*<sup>971</sup>. « Il est temps d'incarner l'écologie politique dans un corps nouveau, une forme politique largement inédite, décloisonnée, pour mener la transformation de la société », écrit-il dans sa tribune de *Libération*. Et de rajouter : « Le mouvement politique que nous devons construire ne peut s'apparenter à un parti traditionnel. (...) Ni parti machine, ni parti entreprise, je préférerais que nous inventions ensemble une « Coopérative politique », c'est-à-dire une structure capable de produire du sens et de transmettre du sens politique et des décisions stratégiques ». Voilà l'idée qui provoque les blocages internes des appareils et se voit taxée de vouloir diluer les Verts français<sup>972</sup>.

Mais l'évolution d'Europe Écologie-les Verts sera, aux yeux de Cohn-Bendit, décevante. La décision des Verts de ne pas voter en faveur du mécanisme européen de stabilité (MES), contrairement à l'avis des eurodéputés de *l'Europe-Écologie*, est une faute politique – juge-t-il. À ce propos, il critique sévèrement les élus d'EELV pour leur tactique politicienne fondée sur la seule stratégie d'opposition systématique à Nicolas Sarkozy<sup>973</sup>. Il n'aurait pas voulu non plus que l'EELV se focalise sur l'élection présidentielle mais plutôt sur les législatives. N'ayant pas de personnalités qui incarneraient le

---

<sup>970</sup>. Sylvia Zappi, « M. Cohn-Bendit promet aux Verts français des larmes et des pleurs », *le Monde*, 22 octobre 2008.

<sup>971</sup>. Tribune de Cohn-Bendit, « Inventons ensemble une Coopérative politique », *Libération*, 22 mars 2010.

<sup>972</sup>. Julie Ducourau, « Cohn-Bendit veut "métamorphoser" les Verts malgré les résistances », *AFP*, 22 mars 2010.

<sup>973</sup>. Matthieu Ecoiffier, « Cohn-Bendit se dit politiquement apatride », *Libération*, 24 février 2012.

mouvement — Cohn-Bendit refuse d'être candidat — il opte pour une négociation avec le Parti socialiste pour que l'EELV puisse avoir un groupe parlementaire en 2012<sup>974</sup>. Mais il n'est pas écouté. En février 2012, il se dit de nouveau « politiquement apatride<sup>975</sup> » et le 23 septembre 2012, il suspend sa participation à Europe Écologie-Les Verts (EELV) pour protester contre la décision du mouvement de se prononcer contre la ratification du traité budgétaire européen<sup>976</sup>.

Depuis dix-huit ans au Parlement européen, Cohn-Bendit a trouvé sa mesure. Héraut du franc-parler, il en fait en quelque sorte sa marque<sup>977</sup>. L'homme ne s'embarrasse pas des subtilités du langage diplomatique ; ses interventions sur des dossiers importants, même devant l'hémicycle, sont comme l'est Cohn-Bendit, passionnées, directes, parfois provocantes et empreintes de colère. « J'ai besoin de ma liberté de paria », confie-t-il<sup>978</sup>.

On se souvient de ses impressionnantes diatribes au Parlement européen, toujours enflammées, frôlant parfois l'injure. Les exemples sont nombreux. En juillet 2008, il s'en prend, devant le Parlement européen, au Président Sarkozy, dont la décision d'assister à l'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin est une « honte », selon Cohn-Bendit. Son intervention a tout d'un happening : Cohn-Bendit, vêtu d'un tee-shirt de *Reporters sans frontières* avec pour motif des anneaux olympiques menottés, gesticulant, se laisse emporter par

<sup>974</sup>. Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-Bendit*, op. cit., p. 265.

<sup>975</sup>. Matthieu Ecoiffier, « Cohn-Bendit se dit politiquement apatride », art. cité.

<sup>976</sup>. Sa décision intervient après que les écologistes français ont voté en masse contre le pacte budgétaire le 22 septembre 2012, affirmant qu'il ne fournissait pas de réponses à long terme à la crise de l'UE. Selon Cohn-Bendit le parti faisait preuve d'une « incohérence totale » : il devrait alors sortir du gouvernement et voter contre le budget. « J'ai mis ma participation à ce mouvement entre parenthèses. C'est sûr que dans mon for intérieur, entre Europe Écologie et moi, maintenant c'est une histoire terminée », source : <http://www.euractiv.fr/daniel-cohn-bendit-quitte-verts-francais-raison-opposition-pacte-budgetaire-article>

<sup>977</sup>. Entretien avec l'auteur cité.

<sup>978</sup>. Daniel Psenny, « Dany Cohn-Bendit, agitateur depuis quarante ans », *Le Monde*, 23 mars 2008.

l'émotion, sa voix tremble lorsqu'il dit « Vous allez manger avec des baguettes avec le président de la Chine (...) Moi, je penserai à tous les prisonniers qui croupissent dans les prisons chinoises. (...) Je vous dis que vous aviez une occasion en or de défendre les valeurs européennes<sup>979</sup> ».

En visite à Prague, les 4-5 décembre 2008, avec une délégation du Parlement européen, Daniel Cohn-Bendit n'a pas pu s'empêcher d'interpeller l'eurosceptique Président de la République Tchèque, Vaclav Klaus, la veille de la présidence tchèque, en lui demandant quelles relations politiques il entretenait avec Declan Gaynley, le fondateur du mouvement irlandais anti-européen *Libertas*<sup>980</sup>. Klaus lui aurait rappelé alors qu'il n'était pas sur les barricades de Paris, en référence à son engagement en 68<sup>981</sup>.

Le 27 septembre 2011, en séance du Parlement à Strasbourg, il ne décolère pas contre Catherine Ashton<sup>982</sup> et son attitude timorée vis-à-vis de la politique israélienne de colonisation, de même qu'il dénonce le mutisme de l'Europe<sup>983</sup>. Alors qu'Israël annonce la construction de 1100 nouveaux logements à Jérusalem-Est, le message de l'Europe devrait être plus ferme : il ne s'agit pas seulement de « regretter » mais de « condamner ». « Dites-leur – insiste Cohn-Bendit – que s'ils continuent les constructions, vous pousserez les États européens à accepter tout de suite la reconnaissance de l'État palestinien. Faites-leur le même chantage

---

<sup>979</sup>. [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/cohn-bendit-allume-sarkozy-pour-son-voyage-a-pekin\\_526958.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/cohn-bendit-allume-sarkozy-pour-son-voyage-a-pekin_526958.html)

<sup>980</sup>. *Libertas*, mouvement irlandais fondé par Declan Gaynley en 2008. Il a fait campagne avec succès pour le « non » lors du référendum irlandais de 2008 sur le traité de Lisbonne.

<sup>981</sup>. Marion Van Renterghem, « Quand le président tchèque, Vaclav Klaus, s'en prend à Daniel Cohn-Bendit », *le Monde*, 8 décembre 2008.

<sup>982</sup>. Catherine Ashton : haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, à compter du 1er décembre 2009. En vertu du traité de Lisbonne, elle est aussi première vice-présidente de la Commission européenne.

<sup>983</sup>. <http://www.buzzmoica.fr/video/cohn-bendit-demande-a-catherine-ashton-une-position-ferme-a-propos-d-israel-29835>

qu'ils font avec vous. Parce qu'avec vous, ils disent – on va négocier – et, en même temps, ils continuent à occuper... Faites de la politique madame Ashton ! La politique ce n'est pas de la prière<sup>984</sup> ! »

Même discours tonitruant face au Premier ministre hongrois, Victor Orbán, qu'il accuse d'être le « Chavez » de l'Europe<sup>985</sup>, ou de « dégrader l'Europe<sup>986</sup> », tout en lui rappelant que cette « maison commune n'est pas un « paillason où tout le monde s'essuie les pieds<sup>987</sup> ». À ce propos, il n'épargne pas non plus les parlementaires conservateurs qui font semblant d'ignorer les atteintes graves à la démocratie que représentent les réformes constitutionnelles votées en Hongrie.

Il n'aura pas de cesse d'apostropher les dirigeants européens et de mots assez durs pour critiquer les responsables des institutions européennes, tout le monde en prend pour son grade lorsqu'il s'agit de dénoncer une frilosité ou le manque de détermination des Européens. Ainsi, José Manuel Barroso, reconduit dans ses fonctions de président de la Commission européenne, en février 2012, aurait-il dû être renvoyé au « repos néo-libéral »<sup>988</sup>, Herman Van Rompuy, « une marionnette des gouvernements », qui, de plus, n'aurait « jamais dit de choses intelligentes<sup>989</sup> » et Madame Ashton est « insignifiante »<sup>990</sup>.

Cohn-Bendit en s'accordant le droit de faire la politique « autrement » et en faisant éclater les normes de la bienséance

---

<sup>984.</sup> *Ibid.*

<sup>985.</sup> [http://www.dailymotion.com/video/xgn2qr\\_daniel-cohn-bendit-face-a-viktor-orban-au-parlement-europeen\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xgn2qr_daniel-cohn-bendit-face-a-viktor-orban-au-parlement-europeen_news)

<sup>986.</sup> [http://www.dailymotion.com/video/xjq769\\_daniel-cohn-bendit-vous-degradez-l-europe-m-orban-6-juillet-2011\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xjq769_daniel-cohn-bendit-vous-degradez-l-europe-m-orban-6-juillet-2011_news)

<sup>987.</sup> [http://www.dailymotion.com/video/xnsl65\\_daniel-cohn-bendit-face-a-viktor-orban-18-01-2012\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xnsl65_daniel-cohn-bendit-face-a-viktor-orban-18-01-2012_news)

<sup>988.</sup> Cohn-Bendit propose de renvoyer Barroso « au repos néo-libéral bien mérité », Source *AFP*, 21 octobre 2008.

<sup>989.</sup> <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=//EP//TEXT+CRE+20110927+ITEM-012+DOC+XML+V0//ES>

<sup>990.</sup> Cohn-Bendit, « L'UE a atteint le fond », *Le Nouvel Observateur*, 20 novembre 2009.

politique et du politiquement correct, serait-il un « imposteur », comme tente de le décrire les auteurs d'un pamphlet, publié sous le même titre<sup>991</sup>?

Selon le dictionnaire *Litttré*, l'imposteur c'est « celui qui tâche de tromper, en se faisant passer pour un autre qu'il n'est ». Or, Dany est lisible dans ses aspirations et choix, comme dans son style<sup>992</sup>. Si idéologiquement il a été hétéroclite avec constance, Cohn-Bendit fut l'homme du combat ou du rassemblement, toujours au rendez-vous avec l'Histoire, sans être aguerri à la conquête du pouvoir.

La « transversalité » prônée par les trois protagonistes et qui, parfois, aux yeux de leurs entourages, n'a pu sembler être que versatilité ou trahison, semble viser la construction de communautés ouvertes reliées par la valeur des droits de l'homme qui, eux, transcendent les clivages partisans et idéologiques. Ainsi, l'impact de leurs choix « antipolitiques » dépasse-t-il largement le cadre national.

Leurs choix « antipolitiques » ne sont pas sans lien avec les valeurs de la communication. Que ce soient par le biais de l'oralité ou de l'écriture, ils communiquent facilement pour « partager, convaincre et séduire<sup>993</sup> ». Cependant, les messages et idées communiqués « butent<sup>994</sup> » souvent sur l'incompréhension ou ce que Dominique Wolton appelle « l'incommunication<sup>995</sup> ». En effet, la perception de leurs messages est parfois « décalée » : d'une part, parce que, comme l'estime Wolton, « la perception du message par le récepteur ne correspond pratiquement jamais à la réalité du message », d'autre part parce que le contenu de leurs messages heurtent la rationalité du

---

<sup>991</sup>. Paul Ariès, Florence Leray, *Cohn-Bendit, l'imposture*, Paris, Max Galo, 2010.

<sup>992</sup>. Gaël Tchakaloff, « Daniel Cohn-Bendit. Soleil vert », *Le Nouvel Economiste*, 18-22 mars 2010.

<sup>993</sup>. Dominique Wolton, *Indiscipliné, op. cit.*, p. 442.

<sup>994</sup>. *Ibid.*

<sup>995</sup>. *Ibid.*

monde où les rôles sociaux et les lignes de partages sont figés ou, comme dans le cas de Kouchner, les messages contiennent des contenus contradictoires.

Ce qui nous amène au questionnement sur leur « positionnement » idéologique par rapport aux lignes de partage traditionnelles gauche/droite.

## II. LIGNES DE PARTAGE BROUILLÉES

### 1. « Ni de gauche ni de droite » ?

Le clivage gauche/droite est-il pertinent aujourd'hui ? Et quelles sont les convictions des trois protagonistes en question ? Formés par la tradition de la gauche, Kouchner et Michnik et anarchiste Cohn-Bendit, en ont-ils gardé un attachement et une fidélité ?

Avant de répondre à cette question, il convient de s'interroger sur la notion de « gauche » et de « droite », ainsi que sur le clivage entre elles.

Pour Chantal Delsol, du point de vue anthropologique, le clivage historique entre la gauche et la droite reposait sur deux visions de l'homme : pour la droite, l'homme serait « immuable » et imprégné de mal, selon la gauche, il est une « créature indéterminée, capable de devenir ce qu'elle veut<sup>996</sup> ».

Ces deux visions, quoiqu'atténuées et modérées depuis environ vingt ans sous la pression de la réalité historico-sociale, se repositionnent toujours selon elle autour du même clivage<sup>997</sup>. Par conséquent, la différence persiste face à la question : « jusqu'où nous pouvons alléger l'homme de son fardeau terrestre sans le faire déchoir de son humanité même ? (...) Jusqu'où Prométhée peut-il aller ? ». En cherchant la réponse, la gauche tentera toutes les expériences, « quitte à reculer ensuite, si celles-ci s'avéraient néfastes », alors que la droite « aura tendance à refuser certaines expériences, en se fondant sur son idée de la condition humaine ».

---

<sup>996</sup>. Chantal Delsol, « La droite et la gauche. Comparaison philosophique », [www.chantaldelsol.fr/la-droite-et-lagauche/](http://www.chantaldelsol.fr/la-droite-et-lagauche/)

<sup>997</sup>. *Ibid.*



Il en découle une dialectique entre le particulier et l'universel : prenant en compte la réalité incontournable, la droite place l'homme dans le particulier, tandis que la gauche, visant un idéal et une morale, le place dans l'universel. Pour la droite, l'homme appartient à une culture particulière et ne saurait se satisfaire de l'abstraction. La gauche, croyant à l'idée du progrès, voit l'histoire humaine comme un passage du particulier à l'universel. Dans cet esprit, explique Delsol, la droite pencherait vers le conservatisme et la gauche vers le libéralisme ; la première se méfierait du changement, porteur de l'incertitude, la seconde en revanche reste confiante en la capacité de s'adapter au renouvellement des mœurs et des idées<sup>998</sup>.

Cependant, au delà de cette analyse, force est de constater que, dans la réalité socio-politique contemporaine, le clivage gauche/droite n'est pas aussi clair. Les partis de droite, comme ceux de gauche, procèdent à des recentrages politiques qui les amènent à se rapprocher de problématiques longtemps considérées comme la « chasse gardée » de l'autre camp.

En effet, le clivage gauche-droite semble peu opérationnel et de plus en plus imparfait pour décrire les perceptions et comportements politiques. S'il n'est pas en voie de disparition, il est sans doute en mutation, estime Philippe Chriqui<sup>999</sup>. « Ouvert/fermé, en bas/en haut, dans/hors du système, pro/anti-européens : d'autres clivages apparaissent sans se superposer à la ligne de partage traditionnelle entre gauche et droite, insatisfaisante pour décrire la complexité du monde actuel et les changements qui le travaillent<sup>1000</sup> » écrit Chriqui.

---

<sup>998</sup>. *Ibid.*

<sup>999</sup>. Philippe Chriqui, « Le clivage gauche-droite en pleine mutation », *Le Nouvel Observateur*, 9 novembre 2011.

<sup>1000</sup>. *Ibid.*

Ceci conduit à des alliances politiques nouvelles ou des « ouvertures<sup>1001</sup> » politiques sans précédent, sans oublier la « volatilité<sup>1002</sup> » électorale qui peut se traduire aussi par une montée des extrêmes ou une abstention.

À propos d'alliances nouvelles, les présidentielles françaises de 2012 en sont l'exemple, dans le sens où le candidat du parti centriste, François Bayrou (MoDem), après son échec au premier tour, a appelé, certes à titre personnel, à voter pour le candidat socialiste, François Hollande, au second tour. Revirement presque « contre nature » car les centristes français n'ont jamais soutenu un candidat de gauche aux élections présidentielles<sup>1003</sup>.

Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit ont, depuis longtemps, choisi le camp anticomuniste et antitotalitaire. Cependant, être anticomuniste et antitotalitaire n'est pas constitutif d'une identité politique ; ces deux concepts « à géométrie variable<sup>1004</sup> » associaient longtemps les droites et une partie des gauches européennes.

Pour ce qui est de Michnik, s'il dit avoir été, dans les années 60, « un homme de gauche<sup>1005</sup> », cette gauche antitotalitaire qui combattait l'oppression, le nationalisme et l'injustice sociale, il évoluera après 68 et finira par récuser le clivage droite/gauche.

<sup>1001</sup>. L'illustration de l'ouverture est la présence de Bernard Kouchner dans le gouvernement de droite en 2007.

<sup>1002</sup>. La « volatilité électorale », concept de sociologie politique qui décrit la tendance de l'électorat à changer d'affiliation politique entre différentes élections, *in* Marc Swyngedouw, Nonna Mayer et Daniel Boy, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue française de science politique*, n° 3, 2000. pp. 489-514.

<sup>1003</sup>. Les centristes de l'UDF (Union pour la démocratie française) de Valéry Giscard d'Estaing ont été des alliés du RPR (Rassemblement pour la République), parti gaulliste, puis, en 2007, François Bayrou, chef du MoDem (Mouvement démocrate, créé sur la base de l'UDF ), vote blanc au second tour, *in* « Bayrou a voté blanc au second tour en 2007 », *Le Point*, 2 décembre 2010.

<sup>1004</sup>. Gilles Vergon, *L'antifascisme en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

<sup>1005</sup>. Adam Michnik, « Szare jest piękne », [Le gris est beau], *Gazeta Wyborcza*, 1997, aussi *in* *Wściekłość i wstyd, op. cit.*, p. 254.

Ce dernier, né à l'époque de la révolution anglaise au XVII<sup>e</sup> siècle, « serait mort à la révolution bolchévique<sup>1006</sup> ». Tout ce qui s'est passé ensuite n'a plus correspondu à ce clivage, argumente Michnik.

Dans le monde communiste et totalitaire, la tradition de gauche de l'avant-guerre étant compromise par le communisme, on avait affaire à un clivage d'une tout autre nature : « des défenseurs d'une société ouverte et des partisans d'une société fermée. La première se caractérise par un ordre basé sur l'auto-organisation de la société civile et des accords collectifs, l'État y est le garant de la sécurité des citoyens. La deuxième, en revanche, est basée sur un ordre régulé par la répression et la discipline, l'État y est le maître suprême ; il définit et impose toutes les formes de la vie sociale » — écrit-il en 1985, dans une lettre de prison<sup>1007</sup>. Michnik préfère parler, en reprenant la formule de Leszek Kołakowski, d'un « conservateur-libéral-socialiste<sup>1008</sup> ». Formule baroque mais qui serait, selon lui, représentative d'une nouvelle identité.

Après la chute du communisme, Michnik se déclare « ni de gauche ni de droite<sup>1009</sup> » et continue à analyser les sociétés de l'Europe centrale, en se servant du concept société ouverte/société fermée, repris à Karl Popper<sup>1010</sup> et popularisé dans la région par Georges Soros.

Dès les années 90, les lignes de partage au sein des sociétés polonaise et centre-européennes sont placées dans le clivage

---

<sup>1006</sup>. Entretien avec l'auteure cité.

<sup>1007</sup>. Adam Michnik, « List z Kurkowej » [La Lettre de la rue Kurkowa], initialement publiée par la revue *Aneks* de Londres, 1985, ensuite in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 34.

<sup>1008</sup>. Adam Michnik, « Różne głosy z dziennika więziennego » [Différentes voix du journal de prison], *Kultura*, 1986, aussi in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 72.

<sup>1009</sup>. Adam Michnik, Józef Tischner, Jacek Żakowski, *Między Panem a Plebanem*, op. cit., p. 613.

<sup>1010</sup>. Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, traduction en polonais *Spółeczeństwo otwarte i jego wrogowie*, Warszawa, Wydawnictwo Naukowe PWN/Biblioteka Gazety Wyborczej, 2010.

« démocratie/populisme »<sup>1011</sup>. Ce phénomène concerne aussi des pays d'Europe occidentale où l'opposition droite/gauche ne reflète plus la situation politique. L'on assiste à la montée « d'une nouvelle vague de populisme se présentant sous diverses bannières idéologiques, dont le sens est toujours antidémocratique. Le populisme, l'autoritarisme furent la spécialité de différents hommes politiques, tels Poutine ou Kaczyński<sup>1012</sup> ». Cette montée étant de plus en plus plébiscitée par l'opinion publique, l'enjeu consiste à œuvrer vers la transformation de sociétés fermées, ou tendant en partie à la fermeture, en sociétés ouvertes durablement.

Interrogé en 2008 par le journaliste Jacek Żakowski sur ses convictions politiques, il dira, sur un ton de la plaisanterie, avoir « le cœur à gauche et le porte-monnaie à droite<sup>1013</sup> ». Cette « profession de foi », ce clin d'œil amusé envers ce qu'il est aujourd'hui, confirme son attachement émotionnel aux valeurs de la gauche, celle d'avant-guerre, d'un côté, et le refus de l'économie planifiée socialiste de l'autre. Il est à noter à ce propos, qu'il a toujours défendu des réformes économiques du fameux Plan Balcerowicz, rapides et draconiennes, qui ont permis le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché.

Kouchner, lui, avant d'adhérer au parti socialiste, refuse de réduire ses convictions à la cartographie gauche/droite.

Il se veut fidèle aux enseignements d'Emmanuel d'Astier, son père spirituel et grande figure de la Résistance, communiste devenu

---

<sup>1011</sup>. Adam Michnik, « Koniec legendy » [La fin d'une légende], *Gazeta Wyborcza*, 5-6 juin 1993, aussi in *Dwie dekady wolności, op. cit.*, p. 54.

<sup>1012</sup>. Adam Michnik, « Trudne wyzwania dla Komorowskiego » [Difficiles défis pour Komorowski], *Gazeta Wyborcza*, 4 juillet 2010.

<sup>1013</sup>. Jacek Żakowski, « Gustaw-Konrad z Waryńskim w tle » [Gustaw-Konrad avec Waryński en toile de fond], *art. cité*.

gaulliste par la suite, de qui il aurait retenu qu'il fallait toujours « savoir d'enjamber cette démarcation qui sépare bêtement la droite de la gauche, et que l'on trouve des progressistes et des réactionnaires dans tous les camps<sup>1014</sup> ».

Cet enseignement, il l'a mis en pratique lors de différentes missions humanitaires, pendant lesquelles il côtoya et travailla avec des compagnons en majorité de droite avec lesquels il partageait le même combat<sup>1015</sup>. Non seulement, il n'aurait jamais partagé l'anti-gaullisme des socialistes, mais aurait eu, au contraire, une grande admiration pour de Gaulle<sup>1016</sup>.

Selon lui, la gauche, c'est l'idée de la générosité, de la justice, de la solidarité<sup>1017</sup>, cependant la droite, elle aussi, « peut être généreuse. Dans ma famille politique rêvée, les portes sont ouvertes et les bras tendus<sup>1018</sup> ». Les idées ne valent pas par l'étiquette que l'on appose sur elles ; « la gauche n'a pas toujours raison, la droite pas toujours tort, et vice versa<sup>1019</sup> ».

La gauche dont il se réclame pendant longtemps, n'est pas la gauche « politique » : cette dernière reste à ses yeux dogmatique, obstinée dans des schémas marxistes, prisonnière d'idées anciennes, comme par exemple l'égalitarisme<sup>1020</sup>. « Sa » gauche est « une démarche morale », « une révolte » et non pas une « notion politique<sup>1021</sup> », elle s'ouvre sur le libéralisme et l'économie de marché<sup>1022</sup> et ne craint pas de remettre ses idées en doute à la lumière des

---

<sup>1014</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit., p. 20.

<sup>1015</sup>. Entretiens avec l'auteure cités.

<sup>1016</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit. p. 19, aussi in *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 64.

<sup>1017</sup>. Bernard Kouchner, *Le premier qui dit la vérité*, Paris, Robert Laffont, 2002, p. 18.

<sup>1018</sup>. Entretiens avec l'auteure cités.

<sup>1019</sup>. *Ibid.*

<sup>1020</sup>. Bernard Kouchner, *Ce que je crois*, op. cit., p. 154.

<sup>1021</sup>. *Ibid.*, p. 153.

<sup>1022</sup>. *Ibid.*, p. 154.

changements qui s'opèrent dans le monde, sans tourner le dos à la réalité.

Ainsi, bien qu'ayant traversé une partie de son parcours dans les sillages du parti socialiste, il évitera soigneusement d'utiliser cette dernière étiquette et lorsqu'il parle de ses convictions, c'est la notion de « gauche » qui revient toujours et il ne dira jamais être « socialiste ». Nuance importante car, dès 1988, il appelle la gauche à rompre « pour de bon avec ce corpus philosophique et culturel poussiéreux, qui la tenait prisonnière du siècle précédent et qu'on appelait le socialisme<sup>1023</sup> ». En 1992, il affirme même que le parti socialiste devrait changer de nom ; ce dernier a longtemps été celui du totalitarisme<sup>1024</sup>.

Sa pensée politique va dans le sens d'une « concentration républicaine », alliant les socialistes, les écologistes, les centristes, et une partie de la droite contre « le syndicat de tous les conservatismes »<sup>1025</sup>. D'un côté, une France anxieuse qui se débat pour échapper à l'avenir. De l'autre, une France ouverte sur l'avenir », précise-t-il.

Plus tard, bien qu'avec un « enthousiasme limité<sup>1026</sup> », il rejoint le PS et se permet des prises de position peu orthodoxes vis-à-vis de la ligne du parti, tout en canardant ses dogmes : sur les 35 heures, les OGM, l'abrogation de la loi Fillon et le retour à la retraite à soixante ans. Il est également favorable à certaines mesures conduites par la droite comme le Contrat nouvelle embauche (CNE), ou l'ouverture du capital d'EDF<sup>1027</sup>. La campagne présidentielle de 2007 marque une ru-

---

<sup>1023</sup>. Bernard Kouchner, Bernard Henri Lévy, Martin Katmitz, Alain Minc, « Un pari pour Mitterrand », *le Monde*, 22 avril 1988.

<sup>1024</sup>. Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner*, *op. cit.*, p. 404.

<sup>1025</sup>. *Ibid.*, p. 404.

<sup>1026</sup>. Entretiens avec l'auteure cités.

<sup>1027</sup>. Bernard Kouchner, *Deux ou trois choses que je sais de nous*, *op. cit.*, pp. 168-169.

pture sévère avec le PS ; Kouchner plaidant pour une alliance entre le PS et les centristes de l'UDF.

La rupture définitive avec le PS viendra après son entrée dans le gouvernement Fillon en tant que ministre des AE. Il est alors exclu des rangs du parti. Décidément, le PS n'a pas fait le travail de révision idéologique accompli en Europe par la social-démocratie, regrette Kouchner<sup>1028</sup>. Car, au fond, il est un « social-démocrate moderne<sup>1029</sup> », pour qui le clivage gauche/droite, bien qu'il compte un peu, n'est pas essentiel. Il faut trouver d'autres filtres de compréhension, d'autres rationalités, confie-t-il à l'auteur.

Quant à Cohn-Bendit, son adhésion au parti des Verts allemands le place-t-il d'emblée à gauche de l'échiquier politique ? Les étiquettes, on les lui colle plutôt qu'il ne se les attribue lui-même. Depuis son engagement dans 68, on l'appelle un ex-gauchiste « Dany le Rouge », puis « Dany le Vert » quand il rejoint les écologistes allemands. Pourtant, cela reste à nuancer. Car Cohn-Bendit refuse les étiquettes quelles qu'elles soient. Et s'il en use, c'est à titre « intuitif », dit-il, et non pas pour se ranger définitivement du côté de telle ou telle idéologie ou tendance.

Lorsqu'il rallie les Verts, il sera un écologiste « atypique » qui récuse certaines revendications du mouvement, jugées comme radicales et dogmatiques, notamment celle de la fin de la civilisation de la voiture<sup>1030</sup> ou encore le pacifisme. « Une radicalité écologique (...) peut facilement virer au dogmatisme et engendrer des conséquences sociales redoutables » — argumente-t-il<sup>1031</sup>.

Tout d'abord, si l'écologie le tente, c'est parce qu'elle pose des problèmes qui n'appartiennent à aucune formation politique

---

<sup>1028</sup>. Entretiens avec l'auteure cités.

<sup>1029</sup>. *Ibid.*

<sup>1030</sup>. Cohn-Bendit, *Que faire ?*, op. cit., p. 37.

<sup>1031</sup>. *Ibid.*

particulière. En effet, l'avenir de la planète et, par conséquent, la vie et la survie de l'homme ne sont ni de gauche ni de droite, mais sont au cœur de la société<sup>1032</sup>.

À la veille des élections européennes de 1999, le « libertaire » de 68 qui clamait le désir d'expériences collectives d'autogestion, opposé à l'idée révolutionnaire du marxisme étatique, serait devenu un « libéral-libertaire<sup>1033</sup> ». Le « libéral libertaire » fut une autocritique de la mouvance libertaire (« à bas la société bourgeoise, vive l'autogestion généralisée ») et introduisit un retour à la tradition libérale des institutions démocratiques. Entre le libéralisme qui prône un marché autorégulé et l'étatisme, ce fut une « troisième voie ».

Ainsi, sur le plan économique, s'oppose-t-il à la pensée étatique de la gauche traditionnelle et se fait-il partisan de l'économie de marché régulée. Et qui plus est, la régulation du marché ne peut plus se faire au niveau de l'État-nation. « Nous vivons une nouvelle étape qui ne se pense pas simplement d'une manière nationale<sup>1034</sup> », confie-t-il.

Pourtant, en 2008, dans un entretien dans *Télérama*, il trouve cette étiquette inappropriée et rappelle qu'elle servait surtout à « situer l'écologie hors du clivage gauche-droite ». Désormais, avec la mondialisation, il faudrait en trouver une autre « comme *altermondialiste-marché régulé* » ! Histoire de définir ce projet utopique d'une régulation qui passe par les grandes organisations internationales, l'ONU, l'OMC... »<sup>1035</sup>.

Un an plus tard, dans le livre-programme d'*Europe Écologie*, il se dit « radical-réformiste : radical dans les options nécessaires pour

<sup>1032</sup>. Cohn-Bendit, *Forget 68*, op. cit., p. 83.

<sup>1033</sup>. Cohn-Bendit, *Une envie de politique*, entretiens avec Lucas Delattre et Guy Herzlich, Paris, La Découverte, 1999.

<sup>1034</sup>. *Ibid.*

<sup>1035</sup>. Catherine Portevin et Weronika Zarachowicz, « Daniel Cohn-Bendit, oubliez Mai 68 », *Télérama*, 29 mars 2008.



remédier à la crise (...), et réformiste dans la démarche, car nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer<sup>1036</sup> ». Soit ! Formule bientôt caduque, tentant d'englober la réalité changeante et témoignant davantage d'une recherche d'identification politique que d'une appartenance politique, semble-t-il.

## 2. Identités croisées

Héritiers par leurs ascendants d'une judaïté à définir, quels rapports entretiennent-ils avec elle ?

Ils sont certes issus de familles juives, mais assimilées, laïques et non pratiquantes, avec une exception : la mère de Cohn-Bendit, originaire de Poznań, dont les tentatives de transmettre à ses fils, Gabriel et Daniel, une éducation religieuse ont échoué<sup>1037</sup>. Chacun d'entre eux vit la judaïté différemment avec pour seule constante le refus de l'antisémitisme.

Lorsqu'en 1988, Cohn-Bendit réalise un entretien avec Adam Michnik, il est étonné d'entendre Michnik mettre toujours en avant son identité polonaise. Cette attitude lui paraît « étrange » car, lui, n'aurait jamais eu l'idée de s'identifier à ce point avec une nation<sup>1038</sup>. Il ne peut pas en être autrement — rétorque Michnik, le peuple polonais est opprimé par le système totalitaire et, lui, il veut faire partie de ce peuple dans des moments d'épreuves difficiles<sup>1039</sup> ».

Mais, outre la solidarité ressentie avec le peuple opprimé, caractéristique de l'attitude dissidente et proche du fameux « Nous

---

<sup>1036</sup>. Cohn-Bendit, *Que faire ?*, op. cit., p. 11.

<sup>1037</sup>. Entretien avec l'auteure, le père de Cohn-Bendit fut athée et refusa de faire circoncir ses deux fils, Gabriel et Daniel.

<sup>1038</sup>. Cohn-Bendit s'entretient avec Adam Michnik, « Pewien polski etos... » [Un éthos polonais], paru en polonais initialement dans *Kontakt*, juin-juillet 1998, aussi in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 439. Aussi in entretien avec l'auteure cité.

<sup>1039</sup>. Cohn-Bendit s'entretient avec Adam Michnik, « Pewien polski etos... », op. cit., p. 439.

sommes tous des Juifs allemands », Michnik revendique d'être un Polonais d'origine juive et non pas un Juif polonais, car c'est ainsi qu'il se sent : « Je suis Polonais car je me sens Polonais » aime-t-il à répéter. Il définit son identité à partir de son intériorité, sa subjectivité, sans pour autant s'affranchir de l'influence de son identité héritée. Ce n'est pas renier ses origines ni oublier ses proches, victimes de l'Holocauste, que de dire qu'il n'a d'autre identité culturelle, morale, ou idéologique que la polonaise<sup>1040</sup>. Cependant, Michnik-Polonais veut être Juif face à l'antisémitisme<sup>1041</sup>. N'en déplaise aux antisémites qui, eux, lui refusent l'identité polonaise !

Dans des situations d'antisémitisme, Michnik réagit comme un dissident. En effet, il dit ne pas avoir d'attachement à l'histoire du peuple juif ni à ses traditions, encore moins à sa religion ou à l'État d'Israël, ce qu'il ressent, en revanche, c'est une solidarité avec le « destin du peuple juif » : « le destin de ceux qui sont menacés, exposés en permanence à des situations difficiles, des opprimés, connaissant le goût de l'humiliation et de la tragédie ; le destin des exclus et des opprimés » — explique-t-il dans un discours à New York en avril 1991<sup>1042</sup>.

Et c'est de cette perspective « spécifique » d'un Polonais d'origine juive qu'il mène un double combat : d'un côté contre l'antisémitisme et de l'autre contre le stéréotype du Polonais-antisémite par « nature ».

Ainsi, si Michnik et son journal *Gazeta Wyborcza* tirent à boulets rouges sur tout symptôme ou manifestation d'antisémitisme, comme

<sup>1040</sup>. Adam Michnik, « O czym nie lubią pamiętać Polacy i Żydzi » [De quoi les Polonais et les Juifs n'aiment pas se souvenir ?], texte prononcé lors d'une conférence à Cracovie en 1995, *Tygodnik Powszechny*, 16 juillet 1995, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 182.

<sup>1041</sup>. *Ibid.*

<sup>1042</sup>. Adam Michnik, récipiendaire du prix *Shofar*, prononce à New York le discours « Solidarność z żydowskim losem » [La solidarité avec le destin juif], 19 avril 1991, publié in *Gazeta Wyborcza*, 22 avril 1991, aussi in *Diabeł naszego czasu*, op. cit., p. 401.

par exemple dans son fameux texte sur le pogrome de Kielce<sup>1043</sup>, les excès antisémites en 68<sup>1044</sup>, ou encore sur le crime de Jedwabne<sup>1045</sup>, il engage tout autant des polémiques virulentes avec ceux qui tentent de rendre les Polonais co-responsables de l'Holocauste<sup>1046</sup>.

Michnik nie la responsabilité collective de tout un peuple qui conduit à une généralisation dangereuse, car l'héritage polonais, c'est à la fois l'héroïsme de ceux qui aidaient les Juifs, et la bassesse des antisémites. Cet héritage est d'autant plus complexe que « parmi les premiers, il y avait des communistes, de futurs staliniens, et parmi les seconds, les héros de la résistance antihitlérienne et des victimes de procès staliniens<sup>1047</sup> ».

Cette problématique a fait l'objet d'une longue et houleuse polémique qui s'était engagée lors des entretiens croisés Michnik-Kouchner de juillet 2012. Kouchner insistait sur le fait que l'installation des camps de concentration par Hitler en Pologne aurait été motivée par l'antisémitisme généralisé et « historique » de la population polonaise, Michnik s'insurgeait contre l'image du Polonais « tétant l'antisémitisme avec le lait de leurs mères », donc intrinsèque au peuple polonais, véhiculée dans l'opinion publique européenne et américaine. « C'est un non-sens particulièrement blessant, attentatoire à la dignité des Polonais, y compris à la dignité du Polonais d'origine juive que je suis<sup>1048</sup> ». Cela aurait servi, selon lui, d'alibi à

<sup>1043</sup>. Adam Michnik, « Pogrom kielecki : dwa rachunki sumienia » [Le pogrome de Kielce : deux examens de conscience], in *W poszukiwaniu utraconego sensu*, op. cit., p. 187.

<sup>1044</sup>. Adam Michnik, « Niewygodna rocznica » [Un anniversaire gênant], *Gazeta Wyborcza*, 1994, aussi in *Wściekłość i wstyd*, op. cit., p. 119.

<sup>1045</sup>. Sur le crime de Jedwabne Adam Michnik a écrit plusieurs textes entre autres : « Szok Jedwabnego » [Le choc de Jedwabne], *Gazeta Wyborcza*, 2001, « Między namysłem i krzykiem » [Entre la réflexion et le cri], *Gazeta Wyborcza*, 2001, aussi in *Wściekłość i wstyd*, op. cit., p. 103 et p. 111.

<sup>1046</sup>. Adam Michnik, « Uogólnienie – przekleństwo XX wieku » [La généralisation – malédiction du XX<sup>e</sup> siècle], *Gazeta Wyborcza*, 10 mars 1995.

<sup>1047</sup>. Adam Michnik, « Bunt i milczenie » [La révolte et le silence], *Gazeta Wyborcza*, 17-18 avril 1993.

<sup>1048</sup>. Entretiens croisés Kouchner-Michnik, Avignon, 16-27 juillet 2012.

la trahison de l'après-guerre qu'il associe à Yalta : « Le peuple ainsi qualifié ne méritait ni sympathie, ni compassion, encore moins que l'on lui apporte de l'aide<sup>1049</sup> ». L'antisémitisme en Pologne est d'abord anti-polonais, car il déshonore un pays qui fut le premier à dire « non » à Hitler et dont les citoyens sont très nombreux parmi les Justes à Yad Vashem à Jérusalem<sup>1050</sup>.

De même, il critiquera des demandes de restitution des « biens juifs », confisqués sous l'occupation allemande ou nationalisés par la Pologne communiste : ces confiscations concernaient tous les Polonais et avant la guerre, il n'y avait pas de biens juifs mais des biens appartenant à des citoyens polonais de différentes nationalités, argumente Michnik. Si restitution il y a, l'État polonais devra donner satisfaction à tout le monde, indépendamment de l'origine ethnique ou religieuse<sup>1051</sup>.

Quant à l'État d'Israël, Michnik garde une attitude distanciée : il n'a pas d'attaches particulières et se garde bien de commenter la politique israélienne. En 1967, il s'intéresse, certes, à la guerre des Six Jours et prend une position pro-israélienne mais surtout parce qu'en réalité ce fut un conflit où les amis de l'Union soviétique perdaient. Il est à noter par ailleurs que Michnik n'écrira aucun texte sur Israël ni sur sa politique car, comme il le dit aujourd'hui, il est difficile de porter un jugement de l'extérieur, n'étant pas directement impliqué dans les affaires du pays ni menacé par le danger du terrorisme<sup>1052</sup>.

---

<sup>1049</sup>. Adam Michnik, « Solidarność z żydowskim losem », *op. cit.*, p. 400.

<sup>1050</sup>. *Ibid.* Aussi lors des entretiens croisés Michnik-Kouchner cités.

<sup>1051</sup>. Adam Michnik, « Rekompensaty ? Tak, ale na równych prawach » [Restitution des biens ? Oui, mais sur une même base pour tous], *Gazeta Wyborcza*, 26 mars 2008, aussi in *Dwie dekady wolności*, *op. cit.*, p. 193.

<sup>1052</sup>. Entretiens croisés Michnik-Kouchner cités.

Si cette attitude reste incompréhensible aux yeux de Cohn-Bendit, elle l'est davantage pour Kouchner, dont l'approche de la judaïté semble proche de celle de Michnik.

Kouchner, né d'un père juif athée et d'une mère protestante, contrairement à Michnik, ne met pas en exergue son identité française. Elle va de soi, pour ainsi dire. En revanche, il dit être « juif quand il veut<sup>1053</sup> », en refusant, par la même occasion, de discourir sur le principe selon lequel la judaïté serait transmise par la mère. Mais, dans la fameuse phrase de Kouchner, « je suis juif quand je veux », il y a aussi le refus de se voir attribuer une identité par « le regard de l'autre », selon la thèse sartrienne.

Et il se sent juif, comme Michnik, par solidarité avec le peuple opprimé et pourchassé, sans cesse en fuite et luttant pour la survie : « Je me sens juif quand les Juifs sont persécutés. Je me sens juif en face d'un salaud de fasciste<sup>1054</sup> », dit-il. Tel Michnik, il n'a pas d'attaches particulières avec la tradition ou culture juives et encore moins avec la religion, mais se sentir juif, selon lui, c'est avoir « un devoir supplémentaire, un devoir de plus que les autres hommes ». Étant donné leur destin tragique, les Juifs ne peuvent pas profiter de la vie comme les autres, car ils sont chargés d'être justes, de ne pas accepter que d'autres soient opprimés<sup>1055</sup>. Ce devoir, il cherche à l'imposer à lui-même, en voulant, par son engagement et ses actions, rendre un nouvel Auschwitz impossible.

Quant à l'État d'Israël, Kouchner maintiendra jusqu'aujourd'hui sa position exposée au lendemain de la guerre des Six Jours de 1967, dans un article publié dans *l'Évènement*. Il se rangea alors du côté des défenseurs d'Israël, au nom du souvenir des persécutions antisémites et de la Shoah. Cependant, si les drames du peuple juif

---

<sup>1053</sup>. Michel-Antoine Burnier, *les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 120.

<sup>1054</sup>. *Ibid.*

<sup>1055</sup>. Bernard Kouchner, entretien avec l'auteure, Paris, 7-8 mars 2011.

justifient la nécessité d'un État, ils ne justifient en rien son comportement, explique Kouchner. En assurant son droit à la vie, la communauté israélienne devrait combattre toute tentation colonialiste et la structure religieuse de l'État d'Israël, tout en reconnaissant la volonté du peuple palestinien d'avoir son propre État<sup>1056</sup>.

Les deux peuples devraient coexister en paix sur le même territoire, côte à côte<sup>1057</sup>. Kouchner maintiendra plus tard la même ligne, une fois ministre des Affaires étrangères, en appelant Israël, à plusieurs reprises, à geler la colonisation en Cisjordanie, à Gaza, à Jérusalem-Est, et à démanteler des colonies illégales car la colonisation constitue un obstacle à la paix. Il redira aussi, tant à l'opinion publique israélienne, palestinienne qu'européenne, la nécessité d'un État palestinien<sup>1058</sup>.

Dans l'entretien avec l'auteur, Kouchner rappelle sa fermeté quant au blocus de la bande de Gaza, et revient sur ce « devoir supplémentaire » de l'État israélien, dont on doit toujours se souvenir pourquoi il existe, mais en même temps dont certains agissements ne devraient pas restés impunis.

Cohn-Bendit, lui, souligne qu'il y a une différence entre lui, Kouchner et Michnik. Si eux se sentent respectivement Français et Polonais, Cohn-Bendit se reconnaît volontiers dans le dilemme posé par Amin Maalouf, écrivain libanais vivant en France, dans son livre *Les identités meurtrières*. Comme lui, il n'est ni Français ni Allemand et son identité est plutôt la résultante de plusieurs éléments qui l'ont façonnés, selon un dosage particulier. Lors de l'entretien avec

---

<sup>1056</sup>. Entretiens croisés Michnik-Kouchner cités.

<sup>1057</sup>. De longs extraits de l'article publié initialement dans *L'Évènement*, juillet 1967, cités par Michel-Antoine Burnier, in *Les 7 vies du dr Kouchner*, op. cit., p. 112.

<sup>1058</sup>. À noter plusieurs entretiens de Bernard Kouchner sur la colonisation, à Jérusalem par exemple à la radio publique israélienne KOL, 18 novembre 2009, au journal israélien *Haaretz* et le quotidien palestinien *Al-Ayyam*, aussi dans *Le Nouvel Observateur*, 26 juin 2007.

l'auteur, Cohn-Bendit parle des identités héritées ou acquises qui se greffent les unes sur les autres ou se croisent, en créant ce qu'il appelle un peu ironiquement l'identité d'un « bâtard »<sup>1059</sup>.

Il est Juif et il l'a toujours été, élevé dans une famille qui n'en faisait pas un tabou. Mieux, sa mère, en bonne sioniste, avait l'ambition de le « faire réfléchir sur son identité juive », en l'envoyant, à l'âge de 18 ans, dans un kibbouz en Israël<sup>1060</sup>.

Cohn-Bendit connaît ainsi ses origines juives dès le plus jeune âge. Plus tard, on le lui rappellera dans un élan de solidarité, en scandant le « Nous sommes tous des juifs allemands », lors de la manifestation qui fit suite à son expulsion de France, ou encore, dans un tout autre genre, lors de la « manifestation gaulliste » du 30 mai 68, où, au contraire, on a stigmatisé Cohn-Bendit-le-Juif qui incarnait pour une partie des manifestants le « corps étranger », dont la communauté voulait se débarrasser pour se purifier. Cohn-Bendit, « Go home ! » réclamait la foule parisienne, en le renvoyant, selon les slogans, soit en Allemagne, soit à Pékin, soit à Dachau<sup>1061</sup>.

Réfractaire à toute idée de religion, il refuse la bar-mitsvah et découvre Israël en ramassant des melons dans un kibboutz. Il aurait été assez impressionné par cette vie en collectivité, mais l'identification avec l'État d'Israël ne s'est jamais faite<sup>1062</sup>. Cohn-Bendit n'est « ni sioniste, ni antisioniste ». Il est « asioniste », prudence oblige — dit-il — parce qu'il ne sait pas ce qu'il aurait fait, s'il était né avant la guerre et s'il avait survécu à l'Holocauste. Peut-être se serait-il installé en Israël ?!

---

<sup>1059</sup>. Entretien avec l'auteure cité.

<sup>1060</sup>. *Ibid.*

<sup>1061</sup>. Frank Georgi, « Le pouvoir est dans la rue. 30 mai 68 et "la manifestation gaulliste" des Champs-Élysées », *Revue Vingtième siècle*, 1995, vol. 48, n° 1, [www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs\\_0294\\_1759\\_1995\\_num\\_48\\_1\\_4422](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294_1759_1995_num_48_1_4422)

<sup>1062</sup>. Entretien avec l'auteure cité.

Si aujourd'hui en Europe la situation se reproduisait, il chercherait refuge aux États-Unis et non pas en Israël car Israël est devenu un espace politique comme un autre, avec son identité nationale propre. Or, lui se définit comme « un juif de la diaspora », sans identité nationale, la diaspora étant par essence « a-nationale »<sup>1063</sup>.

Ce sentiment d'identité « a-nationale » fait dire à Cohn-Bendit, lors de l'entretien avec l'auteur, que les Juifs qui se sont installés en Israël ne sont plus des Juifs mais des Israéliens qui ont, pour majorité, la religion juive et une identité nationale israélienne<sup>1064</sup>.

Ainsi, Cohn-Bendit « asioniste » aurait-il compris la nécessité de créer l'État d'Israël, sans cependant s'identifier à lui. Dès 1967, il aurait défendu l'idée des deux États – israélien et palestinien<sup>1065</sup>. Et lorsqu'au début des années 70, il s'était rendu en Israël pour plaider cette cause, alors qu'elle faisait scandale dans les deux camps, il y aurait été perçu comme une *persona non grata* que les journaux israéliens présentaient tel un troubleur aux idées « farfelues », à « renvoyer chez lui, s'il raconte des bêtises »<sup>1066</sup>.

Il défendra cette position en publiant des articles<sup>1067</sup>, en signant des appels<sup>1068</sup>, ou en appelant les responsables européens à plus de fermeté face à la politique d'Israël<sup>1069</sup>.

---

1063. *Ibid.*

1064. *Ibid.*

1065. Lors de l'entretien avec l'auteur, Cohn-Bendit se souvient d'un meeting de soutien à Israël, organisé à Paris au début de la guerre de Six Jours, pendant lequel il a failli être lynché parce qu'il évoqua la nécessité de trouver une solution pour les Palestiniens et, de fait, il prôna l'existence des deux États, Bruxelles, février 2011.

1066. Entretien avec l'auteur cité.

1067. Cohn-Bendit, Bernard Kouchner, Ofer Bronchtein et Samuel Goldstein, « Un État palestinien est vital pour Israël », *Le Monde*, 21 septembre 2011.

1068. Par exemple *L'Appel à la raison*, lancé par une association de juifs européens, *JCall*, mobilisés pour l'établissement d'une paix avec le peuple palestinien selon le principe « deux Peuples, deux États » et demandant que l'Union Européenne et les États-Unis fassent pression sur les deux parties et les aident à parvenir à un règlement raisonnable et rapide du conflit israélo-palestinien, <http://www.jcall.eu/?lang=fr>



Cohn-Bendit avoue que l'identité juive a joué un rôle important dans sa vie et a influencé sa manière d'être et d'agir, tout en soulignant qu'il « l'a toujours un peu laissée de côté », sans aller jusqu'au bout de sa réflexion<sup>1070</sup>. Il espère « conceptualiser cette problématique » dans son autobiographie qu'il pense écrire un jour.

« Pour l'instant, je me défends, je défends un espace de différences<sup>1071</sup>. »

---

<sup>1069</sup>. Le fameux « coup de gueule » de Cohn-Bendit au Parlement cité déjà dans ce même chapitre. Il apostrophe alors Mme Catherine Ashton, la Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et demande que l'UE agisse plus fermement à l'égard d'Israël.

<sup>1070</sup>. Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-Bendit*, op. cit., p. 34.

<sup>1071</sup>. Entretien avec l'auteur cité.

### III. DIVERGENCES

Les trois protagonistes se connaissent de longue date et s'apprécient mutuellement. Kouchner et Cohn-Bendit se sont rencontrés pour la première fois en 1967, tout au début de la contestation naissante. Peu de choses les prédestinent à être du même côté : à l'époque Kouchner vient du Quartier latin et s'éloigne du communisme, tandis que Cohn-Bendit vient de Nanterre et emprunte la voie de l'anarchisme familial. De plus, il y a une différence d'âge : en 1967, Kouchner a vingt-huit ans, alors que Cohn-Bendit en a vingt-deux, ce qui, à cette étape de la vie d'un homme, implique en général une plus grande maturité.

De cette rencontre, Kouchner a gardé en mémoire l'image d'un « Dany » libre, affranchi des idéologies pesantes et de ses appareils. Pour Cohn-Bendit, en revanche, Kouchner semblait encore marqué par le communisme, bien que déjà il s'en distanciat ouvertement.

Tous les deux confirment aujourd'hui qu'ils savaient déjà à l'époque qu'ils se croiseraient souvent, ils pensaient avoir en commun le même besoin d'agir « pour faire bouger les lignes »<sup>1072</sup>. En effet, ils se rencontreront en Mai 68<sup>1073</sup> et, plus tard, entre 1994-1999, tous deux eurodéputés, ils se lieront d'amitié et travailleront ensemble, par exemple dans le cadre d'un *Forum européen pour la prévention active des conflits* (FEPAC)<sup>1074</sup>. Ils ne se perdront jamais de vue, débattront dans différents forums, signeront des tribunes communes et

---

<sup>1072</sup>. Entretiens avec l'auteure cités.

<sup>1073</sup>. Cohn-Bendit, alors interdit de séjour en France, aurait fait un aller-et-retour clandestin entre l'Allemagne et la France dans la voiture de Kouchner, le 28 mai 1968. Il revenait en France pour un grand meeting à la Sorbonne, in *Le vrai Cohn-Bendit*, op. cit., p. 72, aussi in *Quand tu seras président*, op. cit., p. 135.

<sup>1074</sup>. Cf. *Le vrai Cohn-Bendit*, op. cit., p. 142.

feront ensemble un livre d'entretiens, déjà mentionné, *Quand tu seras président*. Leurs chemins s'éloigneront lorsque Kouchner entrera dans le gouvernement Fillon. Cohn-Bendit n'hésitera pas à critiquer son action et, surtout, l'épinglera publiquement pour ses activités « peu claires » en Afrique<sup>1075</sup>.

Quant au troisième protagoniste, Adam Michnik, ils feront sa connaissance plus tard : Kouchner au début des années 90, Cohn-Bendit à l'occasion de l'entretien réalisé pour le livre *Nous l'avons tant aimée la révolution*, publié en 1986. Ils se sont ensuite rencontrés respectivement lors de divers débats<sup>1076</sup>, ont signé des pétitions et appels communs dans la presse internationale<sup>1077</sup>. Michnik parle d'une « sensibilité soixante-huitarde » qui permettrait à ces représentants de se reconnaître dans différents pays et de se sentir à l'aise en leur compagnie<sup>1078</sup>.

Ainsi, outre un lien générationnel, ancré dans l'esprit de 68, qui existe bel et bien entre les trois protagonistes et qu'ils confirment, Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit s'estiment mutuellement. Pour Cohn-Bendit et Kouchner, Michnik est le symbole de l'intégrité politique dans la lutte contre le totalitarisme, un dissident au sens propre du terme<sup>1079</sup>. Michnik, lui, avoue être « sur la même longueur d'onde » que les deux autres protagonistes, même s'il ajoute aussitôt ne pas partager toujours leurs points de vue<sup>1080</sup>.

---

<sup>1075</sup>. Entretien avec l'auteure cité.

<sup>1076</sup>. Michnik se rappelle d'avoir rencontré Kouchner lors des débats à Paris, à Davos ou à Venise. Pour ce qui est de Cohn-Bendit, il convient de citer par exemple le débat de 2008 à l'Université de Varsovie, lors du 40ème anniversaire de Mars/Mai 68.

<sup>1077</sup>. Lancée par *Reporters sans frontières* : « Justice pour Anna Politkovskaïa ! », une pétition pour une commission d'enquête internationale, 3 novembre 2006. La lettre du 22 septembre 2009, publiée dans *le Guardian* demandant que l'Europe prenne fait et cause pour la Géorgie dans le conflit de l'Ossétie du Sud. Le 3 mai 2012, un « Appel pour une Europe des citoyens », publié dans *le Monde* et d'autres journaux européens.

<sup>1078</sup>. Entretien avec l'auteure cité.

<sup>1079</sup>. Entretiens avec l'auteure.

<sup>1080</sup>. *Ibid.*

Toutefois dans le cas des trois protagonistes dont les parcours s'entrecroisent le désaccord est aussi une forme de partage.

## **1. Controverses sur la crise irakienne**

S'il n'est pas dans notre objectif de répertorier tous les points de désaccord qui ont pu apparaître tout au long de leurs parcours, il nous semble important de souligner celui qui a nourri une longue polémique, en divisant pour longtemps l'Europe, à savoir l'intervention américaine en Irak en 2003.

Michnik et Cohn-Bendit s'affrontent à ce propos dans un entretien publié conjointement dans *Le Monde* et *Gazeta Wyborcza* en mai 2003<sup>1081</sup>. Leurs positions divergent nettement : Michnik, favorable à l'intervention américaine et la participation polonaise dans cette opération, analyse la situation de la perspective d'un prisonnier politique irakien, pour qui cette intervention fut une libération et a mit fin au régime totalitaire de Saddam Hussein. Ainsi le renversement de ce régime par la force fut-il le motif majeur de cette intervention auquel Michnik, par son expérience passée de dissident opprimé, se voit obligé de souscrire.

Cohn-Bendit, en revanche, s'y oppose farouchement car l'argument américain portant sur l'existence des armes de destruction massive en Irak est un faux-fuyant. En réalité, les Américains veulent imposer au monde leurs visions et vérités « les seules justes », et leur politique unilatérale après le 11 septembre n'a rien avoir avec l'idée de libération des peuples. En outre, il exprime une crainte relative à la déstabilisation de toute la région et à l'extension du conflit sur d'autres pays.

---

<sup>1081</sup>. Entretien Adam Michnik et Daniel Cohn-Bendit, « La guerre, la paix », *Le Monde*, *Gazeta Wyborcza*, 10-11 mai 2003.

Dans son analyse, Michnik récuse l'idée de la « paix à tout prix », et appelle à tirer les leçons de l'histoire récente, celle des années 30 en Allemagne où l'on a laissé Hitler monter en puissance alors qu'en 1936 « l'intervention était encore possible »<sup>1082</sup>. Inutile de remonter aux années 30, rétorque Cohn-Bendit, puisqu'en 1991, Bush senior pouvait libérer l'Irak de Saddam et ne l'a pas fait. Michnik et Cohn-Bendit reviendront sur cette polémique lors d'un débat à l'Université de Varsovie, en mars 2008, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de Mars/Mai 68, tout en réaffirmant leurs positions de 2003.

À cet égard, l'opinion de Kouchner fut proche de celle de Michnik. Environ un mois avant l'intervention, sa tribune au *Monde* publiée le 4 février 2003, « Ni la guerre ni Saddam »<sup>1083</sup>, visait les Européens et la diplomatie française qui, en s'adonnant à une critique acerbe de Bush, font le jeu de Saddam Hussein et oublient la souffrance du peuple irakien.

S'il n'est nul doute qu'il faille « faire partir » Saddam, la guerre n'est pas une solution. Kouchner appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à s'impliquer afin de mobiliser une pression internationale pour mettre un terme au parcours meurtrier du dictateur et au martyr du peuple irakien.

Selon Kouchner, la France a eu tort d'opposer son veto car l'Amérique et l'Europe, ensemble, auraient pu faire tomber Saddam Hussein sans faire la guerre<sup>1084</sup>. L'antiaméricanisme l'a remporté, la France s'est montrée arrogante « au nom des grandeurs passés »,

---

<sup>1082.</sup> *Ibid.*

<sup>1083.</sup> Bernard Kouchner, Antoine Veil, « Ni la guerre, ni Saddam », *Le Monde*, 4 février 2003.

<sup>1084.</sup> Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président, op. cit.*, p. 200.

ignorant les conditions d'existence des Irakiens sous la dictature et leur désir d'être libérés<sup>1085</sup>.

Kouchner comme Michnik ne partagent pas l'antiaméricanisme d'une partie de l'opinion publique européenne et de ses leaders. D'abord par reconnaissance pour l'engagement des Américains dans la libération de l'Europe d'Hitler et la pression exercée sur l'URSS après 1945, mais aussi parce que les visions européenne et américaine devraient se compléter dans leur diversité et servir notre civilisation<sup>1086</sup>. Mais, dans le même temps, ils sont loin d'approuver les méthodes de George Bush et de son administration ; ils les jugent arrogantes et dominatrices<sup>1087</sup>. L'axiologie demeure cependant et il faut admettre que l'on peut être libéré par les Américains, « même pour de mauvaises raisons »<sup>1088</sup>. Lors de la rencontre avec l'auteur en 2011, Kouchner exprime la conviction que l'intervention était nécessaire, mais qu'elle aurait dû être conduite avec l'accord de l'ONU.

Cela l'éloigne d'Adam Michnik pour qui la chute de la dictature de Saddam et la libération du peuple irakien seules comptaient : « Contrairement à mes nombreux amis de l'Europe de l'Ouest (...), cela m'est égal que les portes des prisons irakiennes aient été ouvertes avec ou sans l'accord du Conseil de sécurité », explique-t-il dans son éditorial du 6 mai 2003<sup>1089</sup>

---

<sup>1085</sup>. *Ibid.*, p. 195 et 197.

<sup>1086</sup>. Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président, op. cit.*, p. 189. Aussi in Entretien Adam Michnik et Daniel Cohn-Bendit, « La guerre, la paix », *Le Monde, Gazeta Wyborcza*, 10-11 mai 2003, in *Dwie dekady wolności, op. cit.*, p. 168.

<sup>1087</sup>. Adam Michnik, Daniel Cohn-Bendit, « Marzec, Maj – a z wolnością kłopot », *art. cité*.

<sup>1088</sup>. Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président, op. cit.*, p. 197.

<sup>1089</sup>. Adam Michnik, « Jak być w Iraku ? », [Comment être en Irak ?], *Gazeta Wyborcza*, 6 mai 2003, aussi in *Dwie dekady wolności, op. cit.*, p. 162.

## 2. Les trois Europe

Les trois protagonistes de cette étude se déclarent Européens convaincus, agissant sur de nombreux plans pour promouvoir l'idée européenne. Cela dit, leurs visions de l'Europe diffèrent quelque peu les unes des autres.

Autant « le rêve européen » de Cohn-Bendit lui est « inné », pourrait-on dire, car il prend racine dans ce qu'il appelle « la double absence d'identité »<sup>1090</sup> - ni allemande ni française, autant pour Kouchner, eu égard à sa culture familiale trop teintée par la guerre et la « haine des nazis<sup>1091</sup> », ainsi que l'internationalisme, l'idée de construction européenne ne fut pas « naturelle »<sup>1092</sup>. Son « premier vrai sentiment européen » et une ferveur européenne se seraient éveillés grâce à la rencontre de Gaulle-Adenauer en 1963 et l'idée de réconciliation franco-allemande<sup>1093</sup>. Puis, il se serait définitivement « converti » à la cause européenne, voyant à l'œuvre les deux couples franco-allemands : Giscard et Schmidt, Kohl et Mitterrand.

Quant à Michnik, un Européen de l'autre côté du rideau de fer, l'Europe fut d'abord une promesse de liberté, de pluralisme et de « normalité » économique : « L'Europe symbolisait la liberté au lieu de la servitude, la créativité au lieu de l'obéissance et de la peur, le pluralisme au lieu de l'uniformité, les droits de l'homme au lieu du principe de la domination de l'individu par l'État, des frontières ouvertes et l'État de droit au lieu du fil de fer et du mur de Berlin, de la censure<sup>1094</sup> ».

---

<sup>1090</sup>. Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président, op. cit.*, p. 118.

<sup>1091</sup>. *Ibid.*, p. 123. Aussi lors des entretiens croisés Michnik-Kouchner, il a parlé de sa mère qui, âgée de quatre-vingt-quinze ans, aurait « toujours manifesté une haine des Allemands qui perdure encore ».

<sup>1092</sup>. *Ibid.*, p. 120.

<sup>1093</sup>. Entretiens avec l'auteure cités.

<sup>1094</sup>. Adam Michnik, *Wyznania nawróconego dysydenta, op. cit.*, p. 255.

Michnik, comme d'ailleurs de nombreux intellectuels polonais, considère que la Pologne appartient à l'Europe par son histoire, sa culture et partage avec elle une vision du monde fondée sur les valeurs humanistes<sup>1095</sup>. Sous le régime communiste, l'Europe fut ainsi un espoir, difficile à réaliser vu que le pays en était séparé par la dictature soviétique.

En 1990, après la chute du communisme, il déclare cependant que le retour en Europe des pays qui se sont libérés du joug soviétique ne devrait pas signifier un alignement inconditionnel sur le modèle occidental. Si ce retour est une réparation de l'injustice à l'égard des pays longtemps séparés de l'Europe, il devrait aussi enrichir l'Europe de l'apport culturel et historique de nouveaux venus. Car l'idée est-européenne de l'Europe « signifie le ralliement à certains traits de la culture européenne. Elle signifie le désir d'opposer aux dogmatismes totalitaires du communisme une distance critique envers soi, la tolérance dans la vie sociale et un scepticisme intellectuel, la nécessaire confrontation des idées dans la vie publique, juridique et intellectuelle. Cela ne doit pas cependant être une imitation de l'ordre politique et économique de l'Europe de l'Ouest, pas plus que de son paysage politique<sup>1096</sup>. »

Au lendemain du sommet de Copenhague du 13 décembre 2002, déterminant les conditions de l'élargissement de l'UE aux dix pays candidats, dont la Pologne, Michnik publie un éditorial enthousiaste : « Nous avons réalisé notre rêve<sup>1097</sup> » et, en rendant hommage à tous ceux qui y ont contribué, il se réjouit que le combat de l'opposition démocratique trouve ce bel aboutissement.

---

<sup>1095</sup>. Adam Michnik, « A Europe for Poland », *East European Constitutional Review*, Spring/Summer 2003.

<sup>1096</sup>. Adam Michnik, « Réflexions est-européennes », in *La Deuxième révolution*, op. cit., p. 77.

<sup>1097</sup>. Adam Michnik, « Spełniło się nam marzenie » [Notre rêve s'est réalisé], *Gazeta Wyborcza*, 14-15 décembre 2002, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 150.



Ainsi, « ce qui fut inimaginable il y a vingt ans, devient réalité » et le 13 décembre, symbole du drame de l'introduction de l'état de guerre par le général Jaruzelski en 1981, devient le symbole de la joie et de la réussite. Belle revanche de l'histoire!<sup>1098</sup>

Contrairement à Cohn-Bendit qui prône une Europe fédérale, Michnik s'est longtemps montré « réticent » à une vision de l'Europe transnationale et supra-étatique : « La vision d'une grande Europe fédérale est attirante. Cependant, pour les peuples qui ont récemment recouvert la souveraineté après des années de l'humiliation, renoncer à cette souveraineté semble difficile. (...) Pour les gens de ma génération, la vision idéaliste d'une fédération européenne décrite par Joschka Fischer<sup>1099</sup> est aussi fascinante qu'irréaliste<sup>1100</sup> ».

Michnik partage en revanche la vision du philosophe suisse, Denis de Rougemont, selon lequel, l'Europe reposerait sur des valeurs partagées de la culture européenne — telles la liberté, le pluralisme, le dialogue, l'ironie ou le compromis — et rejette « le matérialisme primitif » qui serait le culte du confort, du profit et qui conduirait à « une indifférence à la dimension spirituelle de l'humanité »<sup>1101</sup>.

À la veille de l'adhésion du pays à l'UE, face à de rudes négociations avec les partenaires européens en 2003, Michnik s'engage à soutenir la position du gouvernement polonais dans la défense du Traité de Nice<sup>1102</sup> parce que ce dernier assure la solidarité

---

<sup>1098.</sup> *Ibid.*

<sup>1099.</sup> Michnik fait référence au fameux discours de Joschka Fischer, *De la Confédération à la Fédération : réflexion sur la finalité de l'intégration européenne*, prononcé le 12 mai 2000 à l'Université Humboldt à Berlin, dans lequel il se prononce pour une Europe fédérale. Grâce à ce discours une discussion au sein de l'UE a été relancée sur l'avenir de l'UE.

<sup>1100.</sup> Adam Michnik, « Dał nam przykład Bonaparte.... » [Bonaparte nous a montré l'exemple...], *Gazeta Wyborcza*, 8-9 février 2003, aussi in *Dwie dekady wolności*, op. cit., p. 157.

<sup>1101.</sup> Adam Michnik, *Wyznania nawróconego dysydenta*, op. cit., p. 257.

<sup>1102.</sup> Le Traité de Nice, signé le 26 février 2001 par les États membres de l'Union européenne et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2003. Il a été remplacé ensuite

entre tous les membres de l'UE, éloigne la vision de l'Europe « à plusieurs vitesses » dont le couple franco-allemand serait le pivot.

À ce propos, Michnik polémique avec Cohn-Bendit, par textes interposés, publiés conjointement dans *Gazeta Wyborcza* et *Le Monde*. En effet, en réponse à la « Lettre à nos amis polonais », signée par Cohn-Bendit et Olivier Duhamel<sup>1103</sup>, dans laquelle les signataires appellent le gouvernement polonais et ceux qui le soutiennent à ne pas s'obstiner dans la voie de l'obstruction<sup>1104</sup>, Michnik explique, dans le texte « Dlaczego walczymy o Niceę ? » (Pourquoi nous défendons Nice ?), qu'il s'agit en fait de faire reconnaître les droits de tous les pays membres de l'UE car, tous ensemble, petits et grands pays, riches et pauvres devraient construire « cette œuvre commune ». Le système de prise de décision établi par le Traité de Nice fut fondé sur la conviction que dans l'Europe élargie les anciens États membres partageraient le pouvoir avec les nouveaux venus. Car « si nous voulons que l'intégration réussisse, (...) nous devons aujourd'hui prendre en compte non seulement des revendications des grands pays riches, mais aussi les rêves, les craintes et les barrières économiques et psychologiques de ses membres plus petits et plus pauvres<sup>1105</sup> ». Il craint que le projet de la Convention ne marginalise les nouveaux membres de l'UE.

---

par le Traité de Lisbonne le 1<sup>er</sup> décembre 2009. Le compromis de Nice accordait à la Pologne 27 voix contre les 22 proposées par la Convention. Dans le premier cas, la Pologne « pèserait » à peine moins que la France ou l'Allemagne ce qui lui assurerait une place de choix. Le projet du traité constitutionnel trouble l'équilibre politique de l'UE au profit des pays grands et riches : l'Allemagne, l'Italie, la France, la Grande-Bretagne. Toujours est-il que le gouvernement polonais brandissait le traité de Nice comme le billet d'entrée au club des « grands » tout au long de la campagne référendaire sur l'adhésion à l'UE.

<sup>1103</sup>. Daniel Cohn-Bendit, Olivier Duhamel, « Lettre à nos amis polonais », *Le Monde*, le 8 octobre 2003. Repris par *Gazeta Wyborcza*.

<sup>1104</sup>. Le gouvernement polonais menaçait alors d'opposer son veto.

<sup>1105</sup>. Adam Michnik, Marek Beylin, « Dlaczego walczymy o Niceę ? » (Pourquoi défendons-nous le traité de Nice ?), *Gazeta Wyborcza*, 15 octobre 2003.

Par ailleurs, un autre point de désaccord apparaît à la même occasion : la question de *l'invocatio Dei* dans le préambule de la future Constitution européenne. Alors que la Pologne défend l'idée d'une référence aux valeurs chrétiennes, la majorité des pays européens s'y oppose. Dans la tribune citée ci-dessus, Cohn-Bendit appelle la Pologne à ne pas imposer aux autres « ses ardeurs chrétiennes », alors que Michnik y est favorable et considère que cette référence n'est aucunement « un hommage que l'on rend à l'Église catholique mais une reconnaissance de la vérité historique. Il ne viole ni les droits ni la foi des adeptes d'autres religions et idéologies<sup>1106</sup> ».

Ainsi, des trois protagonistes en question, c'est Cohn-Bendit qui a toujours affiché les convictions européennes les plus fédéralistes, se méfiant de l'État-nation au nom duquel l'on a commis les pires ignominies en Europe. Il est aussi convaincu que l'État-nation ne répond plus aux exigences du monde globalisé. À ce propos, il utilise l'image de la flaque d'eau qui s'étend progressivement pour atteindre la majeure partie des compétences nationales et comme exemple il cite la question des infrastructures ferroviaires, problème que l'on ne peut pas aborder sans concertation européenne.

Alors que Kouchner était d'avis pendant longtemps que « chaque État doit conserver ses droits régaliens, sinon il n'y aurait plus ni santé publique ni écoles dans les villages<sup>1107</sup> », Cohn-Bendit pensait que ces droits se rétrécissent de plus en plus et si l'abandon du principe de subsidiarité n'était pas encore à l'ordre du jour, de nombreuses problématiques, tels par exemple les services d'ordre général, devront sortir du cadre national afin de trouver des solutions communautaires.

---

<sup>1106.</sup> *Ibid.*

<sup>1107.</sup> Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président, op. cit.*, p. 139.

Dans cet esprit, Cohn-Bendit défend l'idée des listes transnationales aux élections européennes, ainsi que « l'initiative populaire », inscrite dans le Traité de Lisbonne qui, par le truchement des pétitions signées par au moins un million de citoyens européens de différents pays, obligerait les institutions — Parlement, Conseil et Commission — à débattre des revendications citoyennes<sup>1108</sup>.

Les positions de Kouchner et de Michnik sur l'Europe semblent avoir évolué considérablement. Nous avons pu le constater lors des entretiens croisés Michnik-Kouchner de juillet 2012, et pendant lesquels les deux personnages s'accordaient à dire que, face à la crise européenne, la voix fédérale était la solution pour les maux dont souffre l'Europe.

Au delà des différences d'approches, les trois protagonistes se sont toujours activement engagés à défendre l'idée européenne dans des moments cruciaux pour l'Europe ; Michnik dans la campagne pour le référendum d'adhésion de la Pologne à l'UE en 2003, puis dans celle pour le référendum en France sur la Constitution européenne<sup>1109</sup>. Kouchner<sup>1110</sup> et Cohn-Bendit<sup>1111</sup> batailleront pour le « oui » également.

---

<sup>1108</sup>. Entretien avec l'auteure cité.

<sup>1109</sup>. Il est à noter à ce propos que Michnik a cosigné, avec des personnalités historiques polonaises, telles par exemple Wałęsa, Wajda, Mazowiecki, Żuławski, Zanussi, une « Lettre aux Français », publiée dans *Le Monde* en octobre 2003, qui fut un appel pour voter le « oui » au référendum sur le Traité constitutionnel.

<sup>1110</sup>. Bernard Kouchner et Élisabeth Gigou, entre autres, créent un « comité de la gauche pour le oui » au projet de Constitution européenne : « Nous souhaitons fortement convaincre la gauche française, aujourd'hui divisée sur cette question, qu'en accord avec tous les partis socialistes ou sociaux-démocrates d'Europe, nous devons soutenir ce projet », *Le Monde*, 6 août 2004.

<sup>1111</sup>. Avant le référendum français du 29 mai 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, Daniel Cohn-Bendit a mené campagne pour le « oui ». Il a suscité l'indignation de la majorité des Verts français pour n'avoir pas respecté la consigne de ne pas faire campagne avec d'autres partis. Il a ainsi participé à des réunions avec le premier secrétaire du PS François Hollande et à droite avec le président de l'UDF François Bayrou et le ministre des Affaires étrangères Michel Barnier. Par ailleurs, Cohn-Bendit a signé un

## IV. LEGS

### 1. Écriture foisonnante

Les trois protagonistes en question sont, de toute évidence, des hommes de plume à la « production » livresque et journalistique prolifique. Ils ont en commun l'appétit de comprendre le monde qui les entoure, d'influer aussi par leur écriture sur son évolution. En travaillant le champ des idées, cette écriture reste engagée dans les préoccupations et combats qu'ils mènent.

Ils se sont tous les trois exercés, bien que de différentes manières, dans l'art journalistique : Michnik en fait son métier; Kouchner écrit dans *Clarté*, le journal de l'UEC (Union des étudiants communistes), puis dans *L'Évènement*, lancé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie en 1966, Cohn-Bendit assure la rédaction en chef de *Pflasterstrand* (le Pavéplage), journal du mouvement libertaire en Allemagne. Il y « assure la ligne éditoriale, les autres écrivent<sup>1112</sup> ».

Avant de devenir le rédacteur en chef de *Gazeta Wyborcza*, Michnik publie — comme nous l'avons déjà mentionné — de nombreux textes dans la presse clandestine ou dans des revues et journaux étrangers. Rédacteur en chef et éditorialiste, il excelle dans des éditoriaux ou essais, rédigés dans un style vif, tantôt empreint d'une ironie tranchante, tantôt tonitruant, tempéré par la responsabilité morale et politique.

Cela étant, Michnik, essayiste, n'est pas toujours libre des émotions qui l'animent face à ses détracteurs ou à ceux qui, à ses yeux, contribuent, par leurs écrits, action ou politique, à compromettre ou fragiliser la démocratie polonaise. Sa rhétorique peu

---

appel « Pour un référendum sur la Constitution à l'échelle européenne, le 14 mai 2004.

<sup>1112</sup>. Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-Bendit*, op. cit., p. 92.

tendre, notamment à l'égard des idéologues de la « révolution morale », des hommes politiques de droite conservatrice, des médias qui les soutiennent, ou encore de l'aile ultra-orthodoxe de l'Église catholique, lui est souvent reprochée comme étant radicale et « obsessionnelle ». Tel est aussi le commentaire d'Edward Lucas de *The Economist* qui après la sortie en anglais du recueil d'essais de Michnik *A la recherche du sens perdu*, juge que « le ton apocalyptique de ses textes est anachronique et parfois exagéré ».

Serait-ce sa faiblesse ? Une force et une faiblesse à la fois, semble-t-il. Car, d'un côté, en effet, ses commentaires n'étant pas tièdes, ils ne laissent pas indifférents et provoquent des débats inhérents à la démocratie. De l'autre, ils peuvent parfois être perçus comme stigmatisant ceux qui pensent autrement que Michnik. C'est de cette manière qu'a été interprétée, par exemple, la publication dans *Gazeta Wyborcza*, les 21-22 juin 2008, d'une liste de personnalités de différents milieux — politique, universitaire, journalistique, ecclésiastique — sous le titre « *Moje typy* », (Mes têtes de Turc). L'idée vient du célèbre essayiste et écrivain, Stefan Kisielewski, qui publia, sous le même titre sarcastique, sa propre liste de journalistes qui se sont illustrés par leur servilité envers le régime communiste<sup>1113</sup>. Le texte de Michnik est réédité dans un recueil d'essais *Dwie dekady wolności* où il est placé côte-à-côte avec la liste de Kisielewski. Et cela pour montrer que, bien que les temps aient changés, il y a toujours ceux qui sont asservis ; leur « loyauté » envers les idéologues de la « révolution morale » constitue une menace pour le futur des valeurs démocratiques. La publication de cette liste, appelée par certains, une liste de proscription, fut critiquée même au sein de sa propre rédaction.

---

<sup>1113</sup>. Stefan Kisielewski, « *Moje typy* », *Tygodnik Powszechny*, 2 décembre 1984.

Cela étant dit, il convient de noter que l'œuvre de Michnik comporte de très nombreux éditoriaux, tribunes, essais et interviews avec des plus grandes personnalités du siècle passé. L'ensemble fut recueilli et publié en sept volumes en 2009<sup>1114</sup>, sans oublier l'entretien-fleuve de Michnik avec le philosophe Józef Tischner, réalisé par Jacek Żakowski, sous le titre *Między Panem a Plebanem*<sup>1115</sup>.

Michnik est aussi le héros littéraire de nombreux auteurs : notamment de la nouvelle *Widzenie* de Marek Nowakowski, du roman *Rozmowy polskie latem. 1983* de Jarosław Rymkiewicz. Tadeusz Konwicki lui consacre plusieurs pages dans *Wschody i zachody słońca*. Il apparaît dans les pages du *Journal* de l'écrivain Marian Brandys<sup>1116</sup> et de celui de Zygmunt Mycielski<sup>1117</sup>, sans oublier de nombreux poèmes qui lui ont dédiés<sup>1118</sup>.

---

<sup>1114.</sup> Volume I : *L'Église, la gauche, le dialogue polonais* (Kościół, lewica, dialog), Volume II : *Les chances de la démocratie polonaise* (Szanse polskiej demokracji), Volume III : *Questions polonaises* (Polskie pytania), Volume IV : *Le diable de notre temps* (Diabeł naszego czasu), Volume V : *Ces temps-là...* (Takie czasy), Volume VI : *Deux décennies de la liberté* (Dwie dekady wolności), Volume VII : *Parmi les gens sages* (Wśród ludzi mądrych).

<sup>1115.</sup> Ce titre paraphrase le titre d'un ouvrage de Mikołaj Rey, auteur polonais de la Renaissance, *Krótką rozmowę między Panem, Wójtem a Plebanem* [Conversations entre le prêtre et le maître].

<sup>1116.</sup> Marian Brandys, *Dziennik 1976-1977* [Journal 1976-1977], Warszawa, Iskry, 1996. Aussi in *Dziennik 1978*, Warszawa, Iskry, 1998.

<sup>1117.</sup> Zygmunt Mycielski, *Niby-dziennik*, Warszawa, Iskry, 1998.

<sup>1118.</sup> Il s'agit par exemple des poèmes de Stanisław Barańczak, « A tak niewiele brakowało » [Et l'on était si près..], *Ja wiem, że to niesłuszne* [Je sais que ce n'est pas juste], Warszawa, Edition ABC, 1981, « Przywracanie porządku » [Le retour à l'ordre], *Przywracanie porządku* [Le retour à l'ordre], Warszawa, Edition CDN, 1983), de Julia Hartwig « Tamten wieczór » [L'autre soir], *Bez pożegnania* [Sans dire adieu], Edition Sic!, Warszawa, 2004, de Zbigniew Herbert « Msza za uwięzionych » [La messe pour les prisonniers], (*Elegia na odejście* [Élégie pour le départ], Paris, Intytut literacki, 1990, de Ryszard Krynicki « I naprawdę nie wiedzieliśmy » [Vraiment, nous n'en savions rien], (*Organizm zbiorowy* [L'organisme de masse], Warszawa, Edition CiS, 1996, « Niewysłany list do Adama Michnika » [La lettre non envoyée à Adam Michnik], (1983), d'Adam Zagajewski, « Błyskawice », *Jechać do Lwowa* [En allant à Lviv], Londres, Aneks, 1985).

Par ailleurs, il n'existe aucune biographie polonaise de Michnik. En revanche, il y en a une en français, d'un ancien diplomate en poste à Varsovie, Cyril Bouyeure<sup>1119</sup>.

Bernard Kouchner, sans compter ses nombreux articles et interviews, est aussi auteur ou co-auteur d'une douzaine de livres.

En 1970, il rédige avec Michel-Antoine Burnier un récit sur les événements de 68, *la France sauvage*, publié par Jean-Claude Lattès. En 1974, les deux auteurs écrivent ensemble une pièce de théâtre, *Les Voraces, tragédie à l'Élysée*, publiée aux éditions Balland. En 1993, il publie chez Robert Laffont un dialogue avec l'abbé Pierre, *Dieu et les hommes*, deux livres d'entretiens : l'un en 2002, après son expérience de ministre de la Santé dans le gouvernement Jospin, *Le premier qui dit la vérité*, (Robert Laffont), l'autre en 2004, qui est un échange entre Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit, *Quand tu seras président*, (Robert Laffont).

Par ailleurs, seul, il écrit en 1980 *L'Île de lumière*, (Ramsay), sur l'opération des *boat people* ; en 1986, *Charité business* (Le Pré aux clercs), une critique virulente de l'industrie humanitaire des organisations non-gouvernementales ; *Le Malheur des autres*, en 1991 (Odile Jacob) sur le droit d'ingérence ; en 1995, *Ce que je crois* (Grasset), retour sur ses engagements ultérieurs ; *Les guerriers de la paix, du Kosovo à l'Irak*, en 2004, (Grasset) ; *Deux ou trois choses que je sais de nous*, en 2006 (Robert Laffont), défis pour la gauche et une sorte de programme dans la perspective des élections présidentielles de 2007.

Ayant le verbe facile et la phrase souvent « enflammée », Kouchner n'échappe pas à la répétition : ses formules « chocs », comme par exemple celles sur Auschwitz citées dans le chapitre

---

<sup>1119</sup>. Cyril Bouyeure, *L'invention du politique. Une biographie d'Adam Michnik*, Lausanne, Noir sur Blanc, 2007.



précédent ou d'autres, telles « Chaque homme est un génocide »<sup>1120</sup>, « La trajectoire d'un peuple (d'un homme) se mesure au risque qu'il affronte »<sup>1121</sup> ; « Les victimes ne sont ni de gauche ni de droite » jalonnent ses récits, tout en montrant l'ossature de sa pensée et en en marquant une certaine constance.

Sur Kouchner l'on a déjà beaucoup écrit : articles, livres, un pamphlet. De nombreux articles consacrés à Kouchner ont été cités dans différents passages de cette étude ; des livres sur Kouchner, il y en a plusieurs. Il convient de souligner qu'ils furent publiés essentiellement après l'entrée de ce dernier au gouvernement Fillon et dans le climat de critique qui entouraient cette décision, donc après mai 2007.

Avant cette date, en février 2002, un journaliste de *La Croix*, Alain Guillemoles, publie la première biographie de Kouchner, intitulée *Bernard Kouchner, la biographie* (Bayard). Ensuite, dès octobre 2007, les publications sur Kouchner vont se suivre les unes après les autres : Daniel Pierrejean publie une biographie de Kouchner sous le titre *Bernard Kouchner. Du Biafra au Kosovo* (Paris, Éditeur indépendant, mai 2007). En janvier 2008, Aymeric Mantoux et Sophie Delassein font un portrait de Kouchner par le biais d'entretiens avec des témoins privilégiés proches, collaborateurs, hommes politiques, amis et anciens compagnons de route (*Kouchner vu par...*, Calmann-Lévy). En mai 2008, Corinne Laurent publie un livre-portrait *Mister Kouchner, Portrait d'un aventurier* (Jacob-Duvernet) et, enfin, la même année, a été publiée une biographie de plus de 500 pages, préparée par un ami de Kouchner, Michel-Antoine Burnier, *Les 7 vies du dr Kouchner* (XO Éditions)

---

<sup>1120</sup>. Bernard Kouchner, *Dieu et les hommes*, op. cit., pp. 28, 30, 31. Aussi in *Ce que je crois*, op. cit., p. 17 et in *Deux ou trois choses que je sais de nous*, op. cit., p. 124.

<sup>1121</sup>. Bernard Kouchner, *Deux ou trois choses que je sais de nous*, op. cit., p. 30. Aussi in *Le premier qui dit la vérité*, op. cit., p. 136.

Pour ce qui est de Cohn-Bendit, bien qu'il signe des articles et soit l'auteur de quelques livres, l'écriture ne serait pas vraiment « son fort », il compterait sur « ses proches pour mettre sa pensée en mots, reformuler ses propos, les rendre compréhensibles ». Son premier livre, écrit au lendemain des événements de 68, *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme* (Seuil), aurait été rédigé par son frère Gabriel, Cohn-Bendit aurait, lui, alimenté et validé son contenu<sup>1122</sup>.

Cohn-Bendit est avant tout un orateur et semble préférer, même à l'écrit, la forme de l'entretien qu'il réalise parfois lui-même comme dans *Nous l'avons tant aimée la révolution*, en 1988 (Seuil), ou que l'on fait avec lui.

La liste d'ouvrages de Cohn-Bendit contient, en effet, trois livres d'entretiens : *Une envie de politique* de 1999, entretiens avec deux journalistes *du Monde*, Lucas Delattre et Guy Herzlich (La Découverte), l'échange avec Bernard Kouchner *Quand tu seras président*, déjà mentionné et *Forget 68*, où Cohn-Bendit s'entretient avec Stéphane Paoli et Jean Viard, (Éditions de l'Aube, 2008). Le dernier livre en date, *Que faire ? Petit traité d'imagination politique à l'usage des Européens*, paru en mars 2009 (Tapage, Hachette), est un manifeste de l'écologie politique avant les élections européennes de juin 2009 et des régionales de 2010.

Sur la vie et le parcours de Cohn-Bendit se sont penchées, en 2001, une journaliste allemande, Sabine Stamer. Elle a publié, en allemand, *Cohn-Bendit : Die Biographie* et, en 2010, une journaliste française du *Parisien* Emeline Cazi, qui fit une biographie intitulée *Le vrai Cohn-Bendit* (Plon).

---

<sup>1122</sup>. Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-bendit*, op. cit., p. 78.

## 2. Des héros contestés

Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit, au-delà de l'intérêt qu'ils suscitent dans les médias qui, tout au long de leurs parcours, leur offrent des colonnes ou leur consacrent de nombreux papiers à tonalité plutôt positive, sont aussi une cible facile de critiques, voire d'attaques de la part de leurs opposants farouches. En effet, leurs propos, prises de position ou agissements ne laissent pas indifférents ; ils éveillent au contraire des sentiments contradictoires, parfois extrêmes, allant de l'adulation au rejet.

Ainsi, leurs parcours ont-ils inspiré à la fois des biographes qui tracèrent des portraits favorables et des pamphlétaires qui s'en sont donné à cœur joie, prétendant faire éclater toutes les vérités et preuves qu'ils pensaient détenir sur eux et leurs agissements.

Les motifs de ces critiques ou attaques sont différents pour chacun d'entre eux, avec tout de même une constante, à savoir la supposée « trahison » des idéaux et valeurs de jeunesse et leur abandon au profit du néo-libéralisme et du carriérisme. Cette accusation, pour peu fondée qu'elle soit, semble-t-il, n'en constitue pas moins le leitmotiv, parfois sous-jacent, des textes critiques consacrés aux personnages en question.

En effet, comme le remarque Paul Berman, dès la fin des années 90, une tendance nouvelle est apparue, consistant à vouloir rejeter toute la responsabilité des difficultés de la société contemporaine sur le dos des représentants de la génération 68. Cela concerne surtout le cas de Cohn-Bendit et celui de Kouchner. Quant à Michnik, les accusations seront portées plutôt à rebours : Michnik, qui aurait aussi « trahi » beaucoup des siens, est présenté comme faisant le jeu des ex-communistes, le principal frein à la décommunisation. La

journaliste allemande Bettina Röhl comptera Michnik<sup>1123</sup> parmi les membres de la « secte » des soixante-huitards pervertis qui « vivent comme des coqs en pâte », sans s'être jamais « sali les mains par un travail productif »<sup>1124</sup>.

Il convient de souligner que Bettina Röhl, fille de la terroriste allemande de la RAF, Ulrike Meinhof, abandonnée dans l'enfance par sa mère convertie au terrorisme, une fois devenue adulte et journaliste, ne cessera de réclamer des comptes à sa mère par personnes interposées, représentantes de la génération 68. Elle confronte ainsi des hommes de pouvoir, tels Joschka Fischer, alors ministre des Affaires étrangères allemand, et Daniel Cohn-Bendit avec leur passé soixante-huitard et leur complaisance pour certaines dérives.

Ainsi, en 2001, frappe-t-elle un coup retentissant, en publiant sur son site internet des extraits du *Grand Bazar*, livre de Cohn-Bendit, paru en 1975, extraits jugés à connotation pédophile<sup>1125</sup>. Des propos du *Grand Bazar* passés inaperçus à l'époque (1975), en 2001, réapparaissent en Allemagne, où Cohn-Bendit est élu sous l'étiquette des Verts au Parlement européen, l'affaire rebondit aussi en France, reprise par l'hebdomadaire *L'Express*<sup>1126</sup>.

Le ciel s'assombrit alors au-dessus de l'ancien révolté de Nanterre. Il s'en défend dans un article de *Libération*, en démentant tout acte de pédophilie et en assurant que ces propos avaient été, certes, d'une « insoutenable légèreté », qu'ils reflétaient l'esprit de l'époque mais

---

<sup>1123</sup>. Bettina Röhl, « Michnik jak pączek w maśle » [Michnik comme un coq en pâte], *Gazeta Polska*, 8 septembre 2011.

<sup>1124</sup>. Bettina Röhl, *Zabawa w komunizm, Ulrike Meinhof, Klaus Rainer Röhl i prawdziwe korzenie nowej lewicy, (1958-1968)* [Comment on s'amuse au communisme ? Ulrike Meinhof, Klaus Rainer Röhl et les vraies origines de la nouvelle gauche], Warszawa, Fronda, 2007, p. 16.

<sup>1125</sup>. L'ex-leader de mai 1968 y évoque, entre autres, son activité d'éducateur dans un jardin d'enfants « alternatif » à Francfort.

<sup>1126</sup>. Jacqueline Rémy, « Pédophilie : briser la loi du silence », *L'Express*, 22 février 2001.

n'étaient que pure provocation pour « choquer le bourgeois »<sup>1127</sup> : « Sachant ce que je sais aujourd'hui des abus sexuels, j'ai des remords d'avoir écrit tout cela ». Cohn-Bendit semble sincèrement gêné d'avoir traité ce problème avec légèreté. Et de rajouter : « Prétendre que j'étais pédophile est une insanité. La pédophilie est un crime. L'abus sexuel est quelque chose contre lequel il faut se battre. Il n'y a eu de ma part aucun acte de pédophilie » assène-t-il. Pour preuve, il y a des déclarations de démenti et de soutien signées par une vingtaine d'ex-parents et élèves dont Cohn-Bendit s'occupait alors, qui le dédouanent<sup>1128</sup>.

Cette affaire n'aura aucune suite judiciaire, si ce n'est qu'elle sert, de temps à autre, de « matraque politique », comme ce fut le cas par exemple, en 2009, à trois jours des élections européennes, lors du débat télévisé entre François Bayrou et Cohn-Bendit (« A vous de juger », France 2). Le président du *MoDem*, F. Bayrou lance alors à Daniel Cohn-Bendit, leader de la formation *Europe Écologie*, des propos sans équivoque : « je pourrais moi aussi parler des ignominies que vous avez défendues, en justifiant des actes vis-à-vis des enfants »<sup>1129</sup>. L'allusion est claire. Une accusation qui choque les autres invités, de Xavier Bertrand à Martine Aubry.

Bayrou n'est pas le seul à utiliser cette charge contre Cohn-Bendit. Jean-Marie Le Pen avait également fait allusion à l'affaire lors d'une séance au Parlement européen en septembre 2011<sup>1130</sup>.

Il est étonnant que les deux auteurs du livre-pamphlet *Cohn-Bendit, l'imposture*, Paul Ariès et Florence Leray, n'aient pas été tentés de faire rebondir cette affaire, d'apporter de nouveaux éclaircissements. Ils ne l'abordent pas, leurs « vérités » assénées sur

<sup>1127</sup>. Daniel Cohn-Bendit, *Libération*, 23 février 2001.

<sup>1128</sup>. Paul Berman, *Power and idealists*, op. cit., p. 42.

<sup>1129</sup>. « A vous de juger », émission présentée par Arlette Chabot, *France 2*, 4 juin 2009.

<sup>1130</sup>. Cf., [www.meltybuzz.fr/jean-marie-le-pen-insulte-cohn-ben](http://www.meltybuzz.fr/jean-marie-le-pen-insulte-cohn-ben)

le personnage en question suffisent à elles seules à faire éclater une « évidence », celle d'un Dany « imposteur ».

Les deux auteurs, Paul Ariès, politologue et théoricien de la décroissance et Florence Leray, philosophe et rédactrice en chef du hors-série *Sarkophage* s'y emploient. C'est un exercice périlleux : ils mélangent le débat sur la pensée de Daniel Cohn-Bendit — qui au demeurant est, à leurs yeux, une pensée « sournoise », « molle » et, en définitive, une pensée qui « ne pense pas » — avec une avalanche de critiques qui relèvent davantage de l'attaque personnelle que de l'analyse sérieuse des arguments et des preuves.

Sur un ton hyperbolique, Cohn-Bendit y est dénoncé comme un adepte de la société de consommation et l'apôtre du capitalisme. Accusé tantôt de complaisance envers le *MoDem*, tantôt de faire le jeu du sarkozysme, « l'homme-caméléon<sup>1131</sup> » aurait parcouru « tout l'arc-en-ciel politique : Dany le Noir a enfanté Dany le Rouge, métamorphosé en Dany le Vert, devenu Dany l'Orange. Et il y a fort à parier que nous célébrerons un jour Dany le Bleu » ironisent les auteurs. Ainsi, l'ancien anarchiste se serait-il transformé en révolutionnaire de gauche, puis en écologiste qui cherche d'abord à situer l'écologie au centre-gauche pour « finir sa course politique aux côtés de Tsarkozy et de Borloo »<sup>1132</sup>. Cohn-Bendit aurait ainsi « trahi » la gauche, en devenant « l'idiot utile du capitalisme vert »<sup>1133</sup>.

Le même ton, la même virulence des propos caractérisent le livre-pamphlet sur Bernard Kouchner, *Le Monde selon K.* du journaliste d'investigation Pierre Péan. Dans la préface, l'auteur se reconnaissant « le talent qui consiste à chercher et parfois à trouver des documents et/ou témoignages susceptibles d'infléchir, voire

---

<sup>1131</sup>. *Ibid.*, p. 33.

<sup>1132</sup>. Paul Ariès et Florence Leray, *Cohn-Bendit, l'imposture*, op. cit., p. 60.

<sup>1133</sup>. *Ibid.*, p. 13.

d'infirmer des vérités officielles »<sup>1134</sup>, tentera d'ébranler celle sur Kouchner.

Sa « vérité » sur ce dernier est formulée sans ambages : Kouchner parvenu à la tête du Quai d'Orsay « constitue (...) un danger public<sup>1135</sup> » écrit Péan. Ce « va-t'en-guerre », manifestant ouvertement son tropisme américain, rêverait en effet « d'effacer cinquante ans de politique étrangère indépendante de la France »<sup>1136</sup>.

L'inventeur « autoproclamé » du devoir d'ingérence, ce « bénévole volant aux quatre coins de la planète pour soulager la misère du monde », aurait perdu sa « couleur virginale » en confondant ses intérêts personnels et les idéaux politiques affichés.

Kouchner y est expressément accusé d'avoir bénéficié de contrats pour des services de conseils médicaux avec le Gabon et le Congo, et d'avoir recouvré ses honoraires alors qu'il était déjà au Quai d'Orsay<sup>1137</sup>.

Dans ce livre à charge, Péan passe en revue toute la carrière de Kouchner, en y voyant, à toute étape, des conflits d'intérêt<sup>1138</sup>, faux-pas et mensonges. Ainsi, Kouchner aurait-il, à tort, imputé le massacre de l'église de Kibagabaga<sup>1139</sup> aux Hutus alors qu'il aurait été

---

<sup>1134</sup>. Pierre Péan, *Le Monde selon K.*, Paris, Fayard, 2009, p. 15.

<sup>1135</sup>. *Ibid.*, p. 22.

<sup>1136</sup>. *Ibid.*, pp. 22,23,24.

<sup>1137</sup>. Il s'agirait des contrats passés entre Bernard Kouchner, le Gabon et le Congo, entre 2002 et 2007. Kouchner, alors consultant chez Imeda et Africa Steps se serait fait payer pour réaliser des rapports sur le système de santé de ces deux pays africains. De plus, Kouchner, une fois ministre des AE, aurait insisté, via l'ambassadeur à Monaco, auprès du gouvernement gabonais afin qu'il paye ses honoraires, alors que la Constitution interdit aux ministres de conserver une activité privée. Il aurait réitéré sa demande auprès du président Omar Bongo, lors du passage de ce dernier à Paris.

<sup>1138</sup>. Le conflit d'intérêt souligné par Péan serait entre Kouchner, alors ministre des AE et son épouse, Christine Ockrent, journaliste et responsable de l'audiovisuel extérieur de la France, que Péan décrit comme « la plus conformiste et la plus convenue de tous les journalistes français, strictement incapable d'une idée ou d'un angle journalistique original », *Le Monde selon K.*, *op. cit.*, p.231.

perpétré par les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagamé, « ami » prétendu de Kouchner. Et, qui plus est, Kouchner aurait tenté de faire obstacle à l'enquête du juge Bruguière sur la mort du président rwandais Habyarimana qui a déclenché le génocide. Péan estime que l'attentat aurait été commandité par le FPR et non pas – comme le veut la thèse officielle – par les Hutus.

Kouchner a rejeté toutes ces accusations en bloc, en s'expliquant à l'Assemblée nationale : « A aucun moment, ni au Gabon ni ailleurs, je ne me suis servi de mes fonctions ministérielles. A aucun moment, je n'ai fait de mélange de genres. Mes actions de santé publique furent légales, légitimes, transparentes, morales ». Et d'ajouter dans un entretien au *Nouvel Observateur*<sup>1140</sup> : « Je n'ai jamais signé un seul contrat avec un État africain. Jamais. J'ai été un des consultants d'une entreprise française — Imeda — dans un domaine que je connais : celui de la médecine et de la santé publique. Y-a-t-il quelque chose de choquant qu'un ancien ministre de la santé, qui a fait pendant des dizaines d'années des missions humanitaires pour Médecins sans Frontière, Médecins du Monde et bien d'autres, sans toucher un centime, rédige des rapports permettant à des pays africains d'améliorer leur système de santé ? ». « Au Gabon pendant trois ans, j'ai travaillé à un beau projet de création d'un système d'assurance maladie dans un pays où la moitié des citoyens sont indigents et n'avaient pas accès aux soins. Est-ce immoral, indigne, déshonorant ? »

Si le livre pose des questions légitimes sur l'activité de Kouchner, il est avant tout la manifestation d'un parti pris idéologique : « Bernard, c'est bel et bien la haine du gaullisme et de la philosophie politique qu'il sous-tend : les valeurs de la Révolution française, de la

---

<sup>1140</sup>. René Backmann et Vincent Jauvert, Entretien avec Bernard Kouchner, « Ce que j'ai à dire », *Nouvel Observateur*, 5 février 2009.



Convention au Conseil national de la Résistance ; celles d'une indépendance nationale honnie au nom d'un cosmopolitisme anglo-saxon, droit-de-l'homme et néolibéral (...). Objet d'une telle détestation, notre pays ne mérite plus, du coup, d'avoir une diplomatie ni une défense autonomes et souveraines. D'après cette "contre-idée de la France", notre vieux pays peut fort bien se passer d'un ministère des Affaires étrangères fort et indépendant, puisqu'il s'agit de suivre fidèlement les grandes impulsions venues de Washington<sup>1141</sup> ».

Aux yeux de Péan, le « cosmopolitisme » de Kouchner serait flagrant car, sinon, que dire d'un Kouchner chantant, lors d'un match de rugby France-Angleterre en 2007, l'hymne britannique et pas la *Marseillaise*<sup>1142</sup> !

Kouchner, en contre-attaquant, évoque implicitement des relents d'antisémitisme chez l'auteur du pamphlet : « Le cosmopolitisme, en des temps difficiles, ça ne vous rappelle rien ? Certains réseaux me détestent. Lesquels ? Certainement les nostalgiques des années 30 et 40 et tous les révisionnistes, ceux d'hier et ceux qui, aujourd'hui, réécrivent l'histoire du génocide tutsi au Rwanda », a-t-il ajouté au *Nouvel Observateur*.

Ainsi, la carrière de Kouchner, « à force de reniements et de renoncements successifs », aurait-elle été, selon l'auteur, la meilleure illustration de « la dérive opportuniste » de certains représentants de la génération 68.

Quant à Michnik, « aucune invective ne lui aurait été épargnée » non plus, estime le père Tischner<sup>1143</sup>. Le cinéaste, Kazimierz Kutz, remarque que « ses ennemis sont plus nombreux que les habitants de

---

<sup>1141</sup>. Pierre Péan, *Le Monde selon K.*, op. cit., pp. 276-277.

<sup>1142</sup>. *Ibid.*, p. 10.

<sup>1143</sup>. Józef Tischner, « Po co Pan Bóg stworzył Michnika » [Pourquoi Dieu a-t-il créé Michnik ?], in *Przypadek Adam Michnik*, op. cit., p. 160.

la région de Mazovie<sup>1144</sup>, un certain nombre d'entre eux enverraient bien Michnik sur l'île du Diable<sup>1145</sup> ». En effet, Michnik concentre toutes les frustrations et les déceptions d'une partie de l'opinion publique polonaise pour les difficultés de la transformation politique et économique du pays, survenue après la chute du régime communiste.

Et au-delà de sa personne, il y a tout le milieu qu'il a créé autour du quotidien *Gazeta Wyborcza* qui serait, selon les médias conservateurs<sup>1146</sup>, y compris les ultra-catholiques<sup>1147</sup> et certains représentants du monde universitaire<sup>1148</sup>, la source de toutes les difficultés que traverse le pays.

Les accusations qui sont portées à son encontre varient peu d'un texte à l'autre<sup>1149</sup>. C'est pourquoi nous n'en ferons pas un inventaire exhaustif. Ce qui retiendra notre attention en revanche c'est le dernier pamphlet en date écrit par Rafał Ziemkiewicz, au titre provocateur *Michnikowszczyzna. Zapis choroby* [Le phénomène de Michnik. Histoire d'une maladie]. Déjà le titre lui-même mérite une explication : le terme de « michnikowszczyzna » est un néologisme de

<sup>1144.</sup> La Mazovie [Mazowsze en polonais] est la région située dans le centre et le nord-est de la Pologne où se trouve la ville de Varsovie.

<sup>1145.</sup> Kazimierz Kutz, « Truteń » [Le parasite], in *Przypadek Adam Michnik, op. cit.*, p. 106.

<sup>1146.</sup> Parmi eux, il y a par exemple les hebdomadaires *Gazeta Polska* et *Uważam Rze*, les quotidiens *Gazeta Polska codziennie* et *Rzeczpospolita*.

<sup>1147.</sup> A citer les médias créés par le père Rydzyk, rédemptoriste, ultra-catholique, xénophobe et antisémite. Son « empire » médiatique, ce sont : un quotidien *Nasz dziennik*, une station de radio - *Radio Maryja*, ainsi qu'une chaîne de télévision - *Trwam*.

<sup>1148.</sup> Les milieux universitaires surtout concentrés autour de *l'Institut de la mémoire nationale*, ainsi que par exemple les historiens tels que les professeurs Krasnodębski, Zybortowicz ou Nowak.

<sup>1149.</sup> Parmi ces nombreux textes, il convient de citer Waldemar Łysiak, éditorialiste de plusieurs médias conservateurs, notamment *Gazeta Polska*, *Nasza Polska* et d'autres. Il est aussi en 2004 l'auteur du livre *Rzeczpospolita kłamców* [La République des menteurs], où il attaque frontalement Michnik, en l'accusant de contrôler les médias et la politique polonaises et d'instaurer une censure pour ceux qui pensent autrement. Un autre journaliste et auteur de livres, qui s'en prend régulièrement à Michnik, Bronisław Wildstein, ancien anarchiste puis gauchiste, devenu ensuite le plus fervent anticommuniste, ennemi de Michnik. Dans un de ses livres, *Dolina nicości* [La Vallée du néant], il décrit Michnik, sous un autre nom, comme un dégénéré, s'addonant à des excès sexuels.

l'auteur, le nom de Michnik accolé au suffixe « -szczyzna » renvoie à un milieu que Michnik aurait créé et dans lequel il « règnerait », tel un tsar. Ce milieu serait contaminé par la « maladie » dont Michnik serait le porteur et que l'auteur se donne pour but de décrire, d'où le second segment du titre : Histoire d'une maladie.

En effet, les élites polonaises auraient été empoisonnées par « le venin » que Michnik leur inculquait et, partant, auraient du mal à faire la part des choses, à s'en distancier. « Des mensonges propagés par sa propagande hantent toujours et encore les débats publics. Ses absurdités relevés au rang des axiomes ne cessent de servir de guide pour de nombreux Polonais<sup>1150</sup> » écrit-il dans la préface de son livre.

Michnik aurait échoué sur toute la ligne : d'abord en tant que « démurge politique », les partis politiques qu'il avait soutenus sont « envoyés sur les roses » et leurs leaders en ont assez de s'expliquer des liens sulfureux que Michnik entretenait avec certains ex-communistes. Ensuite en tant « qu'avocat d'une Pologne social-démocrate », ses attaques contre la droite ultra-orthodoxe ont conforté cette dernière plus qu'elles ne l'ont fragilisée. Par ailleurs, il aurait échoué en tant « qu'autorité morale » : « De dissident courageux, il est devenu, de son plein gré, un laquais. Un défenseur des privilèges acquis malhonnêtement, un flatteur des nouvelles élites au pouvoir, usant de sa matraque contre ceux qui osèrent exprimer leurs déceptions face à la transformation polonaise. (...) Il est devenu l'illustration parfaite de la thèse que les plus grands réactionnaires sont d'anciens révolutionnaires qui ont goûté au pouvoir » martèle Ziemkiewicz. Et, enfin, son échec serait aussi intellectuel ; ses livres « malgré la gigantesque machine de promotion, dont dispose Michnik, ne sont pas lus », même par ses partisans, ironise l'auteur.

---

<sup>1150</sup>. Rafał Ziemkiewicz, *Michnikowszczyzna. Zapis choroby*, Warszawa, Red Horse, 2006, Préface.

« Pourquoi les liraient-ils d'ailleurs ? Ils savent d'avance que les textes de Michnik sont le summum de la sagesse<sup>1151</sup> ».

Même le passé dissident de Michnik serait douteux car, en tant que membre de l'opposition au régime communiste il fut, certes, emprisonné. Mais il avait toute la liberté d'écrire des livres en prison et, ensuite, voyageait en Occident pour briller dans des « salons intellectuels ». Le fait d'avoir été emprisonné n'est pas un gage de patriotisme, poursuit Ziemkiewicz, et il compare Michnik à Gomułka, premier secrétaire du Comité central du parti communiste (1956-1970). Arrêté en 1951 et libéré seulement en 1954, « serait-ce un patriote polonais ? » La question de Ziemkiewicz n'est que rhétorique. À ses yeux la réponse s'impose.

De quoi Michnik serait-il coupable ? Premièrement, d'avoir contribué, par son « matraquage » de la droite, à la naissance des populismes en Pologne. Deuxièmement, d'avoir réhabilité des ex-communistes et, partant, d'avoir pétrifié ce système en Pologne. Ce système fait de réseaux d'anciens apparatchiks communistes — que ce soit dans les structures de l'État, de l'administration locale, de la police, des services spéciaux et le business — perdure et Michnik serait coupable de ne pas avoir contribué à le démonter. De surcroît, Michnik et *Gazeta* auraient « détruit la droite modérée, l'auraient ostracisé et exclu du « Salon », tout en la privant de l'influence » qu'elle aurait pu avoir au sein de l'opinion publique polonaise.

Ainsi, Michnik « faiseur de la pluie et du beau temps », demiurge en personne, n'aurait-il aucun mérite de figurer parmi les héros des transformations démocratiques. Même lorsque Michnik et *Gazeta*

---

<sup>1151</sup>. *Ibid.*

rendent publique la tristement célèbre affaire de corruption appelée « Rywingate »<sup>1152</sup>, les critiques pleuvent.

En effet, en sortant au grand jour le plus grand scandale de corruption après la chute du communisme en Pologne, dont Michnik est, de toute évidence, la victime, il s'attire les foudres de ses détracteurs. Les premières attaques se concentrent sur lui ; on s'interroge surtout pourquoi Michnik et *Gazeta* ont attendu cinq mois pour révéler cette affaire. Michnik cherchait-il à protéger ses amis ex-communistes<sup>1153</sup> ? *Gazeta* aurait-elle censuré des propos de Rywin enregistrés secrètement ?

Michnik s'en explique, interrogé par la Commission d'enquête parlementaire en avançant le principal argument : avant de dévoiler

---

<sup>1152</sup>. L'affaire Rywin – une affaire comparée au scandale du *Watergate*, du nom de Lew Rywin, producteur de films. Elle est considérée comme le plus grand scandale de la Pologne après la chute du régime communiste. Le 22 juillet 2002, Rywin fait une proposition à Michnik, visant à l'acquisition par le groupe de presse *Agora* qui contrôle *Gazeta Wyborcza*, d'une chaîne de télévision publique, ce que la loi sur la concentration de la presse lui interdisait jusqu'alors, moyennant la somme de 17 millions de dollars. Il se serait agi d'amender la loi existante dans le sens des intérêts d'*Agora*. À ce propos, il convient de rappeler le contexte dans lequel s'est déroulé ladite affaire. Les ex-communistes, au pouvoir dès 2001, contrôlaient alors tous les médias publics, lorsqu'*Agora* a publiquement fait connaître son intention d'acheter une chaîne TV. Ils craignaient que l'apparition sur le marché d'une chaîne privée, détenue par *Agora*, représente une forte opposition et commencèrent à préparer une loi sur la concentration des médias ayant pour but d'empêcher *Agora* d'acquérir une chaîne TV. *Agora* a alors déclenché une action de protestation officielle auprès du gouvernement, du CSA polonais et des organisations internationales de presse. Il convient d'ajouter que Michnik a enregistré cette conversation sur un magnétophone dissimulé ; il connaissait l'objet de la visite de Rywin dans son bureau, il fut prévenu par la présidente d'*Agora* Wanda Rapańczyńska, elle-même approchée par Rywin une semaine auparavant. Michnik conserve l'enregistrement et publie de larges extraits en décembre 2002. L'affaire a l'effet d'une bombe ; Rywin sera condamné en mai 2004 à deux ans de prison ferme et, ensuite, dispensé de sa peine pour raison de santé. Outre cette condamnation, les conséquences politiques du Rywingate seront lourdes : la côte de popularité des post-communistes alors au pouvoir est descendue au plus bas, le premier ministre Leszek Miller a démissionné peu après la condamnation de Rywin. Une commission d'enquête parlementaire a été créée pour élucider les tenants et aboutissants ainsi que pour désigner les initiateurs de cette tentative de corruption (janvier 2003–avril 2004). Le rapport final de cette commission établissait la seule responsabilité de Rywin, sans mentionner d'autres personnes supposées avoir été mêlées à cette affaire.

<sup>1153</sup>. Ce que l'on lui reproche surtout c'est d'avoir défendu le Premier ministre Leszek Miller qui, selon lui, n'était pas impliqué dans cette affaire.

cette affaire, *Gazeta* et Michnik voulaient faire leur propre enquête pour comprendre et s'en faire une opinion. Il y a aussi une raison d'État que Michnik évoque : le gouvernement polonais entamait alors la dernière phase des négociations d'adhésion du pays à l'UE, la révélation du *Rywingate* avant le sommet de Copenhague, en décembre 2002, aurait affaibli la position polonaise dans cette négociation.

Quoi qu'il en soit, l'affaire ébranlera bel et bien les post-communistes au pouvoir, en traçant la voie pour le parti des frères Kaczyński, le PiS [Droit et Justice]. Michnik et *Gazeta* en sortiront fragilisés également.

## CONCLUSION

La « conversion » des trois personnages ne présente pas les caractéristiques d'une conversion religieuse ou politique au sens d'abandon définitif et/ou d'adhésion complète à un nouvel idéal, un nouveau monde ou un nouveau système de référence.

Ils décident de se lancer dans la « mêlée » politique pour réaliser un projet de communauté nouvelle fondée sur les droits de l'homme qui, pour eux, transcendent les clivages partisans et idéologiques. Ainsi, l'impact de leurs choix « antipolitiques » dépasse-t-il largement le cadre national : Michnik œuvre pour une communauté de démocraties où qu'elles soient, Kouchner tente de mettre en pratique sa vision de « l'humanitaire d'État » et de la « diplomatie morale », alors que Cohn-Bendit, lui, vise à construire une communauté politique « transversale » et une communauté européenne transnationale, seules capables à ses yeux de répondre aux exigences du monde en changement<sup>1154</sup>.

Cependant, dans leurs choix « antipolitiques », aucune conviction politique ne les apprivoise pleinement, ils sont en marge des idéologies ou des croyances et — comme ce chapitre l'a montré — même lorsqu'ils s'engagent sur la voie institutionnelle, ils ne sont « ni tout-à-fait dedans ni tout-à-fait dehors ».

Les identités « croisées » des trois personnages ne sont pas sans lien avec la « transversalité » qu'ils prônent ou encore leur goût pour lignes de partage « brouillées ». Les clivages traditionnels et figés gauche/droite, dépassés à leurs yeux — car ne répondant plus à la réalité et aux défis du monde globalisé et en évolution constante — entravent le « décroisement » politique. Or à leurs yeux c'est lui

---

<sup>1154</sup>. Pierre Buhler, « L'Europe, singulière et décalée », *La puissance au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, CNRS Éditions, 2011, pp. 482-486.

qui permettrait d'élargir les échanges et les compétences de tous camps politiques, enrichissant ainsi la densité communicationnelle de la démocratie et générant de ce fait une qualité démocratique accrue par une participation améliorée et des mécanismes de délégation plus efficaces.

Ainsi, si l'on revient à l'analyse des trajectoires personnelles, la « transversalité » ou « l'ouverture » politique vues par leurs critiques comme une « versatilité » ou une « trahison » est pour eux une marque de « modernité » politique désignant une altérité politique et sociale.

Tournés plutôt vers une politique « militante » hors des structures partisans qu'attirés par une politique « professionnelle », ils tentent de « redessiner » les lignes de partage ce qui les prédispose à être des « outsiders » de la politique, à faire des va-et-vient, à entrer dans la politique et/ou à en sortir.

Leurs démarches « antipolitiques » et « transversales » s'appuient aussi et de façon centrale sur une logique communicationnelle ; dotés d'une personnalité « charismatique », ils manient le verbe avec aisance en tentant de partager et de convaincre. Cependant, leurs messages et attitudes heurtant la rationalité du monde où les rôles sociaux et les lignes de partages sont figées, ou bien étant contradictoires, ils sont parfois incompris ou/et provoquent des réactions de critiques violentes ou de rejet.

L'auteur ne saurait devenir pythie mais elle a pour devoir de mettre en perspective l'ensemble de ces trois trajectoires et de revenir à son hypothèse de départ et ses questionnements théoriques pour tirer un bilan général prenant en compte les parcours et leurs genèse, mais aussi les deux faces, dissidence et conversion, de ces constructions politico-personnelles à visée politique qui se sont



voulues promotrices d'une mutation des cultures politiques. Un défi aux implications multiples et fondé sur une singulière imbrication entre politique et communication sans doute du fait d'un caractère charismatique revendiqué.

## CONCLUSIONS

Tout au long de cette étude nous avons tenté de mettre en résonance et d'approcher, dans une perspective comparative, les trajectoires biographiques des trois protagonistes : Adam Michnik, Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit.

En allant au-delà des analyses qui leur ont été consacrées jusqu'alors — plus souvent journalistiques que fondées sur des enquêtes scientifiques et qui, à cause de la récurrence des thèmes, voire des stéréotypes véhiculés sur eux, n'échappaient pas à un certain schématisme — cette démarche visait à comprendre quels projets ambitionnaient les trois soixante-huitards lorsqu'ils décidèrent de poursuivre leur combat à travers un engagement alterné, tantôt critique et décalé, tantôt au sein du pouvoir. C'est ce qui a été rendu par l'alternance dissidence/conversion. La spécificité de ces comportements et de leur impact médiatique et politique exigeait une enquête permettant de comprendre les ressorts des convictions intimes, décisifs pour les trois personnages centraux.

Ainsi outre les ressources traditionnelles — ouvrages généraux se référant à la méthodologie ou à la problématique soulevée par chacun des trois chapitres, ouvrages des protagonistes et ceux écrits sur eux, articles de revues à caractère académique ou périodiques généralistes et spécialisés, y compris la grande presse — nous avons construit un corpus particulier constitué d'entretiens semi-directifs qui, lui, repose sur la prise en compte de l'un des traits spécifiques associant les trois personnages principaux de l'étude, à savoir leur rapport direct avec les opinions publiques et leur très forte personnalité médiatique.

Nous avons pu progressivement nous convaincre que seul le caractère souple d'un entretien, mené dans un cadre favorisant la confiance et se déroulant dans un laps de temps plus long qu'usuelle-

ment, permettait de créer une situation de communication où l'empathie trouvait sa place explicitement. Ainsi les interviewés pouvaient exprimer leurs opinions librement et longuement. L'auteure, quant à elle, pouvait mieux percevoir et sentir leurs doutes, contradictions et incertitudes. Et puisque tous les trois ont accepté le principe de cet exercice et ont décidé d'y participer, il n'y avait ni voyeurisme ni manipulation de la part de l'intervieweuse mais rencontre de deux démarches croisées : l'investigation académique entreprise dans le cadre de la thèse et la confrontation à leurs parcours des trois personnages qui s'y sont sciemment engagés.

Grâce aux informations recueillies par le biais de cette série d'interviews avec les trois protagonistes de cette thèse — Adam Michnik, Bernard Kouchner et Daniel Cohn-Bendit — nous avons pu mieux saisir l'évolution de leurs convictions, et ceci depuis leurs engagements de jeunesse jusqu'à nos jours, ainsi que la singularité de leur rapport au politique et à la communication.

Bien que la socialisation politique des trois personnages se soit opérée par le biais de différents événements, elle fut précoce grâce au cadre familial dans lequel ils grandirent ainsi qu'à leur engagement dans des clubs de discussion ou des organisations de jeunesse, communistes ou anarchistes. Cela leur a permis d'adopter, bien avant les événements de 68, une attitude active antitotalitaire et antistalinienne. Puis, plus tard, à avoir une approche « réaliste » des événements de 68 dans leurs pays respectifs. De ce fait, leurs choix actifs furent « décalés » par rapport aux champs culturel et politique ainsi qu'à la rationalité affichée du monde.

Nous avons inscrit l'analyse croisée de leurs trajectoires dans celle des événements de 68 en France et en Pologne car ces derniers ont constitué un élément « pivot » dans leur processus de socialisation,

les conduisant à un éloignement, voire une « césure » dans leurs convictions et positionnements idéologiques.

Si les événements dans les deux pays se déroulaient dans des univers socio-politiques différents et, partant, ne conduisaient pas aux mêmes conséquences, ces acteurs partageaient la conviction d'une connivence ou d'une solidarité générationnelle. Le peu d'empathie relevée chez les protagonistes polonais de 1968 pour la rhétorique utilisée par certains contestataires français, ainsi que pour les tentatives de justification du recours à la violence, semble persister jusqu'à nos jours, tout comme l'asymétrie dans le décryptage des événements de 68 en Pologne fait très différemment par les anciens leaders français.

Ce qui constitue le « socle commun » ce sont, entre autres, leurs origines juives, qui renforcent, consciemment ou non, leur sentiment de solidarité générationnelle comme cela a été mentionné. Cette dimension juive n'a rien qui relèverait de la vieille logique du complot de coreligionnaires éternellement appelés à être des marranes cherchant à restaurer un pouvoir juif, ou de celle d'une logique d'héritage moins marquée par le discours antisémite. Elle renvoie à des processus sociaux et historiques qui font que 1968 est justement le moment où le lien familial avec judaïsme, déjà dissout, se mute très souvent dans un universalisme qui transcende les limites antérieures des engagements politiques (tels qu'ils ont pu être décrits par exemple par Michael Löwy<sup>1155</sup>). Ce processus vécu largement individuellement trouve toutefois un écho significatif dans les sociétés concernées. Nous y reviendrons.

---

<sup>1155</sup>. Michael Löwy, « Messianisme juif et utopies libertaires en Europe centrale », *Archives des sciences sociales des religions*, 1981, v. 51, n° 51-1, pp. 5-47, [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/assr\\_03355985\\_1981\\_nu\\_m\\_51\\_1\\_2495](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/assr_03355985_1981_nu_m_51_1_2495)

Pour ce qui est de nos trois protagonistes, bien qu'ils aient un rapport conscient mais « distancié » à leurs origines juives — ni religieux ni culturel — ces dernières ne sont pas sans lien avec leur sensibilité marquée au sort des victimes où qu'elles soient et de quelques origines qu'elles soient. En évoquant souvent leur solidarité avec « le destin tragique du peuple juif » tous les trois attestent de la conscience historique du poids de la destruction de l'humanité associée à la Shoah. N'étant pas l'unique motif de leurs actions, elle n'en constitue pas moins un impératif ontologique associé au « plus jamais cela ». Être du côté des vaincus plutôt que des vainqueurs : tel a été le fondement axiologique de leurs actions, menées parfois contre les opinions dominantes. De ce fait, c'est en partie cette conscience qui les a conduit à s'engager dans la défense des droits de l'homme. Ceux-ci ont une valeur transcendant les clivages partisans ou idéologiques, et ne peuvent aucunement être enfermés dans des cadres existants.

Pour ce faire ils ont emprunté tantôt la voie de la dissidence tantôt celle de la conversion, sans cependant adhérer pleinement à un système ou une idéologie. La dissidence sortie de son contexte est-européen et totalitaire, a dans notre étude une dimension « polymorphe ». Elle renvoie à des attitudes et pratiques qui, malgré la différence des contextes sociaux-politiques, s'avèrent dans tous les cas relever non seulement de la « distanciation » ou de la « révolte » face à une réalité ou un ordre jugé « injuste » ou oppressant, mais aussi d'une forte capacité à définir un rôle social nouveau. Plus précisément cette dissidence particulière a fondé une démarche de construction, de production de valeur.

En effet l'attitude dissidente de Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit portait en germe un développement futur possible car elle participait à la construction d'un projet de communauté nouvelle, ayant pour base axiologique les droits inaliénables de la personne humaine dont la

défense ou la promotion ne peut se faire sans recours à la communication.

Aussi entretiennent-ils un contact direct avec les médias et se servent-ils de leurs qualités charismatiques et de leur pouvoir de séduction, non pas comme d'une technique de manipulation de l'opinion publique afin de prendre le pouvoir, mais pour partager leurs idées minoritaires dont ils recherchent confirmation dans l'espace public.

Leur volonté de changement de cadre s'exprimait par les tentatives faites pour imaginer ce projet dans un espace plus large que le territoire national. Pour Michnik, il s'agissait d'une projection de la « communauté démocratique » libérée du poids des régimes d'oppression et ceci quelles que soient les zones géographiques. En effet, outre œuvrer en vue de la chute du régime communiste en Pologne puis de sa démocratisation, son action s'étendit aussi à d'autres pays de la zone centre et est-européenne et à d'autres régions du monde.

Kouchner, lui, envisageait une « communauté humanitaire sans frontières » où rien ne freinerait l'accès à la victime qui, elle, n'a pas d'étiquette nationale ou ethnique voire politique.

Pour ce qui est de Cohn-Bendit, en dehors du combat pour les droits de l'homme dans le monde, il songeait à une « communauté européenne transnationale » qui transcenderait l'État-nation « dépassé » car ne répondant pas aux défis du monde en pleine mutation.

Leur « conversion » ne fut ni abandon ni adhésion définitifs — car ils restaient toujours « ni tout-à-fait dedans, ni tout-à-fait dehors » — mais a consisté plutôt à porter des « choix antipolitiques » au cœur du pouvoir exécutif ou législatif et donc avoir un impact nouveau et

différent, ce qui a généré des controverses et critiques, donc a produit un effet communicationnel considérable.

Les clivages traditionnels et figés gauche/droite étant dépassés à leurs yeux, ils ont prôné une « transversalité » qui pourrait permettre le « décloisonnement » politique, l'extension des échanges et des compétences entre tous les camps politiques, enrichissant ainsi la densité communicationnelle de la démocratie et générant une qualité démocratique accrue par une participation améliorée et des mécanismes de délégation plus efficaces. Cela explique leurs discours sur la modernité.

Mais ce qui semble à leurs yeux relever de la « modernité », est interprété par d'autres comme une « trahison » ou une « imposture ». Cette « incommunication » serait due à la fois au fait qu'ils heurtent par leurs attitudes et messages la rationalité du monde où les rôles sociaux et les lignes de partages sont figés mais aussi parce que certains de leurs messages et attitudes sont parfois contradictoires et brouillent les grilles de lecture, tels par exemple la présence de Kouchner dans le gouvernement Fillon de droite, le soutien de Michnik et Kouchner à l'intervention militaire en Irak ou le refus de Cohn-Bendit d'être le candidat d'*Europe-Écologie* aux élections présidentielles<sup>1156</sup>. La prise en compte du « récepteur » des messages par les trois protagonistes semble ici lacunaire. Le pari implicite d'une évolution de l'opinion publique vers ce que Kohlberg

---

<sup>1156</sup>. « Moi ma force, c'est que je ne suis candidat à rien. Quant Mitterrand change le PS, c'est pour être président de la République. Quand Sarkozy change l'UMP, c'est pour être président de la République. Donc classiquement, les grands transformateurs agissent pour leur destin. Ils ont besoin d'un appareil, d'une armée. Ce qu'il y a d'intéressant, c'est que si moi je veux travailler à ce changement, c'est parce que je crois qu'on a besoin d'un réseau, d'une organisation de l'écologie politique qui puisse fonctionner, et qui doit fonctionner avec des personnalités différentes. Et sans moi. (...) Je veux finir en beauté, en ayant permis d'avoir fait un très beau score aux européennes et en essayant de laisser quelque chose de consistant qui ne dépende ni de moi ni de mon destin... », Emeline Cazi, *Le vrai Cohn-Bendit*, op. cit., p. 269.

appelle l'attitude « post-conventionnelle » n'est sans doute gagné que partiellement.

Les résultats des tentatives des trois personnages visant à changer les cadres de références ne sont pas univoques, semble-t-il. Misant, face à l'adversité, sur les modes d'actions minoritaires dans l'espoir de faire bouger les lignes et porteurs d'espoirs de transformations politiques, leur message perd de sa pertinence dans le passage de la phase « militante », citoyenne et des « choix antipolitiques », à celle des jeux du pouvoir.

La sortie de Kouchner du gouvernement Fillon et, tout récemment, celle de Cohn-Bendit du projet *Europe Écologie*, accompagnées de leur déception affichée, témoignent d'un certain échec de leurs démarches. Le cas de Michnik est quelque peu différent. Jamais véritablement impliqué dans l'exercice du pouvoir, il n'a pourtant cessé de jouer un grand rôle politique dans son pays et à l'étranger. La « constellation historique » et ses « qualités » charismatiques ont fait de lui un des *spiritus movens* des transformations démocratiques en Pologne et dans la zone post-soviétique. C'est vers lui que l'on s'est souvent tourné pour solliciter des conseils politiques concernant aussi bien les affaires intérieures du pays que celles du vaste monde<sup>1157</sup>.

Bernard Kouchner s'éclipse de la scène politique en 2011, Daniel Cohn-Bendit plus récemment en retirant son appui au mouvement *Europe-Écologie*, Michnik, lui, a adopté à partir de 2007, soit après la

---

<sup>1157</sup>. En ce qui concerne son action internationale, rappelons ne serait-ce que sa mission de médiateur effectuée, en novembre 2007, en Géorgie où, à la demande du gouvernement polonais et de l'UE, il devait veiller à ce que les médias géorgiens respectent les règles démocratiques à l'approche des élections anticipées de janvier 2008. Une commission indépendante de contrôle des médias a été créée à son initiative. Il a également contribué à la réouverture de l'unique station de télévision indépendante *Imedi*, fermée auparavant par les autorités géorgiennes. Parmi les nombreuses actions internationales récentes de Michnik il y a par exemple la mission à Burma, ou celle en Chine de 2011 où il est allé à la rencontre des dissidents.



victoire aux élections législatives du parti libéral *Plateforme civique*<sup>1158</sup>, une attitude de « spectateur non engagé » par rapport aux affaires du pays, en s'engageant davantage dans des actions de soutien aux mouvements dissidents dans le monde.

S'ils n'ont pas toujours réussi à faire aboutir leurs projets, ils ont sans conteste accompagné, inspiré voire initié par leurs attitudes et pratiques une dynamique de changements sociaux et/ou politiques qui, souvent encore peu perceptible aujourd'hui, peut s'avérer être une voie efficace menant à des transformations variées. Nous touchons ici au point de contact entre « universalisme individuel » et sociétés européennes, mais aussi autres. Tout d'abord on songe à la défense des droits de l'homme et au soutien aux dissidents face aux dictatures qui restent d'actualité en Chine, à Burma, en Russie, en Biélorussie, à Cuba et dans de nombreux autres pays et régions du monde. Ensuite parce que dans le monde contemporain frappé par la crise, où de nouveaux murs se construisent entre les pays et où les peurs poussent les individus à se replier dans la sphère privée plutôt que de s'engager dans des luttes collectives, leurs trajectoires peuvent indiquer qu'il est possible d'envisager d'autres perspectives que la dilution de l'esprit démocratique ou la fatalité de l'oppression et de l'inacceptable. Enfin, eux-mêmes, bien qu'ayant atteint l'âge de la retraite, n'ont pas probablement dit « leur dernier mot » dans ces combats.

Les différents mouvements d'indignation qui se sont déclenchés à travers le monde, que Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit disent

---

<sup>1158</sup>. Le temps précédant la victoire des libéraux de Platforma Obywatelska [Plateforme civique] aux élections de 2007 fut le temps de l'engagement de Michnik en tant que citoyen, éditorialiste et autorité morale contre le gouvernement de Jarosław Kaczyński (coalition droite conservatrice/ extrême droite/parti paysan populiste). Michnik percevait cette coalition comme un danger pour la démocratie, notamment à cause de l'idéologie anti-intelligenstia, de l'obsession des complots soit-disant tramés par les libéraux et « anciens communistes », mais aussi par les pays voisins (la Russie et l'Allemagne), de la lustration sauvage et instrumentalisée politiquement ou encore de la « mise sous tutelle » de la Justice et des services d'ordre.

observer non sans intérêt, participent sans doute de leur espérance. Sont-ils leurs héritiers ? Sans doute pas directement car le rapport entre collectif et individuel ne s'inscrit pas dans ce qui a été étudié ici. Mais, comme le remarque Albert Lévy, il existe une tendance à chercher « une nouvelle médiation entre la société et l'État en dépassant les formes institutionnelles et sclérosées, et les pratiques politiques qui en découlent, pour favoriser l'émergence d'une nouvelle opinion publique plus responsable, plus engagée et déboucher enfin sur une nouvelle citoyenneté plus active<sup>1159</sup> ».

Cette observation nous ramène à notre étude de l'interaction politique et communicationnelle entre les trois protagonistes et des sociétés européennes sortant de la Guerre froide. Interroger l'impact d'actions et de trajectoires individuelles sur les destins européens contemporains, avec toutes leurs limites, a ouvert des champs d'interrogations que nous ne pouvions que partiellement aborder. En terminant par l'évocation de la dimension européenne il s'agit de souligner la nécessaire et consciente incomplétude de cette enquête.

---

<sup>1159</sup>. Albert Lévy, « Cette sphère publique critique qui émerge », *Le Monde*, page Horizon-Débat, 26 février 1997.

## BIBLIOGRAPHIE

### **A) Ouvrages sur les protagonistes : Daniel Cohn-Bendit, Bernard Kouchner et Adam Michnik**

#### **1. Sur Daniel Cohn-Bendit**

Stamer S., *Cohn-Bendit. Die biografie*, München, Europa Verlag, 2001.

Ariès P., et Leray F., *Cohn-Bendit, l'imposture*, Paris, Max Milo, 2010.

Cazi E., *Le vrai Cohn-Bendit*, Paris, Plon, 2010.

#### **2. Sur Bernard Kouchner**

Guillemoles A., *Bernard Kouchner, la biographie*, Bayard, 2002.

Pierre-Jean D., *Bernard Kouchner, du Biafra au Kosovo*, Paris, Editions Editeur Indépendant, 2007.

Laurent C., *Mister Kouchner*, Paris, Editions Jacob-Duvernet, 2008.

Burnier M.-A., *Les 7 vies du dr Kouchner*, Paris, XO Editions, 2009.

Pean P., *Le monde selon K.*, Paris, Fayard, 2009.

#### **3. Sur Adam Michnik**

Bouyeure C., *L'Invention du politique, Une biographie d'Adam Michnik*, Paris, Les Éditions Noir sur Blanc, 2007.

Rafał Ziemkiewicz, *Michnikowszczyzna. Zapis choroby* [Le phénomène de Michnik. Histoire d'une maladie], Warszawa, Red Horse, 2006.

*Nasz przyjaciel Adam* [Notre ami Adam], recueil de textes sur Michnik, Warszawa, K.M-G, 2006.

## **B) Ouvrages des protagonistes**

### **1. Ouvrages de Daniel Cohn-Bendit**

Cohn-Bendit D., *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1968.

Cohn-Bendit D., *Le grand bazar*, Paris, Belfont, 1975.

Cohn-Bendit D., *Nous l'avons tant aimée la révolution*, Paris, Bernard Barrault, 1992.

Cohn-Bendit D., *Une envie de politique*, Paris, La Découverte, 1999.

Cohn-Bendit D., *Forget 68*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2008.

Cohn-Bendit D., *Que faire ?*, Paris, Hachette, 2008.

Cohn-Bendit D., 1968. *Die Revolte*, Francfort, S. Fischer Verlag GmbH, 2007. Version polonaise, *Maj 68. Rewolta*, Warszawa, Krytyka Polityczna, 2008.

### **2. Ouvrages de Bernard Kouchner**

Kouchner B., Burnier M.-A., *La France sauvage*, Paris, Editions Lattès, 1970.

Kouchner B., *L'île de lumière*, Paris, Paris, Ramsay, 1980.

Kouchner B., *Charité business*, Paris, Le Pré aux Clercs, 1986.

Kouchner B., *Le malheur des autres*, Paris, Odile Jacob, 1990.

Kouchner B., Abbé Pierre, *Dieu et les hommes*, Dialogues et propos recueillis par Michel-Antoine Burnier, Paris, Robert Laffont, 1993.

Kouchner B., *Ce que je crois*, Paris, Grasset, 1995.

Kouchner B., *Le premier qui dit la vérité*, Paris, Robert Laffont, 2002.

Kouchner B., Cohn-Bendit D., *Quand tu seras président...*, Paris, Robert Laffont, 2004.

Kouchner B., *Les guerriers de la paix*, Paris, Grasset, 2004.

Kouchner B., *Deux ou trois choses que je sais de nous*, Paris, Robert Laffont, 2006.

### 3. Ouvrages d'Adam Michnik

Michnik A., *Kościół, lewica, dialog*, Paryż [L'Église, la gauche, le dialogue polonais], Instytut Literacki, 1977, nouvelle édition, Warszawa, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009.

Michnik A., *La deuxième révolution*, Paris, La Découverte, 1990.

Michnik A., *Z dziejów honoru w Polsce* [L'histoire de l'honneur en Pologne], Warszawa, Niezależna Oficyna Wydawnicza, 1991.

Michnik A., *Między Panem a Plebanem* [Conversations entre le maître et le prêtre], Kraków, Znak, 1995.

Michnik A., *Szanse polskiej demokracji* [Les chances de la démocratie polonaise], Londyn, Aneks, 1984, puis Warszawa, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009.

Michnik A., *Polskie pytania* [Questions polonaises], Warszawa, Niezależna Oficyna Wydawnicza, 1993, puis Warszawa, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009.

Michnik A., *Diabeł naszego czasu* [Le Diable de notre temps], (recueil d'articles publiés entre 1985 et 1994), Warszawa, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009.

Michnik A., *Takie czasy...*, [Ces temps-là...], (recueil d'essais avec entre autres « Rzecz o kompromisie » [Sur le compromis]), Londyn, Aneks, 1985, puis Warszawa, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009.

Michnik A., *Dwie dekady wolności*, [Deux décennies de liberté], (recueil d'articles publiés entre 1981 et 2009), Warszawa, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009.

Michnik A., *Wśród ludzi mądrych* [Entre gens sages], (choix d'articles et d'interviews publiés entre 1981 et 2009), Warszawa, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009.

Michnik A., *Wściekłość i wstyd* [La rage et la honte], Warszawa, Zeszyty Literackie, 2005.

Michnik A., *Wyznania nawróconego dysydenta* [Les confessions d'un dissident converti], Warszawa, Zeszyty Literackie, 2003.

Michnik A., *W poszukiwaniu utraconego sensu* [À la recherche du sens perdu], Warszawa, Zeszyty Literackie, 2007.

### **C) Ouvrages généraux se référant à la méthodologie**

Bougnoux D., *Introduction aux sciences de la communication*, Paris, La Découverte, 1998.

Colas D., *Sociologie politique*, Paris, PUF, 2008.

Dobry M., *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 2009.

Grawitz M., Leca J., *Traité de science politique*, v. 1 et 3, Paris, PUF, 1985.

Ollivier B., *Les sciences de la communication. Théorie et acquis*, Paris, Armand Colin, 2007, édition en polonais, *Nauki o komunikacji*, Warszawa, Oficyna Naukowa, 2010.

Rass P., *La rencontre des mondes. Diversité culturelle et communication*, Paris, Armand Colin, 2006.

Wolton D., *L'Indiscipliné, Trente-cinq ans de recherches*, Paris, Odile Jacob, 2012.

### **D) Ouvrages généraux se référant au Premier chapitre : « Adam Michnik, Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit – 1968 entre Varsovie et Paris ».**

Aron R., *La révolution introuvable, réflexions sur la révolution de mai*, Paris, Fayard, 1968.

Aron R., « Ils ne nous ont pas compris ou Mai 68 » in *Mémoires*, Paris, Julliard, 1993.

Auron Y., *Les Juifs d'extrême gauche en Mai 68*, Paris, Albin Michel, 1998.

Bereś W., Burnetko K., *Marek Edelman. Życie. Po prostu* [Marek Edelman. Une vie. Tout simplement], Warszawa, Świat Książki, 2008.

Berman P., *Power and the Idealists*, New York, W.W. Norton Company, 2005.

Berman P., *A Tale of Two Utopias. The Political Journey of the Generation of 1968*, New York, W.W. Norton & Co., 1997. Édition polonaise, *Opowieść o dwóch utopiach*, Kraków, Universitas, 2008.

Brillant B., *Les clercs de 68*, Paris, PUF, 2003.

Bocheński J., *Krwawe włoskie specjały* [Cruelles spécialités italiennes], Warszawa, Biblioteka Gazety Wyborczej, 2009.

Brook P., *Espace vide*, Poznań, IAM, 1977.

Buhler P., « Gomulka : le mythe du communisme national (1956-1970) », in *Histoire de la Pologne communiste*, Paris, Éditions Karthala, 1997.

Czaczkowska E., *Kardynał Wyszyński* [Le cardinal Wyszyński], Warszawa, Świat Książki, 2009.

Dasko H., *Dworzec gdański. Historia niedokończona* [La gare de Gdańsk. L'histoire non achevée], Kraków, Wydawnictwo Literackie, 2008, (cette gare se trouve à Varsovie et c'est de là que sont partis les « Juifs » poussés à quitter le pays en 1968).

Debord G., *La société du spectacle. Commentaires sur la société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992.

Eisler J., *Polski rok 68* [68 polonais], Warszawa, Instytut Pamięci Narodowej, 2006.

Eisler J., *Zarys dziejów politycznych Polski 1944-1989* [Essai d'histoire politique de la Pologne entre 1944 et 1989], Warszawa, Polska Oficyna Wydawnicza, 1992.

Ellul J., *Autopsie de la révolution*, Paris, La table Ronde, 2008.

Ferry L., « Le sacré à visage humain » in *L'homme-Dieu ou le sens de la vie*, Paris, Grasset, 1996.

Filoché G., *Mai 68, histoire sans fin, Liquider mai 68 ? Même pas en rêve !*, v. 1, Paris, Ed. Jean-Claude Gawsewitch, 2007.

Fik M., *Marcowa kultura. Wokół Dziadów. Literaci i władza, kampania marcowa* [La culture de mars. Autour des Aïeux. Les hommes de lettres et de pouvoir, la campagne de mars], Warszawa, Wydawnictwo Wodnika, 1995.

Finkelkraut A., *L'humanité perdue, Essai sur le XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

Finkelkraut A., *L'ingratitude, Conversations sur notre temps avec Antoine Robitaille*, Paris, Gallimard, 2000.

Forest Ph., *Histoire de Tel Quel 1960-1982*, Paris, Seuil, 1995.

Friszke A., *Nad genezą Marca 1968. Konflikt w PZPR na Uniwersytecie Warszawskim 1965-1967* [Sur la genèse de Mars 68. Le conflit au sein du POUP de l'Université de Varsovie], in *Polskie przemiany. Uwarunkowania i spory* [Les transformations polonaises. Contextes et débats], Warszawa, Stowarzyszenie Studiów i Inicjatyw Społecznych, 2002.

Friszke A., *Przystosowanie i opór. Studia z dziejów PRL* [L'accommodation et la résistance. Histoire de la République Populaire de Pologne], Warszawa, Biblioteka Więzi, 2007.

Friszke A., *Anatomia buntu. Kuroń, Modzelewski i komandosi* [L'anatomie d'une révolte. Kuroń, Modzelewski et les komandos], Kraków, Znak, 2010.

Friszke A., *Czas KOR-u. Jacek Kuroń a geneza Solidarności* [Le temps du KOR. Jacek Kuroń et la genèse de Solidarność], Kraków, Znak, 2011.

Glucksmann A., *Une rage d'enfant*, Paris, Plon, 2006.

Glucksmann A., et R., *Mai 68 expliqué à Nicolas Sarkozy*, Paris, Denoël, 2008.

Goldnadel G. W., *Le nouveau bréviaire de la haine*, Paris, Ramsay, 2001.

Goldnadel G. W., « Une histoire commentée du "big-bang" » in *Les martyrocrates*, Paris, Plon, 2004.

Grimaud M., « Agenda 1968 » in *Je ne suis pas né en mai 1968, Souvenirs et carnets 1934-1992*, Paris, Tallandier, 2007.

Hall A., « Ostatnie lata » [Les dernières années], in *Francja i wielcy Francuzi*, [La France et les Français illustres], Warszawa, Iskry, 2007.

Hamon H., Rotman P., *Génération, Les années de rêve*, Paris, v. 1, Éditions du Seuil, 1987.

Hocquenghem G., *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Agone, Paris, 2003.

July S., Marzorati, *La France en 1968*, Paris, Hoëbeke, 2007.



Kersten K., *Polacy, Żydzi, komunizm. Anatomia półprawd 1939-68* [Les Polonais, les Juifs, le communisme. L'anatomie des demi-vérités, 1939-68], Warszawa, Niezależna Oficyna Wydawnicza, 1992.

Kuroń J., Modzelewski K., « Lettre ouverte au parti ouvrier polonais », in *Kuroń dojrzewanie, Pisma polityczne 1964-1968* [Kuroń, la maturation. Textes politiques, 1964-1968], Warszawa, Éditions Krytyka polityczna, 2009.

Kurski J., *Pokój z widokiem na historię, Biografia intelektualna Raymonda Arona* [Fenêtre avec vue sur l'histoire. La biographie de Raymond Aron], Warszawa, Sprawy Polityczne, 2002.

Le Goff J.-P., *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 2006.

Lévy B.-H., *Ce grand cadavre à la renverse*, Paris, Grasset, 2007.

Linhardt V., *Le jour où mon père s'est tu*, Paris, Seuil, 2009.

Lipovetsky G., *Le crépuscule du devoir*, Paris, Gallimard, 1992.

Lipovetsky G., « Narcisse ou la stratégie du vide » in *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1993.

Mentzel Z., *Czas ciekawy, czas niespokojny. Rozmowa z Leszkiem Kołakowskim* [Époque intéressante, époque troublée. Conversation avec Leszek Kołakowski], Kraków, Znak, 2007.

Mokrzycka-Pokora M., *Teatr Ósmego Dnia*, Poznań [Le théâtre du 8ème jour], Poznań, IAM, février 2004.

Martinet G., « Les ambiguïtés de la gauche française face au Printemps de Prague », in François Fejtö, Jacques Rupnik, *Le Printemps tchécoslovaque 1968*, Bruxelles, Editions Complexe, 1998.

Morin E., Lefort C., Coudray J. -M., *Mai 68 : la brèche*, Paris, Fayard, 1968.

Nowak-Jeziorański J., *Polska z oddali. Wojna w eterze – wspomnienia 1956-1976* [La Pologne vue de loin. La guerre sur les ondes – les mémoires 1956-1976], Londyn, Odnova, 1988.

Oseka P., *Marzec 68* [Mars 68], Kraków, Znak, 2008.

Oseka P., *Syjniści, inspiratorzy, wichrzyciele. Obraz wroga w propagandzie Marca 1968* [Sionistes, instigateurs, fomentateurs. L'image de l'ennemi dans la propagande de Mars 68], Warszawa, Żydowski Instytut Historyczny, 1999.

Paczkowski A., *Pół wieku dziejów Polski* [Un demi siècle d'histoire de la Pologne], Warszawa, PWN, 2005.

Paxton R., *La France de Vichy. 1940-1944*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.

Pelletier D., *La crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978)*, Paris, Payot, 2002.

Rakowski M., *Dziennik polityczny 1967-68* [Journal politique 1967-68], Warszawa, Iskry, 1999.

Ross K., *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Editions Complexe, 2005.

Röhl B., *Zabawa w komunizm, Ulrike Meinhof, Klaus Rainer Röhl i prawdziwe korzenie nowej lewicy (1958-1968)* [Comment s'amusaient-on au communisme ? Ulrike Meinhof, Klaus Rainer Röhl et les vraies origines de la nouvelle gauche], Warszawa, Fronda, 2007.

Samson F., *1968-2008, L'héritage amer d'une génération*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Steinlauf M., *Pamięć nieprzyswojona* [Mémoire non assimilée], Warszawa, Cyklady, 2001.

Stępień J., *Marzec 68. Między tragedią a podłością* [Mars 68. Entre la tragédie et l'infamie], Warszawa, Profi, 1998,

Sous la direction de Grimpret M. et Delsol Ch., *Liquider Mai 68 ?*, Paris, Presses de la Renaissance, 2008.

Suleja W., *Dolnośląski Marzec 68* [Mars 68 en Basse Silésie], Warszawa, IPN, 2006.

Touraine A., *Le communisme utopique. Le mouvement de mai 1968*, Paris, Editions du Seuil, 1972.

Tuquoi J.-P., *Emmanuel d'Astier. La plume et l'épée*, préface de Lucie Aubrac, Paris, Arléa, 1987.

Winock M., *Le siècle des intellectuels*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.

Wieviorka A., « Vers une communauté ? Les Juifs en France depuis la guerre des 6 jours » in J.-J.Becker, A. Wieviorka, *Les juifs en France, de la révolution française à nos jours*, Paris, Liana Lévy, 1998.

Wiszniewicz J., *Życie przecięte. Opowieści pokolenia marca* [La vie interrompue. Les récits de la génération de Mars], Warszawa, Wydawnictwo Czarne, 2008.

Zaremba M., *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm. Nacjonalistyczna legitymizacja władzy komunistycznej w Polsce* [Le communisme, le nationalisme. Légitimation nationaliste du pouvoir communiste en Pologne], Warszawa, Wydawnictwo Trio, 2001.

## **E) Ouvrages généraux se référant au chapitre II : « Les dissidences ».**

Arendt H., *La Tradition cachée, le juif comme paria*, traduction française S. Courtine-Denamy, Paris, Christian Bourgeois, 1987.

Bettati M., *Le droit d'ingérence, Mutation de l'ordre international*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1996.

Beauvois D., *La réception européenne de l'insurrection polonaise de 1830-1831 et des débuts de la Grande Émigration*, Publications communes Lille-Wrocław. Diffusion Presses Universitaires de Lille, 1982.

Camus A., *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, 1951.

David-Jougneau M., *Antigone ou l'aube de la dissidence*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Debray R., *Un candide en Terre sainte*, Paris, Gallimard, 2008.

Delsol CH., Masłowski M., Nowicki J., *Dissidences*, Paris, PUF, 2005.

Delsol Ch., *L'Irrévérence, Essai sur l'esprit européen*, Paris, La Table Ronde, 2002.

Delsol Ch., « Les droits de l'homme corps et âme », *in Eloge de la singularité*, Paris, La Table Ronde, 2007.

Durand G., *Pour une éthique de la dissidence*, Québec, Liber, 2004.

Fromm E., *De la désobéissance et autres essais*, Paris, Robert Laffont, 1983.

Grawitz M., « Psychologie et politique », *Traité de science politique*, v. 3, Paris, PUF, 1985.

Havel V., *Síla bezsilnych i inne eseje* [Le pouvoir des sans pouvoir et autres essais], Warszawa, Agora, 2011.

Kershaw I., *L'opinion allemande sous le nazisme, Bavière 1933-1945*, Paris, Ed. C.N.R.S., 1995 (éd. originale 1983).

Kis J., *L'égale dignité. Essai sur les fondements des droits de l'homme*, Paris, Éditions du Seuil, 1989.

Kohlberg L., « Essays on moral development », in *The Philosophy of Moral Development*, v. 1, aussi in *The Psychology of Moral Development*, v. 2, San Francisco, Harper and Row, 1981 et 1984.

Kott J., *Kamienny potok* [Le ruisseau de pierre], Warszawa, Wydawnictwo Literackie, 1991.

Laplanche J., Pontalis J.-B., *Le Vocabulaire de la psychanalyse*, Paris, PUF, réédition de 2004.

Lebaron F., « Éthos capitaliste, éthos de classe. Quelques remarques autour des notions d'éthos, habitus et sens moral », *Les voies du sens commun*, sous la dir. Gautier C. et Laugier S., Paris, PUF, 2008.

Mattéi J.-F., *Albert Camus. Du refus au consentement*. Paris, PUF, 2011.

Osiatyński W., *Prawa człowieka i ich granice* [Les droits de l'homme et leurs limites], Kraków, Znak, 2011.

Rocher G., *Introduction à la sociologie générale*, Montréal, MHH, 1968.

Rufin J.-Ch., *L'aventure humanitaire*, Paris, Gallimard, 1994.

Rufin J.-Ch., *Le Piège humanitaire : Quand l'humanitaire remplace la guerre*, Paris, éd. Jean-Claude Lattès, 1986.

Semelin J., *La résistance civile face au totalitarisme*, Paris, André Versailles Éditeur, 2011.

Sophocle, *Antigone*, trad. P. Mazon, Paris, Les Belles Lettres, 1997.

Vaculik L., *La clef des songes*, Paris, Actes sud, 1993.

Vaucher A., *Prophètes et prophétisme*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.

Weber O., *French doctors*, Paris, Robert Laffont, 1995.

## **F) Ouvrages généraux se référant au chapitre III : « Les dissidents "convertis" » ?**

Buhler P., « L'Europe, singulière et décalée », *La puissance au XX siècle*, Paris, CNRS Éditions, 2011.

Littré E., *Le Dictionnaire de la langue française*, Paris, Hachette, v. 1, 1873.

Havel V., « La politique de la conscience », in *Essais politiques*, Paris, Calman-Lévy, 1991.

Jospin L., *Lionel raconte Jospin*, Paris, Éditions du Seuil, 2010.

Konrad G., *L'Antipolitique*, Paris, La Découverte, 1987.

Kuroń J., *Wiara i wino* [La foi et la faute], Londyn, Aneks, 1989.

Popper K., *La société ouverte et ses ennemis* [Społeczeństwo otwarte i jego wrogowie], Warszawa, Wydawnictwo Naukowe PWN/Biblioteka Gazety Wyborczej, 2010.

Rupnik J., « De l'anti-politique à la crise de la démocratie. Que reste-t-il de l'héritage de la dissidence ? », in Chistian Lequesne, Monika MacDonagh-Pajerova (dir.), *La citoyenneté démocratique dans l'Europe des vingt-sept*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Smoleński P., *Gazeta Wyborcza. Miroir d'une démocratie naissante*, Montricher, Les Éditions Noir sur Blanc, 1991.

Weber M., *Le savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2003.

Żakowski J., *Rok 1989. Geremek opowiada, Żakowski pyta* [L'année 1989. Żakowski pose des questions. Geremek répond], Warszawa, Agora, 2008.

## **G) Articles (revues et magazines)**

**Remarque : tous les liens internet étaient validés entre le 10 et 25 octobre 2012.**

Bénéton Ph., Touchard J., « Les interprétations de la crise de mai-juin 68 », *Revue française des sciences politiques*, v. 20, n° 3, 1970, pp. 503-544, [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp\\_0035-2950\\_1970\\_num\\_20\\_3\\_393237](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1970_num_20_3_393237)

Benoist A., « L'effacement du clivage droite-gauche », 23 août 2003, [http://www.alaindebenoist.com/pdf/effacement\\_du\\_clivage\\_droite\\_gauche.pdf](http://www.alaindebenoist.com/pdf/effacement_du_clivage_droite_gauche.pdf)

Bertaux D., Linhart S., Le Vita B., « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n° 143, avril-juin 1988, p. 75.

Bourdieu P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, v. 62, 1986, n° 62-63, pp. 69-72, [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss\\_0335-5322\\_1986\\_num\\_62\\_1\\_2317](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1986_num_62_1_2317).

Cartier M., Spire A., « Approches générationnelles du politique », *Politix*, 2011/4, n° 96, pp. 7-17.

Comte-Sponville A., « Mai 68, un souvenir de bonheur », *Psychologies Magazine*, mai 1998, <http://www.psychologies.com/Planete/Societe/Articles-et-Dossiers/Mai-68-un-souvenir-de-bonheur>

Colard D., « Détente, dissidence et droits de l'homme », *Études internationales*, v. 8, n° 4, 1977, pp. 549-599.

David-Jougneau M., « La dissidence institutionnelle : une approche sociologique », *Revue française de sociologie*, v. 29, n° 3, 1988, pp. 471-501.

David-Jougneau M., « La place de la littérature dans la recherche sur la dissidence », in *Lettres et lois : le droit au miroir de la littérature*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, 2001, pp. 100-157.

Delsol Ch., « La droite et la gauche. Comparaison philosophique », [www.chantaldelsol.fr/la-droite-et-lagauche/](http://www.chantaldelsol.fr/la-droite-et-lagauche/)

Demerin P., « Mai 68-Mai 88. Choses tues », *Le Débat*, n° 51, septembre-novembre 1988, p. 173-178.

Dreyfus-Armand G., « Le mouvement du 22 Mars. Entretien avec Daniel Cohn-Bendit », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 1, vol. 11, 1988, pp. 124-129.

Eisler J., Friszke A., Oseka P., Zaremba M., Wiścicki T., « Marzec 68 : dwie rewolucje » [Mars 68 : deux révolutions], *Więź*, n° 2-3, février-mars 2008, pp. 99-110.

Elbaz M., « Paria et rebelle », *Revue Plurielles*, n° 9, 1993, p. 121-127.

Fournier M., « Michel Dobry, Sociologie des crises politiques », Paris, *Politique*, n° 12, 1987, pp. 123-129.

Garton Ash T., « Czy Europa Środkowa istnieje ? », [L'Europe centrale existe-t-elle ?], *Zeszyty Literackie*, n° 17, 1987, p. 47.

Gastaut Y., « La Guerre des Six jours et la question du racisme en France », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 71, 2005, <http://cdlm.revues.org/document930.html>

Georgi F., « Le pouvoir est dans la rue. 30 mai 68 et "la manifestation gaulliste" des Champs-Élysées », *Revue Vingtième siècle*, v. 48, n° 1, [www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs\\_0294\\_1759\\_1995\\_num\\_48\\_1\\_4422](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294_1759_1995_num_48_1_4422)

Gobille B., « La parabole du fils retrouvé. Remarques sur le "deuil" de 68 et "la génération 68" », *Mots*, n° 54, mars 1998, pp. 27-41.

Gradwohl P., Compte rendu de Georges Mink, Marc Lazar et Mariusz J. Sielski, dir., *1956, une date européenne*, Lausanne et [Paris], Les éditions Noir sur Blanc et Société Historique et Littéraire Polonaise, 2010, in *la Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 42, n° 1, mars 2011.

Gruel L., de Quieroz J.-M., « Marginalité », *Sociétés*, n° 12, 1987, pp. 4-6.

Howard D., « De l'idéalisme en politique », *La Vie des idées*, juin 2006, pp. 37-52, <http://www.sunysb.edu/philosophy/faculty/dhoward/articles/idee.pdf>

Holzer J., « Doświadczenia Marca 68 » [Les expériences de Mars 68], *Kierunki*, n° 20, 1981, p. 34.

Ihl O., « Socialisation et événements politiques », *Revue française de sciences politiques*, v. 52, n° 2-3, avril-juin 2002, pp. 125-144.

Jalabert L., « Aux origines de la génération 68 : les étudiants français et la guerre du Viêt Nam », *Vingtième siècle*, v. 55, n° 55, 1997, pp. 69-81 [http://www.persee.fr/Web/revues//home/prescript/article/xxs\\_0294-1759\\_1997\\_num\\_55\\_1\\_3664](http://www.persee.fr/Web/revues//home/prescript/article/xxs_0294-1759_1997_num_55_1_3664)

Jilek L., « L'observatoire du mensuel *Kultura*, entre Londres et Maisons-Laffitte », *Relations Internationales*, n° 148, 2011/4, pp. 33-46.

Kirszenbaum M., « 1968 entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008, [http://www.cairn.info/article.php?ID\\_article=hp\\_006\\_0004](http://www.cairn.info/article.php?ID_article=hp_006_0004)

Kořakowski Leszek, « Kapłan i błazen » [Le prêtre et le bouffon], *Krytyka*, n° 28-29, 1988, pp. 68-81.

Kornacki K., « Niemy dzwon, szkoła polska wobec katolicyzmu » [Sourde cloche, l'école de cinéma polonais et le catholicisme polonais], *W drodze*, n° 7, Varsovie, 2000, pp. 35-43.

Kravetz M., « La bibliothèque de mai 68 », *Magazine Littéraire*, n° 255, juin 1988, pp. 67-70.

Lehalle H., Aris C., Buelga S., « Développement socio-cognitif et jugement moral : de Kohlberg à la recherche des déterminants de la différenciation du développement moral », *O.S.P.*, n° 33/2, 2004, pp. 289-314, <http://osp.revues.org/index2163.html>

Leleux C., « Théorie de développement moral chez Lawrence Kohlberg », Extraits d'articles 1993-1994, Bruxelles, *Démopédie*, [www.wanadoo.be/editions.demopedie](http://www.wanadoo.be/editions.demopedie)

Lipski J.-J., « Kwestia żydowska, Marzec 68 » [Mars 68 et la question juive], conférence à l'Université de Varsovie, Cahier 1, Varsovie, 1981, pp. 45-46.

Maillard D., « 1968-2008 : le Biafra ou le sens de l'humanitaire », *Revue Humanitaire*, n° 18, printemps 2008, <http://humanitaire.revues.org/index182.html>

Manchev B., Wright S., « La communauté politique est-elle en crise ? », synthèse de l'entretien, 12 juin 2007, [www.paris-europe.eu](http://www.paris-europe.eu)

Mink G., « Mouvement de mars 1968 en Pologne et ses liens de parenté avec la contestation dans le monde », *Histoire@Politique, Politique, Culture, Société*, n° 6, septembre-décembre 2008, <http://www.isp.cnrs.fr/HP6-Georges-Mink-pdf.pdf>

Mink G., Marc Lazar et Mariusz J. Sielski, *1956, une date européenne*, Lausanne et [Paris], Les éditions Noir sur Blanc et Société Historique et Littéraire Polonaise, 2010.

Morin E., « L'anarchisme en 1968 », *Le Magazine Littéraire*, n° 19, juin 1968.



Oseka P., Zaremba M., *Wojna po wojnie, czyli polskie reperkusje wojny sześciodniowej* [La guerre après la guerre ou les repercussions polonaises de la guerre des Six Jours], *Polska 1944/45-1989. Studia i materiały*, v. 5, Warszawa, 1999, pp. 205-240.

Park R., « Human migration and the marginal man », *The American Journal of Sociology*, n° 6, mai 1928, pp. 881-893.

Percheron A., « La socialisation politique. Défense et illustration », in *Le traité de science politique*, sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca, Paris, PUF, v. 3, 1985, p. 165.

Perrot S., « Devoir et droit d'ingérence », *Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIU)*, 25 avril 2006, <http://www.operationspaix.net/Devoir-et-droit-d'ingérence>, 7285

Pobóg H., Grabowska M., « Spory o Marzec » [Les polémiques autour de Mars], *Krytyka*, n° 10-11, 1981, p. 37.

Poterański W., *Walka Warszawskiego Getta* [Le combat du ghetto de Varsovie], Warszawa, Zarząd Główny Związku Bojowników o Wolność i Demokrację, 1963, p. 87.

Refalo A., « Les sources historiques de la désobéissance civile », *Actes de colloque*, Lyon, 17-18 mars 2006.

Récappé B., « Mobilisation étudiante et génération politique : qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des exemples hongrois (1956) et mexicain (1968) », *Revue internationale de politique comparée*, v. 16, 2009/2, pp. 205-220.

Rioux J.-P., « A propos des célébrations décennales du Mai français », *Vingtième siècle*, n° 23, 1989, [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs\\_0294-1759\\_1989\\_num\\_23\\_1\\_2834](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1989_num_23_1_2834)

Rollet A., « L'allégorie et le symbole : vecteurs et voiles de la dissidence ou phénomènes dissidents ? », Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, [http://www.pureditions.fr/couvertures/1341410156\\_doc.pdf](http://www.pureditions.fr/couvertures/1341410156_doc.pdf)

Salvaresi É., « Le devenir professionnel et personnel des militants de 68 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, pp. 269-275.

Shi N., Stoilova A., Rybiński W., « La notion de culture politique. Communication et formation interculturelles », Séminaire à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris, 2003,

[http://www.semionet.com/ressources\\_enligne/Enseignement/02\\_03/02\\_03\\_oipp/projets/cultpolitique.pdf](http://www.semionet.com/ressources_enligne/Enseignement/02_03/02_03_oipp/projets/cultpolitique.pdf).

Siméant J., « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, v. 51, n° 1, 2001, pp. 47-72, [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp\\_0035-2950\\_2001\\_num\\_51\\_1\\_403607](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_2001_num_51_1_403607)

Sirinelli J.-F., « Génération et histoire politique », *Vingtième siècle*, Paris, v. 22, n° 22, 1989, pp. 67-80, [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs\\_02941759\\_1989\\_num\\_22\\_1\\_2129](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_02941759_1989_num_22_1_2129)

Sirinelli J.-F., « Génération, Générations », *Vingtième siècle*, n° 2, 2008/2, pp. 113-124.

Smolar A., « Lata 68 » [Années 68], *Eurozine*, 26 mai 2008, [www.eurozine.com/articles/article\\_2008-05-26-smolar-pl.html](http://www.eurozine.com/articles/article_2008-05-26-smolar-pl.html)

Smolar A., « Tabu i niewinność » [Tabou et innocence], Londyn, Aneks, n° 41-42, 1986, réédition Kraków, Universitats, 2010, pp. 185-227.

Suleja W., « Marzec prowincjonalny znany i nieznany » [Mars en province et inconnu], *Odra*, n° 3, mars 2008, pp. 15-18.

Swyngedouw M., Mayer N., Boy D., « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue française de science politique*, n° 3, 2000, pp. 489-514.

Uściski K., « W imię jakiejś abstrakcyjnej wolności » [Au nom d'une liberté abstraite], *Odra*, n° 3, mars 2008, pp. 28-33.

Vigne É., « Des générations 68 ? », *Le Débat*, n° 51, sept.-oct. 1988/4, pp. 157-160.

Winock M., « Sartre s'est-il toujours trompé ? », *Histoire*, n° 295, février 2005, pp. 34-45.

Winock M., « Les générations intellectuelles », *Vingtième siècle*, Paris, v. 22, n° 22, 1989.

## **H) Articles (presse)**

Armanet F., et Anquetil G., « Que reste-t-il de 68 ? », *Le Nouvel Observateur*, 31 janvier 2008.

Aeschimann E., « Deux générations 1968-2008 », entretien avec J.-P. Le Goff et J. Vidal, *Libération*, 23-24 février 2008.

Backmann R., Jauvert V., « Ce que j'ai à dire », entretien avec Bernard Kouchner, *Nouvel Observateur*, 5 février 2009.

Blumsztajn S., « Nasza kosztowna zabawa w wolność » [Notre flirt avec la liberté nous a coûté cher], *Gazeta Wyborcza*, 9 mars 2008.

Cohn-Bendit D., « Inventons ensemble une Coopérative politique », *Libération*, 22 mars 2010.

Cohn-Bendit D., « L'UE a atteint le fond », *Le Nouvel Observateur*, 20 novembre 2009.

Cohn-Bendit D., Duhamel O., « Lettre à nos amis polonais », *Le Monde*, le 8 octobre 2003.

Dhombre D., « Retour sur une révolte mondiale de la jeunesse », *Le Monde*, 12 mai 1998.

Ducourau J., « Cohn-Bendit veut métamorphoser les Verts malgré les résistances », *AFP*, 22 mars 2010.

Duhamel A., « Le paradoxe Kouchner, un allié importun », *Libération*, 14 décembre 2005.

Ecoiffier M., « Cohn-Bendit se dit politiquement apatride », *Libération*, 24 février 2012.

Emmanuelli X., « Un bateau pour Saint-Germain-des-Prés », *Le Quotidien du Médecin*, 4 décembre 1978.

Etchegoin M.-F., « L'énigme Kouchner », *Le Nouvel Observateur*, 22 avril 2004.

Forestier P., Ruffin J.-Ch., « Les déceptions de Monsieur l'Ambassadeur », *Paris-Match*, 14 juillet 2010.

Frachon A., Nouchi F., « La dernière mission du docteur Kouchner », *Le Monde*, 19 mai 2007.

Friszke A., « Desant Komandosów, Zanim doszło do marca 68 » [Les komandos débarquent. Avant que Mars 68 n'éclate], *Polityka, Pomocnik Historyczny*, Varsovie, 23 février 2008.

Honan E., « La génération gâtée », *L'Express*, 24 mai 2001.

Jauvert J., « Bernard Kouchner : trois ans et des poussières... », *Le Nouvel Observateur*, 6 octobre 2010.

Kisielewski S., « Moje typy » [Mes têtes de Turc], *Tygodnik Powszechny*, 2 décembre 1984.

Kołakowski L., « Charyzmatyczny przywódca, charyzmatyczny nauczyciel » [Le héros charismatique, le maître charismatique], *Gazeta Wyborcza*, 14 mai 2006.

Kouchner B., Récamier M., « De retour du Biafra, deux médecins français témoignent », *Le Monde*, 27 novembre 1968.

Kouchner B., Lévy B.-H., Karmitz M., Minc A., « Un pari pour Mitterrand », *le Monde*, 22 avril 1988.

Kouchner B., « Pourquoi j'ai accepté », *Le Monde*, 20 mai 2007.

Kouchner B., « Ouvrez les yeux, camarades ! », *Le Nouvel Observateur*, n° 2173, 29 juin 2006.

Kouchner B., « Assez de l'esprit sectaire ! », *Journal du dimanche*, 15 Avril 2007.

Kouchner B., « Vite, un État palestinien », *Journal du Dimanche*, 19 février 2010.

Krzemiński A., « Furie polskie » [Les furies polonaises], *Polityka*, 8 février 2008.

Kouchner B., « Régression de l'humanitaire », dépêche de l'AFP, 28 juillet 2008.

Kublik A., Olejnik M., « Pożegnanie z bronią » [Adieu aux armes], *Gazeta Wyborcza*, 3-4 février 2001.

Lesnes C., « M. Kouchner promet de ne plus employer le mot qui choque », *Le Monde*, 22 septembre 2007.

Leszczyński A., « Marcowe gadanie » [Bavardages sur Mars], *Gazeta Wyborcza*, 10 mars 2008.

Lévy A., « Cette sphère publique critique qui émerge », *Le Monde*, page Horizon-Débat, 26 février 1997.

Michalski C., « Czemu zapominamy o Marcy ? » [Pourquoi l'on oublie Mars], *Dziennik*, 6 mars 2008.

Michnik A., « Printemps 68, printemps 93 », *Libération*, 4 mai 1993.

Michnik A., Cohn-Bendit D., « Marzec, Maj - a z wolnością kłopot » [Mars, Mai – et une tracassante liberté], *Gazeta Wyborcza*, Warszawa, 22-23 mars 2008.

Michnik A., Cohn-Bendit D., « La guerre, la paix », *Le Monde/Gazeta Wyborcza*, 10-11 mai 2003.

Michnik A., « A Europe for Poland », *East European Constitutional Review*, Spring/Summer 2003.

Michnik A., Beylin M., « Dlaczego walczymy o Niceę ? » [Pourquoi nous défendons le traité de Nice ?], *Gazeta Wyborcza*, 15 octobre 2003.

Michnik A., « Trudne wyzwania dla Komorowskiego » [Difficiles défis pour Komorowski], *Gazeta Wyborcza*, 4 juillet 2010.

Minc A., « Une Europe chantait, l'autre pas », *Le Monde*, 3 janvier 2008.

Nougayrède N., « Bernard Kouchner, un ministre à contretemps », *le Monde*, 1 juillet 2008.

Portevin C., et Zacharowicz W., « Oubliez Mai 68 », *Télérama*, 26 mars 2008.

Psenny D., « Dany Cohn-Bendit, agitateur depuis quarante ans », *le Monde*, 23 mars 2008.

« Que reste-il de Mai 68? », sondage CSA/*Le Nouvel Observateur*, 19-20 mars 2008.

Rémy J., « Pédophilie : briser la loi du silence », *L'Express*, 22 février 2001.

Reykowski J., « O Gazecie Wyborczej i jej naczelnym. Ile trąb ma słoń Michnik ? », [Sur Gazeta Wyborcza et son rédacteur en chef. Combien de trompes l'éléphant Michnik a-t-il ?], *Gazeta Wyborcza*, 10 mai 2009.

Romanowski A., « Romantysta » [Romantiviste], *Polityka*, 21 octobre 2006.

Rybiński M., « Koniec Polski Kiszczaka i Michnika » [La fin de la Pologne de Kiszczak et de Michnik], *Dziennik*, 9 janvier 2007.

Renterghem M., « Quand le président tchèque, Vaclav Klaus, s'en prend à Daniel Cohn-Bendit », *le Monde*, 8 décembre 2008.

Röhl B., « Michnik jak pączek w maśle », [Michnik comme un coq en pâte], *Gazeta Polska*, 8 septembre 2011.

Sciolino E., « France's top diplomat : A doctor who's direct », *New York Times*, 18 mai 2007.

Semka P., « Marcowe gorzkie migdały » [Amendes amères de Mars], *Rzeczpospolita*, 8-9 mars 2008.

Simon C., « En rouge, en vert et contre tout ! », *Le Monde*, 31 juillet 2008.

Świdorski B., « Ja, sztandar » [Moi, l'étendard], *Rzeczpospolita*, 12 novembre 2005.

Tchakaloff G., « Daniel Cohn-Bendit, Soleil vert », *Le Nouvel Economiste*, mars 2010.

Védrine H., Alain Juppé, « Cessez d'affaiblir le Quai d'Orsay », *Le Monde*, 6 juillet 2010.

Wildstein B., « Koniec świata Michnika » [La fin du monde de Michnik], *Wprost*, 16 octobre 2005.

Zappi S., « M. Cohn-Bendit promet aux Verts français des larmes et des pleurs », *Le Monde*, 22 octobre 2008.

Zambrowski A., Marosz M., entretien avec Irena Lasota, *Gazeta Polska*, 15 avril 2008.

Żakowski J., « Gustaw-Konrad z Waryńskim w tle » [Gustaw-Konrad et Waryński en toile de fond], entretien avec Adam Michnik, *Gazeta Wyborcza*, 8 mars 2008.

## **I) Émissions TV et Documentaires**

Chabot A., « À vous de juger », émission présentée sur *France 2*, 4 juin 2009.

Lis T., « Co z tą Polską ? » [Que devient cette Pologne ?], entretien avec Adam Michnik, TV2, 13 novembre 2008.

Nauer B., « Dany dans tous ses états », réalisé en 1998, <http://www.myskreen.com/documentaire/1310752-dany-dans-tous-ses-etats>

Klotz J.-Ch., Chabaliér H., « Kouchner sans frontières », France 5, 2012, <http://documentaires.france5.fr/documentaires/empreintes/kouchner-sans-frontieres>

## LISTE DES ENTRETIENS RÉALISÉS PAR L'AUTEUR

### A) INTERLOCUTEURS FRANÇAIS :

**1. OCKRENT Christine**, 27 novembre 2007, durée de l'entretien – 2 h., Café de Flore, Paris.

Née en 1944. Journaliste française. Dès 1981, première présentatrice du journal de 20h sur Antenne 2. À partir de 1996, journaliste à France 3 animant un magazine politique avec Serge July et Philippe Alexandre, puis productrice et animatrice de « France Europe Express », le rendez-vous politique hebdomadaire de France 3. Entre 2008 et 2011 directrice générale d'Audiovisuel extérieur de la France.

**2. BURNIER Michel-Antoine**, 28 novembre 2007, durée de l'entretien – 4 h., Café Les Deux Magots, Paris.

Né en 1942. Journaliste français. Proche de Jean-Paul Sartre, il participa à la création du mensuel *L'Événement* d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, ensuite, à la création d'*Actuel*. Dans les années 60, militant à l'UEC, proche de Bernard Kouchner. Auteur de nombreux livres dont une fiction consacrée à la vie et aux engagements politiques de Jean-Paul Sartre, intitulée « Sartre, roman ». Auteur d'une biographie de Bernard Kouchner *Les 7 vies du dr Kouchner*.

**3. JULY Serge**, 28 novembre 2007, durée de l'entretien – 3 h., Siège de RTL, Paris.

Né en 1942. Journaliste et cofondateur du journal *Libération* qu'il a dirigé de 1973 à 2006. En mai 68, enseignant au collège Sainte Barbe et sympathisant avec le *Mouvement du 22 Mars*. Ensuite, membre de la *Gauche prolétarienne* - organisation maoïste. Depuis son départ de *Libération*, il est éditorialiste à RTL.



**4. GUETTA Bernard**, 29 novembre 2007, durée de l'entretien – 3 h., appartement privé, Paris.

Né en 1951. En mai 68, élève au lycée Henri IV. Organisateur de l'occupation des lycées Henri IV et Fénelon, et un des leaders des comités d'action lycéens. Entre 1968 et 1970, membre de la *Ligue communiste révolutionnaire*, organisation trotskiste. Correspondant du *Monde* à Varsovie, Washington et Moscou. Ancien directeur de *l'Expansion* et du *Nouvel Observateur*, est aujourd'hui éditorialiste de politique internationale à *France Inter*.

**5. GOLDNADEL Wiliam**, 29 novembre 2007, durée de l'entretien – 3 h., Cabinet d'avocat, Paris.

Né en 1954. Avocat, fondateur et président de l'association Avocats sans frontières. Président de l'association France-Israël.

**6. WEBER Henri**, 30 novembre 2007, durée de l'entretien – 3 h., Café de Flore, Paris.

Né en 1944. Un des leaders de Mai 68 et l'un des cofondateurs de la *Ligue communiste révolutionnaire*. Depuis 1986, membre du Parti socialiste. Successivement conseiller technique au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, de 1988 à 1991, puis au cabinet de Martin Malvy jusqu'en 1992, puis de Louis Mermaz jusqu'en 1993, ministre chargé des relations avec le Parlement. Depuis 2004, député européen, réélu en 2009.

## **B) INTERLOCUTEURS POLONAIS :**

**1. TORUŃCZYK Barbara**, 12 janvier 2008, durée de l'entretien – 3 h., appartement privé, Varsovie.

Née en 1946. Membre du Club des *Chercheurs de Contradictions*. Étudiante en sociologie en 1968, elle participa activement à la contestation de Mars. Exclue de l'Université de Varsovie et emprisonnée pendant un an. Collaboratrice du *KOR* et du *TKN* (Towarzystwo Kursów Naukowych — Université volante). En 1980, elle émigra en France où, deux ans plus tard, elle fonda et dirigea la revue littéraire *Zeszyty Literackie* [Cahiers littéraires]. Depuis 1989, elle est rédactrice en chef de cette même revue installée dorénavant à Varsovie.

**2. BLUMSZTAJN Seweryn**, 15 janvier 2008, durée de l'entretien – 3 h., siège de *Gazeta Wyborcza*, Varsovie.

Né en 1946. Dans les années 60, membre du *Club des Chercheurs de Contradictions* et du groupe informel des « Komandos ». En Mars 68, arrêté et condamné à deux ans de prison ferme. Amnistié en 1969. En 1976, rédacteur du *Bulletin du KOR* et, en 1977, membre du *KOR*. 1981-1989, il séjourne en France où il édite le Bulletin d'Information du Comité Solidarité à Paris. Depuis 1989, journaliste à *Gazeta Wyborcza*, créé la même année. 2002-2009, rédacteur en chef du supplément régional de *Gazeta Wyborcza* à Cracovie puis à Varsovie.

**3. SMOLAR Aleksander**, 8 février 2008, appartement privé, durée de l'entretien – 3 h., Varsovie.

Né en 1940. Durant ses études d'économie et de sociologie à l'Université de Varsovie, proche du milieu des « révisionnistes ». Jeune chercheur en 1968. Participe activement à la contestation étudiante. Arrêté et condamné à la prison ferme. Libéré en 1969, il émigra en France. Entre 1971-1989, il a séjourné en Italie, en France et en Grande Bretagne. Fondateur et rédacteur en chef de la revue *Aneks*. Après 1989, conseiller politique de Tadeusz Mazowiecki. 1992-1993, conseiller en politique étrangère du Premier ministre Mme Hanna Suchocka. Chercheur au CNRS. Depuis 1990, président de la *Fondation Batory*.

**4. TURSKI Marian**, 17 septembre 2009, durée de l'entretien – 3 h., siège de l'hebdomadaire *Polityka*, Varsovie.

Né en 1926. Historien et journaliste. Rescapé d'Auschwitz. Depuis 1958, journaliste à l'hebdomadaire *Polityka*. Président de l'association de l'Institut historique juif de Varsovie.

**5. WEISS Szewach**, 14 mai 2010, durée de l'entretien – 2 h., Café Blikle, Varsovie.

Né en 1935. Homme politique israélien. 2000-2003, ambassadeur d'Israël en Pologne. Professeur à l'Université de Varsovie.

### **C) ENTRETIENS AVEC LES TROIS PROTAGONISTES**

**1. MICHNIK** Adam, 15 janvier 2008, durée de l'entretien – 5 h., appartement privé, Varsovie.

**2. MICHNIK** Adam, 15 octobre 2011, durée de l'entretien – 4 h., Siège de *Gazeta Wyborcza*, Varsovie.

**3. COHN-BENDIT** Daniel, 9 février 2011, durée de l'entretien – 6 h., bureau du Parlement européen, Bruxelles.

**4. KOUCHNER** Bernard, 7 mars 2011, durée de l'entretien 6 h., bureau du MAE, Paris.

### **D) ENTRETIENS CROISÉS**

**1. MICHNIK** Adam/**KOUCHNER** Bernard, 16-27 juillet 2012, durée des entretiens – environ 50 h., lieu privé, Avignon.

## MÉTHODOLOGIE DES ENTRETIENS

L'entretien est un des outils de l'analyse politique employé dans le but de recueillir des informations nécessaires à l'analyse de problématiques particulières<sup>1160</sup>.

La conception de l'entretien « semi-directif » retenue pour cette investigation n'est pas celle d'un simple « prélèvement d'informations » mais prévoit l'implication de l'auteure qui est conçue comme favorisant les échanges et contribuant à sa structuration<sup>1161</sup>.

Les entretiens que l'auteure a décidé de réaliser avaient pour but de recueillir des données permettant de vérifier ou non les hypothèses avancées au début de l'analyse.

Ils ont été menés entre 2007 et 2012. En dehors des protagonistes de cette étude — Michnik, Kouchner et Cohn-Bendit — onze autres personnalités, dont six françaises et cinq polonaises sollicitées pour participer à cet exercice ont répondu favorablement à la demande de l'auteure.

Il s'agit d'acteurs et de témoins directs des événements de 68 en France et en Pologne. À l'époque, de sensibilités politiques différentes, ils représentent de nos jours des univers sociaux-professionnels pertinents du point de vue de cette étude car couvrant les deux champs de notre recherche : celui de la communication et de la politique. Leur utilité heuristique est désormais avérée et leur rapport avec le sujet de notre recherche est démontré.

Cette collecte a donc été réalisée sur une base réduite quant au nombre d'interviewés, mais significative par le rôle que ceux-ci ont joué.

La prise de contact avec les personnalités en question s'est faite par des voies formelle ou informelle selon la nature des relations que

---

<sup>1160</sup>. Bernard Denni, « Les outils de l'analyse politique », in Madeleine Grawitz, Jean Leca, *Traité de science politique, op. cit.*, pp. 242-260.

<sup>1161</sup>. *Ibid.*, p. 260.

l'auteure avait ou non préalablement avec les personnages cités. L'aspect académique de cette démarche a donné une légitimité spécifique à notre demande auprès des personnes sollicitées.

La « situation » des entretiens a été entièrement créée par les personnes sollicitées — l'heure et le lieu des rendez-vous ont été fixés selon leurs indications. Le temps réservé à l'entretien fut défini approximativement (la durée demandée était d'environ 2h) ; l'auteure n'a pas voulu insister à l'avance sur cette question vu que l'idée d'un entretien « très » long aurait pu susciter une inquiétude de l'interviewé quant à sa capacité ou non à « rester à distance », à ne pas entrer dans une relation trop proche avec l'auteure. Ce n'est que lors de l'entretien que les interviewés ont systématiquement décidé d'eux-mêmes de prolonger la séquence.

Pour réaliser ces entretiens, l'auteure s'est déplacée à plusieurs reprises à Paris et une fois à Bruxelles. Les entretiens conduits respectivement en français et en polonais ont tous été enregistrés. Dans les premiers moments de l'entretien il a fallu assurer l'interviewé que notre démarche n'était pas journalistique et, partant, que notre but n'était pas de soutirer des informations afin de rechercher l'inédit.

Grâce au principe d'entretiens « semi-directifs » retenu pour cette recherche et réalisés sur la base d'un certain nombre de questions préparées à l'avance, l'auteure a pu laisser une certaine liberté à ses interlocuteurs quant à l'ordre des questions et leur narration afin que ceux-ci puissent parler ouvertement. Il a fallu parfois recentrer l'entretien lorsque l'interviewé s'écarterait des thèmes qui nous intéressaient.

Étant donné qu'il s'agissait dans tous les cas de personnalités disposant d'une très bonne maîtrise de la parole, qui ont l'habitude de parler à un public, et qui peuvent avoir lors d'un entretien du mal à renoncer à la « domination » dans un échange de ce type, l'auteure a

dû établir avec eux une relation de confiance tout en montrant qu'elle maîtrisait la technique et la problématique de l'entretien.

Mais au-delà de cet effort empathique, l'auteur devait aussi prendre du recul par rapport à sa situation et celle des interviewés afin de ne pas perdre de vue le nécessaire travail d'objectivation.

Un effort particulier a été fourni à la fois par les interviewés et par l'auteure lors des entretiens croisés Michnik-Kouchner. Il s'agissait en effet d'une rencontre longue se déroulant dans un même lieu, avec un rythme de travail soutenu (entre 5 et 8 heures par jour) et un scénario bien précis.

L'auteure a préparé à l'avance onze thèmes généraux (par exemple « 68 – avant et après. Ses héritages », « Vers la voie de la dissidence », « La politique au présent », « Le monde à l'ombre des bouleversements »), chacun comportant une liste précise de questions.

Lors de ces entretiens en étant souvent d'accord les deux personnages donnaient leur éclairage et/ou interprétation de tel ou tel événement ou phénomène. Il leur arrivait d'intervenir dans le propos de l'autre pour le contredire ou contester ses vues, parfois non sans une certaine irritation.

Les objectifs fixés furent multiples : il ne s'agissait pas seulement de reconstitution d'expériences ou d'événements du passé auxquels les protagonistes ont participé ou ont été confronté mais, surtout, d'analyse du sens que ces acteurs donnent à leurs actions et pratiques, de même qu'à leurs prises de position successives.

Ces entretiens ont permis de vérifier l'évolution de l'analyse et des interprétations de Michnik et de Kouchner sur leurs choix et engagements politiques.

Outre nourrir cette étude, l'essentiel de ces entretiens croisés sera publié en France et en Pologne sous forme d'un livre.

## **TRAME DES QUESTIONS POSÉES LORS DES ENTRETIENS**

### **I) AUX INTERLOCUTEURS POLONAIS**

- 1) Quelle était votre perception des événements de 68 en France ? Certains protagonistes français de Mai 68 ont conscience qu'ils n'étaient pas vraiment compris en Pologne.
- 2) Quelles furent les raisons de cette incompréhension ? Était-elle due aux différences de contextes, de processus de « socialisation » ?
- 3) C'était la première révolte de la jeunesse française après la guerre. Cette génération s'est révoltée aussi parce qu'elle a enfin compris qu'on « l'endormait » avec le mythe de la France résistante contre l'occupant nazi, tout en cachant l'épisode de la collaboration. En aviez-vous conscience en Pologne ?
- 4) Pourquoi ce sentiment d'homogénéité entre les mouvements de contestations ainsi que celui de solidarité générationnelle ?
- 5) Quel fut le « socle commun » de cette génération ?
- 6) Les pays qui ont collaboré avec l'Allemagne nazie ont de plus connu la violence et le terrorisme. L'Allemagne, l'Italie, le Japon.... Peut-être était-ce une façon de demander des comptes aux parents pour leur collaboration avec Hitler ?
- 7) Y avait-il parmi eux des groupes qui vous soutenaient ou étaient solidaires avec votre lutte contre le régime totalitaire soviétique ?



- 8) En lisant la *Lettre au parti* de Jacek Kuroń et Karol Modzelewski on a l'impression que sa rhétorique était proche de celle des contestataires français de 68 ?
- 9) Pourquoi les événements de 68 sont-ils si importants pour vous ? Vous vous référez souvent à eux. Qu'ont-ils changé dans votre vie et votre positionnement idéologique ?
- 10) Comment y aviez-vous participé ?
- 11) Alors qu'en France il y a une foisonnante littérature sur Mai 68, en Pologne qu'il y a un réel « déficit » d'analyses. Pourquoi ?
- 12) Quel était le degré de pénétration de la propagande antisémite dans la conscience collective polonaise ?
- 13) Lorsqu'éclate la guerre des Six Jours, la « rue » polonaise était ouvertement pro-israélienne. Pourquoi ?
- 14) Les événements de 68 ont-ils contribué à un réveil de la conscience juive ?
- 15) 68 a-t-il permis une prise de parole sans peur ni frein ? Plutôt en France qu'en Pologne ? Pourquoi ?
- 16) La présence d'un grand nombre de contestataires de 68 d'origine juive engagés dans les mouvements à travers le monde fut soulignée par plusieurs analyses. Comment l'interprétez-vous ?
- 17) Les conséquences de Mars et de Mai 68.

18) Pourquoi, 40 ans plus tard, ces événements éveillent-ils toujours autant de sentiments contradictoires ?

19) Mai serait-il « coupable » ?

20) Comment jugez-vous ceux parmi les anciens protagonistes de 68 qui ont rejoint la voie institutionnelle et politique, notamment Daniel Cohn-Bendit et Bernard Kouchner ?

## **II) AUX INTERLOCUTEURS FRANÇAIS**

1) Quels contacts aviez-vous, dans les années 60, avec les représentants des mouvements dissidents en Europe de l'Est ? Quelle fut la perception au sein de la génération 68 en France des événements qui se déroulaient de l'autre côté du Mur de Berlin ? Varsovie, Prague...quelle idée en aviez-vous eue ?

2) Connaissiez-vous à l'époque *La Lettre au parti* de Kuroń et Modzelewski ?

3) Les représentants de la génération 68 en Pologne avouent que la forme et la rhétorique dans lesquelles s'exprimait la révolte en France étaient incompréhensibles pour eux. En aviez-vous conscience ? Et pourquoi selon vous ?

4) Quels furent les expériences et événements qui ont contribué à votre « maturation » idéologique ?

5) Comment aviez-vous participé aux événements de 68 ?

- 6) Pourquoi les événements de 68 sont-ils si importants pour vous ? Vous vous référez souvent à eux. Qu'ont-ils changé dans votre vie et votre positionnement idéologique ?
- 7) Y-a-t-il eu en 68 un réveil de la conscience juive ?
- 8) 68 a-t-il permis une prise de parole sans peur ni frein ?
- 9) La présence d'un grand nombre de contestataires de 68 d'origine juive engagés dans les mouvements à travers le monde fut soulignée par plusieurs analyses. Comment l'interprétez-vous ?
- 10) Votre génération s'est-elle révoltée aussi parce qu'elle a enfin compris qu'on l'endormait avec le mythe de la France résistante contre l'occupant nazi, tout en cachant l'épisode de la collaboration ? En aviez-vous conscience ?
- 11) Comment expliquez-vous le fait que la France ait échappé au terrorisme ?
- 12) Les pays qui ont collaboré avec l'Allemagne nazie ont connu la violence et le terrorisme. L'Allemagne, l'Italie, le Japon.... Peut-être était-ce une façon de demander des comptes aux parents pour leur collaboration avec Hitler ?
- 13) Pourquoi ce sentiment d'homogénéité entre les mouvements de contestations et de solidarité générationnelle ?
- 14) Quel fut le « socle commun » de cette génération ?
- 15) Les conséquences de Mai 68.

16) Pourquoi, 40 ans plus tard, ces événements éveillent-ils toujours autant de sentiments contradictoires ?

17) Mai serait-il « coupable » ?

18) Comment jugez-vous ceux parmi les anciens protagonistes de 68 qui ont rejoint la voie institutionnelle et politique, notamment Daniel Cohn-Bendit et Bernard Kouchner ?

## **EXTRAITS DES ENTRETIENS**

**I. Avec Adam Michnik, Varsovie, 15 janvier 2008 et Avignon, 16-27 juillet 2012.**

**II. Avec Bernard Kouchner, Paris, 7 et 8 mars 2011 et Avignon, 16-27 juillet 2012.**

**III. Avec Daniel Cohn-Bendit, Bruxelles, 9 février 2010.**

## **I. Extraits des entretiens avec Adam Michnik**

**Varsovie, 15 janvier 2008**

**Avignon, 16-27 juillet 2012.**

### **1) Quelle était votre perception des événements de 68 en France ? Certains protagonistes français de Mai 68 avec lesquels je me suis entretenus ont conscience qu'ils n'étaient pas vraiment compris en Pologne.**

C'est en effet vrai. Pas en ce qui me concerne parce que je pense que je le comprenais assez bien. En Pologne il y a eu deux mouvements forts : le premier pour la liberté englobant la défense des droits de l'homme, la liberté des citoyens et le second — national — c'était un mouvement de contestation contre le système d'oppression communiste. Avec le temps et pour des raisons naturelles, c'est ce deuxième mouvement qui a pris le dessus. Ce qui constituait la quintessence de la révolte en Occident n'était pas compris et, d'ailleurs, ne pouvait pas l'être pour plusieurs raisons : à cause de la rhétorique employée, purement communiste et propagandiste, déjà usée jusqu'à la corde en Pologne en 68. Ensuite, il s'agissait d'une révolte contre la société de consommation alors qu'en Pologne nous vivions dans une pénurie constante. Et, enfin, c'était une révolte dirigée contre des mœurs figées, tandis qu'en Pologne nous avions affaire à une sorte d'hypocrisie en matière de mœurs où un certain puritanisme était défendu aussi bien par l'Église que par l'État communiste. Il faudrait y ajouter l'antiaméricanisme des contestataires qui paraissait inadmissible aux yeux des Polonais car l'Amérique était l'ennemi de l'Union Soviétique. Et, enfin, le rejet de la tradition de la culture européenne. Il y avait beaucoup de choses

assez barbares, de destructions de l'héritage culturel dont on était systématiquement privés ici. Lorsque l'on pense que certains d'entre eux se sont laissés séduire par la pensée maoïste...

**2) Vous ne compreniez pas que c'était la première révolte de la jeunesse française après la guerre ? Cette génération s'est révoltée aussi parce qu'elle a enfin compris qu'on l'endormait avec le mythe de la France résistante contre l'occupant nazi, tout en cachant l'épisode de la collaboration.**

Je ne sais pas. N'est-ce pas par hasard une explication ex-post ? En tout cas, ce n'est pas comme cela que nous le percevions. À bien y réfléchir, c'est probablement vrai, mais ce n'était pas clair à l'époque. Et surtout on ne voyait pas assez de critiques antisoviétiques dans les discours du Mai français. Et s'il y en avait, elles étaient prononcées dans la rhétorique maoïste ou trotskiste ou bien elles témoignaient plutôt de l'hostilité envers le parti communiste officiel en tant qu'élément de l'establishment. Ainsi, du point de vue d'un jeune Polonais, il y avait quelque chose d'absurde dans ce mouvement. En Pologne on revendiquait des choses que nos camarades français rejetaient avec tant de vigueur. Il ne faut pas non plus oublier le terrorisme en Allemagne, en Italie, que nous condamnions.

**3) Et au Japon. Les pays cités ont collaboré avec l'Allemagne nazie. Peut-être était-ce une façon de demander des comptes aux parents pour leur collaboration avec Hitler ?**

Je n'ai jamais pensé à cela. C'est intéressant.

**4) Les trotskistes français affirment qu'ils étaient solidaires avec vous en 68 ; qu'ils étaient antistaliniens et anticomunistes.**

C'est vrai. Et ils étaient probablement les seuls.

**5) Mais quarante ans plus tard, certains anciens maoïstes disent à peu près la même chose. Kouchner semble le démentir en rappelant qu'il se lamentait à l'époque de voir que les étudiants français étaient tournés sur eux-mêmes et ne suivaient pas vraiment ce qui se passait de l'autre côté du Rideau de fer.**

Kouchner a raison et les trotskistes aussi. Mais les trotskistes étaient dominés par les autres. Cela dit, leur rhétorique n'était pas acceptable pour nous non plus. On ne pouvait pas comprendre comment des gens intelligents et éduqués n'avaient pas remarqué que le monde n'était plus le même ! Un jour, j'ai demandé à Cohn-Bendit quelle était la position d'Alain Krivine sur l'UE. Il m'a dit qu'il considérait l'UE comme un « projet bourgeois » ! C'est tout simplement ahurissant !

**6) Mais en lisant la *Lettre au parti* de Jacek Kuroń et Karol Modzelewski on a l'impression que cette rhétorique était proche de celle des contestataires français de 68 ?**

Mais la rhétorique de la *Lettre* n'était pas celle des jeunes contestataires de l'Université. C'était celle de Karol et de Jacek. Il ne faut pas oublier non plus qu'elle avait été écrite en 1965, donc trois ans plus tôt que les événements de 68. Et en trois ans beaucoup de choses avaient changé en Pologne.

**7) Les anciens leaders français insistent sur le fait que c'est le Printemps de Prague qui avait été plus significatif pour eux.**

En effet. Ils s'intéressaient davantage à ce qui se passait à Prague mais pas à la révolte en Pologne.



**8) Alors qu'en France il y a une foisonnante littérature sur Mai 68, en Pologne on peut dire qu'il y a un réel « déficit » d'analyses. Pourquoi ?**

Je ne saurais répondre pleinement à cette question. Il y a probablement plusieurs raisons à cela. Premièrement, 68 c'était un échec terrible. L'intelligentsia polonaise en est sortie brisée. Deuxièmement, la campagne antisémite a dominé la perception de 68 en tant que mouvement de liberté contre la dictature communiste. Ainsi Mars 68 est perçu dans le monde non pas comme une révolte de la jeunesse contre le totalitarisme mais comme une vague d'antisémitisme brutal. Troisièmement, peu après les événements de Mars, Gierek était arrivé au pouvoir, on a un peu lâché du lest, la population regardait vers l'avenir et non pas vers le passé. Ensuite, l'opposition démocratique est née et on pensait encore moins au passé. Les événements de 68 se sont gravés dans la mémoire d'une grande partie de la population polonaise comme une machination voire une guerre au sein même du parti communiste, c'était une machination bien évidemment juive. Ce sont des événements de l'histoire contemporaine dont on a du mal à se souvenir avec fierté. Cependant, ce mouvement a fait apparaître des gens qui seront actifs dans l'opposition démocratique.

Il est donc difficile d'en parler et d'écrire sur Mars parce qu'il faudrait inévitablement parler de l'attitude peu glorieuse de certaines personnes qui sont encore en vie. C'est intéressant, même moi-même, j'évite d'écrire sur 68 peut-être aussi parce que je n'aime pas me sentir comme un vétéran. Il y a quelques travaux d'historiens, tels par exemple les livres de Jerzy Eisler ou la session de l'Université de Varsovie de 81.

Aujourd'hui, nous avons une autre génération qui a adopté une interprétation de 68 différente, plus de droite, à laquelle s'ajoute le mythe de la Pologne toujours « pure », sans antisémitisme. L'Église

catholique avait une position assez ambiguë et n'a pas vraiment condamné les purges antisémites. Elle était convaincue qu'il s'agissait d'un conflit au sein de la famille communiste inspiré par les Soviétiques. C'était évidemment faux.

**9) Seweryn Blumsztajn a souligné, lors de notre entretien, qu'il se référait toujours dans ses choix ultérieurs à 68. Et vous ?**

Moi aussi. Tout au long de ma vie. Parce que c'était un moment de « césure » pour moi. Je n'avais plus d'espoir de voir s'installer en Pologne le socialisme « à visage humain ».

**10) En France, pour certains anciens protagonistes de 68, c'était le début d'une vie engagée et active.**

Oui. Et c'est pour cette raison que je me sens si bien en leur compagnie. Il existe une sorte de sensibilité, de connivence soixante-huitarde où qu'ils vivent : en Italie, en France, aux États-Unis. Je les rencontre souvent et sais que nous sommes sur la même longueur d'onde.

**11) Mais vous n'en parlez pas vraiment ?**

On a du mal à en parler. 68 est couvert par la Tchécoslovaquie, l'antisémitisme et l'émigration. Il faut rappeler que beaucoup de gens sont partis et plus tard, sous Gierek, ceux qui sont restés en Pologne pouvaient trouver leur place à condition de taire 68. Pendant plus de vingt ans cette date a été maudite. On se référait souvent aux événements de 56, de 70, puis de 76 mais jamais à ceux de 68.

**12) Quel était le degré de pénétration de la propagande antisémite dans la conscience collective ?**

C'est difficile à dire et encore plus difficile à mesurer. Je pense personnellement que c'était profond et large. Mais personne ne le dira jamais ouvertement. C'est un peu comme avec le débat autour du livre de Jan Gross sur Jedwabne.

**13) Mais lorsqu'éclate la guerre des Six Jours, la « rue » polonaise est ouvertement pro-israélienne. Donc, en peu de temps, il s'est passé quelque chose de positif ?**

Non, ce sont deux choses différentes. L'antisémitisme polonais n'avait jamais été anti-israélien. Le « mauvais » Juif c'était celui qui était resté en Pologne et voulait jouer ou jouait un rôle dans le pays, le « bon » en revanche était celui qui avait décidé de partir en Israël. Voilà pourquoi la population était globalement pro-israélienne ! Et cette situation a perduré jusqu'aujourd'hui. Même la droite ici est pro-israélienne, sauf le père Rydzyk qui représente l'aide ultra-catholique, nationaliste et xénophobe de l'Église en Pologne et qui a des obsessions antisémites.

**14) Mais dans cette attitude il y a aussi une part de *politiquement correct*.**

Certes, mais tous les gouvernements polonais après la chute du régime communiste étaient pro-israéliens. La Pologne n'a donc pas de problèmes avec Israël. En revenant à 67, cette guerre avait été instrumentalisée par la propagande. Gomułka avait peut-être une vision plus globale de la politique mais par exemple le camarade Gontarz (journaliste de propagande et agent des services spéciaux communistes) n'avait strictement rien à faire de ce qui se passait sur le mont Sinaï. Lui, il était pris dans des intrigues au sein du parti et ne pensait qu'à limoger certaines personnes de certains postes pour s'entourer des siens.

**15) Les événements de 68 ont-ils contribué à un réveil de la conscience juive ?**

C'était une question individuelle bien sûr. Mais en ce qui me concerne, Mars n'a rien changé dans mon identité. J'étais Polonais avec une identité bien enracinée dans la tradition culturelle polonaise, celle des philomathes, de Mickiewicz et d'autres. Mais ce n'était pas le cas de tout le monde. La guerre des Six Jours m'intéressait seulement parce les Soviétiques perdaient. Dans ma famille on pensait la même chose.

**16) En France il y avait eu ce réveil de conscience juive confirmé par mes interlocuteurs.**

Oui mais il me semble que ce processus s'était enclenché après les fameux propos du Général de Gaulle de 1967 sur le peuple juif « sûr de lui et dominateur ». En Pologne c'était un peu la même chose mais moi, je ne le ressentais pas comme cela. Jusqu'aujourd'hui, je le dis souvent, je suis Polonais avant tout. J'ai peut-être une capacité exceptionnelle de « flairer » l'antisémitisme. Je le sens mieux que quiconque. Cela dit, je n'ai aucun attachement à l'identité juive.

D'ailleurs, j'ai appris que j'avais les origines juives tout-à-fait par hasard. Cela devait être en 1956, lorsque les premiers accents antisémites se sont exprimés, c'est la sœur de mon père qui me l'avait dit. Mais ma famille était complètement athée et assimilée. Mon père, communiste avant la guerre, avait quitté la communauté juive traditionnelle pour rejoindre la cause communiste. Ma mère, elle, venait d'une famille assimilée de Cracovie. Personne ne parlait le Yiddish.

**17) Quand est-ce que vous avez connu Bernard Kouchner ?**

Avant de le rencontrer, j'avais fait connaissance de sa femme, Christine Ockrent. Nous nous sommes rencontrés dans les années 90. Et tout de suite j'ai senti que nous étions sur la même longueur

d'onde. Nous nous sommes revus souvent lors de conférences à Davos, à Paris, à Venise etc. Nos convictions sont proches, même si nous n'étions pas toujours du même avis.

**18) Comment analysez-vous son entrée dans le gouvernement de droite de François Fillon ?**

Plutôt favorablement. À mon sens, Sarkozy a proposé aux Français et, peut-être même à toute l'Europe, un nouveau modèle de gouvernement : ouvert et pas partisan. Il semblerait qu'il comprenne que le traditionnel clivage gauche/droite est dépassé. Et je suis d'accord avec lui. Évidemment on ne sait pas vraiment ce que cela donnera mais je trouve cette approche de la politique très courageuse. C'est le premier homme politique européen qui ose dire ouvertement qu'il est temps de sortir de ses lignes de partage anachroniques car aujourd'hui elles sont ailleurs. « Prenons ce qu'il y a de meilleur dans tous les camps politiques », tel semble être son raisonnement. Sarkozy a invité entre autres Jacques Lang, Dominique Strauss-Kahn et Kouchner. Il faut voir les résultats. Je connais sa rivale, Mme Royal, elle est fantastique mais elle n'aurait pas eu assez d'imagination ni de courage pour oser faire ce pas. Il semblerait que la France ait eu un autre président de droite capable de dépasser son propre horizon : de Gaulle.

**19) La gauche accuse cependant Kouchner de « trahison ».**

C'est absurde ! Ces reproches auraient peut-être un sens si cela ne concernait que lui. Or c'est tout un processus intellectuel : Glucksman a été le premier à avoir dit vouloir voter pour Sarkozy. Je n'analyserai sûrement pas cette décision comme une « trahison ». Kouchner a en quelque sorte deux « identités » : la première c'est celle de la gauche antitotalitaire, la seconde c'est la France. Donc il n'y a pas eu de trahison.

Je le comprends d'autant plus que, moi-même, je n'ai jamais été quelqu'un « d'aligné » et me suis souvent mis en marge de la pensée dominante.

**20) Kouchner n'est pas un idéologue ni homme d'appareil...**

Homme d'appareil, sûrement pas. Idéologue un peu plus car le « droit d'ingérence », c'est lui.

**21) Pourquoi ne réussit-il pas en politique ?**

La politique ce sont les appareils de parti et les concours de circonstances. C'est pour cela que Jacek Kuroń n'avait pas pu se retrouver véritablement dans la politique polonaise.

C'est une question de constellation, de concours de circonstances. Si Kouchner avait été à la place de Mme Royal aux présidentielles, il aurait pu gagner car son charisme est indéniable et les Français l'aiment bien.

**22) N'est-ce pas parce qu'il fait partie de la génération 68 et qu'il y a une certaine méfiance vis-à-vis d'anciens protagonistes de 68 aujourd'hui en France ?**

A droite, oui.

**23) Mais à gauche aussi.**

Je ne pense pas que ce soit déterminant. Il est certes une des icônes de 68 mais, très tôt, il est parti en mission humanitaire au Biafra et, ensuite, dans d'autres coins du monde. On ne peut donc pas le réduire uniquement à la politique. Il subit à peu près le même sort que Joschka Fischer : la droite charge 68 de tous les maux et la gauche trouve que c'est un « outsider » qui aurait pu jouer, à un moment, le rôle d'homme providenciel. Mais on ne réussit pas toujours tout.

**24) Kouchner connu pour son engagement « antitotalitaire » et humanitaire avait soutenu la guerre en Irak. N'est-ce pas une contradiction ?**

Il faut faire attention aux mots : nous n'avions pas « soutenu » la guerre en Irak. Nous avons en revanche soutenu l'intervention militaire contre le système totalitaire de Saddam Hussein.

**25) Dany Cohn-Bendit était absolument contre cette intervention. D'ailleurs à ce propos la génération 68 s'est franchement divisée.**

Dany était contre en effet et nous en avons débattu à travers des articles publiés successivement dans *Le Monde* et *Gazeta Wyborcza*, puis lors d'une conférence à l'Université de Varsovie en 2008. Dany critiquait les États-Unis car, selon lui, ils menaient une politique unilatérale à laquelle tout le monde devait se soumettre et dans ce cas bien précis cette guerre allait provoquer dans la région plus de mal que de bien. Moi, j'étais aux côtés des victimes de Saddam. Je réagissais de la perspective d'un ancien prisonnier.

**26) Votre vision était proche de celle de Kouchner qui s'insurgeait à l'époque contre l'antiaméricanisme de l'opinion publique européenne et n'était pas contre une opération militaire avec le soutien de l'ONU. Vous, vous disiez qu'il fallait forcer les portes des prisons irakiennes avec ou sans le soutien de l'ONU.**

En effet, je trouvais que ce qui comptait le plus c'étaient les victimes du régime dictatorial irakien et ces victimes attendaient pour être libérées de l'oppression et de la prison.

## **II. Extraits des entretiens avec Bernard Kouchner,**

**Paris, 7 et 8 mars 2011**

**Avignon, 16-27 juillet 2012**

**1) Aviez-vous des contacts, dans les années 60, avec des représentants des mouvements dissidents en Europe de l'Est ? Et comment perceviez-vous, ainsi que votre génération, les événements de 68 de l'autre côté du Mur de Berlin ? Varsovie, Prague... quelle idée en avez-vous eu ?**

Pas d'idées à vrai dire. Certains d'entre nous avaient des contacts à l'Est mais c'étaient des contacts officiels, avec le parti communiste, d'autres avec l'Église. Mais très honnêtement, c'était une zone obscure et loin de nos préoccupations. Nous ne pensions pas en 68 — année internationale, certes, et très particulièrement française — que le mouvement serait mondial, universel. Bien sûr, on savait qu'il se passait quelque chose en Allemagne, en Italie, mais la Pologne nous paraissait un bastion solidement tenu par les communistes, même si nous savions qu'il y avait des étudiants rebelles. Mais on ne s'intéressait pas à ce qui s'y passait. En général, les révoltés de 68 ne s'intéressaient pas à ce qui se passait à l'extérieur de la France. Ce fut un événement très « national » et certainement politique mais, surtout, de génération et de mœurs. Il était très tourné sur lui-même, aussi l'ai-je appelé « nombriliste ». D'ailleurs, je le reprochais à ses acteurs.

Moi, sans arrogance, j'étais déjà plutôt internationaliste et je me lamentais que ce mouvement de Mai n'ait pas été tourné vers les autres, vers le Tiers Monde, vers les pays pauvres et même les pays communistes.

C'est pour cela que j'étais intéressé par le mouvement de Prague mais il était intervenu au mois d'août. C'était la fin du mouvement français.



Cela étant, je ne dis pas qu'intellectuellement la circulation des idées ne se soit pas faite.

**2) Connaissiez-vous à l'époque *La Lettre au parti* de Kuroń et Modzelewski ?**

Oui, bien sûr, elle a circulé parmi les étudiants de l'UEC (Union des étudiants communistes) aussi ; les étudiants qui étaient très antistaliniens. Elle nous avait frappé.

**3) Les représentants de la génération 68 en Pologne avouent que la forme et la rhétorique dans lesquelles s'exprimait la révolte en France étaient incompréhensibles pour eux.**

Il y avait une énorme différence. Nous nous sommes rejoints plus tard. Eux, ils protestaient contre le parti communiste, contre le régime, avec des gens de l'Église. Nous, au nom de la gauche et d'un socialisme à construire, nous protestions contre un capitalisme qui n'avait pas permis la libéralisation des mœurs. Décalage important !

Nous étions gauchiste contre le parti au nom d'une utopie sociale, beaucoup plus humanitaire ; au nom d'une cause démocratique, qu'on appellera plus tard – la deuxième gauche.

Nous étions bien sûr admiratifs devant nos camarades de l'Est, mais nous n'en avons pas une conscience aigüe. Certains d'entre nous avait une connaissance de la Pologne et nous en parlaient. Ce décalage demeure même aujourd'hui.

**4) Ces évènements semblent avoir été une sorte de « césure » pour vous-même, Adam Michnik et Daniel Cohn-Bendit.**

Mes convictions politiques n'étaient pas enracinées de la même manière que celles d'Adam Michnik. Notre « communisme » était très

théorique. Adam vivait dans un régime totalitaire qu'il voulait combattre. Il était démocrate comme moi mais dans des conditions beaucoup plus difficiles que moi.

À l'époque, nous pensions encore que le socialisme avait ses vertus.

En France, nous luttions clairement (au sein de l'UEC) contre l'oppression du parti communiste, à tous les niveaux — société, mœurs, le droit de lire la littérature et d'écouter de la musique américaines, d'aller dans des boîtes — cela nous motivait plus qu'un enracinement marxiste. Ce qui nous a fait mûrir surtout, ce fut notre engagement dans la lutte contre la guerre d'Algérie, et que nous étions — moi en tout cas — attirés par le monde en développement. Ce n'était pas très marxiste ni très de gauche.

J'accepte donc d'aller en 68 au Biafra parce que mon appétit est celui d'un internationaliste, de plus avec dans mon cas un facteur médical. Ni Adam ni Dany ne sont médecins, le passeport médical permettait un accès plus facile aux souffrances du monde.

Là-bas, j'ai rencontré des gens de différentes convictions, des catholiques aussi, qui étaient plus efficaces que nous.

En bref, les communistes voulaient faire le bonheur des gens, moi, je pensais comme médecin qu'il fallait faire du petit bonheur de tous les jours, soigner les gens et s'intéresser à l'être humain dans sa détresse.

J'ai rencontré les gens de l'Église qui ne se posaient pas de questions sur la révolution. Ils faisaient du travail au nom de la charité. La gauche, elle, rejetait la charité, tout en préconisant le changement radical de la vie, du monde. Je n'étais pas sectaire, nous travaillions ensemble. Je n'étais pas attaché non plus à ces grandes idéologies, mais plutôt aux actions à petits pas. Je savais déjà qu'on ne pouvait pas changer le monde complètement, mais qu'on pouvait peut-être en soigner un, en sauver un, apporter moins de douleur à un individu. Je

savais qu'on n'avait pas de solutions généralistes, globales, mondiales au malheur des hommes.

En ce qui me concerne, je n'avais pas besoin de 68 pour vivre ma vie comme je le voulais. En 68, je ne me faisais plus aucune illusion sur le communisme. Je n'ai jamais eu un quelconque attachement au parti communiste, pas d'attachement vital au parti socialiste non plus. On peut agir en dehors des structures. Lorsque je suis revenu du Biafra, je n'ai pas été bien accueilli, les gens de la gauche ne trouvaient pas mon engagement valable. Pour eux, c'était médiocre.

### **5) Y-a-t-il eu en 68 un réveil de la conscience juive ?**

Oui, notre génération est née immédiatement après l'Holocauste et n'avait pas eu l'honneur, l'occasion et peut-être même le « plaisir » de combattre le fascisme.

Dans ma propre famille, on ne parlait pas de « cela ». Il a fallu des biais pour savoir ce qui s'était passé pendant la guerre. Je ne savais pas que mes grands-parents étaient morts à Auschwitz. Après la guerre des Six Jours, la pensée juive ne se cachait plus. Mais il y avait bien sûr de nombreuses raisons à cela. On ne voulait pas en parler car ceux qui ont survécu se sentaient coupables ; il y avait aussi la peur de l'antisémitisme.

### **6) Donc 68 permet cette prise de parole sans peur ni frein ?**

Ce n'est pas vraiment 68 qui a fait sortir les Juifs du silence. Il y a la guerre des Six Jours et puis les films surtout : « Français si vous saviez », « Le Chagrin et pitié », etc. Parler d'Israël à l'époque c'était difficile pour la gauche. Ces incompréhensions demeurent toujours.

### **7) Paul Berman, que vous connaissez, remarque qu'il y avait beaucoup de Juifs parmi les leaders de 68 ?**

En effet. Probablement parce que les juifs, depuis longtemps, avaient tenté de prendre le chemin politique pour sortir de leur condition, condition de gens soit inférieurs, soit infériorisés par le racisme. Ce n'était pas la peine d'attendre 68 pour constater que les juifs étaient dans les partis de gauche, révolutionnaires, anarchiste russe, le parti bolchévique, les juifs y ont joué un rôle considérable. Il était donc normal qu'en France, dans les mouvements de gauche contestataires, les juifs fussent nombreux.

On dit parfois que c'est pour cette raison que le mouvement français n'avait pas dégénéré en violence, c'est parce que les juifs ne souhaitaient pas les attentats, les assassinats.

### **8) Est-ce vrai aussi dans le cas de Sartre ?**

Sartre pose un problème, en effet. Ce fut un représentant de l'ambiguïté française. Mais sa réflexion sur la question juive, sa fameuse thèse que « l'on est juif par le regard de l'autre », est très juste. Mon père le disait aussi : vous vous cachez et vous ne voulez pas dire que vous êtes juif, mais les autres le savent et vous le lanceront en pleine figure au moment voulu. En revenant à la présence de nombreux juifs dans de diverses organisations : oui, je l'ai vu. Par exemple, à l'UEC, près de la moitié du bureau national c'étaient des Juifs.

### **9) Que veut dire pour vous « être juif » ?**

« Être juif », c'est ne pas accepter l'oppression, ne pas accepter que d'autres soient opprimés. C'est une très jolie vision. Facile à dire, littéraire et politiquement juste. Mais, enfin, être juif c'est aussi vivre toujours des épreuves qui entraînent l'insécurité. C'est aussi une certaine condition. Je me sens juif quand les Juifs sont persécutés, face à l'antisémitisme.

**10) Est-ce aussi « ce devoir double » dont vous parlez souvent ?**

Oui, même si ce n'est pas facile à faire. Ce qui est sinistrement intéressant, c'est cette constance, permanence de l'antisémitisme, on est toujours le Juif de quelqu'un. L'homme a besoin « des Juifs », chacun a besoin de « son » Juif. Dans toutes les servitudes, on trouve plus malheureux que soi, et on trouve toujours quelqu'un à asservir. Et c'étaient souvent des Juifs.

**11) Ressentez-vous un attachement avec l'État d'Israël ?**

Mon raisonnement sur Israël, depuis 1967, n'a pas changé. En tant que ministre des AE, je tenais compte de l'origine d'Israël, de l'Holocauste, mais je suis convaincu de la nécessité de faire deux États, israélien et palestinien. J'ai de l'admiration pour tous ceux qui ont fait l'État d'Israël. Mais que sont devenus les idées des pères fondateurs et leur mythe aujourd'hui ? Vous ne pouvez pas être indulgent sur ce qui se passe maintenant. L'élan nécessaire, ce romantisme a disparu. Maintenant, Israël est devenu un pays comme les autres, l'extrême droite y est très forte. J'ai eu une discussion avec un vieil ami juif qui me disait que ce n'était pas facile pour les Juifs. Mais, ce n'est facile pour personne. Si on excuse cette cécité, ces erreurs politiques permanentes alors on n'arrivera jamais à la résolution du conflit au Proche-Orient.

Quand j'étais ministre de AE, j'ai réagi contre l'occupation de Gaza, j'y suis allé. Savoir pourquoi Israël existe est absolument nécessaire mais cela ne justifie rien. Au contraire, cela condamne encore plus.

**12) Auriez-vous été, à certains moments de votre parcours, un dissident ?**

Certes, j'ai été à plusieurs moments de ma vie un dissident. Mais un dissident plus à l'aise d'être en France. Être un dissident en France,

cela entraînait moins de conséquences que d'être un dissident dans un pays où l'on risquait sa vie. Notre situation était commode car elle nous mettait du bon côté de la barricade ou du mur.

Cela dit, j'ai souvent adopté une attitude dissidente. À l'UEC par exemple lorsque nous étions chassés pour avoir exprimé notre désaccord avec le parti communiste, même si c'était moins risqué qu'en Pologne. Mais cela pesait d'être chassé. J'étais en quelque sorte un « dissident de la liberté », lorsque je me suis lancé dans l'humanitaire sans frontières. Rien n'était tabou, il fallait briser le silence autour des drames humains tus par la Croix rouge. Les gens qui subissaient des contraintes ne savaient même pas qu'ils les subissaient. D'où l'idée de *Médecins sans frontières*. Notre internationalisme s'exprimait dans la conviction que la médecine permettait de mettre les hommes sur le même pied d'égalité. La souffrance, la maladie sont là pour nous prouver que nous sommes tous pareils. Notre engagement de médecin était une forme de rébellion. Notre dilemme était très clair : on soigne et on accepte le système ou l'on tente de le changer. D'ailleurs, la gauche n'était pas d'accord avec nous. Comme on ne voulait pas accepter le système, il fallait être un dissident. Soigner les gens au-delà d'une frontière, dans un régime parfois autoritaire, c'est une rébellion. Par exemple, le blocus alimentaire au Biafra a été utilisé comme une arme de guerre, contrairement aux conventions de Genève. Il fallait le dénoncer. C'est ce qu'on a fait.

Je suis aussi un dissident politique, cela ne m'a pas gêné de travailler avec Sarkozy et, à un moment donné, lorsque je ne pouvais plus tenir mes engagements, je suis parti (affaire des Roms, la question de l'immigration). Cela, parce que je ne crois pas aux étiquettes politiques.

Je crois qu'il est plus facile de rester un dissident permanent : on écrit des livres, on signe des pétitions, on a l'esprit clair et satisfait. Mais il

me semble que, parfois, il faut s'engager et faire les deux : garder le sens de la révolte et de l'engagement.

C'est beaucoup plus confortable de ne pas bouger de lignes, de rester un type « pur ».

### **13) Avez-vous réussi davantage en restant conforme ou plutôt en choisissant la voie de la « dissidence » ?**

Cela m'aurait évité de perdre quelques amis et m'aurait donné bonne conscience mais il y a des choses que je n'aurais pas faites si je ne m'étais pas engagé politiquement. Rien que la Guinée par exemple. Ce que j'ai fait en Guinée me satisfait pour trois ans et demi de sarkozysme.

Le bilan de ministre : globalement, je suis très fier d'avoir dirigé la diplomatie française. Sarkozy ne m'a jamais rien interdit et on s'entendait pas mal. Il y a des choses que j'ai faites que personne d'autre n'aurait fait car il y a un côté conformiste chez les ministres des AE mais cela ne m'arrête pas.

Côté négatif : c'est que j'ai côtoyé des gens qui n'étaient pas ma famille politique<sup>1162</sup>.

### **14) Votre « famille » politique est hétérogène ?**

Oui, elle est composée d'individualités de différents milieux. C'est peut-être parce que je n'aime pas les hommes politiques « professionnels ». Je n'ai jamais été un politique professionnel. J'ai pu gagner ma vie autrement, de temps en temps j'étais ministre.

Le parti politique me gêne. Je suis beaucoup plus proche de Michnik par exemple et certains socialistes comme Michel Rocard me plaisent bien. Je pense que je suis un social-démocrate moderne, essayant de

---

<sup>1162</sup>. Dans le climat de l'entretien il était clair que la « famille » politique ce sont ceux avec qui on veut contruire, indépendamment des divisions partisans.

ne pas être limité par les carcans politiques figés. C'est cela ma dissidence.

Je suis d'avis qu'il faut combattre du côté de toutes les infortunes, de tous les malheurs même quand ils ont une mauvaise étiquette.

### **15) Un vrai homme politique se reconnaît à son pouvoir de contestation ?**

La contestation d'aujourd'hui en France ce n'est pas celle qu'on a eu il y a 40 ans. J'ai le sentiment que nous avons manqué l'Europe. Le grand pouvoir de contestation ce serait peut-être de redire qu'il faut refaire l'Europe. Parce que nous, les Européens, nous ne compterons plus. Il aurait fallu faire une Europe fédérale, les États-Unis d'Europe. Il fallait aller beaucoup plus loin. Même si ce n'était pas facile.

### **16) La crise a accéléré le repli identitaire et la montée des nationalismes en Europe.**

Si vous fréquentez des guerres, comme moi, vous savez que la langue de la haine est facile à reprendre. Et bientôt il y aura un grand parti antimusulman en France et en Europe. Notre génération est intéressante mais elle est terminée. Dany, Joschka, Michnik, moi, c'est fini. Lisez Berman, c'est le siècle dernier.

### **17) La notion de gauche et de droite est-elle anachronique ? Sinon où se situent les clivages politiques dans nos sociétés ?**

Je ne suis pas à l'aise dans les partis politiques. Mais je ne pense pas qu'ils aient complètement disparus. Cette anachronisme a encore un peu de temps devant lui. Il compte un peu, notamment dans les réflexes des gens. En simplifiant un peu, je dirais que les réflexes sociaux sont plus évidents à gauche, des réflexes d'aménagement de la société et non pas de suprématie et de combat sont aussi plus intéressants à gauche. Et curieusement, je vous le dis très



franchement, Sarkozy a toujours le réflexe de gauche. Après il change, son entourage le change, mais je l'ai toujours vu spontanément plutôt généreux.

Il est vrai que ces clivages ne sont plus essentiels. Il faut trouver d'autres filtres de compréhension, d'autres rationalités.

**18) Comment sortir de ces cancans des partis politiques, de ce raisonnement « tribal » ?**

Nos parents diraient : une bonne guerre. Moi, je dirais : une grande crise. On ne s'associe que contre le mal. Malheureusement, on s'associe très mal pour le bien.

**19) M.-A. Burnier a écrit en postface de votre biographie qu'en acceptant le poste de ministre des AE, vous avez « pris deux paris : l'un sur la capacité de Sarkozy à remettre la France dans le monde moderne, l'autre sur une raison d'État qui ne devait pas oblitérer trop souvent les droits de l'homme ». Les avez-vous gagnés ?**

Remettre la France dans le monde moderne, je pense que nous l'avons un peu réussi. Bien sûr, très partiellement, parce qu'il faut beaucoup plus de temps pour cela. Je crois que la France est revenue parmi les quatre pays qui comptent. Nous comptons plus que pendant les deux septennats précédents.

2ème pari : c'était une erreur. On peut s'attacher à défendre les droits de l'homme quand on a les mains libres. Avoir Sarkozy comme président, ce n'était pas gênant car on s'entendait sur pas mal de choses. On avait des relations très amicales et très violentes. Mais c'est son entourage qui me combattait et je ne pouvais pas faire tout ce que je voulais. Si, je pouvais, mais de temps en temps. Par exemple, je l'ai fait pour la Guinée. Le massacre des femmes dans le

stade, je ne l'ai pas supporté. J'ai fait bougé les choses avant les autres.

Le réalisme et les droits de l'homme se marient mal. D'abord, il ne faut pas mettre de ministère des Droits de l'homme. C'était une « mode », mais c'est fini. Il faut un ambassadeur des droits de l'homme. Mais il y a une incompatibilité ; vous ne pouvez pas faire des droits de l'homme l'unique fondement d'une politique extérieure. Vous devez y penser toujours, le mettre dans votre raisonnement et vous en approcher le plus. Sinon, vous êtes militant et vous faites des manifestations dans la rue, je l'ai fait plus d'une fois.

**20) Au niveau déclaratif, personne ne conteste l'importance des droits de l'homme aujourd'hui. Mais n'est-ce pas un piège ?**

Oui. Et pas seulement un piège. C'est un travail qui n'est pas achevé. Mais ce n'est pas complètement négatif. Le mouvement qui se manifeste dans les pays arabes, se manifestera en Russie aussi un jour.

**21) Vous avez bataillé pour le droit d'ingérence.**

C'est moi qui l'ai fait. Mais on l'a oublié. Les Français s'en fichent.

**22) Vers quoi évolue-t-il ?**

Vers les actions régionales. Peut-être autorisées ou/et voulues par les Nations Unies. L'action humanitaire changera de nature. Pour moi, c'est de la politique. J'ai toujours dit que c'étaient les deux. Il faut de l'humanitaire dans la politique et de la politique dans l'humanitaire. J'ai été bien seul sur cette affaire.

**23) Quelles sont vos relations avec Dany Cohn-Bendit depuis qu'il n'a pas été tendre avec vous sur votre action dans le gouvernement Fillon ?**

Dany m'a fait grief parce qu'il n'a pas été d'accord que j'aie chez Sarkozy. Il avait partiellement raison, mais j'avais partiellement raison aussi.

**24) Et votre réaction à l'affaire des Roms ?**

J'analyse cette affaire comme un calcul politique qui se retournera contre Sarkozy. Les Roms c'était trop pour moi car cette affaire me rappelait les camps d'extermination. C'est pour cela que j'ai écrit au président que j'allais partir. Et l'Élysée a démenti bien sûr. Mais j'ai la lettre. Je l'ai donné de la main à la main à Sarkozy. C'est alors que l'ouverture s'est terminée.

**III. Extraits de l'entretien avec Daniel Cohn-Bendit**  
**Bruxelles, 9 février 2010.**

**1) Quels contacts aviez-vous en Pologne avant 68 ?**

Je ne connaissais personne.

**2) Aviez-vous conscience à l'époque de ce qui se passait réellement de l'autre côté du Rideau de fer ou bien c'était ex-post ?**

Non. Je suivais ce qui se passait dans les pays communistes en général par médias interposés. Mais, je ne connaissais personne en Pologne à l'époque.

**3) Étiez-vous solidaire avec les camarades polonais en 68 ?**

Oui bien sûr. On analysait cela comme une révolte contre le pouvoir installé, comme les révoltes qu'il y avait eu à Berlin ou chez nous.

**4) Certains protagonistes ont réalisé l'importance de la révolte à l'Est seulement au moment du Printemps de Prague.**

Pas en ce qui me concerne car la première manifestation à laquelle j'ai participé au côté de mon frère, j'avais alors 11 ans, c'était contre l'intervention russe à Budapest en 56. Dans mon « disque dur » d'anticommuniste de gauche, libertaire, Prague n'était que l'ultime soulèvement, mais ce n'était pas le début d'une prise de conscience. J'avais mes propres références : quand je parlais de la révolution russe c'étaient les marins de Kronstadt, c'étaient les oppositions de gauche contre les bolchéviques.

**5) Il y avait pourtant des différences entre ces mouvements. Comment vous les perceviez ?**

On n'allait pas chercher trop loin. Ce n'est qu'après qu'on a compris ces différences. Mais je crois que l'idée qui nous réunissait c'était : il y avait une société installée et il y avait des jeunes, des intellectuels qui se révoltaient contre le monde fermé. Et les différences : eux, ils aspiraient à la démocratie, même à la démocratie parlementaire qui existait chez nous et nous à l'époque nous voulions la dépasser. Mais cette clarification s'est faite après.

## **6) Les jeunes révoltés de l'Est ne comprenaient pas la rhétorique dans laquelle s'exprimait cette révolte ?**

Il faut faire attention, il y avait un langage très marxiste utilisé par une partie du mouvement et il y avait un autre langage qui était plutôt situationniste, libertaire. Donc il n'y avait pas une rhétorique. Mais en effet, les drapeaux rouges, les slogans etc.. cela pouvait donner des boutons.

Je crois qu'il faut bien comprendre que dans ces révoltes il y a le signifiant, ce qui est explicite et le signifié, ce qui est implicite et, je crois, les liens étaient beaucoup plus implicites qu'explicites. Il y avait une partie du mouvement contre les régimes totalitaires soviétiques mais, bien sûr, c'est très compliqué parce qu'il y a eu toute cette folie maoïste, trotskiste etc. Les sentiments de la majorité étaient les sentiments d'empathie pour les révoltes. Mais il est vrai que l'expression intellectuelle de tout cela a été quand même assez floue.

Un autre point de différence : c'était le sentiment antiaméricain qui était incompris chez vous et qui s'est exprimé notamment dans notre position contre la guerre au Viêt Nam (j'ai eu un désaccord à ce propos avec Adam Michnik) et, plus tard, sur la guerre en Irak (de nouveau un désaccord avec Adam). L'idée de démocratie représentée par l'Amérique était très forte chez vous.

**7) Vous demandez « d’oublier 68 » alors qu’en Pologne, on commence à en parler depuis peu.**

Je crois qu’il y a une chose qui est ressentie très fort chez nous et qui est une raison des liens avec la Pologne : c’est l’antisémitisme de la répression. Il y avait une blague qui circulait à Paris « en quelle langue se parlaient les trotskistes et les maoïstes quand ils négociaient ? En yiddish », parce qu’ils avaient tous les origines juives.

**8) Difficile d’oublier 68 alors qu’aussi bien pour Michnik, Kouchner et vous-même, il s’agit d’un événement « dateur ». C’est le moment d’une césure pour vous trois, semble-t-il.**

Non, ce sont les autres qui s’y réfèrent par rapport à moi. Je ne me réfère pas à la révolte car elle est complètement imprégnée de l’époque et je ne peux pas, aujourd’hui, continuer à expliquer mon positionnement politique actuel par rapport à 68. Cela n’a aucun sens. Pour moi, c’est aussi une césure car, bien sûr, il y aura désormais une différence dans ma vie entre avant et après 68. 68 c’est pour moi la démonstration qu’on peut, à un moment, ne pas être seulement un rouage de l’histoire mais faire l’histoire. Et tourner la roue.

**9) Heureusement le terrorisme ne s’est pas développé en France. Comment l’expliquez vous ?**

Ceux qui étaient les plus proches du terrorisme c’étaient les maoïstes et ils ont eu un moment d’auto réflexion au dernier moment. Cela leur a permis de s’autodissoudre, je crois aussi que c’est un peu le hasard qu’ils aient réfléchi. C’étaient des gens fous. Par exemple Benny Levy (porte-parole de la Gauche Prolétarienne), quand il est devenu secrétaire de Sartre, il l’a amené à justifier l’attentat de Munich de 72 et, après, il a fini dans une yeschiva en Israël.

**10) Robert Linhart, voilà un autre parcours troublé d'un leader maoïste.**

C'est un parcours vraiment dramatique parce qu'il en a perdu la parole.

**11) Après votre expulsion de France, aviez-vous un sentiment d'échec ?**

Non. Ce qui est une preuve de mon état d'esprit d'alors, c'est mon interview avec Sartre. Sartre croyait au Grand Soir, à la révolution. Je n'étais pas d'accord avec lui. Mais j'ai toujours dit que mon expulsion était une chance pour moi parce que dans le désespoir ambiant après 68, j'étais obligé de me refaire une vie en Allemagne. L'expulsion a été l'obligation d'une réflexion.

**12) Bernard Kouchner a longtemps éprouvé de la fascination pour Che Guevara. Adam un temps aussi. Et vous ?**

Guevara était devenu une icône sexuelle et je trouvais cela drôle. Mais je n'ai jamais pris le guévarisme au sérieux. L'idée d'exporter la révolution armée, j'ai toujours trouvé cela aberrant.

**13) Vous étiez ainsi très en avance sur vos camarades de l'époque ?**

J'étais très différent.

**14) Y-a-t-il eu un réveil de conscience juive en 68 ?**

Selon moi, le réveil de la conscience vient après la guerre des Six Jours, mais surtout dans les années 70. Pour beaucoup comme Geismar et d'autres. Personnellement je suis prudent là-dessus. J'ai toujours dit que je n'étais ni sioniste ni antisioniste. Je suis asioniste dans le sens où je ne sais pas ce que j'aurais fait en 1945 : disons que je sois né dans les années 30 et que j'aie alors 15 ou 20 ans ;

serais-je allé ou pas en Israël ? Je trouve compréhensible la logique qui consistait à dire « ça suffit maintenant, les Américains n'ont pas voulu de nous, ils ne nous ont pas laissés entrer, on fait notre État et on ne compte que sur nous-mêmes ». La réalité du Moyen Orient aujourd'hui est plus compliquée parce que c'est un espace politique. Toute la mythologie d'il y a 3000 ans, cela ne me touche pas. C'est un peu ridicule. Je n'ai jamais eu un retour à la judaïté. Mais il est vrai que je suis différent, cela est lié à l'histoire de mes parents, au fait que je ne sois ni français ni allemand. Il y a une différence entre Michnik, Kouchner et moi. Adam est Polonais, Bernard français. Dans le livre de Amin Maalouf (Les identités meurtrières), il y a un dilemme qui est posé : tu es Libanais ou Français ? Je me reconnais dans ce dilemme. Si on me demande : tu es Français ou Allemand ? Je répondrai : ça dépend. Je dirais plutôt que je suis un bâtard.

### **15) Bâtard, n'est-ce pas lourd à porter ?**

Non. C'est un peu ironique. En fait, je suis un mélange : du français, de l'allemand, du juif, de l'hérétique. Et c'est très bien ainsi.

### **16) La question de la judaïté est-elle travaillée, ouverte, fermée ?**

Ma femme, qui n'est pas juive mais allemande, me dit toujours que cette question n'est pas travaillée. Si je fais ce travail de comprendre ce n'est sûrement pas pour aller en Israël. Car j'ai toujours dit que je suis un juif de la diaspora et je dis – ce qui est très mal vu en Israël — qu'Israël c'est la fin des juifs. Ce sont des Israéliens. Des Israéliens qui ont pour une majorité la religion juive, mais c'est une identité nationale. Le juif de la diaspora c'est une identité anationale. On peut y rajouter l'identité française, allemande ou polonaise. On me demande souvent : Dany où irais-tu si jamais Hitler revenait ? Je réponds : à New York. C'est un peu provocateur, mais il y a du vrai



là-dedans. Mais c'est clair que je n'ai pas encore conceptualisé tout cela. Pour l'instant, je me défends, je défends un espace de différences.

**17) Et quelle était votre attitude au moment de la guerre des Six Jours ?**

Au début de la guerre, j'ai vécu une histoire terrible. Il y a eu un à Paris meeting de soutien à Israël. Pourquoi j'y ai participé : parce que j'étais contre l'unité nationale car si l'unité nationale est d'extrême droite, même si elle est juive, moi je suis contre. Je défendais aussi l'idée qu'il fallait une solution pour les Palestiniens. Et j'ai failli être lyncher. Certains participants sont intervenus pour dire que mes proches étaient morts à Auschwitz et c'est seulement après qu'ils m'ont laissé en paix. Sinon, ils m'auraient lynché.

J'acceptais totalement l'État d'Israël et, en même temps, déjà à ce moment là, j'étais mal à l'aise avec l'État d'Israël. Et plus tard, quand les organisations de gauche et d'extrême gauche se sont liés aux Palestiniens, j'étais mal à l'aise aussi. Mais j'étais mal à l'aise avec les Palestiniens organisés et mal à l'aise avec les juifs organisés en État. Et cela jusqu'aujourd'hui. Quand je suis allé en Israël en 71 ou 72, sur place, je défendais l'idée des deux États. Les Israéliens étaient contre, les Palestiniens étaient contre, les Arabes aussi. À mon arrivée, la radio du Caire annonçait : « le sioniste est arrivé et il montre son vrai visage », le plus grand journal israélien a fait un commentaire qui en résumé disait « le petit juif qui a fait partir de Gaulle est arrivé mais s'il dit des bêtises on fera comme de Gaulle, on l'enverra à la maison ».

**18) Comment expliquer la présence de nombreux leaders d'origine juive dans la contestation de 68 ? Paul Berman en parle. Aleksander Smolar dit que 68 clôt la sortie des ghettos.**

Pour une partie des juifs - oui. C'est une volonté d'une minorité des juifs d'un peu partout de définir leur identité, non pas au nom d'une identité juive mais au nom d'une identité universelle. Smolar n'a donc pas tort.

**19) Pour la fille de Linhart, c'est l'explosion de la parole. Après l'Holocauste, c'est enfin la prise de la parole. Adam, Kouchner le confirment et vous ?**

En Allemagne ce sont les jeunes non juifs qui ont parlé du passé. C'étaient eux qui posaient des questions à leurs parents et grands-parents. Il y a eu une irruption d'acteurs juifs aux USA : 60% des jeunes blancs qui se sont engagés dans le Sud pour organiser les noirs et les inciter à s'inscrire sur les listes, c'étaient des juifs.

**20) Parlait-on dans votre famille du drame de l'Holocauste ou était-ce un sujet tabou ?**

Mon père est mort lorsque j'avais 13 ans et ma mère qui était responsable économique d'un lycée juif n'avait pas de problèmes pour parler avec moi de la Catastrophe. Je n'ai donc pas eu l'impression d'un silence.

**21) À la question posée dans votre livre *Que faire ?* : « Dany es-tu un militant, un révolté ou bien un homme politique assoiffé de reconnaissance ? » j'aimerais en rajouter une autre : étiez-vous/êtes-vous un dissident ?**

Lors du procès en 1968 à Francfort, après mon expulsion, lorsque le juge m'a demandé comment je m'appelais, j'ai répondu : Kuroń et Modzelewski. Je me suis toujours identifié aux dissidents et j'étais dissident contre toute la culture traditionnelle d'extrême gauche, marxiste, bolchévique, mais je ne risquais rien. Donc je n'étais pas un dissident au sens propre. Un dissident dans un monde soviétique ou

communiste, risque beaucoup. Le courage, la force des dissidents je ne peux pas me l'approprier. Si je prends le terme de Arendt, je suis un paria.

**22) Quelles actions avez-vous entrepris en tant que « paria » ?**

Ce qui me définit et qui est de la dissidence c'est ma liberté de parole. Je dis ce que je pense et je pense ce que je dis. Les calculs de la *Realpolitik* ce n'est pas ma tasse de thé. C'est pour cela que je ne peux pas être ministre. Parce que ma conception de la vie et de la politique est autre. C'est dans ce sens que je suis un dissident. Quand les Verts allemands — traditionnellement pacifistes — sont contre l'intervention militaire en Bosnie et moi j'approuve cette décision, je suis un dissident.

**23) Qu'est-ce qui motive votre décision de faire de la politique dans des structures traditionnelles de parti ?**

Nous avons beaucoup discuté entre nous, les militants des mouvements libertaires et celui qui était contre cette redéfinition de la politique traditionnelle et parlementaire. À ce moment-là j'étais un dissident aussi. J'ai dit alors que si nous voulions influencer sur les décisions et changer les choses, il fallait prendre des responsabilités au niveau institutionnel. Cela a été une dissidence par rapport à un milieu donné.

A la fin c'est devenu ma force et ma marque. Tout le monde dit, « ah c'est Dany, il n'y a que lui qui peut se le permettre ».

**24) Vous appelez à lancer un mouvement *Europe-Écologie* qui pourrait rallier différents courants. Cela paraît difficile car la politique s'inscrit toujours dans les clivages traditionnels**

**droite/gauche. Est-il possible de dépasser ces clivages, ces raisonnements partisans ?**

Mais c'est la force de ce mouvement. José Bové était contre nous au départ. Eva Joly aussi. Nous avons réussi à dépasser cela car il n'y a pas d'écologie de droite ou de gauche et il faut redéfinir la politique. Une partie de la société a été fascinée par cette capacité de rassembler. C'est quelque chose de nouveau. Les élections européennes c'est un cadre parfait pour moi car quand on revient vers le national, il faut dire qu'on est de droite ou de gauche.

**25) Vous prônez la création d'une liste transnationale aux élections européennes. Est-ce une façon d'élargir l'espace européen ?**

Elle est discutée dans la Commission et on verra comment réagiront les députés et les États. L'idée est de rajouter 25 députés aux élections européennes qui se présenteraient sur une liste transnationale. Vous auriez deux voix, donc Adam par exemple pourrait voter pour quelqu'un en Pologne et pour moi.

**26) C'est un pas vers la construction de l'identité européenne ? Qu'est-ce, au juste, l'identité européenne ?**

Absolument, c'est cela l'idée. L'identité européenne, c'est de surmonter toutes les erreurs de l'histoire.

**27) Vaste travail !**

Mais je pense qu'on sous-estime le processus qui est en train de se faire. Si on prend l'exemple de la Pologne, elle était pendant très longtemps séparée de l'Europe, aujourd'hui ce problème est réglé. Donc la formation de l'identité européenne prendra encore peut-être une génération, mais ceux qui sont nés aujourd'hui, ils ne connaîtront

pas autre chose que la Pologne dans l'espace européen. De la même façon on sous-estime le rôle de l'euro.

La conscience européenne, c'est de dire qu'on ne veut plus de tous les drames de l'histoire de l'Europe. Car l'Europe a produit le colonialisme, les guerres mondiales et les deux plus grands autoritarismes ; le fascisme et le communisme.

**28) Quelle place pour la mémoire européenne, ce dont parlait beaucoup Bronisław Geremek ?**

Je rêve d'un livre d'histoire européenne. Et qu'il y ait toutes les mémoires dedans.

**29) Geremek regrettait que la mémoire divise toujours et encore l'Europe.**

Cette conscience européenne ne peut être que contradictoire. Par exemple les mémoires juive et allemande ne peuvent être que contradictoires. C'est un problème de ressenti et, en même temps, cela fait partie d'une même histoire. Il faudrait donc expliquer que l'Europe a été pendant des siècles, depuis les guerres de religion jusqu'à la construction européenne, un espace divisé, où les antagonismes ont justement pu faire l'histoire, et à partir du moment où on arrive à la construction européenne on va écrire de nouvelles pages de l'histoire. Il faut simplement avoir conscience de ces différences, ce n'est pas un problème.

**30) Quel évènement pourrait être un moment constitutif de la mémoire européenne. La chute du Mur par exemple ?**

Il y a deux éléments constitutifs de l'Europe : le goulag et les camps de concentration. Bien sûr, ce sont des éléments constitutifs mais négativement. La chute du Mur ne s'explique que par les camps d'extermination, de concentration. Et la volonté de dépasser cela.

Quand je parle des grands rêves européens, le premier ce fut celui du Rhin, le Rhin qui fut une frontière, mais aujourd'hui c'est un fleuve normal entre la France et l'Allemagne. Plus d'armées, plus de soldats. L'autre rêve, ce fut l'Oder, aujourd'hui il est réalisé aussi. L'Oder est un fleuve et non plus une frontière. Le troisième défi que l'on a devant nous, c'est le Bosphore. On ne peut expliquer le rêve de l'Oder que par la chute du Mur. De même que l'on ne peut expliquer le rêve du Rhin que par la volonté de quelques « fous » de surmonter l'antagonisme franco-allemand.

### **31) À quelle échéance peut-on espérer voir l'Europe dont vous rêvez ?**

C'est toute la difficulté. Les hommes et les politiques surtout espèrent réaliser leurs visions dans leur temps de vie. Si vous voyez l'Europe aujourd'hui et ses difficultés, vous dites : c'est assez misérable. Si vous voulez vous rassurer alors comparez l'Europe avec celle d'il y a 50 ans. Essayez d'imaginer qu'en 1945, vous interrogez mon père et vous lui dites que dans cinquante ans il n'y aura plus de frontières en Europe ! Donc, si on regarde en arrière, on peut être fier. Et dire « Yes, we can ». Ce sont les Européens qui l'ont inventé. Dans cinquante ans, ce sera probablement la même chose. Aucun Français ni Allemand ne saura ce qu'était le franc français et le deutsche Mark. Je crois qu'on a un rapport très infantile à l'histoire. Quand on prend la Révolution française, les cinquante premières années juste après la révolution furent terribles. Je ne sais donc pas à quelle échéance : trente, quarante ans.

Une chose est sûre, les États-nations ne peuvent plus répondre à la mondialisation, c'est pour cela qu'on a besoin de l'Europe. L'État-nation croit pouvoir répondre mais ne peut plus le faire. Ceci bloque tout et partout. Dans les années à venir, il y aura probablement un renforcement de l'espace européen et un épuisement des États

européens qui, face au rythme de l'évolution dans le monde, ne pourront pas tenir. L'histoire avance et recule.

### **32) Quel modèle d'intégration aurait le mieux réussi selon vous ?**

Aucun. Ils ont tous échoué. Cela se voit notamment à travers l'école ; l'école française a échoué, l'école allemande a échoué aussi, hollandaise, britannique. L'école comme lieu d'intégration à une société est dépassée par les événements. Et même si on dit que ces systèmes ont échoué, j'ai envie de demander : et alors ? Prenons l'exemple de l'Allemagne. Depuis la nouvelle loi sur la nationalité il y a plus d'un million d'immigrés qui sont devenus Allemands en une dizaine d'années. C'est un phénomène qui va continuer, on peut raconter ce qu'on veut mais les Allemands d'origine turque vont rester et l'Allemagne ne va pas les expulser non plus. C'est du « méta-discours ». Il va falloir changer des politiques de l'école, d'intégration, d'égalité sociale etc.

### **33) Comment avez-vous accueilli la décision de Bernard Kouchner d'entrer dans le gouvernement de droite de François Fillon ?**

Ce n'est pas la peine d'être contre. Bernard depuis dix a rêvé d'être ministre des AE. Moi, je dis donc que chaque enfant a droit de réaliser son rêve. Le drame pour lui, c'est que la conceptualisation par Sarkozy de « l'ouverture » consistait à prendre dans le gouvernement des gens et de les modeler à son image, à faire en sorte qu'ils deviennent à l'image de Sarkozy. Cela ne sert à rien. Il n'a pas pris Kouchner pour que Kouchner fasse du Kouchner. Mais Bernard y a cru. Il y a eu des moments intéressants lors de sa mission ministérielle comme par exemple l'appel commun de Bernard et de Moratinos (ministre espagnol des AE) publié dans *le Monde* pour

reconnaître l'État palestinien. Tout de suite Sarkozy a sifflé la fin de la récréation. Bernard en tant que ministre des AE n'a pas eu l'espace dont il avait besoin pour faire une politique. Il a cru qu'il y arriverait. Dommage !

**34) Vous n'êtes pas tendre avec votre ami ?**

Non, je n'ai jamais trop critiqué Bernard. J'étais peut-être un peu méchant. La seule critique c'était qu'il fut la voix de son maître. C'est-à-dire, il y a eu plusieurs événements où la voix de Bernard n'était pas là. Il y avait une voix de Sarkozy mais pas celle de Bernard. Et même quand Bernard parlait, on sentait que c'était du Sarkozy.

**35) A part la *Lettre* que vous évoquez, quel est le bilan de son passage au MAE ?**

Il a fait des conférences sur le Liban, sur le Rwanda. Il a réussi à faire changer la position de Sarkozy sur la Bosnie : il a accepté la levée de visa pour les Bosniaques. Mais, globalement, je ne crois pas que ce bilan soit positif.



## LA CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS DE MAI 68

**08/01/1968** Inauguration de la piscine du campus de Nanterre par François Missoffe, ministre de la Jeunesse et des Sports. Il est pris à partie par des étudiants.

**07/02/1968** Heurts violents à l'occasion d'une contre-manifestation organisée par les Comités Vietnam.

**20/03/1968** Attaque du siège parisien de *l'American Express*.

**22/03/1968** Incidents à Nanterre. Occupation de la tour administrative. Création du *Mouvement du 22 mars*.

**28/03/1968** Suspension des cours à Nanterre jusqu'au 1er avril.

**02/05/1968** Voyage de Georges Pompidou en Iran et en Afghanistan. Incidents à Nanterre où les cours sont de nouveau suspendus.

**03/05/1968** Meeting dans la cour de la Sorbonne. Évacuation par la police requise par le Recteur Roche. Manifestation au Quartier latin et incidents, près de six cents interpellations.

**04/05/1968** Appel à la grève illimitée de L'UNEF et du SNEsup. Suspension des cours à la Sorbonne.

**05/05/1968** Condamnation de quatre manifestants du 3 mai à la prison ferme.

**06/05/1968** Comparution de Daniel Cohn-Bendit et d'étudiants nanterrois devant la commission de discipline. Manifestations, puis premières barricades et violents affrontements avec la police au Quartier latin, plus de quatre cents arrestations.

**07/05/1968** Manifestation de Denfert-Rochereau à l'Étoile.

**08/05/1968** Discours d'Alain Peyrefitte à l'Assemblée Nationale.

**09/05/1968** Les leaders étudiants annoncent leur intention d'occuper la Sorbonne dès le départ des forces de l'ordre. En réponse, Alain Peyrefitte déclare que la Sorbonne restera fermée jusqu'au retour au calme.

**10/05/1968** Nuit d'émeutes au Quartier latin où de nombreuses barricades sont dressées. Intervention de la police.

**11/05/1968** La CGT, la CFDT et la FEN appellent à la grève générale pour le 13 mai. Retour de Georges Pompidou d'Afghanistan qui annonce la réouverture de la Sorbonne pour le 13 mai.

**13/05/1968** La Sorbonne est réouverte et aussitôt occupée. Grève générale et manifestations ouvriers-enseignants-étudiants.

**14/05/1968** Général de Gaulle en Roumanie. Dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée Nationale par le PCF.

**15/05/1968** Occupation de l'Odéon et de l'usine Renault à Cléon.

**17/05/1968** Grève à l'ORTF.

**18/05/1968** Retour du Général de Gaulle. Grève générale, la paralysie économique gagne l'ensemble du pays.

**20/05/1968** La grève se généralise.

**22/05/1968** La motion de censure déposée par la gauche est rejetée, elle ne recueille que 233 voix. Daniel Cohn-Bendit est interdit de séjour.

**24/05/1968** Nouvelle nuit des barricades. La Bourse est incendiée. Un commissaire de police est tué à Lyon par un camion lancé par les manifestants.

**25/05/1968** Début des négociations rue de Grenelle.

**27/05/1968** Accord de Grenelle entre les syndicats, le patronat et le gouvernement (augmentation du SMIG et des salaires, annonce de la réduction de la durée hebdomadaire du travail, abaissement de l'âge de la retraite).

**28/05/1968** François Mitterrand annonce sa candidature à la présidence de la République en cas de vacance du pouvoir.

**29/05/1968** Le Général de Gaulle se retire et quitte l'Élysée. Il se rend à Colombey-les-deux-Églises, via Baden-Baden où il a rencontré le Général Massu. Pierre Mendès France se déclare prêt à former un « gouvernement de gestion ».

**30/05/1968** Le Général de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale. Une manifestation de soutien au chef de l'État réunit un million de personnes sur les Champs-Élysées.

**05/06/1968** Début de reprise du travail dans la fonction publique.

**06/06/1968** Évacuation violente de Flins par les CRS ; affrontements.

**10/06/1968** Mort du Lycéen Gilles Tautin.

**11/06/1968** Évacuation de Peugeot-Sochaux ; affrontements : 2 morts.

**18/06/1968** Reprise du travail chez Renault, Peugeot, Citroën.

**23/06/1968** Premier tour des élections législatives.

**30/06/1968** Second tour des élections législatives. Victoire écrasante de la majorité gaulliste.